

331.3106244 S678B v.13 c.1
Société de protection des a
Bulgarie.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

0ISE CIR



3 0005 02023 6389

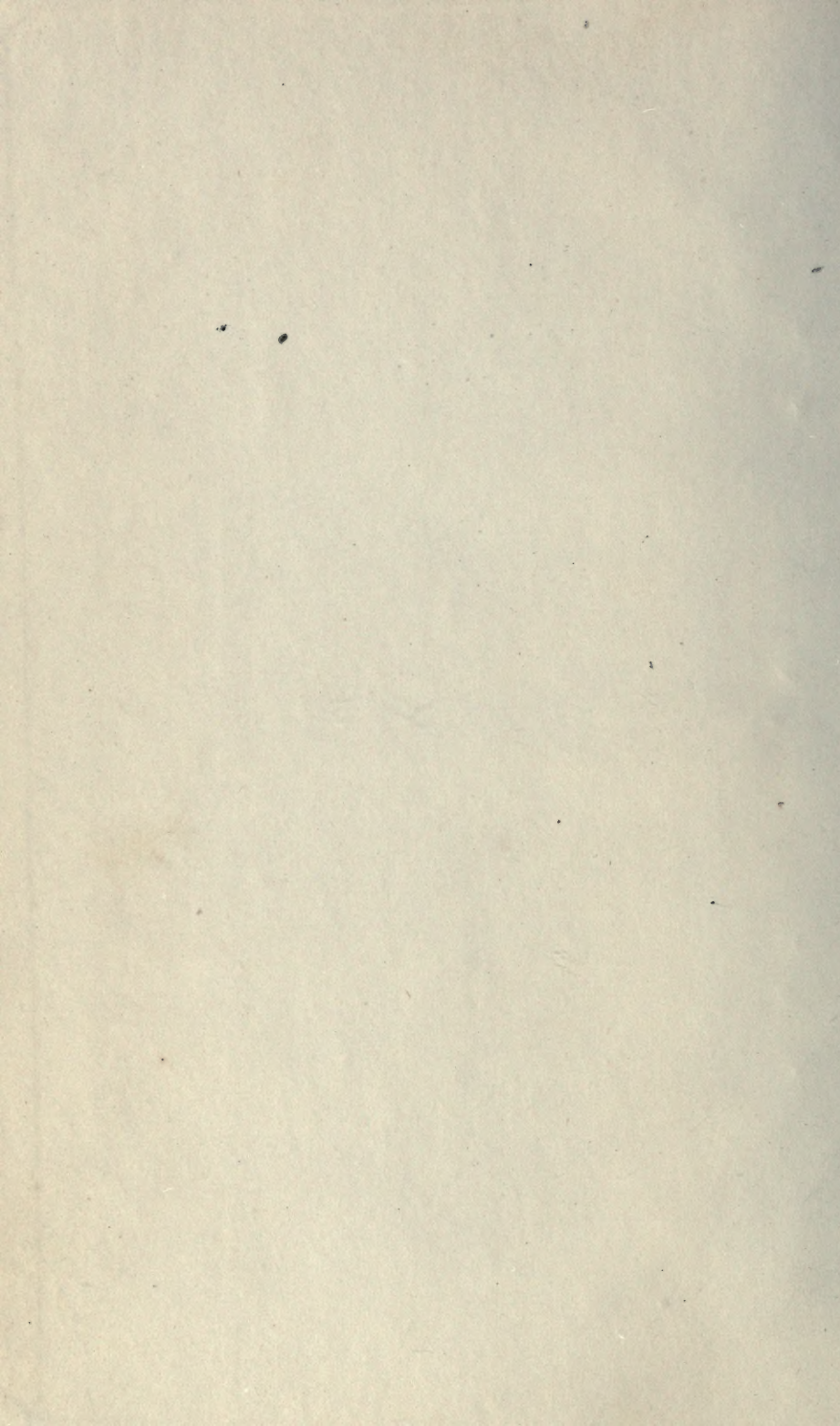
THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada



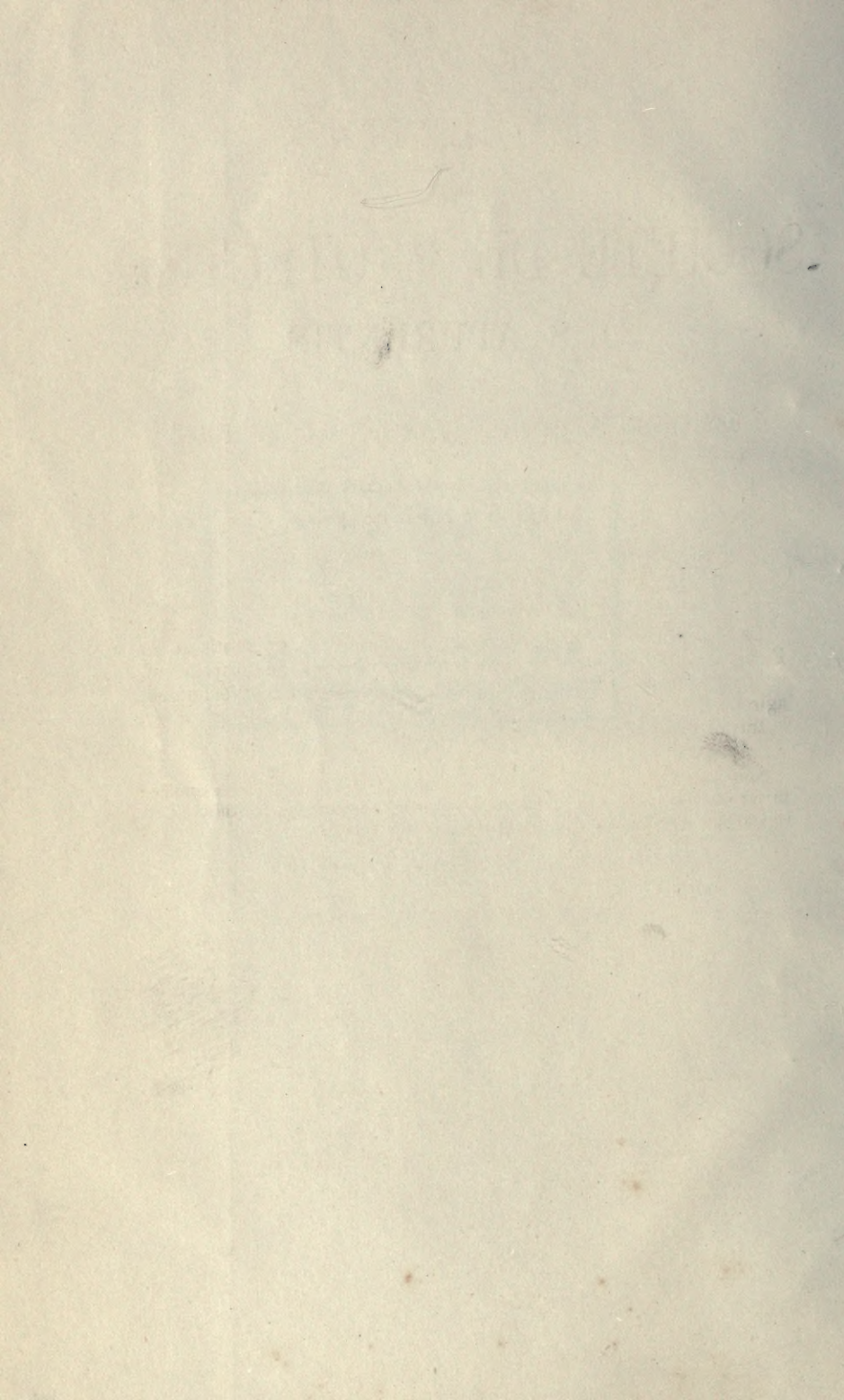




LIBRARY

SEP 21 1970

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET

DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

QUATORZIÈME ANNÉE

(TOME XIII)

PARIS

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

44, RUE DE RENNES, 44

1880

BULLETIN

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

Adresser à M. Jules Périn, avocat, Secrétaire, au siège de la Société de protection, les correspondances et les communications relatives aux Questions de l'Apprentissage et du Travail des enfants dans les manufactures.

Le travail des enfants dans les manufactures est une question qui a toujours préoccupé l'humanité. Pour les enfants, il n'est pas seulement une question de salaire, mais une question de santé, de moralité, de développement. La Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures a pour but de défendre leurs intérêts et de leur faire connaître leurs droits.

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

EXÉCUTE PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE
DES JEUNES TYPOGRAPHES DE L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER
(A. CHAIX ET C^{ie} RUE BERGÈRE, 20 PARIS.)

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

(Aux termes de l'article 4 des Statuts, le Ministre du Commerce est de droit Président d'honneur.)

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Charles **Berthier**, ancien Président du Tribunal de commerce.
- M. Jean **Dollfus**, ancien manufacturier.
- M. de **Laboulaye**, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, Sénateur.
- M. **Legouvé**, de l'Académie française.
- M. Léon **Say**, Sénateur, ancien Ministre des finances.
- M. Jules **Simon**, Sénateur.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. **Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.
- M. Georges **Bonjean**, Juge au Tribunal civil de la Seine, fondateur de la *Société de protection de l'Enfance coupable ou abandonnée*.
- M. de **Boureuille**, ancien Secrétaire général du Ministère des travaux publics.
- M. **Cartier-Bresson**, manufacturier.
- M. le Comte de **Butenval**, ancien Conseiller d'Etat.
- M. **Colcombet**, manufacturier, à Saint-Etienne.
- M. **Dietsch**, manufacturier, à Liepvre (Alsace).
- M. **Gillet**, manufacturier, à Lyon.
- M. Paul **Girard**, directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).
- M. **Gréard**, membre de l'Institut, Inspecteur général honoraire, Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
- M. le Baron **Larrey**, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, Député.
- M. **Marguerin**, Administrateur des Écoles supérieures de la Ville de Paris.
- M. Charles **Rolland**, membre de l'Institut, Directeur des manufactures de l'Etat.
- M. James de **Rothschild**.
- M. le Comte **Sérurier**, vice-président de l'Association polytechnique, ancien Préfet.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. **Dumas**, membre de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Frédéric **Engel-Dollfus**, manufacturier.
- M. le Dr **Marjolin**, Chirurgien honoraire des hôpitaux.
- M. Charles **Petit**, Président de la Société d'assistance paternelle des Enfants employés dans l'industrie des Fleurs et Plumes, ancien membre de la Chambre de commerce.
- M. Charles **Robert**, ancien Conseiller d'Etat, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie *l'Union*.
- M. Eugène **Tallon**, Avocat général près la Cour d'appel de Lyon, ancien Député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. Léon **Lefébure**, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, membre du Conseil supérieur du commerce.

SECRÉTAIRE :

- M. Jules **Périn**, Avocat, Docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arrondissement.

TRÉSORIER :

- M. Paul **Bérard**, Professeur à l'Ecole Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

- M. A. **Chaix**, imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.
- M. Emile **Délerot**, vice-président du Comité des publications de la Société.
- M. F. **Follot**, président de la Société d'assistance paternelle des enfants du Papier peint.
- M. **Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier d'Ivry.
- M. Henri **Lemoine**, président fondateur du Patronage des Enfants employés dans l'Ébénisterie.
- M. Alphonse **Piver**, fondateur de la *Tutelle*, pension d'apprentis.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868)

Paris, 44, rue de Rennes.

5^{ME} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

PROGRAMME DES PRIX

A DÉCERNER EN 1880

(EXERCICE 1879-1880) (1).

La SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES récompense, en séance solennelle, les personnes qui, par leur sollicitude pour les apprentis, l'ont aidée dans son œuvre, les contremaitres et contremaitresses qui ont prodigué leurs soins aux enfants dont ils étaient chargés, enfin les apprentis qui se sont fait remarquer par une conduite et une moralité irréprochables.

Elle décerne :

- 1^o Des mentions spéciales de reconnaissance;
 - 2^o Des médailles de vermeil, d'argent ou de bronze;
 - 3^o Des primes en argent et des livrets de Caisse d'épargne.
-

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* : la 1^{re} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 27 octobre 1867 (t. I, p. 271-313); les *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868 (t. II, p. 319-345) et du 21 juin 1870 (t. IV, p. 10-33); la 2^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 5 juillet 1874 (t. VII, p. 357-410), la 3^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 30 avril 1876 (t. IX, p. 229-284); les *récompenses aux agents de l'autorité pour surveillance* (t. X, p. 9); la 4^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 28 juillet 1878 (t. XI, p. 401).

Les différents lauréats sont groupés dans l'ordre suivant :

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles, Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

1^{re} Catégorie : — comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.

2^e Catégorie : — comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.

3^e Catégorie : — comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.

4^e Catégorie : — comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux Industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.

III. — CONTREMAITRES ET CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUE-

MENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER.

(Pièces à produire pour les candidats : — 1^o Un certificat de bonnes vie et mœurs émané de l'Autorité administrative; 2^o une proposition exposant les mérites du candidat et le nombre d'années de service, adressés à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.)

IV. — APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

DES LIVRETS DE DIVERSES VALEURS ET DES MÉDAILLES
SERONT DÉCERNÉS :

1^o A des apprentis qui, présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Écoles professionnelles, Industriels, se seront fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante;

2^o A d'anciens apprentis devenus ouvriers qui seront restés dans la maison où ils ont accompli leur apprentissage.

(Pièces à produire : — Une proposition exposant les mérites du candidat, nom, prénoms, âge, années de service, etc., adressée à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.)

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES COMITÉS-ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus, dans l'ordre judiciaire, à la cause des apprentis et enfants employés dans les manufactures. (Défense des intérêts des enfants victimes d'accidents devant les tribunaux, etc.)

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.

Une médaille d'honneur à la Société d'Assistance paternelle qui

aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

3. — PRIX DU **Comité des Accidents de fabrique.**

PRIX N° 1. — *Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs* pour une étude complète sur les transmissions de mouvement, faite au point de vue des accidents qu'elles peuvent causer et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 2. — *Une médaille d'argent*, à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 3. — *Une médaille d'argent* sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs*, pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage de scies circulaires.

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent et un prix de 200 francs*, pour une étude sur les scies circulaires et sur les établissements, situés dans Paris, qui les emploient.

Le mémoire comprendra deux parties : 1^o partie technique, 2^o partie statistique.

PRIX N° 6. — *Une médaille d'argent*, à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par d'autres scies moins dangereuses.

PRIX N° 7. — *Une médaille en vermeil et 200 francs*, pour toute invention ou perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents dans une industrie quelconque employant des enfants.

PRIX N° 8. — *Une médaille en vermeil*, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaitre, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents.

PRIX N° 9. — *Une médaille d'argent*, pour les patrons qui auront protégé et reçu dans leurs ateliers les enfants mutilés recommandés par le Comité des accidents de fabrique.

PRIX N° 10. — *Une médaille d'argent avec prime de 200 francs*, pour tout perfectionnement important apporté aux machines agricoles, en vue de les rendre moins dangereuses.

PRIX N° 11. — *Une médaille d'argent avec prime de 200 francs*, pour une étude sur la nature et la fréquence des accidents occasionnés par les machines agricoles.

NOTA. — Des Programmes détaillés de ces divers prix seront envoyés par le Comité des accidents de fabriques aux personnes qui en feront la demande.

4. — PRIX DE L'Œuvre des Institutrices de charité.

Une *médaille d'honneur* sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Œuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprentis par des *Cours d'ateliers*.

5. — PRIX DU Comité des Bibliothèques.

Des *médailles d'argent et de bronze*, avec ou sans primes en argent, seront décernées :

1^o Aux ouvrages d'éducation ou d'enseignement primaire et professionnel spécialement consacrés aux Apprentis et Enfants employés dans les manufactures ;

2^o Aux auteurs de publications littéraires ou scientifiques faites en vue d'instruire et de moraliser les enfants des ateliers.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Le Jury des récompenses, nommé par l'Assemblée de la Société dans sa séance du 15 janvier, a commencé ses travaux le 1^{er} février 1880.

Les propositions de candidats, accompagnées des pièces à produire, devront parvenir le plus tôt possible, et avant le 15 mai 1880, au siège de la Société, rue de Rennes, n° 44.

Le jour de la Distribution des récompenses est fixé au 4 juillet 1880 ; elle aura lieu dans l'Hôtel de la SOCIÉTÉ DE PROTECTION. (Paris, rue de Rennes, 44.)

Pour le Conseil d'administration de la Société de protection :

Le Secrétaire général, *Le Président,*

LÉON LEFÉBURE,

DUMAS,

Ancien Sous-Secrétaire d'État,

Membre de l'Académie française,

Membre du Conseil

Secrétaire perpétuel

supérieur du Commerce.

de l'Académie des Sciences.

(1) Les membres de la Société habitant Paris recevront une lettre d'invitation.

Il en sera remis également aux sociétaires des départements qui désireraient assister à la Distribution des prix.

— L'Agence de la Société de protection tiendra des billets d'entrée à la disposition des industriels qui lui en adresseront la demande.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 15 janvier 1880.

PRÉSIDENCE DE M. Charles PETIT, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : M. Charles Robert et M. le Dr Marjolin, vice-présidents, M. Léon Lefébure, secrétaire général de la Société, et M. A. Chaix, censeur.

— Plusieurs membres nouveaux sont présentés par M. le Secrétaire et admis à prendre partie de la Société (Voy. ci-après la *Liste des membres nouveaux.*)

M. de Cambray se voit à regret, à la suite d'une longue maladie, obligé de nous donner sa démission.

ÉLECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'HONNEUR ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ. — M. le Président, au nom du Bureau, informe la Société que, depuis l'émission des bulletins de vote, il a appris le décès de l'honorable M. Durangel; mais qu'il n'a pas été possible d'envoyer de nouvelles lettres électorales à nos collègues des départements.

M. Is. Roche trouve qu'il serait régulier qu'il ne fût procédé au remplacement de M. Durangel sans qu'une liste supplémen-

taire ait été envoyée aux membres de la Société qui habitent les départements.

M. le Secrétaire pense que cette élection d'un membre complémentaire du Conseil d'honneur pourrait peut-être se faire, comme cela se pratique dans d'autres Sociétés, c'est-à-dire que la nomination serait faite par les membres présents à la séance.

M. le Président fait remarquer que l'envoi d'un bulletin de vote serait coûteux et il insiste sur la raison d'économie.

M. J. Périn propose alors d'indiquer, à la suite des membres élus ce soir, dans le prochain bulletin, quelques candidatures pour la place vacante, en invitant nos collègues à faire parvenir leurs votes, sous pli cacheté, pour la séance d'avril.

M. le Dr Perrin serait d'avis de renvoyer à l'année prochaine l'élection en question.

M. J. Périn fait observer que l'élection pourrait être définitive dès ce soir, car un certain nombre de personnes voteront pour des noms divers au lieu et place de M. Durangel, et la Société pourrait décider qu'il y a lieu de déclarer élu celui qui aura réuni le plus de voix, à la suite des membres proposés à ses suffrages.

Après avoir consulté l'assemblée, M. le Président déclare que cette élection partielle sera renvoyée avec celle de l'année prochaine.

M. le Président dit qu'il y a lieu de nommer des Scrutateurs pour procéder aux opérations électorales du renouvellement des Conseils d'honneur et d'administration de la Société.

(MM. les Scrutateurs, désignés par la Société, commencent le dépouillement des bulletins de vote, dépouillement dont ils feront connaître le résultat, aussitôt qu'ils l'auront terminé.)

Au cours de la séance, MM. les scrutateurs ont annoncé que le dépouillement du scrutin donnait le résultat suivant :

Nombre des votants 241

Ont obtenu le plus grand nombre de voix et sont proclamés, les noms suivants :

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

VICE-PRÉSIDENTS :

M. BERTHIER (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.

M. DOLLFUS (Jean), ancien manufacturier.

M. LABOULAYE, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, sénateur.

- M. LEGOUVÉ, de l'Académie française.
M. SAY (Léon), sénateur, ancien Ministre des finances.
M. SIMON (Jules), Sénateur.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. BINDER, membre du Conseil municipal de Paris.
M. BONJEAN (Georges), juge au Tribunal civil de la Seine, fondateur de la *Société de protection de l'Enfance coupable ou abandonnée*.
M. DE BOUREUILLE, ancien secrétaire général du Ministère des travaux publics.
M. CARTIER-BRESSON, manufacturier.
M. le comte DE BUTENVAL, ancien conseiller d'État.
M. COLCOMBET, manufacturier, à Saint-Etienne.
M. DIETSCH, manufacturier, à Liepvre.
M. GILLET, manufacturier, à Lyon.
M. GIRARD (Paul), directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).
M. GRÉARD, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire, vice-recteur de l'Académie de Paris.
M. le baron LARREY, député, membre de l'Académie de médecine.
M. MARGUERIN, administrateur des Ecoles supérieures de la ville de Paris.
M. ROLLAND (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.
M. DE ROTHSCHILD (James).
M. le comte SÉRURIER, ancien préfet.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. DUMAS, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. ENGEL-DOLLFUS (Frédéric), manufacturier.
M. le D^r MARJOLIN, chirurgien honoraire des hôpitaux.
M. PETIT (Charles), président honoraire de la Société d'assistance paternelle des enfants des fleurs et plumes, ancien membre de la Chambre de commerce.
M. ROBERT (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie *l'Union*.
M. TALLON (Eugène), avocat général à la Cour de Lyon, ancien député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. LEFÉBURE (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce.

SECRÉTAIRE :

- M. PÉRIN (Jules), avocat, docteur en droit, suppléant du Juge-de-paix du V^e arrondissement.

TRÉSORIER :

- M. BÉRARD (Paul), professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

M. CHAIX (A.), imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.

M. DÉLEROT (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.

M. FOLLOT (Félix), président du Patronage du Papier peint.

M. GROULT, fondateur de l'Internat manufacturier d'Ivry.

M. LEMOINE (Henri), président-fondateur du Patronage des Enfants de l'ébénisterie.

M. PIVER (Alph.), fondateur de la *Tutelle*, pension d'apprentis.

Quelques voix se sont réparties sur MM. *Dubail, de Hèredia, Féray d'Essonnes, Guibal, etc.*

M. J. Périn communique une lettre de M. *Georges Bonjean*, juge au Tribunal civil de la Seine et fondateur d'une Société qui peut avoir quelque affinité avec la nôtre, lettre par laquelle il remercie de l'honneur que lui a fait le Bureau en proposant sa candidature pour le Conseil d'honneur.

— M. R. Turney demande à faire une rectification au procès-verbal de la séance précédente. Le *Bulletin* lui fait dire (1879, p. 420), que la tombola organisée par les Chambres syndicales était au profit des enfants des fleurs et plumes, tandis qu'elle l'était au profit de toutes les Écoles d'apprentissage et Patronages d'apprentis.

M. Ch. Petit donne acte à M. Turney de sa rectification.

— M. le Secrétaire fait connaître: que l'École professionnelle de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie et de l'Orfèvrerie, a donné, le dimanche 11 janvier, sa Distribution des prix, avec exhibition des œuvres des élèves. (Voy. ci-après.)

Que M. *Henri Lemoine*, président fondateur du Patronage industriel de l'Ébénisterie, demande le maintien de l'allocation de la Société pour la distribution des prix de cette œuvre, qui doit avoir lieu le 22 février 1880 :

« Cette allocation récompensera, dit-il, des mérites réels, car, d'année en année, les programmes des concours contiennent des difficultés professionnelles, dont la réalisation est tout au profit de la corporation du mobilier, en même temps qu'elle indique une grande amélioration morale.

» Ce progrès continu est dû à l'émulation des patrons et à la persévérance des apprentis. Aussi faisons-nous, en toute confiance, appel à la bienveillance de la Société de protection, heureux de lui montrer comment nos jeunes gens s'attachent à la mériter. »

Le Bureau propose de maintenir l'allocation précédente de 200 francs. — Cette proposition est adoptée.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Rapports et communications des secrétaires des*). — *Comité judiciaire.* — M. Gab. Joret-Desclosières fait connaître que les divers rapports renvoyés par la Société au Comité judiciaire sont en voie de discussion — (Voy. ci-après aux *Comptes rendus des travaux des Comités.*)

Comité des Institutrices de charité. — Ce Comité demande une allocation de 300 francs pour fournitures de livres, tableaux et cartes géographiques.

M. le Docteur Perrin fait observer que les maîtresses d'ateliers sont incapables de payer ces sommes ou dépenses, si minimes qu'elles puissent être. La Société doit donc continuer son œuvre.

M. de Bellay désirerait connaître le nombre des apprenties auxquelles profite l'enseignement de MM^{mes} les Institutrices de charité.

M. le Secrétaire répond que les quatre ateliers comptent environ 80 jeunes filles.

L'allocation de 300 francs est accordée.

Comité des Accidents de fabriques. — M. de Bellay, membre de ce Comité, demande l'ajournement du rapport du Comité des accidents de fabrique.

Comité des Bibliothèques d'apprentis. — M. R. Turney demande à être renseigné sur le fonctionnement de ce Comité.

M. le Secrétaire rappelle que M. le secrétaire général Lefébure en est le président; que le Comité ne s'est pas réuni aussi souvent que le président l'aurait désiré; mais que le Comité des bibliothèques échange les comptes rendus des œuvres entre les patronages affiliés à notre société. Jusqu'ici on n'a pas pris parti sur la distribution de livres aux apprentis, à raison de la dépense que cette distribution comporterait.

Comité du placement des apprentis. — M. Marochetti, secrétaire du Comité, donne lecture du rapport de ce Comité. (Voy. ci-après aux *Comptes rendus des travaux des Comités.*)

La Société vote des remerciements à M. le Directeur de la Belle Jardinière et exprime le vœu que son vote lui soit communiqué.

M. le Président répond que le prochain bulletin, contenant ces remerciements, lui sera adressé avec une lettre d'envoi.

« Nous devons, ajoute-t-il, également exprimer notre recon-

naissance au Comité de placement, dont l'œuvre est si méritante et si utile. »

M. *Turney* présente l'observation suivante : « Il y avait, autrefois, une œuvre des lits d'apprentis qui rendait de grands services aux Patronages. L'œuvre avait passé un traité avec un fabricant qui fournissait un lit et le reprenait, lorsque son usage n'était plus nécessaire. Ne conviendrait-il pas de reprendre et continuer cette œuvre ? »

M. *le Secrétaire* répond que les regrets de M. *Turney* sont superflus ; que rien n'est changé quant aux lits d'apprentis ; que le Comité de placement continue les traditions de cette œuvre ; que jadis on achetait des lits à raison de 100 francs, et qu'aujourd'hui les patrons fournissent généralement la literie, ce qui est bien préférable ; mais que si, par impossible, il y avait urgence à la fournir, le Comité en aurait le moyen, en l'avancant sur son budget.

M. *le Président* dit que, ainsi, l'œuvre a été transformée, sans être abandonnée ; le placement est devenu la tâche principale, la literie n'étant plus que l'objet d'une préoccupation accessoire.

5^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. (*Distribution des récompenses de la SOCIÉTÉ DE PROTECTION*). — M. *le Président* fait connaître que le Bureau a pensé que, par suite de la solennité qui avait été donnée à la 4^{me} Fête de l'Enfance ouvrière (qui a eu lieu, pendant la tenue de l'Exposition universelle de 1878, au Palais du Trocadéro), il pourrait, cette année, rester dans des conditions plus modestes, partant moins coûteuses. On avait pensé, tout d'abord, à demander l'amphithéâtre de la Sorbonne, mais il a paru préférable de ne pas sortir de l'Hôtel même où la Société a son siège, et dont la grande salle est très propice pour cette cérémonie.

Le nombre des prix et récompenses ne sera pas d'ailleurs diminué.

M. *le Président* ajoute qu'il y a lieu de nommer une Commission pour statuer sur les propositions faites en faveur de candidats à nos récompenses.

La date de la prochaine Distribution des récompenses pourrait être fixée au dimanche 4 juillet.

M. *Turney* fait remarquer qu'il importe que l'enfance ouvrière puisse être représentée à notre fête.

M. *Roche* croit qu'il est possible de concilier le caractère de cette fête et l'économie des finances de la Société.

Sont nommés membres de la Commission des récompenses :
MM. Biays, Ch. Breul, de Bellay, Froger de Mauny, Nusse.

M. le Secrétaire ajoute que, prochainement, le Bureau se propose de faire connaître à M. le Préfet de police que la Société est disposée à continuer de décerner des récompenses aux gardiens-de-la-peace qui se sont montrés attentifs à veiller à ce que les enfants ne soient pas surchargés.

Observations relatives à l'exécution de la LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE, présentées par MM. les Inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail des enfants et par MM. les Membres des Commissions locales. — M. Is. Roche présente l'observation suivante : Dans le dernier Bulletin (1879, p. 442) est insérée une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique, du 21 novembre 1879, portant que les instituteurs doivent délivrer des certificats d'études conformément au modèle indiqué ; mais ce modèle lui paraît défectueux, car la mention que l'enfant a fréquenté l'école pendant tant de temps, ne prouve pas que l'enfant possède les connaissances voulues ; mentionner quelles notes il a obtenues pour l'enseignement moral ou religieux peut être difficile, car l'enfant peut n'être pas catholique. L'instituteur doit mentionner aussi quelles notes l'enfant a obtenues pour l'écriture, mais si l'enfant ne représente que la note « médiocre » le patron pourra-t-il le recevoir comme étant dans les conditions prescrites par la loi pour être admis dans un atelier ? Cette question peut soulever quelque difficulté.

OEUVRES DIVERSES EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (*Allocations à des*). — M. Ern. Nusse présente le rapport relatif à la demande de subvention formée par M. Trouille, directeur de la Maison Sainte-Anne (Association libre pour l'éducation de la Jeunesse ouvrière). Une allocation de 100 fr. est proposée. (*Voy. Bull. 1879, p. 421.*) — La Société adopte cette proposition.

— M. Is. Roche présente le rapport suivant : La Société, dans sa séance du 4 juillet, a nommé une commission au sujet d'une demande d'allocation présentée par M^{me} Lekime en faveur d'une maison par elle fondée à Bordeaux. — La Commission a pensé : 1^o que l'œuvre, par son caractère, ne relevait pas de la Société ; 2^o que toute réclamation personnelle de M^{me} Lekime ne pouvait être admise en principe, parce que des engagements personnels n'auraient pu être pris, pour l'avenir, par le Secrétaire en exercice

avant 1870. — 3^e que, cependant, une allocation pouvait être accordée à raison de services rendus dans le passé par M^{me} Lekime.

M. Charles Petit ajoute que la Commission a été d'avis d'allouer une somme de 200 francs, à titre de secours. — Cette allocation est votée.

— M. Léon Arna^d recommande à la Société un enfant qui lui paraît digne d'intérêt. Une note jointe à sa lettre donne des détails sur ce jeune enfant (Léopold Démart), orphelin, âgé de 12 ans :

« Le frère aîné se meurt de la poitrine dans un misérable logement.

« En raison de sa situation d'orphelin, vivant avec un frère qui avant d'expirer voudrait avoir la consolation de le trouver placé, n'y aurait-il pas droit de faveur et d'urgence? »

M. Is. Roche propose de le placer à l'Orphelinat de la Seine.

M. Turney indique l'Association dont notre collègue, M. Duchollet, est le président, association qui reçoit une subvention de la Société, et où le placement de l'enfant sera gratuit.

La Société réserve la question de subvention pour le cas où elle serait nécessaire et délègue ses pouvoirs à M. Roche, qui aura à se mouvoir dans un maximum de 100 fr.

Communications diverses. — M. Galopin a adressé à la Société des renseignements sur un mode nouveau du placement de l'épargne des apprentis, dont le but serait de remplacer l'argent par une monnaie fiduciaire. Nous ferons connaître prochainement ce système dans le Bulletin (Voy. ci-après à la *Chronique*).

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire,
Jules PÉRIN.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes-rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du Procès-verbal communiqué par M. Gab. JORET-DESCLOSIÈRES, *Secrétaire*).

Séance du lundi 12 janvier 1880.

Présidence de M. *Faustin HÉLIE*, juge au Tribunal
civil de la Seine, *Président*.

Sont présents : MM. *Faustin Hélié*, président ; *Froger de Mauny*, vice-président ; *J. Périn*, secrétaire de la société ; *Gab. Desclosières*, *Ern. Nusse*, secrétaires du comité ; *Ern. Milliot*, *Emile Salle*, *Louis Fliche*, *Raoul Jay*, *Humann* et *Jules Fabre*.

M. *Tommy Martin* a écrit pour s'excuser de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 1879 rédigé et lu par M. *Nusse* est adopté.

Examen de la question des exercices des enfants mineurs dans certains théâtres et lieux publics de Paris. — M. *Ern. Nusse* demande s'il est certain, comme on l'a prétendu lors de la dernière séance, que l'administration ne prend aucune précaution pour prévenir l'abus pouvant résulter de l'exécution de tours de force périlleux par des enfants, dans certains théâtres et lieux publics. Une distinction doit être proposée. Le tour de force est-il périlleux par lui-même, ou ne le devient-il que par suite des circonstances qui l'accompagnent ? Ainsi l'exercice du trapèze, tel qu'il est pratiqué dans nos gymnases, peut être sans danger ; mais s'il est accompli à de grandes hauteurs et sans être entouré de la mesure protectrice d'un filet disposé pour amortir la chute, il peut entraîner des conséquences graves. Les tribunaux, lorsqu'ils auront à juger une infraction à la loi dans les cas semblables à ceux qui nous occupent, devront tenir compte des circonstances de fait. M. *Nusse* cite, pour compléter son observation, le passage

de son ouvrage en collaboration avec M. J. Périn. (*De l'emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.* ; p. 33.)

S'il s'agit d'exercices de dislocation, on peut dire qu'il y aura toujours délit; lorsqu'ils seront exécutés par des mineurs de 16 ans, il y aura toujours péril; car on ne sera parvenu à obtenir un pareil résultat qu'à l'aide de préparations dangereuses pour la santé de l'enfant.

L'exhibition d'un enfant de moins de 16 ans sur un théâtre n'est pas, par elle-même, délictueuse si elle n'est accompagnée des circonstances prévues par la loi et qui sont énumérées limitativement. La loi de 1874, article premier, § 2, prohibe l'emploi des enfants mineurs de moins de 16 ans par des acrobates, saltimbanques, montreurs d'animaux, d'où il résulte que, sur la scène des théâtres, l'exhibition de mineurs de moins de 16 ans est licite.

M. Nusse résume son opinion en disant : que les circonstances font le délit. Il semble prudent de rester dans les généralités et il faut dire qu'il n'y aura pas de délit toutes les fois que, grâce aux précautions prises, le danger aura été écarté.

M. le Président demande s'il n'y a pas péril toutes les fois qu'il y a dislocation? Or, pour les danseuses de l'Opéra, par exemple, dont on s'était déjà préoccupé dans la dernière séance, ne peut-on pas dire qu'il y a des exercices préparatoires de dislocation qui donnent un caractère délictueux à l'exhibition, dans les corps de ballet, d'enfants de moins de 16 ans qui ont été soumis à ces exercices préparatoires?

M. J. Périn ajoute à ce qui vient d'être dit, qu'il est le premier à souhaiter que les faits soient vérifiés; mais il ne faut pas aller trop loin, franchir certaines limites et dépasser les bornes de notre mission; une étude impartiale des faits fera connaître ce que nous devons penser de l'innocuité ou du danger de ces exercices chorégraphiques.

La proposition de M. Salle, qui consiste à charger un membre du Comité de recueillir tous les renseignements utiles et de faire un rapport, est mise aux voix et adoptée.

M. Em. Salle est nommé rapporteur.

M. le Président invite le Comité à reprendre l'examen d'une question, déjà indiquée dans la séance de novembre et ainsi formulée : Est-il certain qu'à l'Hippodrome, il y a eu des exercices contraires à la loi?

M. Salle raconte qu'il a vu, à l'Hippodrome, un enfant exécuter le tour suivant : il se plaçait à l'extrémité d'un mât élevé, s'étendait sur le ventre et exécutait des tours d'agilité. Dans un faux mouvement, cet enfant perdit l'équilibre, fut précipité à terre, en dehors du filet disposé pour le recevoir ; on le releva sans mouvement, il fut emporté dans les couloirs du théâtre. Un instant après il reparut en public, mais pâle et défait ; s'il n'était pas blessé, la chute lui avait, tout au moins, causé une vive émotion et, sans doute, quelque meurtrissure.

Au cirque Myers, M. Salle a vu un enfant se précipiter d'une très grande hauteur, dix-huit mètres environ, dans un filet qui ne paraît pas de nature à faire disparaître tout danger. Il semble évident que l'administration ferme les yeux et, bien qu'elle connaisse à l'avance les programmes des spectacles, elle tolère les exercices les plus périlleux.

M. le Président dit qu'il serait certainement du devoir du Comité judiciaire de signaler à M. le procureur de la République ces faits qui constituent une inobservation de la loi sur la réglementation des professions ambulantes. En conséquence, il propose d'écrire, au nom du Comité, une lettre à M. le Procureur de la République.

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

Congrès relatifs à l'éducation de l'enfance. — M. Raoul Jay rappelle qu'il a été chargé de présenter un rapport sur le congrès du grand Orient présidé par M. Victor Hugo et qui s'est occupé de l'éducation de l'enfance ; notre collègue réunit les documents. Il se préoccupe de rassembler des documents sur les Congrès de Marseille, d'Angers, de Chartres, qui ont traité de l'apprentissage.

Jurisprudence relative à l'application de la loi du 19 mai 1874. — M. J. Périn invite ses confrères à rechercher et à réunir toutes les décisions qui peuvent intéresser le Comité.

Œuvres en faveur de l'Enfance. — M. Humann communique des renseignements intéressants sur une société fondée dans le XVI^e arrondissement de Paris et se proposant de recueillir les enfants et orphelins abandonnés pour les placer en apprentissage. Organisée récemment, elle a pour but de recevoir les enfants, de les placer dans une pension à l'aide de cotisations et à solliciter les familles de ces orphelins de père ou de mère à subvenir pour partie aux frais d'entretien. La dépense est, en moyenne, de 600 francs par an, 50 francs par mois.

M. le Président donne acte de cette communication, qui sera consignée au procès-verbal de la séance.

M. J. Périn rappelle que, dans la ville d'Arras, M. l'abbé Halluin a fondé un établissement qui reçoit des enfants moyennant la modique rétribution de 15 fr. par mois.

M. Em. Salle fait, à ce sujet, une communication relative à un Orphelinat qui, en 1878, obtint de la Société de protection une médaille d'or : l'institution créée par M^{lle} Génin, qui mériterait si bien d'obtenir l'un des prix Monthyon que décerne l'Académie française. En 1866, M^{lle} Génin vint trouver M. Lebel, ancien notaire à Saint-Denis, et lui dit : « Je viens mettre à votre disposition ma fortune entière, pour la consacrer à une œuvre de bienfaisance, faites-en le meilleur emploi possible ; je ne veux me réserver que 300 francs de rente viagère. M. Lebel exigea que cette généreuse personne conserverait 5,000 francs de revenu pour ses besoins personnels. Dans ces conditions, M^{lle} Génin a loué une petite maison, elle a pris avec elle deux personnes dont elle s'est constituée la servante volontaire, et, tous les ans, elle apporte à M. Lebel ses économies dont le chiffre varie entre 1,500 fr. et 3,000 fr. M. Lebel, de son côté, pour répondre au vœu de sa charitable cliente, a fondé un orphelinat de garçons à Saint-Denis ; il y en avait déjà un pour les filles, dirigé par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

M. le Président consulte le Comité sur la question de savoir si cette question doit être mise à l'ordre du jour de la prochaine séance pour être transmis avec un avis à l'Assemblée générale de la Société de protection.

M. Périn ajoute que si M^{lle} Génin devait être proposée à l'académie française, elle devrait être régulièrement présentée par les autorités de Saint-Denis. Mais M. Em. Salle peut porter la question devant l'assemblée générale de la société qui aurait compétence pour recommander les titres de M^{lle} Génin. Cette proposition est adoptée.

Congrès pénitentiaire de Stockholm. — M. le secrétaire de la Société offre, de la part de M. Léon Lefébure, ancien député, ancien sous-secrétaire d'Etat, membre du conseil supérieur des prisons et membre du conseil de la société générale des Prisons, et de M. Fernand Desportes, docteur en droit, avocat à la cour de Paris, membre du comité supérieur des Prisons et secrétaire général de la Société des Prisons, un ouvrage publié en collaboration

par ces deux auteurs et intitulé : *la Science pénitentiaire au congrès de Stockholm*.

M. Desclosières, qui est membre du conseil de la Société générale de Prisons, est chargé de présenter le compte-rendu de cette publication.

M. J. Périn signale un ouvrage récemment publié de M. E. de Budé sur *les Ecoles professionnelles de jeunes filles*.

M. le Président propose de fixer la date de la prochaine séance au lundi 8 mars, à 1 heure précise.

L'ordre du jour sera ainsi composé :

1^o Correspondance. — Documents de Jurisprudence.

2^o Rapport de M. Em. Salle sur la question des exercices chorégraphiques.

3^o Rapports de M. Ern. Nusse sur les modifications à introduire dans la loi de 1851 sur l'apprentissage et sur la conciliation des lois de 1851 et de 1874. Discussion.

4^o Rapport de M. Raoul Jay, sur les derniers congrès relatifs à l'apprentissage.

5^o Compte rendu de M. Desclosières sur l'ouvrage de MM. Desportes et Lefébure.

Séance du 8 mars 1880.

Procès-verbal communiqué par M. Gab. JORET-DESCLOSIÈRES, secrétaire.

Présidence de M. Faustin HÉLIE, juge au tribunal civil de la Seine, *Président*.

Sont présents : MM. Faustin Hélie, président, Froger de Mauny, vice-président, Jules Périn, secrétaire de la Société, Gabriel Joret-Desclosières, secrétaire du Comité, Ernest Nusse, secrétaire-adjoint, Em. Salle, Ern. Milliot, Fliche et Tournier, membres.

MM. Tommy Martin et Jay, empêchés de se rendre à la séance, sont excusés.

— M. le Président exprime que le Comité prend une vive part au deuil qui vient d'affliger notre collègue, M. Raoul Jay, qui a eu la douleur de perdre son père, avocat à la cour d'appel de Paris, confrère et ami de plusieurs des membres du Comité.

Enquête relative à des exercices périlleux (inexécution de la loi de 1874.) — M. le Président informe qu'il a adressé la lettre suivante à M. le Procureur de la République près le Tribunal

de la Seine, lettre destinée à appeler son attention sur l'inexécution de la loi de 1874, en ce qui concerne les exercices périlleux exécutés dans des lieux publics à Paris, notamment à l'Hippodrome et au Cirque Myers :

Paris, 4 février 1880.

Monsieur le Procureur de la République,

La SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES, reconnue comme établissement d'utilité publique, a pour but, d'après ses statuts régulièrement approuvés, de rechercher tout ce qui peut améliorer le sort de ces apprentis et de ces enfants.

Le Comité judiciaire de la Société, chargé d'accomplir cette mission philanthropique au point de vue spécial de l'exécution des lois, a l'honneur d'appeler votre attention sur l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Quelques-uns d'entre nous ont constaté que, dans les représentations de l'été dernier à l'Hippodrome et au cirque Myers, notamment, des enfants de moins de 16 ans ont exécuté devant le public des tours de force périlleux. Ainsi, un jour, à l'Hippodrome, un enfant manifestement âgé de moins de 16 ans, a été placé sur un mât élevé, s'est étendu sur le ventre, et dans cette position s'est livré à des actes d'agilité qui ont amené sa chute, laquelle heureusement n'a causé que des meurtrissures, au moins en apparence. Un autre jour, au cirque Myers, un enfant manifestement âgé de moins de 16 ans, s'est précipité d'une très grande hauteur, 18 mètres environ, dans un filet qui ne pouvait être de nature à faire disparaître tout danger.

» Nous ne demandons pas de poursuites correctionnelles à l'égard de ces faits, mais nous avons cru, Monsieur le Procureur de la République, qu'il était de notre devoir, dans l'intérêt de l'Enfance ouvrière, de vous signaler des faits, qui nous paraissent commis en violation de la loi du 7 décembre 1871.

» Dans l'espérance que votre haute sollicitude pourra prévenir le retour de ces faits,

» Veuillez agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'hommage de notre respect.

Au nom du Comité judiciaire de la Société des apprentis :

L'un des Vice-Présidents
de la Société de protection,

Ch. ROBERT.

Le Président du Comité judiciaire,
F. A. HÉLIE,

Juge au Tribunal civil.

Le Secrétaire de la Société de protection,

J. PÉRIN.

Le Secrétaire du Comité judiciaire,

Gab. JORET-DESCLOSIÈRES.

Il ajoute que le Parquet a commencé une enquête. Le Comité sera tenu au courant des résultats obtenus.

Communication du Comité de placement. — Le Comité de placement de la Société de protection a consulté le Comité judiciaire sur certaines conditions de régularité de forme du contrat d'apprentissage. Après plusieurs observations formulées par MM. Milliot, Périn, Nusse, Salle et Desclosières, le Comité décide que la question sera examinée par une commission qui, même avant la prochaine séance du Comité, communiquera sa réponse à M. le Président du Comité de placement. Cette commission est composée de MM. Froger de Mauny, Tournier et Nusse, rapporteur.

Jurisprudence des Conseils de Prud'hommes. — M. J. Périn communique la teneur de la Lettre-circulaire que, sur sa proposition, le Comité a décidé d'adresser à MM. les Présidents des Conseils de Prud'hommes :

Monsieur le Président du Conseil des Prud'hommes de.....

Le Comité judiciaire de la SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS est spécialement chargé de suivre la Jurisprudence relative aux questions d'apprentissage et du travail des enfants.

Dans le but de remplir sa mission le plus complètement possible, le bureau de ce Comité a l'honneur de se mettre en rapports avec vous, Monsieur le Président, pour vous prier de vouloir bien lui rendre le service de lui faire communiquer, par votre secrétaire-greffier, toute décision ayant statué sur quelque difficulté soulevée par l'exécution du contrat d'apprentissage.

Les discussions des Conseils de Prud'hommes restent trop souvent ignorées, et il y aurait intérêt à les faire connaître. Ce Comité se propose de publier, dans le *Bulletin de la Société de protection*, toute décision ayant résolu une question de principe intéressante (Le numéro du Bulletin contenant cette décision vous sera adressé.)

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération la plus distinguée.

Pour le bureau du Comité judiciaire,
Le Secrétaire,
GAB. JORET-DESCLOSIÈRES.

Le Comité adopte ce projet, et il décide que le fascicule du Bulletin qui contiendra chacune de ces décisions sera adressé à MM. les Présidents correspondants.

PROJET DE LOI (DE M. NADAUD) SUR LES ÉCOLES D'APPRENTISSAGE.

— M. le *Président* explique qu'il a cru devoir porter d'office à l'ordre du jour une question concernant le rapport présenté au Sénat par M. Tolain sur le projet de loi voté par la Chambre des députés et relatif à la proposition de M. Nadaud, sur l'organisation des Écoles d'apprentissage. Le projet de M. Nadaud, dont le Comité judiciaire avait eu à s'occuper fut, on se le rappelle, considérablement amendé par la Chambre et ramené à des conditions plus pratiques. M. Tolain, dans le Rapport soumis au Sénat (1), reprend pour partie les premières propositions de M. Nadaud et conclut à la création de ressources financières dont la charge pèserait sur l'État, les départements et les communes.

M. le *Président*, après avoir lu le texte de la loi votée et après avoir analysé le rapport de M. Tolain, propose de nommer un rapporteur et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Cette proposition est adoptée, et M. Nusse est nommé rapporteur.

— L'ordre du jour appelle l'audition du rapport de M. Em. Salle sur les exercices de l'École de danse, à l'Opéra.

M. Salle, dans une vive et spirituelle improvisation, expose au Comité le résultat de l'enquête à laquelle il s'est livré pour répondre à la mission qui lui était confiée :

Messieurs,

» Vous m'avez fait l'honneur de me charger d'examiner la question suivante : Les exercices dont se compose le cours de danse de l'Opéra qui est suivi par des enfants mineurs, peuvent-ils être rangés parmi les exercices dits de dislocation interdits par l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874 ?

» Remarquons d'abord, Messieurs, combien est impropre l'expression du législateur. Comment peut-on comprendre qu'il puisse y avoir des exercices de dislocation. La dislocation c'est la luxation d'un membre, c'est-à-dire l'état d'un membre dont la tête de l'os est sortie de la cavité dans laquelle ses mouvements s'opèrent. Il est de toute évidence que tant que l'os n'aura pas été replacé dans sa position normale il sera incapable de se mouvoir.

» Les exercices de dislocation n'existent donc pas ; mais on ne

(1) Voir *Journal officiel* du 26 février 1880.

saurait nier que certains acrobates n'hésitent pas à déformer le corps de l'enfant pour le contraindre à prendre certaines positions, à opérer certains mouvements de nature à étonner le public et à faire monter la recette. Ce n'est pas là de la dislocation, mais bien de la déformation.

» De près ni de loin, la danse ne peut être confondue avec la déformation. Son but, au contraire, est le développement harmonieux du corps par la souplesse, l'agilité et la grâce ; ses moyens consistent dans un ensemble d'exercices progressifs et calculés de façon à obtenir peu à peu la distension des liens qui retiennent les parties articulaires des os, c'est-à-dire des tissus, des parties ligamenteuses des articulations.

» L'art de la danse n'est pas nouveau. Aujourd'hui bien délaissé, il florissait au siècle dernier et même au temps de la Restauration. La bibliothèque nationale contient un grand nombre d'ouvrages de tous les pays et d'époques diverses, qui donnent, sur ce sujet, les renseignements les plus complets. Le traité de Balsis (Milan, 1820 ; *Traité élémentaire théorique et pratique de l'Art de la Danse*) présente avec netteté l'enchaînement des exercices élémentaires, détaille chacun d'eux, décrit ensuite les temps, les pas, les mouvements de la grande danse et démontre que depuis les premières leçons jusqu'aux dernières toutes tendent à acquérir ce qui fait le fond de la danse, la grâce par la légèreté.

» Pas d'exercices violents ; le danseur doit s'abstenir de gymnastique, d'escrime, d'équitation. Ces principes recueillis par Balsis sont encore respectés et l'Ecole de danse de l'Opéra n'est pas autre chose que leur mise en pratique. »

Le rapporteur entre dans les détails concernant chaque exercice ; il définit et explique les ployés dans toutes les positions, les grands et les petits battements, les ronds-de-jambes à terre et en l'air, les petits battements sur le coude-pied et il conclut en invoquant l'opinion d'illustres chirurgiens, dont il a pris les conseils, qui lui ont déclaré que la pratique est absolument d'accord avec la théorie et que la danse, loin de pouvoir être considérée comme dangereuse au point de vue de la santé, est au contraire un exercice salulaire.

Les conclusions du Rapport sont approuvées par le Comité qui décide en conséquence que l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874 n'est pas applicable aux exercices de l'Ecole de danse de l'Opéra.

M. *Tournier* dit que le mot *dislocation* est un terme impropre; il a vu pendant le cours de ses fonctions de magistrat le tribunal de Carcassonne acquitter un saltimbanque poursuivi pour contravention à la loi de 1874 par ce motif que les juges n'avaient pas trouvé que l'expression *dislocation* fût suffisamment définie. Si la cour de Montpellier condamna, plus tard et en appel, cet individu, ce fut sur un autre chef, parce qu'il ne justifiait pas de la filiation de l'enfant soumis aux exercices de force.

M. *Tournier* pense qu'il serait bon de faire examiner par des hommes de l'art, la nature des exercices de force pour les définir et les classer. Quels sont ceux, par exemple, qui altèrent la santé et peuvent amener la mort?

M. *J. Périn* appuie l'idée émise par M. *Tournier*.

M. *Froger de Mauny* estime que le terme *dislocation* devrait s'étendre à tout exercice portant atteinte au jeu d'un organe.

M. *J. Périn* propose au Comité d'émettre le vœu que les exercices prohibés et dont chacun a un nom dans la langue des acrobates, nom qui figure sur leurs affiches, soient précisés. La question pourrait être étudiée par les médecins appartenant à la Société de protection. Un rapporteur serait désigné pour formuler les questions qui seront soumises à nos savants collègues.

M. le Président remercie M. *Salle* de son très-intéressant rapport, dont le compte-rendu sera inséré au procès-verbal de la présente séance.

Il prie ensuite M. *Tournier* d'accepter de se charger de préciser les questions qui seront soumises à l'examen des médecins de la Société de protection, en ce qui concerne le véritable sens à donner au mot *dislocation* au point de vue des exercices périlleux.

— Le Comité fixe la date de sa prochaine séance au lundi 26 avril prochain, une heure.

L'ordre du jour sera ainsi composé :

1^o Question de la régularité de certaines formes en ce qui concerne les contrats d'apprentissage;

2^o Rapport de M. *Nusse* sur le projet de loi soumis au Sénat, concernant l'organisation des Écoles d'apprentissage;

3^o Modifications à introduire dans la loi de 1851 sur l'apprentissage (Rapport de M. *Nusse*);

4^o Conciliation des lois de 1851 et de 1874;

5^o Rapport de M. *Raoul Jay* sur les Congrès catholiques et

socialistes tenus dans différentes villes à l'occasion de la question de l'apprentissage ;

- 6^o Rapport de M. Joret-Desclosières sur un ouvrage de M. Desportes (*Le Compte Rendu du Congrès pénitentiaire tenu en Suède*).

7^o Rapport de M. Tournier sur l'interprétation de la loi de 1874, en ce qui concerne les exercices de dislocation.

RAPPORT AU COMITÉ JUDICIAIRE

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

sur la Proposition de Loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les Écoles d'apprentissage.

Présenté par M. Ern. NUSS.

Votre pensée, Messieurs, s'est suffisamment manifestée par l'adoption du rapport que j'ai eu l'honneur de vous présenter le 9 décembre 1878. Favorables aux écoles professionnelles, vous n'y voyez pas cependant la solution unique de l'apprentissage. Vous estimez que l'atelier seul forme de vrais ouvriers, qu'on peut *préparer* à l'apprentissage, non y *suppléer*, que le patronat libéralement réglé a une influence heureuse sur l'habileté et la sociabilité de l'ouvrier. Voilà pourquoi vous voudriez voir le législateur s'occuper non de quelques apprentis, mais de tous, non seulement de l'école externe, mais de l'école interne, non seulement de celui qui suit des cours professionnels, mais de celui qui travaille dans son atelier. Votre expérience personnelle vous a en effet démontré l'impossibilité pratique et pécuniaire d'ouvrir des cours techniques s'appliquant à la totalité des professions humaines.

Mais au point où en est arrivée la discussion du projet de loi originairement présenté par M. Nadaud, il convient, tout en persistant dans vos convictions, de circonscrire vos efforts sur l'étude comparative du projet voté par la Chambre et de celui qui est soumis au Sénat par sa Commission.

Deux points attireront spécialement votre attention.

La Chambre se borne à indiquer qu'un crédit annuel sera mis à la disposition du Ministre du commerce par la loi de finances, sans fixer le chiffre, l'emploi ni les conditions de l'allocation dont la détermination lui semble prématurée et imprudente. La

Commission du Sénat veut, au contraire, plus de précision et trace le système que nous allons exposer.

On crée une caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage ou professionnelles, les frais d'entretien de toute nature demeurant à la charge des fondateurs et constituant pour eux une dépense obligatoire. Cette caisse ayant à faire face à des subventions et à des avances annuelles subvient de la manière suivante à ses besoins. Un crédit *nécessaire*, mise en jeu du principe qu'on veut établir dans la loi organique aujourd'hui en discussion, échelonne une dotation du Trésor dont le chiffre et la durée des annuités ne sont pas indiqués. Le silence du rapport à cet égard est un hommage à l'initiative et à la prérogative qu'il reconnaît à la Chambre des députés dans les questions financières, Il y a là une question de droit constitutionnel étrangère à notre sujet. Outre la dotation ci-dessus qui fournit les subventions sollicitées par les fondateurs, des avances leur sont faites pour une période de 31 ans ou plus ; la caisse y fait face : 1° en empruntant au Trésor des sommes à 3 0/0 ; 2° en émettant, s'il y a lieu, en vertu d'un décret présidentiel, des titres négociables portant intérêt à 3 0/0 et amortissables en 30 ans. Le mécanisme est semblable à celui du Crédit foncier. Le crédit de dotation des subventions constituant une libéralité de l'État n'a pas à être remboursé. Quant aux sommes prêtées par le Trésor ou les souscripteurs d'obligations, pour les avances, elles sont restituées à la Caisse au moyen de 62 versements semestriels des fondateurs sur le pied de 2 50 0/0 l'un. L'excédant des intérêts en recette sur les intérêts en dépense donne un boni de 2.0/0 représentant l'amortissement du capital. Cependant le Trésor supporterait par surcroît les intérêts des dépenses complémentaires d'intérêt ou d'amortissement, c'est-à-dire une charge indéterminée.

Les avances et subventions régulières et ordinaires n'excluent pas d'ailleurs la subvention extraordinaire annuelle que le Ministre peut tirer des fonds d'encouragement aux sociétés d'apprentissage.

La caisse projetée est, vous le voyez, imitée de celle des chemins vicinaux et de celle des maisons d'écoles créées par les lois des 11-15 juillet 1868 et des 10-12 août 1878. — Encore que le législateur soit omnipotent, il est permis de se demander, si les précédents invoqués sont en harmonie avec la prétendue nécessité de copier ici ses créations antérieures.

Il est certain que la charge du service de l'instruction publique incombe d'abord à la commune, c'est-à-dire à l'agglomération des pères de famille. A plus forte raison en est-il ainsi quant à l'enseignement technique qui, procurant à l'enfant une profession, réalise le devoir naturel et légal que l'article 203 du Code civil impose avec raison aux parents. C'est donc en principe à la commune, si elle juge nécessaires des établissements d'instruction professionnelle ouvrière, de les créer à ses frais. — A coup sûr, l'intérêt général existe dans cette question, moins accentué qu'en matière d'instruction publique, mais encore assez précis pour motiver les subsides de l'État dans la limite annuelle de ses forces, — c'est ce qu'admet avec raison la chambre des députés. — Faut-il aller plus loin et enchaîner par avance pour un laps d'années qui n'est pas même indiqué les ressources et la liberté de l'État?

Jusqu'ici pour se lier par avance, le Parlement a exigé le concours des circonstances suivantes : — participation directe et personnelle de tous les citoyens à l'utilité que l'on poursuit, — urgence d'un besoin attesté par des faits locaux, — connaissance exacte de l'étendue de ces besoins, — fixation précise des sommes que leur satisfaction exige, — garanties suffisantes données à l'État en échange des sacrifices sollicités, — enfin et par-dessus tout, reconnaissance de l'État que la dépense allouée est indispensable, par l'ordre légalement pris d'exécuter des travaux dont les frais retombent sur les budgets locaux.

Le dernier des chemins vicinaux, ces artères complémentaires du grand réseau de la viabilité nationale est à toute heure ouvert à tous les citoyens du pays; — les écoles indispensables surtout dans la pratique de notre suffrage universel, reçoivent tous nos enfants; — au contraire, les écoles manuelles d'apprentissage visent une catégorie déterminée de citoyens, l'industrie plutôt que l'agriculture et le commerce, les ouvriers des villes plutôt que ceux des campagnes. Qui ne s'occupe que des intérêts d'un groupe n'a pas droit à un effort universel. Et si l'école devenue créatrice fabrique et vend des produits, il n'est pas juste de faire supporter son établissement sous forme d'impôt à l'industriel qui va souffrir de sa concurrence.

Le Ministre appuyant la création de la caisse des chemins vicinaux en 1868 précisait avec soin la distance kilométrique à déterminer. L'Exposé des motifs en 1878 donnait une sérieuse

statistique des bâtiments scolaires à construire. Où sont ces études préparatoires quant aux écoles d'apprentissage? Quels centres industriels en réclament d'une manière particulière, quelle est l'importance des fondations à établir, à quelles sommes s'élèveront les dépenses destinées à faire face aux demandes? Nul ne le sait; on va au-devant de solliciteurs inconnus. On attend du Parlement le sacrifice qu'accepte le Reichstag allemand en votant pour une série d'années le budget militaire, mais il faut qu'il abandonne à des ministres l'appréciation de l'utilité immédiate, la série des faits locaux positifs qu'une enquête aurait dû préalablement établir et que des généralités théoriques sont impuissantes à suppléer. Or si cette délégation est acceptable quant à l'examen d'une demande de subvention particulière, elle est impossible quant à la vue d'ensemble qui doit être donnée au Parlement pour justifier l'allocation d'un crédit divisé entre plusieurs exercices et formant dans son total un chiffre d'autant plus redoutable qu'on ne l'énonce pas! En 1868, le Parlement a su ou pu savoir le tracé des chemins vicinaux projetés. En 1878, il a su ou pu savoir l'assiette et la situation des écoles à bâtir. En 1880, les auteurs du projet de loi sont les premiers à ignorer où seront et à quelles mains se confieront les écoles d'apprentissage qu'on prie le Sénat de payer.

En effet, elles seront *où* et *comme* les fondateurs voudront. Le législateur abdique sa volonté suprême au profit d'une volonté qui lui est inconnue, qui n'est même pas encore née! Cette seule considération démontre l'abus du projet de la Commission. — Quand l'État décrète des travaux obligatoires à exécuter dans un temps donné il ne peut forcer à la faillite ou à la surtaxe illégale des communes souvent grevées ou obérées de dettes; force est donc de leur fournir les ressources pécuniaires indispensables pour que les ordres soient obéis. Mais quand il s'agit de travaux purement facultatifs, il suffit à l'État de les encourager dans la limite du budget annuel sans prendre des engagements onéreux dont les conséquences peuvent dépasser toute prévision. Car enfin un fondateur a pu se tromper sous l'empire de l'enthousiasme. En cas d'insuccès, il peut être relevé de son obligation d'entretien par arrêté ministériel; la perte sèche demeurera pour l'État; au fait, pourquoi a-t-il par des offres de subvention provoqué l'erreur de gens qui ne lui demandaient rien?

Et comment récompense-t-on l'État de cette largesse exagérée?

Par une ingratitude qui n'attend même pas pour se réaliser l'exécution de la dotation. Non seulement, on ne lui donne pas le droit de nommer les professeurs et le personnel enseignant, mais on ne soumet même pas ceux-ci aux conditions d'aptitude morale et civique qu'exigent les lois d'instruction publique. Un repris de justice pourra-t-il enseigner ? Quels sont les termes exacts de la surveillance nominale laissée à l'État ? Pourra-t-il faire exclure un indigne, fermer l'établissement qu'il estimerait dangereux ? En cas de conflit avec le fondateur, qui aura le dernier mot ? Et, le choix de l'industrie à enseigner ne lui appartenant pas, l'État sera-t-il réduit à ignorer les variations éventuelles des desseins de ce fondateur, les changements survenus dans la nature de l'établissement qu'il protège ?

Il existe, au Ministère du Commerce, un Conseil supérieur de l'Enseignement technique. Pourquoi placer les Écoles d'apprentissage en dehors de son action et de son rayonnement, et se priver volontairement du concours utile des hommes éminents qui le composent ? Qu'on décentralise en laissant aux fondateurs leur liberté, soit, mais que cette indépendance n'aille pas jusqu'à l'autonomie absolue. Assez de méthodes et de systèmes sont en usage dans les établissements déjà existants pour qu'on évite les innovations et que l'État puisse trancher dans leur racine des aberrations dangereuses..., surtout s'il les paye.

Le projet de la Chambre des Députés est donc plus sage, plus logique et plus équitable que celui de la Commission du Sénat. Son ouverture d'un crédit annuel à débattre devant la Chambre est préférable à la création d'une Caisse spéciale supprimant l'autorité et le contrôle du Parlement. Il est, dit-on, moins précis ; mais c'est qu'il est impossible de spécifier des besoins qui n'existent pas encore. La Commission du Sénat échoue dans cette œuvre irréalisable. A qui ne peut en fixer les bases, il n'est pas loisible de déterminer sérieusement une dépense. Et, si cette dépense répondait à un *besoin*, la Commission ne manquerait pas de contraindre les communes ou localités à le satisfaire au moyen de dépenses obligatoires ; mais, ici il n'y a que la subvention de *forcée*. Le mot n'est pas trop fort, car si l'on peut repousser la requête d'un fondateur candidat à l'allocation, dans la mesure de la totalité de la dotation dont elle encaisse les annuités au premier trimestre de chaque année, les subventions sont acquises, non pas sans doute à tel solliciteur, mais à la masse

des fondateurs; les sommes sont sorties de la caisse de l'État qui en est à jamais dessaisi. Au contraire, dans le système de la subvention annuelle et facultative, l'État mesure le chiffre des crédits à la lourdeur de ses charges et bénéficie des excédents, s'il y en a. Le projet de la Commission du Sénat est donc la résurrection de la proposition primitive de M. Nadaud, qui voulait que les frais de création des écoles d'apprentissage fussent supportées par l'État, en cas d'insuffisance des ressources communales. Cette assimilation est d'autant plus saisissante que l'absence d'un chiffre indiquant le découvert à la charge de l'État, laisse son obligation vague et indéfinie. — Et c'est le danger que la Chambre a évité dans l'article 1^{er} de la proposition de loi qu'elle a voté.

A d'autres points de vue encore, l'œuvre de la Chambre nous paraît supérieure à celle de la Commission du Sénat.

La Chambre croit, avec raison, que les enfants ne doivent point être reçus dans ces écoles avant l'âge de 12 ans révolus ni avant d'avoir justifié qu'ils savent lire et écrire. Pour écarter cette disposition le rapport de la Commission du Sénat, sans invoquer aucun argument nouveau, reproduit le rapport de M. Nadaud dont les conclusions sur ce point sont rejetées par le projet de loi voté. On cite les exemples des écoles de la Villette et de la rue de Tournefort. Or vous savez qu'à la Villette on n'est reçu qu'à 12 ans et avec certificat scolaire. A l'école de Tournefort, c'est à 11 ans et demi ou 12 ans que l'enfant entre à l'atelier. La pratique des deux établissements cités appuie donc la décision de la Chambre au lieu de la combattre. Nous ne voulons point revenir sur les nombreux arguments invoqués dans notre rapport du 9 décembre 1878 (1). Nous nous contenterons de rappeler que l'âge de 12 ans a été considéré par le législateur du 19 mars 1874 comme étant le moment de la vie humaine où l'être physique et matériel peut sans inconvénient aborder le travail manuel. Nous ne voyons pas bien comment ce qui serait défendu dans un atelier serait permis dans une école, et il nous semble qu'après les mémorables débats qui ont eu lieu sur ce point à une date si rapprochée devant l'Assemblée nationale, il y a pour ainsi dire chose législativement jugée. Nous n'entendons vous entretenir que de l'enfant et de son intérêt; c'est à peine si nous vous signalons

(1) Voy. *Bulletin*, novembre 1878, p. 601.

l'iniquité qu'il y aurait à laisser dans une école d'apprentissage des enfants de moins de 12 ans faire des travaux dont le produit ferait concurrence à ceux de chefs d'usine auxquels on interdit d'employer les travailleurs n'ayant pas atteint cette limite d'âge.

Nous nous résumons en ces termes : le projet de loi voté par la Chambre des Députés peut être exclusif dans le système qu'il préconise, mais du moins ne présente-t-il pas les inconvénients et les dangers de celui de la Commission du Sénat.

Annexe.

SÉNAT

Annexe à la séance du 12 février 1879.

RAPPORT fait au nom de la Commission (1) chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les écoles manuelles d'apprentissage, par M. Tolain, sénateur. — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le projet de loi, déjà adopté par la Chambre des députés, et sur lequel vous êtes appelés à délibérer, répond à un grand intérêt national; car, dans tous les centres industriels, les corps électifs, organes de l'opinion publique, réclament depuis 1862, avec une énergie croissante, l'établissement d'un enseignement professionnel.

A la suite de l'Exposition universelle de Londres (1862), les rapports du jury international mirent en lumière les progrès accomplis à l'étranger. Si, dans l'exécution des œuvres d'art et de goût, y disait-on, la France occupe encore la première place, ses rivaux se sont sensiblement rapprochés d'elle, et il est à craindre, si elle ne fait pas de nouveaux et prompts efforts, qu'elle ne soit dépassée dans un avenir prochain.

On comprend l'effet que produisit un pareil avertissement au lendemain des traités de commerce. Le Gouvernement s'émut, une enquête fut décidée. La Commission qui fut nommée eut pour mission « de rechercher les moyens propres à développer dans le pays l'éducation artistique et professionnelle ». Il est impossible d'entrer ici dans l'examen des dépositions et des rapports, qui forment la matière de deux énormes volumes; mais, du résumé qui termine l'enquête, il ressort nettement la situation suivante :

En France, les classes riches ou aisées reçoivent l'enseignement professionnel dans un ensemble d'établissements et d'institutions

(1) Cette commission est composée de MM. Corbon, président; Chardon, secrétaire; Dauphinot, Tolain, Guinot, Robert-Dehault, Halgan, Chavassieu, Pelletan.

ondés par l'Etat et par l'initiative privée. Cet enseignement secondaire et supérieur aurait besoin d'être étendu, amélioré et remanié, en vue d'une organisation plus méthodique; mais, tel qu'il est, il soutient avec honneur la comparaison avec l'enseignement professionnel des autres pays. S'agit-il de former des ingénieurs, des savants, des artistes, des chefs d'entreprises, des directeurs de travaux, des contremaîtres? les uns trouvent l'enseignement supérieur à l'Ecole des ponts et chaussées, à l'Ecole des mines, à l'Ecole centrale des arts et manufactures, au Conservatoire des arts et métiers, à l'Ecole des beaux-arts, à l'Ecole supérieure du commerce; les autres trouvent l'enseignement secondaire aux Ecoles d'arts et métiers de Châlons, d'Angers, d'Aix, à l'Ecole de La Martinière, aux Ecoles professionnelles de Douai, de Lille, de Charleville, de Rouen, du Havre, au Collège Chaptal, à l'École Turgot, etc. Mais, pour les enfants des ouvriers, non seulement il n'y a pas d'enseignement professionnel, ni théorique, ni pratique; mais, les industriels les plus éminents déclarent tous « que l'absence, si déplorable et beaucoup trop générale, d'instruction primaire, chez les ouvriers même les plus intelligents, était l'un des plus grands et des plus fâcheux obstacles qui s'opposait au développement de leurs facultés, et aux progrès de l'industrie ».

Depuis lors, de patriotiques efforts ont été faits pour répandre l'instruction primaire. Les mesures déjà prises, celles qu'on prépare en ce moment, vont partout la mettre à la portée de tous les enfants, et l'obstacle qui s'opposait à l'organisation d'un enseignement professionnel pour les ouvriers, l'obstacle déjà amoindri va complètement disparaître. Cela seul justifie le projet qui vous est soumis, mais la Commission pense que d'autres considérations, de la plus haute importance, militent encore en faveur de son adoption. En effet, les applications de la science et les progrès de la mécanique ont transformé les méthodes de travail comme les procédés industriels; une véritable révolution a changé les conditions de la production, et nous commençons à en ressentir les effets et à en prévoir les conséquences.

Ce qu'on peut déjà reconnaître et constater, c'est que ces transformations merveilleuses ont profité à l'industrie étrangère plus qu'à l'industrie nationale. N'étant pas contrebalancé par un bon enseignement professionnel, la division toujours plus grande du travail et l'emploi d'un outillage plus perfectionné, diminuent peu à peu l'importance des facultés qui font la supériorité de l'ouvrier français.

C'est le goût, l'habileté manuelle, la faculté créatrice, l'esprit d'invention et de perfectionnement qui distinguent nos travailleurs. Mais dans les arts industriels, par suite des changements que nous avons indiqués, l'ouvrier capable de concevoir un produit dans son ensemble et de l'exécuter dans toutes ses parties, devient chaque jour plus rare. Dans les arts industriels, le spécialiste remplace l'artisan; et de

ce fait, l'œuvre autrefois originale, où le travailleur mettait l'empreinte de son individualité, n'est plus guère qu'un produit uniforme, impersonnel, susceptible de reproduction immédiate à l'étranger, au lieu d'une chose toujours variée, toujours vivante et par là même inimitable. Dans l'usine et la manufacture, l'homme ne trouve plus l'occasion de manifester son esprit d'invention et de perfectionnement, car la machine, avec ses complications croissantes, devient une énigme indéchiffrable pour le travailleur ignorant. Aussi, à mesure que le labeur mécanique se substitue au travail de la main, le manœuvre remplace l'ouvrier, la femme remplace le manœuvre, l'enfant remplace la femme pour soutenir la concurrence.

Avec le travail à la main, il aurait fallu à l'étranger beaucoup de persévérance et d'efforts, plusieurs générations d'ouvriers se transmettant leur expérience pratique et leurs secrets professionnels pour constituer des industries rivales des nôtres. Mais à l'heure présente, avec des capitaux pour acheter des machines et quelques travailleurs d'élite pour diriger la multitude des manœuvres, on peut créer, pour ainsi dire de toutes pièces, des industries concurrentes.

En moins de vingt ans, les États-Unis ont établi de puissantes usines, d'immenses manufactures, admirablement outillées, et dont les produits luttent sur les marchés avec ceux de l'Angleterre, de la France, de la Suisse, de l'Allemagne.

Désormais la prépondérance industrielle appartiendra à la nation qui saura le plus promptement tirer parti de toutes les découvertes et qui développera le plus complètement dans la masse ouvrière les connaissances techniques et l'habileté de la main.

Le travail n'est fécond, le produit de fabrication supérieur que si le metteur en œuvre, patron ou ouvrier, possède la théorie et la pratique. Le praticien sans instruction est incapable de réaliser ses conceptions, si tant est qu'il conçoive encore ; et le théoricien, ignorant de la pratique, se heurte chaque jour à des difficultés d'exécution ; car, l'homme qui manie la matière acquiert souvent un sentiment plus intense et plus sûr de ses propriétés fondamentales et des effets mécaniques que celui qui s'est livré à des études de cabinet.

Si, à ces qualités, développées par le travail manuel, mais qui restent aujourd'hui sans emploi par défaut de connaissances techniques ; si, à ces qualités, les simples travailleurs pouvaient joindre des notions élémentaires de mécanique, de chimie, de physique, leur collaboration prendrait bientôt une singulière importance.

Capables de comprendre le principe moteur, de mesurer sa force, de raisonner la combinaison des lois qui règlent le jeu des organes multiples de la machine ; au lieu d'en rester les serviteurs passifs, ils sauraient bientôt la simplifier, la modifier, l'assouplir pour en devenir les maîtres. Mis en état de raisonner scientifiquement les

transformations successives de la matière qui s'opèrent sous leurs yeux, ils parviendraient souvent à résoudre ces difficultés d'exécution qui empêchent longtemps parfois les découvertes faites dans le cabinet du savant de recevoir une application industrielle.

Elle est longue, dans l'Histoire du Travail, la liste des inventions et des perfectionnements apportés par des ouvriers, aux temps où la simplicité de l'outillage et des procédés manuels leur permettait de saisir les détails et l'ensemble des opérations nécessaires à l'achèvement du produit.

Dans toutes les branches de nos grandes industries, de la métallurgie, de la filature et du tissage par exemple, qui, à côté de nos métiers de luxe, tiennent une place si considérable dans la production nationale, un bon enseignement professionnel en ferait bien vite, comme ils l'étaient jadis, de précieux auxiliaires.

Ainsi, les alliages, la combinaison et la juxtaposition des métaux ont leur rôle dans la mécanique industrielle. La connaissance des minerais, au point de vue de leurs propriétés et de leur composition, est indispensable pour rechercher les procédés de transformations économiques et directes de la fonte en acier. Dans la fabrication des tissus, la découverte de nuances nouvelles, la diversité des façonnages, le mélange des fils de coton, de laine, de soie, pour répondre aux caprices de la mode ; tel est le vaste champ qui sera ouvert à l'esprit d'observation et au génie inventif de nos travailleurs. Qui pourrait douter qu'il n'y ait là pour l'industrie une source de progrès et de prospérité, et pour les ouvriers une source légitime de bien-être ?

Eh bien, la distribution du travail dans le plus grand nombre des ateliers, des usines et des manufactures, ne permet plus d'y réunir les conditions d'un sérieux apprentissage. Les trois ou quatre années, les plus précieuses, de la vie de l'adolescent, pendant lesquelles son intelligence vive, ouverte, curieuse, pourrait s'approprier tant de connaissances générales, sont gaspillées de la manière la plus détestable aux dépens de sa vigueur physique et de sa moralité. Il n'y reçoit aucune notion de sciences appliquées, qui seules font progresser l'industrie et peuvent lui ouvrir des horizons nouveaux, et la pratique manuelle y est presque toujours restreinte à une infime spécialité.

Si les considérations qui précèdent résument fidèlement la situation, l'École d'apprentissage est le seul moyen de prévenir la décadence de l'industrie nationale.

L'idée de créer un Enseignement professionnel, théorique et pratique, n'est pas absolument nouvelle. Elle a reçu en France sa première application par l'établissement des écoles d'arts et métiers. Ces écoles, qui ont rendu d'incontestables services, devaient, d'après le texte du décret qui les a instituées, former des contremaîtres et des ouvriers instruits.

Mais leur petit nombre et les conditions d'admission ne rendent les écoles d'arts et métiers accessibles qu'à quelques favoris. Elles sont donc tout à fait insuffisantes, elles ont les inconvénients de l'internat, et des causes diverses — qui laissent intact le principe que nous défendons — ont fait dévier l'institution du but qui lui avait été assigné à son origine. Aujourd'hui ces écoles fournissent des dessinateurs pour l'industrie des constructions mécaniques, et des mécaniciens à la flotte, mais très peu de contremaîtres, pas d'ouvriers.

Ce qui est nouveau, c'est la pensée de créer un enseignement professionnel, élémentaire, théorique et pratique, de le mettre à la portée de tous les enfants qui se destinent au travail manuel, soit en plaçant l'atelier dans l'école primaire, soit en créant de nombreuses écoles d'apprentissage.

Au début, l'idée a soulevé des objections, tirées de la variété des industries et de la multiplicité des opérations qu'exige le travail manuel. Mais la rareté toujours plus grande d'ouvriers instruits et capables, universellement constatée par les chefs d'industrie ; et l'accord qui s'est établi sur le fond même de la question entre d'éminents praticiens et d'illustres savants, ont changé le courant de l'opinion publique, à tel point qu'en 1873, M. Buisson, délégué du Ministère de l'instruction publique à l'Exposition de Vienne, écrivait dans son remarquable rapport :

« Parmi les établissements élémentaires d'instruction — professionnelle, agricole, industrielle et commerciale — il y aurait lieu, si l'on en voulait faire une étude approfondie, de distinguer ceux qui, tout en faisant une part assez large aux exercices techniques préparatoires, restent encore des établissements d'enseignement général, et ceux qui, au contraire, sous le nom d'écoles d'apprentis ou d'apprentissage, consacrent la majeure partie du temps aux travaux d'atelier, et mettent leurs élèves en état de gagner un salaire au sortir de l'école. Dans ceux-ci on apprend son état, dans les autres on n'acquiert encore que les aptitudes qu'on aura besoin de développer plus tard.

» Mais, pour la revue sommaire qui nous occupe, on peut d'autant mieux rapprocher ces deux genres d'écoles professionnelles que, dans la pratique, elles s'unissent assez souvent, souvent même se confondent. Sous cette double forme et à ses deux degrés, l'un tout populaire et ouvrier, l'autre menant à l'industrie et au commerce, l'école professionnelle est, parmi les établissements d'instruction complémentaire, celui qui a partout le plus rapidement progressé. Presque tous les pays rivalisent d'efforts aujourd'hui pour organiser, en partie avec les fonds de l'Etat et des municipalités, en partie avec les ressources de l'initiative privée, un grand nombre de ces institutions neuves et originales, propres à former la transition entre l'école et l'atelier. »

Voilà l'avenir, et l'on aurait grand tort de s'effrayer des difficultés d'une pareille tâche. Dans la pratique des métiers, les procédés généraux en usage pour façonner la matière sont à peu près les mêmes. On retrouve presque partout la lime, le marteau, le burin, le rabot, la scie, le tour, la vrille, sous leurs formes primitives, ou sous les combinaisons plus ou moins compliquées de la machine-outil. Or, dans un enseignement méthodique et raisonné, les opérations manuelles se classeront en trois ou quatre grandes catégories, qui résumeront le travail de l'atelier, du chantier, de l'usine et de la manufacture. Du reste, des expériences concluantes ont terminé le débat en faveur des écoles d'apprentissage. Le succès des deux écoles de la rue Tournefort et du boulevard de la Villette ont fait tomber les dernières objections. Il est certain que la réunion de l'enseignement théorique et du travail manuel a pour résultat d'activer en même temps le développement de l'intelligence, des forces physiques, et l'habileté de la main.

« L'école d'apprentissage du boulevard de la Villette », dit l'honorable M. Nadaud dans son rapport, « est une création du 1^{er} conseil municipal élu de la ville de Paris : Elle fut, sur le rapport de M. Beudant, votée à l'unanimité des suffrages, tant il est vrai que tous les partis reconnaissent l'utilité de ces ateliers modèles. — Elle s'ouvrit avec 17 élèves le 6 juin 1873. Cinq ans après, elle en comptait 170. Les élèves n'y sont reçus qu'à 13 ans, et l'engagement de l'apprenti est fixé à trois années, qu'il emploie de la manière suivante : la première année, il y a rotation, c'est-à-dire qu'il passe successivement du fer au bois, à la vapeur, comme chauffeur d'abord, ensuite comme mécanicien. Cette rotation est le meilleur moyen de révéler à l'enfant ses goûts, ses aptitudes, sa vocation, et de perfectionner son esprit et sa main. Il lui reste assez de temps pour consacrer quelques heures au dessin, aux mathématiques, à la mécanique, aux éléments de la physique, de la chimie et à la revision des matières de l'enseignement primaire.

» L'année suivante, l'apprenti se fixe sur le choix d'un métier. Ceux qui sortent de cette école sont plus recherchés par les patrons du dehors que les autres apprentis qui ont donné cinq ans de bénéfices à des maîtres. La preuve, c'est qu'ils trouvent, quoique jeunes, à gagner la journée de l'homme fait. Inutile d'ajouter qu'ils apportent, dans les ateliers où ils s'embauchent, de solides habitudes d'ordre et de moralité. Enfin, ils travaillent par principe et peuvent changer de métier si les exigences de la vie les y contraignent, car ces jeunes hommes ne sont plus des spécialistes : ils ont mis la main à toutes les pièces formant l'ensemble, soit d'un meuble, soit d'une machine, et aujourd'hui, devant le développement que prennent les machines à vapeur, on ne saurait trop diriger l'ouvrier dans cette voie.

» On a construit cette année, à l'atelier de Belleville, plusieurs

grosses machines-outils, raboteuses, fraiseuses, limeuses ; au besoin, on y ferait des locomotives.

» L'école de la rue Tournefort, conçue dans des proportions plus modestes, conviendrait mieux aux villes secondaires et aux communes, en ce sens qu'elle pourrait s'adjoindre, à peu de frais, aux écoles primaires. Sous la bonne et intelligente direction de MM. Salicis et Laubier, elle prospère depuis sa création (18 novembre 1873).

» Lorsque les enfants de l'école même, ou des écoles voisines, ont accompli tout ou partie de leur enseignement primaire, à partir de onze ans on les admet dans la division de l'enseignement manuel, où leur première instruction est achevée ou complétée, mais où la moitié du temps est consacrée au maniement de la matière et des outils généraux qui la transforment. Le séjour dans cette école d'apprentissage doit être de trois années ; on en sort de quatorze à seize ans, c'est le meilleur âge, pour l'apprentissage définitif, qui se trouve ainsi abrégé de deux années au moins. Tous les enfants prennent part aux mêmes travaux. Cependant, les aptitudes particulières peuvent se dessiner et se cultiver par le choix d'un métier.

» A leur arrivée, les apprentis reçoivent uniformément, pendant un an, l'enseignement général. Dès la seconde année, ils sont partagés en modeleurs, tourneurs, ouvriers pour le bois, ouvriers pour les métaux, et, de ce jour, chaque apprenti reçoit un enseignement principal, celui qui convient à sa spécialité. Mais, par une rotation convenablement combinée, son esprit et sa main ont entretenus dans une pratique suffisante des autres espèces de travaux. »

Et le rapporteur de la Chambre des députés ajoute avec beaucoup de raison : « Mais si nous voilà fixés sur l'opportunité qu'il y a certainement à mêler les travaux de la main à ceux de l'esprit et de la mémoire, vers la fin de l'écolage, comment nous refuserions-nous à admettre que le gain ne dût être beaucoup plus considérable si l'acheminement commençait dès le premier âge et si, étendant la méthode dite Frœbel, mais qui est d'origine française, on faisait accéder graduellement l'enfant, dès la salle d'asile, à l'étude des formes de la matière et à ses premières modifications ? »

Il s'agit donc de généraliser partout, dans les écoles enfantines, les écoles primaires, les écoles d'apprentissage, un enseignement théorique et pratique. C'est une transformation dans la pédagogie, correspondant aux transformations industrielles. Si les nouvelles méthodes qu'il s'agit d'appliquer manquent encore de précision dans les détails, nous ferons remarquer que, dans un pareil enseignement, une grande liberté doit être laissée aux maîtres. Mais nous pouvons ajouter que les règles en ont été formulées avec une grande netteté et un large esprit philosophique, par des hommes possédés d'un véritable génie pédagogique.

Au lieu d'imposer comme jadis à l'enfant une attention passive et un exercice machinal de mémoire, on substitue maintenant l'observation des choses à l'étude des mots, le jugement à la mémoire, la spontanéité à la passivité. L'enfant a constamment besoin d'agir et de créer ; donner un objet à son activité, c'est le principe de la nouvelle méthode. Eveiller d'abord les sens de la vue et du toucher, familiariser l'œil avec la régularité des formes, l'harmonie des couleurs, exercer la main, dès l'âge le plus tendre, pour lui donner l'adresse, l'aisance, la sûreté de mouvement, faire remonter l'élève d'une idée à une autre, de l'exemple au principe pour revenir de la règle à l'application : tels sont les moyens d'exécution.

Chez l'enfant placé dans ces conditions, l'initiative se manifeste rapidement, l'esprit d'observation se développe ; il prend l'habitude de fixer sa pensée, de poursuivre un but au lieu de se dépenser dans une inquiète mobilité.

L'école enfantine et l'atelier de l'école primaire devront préparer l'élève à l'école d'apprentissage. A l'école de la Villette, la première année est consacrée à découvrir les aptitudes de l'apprenti ; il serait donc possible de réduire d'un an la durée de l'apprentissage si l'atelier de l'école primaire, en mettant successivement en action les diverses facultés du sujet, avait permis de déterminer sa vocation.

Nous ferons remarquer au Sénat que, dans les deux projets de loi sur l'instruction primaire dont la Chambre des députés est aujourd'hui saisie, l'un émanant d'une grande commission parlementaire, l'autre de l'initiative du Gouvernement, le programme des études comprend pour les écoles enfantines :

« Des leçons de choses. »

Et pour les écoles primaires :

« Les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels ; travaux manuels et usage des outils des principaux métiers, les éléments du dessin et du modelage. »

De même, la Commission extra-parlementaire, nommée par le Ministre de l'instruction publique, pour rechercher le meilleur mode de construction des écoles primaires, a demandé qu'un local fût réservé dans chaque nouvelle école pour y établir un atelier.

Les dépenses pour obtenir un pareil résultat sont beaucoup moins considérables qu'on ne l'imaginerait d'abord, si l'on admet qu'il faut laisser de côté, dans l'installation de ces ateliers d'écoles primaires, tout ce qui n'est pas susceptible d'application et de diffusion à bon marché, en se bornant à l'étude des procédés manuels et des appareils qui se prêtent à un emploi commun.

« Le docteur Erasme Schwab et avec lui nombre de pédagogues autrichiens, dit M. Buisson dans le rapport — que nous avons déjà

cité, — demandent que toute école primaire, ait comme annexe un modeste atelier, où les garçons passent régulièrement quelques heures par semaine, l'hiver au moins. Ce seront des heures de récréation très profitablement employées. Les plus petits pourront faire quelques travaux analogues à ceux des jardins Froebel, d'autres s'essayeront à modeler, à reproduire en argile, en plâtre, quelques objets de forme simple, mais correcte et pure ; d'autres apprendront à faire quelques objets de menuiserie facile ; ils tourneront ou sculpteront sur bois. Un ou deux bancs de tourneurs, une table basse, quelques établis de hauteur graduée et contenant les outils les plus usuels, c'est tout le matériel nécessaire. M. Schwab, dans sa brochure *l'Atelier d'école*, montre qu'avec une dépense de 150 à 200 francs, on peut couvrir tous les frais d'une installation comme celle qui figurait à l'Exposition, dans une partie du bâtiment de la gymnastique. »

Dans ces conditions, il n'est pas une commune de France qui ne puisse annexer à son école primaire un atelier qui rendrait les plus grands services à nos populations rurales à une époque où l'outillage agricole va prendre chaque jour plus d'importance.

Vous le voyez, Messieurs, tous les efforts tendent à l'organisation d'un enseignement primaire, préparant, dès le jeune âge, au maniement des outils et aux connaissances techniques. Complété par l'école d'apprentissage, un pareil enseignement assurera au travail français une supériorité incontestable. Il garantira le travailleur adolescent contre la misère physique, intellectuelle et morale, et plus tard l'ouvrier adulte contre l'imprévoyance et le découragement. Car, au lieu des spécialistes et des manœuvres, nous aurons bientôt des producteurs en état de faire l'analyse et la synthèse du travail, non seulement dans une profession, mais dans chaque grande catégorie industrielle. Ils se retrouveront placés dans des conditions normales détruites par la division du travail et les progrès de la science appliquée à l'industrie.

Sous le régime du suffrage universel, la société ne peut rester divisée en savants et en ignorants. Il est impossible de laisser la masse ouvrière en arrière de la civilisation. Il faut, autant et aussi promptement qu'on le pourra, par une forte instruction nationale, faire des lettres, des arts, des sciences, le domaine de tous les citoyens. Chaque progrès de l'instruction chez ce peuple français, qui possède à un si haut degré le sentiment de la justice et de la dignité humaine, sera un gage de plus de réconciliation et de sécurité.

C'est à ce prix que nous aurons des générations vigoureuses, aimant le travail, attachées à l'idée du devoir et plaçant bien haut l'amour de la patrie, car elle aura fait chacun de ses membres un homme libre et un producteur intelligent.

Modifications proposées au projet de loi adopté par la Chambre des députés.

Dans le projet qui vous est soumis nous n'avons pas à nous occuper des ateliers d'écoles primaires. Si nous avons insisté sur ce point, si même nous avons parlé des écoles enfantines — institutions qui relèvent du ministère de l'instruction publique — c'était pour esquisser dans son ensemble un système d'enseignement dans lequel on combine, dès le plus jeune âge, la pratique et la théorie du travail. Nous avons voulu indiquer comment, dans un avenir prochain, l'atelier primaire répandant les connaissances générales élémentaires, développant la souplesse de la main, faisant éclore les aptitudes, pourrait préparer l'enfant à l'apprentissage définitif d'un métier ; apprentissage dont la durée se trouverait ainsi sensiblement diminuée.

Mais actuellement, sans plus attendre, il faut créer de nombreuses écoles d'apprentissage, subventionnées en partie par l'État. Votre Commission n'est ici, du reste, que l'interprète du sentiment public dans tous les centres industriels. Sur beaucoup de points, des municipalités, des groupes faisant acte d'initiative, sont parvenus à établir des cours publics, des écoles de dessin, des écoles d'usines, des écoles spéciales de chauffeurs, de tissage, des écoles de travail manuel et professionnelles, à Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Rouen, Evreux, Dieppe, Nîmes, Nantua, Douai, Saint-Quentin, Amiens, le Havre, etc. Des sacrifices considérables ont été faits comme à Reims, où en dehors de la société industrielle, sous les auspices de la municipalité, s'est fondé un magnifique établissement d'enseignement professionnel. Mais trop souvent, les ressources ordinaires sont insuffisantes pour développer l'institution, même pour en assurer, telle quelle, l'existence, ou bien le chiffre trop élevé de la rétribution scolaire en exclut les enfants des ouvriers ; enfin la pratique n'est pas assez souvent jointe à la théorie. Le concours de l'État est absolument nécessaire pour développer, généraliser le mouvement qui se manifeste de toutes parts, puisque en ce moment un grand nombre de villes sollicitent l'obtention d'écoles d'arts et métiers, en offrant de concourir à la dépense.

Votre Commission, Messieurs, n'avait pas à se prononcer sur l'enseignement ni sur l'organisation de ces écoles, la question ne lui était pas soumise ; mais elle a pensé qu'il y avait autre chose à faire pour répandre l'enseignement professionnel parmi les ouvriers. Aussi a-t-elle adopté pleinement l'idée du projet de loi de la Chambre des députés, qui réclame la création d'écoles manuelles d'apprentissage ne recevant que des externes et dont la direction restera confiée aux fondateurs.

Sous l'impulsion des conseils électifs et des associations reconnues d'utilité publique, l'enseignement théorique et pratique sera dirigé

pour répondre aux besoins de la commune, du département ou de la région. Chaque école aura peut-être son programme particulier, en rapport avec les industries locales. Cette conclusion était déjà celle des personnes les plus compétentes appelées à déposer dans l'enquête de 1863, et qui réclament de l'Etat des subventions, des bourses, des encouragements, en laissant aux départements, aux communes et à toutes les autres initiatives locales fondatrices, la plus grande liberté d'action.

La Commission ne s'est pas dissimulé que la fondation de nombreuses écoles manuelles d'apprentissage entraînerait pour le Trésor des sacrifices relativement considérables ; mais, à son avis, ils sont devenus nécessaires et ne sauraient être retardés. C'est pourquoi elle a modifié le projet de loi de la Chambre des députés. L'article 1^{er} disait que chaque année la loi de finances mettrait un crédit à la disposition du ministre ; mais le chiffre n'était pas déterminé, et rien n'indiquait si ce crédit devait être employé aux dépenses de premier établissement ou aux frais d'entretien des écoles à créer. Le projet restait muet sur les conditions à remplir par les demandeurs pour y participer, comme sur les garanties à exiger d'eux par l'Etat, pour que la fondation subventionnée ne soit pas une création éphémère. Le projet nous a donc paru manquer de la précision nécessaire pour mener à bien une œuvre qui ne peut donner de résultats sérieux qu'en se généralisant.

C'est pour ces raisons qu'après un examen approfondi, votre Commission vous propose, à l'unanimité, de créer une caisse des écoles manuelles d'apprentissage, établie sur les mêmes bases que la caisse pour la construction des écoles primaires et qui serait chargée de fournir aux communes et aux associations des subventions et des avances remboursables par annuités. L'avantage de ce système, c'est de mettre, dans un délai très court, à la disposition des fondateurs une somme qui peut être considérable, tout en laissant à l'Etat la faculté de répartir la totalité de sa dotation sur un nombre d'exercices déterminés d'après les ressources du budget. Quant aux avances, comme elles sont remboursables, l'Etat ne peut avoir à supporter de ce chef qu'une différence d'intérêt sans importance réelle.

Bien que, d'après le projet, la fondation des écoles d'apprentissage reste facultative, comme elles répondent à un besoin universellement senti, il est évident qu'un grand nombre de localités solliciteront promptement le concours et l'aide de l'Etat. Il a donc paru sage de prendre certaines mesures, pour qu'un entraînement bien légitime, mais peut-être irréfléchi, n'engage pas les fondateurs dans des dépenses en disproportion avec leurs ressources permanentes. C'est pour cela que l'article 2 exige que les subventions et les avances consenties par la caisse spéciale soient intégralement employées à la construc-

tion et à l'installation des écoles, de même que par l'article 14, les frais d'entretien des bâtiments et du matériel, ainsi que les traitements du personnel deviennent pour le département, la commune ou l'association, une dépense obligatoire.

Ainsi l'Etat est toujours maître de limiter ses sacrifices, sans compromettre l'avenir des établissements déjà fondés, et il a la certitude de ne prêter son concours qu'à des fondations durables.

Le projet de loi qui vous est proposé par votre Commission, se compose de dix-sept articles divisés en trois titres. Le premier est relatif aux ressources affectées à la construction et à l'installation des écoles d'apprentissage. Le second a pour objet l'organisation de la caisse. Le troisième traite de l'administration, de l'enseignement et de la surveillance.

Les prescriptions de la loi constitutionnelle réservent expressément à la Chambre des députés l'initiative, en ce qui concerne les lois de finances et les ouvertures de crédits. La Commission a donc borné son rôle à proposer le mode qui lui paraissait le meilleur pour faciliter le développement de l'enseignement professionnel : elle s'est scrupuleusement abstenue d'indiquer aucun chiffre. La Chambre des députés, dans son patriotisme, votera certainement les fonds nécessaires à la réalisation d'un projet qui assurera dans un avenir prochain la prospérité de l'industrie nationale, le bien-être des travailleurs et qui sera, nous en sommes convaincus, l'honneur de notre temps.

Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.

ARTICLE PREMIER. — Des subventions peuvent être accordées par le Ministre de l'agriculture et du commerce, aux écoles d'apprentissage fondées par les départements, les communes, les chambres de commerce et les associations de patrons ou d'ouvriers. Elles peuvent être également accordées à des particuliers, après avis favorable du conseil municipal.

La loi de finances déterminera, chaque année, le crédit mis, à cet effet, à la disposition du Ministre.

ART. 2. — Les subventions ne pourront être allouées par le Ministre que sur la proposition du conseil du département, qui dressera un tableau collectif de toutes les propositions en les classant par ordre d'urgence.

ART. 3. — Il sera pourvu, par les fondateurs, à la nomination à tous degrés du personnel de l'établissement, comme au choix des métiers à enseigner, des méthodes à suivre et de la direction à donner au travail.

ART. 4. — Les enfants ne pourront être reçus dans ces écoles avant l'âge de douze ans révolus ; ils devront, en outre, justifier qu'ils savent lire et écrire.

ART. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'inspection desdites écoles.

ART. 6. — Chaque année, avant la présentation de la loi de finances, le ministre soumettra aux Chambres les rapports de ses agents.

Projet de la Commission présenté au Sénat.

TITRE PREMIER.

Des ressources affectées à la construction et à l'installation des écoles d'apprentissage.

ARTICLE PREMIER. — Une somme de payable en annuités, à partir de 1880, est mise à la disposition du Ministre de l'agriculture et du commerce, pour être répartie entre les départements, les communes, les chambres de commerce, les chambres consultatives, les associations reconnues d'utilité publique, en vue de la construction et de l'installation des écoles d'apprentissage ou professionnelles, destinées à répandre et à développer parmi les ouvriers les connaissances techniques et l'habileté manuelle.

Une autre somme de également payable en annuités, à partir de la même époque, est mise, à titre d'avance, à la disposition des départements, des communes et des associations dûment autorisées à emprunter pour le même objet.

ART. 2. — Dans la fixation des allocations, qui seront exclusivement employées à la construction et à l'installation des écoles, le Ministre tiendra compte de la quotité des sommes allouées par les départements, communes et associations, eu égard à leur situation financière et aux sacrifices qu'ils auront consentis.

ART. 3. — Les demandes de subvention et d'avance devront être adressées au préfet, qui les instruira conformément aux lois et règlements existants, et les transmettra ensuite au Ministre, en y joignant les plans et devis des constructions et de l'installation projetées.

ART. 4. — Lorsque les plans et devis auront été approuvés, un arrêté ministériel déterminera la quotité et les époques d'exigibilité de la subvention.

Si la demande de subvention est faite par une chambre de commerce, une chambre consultative, ou une association reconnue d'utilité publique, le conseil municipal sera préalablement consulté.

ART. 5. — Les subventions allouées aux départements, aux communes, aux associations, ne leur seront définitivement acquises que sous la condition de mise à exécution des travaux de construction et d'installation dans un laps de temps qui ne pourra excéder deux ans.

Si, à l'expiration du délai, la condition ci-dessus n'a pas été remplie, la subvention sera considérée comme non avenue.

Dans le cas où le projet serait ultérieurement repris, le Ministre devra statuer de nouveau.

ART. 6. — Les départements, communes et associations, admis ou non à profiter de la subvention de l'Etat, peuvent être appelés à participer à l'avance de millions de francs, indiquée au paragraphe 2 de l'article premier.

Les plans et devis doivent, dans les deux cas, être soumis à l'approbation du ministre.

Lorsque ces demandes d'emprunts auront été reconnues admissibles, les emprunts ne pourront avoir lieu que s'ils sont autorisés par une loi ou un décret, conformément aux lois en vigueur.

TITRE II

De la caisse pour la construction et l'installation des Écoles d'apprentissage.

ART. 7. — Il est créé, sous la garantie de l'Etat, une caisse spéciale chargée de délivrer aux départements, communes et associations, les subventions qui leur ont été accordées, conformément aux articles 1^{er}, 3, 4 et 5, et de leur faire les avances prévues aux articles 1^{er} et 6. Cette caisse qui prendra le nom de « Caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage », est administrée par la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 8. — La Caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage pourvoira au paiement des subventions et des avances ci-dessus stipulées, soit avec des fonds qui seront mis à sa disposition par le Trésor, moyennant un intérêt de 3 0/0, réglé annuellement, soit avec le produit de la négociation de titres créés et émis dans les conditions du dernier paragraphe de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1868, sur les chemins vicinaux.

ART. 9. — Les subventions payées aux départements, communes, associations, par la Caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage, lui seront remboursées en capital et intérêts, au moyen de annuités de millions de francs chacune, à inscrire au budget du ministère de l'agriculture et du commerce à partir de l'exercice 1880.

Cette dotation sera ordonnancée au profit de la caisse et payée par le Trésor, dans les trois premiers mois de chaque année.

Les crédits nécessaires seront ouverts chaque année par la loi de finances.

En cas d'insuffisance du fonds de dotation et des ressources propres à la caisse, il lui sera tenu compte par le Trésor, tant de ses dépenses complémentaires d'intérêt et d'amortissement, que de ses divers frais de gestion.

ART. 10. — Les avances aux départements, communes, associations seront faites pour trente et un ans au plus.

Elles seront remboursées à la Caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage, au moyen du versement semestriel d'une somme de 2 fr. 50 c. par chaque 100 francs empruntés.

Le versement continu pendant soixante-deux semestres libérera la commune en intérêts et amortissement.

Des termes de remboursement plus courts pourront être stipulés. Dans ce cas, les versements semestriels devront être calculés de manière à tenir compte à la caisse, en outre de l'amortissement, d'un intérêt fixé à trois pour cent l'an.

ART. 11. — Il sera passé entre la Caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage et les départements, communes, associations dûment autorisées à contracter des emprunts, des traités particuliers relatant la quotité et les termes d'exigibilité des avances consenties par la caisse, ainsi que les conditions de remboursement de ses avances.

ART. 12. — Les fonds prêtés à la caisse spéciale par le Trésor, ou réalisés au moyen d'obligations, conformément à l'article 8, seront remboursés aux ayants droit, savoir :

En ce qui concerne les subventions, au moyen des ressources de la dotation, stipulées en faveur de la caisse par l'article 9, et dans un délai de ans au plus tard.

En ce qui concerne les fonds employés en avances, au moyen des remboursements en capital opérés par les départements, communes, associations et dans les conditions de temps de ces remboursements, conformément à l'article 10.

ART. 13. — Chaque année, les Ministres de l'agriculture et du commerce, de l'intérieur et des finances, rendront compte au Président de la République, de la distribution des subventions et des avances, de la marche des travaux, et des opérations de la Caisse pour la construction et l'installation des écoles d'apprentissage, par un rapport qui sera distribué à la Chambre des députés et au Sénat, au commencement de leur session ordinaire.

TITRE III

Administration, enseignement, surveillance.

ART. 14. — Lorsqu'une école d'apprentissage aura été fondée avec le concours de l'État au moyen de subventions ou d'avances, conformément aux prescriptions énoncées aux articles 1^{er}, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi, les frais d'entretien des bâtiments, du mobilier scolaire, de l'outillage industriel, ainsi que les traitements des directeurs, administrateurs et professeurs, deviendront pour le département, la commune ou l'association une dépense obligatoire.

Les départements, communes, associations ne pourront être déchargés de cette obligation que par arrêté ministériel rendu sur

rapports conformes du préfet et de l'inspecteur constatant l'insuccès de l'école d'apprentissage.

ART. 15. — En cas d'insuffisance de ressources, les départements, communes, associations, pourront solliciter une subvention annuelle, prise sur les fonds mis chaque année à la disposition du Ministre pour encouragements aux sociétés industrielles d'apprentissage, pour travaux d'ateliers et de cours pour les ouvriers, etc.

En ce cas, le Ministre devra tenir compte des efforts faits pour établir ou se rapprocher de la gratuité.

ART. 16. — Les directeurs, administrateurs, professeurs, seront désignés par le département, la commune ou l'association qui restera libre, sous la surveillance de l'État, de choisir les industries qui seront exercées dans l'école, le programme des études et les méthodes.

ART. 17. — Un règlement d'administration publique établira les conditions de surveillance et d'inspection des écoles d'apprentissage, établies selon les prescriptions de la présente loi.

COMITE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

On écrivait de Rouen, le 26 janvier, à la *Gironde* de Bordeaux :

« Je suis venu ici pour assister à une Conférence sur un sujet des plus intéressants. Il s'agissait d'une Association, fondée en Normandie entre industriels et ayant pour objet de prévenir les accidents dont les ouvriers sont si souvent victimes dans les fabriques où existent des machines.

» L'industrie moderne, avec ses engins perfectionnés, est devenue un véritable champ de bataille : tous les ans, de nombreux ouvriers sont victimes d'un embrayage qui s'est fait spontanément au moment où ils ne s'y attendaient pas, ou d'une courroie qu'ils ont essayé de monter sur la poulie pendant que l'arbre de couche était en marche. Tous les ans, des ouvrières, en plus ou moins grand nombre, ont leurs jupes saisies par un engrenage et sont emportées par une force aveugle.

» A qui la faute, dans ces accidents ? Sans doute, souvent aux victimes. Mais ces victimes sont en général des personnes ignorantes, sur lesquelles les recommandations de prudence ont peu d'action, souvent même des enfants insouciant à cause de leur âge. Les industriels qui se sont fiés à la prudence de leurs ouvriers et qui n'ont pas pris toutes les précautions ne sont-ils pas également responsables ?

» M. Engel-Dollfus, de Mulhouse, un des membres de l'illustre

famille des Dollfus et le créateur en Alsace d'une Société sur le modèle de laquelle s'est fondée celle de Rouen, est d'avis que les industriels sont responsables. Il ajoute que c'est à ceux qui bénéficient des machines et de leur perfectionnement à courir les risques qu'emporte cet état de choses. Il ajoute encore que le développement de la mécanique au point de vue de la plus grande et de la meilleure production ne doit pas seul être poursuivi, et qu'il faut s'occuper concurremment, sinon de préférence, des perfectionnements qui rendent les machines moins meurtrières.

» M. Gustave Fauquet, le conférencier rouennais, qui est en même temps un industriel, s'est principalement servi des arguments de M. Engel-Dollfus et des renseignements statistiques fournis par celui-ci à la Société de Mulhouse.

» Ces renseignements se réfèrent à une période de dix ans écoulée après la fondation de la Société Alsacienne. Cette période est divisée en deux demi-périodes de cinq années chacune, et il est constaté que, d'une demi-période à l'autre, dans les ateliers des membres de l'Association, le nombre général des accidents a diminué de 21 1/2 p. c.; celui des accidents suivis de mort est descendu de 9 à 2 p. c.; et celui des accidents ayant entraîné la perte d'un bras de 4 à 2 p. c.. Enfin, le nombre des accidents dans les filatures, qui correspondait à 1 par 123,000 broches, n'a plus été que 1 pour 297,000 broches. La Société de Mulhouse a donc très certainement sauvé la vie à un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières et épargné à d'autres des mutilations et des souffrances.

» Elle parvient à son but : premièrement, en faisant prendre par ses membres l'engagement de réaliser chez eux tous les progrès possibles au point de vue de la prévention des accidents; ensuite, en sollicitant et encourageant pécuniairement les inventeurs qui imaginent des moyens de préservation; enfin, en donnant des récompenses honorifiques à ceux qui ont fait le mieux.

» Il y avait à l'Exposition universelle de 1878 un *bâti* contenant les plus importantes des améliorations réalisées en Alsace. Cette exposition n'avait pu être faite au nom de la Société mulhousienne, puisque l'Allemagne ne figurait pas à cette Exposition et que l'Alsace appartient aujourd'hui à l'Allemagne. Mais M. Engel-Dollfus l'avait fait présenter par son fils, M. Frédéric Engel, établi à Paris.

» Ce bâti, il était hier à Rouen, et le conférencier a pu, par suite, montrer à ses nombreux auditeurs les moyens imaginés pour prévenir les plus fréquents accidents.

» M. Fauquet a également parlé d'une institution analogue à la Société pour prévenir les accidents de travail et qui existe dans diverses parties de la France. Il s'agissait des Sociétés pour prévenir les explosions de chaudières à vapeur. Il existe actuellement trois

Sociétés de ce genre en France : celle du Nord, celle de Paris et celle de Normandie. La première a été fondée en Alsace.

» Il y a de semblables Associations en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et en Suisse, et il faut reconnaître qu'elles ont pris plus de développement dans ces pays qu'en France, attendu que le nombre de chaudières surveillées y est plus grand, toutes proportions gardées. Cependant, la simple prudence commande aux industriels ayant des machines à vapeur d'entrer dans de semblables sociétés, puisqu'il est admis en jurisprudence que la responsabilité des accidents qui arrivent doit être attribuée à ceux qui ont établi les engins, causes de l'accident.

» La loi de différents pays a prévu les accidents de machines non-seulement pour déclarer que les industriels propriétaires de machines seront tenus de donner une indemnité aux victimes ou à leurs familles, mais, en outre, pour prescrire des précautions destinées à prévenir les causes d'indemnité. L'Angleterre, en fondant, il y a quelques années, en une seule loi, les dix-neuf *acts* relatifs au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les fabriques, y a introduit des dispositions relatives aux accidents de machine. La Prusse a organisé chez elle une inspection; la Suisse et le Danemark également. Les inspecteurs de ce dernier pays sont allés à Mulhouse étudier chez les membres de la Société pour la prévention des accidents de fabrique les moyens à prescrire. M. Engel-Dollfus a été chargé de présider la Commission française qui s'occupe du travail des enfants dans les manufactures.

» On doit certes louer hautement les hommes qui, selon l'expression de M. Engel-Dollfus appartiennent à l'école du sentiment; les hommes qui, étant industriels, commerçants, agriculteurs, employeurs de salariés en un mot, comprennent qu'ils ont des devoirs à remplir vis-à-vis des travailleurs qu'ils emploient et qu'ils n'ont pas tout fait lorsqu'ils ont payé le salaire convenu. C'est cette école du sentiment qui a créé, autour de beaucoup de fabriques, des cités ouvrières et des sociétés coopératives de consommation, qui a institué pour les ouvriers et leurs familles des caisses de secours mutuels ou de retraite, etc. Je conviens d'autre part très-volontiers que les efforts philanthropiques qui ont pour cause le sentiment de celui qui les accomplit sont beaucoup plus efficaces que ceux prescrits par la loi.

» Seulement, dans cette question comme dans beaucoup d'autres, il ne faut pas ne regarder que d'un côté. On ne peut pas compter sur la seule initiative privée pour établir la prévoyance des patrons en faveur de leurs ouvriers. Tous les patrons, en effet, n'appartiennent pas comme l'honorable M. Engel-Dollfus et l'honorable M. Fauquet, à l'école du sentiment. Or, il suffit que quelques employeurs ne veuillent rien faire pour leurs ouvriers pour que leurs confrères soient

entravés dans leur bonne volonté. Tout se traduit en définitive par une question d'argent. Et, d'autre part, quand il s'agit de la vie ou de la santé des ouvriers et ouvrières de tout âge, biens qu'aucune indemnité ne peut compenser, comment obtenir des résultats généraux et sérieux sans l'intervention de la loi et de l'Administration ?

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

RAPPORT

SUR L'EXERCICE 1879

Présenté par M. ROCHE, *Vice-Président*, au nom de ce Comité,
à la *Société de protection*.

Messieurs,

Votre *Comité de Placement des apprentis* a tenu ses séances régulièrement en 1879, comme en 1878 et 1877.

Voici les résultats comparés des travaux de ces trois exercices.

Le Comité a reçu :	en 1877	en 1878	en 1879
Demandes d'apprentis par les patrons . .	249	353	287
Demandes de places par les familles . . .	336	224	169
Nombre d'enfants placés avec ou sans contrat	60	104	88
Enfants donc le contrat a dû être résilié .	5	23	14

Nous donnons ci-après, dans la forme ordinaire, trois tableaux donnant :

Le premier, les états offerts par les patrons ;

Le nombre d'enfants, filles ou garçons, demandés ;

Les conditions offertes par les patrons ;

Le deuxième, le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons ;

Les conditions demandées par les familles.

Le troisième, enfin, les conditions acceptées par les familles, pour filles ou garçons placés avec contrat.

TABLEAU N° 1

Demandes d'enfants faites par les patrons avec les conditions offertes par eux.

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
Cartonniers.		1	3		4			2		2	6
DessinateursChromo-li- thographie			1		1						1
Ciseleurs.	1		7	1	9						9
Couteliers			3		3			1		1	4
Doreurs sur cuir.	1		4		5						5
Peintres sur vitraux			4		4						4
Bijoutiers-joailliers	3	3	5	2	13						13
Graveurs sur métaux			5	2	7						7
Papetiers	2		4		6			1		1	7
Ébénistes			3	2	5						5
Joailliers.		1			1						1
Dessinateurs-écrivains.				1	1						1
Bijoutiers	7		2		9			2		2	11
Doreurs sur bois	1		3		4	1				1	5
Brodeuses sur tulle fan- taisie						2	2	2	1	7	7
Relieurs	2		7		9						9
Blanchisseuses						6			1	7	7
Architectes.			2	1	3						3
Garniers.			2		2						2
Tapissiers			1	1	2						2
Libraires.			1		1						1
Couturières.								2	7	9	9
Fabricants de parapluies						1		1		2	2
<i>A reporter. . .</i>	17	3	37	10	89	10	2	11	9	32	121

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	17	5	57	10	89	10	2	11	9	32	121
Ornements d'églises.								1		1	1
Fleuristes						2	2	4		8	8
Plaqueurs			2		2						2
Papier peint			1		1						1
Tourneurs en cuivre			3		3						3
Polisseuses.								2	1	3	3
Plumes.						2		5	2	9	9
Pâtisseries	8				8						8
Opticiens	1		3		4						4
Tourneurs en bois			1		1						1
Pharmaciens	3				3						3
Commerce	1		5		6	1		1		2	8
Teinturiers.	1	1			2			1		1	3
Selliers			2		2						2
Batteurs d'or			4		4						4
Menuisiers.			3		3						3
Menuisiers de précision.			1		1						1
Fruits artificiels						2				2	2
Bijoutiers mécaniciens.	1	1			2						2
Maroquiniérs.	1		2		3						3
Imprimeurs-lithogr.			3		3						3
Brossiers.	1		2		3						3
Ferblantiers			1		1						1
Graveurs en caractères.			1		1						1
Ciseleurs en bijoux			1		1						1
Fourreurs	1	1			2						2
Monteurs en bronze.			2		2						2
Peintres décorateurs sur tôle			1		1						1
Passementiers						1		1	1	3	3
Modistes						1		2	2	5	5
<i>A reporter.</i>	35	8	95	10	148	19	4	28	15	66	214

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	35	8	95	10	148	19	4	28	15	66	214
Brodeuses en chiffres et festons.								1		1	1
Sertisseurs.	1		4		5						5
Imprim.-lithographes . .			1		1			3		3	4
Fabriques de corsets . .						1				1	1
Articles de voyage. . .			2		2						2
Facteurs d'orgues. . .			2		2						2
Tailleurs.			2		2						2
Tabletters	1		1		2						2
Rhabilleurs de montres.		1			1						1
Orfèvres.			2		2						2
Réparation de dentelles							1			1	1
Découpage de dentelles en papier.						1				1	1
Bijoutiers chaînistes. . .	2				2						2
Emballeurs			1		1						1
Mécaniciens			7		7						7
Chareutiers.	2				2						2
Portefeuellistes			1		1						1
Chapeliers			1		1						1
Bijoutiers pour deuil . .	1				1						1
Polisseurs de camées . .			1		1						1
Fabrication de guipure							1			1	1
Dessinateur en broderie			1		1						1
Chemisiers.						1				1	1
Cordonniers	1				1						1
Horlogers	1				1						1
Implanteuses de che- veux.								1		1	1
Instruments de préci- sion.			1	2	3						3
<i>A reporter.</i>	44	9	122	12	187	22	6	33	15	76	263

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report. . .</i>	44	9	122	12	187	22	6	33	15	76	263
Graveurs sur pierres fines.			1		1						1
Franges laine et soie .								2		2	2
Incrustations pour ta- bletterie						1				1	1
Cannes à pêche.			1		1						1
Tôliers.			1		1						1
Confections pour enfants								2		2	2
Tourneurs repousseurs au plaqué			1		1						1
Graveurs en musique .			1		1						1
Dessinateurs sur cane- vas			1		1						1
Réparations de cache- mires						1				1	1
Naturalistes prépara- teurs.			1		1						1
Polisseurs en bijoux .			1		1						1
Souffleurs de verre. .			1		1						1
Lingères.						1		1		2	2
Cadres et bronze . . .			2		2						2
Serruriers				1	1						1
Claviers de pianos . .	3				3						3
Tourneurs de pipes. .	1				1						1
TOTAL. . .	48	9	133	13	203	25	6	38	15	84	287

TABLEAU N° 2.

Demandes faites par les familles avec conditions réclamées en 1879.

CONDITIONS DEMANDÉES	GARÇONS	POUR CENT DES DEMANDES DE GARÇONS	FILLES	POUR CENT DES DEMANDES DE FILLES
Couchés nourris	55	42.30	29	74.36
Nourris seulement	4	3.06	1	2.55
Rétribués	70	53.82	8	20.54
Gratifications suiv. progrès.	1	0.82	1	2.55
	130	100.00	39	100.00
Garçons présentés			130	
Nombre total des enfants présentés et inscrits :			169	

TABLEAU N° 3.

Enfants placés avec contrats aux conditions indiquées ci-dessous en 1879.

CONDITIONS	GARÇONS	FILLES	TOTAL
Couchés nourris.	27	12	39
Nourris seulement	1	3	4
Rétribués	29	»	29
Gratifications suivant progrès.		1	6
	62	16	78
Jeunes gens placés sans contrat mais sous la surveillance de la Société			4
Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat			7
			89
Enfants dont le contrat a dû être résilié.			14

Voici en quelques lignes les faits qui résultent de l'examen de ces tableaux comparés à ceux de l'année 1878 :

En 1878, 286 patrons, représentant 94 professions, ont demandé 353 enfants.

216 garçons;

137 filles.

En 1879, 249 patrons représentant 98 professions ont demandé 287 enfants :

203 garçons;

84 filles.

En 1878, les parents ont présenté 224 enfants :

192 garçons;

32 filles.

En 1879, les parents ont présenté 169 enfants :

130 garçons;

39 filles.

En 1878, le Comité a placé avec contrat :

67 garçons sur 192 présentés soit 34.89 0/0.

9 filles sur 32 — — — 28.10 0/0

En 1879, le Comité a placé avec contrat.

62 garçons sur 130 présentés, soit 47.70 0/0

16 filles sur 39 — — — 41.00 0/0

En 1878, le nombre d'enfants dont le contrat a dû être résilié a été de 23 sur 76, soit 30 0/0.

En 1879, le nombre de contrats résiliés n'a été que de 14 sur 78, soit 17.92 0/0.

Nous devons faire remarquer de suite que si le nombre de places offertes par les patrons et le nombre d'enfants présentés ont diminué sensiblement en 1879, cela tient à ce que nous n'avons fait qu'une seule fois appel à la publicité.

Cependant nous avons pu signer un nombre de contrats un peu supérieur en 1879, 78 au lieu de 76 en 1878, et nous avons eu des demandes très-régulièrement pendant tout le cours de l'année.

Il faut bien en conclure que la Société est déjà très connue et appréciée, pour recruter des adhérents par une recommandation qui se fait de proche en proche et non plus seulement par la publicité banale des journaux.

D'un autre côté, il est impossible de méconnaître que ce genre de recrutement nous amène un choix d'enfants un peu meilleurs

que précédemment, ce qui explique la diminution du nombre de ceux dont le contrat a dû être résilié. C'est un résultat dont il nous est permis de nous réjouir, car il a son importance.

Voici les chiffres résumant les opérations du comité depuis trois années :

Enfants placés avec contrat en 1877, 1878 et 1879 : 200.

170 garçons ;

30 filles.

Nombre de contrats résiliés : 72 soit 36 0/0.

Il nous reste donc, aujourd'hui acquis à la Société, 128 enfants, mais il faut encore déduire de ce nombre 3 enfants qui ont terminé leur apprentissage, reste donc 125.

A propos de ces trois apprentissages terminés dans de bonnes conditions, nous avons pensé qu'il serait convenable et utile de délivrer à ces trois enfants un certificat attestant que leur apprentissage avait eu lieu sous le patronage de la Société.

Le Comité de placement saisi de cette question en a adopté le principe.

Le Comité émet donc le vœu que la Société délivre à ces enfants un diplôme ou une médaille rappelant le lien qui les a unis à elle.

Le Comité déclare s'en rapporter au bureau pour la forme à donner à ce diplôme ou au choix de la médaille, ainsi que sur l'époque à laquelle leur remise aura lieu, mais il pense que, vu la proximité de la fête qui doit avoir lieu au mois de juillet prochain, il y aurait peut-être avantage à profiter de cette solennité pour en faire une sorte de récompense publique.

En résumé, les résultats obtenus par le Comité de placement sont en progrès sur ceux de l'année précédente et tout nous fait espérer que nous ferons mieux encore l'année prochaine et dans de meilleures conditions, mais il ne faut pas se dissimuler que le nombre de 75 à 80 enfants placés dans une année, joint au chiffre déjà considérable de ceux placés pendant les années précédentes, arrive à la limite de ce que peut faire votre Comité.

En 1878, le Comité comptait quatre membres actifs, mais nous avons eu le regret de perdre M. *Boulard* qui s'est retiré du Comité, pour s'occuper plus spécialement de ses affaires personnelles. Le nombre des membres actifs est donc réduit à trois, MM. *Marochetti*, *Biays* et *Roche*. Nous faisons un appel à ceux de nos collègues qui voudront bien joindre leurs efforts aux nôtres, comme membres actifs.

Vous avez vu plus haut, Messieurs, que le nombre de contrats résiliés était considérable ; les causes qui ont amené ces insuccès nombreux sont les mêmes que celles que nous vous signalions l'année dernière ;

Exigence des parents trouvant que les enfants ne gagnent jamais assez,

Insubordination des enfants pour lesquels la règle de l'atelier est insupportable.

Nous avons eu en plus cette année quelques rares exemples d'indélicatesse.

Les mesures que nous proposons pour remédier en partie à cet état déplorable sont les mêmes que nous vous avons signalées déjà en 1877 et en 1878.

Gardiennage des enfants dans les écoles après la durée des classes pour les préserver du contact de la rue (*Bullet. Soc.*, janv. 79, p. 36-37).

Etablissement d'Internats ou Tutelles pour les enfants sur lesquels le contact des parents est plus nuisible qu'utile (*Bullet. Soc.*, janv. 78, p. 121 à 125).

Nous n'avons rien à changer à ces mesures, mais nous croyons devoir en ajouter une autre pour faire disparaître le grand nombre d'enfants qu'on nous a amenés ne sachant pas assez lire et écrire pour que leurs demandes pussent être prises en considération :

C'est l'instruction obligatoire.

L'année dernière, Messieurs, nous vous avons présenté un Rapport spécial relatif aux récompenses que nous avons cru devoir décerner à quelques enfants, vous nous avez accordé 4 livrets de caisse d'épargne et 14 récompenses en nature, consistant en livres d'instruction et outils professionnels, ces récompenses ont été distribuées et nous avons le plaisir de vous annoncer que nous avons constaté un bon résultat.

Nous avons, cette année, un certain nombre d'enfants qui mériteraient de vous être présentés de la même façon, mais nous avons pensé qu'il valait mieux réserver nos demandes pour les joindre à celles qui vous seront faites d'autre part, à l'occasion de la Distribution bi-annuelle des récompenses, du mois de juillet 1880.

Nous pensons que l'effet produit sur nos enfants sera plus grand, en leur faisant partager l'éclat de cette solennité ; nous pensons également que la Société ne peut que gagner en récompensant, dans une même cérémonie, les enfants patronnés par son

Comité en même temps que ceux patronnés par d'autres institutions.

Nous remettons également à cette époque à vous parler du petit travail obtenu des enfants au moyen des cahiers d'écriture, de calcul et de dessin dont vous nous avez autorisés à tenter l'essai, nous vous présenterons les résultats obtenus comme un élément important d'appréciation pour nous accorder les récompenses que nous vous demanderons.

Les dépenses du Comité de placement ont été un peu plus considérables en 1879 qu'en 1878.

Le comité a cru devoir accorder à 10 enfants 2 literies complètes et 8 portions de literies dont le montant total

s'élève à	Fr. 500 »
plus des secours en nature à 16 enfants s'élevant ensemble à	194.50

Total.. Fr. 694.50

C'est 152 fr. 50 c. de plus qu'en 1878.

Mais, il ne faut pas oublier que le nombre des enfants à secourir va toujours en augmentant, puisqu'il comprend les enfants placés anciennement comme ceux placés à nouveau; puis la dépense des lits est une dépense de première installation. Ces lits doivent revenir à la Société, s'ils n'ont pas été remboursés par les parents à la fin de l'apprentissage des enfants; ce sera probablement le cas général, mais ils pourront être employés de nouveau, comme nous l'avons fait déjà, après une légère réparation.

Nous donnons encore ici, comme renseignement, la note des dépenses faites directement par les membres du Comité :

Achat de cahiers d'écriture, calcul, dessin, livres de récompenses, outils professionnels	Fr. 104.50
---	------------

Remboursement des courses, livres, correspondances, achat de lois données aux patrons, etc	440.35
--	--------

Total.. Fr. 545.35

Comprenant les frais de placement de 89 enfants en 1879 et la surveillance des enfants placés en 1877 et 1878, soit environ 5 francs par enfant.

En présence de la rigueur de la température, votre secrétaire a cru devoir faire appel à la charité de plusieurs grands établissements de vêtements pour leur demander quelques bons de

vêtements pour les enfants les plus malheureux, protégés par votre Comité. Nous avons le plaisir de vous annoncer que le directeur des Magasins de la Belle jardinière a répondu de suite à notre appel et nous a envoyé un lot de vêtements. Nous proposons à votre Comité de voter des remerciements publics à M. le Directeur des Magasins de la Belle jardinière.

Conformément au désir exprimé par quelques membres du Comité de placement, malgré la permanence des réunions, le Comité s'est réuni, cette année, dans chaque semaine précédant les réunions générales de la Société.

Ces réunions ont permis aux trois membres actifs de communiquer aux quelques membres qui s'y sont présentés les résultats partiels qui vous ont été communiqués déjà et dont ce rapport est le résumé.

Nous espérons faire au moins autant en l'année 1880, mieux encore, si l'appel que nous avons fait plus haut au concours de nouveaux collègues parvient à être entendu.

DOCUMENTS OFFICIELS

SEINE.

INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS.

Nous nous empressons d'accueillir la lettre suivante, qui a été adressée par MM. les Inspecteurs du département de la Seine à M. le Président de la Société de protection (1) :

Paris, 25 janvier 1880.

Monsieur le Président de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.

Les Inspecteurs départementaux du travail des enfants dans les manufactures soussignés ont l'honneur de vous adresser la copie d'une lettre qu'ils ont envoyée à M. le Directeur du journal *la Réforme du Bâtiment*, à propos d'un article publié par ce journal et reproduit dans le *Bulletin de la Société de protection des apprentis* (1879, p. 443).

Ils seraient heureux, Monsieur le Président, que leur réponse à cet article fut imprimée dans le *Bulletin*, et confiants dans votre justice, ils ont le ferme espoir que vous voudrez bien donner des ordres en conséquence.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Président, vos très-dévoués et très-respectueux serviteurs.

Allard, Boyer, Combes, Dubuisson, Kuhff,
Napias, Perrinelle, Poussart.

Paris, le 25 janvier 1880.

Monsieur le Directeur du journal *la Réforme du Bâtiment*.

Les Inspecteurs départementaux du travail des enfants dans les manufactures viennent de lire, seulement aujourd'hui, dans le *Bulletin de la Société de protection des apprentis* (p. 443), l'article que vous avez publié dans le journal *La Réforme du Bâtiment* (n° du 7 décembre 1879).

Ils ne désirent relever de cet article que le dernier paragraphe, dans lequel le rédacteur anonyme affirme que MM. les Entrepreneurs de fumisterie n'ont pas tardé à reconnaître que, dans l'application de la loi, il valait infiniment mieux avoir affaire à M. l'Inspecteur divisionnaire Maurice qu'aux agents placés sous ses ordres.

Or, aux termes de la loi, les Inspecteurs départementaux sont les seuls agents placés sous les ordres de M. l'Inspecteur divisionnaire, et jusqu'à ce jour ils n'ont pas conscience d'avoir en rien justifié les antipathies que votre rédacteur prête à MM. les Entrepreneurs de fumisterie.

(1) Voy. *Bull. Soc. prot.* 1879, p. 443.

Aussi pensent-ils que ce rédacteur, entraîné sans doute par sa vive sympathie personnelle pour M. l'Inspecteur divisionnaire, a, par pure légèreté, jeté inconsciemment un blâme aussi grave aux Inspecteurs départementaux.

Ils vous requièrent donc d'insérer cette réponse, se réservant d'ailleurs toute liberté d'action au cas où votre rédacteur anonyme ne tomberait pas d'accord avec eux sur l'interprétation qu'ils croient devoir donner à son article.

Veillez agréer, M. le Directeur, l'assurance de nos sentiments distingués,
*Allard, Boyer, Combes, Dubuisson, Kuhff, Napias,
Perrinelle, Poussart.*

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES.

PARIS. — VI^e ARRONDISSEMENT. — La Commission locale du VI^e Arrondissement de la Ville de Paris a adressé à Monsieur le Préfet de Police le Rapport suivant, pour l'année 1879 :

MONSIEUR LE PRÉFET,

Conformément à l'article 20 de la loi du 19 mai 1874, la Commission locale du VI^e arrondissement a l'honneur de vous adresser le compte-rendu de ses travaux pour l'année 1879.

Tout d'abord, la Commission constate avec satisfaction que l'un des vœux qu'elle avait exprimés avec le plus de force a été accueilli par l'Administration. La reprise des réunions générales des délégués des différentes Commissions locales ne peut que produire d'excellents effets, si ces réunions communes ne sont pas uniquement consacrées à entendre des déclarations vagues, et si une direction ferme décide les représentants des Commissions à s'occuper des moyens pratiques d'obtenir une application sérieuse de la loi. Quoi qu'il en soit, la constitution d'un bureau central par les délégués eux-mêmes est un premier progrès, dont il y a lieu de se féliciter ; et l'Administration sera, sans doute, la première à transformer ce bureau éphémère en bureau permanent et définitif, sauf à étudier le mode d'élection et de renouvellement des délégués qui le composeront. Un autre point sur lequel il est bon d'indiquer le sentiment de la Commission, c'est la création du service des inspectrices départementales. Dans son dernier rapport annuel, la Commission avait réservé son appréciation et avait exprimé le désir d'attendre les résultats de l'expérience pour se prononcer sur un fait accompli. Aujourd'hui l'on peut dire que l'expérience est faite ; et la Commission est heureuse de rendre un public

hommage à l'activité et au zèle dont l'inspectrice de la circonscription a donné des preuves irrécusables depuis son entrée en fonctions. Ce sera désormais à la Commission de dames que reviendra le soin de visiter les ateliers qui occupent des filles. Ainsi déchargée d'une partie de ses attributions, la Commission locale n'en suivra pas moins, avec le plus vif intérêt, les investigations de la Commission de dames nouvellement instituée et lui prêtera, en toute occasion, le concours le plus dévoué.

La Commission locale du VI^e arrondissement avait aussi demandé, de même que plusieurs autres Commissions, que l'Administration prît des mesures pour faire distribuer les livrets d'apprentis par l'intermédiaire des mairies. Ce vœu a également reçu satisfaction, et nous ne pouvons que nous féliciter d'une innovation qui rend plus facile et moins gênante pour les familles ouvrières l'application de la loi.

Une dernière réforme, la plus importante peut-être parmi celles que la Commission avait recommandées à la sollicitude de l'Administration et du Conseil général, c'est l'organisation de cours spéciaux pour les élèves de demi-temps. A cet égard, il reste encore beaucoup à faire. La Municipalité du VI^e arrondissement a été l'une des premières à étudier les moyens de compléter l'instruction des apprentis de moins de quinze ans qui ne sont pas pourvus du certificat d'instruction primaire exigé par l'article 9 de la loi de 1874 ; et un avis récemment affiché a invité les patrons et les familles à faire inscrire à la mairie les apprentis de demi-temps. Une prompt solution était effectivement désirable ; car on ne peut songer à se montrer sévère à l'endroit des patrons qui emploient des enfants illettrés au-dessus de 15 ans, tant qu'on ne pourra indiquer à ces patrons où et comment leurs apprentis doivent se procurer les connaissances élémentaires qui leur font défaut.

Depuis son dernier rapport, la Commission a jugé à l'œuvre le nouveau service d'inspection, et elle est, dès à présent, en mesure d'apprécier tous les avantages de l'extension donnée au contrôle. Deux rapports ont été communiqués à la commission par M^{me} Lachaud et un par M. Poussart. M^{me} l'Inspectrice, du 14 mars au 31 juillet 1879, a fait 359 visites : 72 ateliers ont été vus deux fois et 7 trois fois. Du 1^{er} août au 15 octobre de la même année, l'Inspectrice départementale de notre section a visité, en outre, 102 ateliers, dont 50 pour la première fois,

36 pour la seconde, 13 pour la troisième et 3 pour la quatrième. De son côté, l'Inspecteur départemental avait fait, au 1^{er} août 1879, 327 visites, dont 147 dans des ateliers n'occupant pas d'enfants. Les 163 ateliers où se trouvaient des apprentis placés sous le coup de la loi renfermaient 596 garçons et 83 filles. 81 enfants sur 100 possédaient un livret, et 73 sur 100, le certificat d'école. Dans la moitié des ateliers la loi se trouvait affichée; un tiers seulement des patrons avait un registre d'inscription. M. l'Inspecteur constate que les livrets d'apprentissage tendent à tomber en complète désuétude.

Ces intéressantes statistiques communiquées par l'Inspecteur suffisent à démontrer que la loi de 1874 est enfin entrée dans une période d'application sérieuse; et le moment est proche où la commission locale pourra se borner, suivant le vœu du législateur, à contrôler le service d'inspection, au lieu d'en combler les lacunes, dans la mesure de ce qui était possible et légal.

Nous ferons suivre ces observations générales de quelques renseignements spéciaux sur les différents quartiers de l'arrondissement.

Quartier de la Monnaie. — Dans le courant de 1879, le délégué de la Commission a visité 157 ateliers. Sur ce nombre, 38 étaient en règle, environ 28 avaient besoin d'être surveillés et 68, d'après la déclaration des patrons, ne contenaient pas d'apprentis; mais l'impression du délégué est que ces déclarations des patrons sont souvent peu sincères, et qu'il y a lieu d'en faire contrôler l'exactitude par le service d'inspection. D'autre part, bon nombre de patrons auraient renvoyé leurs apprentis pour n'être plus exposés aux contraventions prévues par la loi. Toutefois, le délégué de la Commission estime que, depuis un an, l'observation de la loi est devenue bien plus générale dans le quartier de la Monnaie; et notre collègue attribue ces heureux résultats à l'extension des cadres de l'inspection.

Quartier de l'Odéon. — Les délégués de la Commission ont fait, en 1879, 40 visites dans le quartier de l'Odéon. 21 patrons ont déclaré ne pas employer d'apprentis; dans 19 autres ateliers, les délégués ont constaté la présence de 38 apprentis et de 11 filles mineures réparties dans trois ateliers mixtes. La plupart des apprentis sont pourvus du certificat et du livret; plus rarement, les industriels sont en mesure de présenter le registre prescrit par l'article 10 de la loi. Il faut signaler aussi l'insuffi-

sance de certains certificats. Ce qui est plus fâcheux, c'est que l'absence de cours de demi-temps dans la journée oblige les patrons à envoyer leurs apprentis illettrés suivre les cours du soir. De là, une foule d'inconvénients sur lesquels la Commission a plusieurs fois appelé l'attention de l'administration. Il est impossible de demander, le soir, aux enfants qui ont fourni une journée complète de travail d'atelier, d'écouter sans distraction et sans fatigue les enseignements de l'instituteur. Quant à croire que les industriels, se conformant à l'esprit de la loi (art. 9), se résigneront à ne faire travailler que six heures les enfants dépourvus de certificat, ce sera une pure chimère, tant qu'il n'existera pas d'écoles de demi-temps ouvertes le matin ou dans la journée.

Les délégués de la Commission ont dû signaler à l'Inspecteur de la circonscription un papetier qui emploie plusieurs apprentis, et qui, malgré des observations plusieurs fois renouvelées, n'a pas cru devoir se soumettre aux prescriptions légales, comme si la loi n'était pas faite pour lui. Les ateliers visités dans le quartier de l'Odéon se répartissent de la façon suivante :

- 7 imprimeurs.
- 2 brocheurs.
- 3 emballeurs.
- 2 menuisiers.
- 3 serruriers.
- 4 fumistes.
- 2 tapissiers.
- 1 papetier.
- 1 fabricant de chaises.
- 1 fabricant d'abat-jour.
- 1 doreur sur bois.
- 1 peintre-vitrier.
- 2 plombiers-gaziers.
- 1 fabricant de machines à coudre.

Quartier Saint-Germain-des-Prés.— Le délégué de la Commission renouvelle les observations consignées dans le rapport de l'année dernière.

Dans ce quartier, la majorité des grands industriels, qui sont, pour la plupart, des imprimeurs, se sont mis à peu près en règle avec la loi. Les apprentis sont, en général, pourvus de certificats et de livrets, et la création d'écoles de demi-

temps permettrait d'appliquer plus strictement l'article 9, en ce qui touche les enfants de moins de 15 ans qui sont dépourvus du certificat d'instruction primaire.

Quartier Notre-Dame des Champs. — Il a été fait dans ce quartier, en 1879, 49 visites, savoir :

- 17 dans des ateliers non encore visités ;
- 17 dans des ateliers déjà vus une première fois ;
- 3 dans des ateliers déjà vus deux fois ;
- 12 dans des ateliers n'occupant pas d'apprentis.

L'ensemble des résultats observés est satisfaisant. C'est à titre exceptionnel que l'on découvre des enfants absolument illettrés et sans certificat; mais plusieurs patrons doivent être l'objet d'une surveillance rigoureuse. Ainsi, dans un atelier visité pour la troisième fois, les délégués ont trouvé un apprenti d'une ignorance complète. Un procès-verbal a dû être dressé par l'Inspectrice contre un brocheur qui avait déjà reçu deux visites des délégués de la Commission. Certains enfants présentent un certificat en règle et *ne savent pas lire*. La Commission a déjà signalé l'existence de cet abus assez grave, qui se recommande à toute la vigilance de la Direction de l'enseignement primaire. Enfin les délégués du quartier *Notre-Dame des Champs* font remarquer qu'en deux ans, ils ont visité 64 ateliers non portés sur la statistique dressée par l'administration, dont 12 pour la seule rue Cassette et 26 pour la seule rue du Cherche-Midi.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les observations que la Commission locale du VI^e arrondissement croit devoir vous soumettre, pour l'exercice 1879 (1).

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Le Secrétaire-rapporteur.

Paul ROBQUET.

Le Président, membre de l'Institut.

FRIEDEL.

Le présent rapport a été approuvé par la Commission dans la séance du 28 février 1880.

(1) La Commission locale prend la liberté de rappeler à M. le Préfet qu'elle n'a pas encore reçu les feuilles d'inscription et les affiches de la loi qui doivent être réparties entre les industriels visités par les membres de la Commission.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

PATRONAGES INDUSTRIELS.

Assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de fleurs et plumes.

Dans l'assemblée générale de cette association du 18 novembre 1879, présidée par M. *Ch. Petit*, Président fondateur, assisté de M. *R. Turney*, Président, M. le Vice-Président *H. Dubosq* a présenté le compte-rendu de l'exercice précédent, compte-rendu qui contient les renseignements suivants sur l'état de ce Patronage industriel :

321 élèves figurent sur nos registres, ce qui fait 46 inscriptions nouvelles pendant l'exercice ; il y a en outre quelques contrats non encore régularisés.

Tous nos enfants sont placés sous la surveillance de nos délégués, dont les soins attentifs et affectueux sont, ai-je besoin de le dire, au-dessus de tout éloge.

Dans deux cas, exceptionnellement dignes de sympathie, notre Société vient en aide à de courageuses ouvrières de nos industries pour leur alléger les frais d'école des jeunes enfants restés à leur charge pendant leur veuvage. De plus, elle entretient, à ses frais, une pupille dans la pension Dubois, à Auteuil. Cette enfant, orpheline de père et de mère, se montre reconnaissante de notre sollicitude, et nous avons lieu d'espérer qu'elle justifiera l'intérêt qui lui est témoigné. Notre honorable collègue, M. *Delmart*, non content de lui avoir servi de parrain auprès de nous, a généreusement fait abandon de la somme de 200 francs, qu'il a versée conditionnellement, à titre de garantie, conformément à notre règlement. — D'un autre côté, nous avons eu la vive satisfaction de voir la petite sœur de notre pupille devenir l'objet d'une quasi-adoption dans une famille qui se charge de son éducation.

Un de nos anciens protégés, à qui nous avons fourni la literie et quelques accessoires indispensables, est entré, pendant le dernier exercice, dans une de nos meilleures fabriques de fleurs fines, où son apprentissage a commencé dans des conditions satisfaisantes.

Grâce à l'entière bienveillance de l'administration de l'*Union nationale*, qui continue à mettre à notre disposition le local nécessaire à nos réunions, et à nous offrir toutes les facilités que nous lui demandons, nous avons pu établir définitivement, rue de Lancry, 10

(Hôtel des Chambres syndicales), notre siège social qui, jusque-là, n'était qu'à titre provisoire au boulevard Sébastopol.

Le concours de travail professionnel a été très brillant cette année; chacun de nous a pu s'en convaincre à l'exposition qui en a été faite au foyer du théâtre du Châtelet, à l'occasion de la distribution des récompenses.

Cette solennité, dont je me borne à vous rappeler ici la date, chacun de vous, Mesdames et Messieurs, en ayant reçu le compte rendu, cette solennité, dis-je, a eu lieu le 4 mai 1879, sous la présidence de M. Jules Simon, sénateur, membre de l'Institut, en présence de nombreuses notabilités, parmi lesquelles nous avons eu la faveur de compter M. Andrieux, député du Rhône et Préfet de police.

Votre Conseil se préoccupe d'une façon toute spéciale du développement de l'instruction primaire chez nos apprentis. Désirant stimuler et récompenser les progrès constatés, il a récemment inauguré, dans ce but, des concours périodiques qu'il a l'intention de multiplier dans la mesure du possible.

M. Boileau, secrétaire de notre Conseil de censure, veut bien, avec son dévouement accoutumé, se charger de la direction de ce concours, et, en général, de tout ce qui concerne l'instruction élémentaire. Animé de cette bonne pensée, il doit, ce soir même, développer devant l'assemblée une proposition qui figure à l'ordre du jour de cette séance.

En résumé, Mesdames et Messieurs, votre Conseil a déjà fait, et ne cessera de faire tous ses efforts pour atteindre le but que la Société se propose et qu'elle inscrit en tête de ses statuts, c'est-à-dire patronner, assister et moraliser ses apprenties pour en faire dans l'avenir de bonnes ouvrières et d'honnêtes mères de famille.

C'est dans cet ordre d'idées et pour exciter toutes les émulations qu'il a institué :

1^o Des prix, sous forme de livrets de caisse d'épargne, pour le travail professionnel dans toutes les spécialités, pour l'instruction élémentaire et pour la bonne conduite.

2^o Des prix de progrès pour l'instruction élémentaire ;

3^o Des prix de dévouement filial ;

4^o Des médailles pour récompenser les contremaîtresses qui, par leurs bons soins, contribuent le plus au perfectionnement des apprenties placées sous leur direction.

Ainsi que l'a très justement fait observer M. Jules Simon, dans son admirable improvisation à l'occasion de la distribution des récompenses,

« Le chiffre des apprenties participant aux bénéfices de notre institution n'est pas du tout en rapport avec l'importance de l'industrie, et avec le nombre des personnes qui lui appartiennent. »

Il y a nécessité d'obvier à cette situation : votre Conseil l'a compris et il a pensé qu'un des remèdes les plus puissants était, sans contredit, la propagande.

Aussi, a-t-il décidé d'adresser, non-seulement à tout les membres de nos industries, mais encore à toutes personnes susceptibles d'un concours quelconque, plus de 2,000 extraits de l'allocution prononcée au théâtre du Châtelet par notre cher Président, M. Turney, en vue de faire mieux connaître le but, l'organisation et le fonctionnement de notre Société.

Des lettres ont été envoyés, dans le même but, aux institutrices pour leur demander de nous procurer des enfants à placer en apprentissage chez nos adhérents.

Le Conseil a aussi considéré comme un excellent moyen du publicité en faveur du patronage de faire figurer à l'*Exposition des Sciences appliquées à l'Industrie*, au Palais des Champs-Élysées, les travaux qui avaient été exécutés au dernier concours.

L'idée adoptée, il y avait à se préoccuper de son exécution, surtout au point de vue de la dépense, qu'il fallait nécessairement limiter, de façon à ne pas trop grever nos finances. Nous avons obtenu, sous ce rapport, grâce aux démarches aussi actives qu'intelligentes de M. Delmart, un succès inattendu :

M. Mazaroz, voulant participer à notre œuvre, a eu la générosité de nous offrir gratuitement une magnifique vitrine où les travaux de nos élèves, admirablement disposés par nos zélés commissaires, Mme Bourdin-Marly et MM. Delmart et Caillaux, font le meilleur effet, ainsi que vous avez pu en juger.

M. Nicole, Président de la Commission d'organisation et Directeur de l'Exposition, nous a, de son côté fait une réduction de 50 0/0 sur le prix de l'emplacement.

En résumé, cette Exposition a déjà porté ses fruits ; notre vitrine a eu l'insigne honneur d'être visitée, avec un intérêt marqué, par les Chambres syndicales, par la Chambre de commerce, par le Conseil municipal, par M. le Ministre de l'Instruction publique, et M. le Président de la République, qui a daigné exprimer sa satisfaction et nous adresser, à plusieurs reprises, des paroles d'encouragement.

M. Boileau, secrétaire du Conseil de censure de l'Association expose que :

Frappé de l'insuffisance de l'instruction primaire chez un grand nombre des enfants de nos ateliers, le Conseil a institué, le 31 août dernier, un deuxième concours, qui sera peut-être suivi d'un troisième, précédant celui des prix. Il est possible qu'à l'avenir il y ait quatre épreuves annuelles destinées à tenir nos élèves en haleine et à mieux constater leurs progrès.

L'honorable orateur a pensé qu'il y avait mieux à faire encore, et qu'il y aurait utilité à réunir le dimanche matin toutes nos apprenties de bonne volonté, pour leur faire, pendant une heure et demie, des cours de grammaire, de calcul, de géographie, ou des conférences sur tel sujet qui serait fixé par le Conseil.

M. Boileau déclare se charger avec plaisir des soins de ces cours et conférences, si son projet reçoit l'assentiment de l'assemblée comme il a déjà reçu celui du Conseil. — Il demande donc que la question soit mise en discussion.

M. Chandelet père approuve d'autant plus la proposition qu'elle tend à provoquer parmi nos élèves de fréquentes réunions, résultat qu'il a précédemment signalé comme désirable. Il considère que le dimanche est le jour qu'il convient de choisir, et il est convaincu que de nombreuses apprenties profiteront des facilités qui leur sont offertes. Quant à lui, il ne négligera rien pour y encourager ses élèves, et pour stimuler leur zèle et leur exactitude.

M. Turney considère comme un précieux appui les paroles si cordiales que vient de prononcer le chef d'une de nos plus importantes maisons de fabrique ; il tient à remercier M. Chandelet du bon exemple qu'il est disposé à donner ; c'est un gage de succès, car le succès ne peut être réel qu'avec le sincère et bienveillant concours des patrons.

M. Dubosq propose que nos délégués soient invités à faire savoir que l'assiduité à suivre les cours du dimanche entrera sérieusement en ligne de compte pour les prix de progrès.

M. Eschemann demande pourquoi l'on n'enverrait pas les apprenties aux écoles municipales ! Aux cours proposés pour le dimanche matin il voit un grand inconvénient, celui d'empêcher l'accomplissement des devoirs religieux.

M. Boileau répond qu'il serait enchanté que les écoles municipales pussent suffire à réaliser ce que nous nous proposons, car, alors, son travail serait tout fait. Mais il lui semble qu'en dehors de ces écoles, notre Société a encore quelque chose d'utile à tenter pour réaliser une partie de la mission qui lui incombe. Ce quelque chose, convient-il de l'essayer ? Faut-il au contraire se croiser les bras ? A l'assemblée de décider.

M. Marienval appuie fortement la proposition de M. Boileau : l'envoi aux écoles communales des enfants trop arriérés est prescrit par la loi ; il n'en reste pas moins pour toutes les bonnes volontés un vaste champ à cultiver.

M. Chandelet ne doute pas que l'honorable M. Boileau ne trouve des collègues empressés à l'aider dans la tâche qu'il assume avec un si courageux dévouement.

M. le Président résume la discussion, et met au vote la proposition de M. Boileau, qui est adoptée à l'unanimité moins une voix.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre de la Bijouterie-imitation.

Dans la séance du 3 décembre 1879' sous la présidence de M. *Piel*, l'ordre du jour appelle la fixation de l'époque de la distribution des prix de notre Ecole de dessin, retardée par suite de l'Exposition du Palais de l'industrie à laquelle l'École a pris part et où elle a obtenu la médaille d'or.

Conformément à l'avis de M. le Président, et après adoption par la Chambre, le jour de cette distribution est fixé au dimanche 7 décembre, dans l'après-midi, au siège de l'Union nationale, 10, rue de Lancry.

Pour les détails, la Chambre s'en rapporte à la Commission de l'Ecole qu'elle charge en outre d'organiser un concert afin de donner plus d'attrait à cette fête du travail et du progrès. La Commission, afin de faciliter sa tâche, s'adjoint comme commissaires MM. *Galand*, *Lévy Camille*, *Luchard* et *Ruteau*.

M. le Président propose ensuite de donner à M. *Ninet*, professeur, en témoignage de ses efforts à faire prospérer notre Ecole, et vu les résultats obtenus, un souvenir de la Chambre.

Cette proposition est approuvée à l'unanimité et l'on décide de donner à M. *Ninet* une montre remontoir en or. Une certaine somme est votée à cet effet.

Chambre des Doreurs-Ornemanistes.

OUVERTURE DE L'ÉCOLE DE DESSIN.

Lundi 12 janvier 1880.

M. *Carpentier* préside cette ouverture, assisté de MM. *Lehmann*, *Cossmann*, *Dubuisson* et *Hubert*, professeurs.

M. le Président de la Chambre des Doreurs-Ornemanistes prononce l'allocation suivante :

Messieurs,

La Chambre syndicale des Doreurs-Ornemanistes, dans sa séance du 11 décembre dernier, a décidé, sur mon initiative, l'ouverture du cours de dessin et modelage que nous inaugurons aujourd'hui. Ce cours doit rendre de bons services à notre industrie nationale, si vous

tous, jeunes ouvriers et apprentis qui êtes appelés à en profiter, répondez par votre application au bon vouloir de vos professeurs, qui vous apportent le concours désintéressé de leur savoir et de leur longue expérience.

Nous comptons sur votre sagesse et votre assiduité aux cours, c'est d'ailleurs à ce prix que vous prendrez dans la société la place honorable qui est aujourd'hui acquise à l'ouvrier honnête et habile en son métier.

M. *Lehmann*, professeur de dessin et géométrie élémentaire, adresse ensuite aux élèves présents un aperçu des leçons qu'il se propose de donner en appuyant sur l'utilité du dessin et du tracé des épreuves, qui doit précéder l'exécution de tout travail matériel.

Lundi prochain, 19 courant, continuation du cours, et lundis suivants, à huit heures du soir, Hôtel des Chambres syndicales, 10, rue de Lancry.

Les élèves qui désirent en faire partie sont priés d'en faire la demande à M. le Président ou à un membre du Comité.

Chambres des Fleurs, Plumes et Modes.

Dans la séance du 10 octobre 1879, sous la présidence de M. *L. Hiéland*, M. *Bonni*, développant une proposition relative aux abus auxquels sont exposées les apprenties modistes, dit que cette question touche à un côté moral très important, difficile à aborder ; il faut pourtant la traiter, car elle intéresse vivement l'avenir des maisons de modes.

Il serait à désirer que les apprenties modistes fussent placées sous un patronage comme celles des autres industries pour empêcher que les courses chez les fournisseurs soient leur principal travail, pour les conserver, autant que possible, à l'atelier et ne pas les laisser presque vagabonder. Cet état de choses empêche beaucoup de parents de confier leurs enfants aux modistes ; par suite, le recrutement des apprêteuses deviendra de jour en jour plus difficile.

M. *Delmart*, vice-président, croit qu'il sera toujours facile de recruter des apprêteuses ; la matière est délicate, ce n'est pas impunément que l'on passe d'une façon de faire à une autre que l'on peut croire meilleure. La liberté existe tout aussi bien pour les parents, de ne pas laisser leurs enfants là où les conditions d'apprentissage ne sont pas remplies, que pour les patrons à tenir à ce que ces conditions soient exécutées. On ne peut qu'en-

gager les maisons de modes à employer leurs apprenties avec la plus grande discrétion.

La Chambre consultée décide qu'une Commission sera nommée pour examiner la proposition de M. *Bonni*, mais que les membres n'en seront désignés qu'après l'assemblée générale de novembre.

— Dans la séance du 13 février 1880, la même Chambre a entendu le rapport de la Commission de la réforme de certains usages de la mode par M. *Bonni* :

Vous savez, Messieurs, combien notre Chambre syndicale s'est toujours montrée soucieuse de l'avenir des apprenties. Faire de bonnes apprenties est la sauvegarde de nos industries ; malheureusement les grandes maisons de modes ont pris, depuis quelques années, le principe de ne plus en accepter ou tout au moins d'en accepter le moins possible. Il y a là un danger réel.

Aujourd'hui déjà, le recrutement du petit personnel est très-difficile, et si un prompt remède ne vient pas changer cet état de choses, dans quelques années les ateliers de modes ne pourront trouver de jeunes filles connaissant à fond leur métier, ce qui déterminera fatalement une infériorité réelle de fabrication et, par suite, la perte de la suprématie de nos produits sur ceux de l'étranger.

Cette situation provient certainement du manque d'entente entre les intéressés, car il est incontestable que toutes les maisons — petites ou grandes — deviennent solidaires les unes des autres et, qu'en somme, ce qui fait du tort aux unes, dans un temps déterminé, fera tort aux autres. Les apprenties qui coûtent fort cher les premiers temps de leur apprentissage quittent, souvent, leur maison avant l'expiration de la limite fixée, et alors que leurs services pourraient indemniser leurs patronnes des sacrifices faits. Cette facilité de manquer aux engagements pris, à la parole donnée, provenant de l'absence complète de contrat d'apprentissage et de la légèreté avec laquelle les jeunes filles sont admises dans les ateliers, notre commission rédigera un modèle de contrat, elle le soumettra à toutes les maisons de modes et demandera en même temps l'engagement d'honneur de ne jamais prendre d'apprenties sortant d'une autre maison sans s'être assuré, au préalable, que les conditions du contrat ont été remplies.

Pour donner une plus grande force à ces conventions des contrats, pour encourager les enfants dans le devoir, pour attirer la bonne volonté de tous ceux qui se préoccupent, à divers titres, de l'avenir et du bien-être des jeunes filles, l'idée de la fondation d'une Société protectrice de l'apprentissage était tout indiquée. Toutefois, saisie d'un projet complet d'un de ses membres, notre Commission a pensé que, malgré les côtés pratiques de ce projet, malgré l'admirable organisation de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, malgré

les services rendus par cette Société, il y avait lieu de savoir : si ce qui convient à une industrie convient à une autre et, se dégageant de toute idée préconçue, elle a résolu d'étudier les diverses formes que pouvaient prendre les sociétés de protection et d'encouragement aux apprenties.

Chambre des Instruments et Appareils de l'Art médical.

Dans sa séance du 13 janvier 1880, sous la présidence de M. Boissonneau, M. G. Wickham a fait une communication sur l'Exposition internationale des sciences appliquées à l'industrie, dont nous détachons les lignes suivantes :

Pour terminer, il me reste à vous dire que M. le Président d'honneur de cette Exposition, lors de la distribution des récompenses, sut, dans un beau discours, faire ressortir l'utilité de ces sortes d'expositions; il démontra la grande nécessité des écoles techniques ou professionnelles dans tous les corps d'état. Par suite de nouvelles organisations, de nouvelles nécessités industrielles, beaucoup de patrons ne prennent plus chez eux d'apprentis; bientôt, si nous n'y prenions garde, nous n'aurions plus de bons ouvriers; il faut donc s'occuper de cette grave question des apprentis, créer le plus possible d'Ecoles spéciales pour chaque métier.

Chambre des Sculpteurs-Ornemanistes.

Dans sa séance de 8 janvier 1880, M. Hamel, président, a proposé à la Chambre de fonder un ou plusieurs prix en faveur des élèves sculpteurs, soit pour le dessin ou modelage.

Les élèves, allant aux écoles publiques du soir, apporteraient, à l'époque des concours de fin d'année, un de leurs dessins ou modelages; on en ferait une exposition générale au cours de laquelle un jury, nommé par l'assemblée, décernerait les prix dont la nature sera fixée ultérieurement.

Cette proposition obtenant l'assentiment général, M. Hamel développera sa proposition complètement dans la prochaine réunion.

Dans la séance de la même chambre du 12 février 1880. on a donné lecture du projet suivant, réglant le concours:

ARTICLE PREMIER. — Il est institué par la Chambre syndicale des Sculpteurs-Ornemanistes, pour être distribué aux élèves-sculpteurs des ateliers de Paris suivant les cours de dessin des écoles publiques ou privées, trois prix annuels de la valeur de 50, 100 et 150 fr., qui seront affectés de la manière suivante:

50 fr. au meilleur dessin des élèves ayant un an d'école;

100 fr. au meilleur dessin des élèves ayant deux ans d'école;

150 fr. au meilleur dessin des élèves ayant de trois à quatre ans.

ART. 2. — Un certificat signé par chacun des membres de la Chambre ayant été juges du concours sera en outre remis à chacun des élèves ayant obtenu un prix.

ART. 3. — Le concours aura lieu de la manière suivante: le 31 juillet de chaque année il sera adressé, dans chacun des ateliers de sculpteurs d'ornements de Paris ayant son nom dans l'Annuaire des bâtiments, une circulaire faisant connaître les conditions du concours avec prière au patron dudit atelier de bien vouloir en donner avis à ses élèves.

ART. 4. — Dans la semaine d'octobre correspondante à la réunion de la Chambre syndicale, une exposition des dessins aura lieu dans le local de l'Union nationale, rue de Lancry, 10.

ART. 5. — L'admission des dessins ne sera faite qu'autant que ceux-ci seront présentés avec un certificat du professeur indiquant depuis combien d'années l'élève fréquente l'école et garantissant que le dessin présenté est l'œuvre du candidat. Ce certificat et le dessin recevront un numéro d'ordre à la réception.

ART. 6. — Le jour de la réunion de la Chambre il sera, après examen des dessins exposés, pris jour entre les membres présents pour le rendu du jugement, soit qu'il soit nommé un jury spécial, soit que chacun des membres de la Chambre en fasse partie.

ART. 7. — Le jugement aura lieu avec discussion et explication en commun, le vote se fera de même et il sera, séance tenante, adressé aux trois lauréats une lettre leur annonçant leur succès et les invitant à venir chercher leur prix le jour de la séance suivante de la Chambre.

ART. 8. — Les dessins exposés devront être repris par les candidats élus ou non dans les trois jours suivant le jugement.

ART. 9. — Le montant des prix donnés, soit 300 fr., sera pris :

1^o Sur les fonds en caisse au 1^{er} septembre;

2^o Pour le surplus, par une collecte faite parmi les membres de la Chambre;

3^o Si la collecte faite produisait une somme supérieure à celle dont il sera besoin, le solde serait reporté au budget du prix de l'année suivante, mais ne pourrait, dans aucun cas, recevoir une autre affectation.

Après lecture de ce programme, la Chambre émet le désir qu'une expédition autographiée en soit envoyée à chacun de ses membres.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris.

DISTRIBUTION DES PRIX AUX ÉLÈVES DE SON ÉCOLE PROFESSIONNELLE
DE DESSIN ET DE MODELAGE ET DES RÉCOMPENSES AUX OUVRIERS,
EMPLOYÉS ET APPRENTIS DE CES INDUSTRIES

La Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris a procédé, le dimanche 11 janvier 1880, à deux heures après-midi, à la Distribution des prix décernés aux élèves de son École professionnelle de Dessin, aux apprentis ayant pris part avec succès au Concours professionnel, et à celle des récompenses accordées à des ouvriers, ouvrières et apprentis de la corporation, pour l'exercice 1878-1879.

Cette cérémonie eut lieu dans le grand amphithéâtre des Arts et Métiers, sous la présidence de M. *Charles BLANC*, membre de l'Académie française et de l'Académie des beaux-arts.

M. *Vever*, Président de la Chambre syndicale, M. *Martial Bernard*, Président de la Société d'encouragement de la Bijouterie, et MM. *Piault* et *Mellerio*, Vice-Présidents de la Chambre syndicale, *Linzeler*, Trésorier, *Mabret* et *Soufflot*, Secrétaires, prennent place au bureau.

Un grand nombre de dames se trouvaient placées des deux côtés de l'hémicycle, dont le milieu était occupé par une assistance d'élite, dans laquelle on remarquait M. le général *Morin*, membre de l'Institut, directeur du Conservatoire des Arts et Métiers, M. *Tresca*, membre de l'Institut, sous-directeur, M. *Christofle*, M. *Bouilhet*, M. *Fontenay*, membre de la Chambre de Commerce, M. *Hesse*, M. *Vanderheym*, Président de la Chambre syndicale des Négociants en diamants, M. *Rigaud*, ancien maire du VI^e arrondissement, et enfin les membres de la Chambre syndicale de la Bijouterie.

Le Grand-Livre de la Société d'encouragement de la Bijouterie figure sur le bureau où sont aussi exposés les livres offerts en prix par la Société pour la propagation des livres d'art.

M. le Président déclare la séance ouverte et donne la parole à M. *Vever*, Président de la Chambre syndicale, qui s'exprime en ces termes :

Mesdames, Messieurs, chers Élèves,

Des causes multiples ont retardé cette solennité que nous aurions aimé voir coïncider avec la fin des cours de l'École, et terminer ainsi l'exercice de 1879.

Nous étions d'autant plus désireux de vous réunir, que dans le compte-rendu des faits qui ont particulièrement signalé cette année, nous n'avons que de bons résultats à vous exposer.

Cette fête de famille qui symbolise si complètement l'œuvre poursuivie par la Chambre syndicale, de concert avec la Société d'encouragement de la Bijouterie, a eu cette fois encore l'heureux privilège d'éveiller les sympathies des hommes éminents qui ont bien voulu nous honorer de leur présence.

C'est à ce titre que M. Charles BLANC, membre de l'Académie française et de l'Académie des Beaux-arts, a daigné accepter la présidence de cette cérémonie et se soustraire à ses travaux si nombreux et d'un ordre si élevé.

Il a voulu vous donner une preuve de l'intérêt qu'il porte à votre avenir qui est aussi celui d'une industrie bien connue et très appréciée par l'éminent professeur des choses de l'art qui nous fait l'honneur d'accepter le fauteuil de la présidence.

C'est avec une profonde gratitude que je joins mes remerciements personnels aux sentiments de reconnaissance que j'ai l'honneur de lui adresser au nom des membres de la Chambre syndicale et auxquels, je n'en doute pas, vous vous associerez tous.

Qu'il me soit permis d'adresser aussi les remerciements de la Chambre aux personnes éminentes dont la présence nous apporte l'appui de leur prestige et de leur grande notabilité, et de signaler à votre reconnaissance le concours amical que nous donne la Société d'encouragement et son honorable Président, M. Martial Bernard, l'appui généreux du Conseil municipal et celui du Ministère du commerce, et enfin, Messieurs, les bienfaits de la plupart d'entre vous.

Si la tâche entreprise par la Chambre syndicale est laborieuse et nécessite le dévouement constant de tous ses membres, ils en sont largement récompensés par la bienveillance qui leur est universellement témoignée, et il suffit pour leur donner de nouvelles forces de voir de quelle sympathie leur œuvre est entourée.

L'année qui vient de s'écouler a été heureuse pour l'École, et nous devons, au nom de la Chambre syndicale, en exprimer notre satisfaction à tous, à vous jeunes élèves pour les progrès réalisés par beaucoup d'entre vous, à vos patrons, à vos parents pour le souci qu'ils prennent de votre éducation professionnelle, à vos professeurs surtout, pour leur dévouement constant.

C'est avec un véritable plaisir que je me sens entraîné à vous rappeler les faits qui nous démontrent que la satisfaction que nous éprouvons n'est pas téméraire.

A la suite de l'Exposition universelle de 1878, une Société dont le but est d'encourager le progrès vint s'enquérir de l'organisation de notre École et a été frappée de la bonne tenue qui y régnait.

Elle comprit bien que le règlement seul ne pouvait obtenir un résultat aussi complet et aussi favorable au bon travail ; et elle n'hésitait pas à reconnaître que le mérite en revenait surtout à l'action constante des hommes dévoués à qui nous avons confié la tâche, parfois un peu ingrate, de maintenir à l'École une discipline régulière, un peu sévère même, mais féconde dans ses résultats.

Aussi est-ce avec plaisir, que je me fais l'interprète de la Chambre en rappelant, en ce jour solennel, que cette Société, l'Académie nationale du Commerce et de l'Industrie, a tenu à récompenser de longues années de bons services en décernant une médaille d'argent à M. Charpentier, notre premier surveillant, si intègre et si zélé, et une médaille de bronze à M. Changeux.

Vous aussi, chers élèves, vous avez droit à des félicitations : vos progrès ont été sensibles, la Commission de l'École a constaté avec plaisir que, malgré la réduction du temps consacré aux compositions des prix, vos concours deviennent de plus en plus forts et, pour être juste, elle s'est vu obligée dans plusieurs divisions d'augmenter le nombre des prix.

C'est un résultat dont la Chambre syndicale est heureuse de vous féliciter.

De nouveaux prix ont été institués, grâce à la générosité de M. Hesse ; des prix d'exactitude seront donnés aux élèves qui sont venus le plus assidûment à l'École, et un prix de conduite est attribué à l'élève qui s'est fait remarquer par sa meilleure tenue à l'École.

Un certain nombre d'entre vous se sont présentés au concours auquel l'Union centrale des Beaux-Arts avait convié plusieurs écoles de Paris.

Vous avez participé très honorablement à ce concours ; proclamé très satisfaisant par le jury, et vous en êtes sortis glorieusement, avec 3 nominations sur 11.

Ce beau succès, que la juste ambition de vos professeurs devait désirer et espérer, est le fruit de leurs soins et la sanction de la bonne direction qu'ils donnent à vos travaux.

A notre dernière distribution de prix, MM. *Carlier* et *Fossey*, vos professeurs, recevaient sous vos yeux les palmes académiques que M. le Ministre de l'instruction publique leur remettait en récompense de leur dévouement soutenu.

Nous avons tous applaudi avec enthousiasme à ce haut témoignage rendu à leur mérite, et nous avons tous partagé leur légitime orgueil. Mais je suis certain que le succès remporté au Concours de l'Union centrale des Beaux-Arts ne leur a pas causé une joie moins vive, parce que là, ils ont trouvé la récompense directe et méritée de leurs efforts constants et parce que cette récompense, qui leur vient par vous, est le résultat immédiat du talent qu'ils vous ont paternellement transmis.

Soyez fiers, ainsi que nous, de vos succès, mais reportez-en l'origine à vos professeurs, vouez-leur une reconnaissance à toute épreuve, témoignez-leur votre gratitude par un travail soutenu et par la recherche de leurs conseils.

Et dans l'avenir, quand ce talent qu'ils vous ont donné sera l'élément le plus sûr de vos succès dans votre carrière professionnelle, rappelez-vous alors que c'est à eux que vous le devez et que les hommes les plus éminents de notre industrie sont venus ici se joindre à la Chambre syndicale, pour rendre à leur dévouement et à leur talent un hommage auquel vous vous associerez en mêlant vos applaudissements aux nôtres.

Messieurs,

J'appellerai votre attention et particulièrement celle de MM. les chefs de fabrique sur les Concours professionnels d'apprentis, dont les lauréats vont entendre proclamer leurs noms tout à l'heure.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que ces concours, institués par la Chambre syndicale sur la proposition de M. Martial Bernard, Président de la Société d'Encouragement et avec l'appui de cette Société ont paru d'abord entourés de difficultés, qui ont toutes été résolues victorieusement par le zèle et le dévouement de ceux d'entre nous qui, convaincus de leur utilité et de leur efficacité future, ont pensé que ces épreuves devaient avoir un but plus élevé que la simple constatation du travail exécuté par des apprentis dans un temps donné et toujours assez court.

Nous pensons que ces concours doivent tendre à élargir l'éducation professionnelle de nos apprentis et nous ne doutons pas qu'avant peu, grâce à votre concours, Messieurs, et à la sollicitude que vous apportez à tout ce qui intéresse vos apprentis, ce but ne soit complètement atteint.

Ils offrent en tous cas dès à présent, un élément d'émulation que vous devez retenir et encourager, en y faisant participer vos élèves dans une large mesure.

Notre honorable collègue, M. Massin, rapporteur de la Commission et du Jury, qui a présidé avec tant de soin et d'intelligence aux concours de cette année, vous dira, dans quelques instants, qu'ils ont

été pour la plupart très remarquables, et que là aussi nous avons dû donner des prix relativement plus nombreux.

Je cède involontairement à la douce satisfaction d'avoir à louer sans cesse, mais je crains de retarder le bonheur de nos jeunes lauréats et j'ai hâte de terminer cet exposé, trop long à mon gré.

Je dois cependant vous entretenir de la dernière série des prix qui vont être distribués.

Je veux parler des prix de Mérite, décernés avec le concours de la Société d'Encouragement, dont les lauréats vont être inscrits sur le Livre-d'Or de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie de Paris.

Ces récompenses sont destinées à des ouvriers, à des ouvrières et à des apprentis dont les vertus privées sont dignes d'être proclamées et données en exemple à toute la corporation.

Ces prix d'une nature toute de sentiment s'adressent à des vertus modestes, difficiles à découvrir, elles se cachent, et ne recherchent d'autre satisfaction que celle du devoir largement accompli, dont les conséquences, toujours modestement heureuses, sont la seule récompense.

Aussi, Mesdames et Messieurs, n'est-il pas besoin de faire remarquer, que, ce que nous voulons donner à ces âmes d'élite, ce ne sont pas à proprement parler des récompenses dont leur délicatesse pourrait s'effaroucher, ce que nous leur offrons n'est autre chose que l'expression sensible du solennel hommage que nous rendons à des vertus dignes d'être admirées, célébrées et imitées.

Je termine en vous rappelant, jeunes élèves, que ces prix qui vont être distribués à nos lauréats ne doivent pas décourager ceux d'entre vous qui, moins heureux, n'ont pas obtenu de nominations.

Qu'ils redoubtent d'efforts, ils auront leur tour, et en tous cas, qu'ils considèrent que ces prix donnés à nos élèves de l'École de dessin, à nos apprentis, à nos ouvriers, ouvrières et apprentis méritants, représentent dans leur ensemble la sollicitude avec laquelle la Chambre syndicale s'efforce de leur assurer un avenir heureux et prospère, et de leur indiquer la voie qu'ils doivent suivre dans la vie, c'est-à-dire, la pratique constante de l'Étude et du Travail, de la Vertu et de la Probité.

Après ce compte rendu accueilli par les applaudissements de l'Assemblée, M. Charles BLANC prend la parole et prononce le discours suivant :

Messieurs,

Ce n'est pas sans avoir opposé une vive résistance aux sollicitations de votre honorable président que j'ai consenti à occuper la première place dans cette cérémonie. Il me semblait, en effet,

et il me semble encore, que je n'avais aucun titre à cet honneur. Comment, d'ailleurs, oserai-je parler de l'orfèvrerie, de la joaillerie, de la bijouterie, devant vous, Messieurs, qui les maniez avec tant d'intelligence et de goût, et en présence des personnes qui m'entourent et qui toutes sont des maîtres? N'étant ni joaillier, ni bijoutier, ni orfèvre, je ne saurais représenter ici que le public, un public éclairé sans doute, celui qui aime votre art, qui en admire les beautés et qui en recherche les produits.

Je dis votre art et non pas votre industrie; mais à quel moment votre industrie s'élève-t-elle à la dignité d'un art? Ce n'est pas certainement, lorsque vous en êtes encore à emboutir, à rétreindre, lorsque vous ne faites que sertir une pierre, monter un diamant, mater, brunir, guillocher, graver l'*azur*, imiter le grain d'orge ou les ondulations d'un ruban. Par ces diverses opérations vous pratiquez une industrie : c'est seulement lorsque vous dessinez que vous exercez un art. C'est par le dessin que vous êtes des artistes.

Le dessin? Et comment vous serait-il permis, je ne dis pas de l'ignorer, mais de le négliger? Comment cela vous serait-il permis, à vous dont les ancêtres ont enseigné le dessin à toute l'Europe? Vous savez, sans aucun doute, que l'orfèvrerie était jadis la mère nourrice de tous les arts. Vous savez que de la boutique des orfèvres sont sortis presque tous les grands artistes de la Renaissance : Orcagna, qui a peint les terribles fresques du Campo Santo, et qui a construit, sculpté, ciselé, émaillé le célèbre tabernacle d'Or; San Michele, à Florence, Donatello, l'illustre sculpteur, Andrea Verrochio, qui fut le maître de Léonard de Vinci; Paolo Uccello, Lucca, Della Robbia, Antoine Pollaiuolo Uccello, Sandro Botticelli, Lorenzo Ghiberti qui fit les fameuses portes en bronze du Baptistère de Florence; Brunelleschi, le grand architecte qui éleva la coupole de Sainte-Marie-des-Fleurs, sans parler de Maso Finiguerra, qui passe pour l'inventeur de la gravure, et de Marc-Antoine, de Francia, de Pérugin, de Benvenuto Cellini.

Dans ce temps-là, l'orfèvre était lapidaire, joaillier, bijoutier, nielleur, damasquineur, repousseur, émailleur; aujourd'hui nous avons divisé le travail outre mesure. Le même objet passe par une quantité de mains. Nous avons subdivisé les divisions principales et créé de la sorte des spécialités minuscules, dont le moindre inconvénient est d'étouffer en germe les diverses apti-

tudes dans une même branche de l'art, sans lesquelles on n'est qu'une parcelle d'homme, une fraction d'artiste.

Déjà, Messieurs, votre Chambre syndicale a réagi par le programme de ses concours contre les fâcheuses conséquences que doit avoir infailliblement l'usage immodéré des *apprêts*. Sans doute, ceux qui ont imaginé de fournir à nos industries des ornements tout faits, ou plutôt des parties d'ornement au moyen desquelles on pût improviser la décoration d'un bracelet, d'une broche, d'un médaillon, sont arrivés à une perfection de travail qui étonne, parce qu'on ne devait pas s'attendre que tant de finesses seraient obtenues par des opérations mécaniques, que tel filigrane, par exemple, sortant d'une machine, serait aussi délicat dans sa précision que s'il eût été façonné par la main du travailleur le plus délié. Mais il ne faut pas que le bijoutier se trouve dans la dépendance absolue de l'apprêteur. Il importe que, à un moment donné, il puisse se suffire à lui-même et fabriquer de sa main, suivant les besoins de son œuvre, ce que la mécanique aurait fabriqué pour lui.

Il arrive souvent, d'ailleurs, qu'il se produit un nouveau modèle qu'on veut suivre, par ce que le motif est ingénieux et qu'il est goûté du public. Or, si l'apprêteur a négligé de se tenir au courant, ou bien s'il veut attendre que le modèle ait pleinement réussi pour faire les frais d'un apprêt nouveau, que deviendra le bijoutier s'il a pris la funeste habitude de n'employer que des ornements fabriqués d'avance, et s'il lui est impossible de les suppléer par son habileté personnelle ?

Un grand philosophe disait un jour en conversation : « Nous devrions parler un peu moins et dessiner un peu plus. » C'était là l'expression d'une pensée profonde ; le dessin est, en effet, la grande langue, la langue universelle, la seule qui puisse être comprise de tous les hommes, même des ignorants : c'est pour cela sans doute que l'écriture a commencé par être un dessin et que les peuples primitifs traçaient des images pour manifester leurs idées. Avant d'écrire leurs pensées, ils les montraient.

En ce qui vous concerne particulièrement, Messieurs, le dessin est d'une telle importance que l'art a fini par prendre dans vos œuvres la première place. Autrefois, celui qui achetait un bijou voulait savoir avant tout quel était, dans ce bijou, le poids de l'argent ou de l'or. Aujourd'hui on ne regarde qu'à la beauté, à la grâce, à la délicatesse de l'ouvrage. La valeur intrinsèque de

la matière est presque par-dessus le marché. C'est donc par tout ce que comporte le mot dessin, c'est-à-dire par l'élégance du motif, par le goût que vous savez mettre dans l'arrangement des parties, par la distribution des droites et des courbes, par les oppositions du mat au bruni, du plein au vide, par le jeu des couleurs, par les proportions surtout qui doivent toujours être celles qu'indique la destination immédiate de l'objet, enfin par le caractère des ornements, que vos bijoux passent pour être les plus charmants qui se fassent en Europe.

Aussi bien, l'art est un luxe par lui-même. Il est indépendant de la richesse : il n'a besoin pour procurer les plus nobles jouissances que de briller à la surface des choses. Pour moi, Messieurs, qui ne suis, encore une fois, ni orfèvre, ni joaillier, ni bijoutier, je ne puis vous parler ici de votre art que sous le rapport esthétique, c'est-à-dire au point de vue du sentiment. Il est assez indifférent pour l'artiste qu'un ouvrage, s'il est merveilleusement travaillé, soit en or massif ou simplement doré ; qu'un service, s'il est d'un goût exquis, soit en argent pur ou qu'il le paraisse. La valeur intrinsèque répond à d'autres pensées, à d'autres désirs. Dans les chefs-d'œuvre créés au moyen de la galvanoplastie, le sentiment trouve son compte aussi bien que dans les ouvrages fabriqués en métal plein. L'estimation réelle des matières est une question de finance et non pas une question d'art. Et comment ne pas reconnaître la supériorité de l'intelligence sur la matière quand on sait que des rois tels que François I^{er} et les gentilshommes de son temps attachaient tant de prix aux ouvrages en étain de François Briot ; quand on voit que les aiguières à relief de cet artiste excellent, ses bassins à médaillon et ses plats à ombilic, après avoir orné les dressoirs des plus grands seigneurs, se conservent dans nos musées aussi précieusement que s'ils étaient en or pur !

Oui, vous êtes encore les premiers : on a le droit de vous le dire et de vous en féliciter. Cependant, ne vous faites pas d'illusion. Vous avez dû remarquer, dans ces solennelles expositions où vous avez eu pour compétiteurs des artistes du monde entier, qu'en fait d'élégance et de bon goût, les étrangers avaient accompli des progrès sensibles, des progrès surprenants même, et qui pour nous sont alarmants. Vous avez dû comprendre que vous ne conserveriez la suprématie qu'à la condition de vous perfectionner sans cesse, et que, dans l'état des choses, eu égard à la

situation que tous les peuples ont conquise sous l'empire d'une émulation universelle, ne pas avancer, c'était reculer.

Ce discours qui révèle une connaissance approfondie de l'Industrie de la Bijouterie et de la Joaillerie est écouté avec une attention pleine d'intérêt.

Il est très apprécié dans ses parties techniques et se termine au milieu des applaudissements unanimes et prolongés de l'assistance.

Après les félicitations qu'il reçoit des Membres du Bureau, M. le Président donne la parole à M. *Marret* pour la proclamation des Prix.

La rentrée de l'École professionnelle de dessin et de modelage aura lieu jeudi 15 janvier.

La parole est donnée à M. *Massin*, pour la lecture du rapport du Concours des Apprentis.

Mesdames, Messieurs,

Avant de vous présenter le résultat des concours professionnels qui ont eu lieu, pour la troisième fois, les 14 et 21 septembre 1879, il peut être utile de le faire précéder de quelques considérations générales, inspirées à la Commission des concours, qui déjà les a consignées dans son rapport à la Chambre syndicale, sur l'influence de l'outillage mécanique dans nos ateliers et qui pourrait modifier, en l'amoindrissant, l'instruction élémentaire et pratique de nos apprentis.

Les praticiens appartenant aux différentes branches de nos arts industriels, dans la grande famille de l'orfèvrerie, et qui ont étudié cette intéressante question, ne méconnaissent pas les réels et grands services que rendent ces puissants moyens de production qui, par l'économie de temps réalisée sur la main-d'œuvre, permettent d'établir à bas prix certains genres d'orfèvrerie, de bijouterie, et même de joaillerie.

Encore moins songeraient-ils à renoncer à ces avantages pour les objets dits « courants » et dont le commerce est très important. Mais, au double point de vue de la belle fabrication et de l'apprentissage, il serait dangereux de trop se complaire dans les résultats obtenus à l'aide de procédés qui peuvent d'autant moins répondre à nos besoins et nos tendances artistiques, que nous ne sommes pas seuls à en faire usage.

Déjà, en effet, la concurrence étrangère en a fait son profit, et si, à l'Exposition universelle de 1878, elle a reconnu la supériorité de nos productions artistiques, avec quel soin jaloux ne l'avons-nous pas vue étudier ceux de nos produits d'une facture plus commerciale,

comprenant à merveille que là du moins elle pourrait nous atteindre. En effet, ce qui peut se produire à l'aide de la machine, à Paris, est possible partout ailleurs, et l'on saisit de suite que les mêmes moyens de fabrication produisant nécessairement des objets similaires, le goût particulier qui distingue nos fabricants court le risque de se compromettre dans une déplorable uniformité.

Heureusement il n'en est pas ainsi, et je me hâte d'ajouter qu'à cette même Exposition de 1878, ceux de nos produits qui rencontrèrent la faveur du visiteur furent précisément ceux qui se présentèrent revêtus de ce cachet reconnaissable et si apprécié de la main de l'ouvrier.

Il est donc vrai qu'à côté d'une production qui doit être économique pour être profitable et qui répond d'ailleurs à un besoin de luxe qui s'étend de plus en plus dans toutes les classes de la société, il y a place aussi pour des œuvres d'un caractère plus relevé. Aussi, la nécessité de maintenir, parallèlement au travail de la machine qui assure les avantages de la quantité, le travail manuel qui promet les succès flatteurs et plus durables de la qualité, s'est-elle imposée d'elle-même à l'opinion des hommes compétents, et des Concours d'Apprentis furent créés dans le but d'exciter l'émulation de nos élèves, d'exercer leur main et leur imagination, et de conserver les bons principes de la fabrication par la main-d'œuvre.

Déjà trois concours annuels ont eu lieu, et malgré les difficultés bien compréhensibles d'une semblable entreprise, les résultats en sont si encourageants que l'on peut considérer comme fondée cette institution qui d'abord étonna par sa nouveauté, son originalité même, mais enfin qui se présente aujourd'hui comme une promesse rassurante pour l'avenir.

Les termes mêmes du Rapport du Jury, que je vais avoir l'honneur de vous lire, vous feront apprécier dans toute leur exactitude les résultats obtenus cette année, et vous feront partager certainement le légitime espoir que nous avons conçu de les voir s'agrandir, par le développement de l'institution de ces concours.

Le rapport s'exprime ainsi :

« Si, pour la plupart des épreuves soumises à son appréciation, le Jury a pu rendre sa sentence sans indécision, il n'en a pas été de même pour toutes, et, entre autres exemples, le concours n° 3 de la Bijouterie, le pendant de cou, a donné lieu à l'attention la plus minutieuse, l'examen le plus approfondi, en raison même des qualités diverses dont les concurrents avaient fait preuve dans le travail demandé. Chacun des ouvrages, primés dans ce concours, a révélé chez son auteur des qualités particulières à chacun d'eux.

» Ainsi pour les deux premiers *ex æquo*, chez l'un c'est l'observation scrupuleuse du dessin, le goût d'arrangement des ornements et le

degré d'avancement du travail, qui appellent l'attention ; chez l'autre, au contraire, une certaine indépendance dans l'interprétation du modèle aurait pu être sévèrement appréciée, si cet écart n'avait été racheté par une main-d'œuvre, dont la sûreté dans les contours, la netteté des soudures et la bonne façon de l'ensemble, feraient honneur à un bon ouvrier. Le concurrent qui vient en troisième paraît s'être surtout attaché à l'idée de présenter un travail complet. C'est là en effet la qualité principale de son œuvre, qui, appréciée à sa valeur par le Jury, lui a fait décerner le second prix.

» Le concours n° 2, le bracelet, a été bien mené par les concurrents inscrits. Ils ont présenté un travail complètement achevé.

» Si le premier l'emporte par une fabrication plus correcte, supériorité qu'il doit à un genre de travail avec lequel il est notoirement plus familiarisé que son concurrent, le second n'en a pas moins fait preuve d'aptitude et d'imagination, pour dissimuler les charnières et le cliquet dans les parallèles des deux corps du bracelet.

» Un premier et un second prix les récompensent de leurs efforts.

» La chaîne, concours n° 1, a fourni des spécimens inégaux d'exécution, mais non sans valeur. Le motif, une gourmette massive avec alternance d'anneaux plats, présentait de sérieuses difficultés dont les concurrents se sont avantageusement tirés. Trois prix, un premier, un second et un troisième, ont été donnés par le Jury.

» Le Jury a aussi attribué un premier, second et troisième prix au concours n° 4, médaillon d'homme, représenté par des ouvrages bien établis.

» Les concours de la Joaillerie sont des plus satisfaisants.

» Pour le premier, un nœud de ruban ; les concurrents ont livré à peu de chose près, au même degré d'achèvement, l'objet proposé. Le meilleur est excellent et révèle chez son auteur des qualités maîtresses dans la main-d'œuvre et un sentiment très juste du mouvement.

» Dans ce concours où la moins bonne des épreuves offre encore des mérites recommandables, c'est avec les félicitations du Jury que le premier prix a été décerné.

» Un second et un troisième prix, parfaitement mérités, ont été obtenus par les deux suivants :

» Le deuxième, une paire de boutons appliques à brisures, a été aussi fort bien traitée par les concurrents qui ont pris part à ce concours. L'objet demandé représente certainement toute la somme de travail que l'on peut exiger d'apprentis et même de beaucoup d'ouvriers dans les délais prescrits ; cependant tous ont fini leur ouvrage qui mériterait les honneurs du serti.

» Le premier prix a été décerné pour l'élégance et la légèreté de l'arcadée illusion ; le second et le troisième à des montures présentant les sérieuses qualités de confort et de solidité.

» Telles sont les décisions sommairement motivées du Jury et que vous avez pu apprécier à l'exposition des objets du concours, au local de l'École.

» En terminant, le Jury et la Commission des concours expriment toute leur satisfaction pour la bonne direction que les Apprentis, qui ont pris part au concours, reçoivent chez leurs patrons, ainsi que l'ordre, la bonne tenue et l'excellent esprit de camaraderie que les concurrents n'ont cessé d'observer pendant la durée des épreuves. »

CONCOURS PROFESSIONNEL DES APPRENTIS.

La valeur des prix est fixée, pour le premier prix, à 50 francs et une médaille d'argent; pour les seconds, à 30 francs et une médaille d'argent; pour les troisièmes, 20 francs et une médaille de bronze.

Cette distribution terminée au milieu des applaudissements, la parole est donnée à M. *Chaveton*, rapporteur de la Commission des Récompenses.

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Après les distributions nombreuses de récompenses que vous venez d'entendre et d'acclamer, la Chambre syndicale de la Bijouterie et Orfèvrerie est heureuse d'avoir à vous présenter, dans un autre ordre d'idées, des récompenses non moins intéressantes que celles qui viennent d'être décernées.

En effet, il s'agit, non plus seulement d'encourager une jeunesse active, qui a tout un horizon d'avenir devant elle, mais bien, au contraire, de récompenser ceux qui, déjà, ont parcouru une longue carrière de l'existence dans le travail et l'accomplissement rigoureux des devoirs d'une tâche toujours modeste.

Le candidat dont nous avons à vous faire connaître le mérite est né à Clichy près Paris, en 1814.

En 1835, il entre, pour n'en plus sortir désormais, comme obligé, dans une de nos grandes fabriques de Bijouterie, où il se distingua aussitôt par son esprit d'ordre et de régularité, ce qui lui valut bientôt d'être chargé de la direction des Apprentis.

Là, depuis ce temps, il a élevé toute une génération de ces jeunes gens, qu'il a formés et guidés de ses conseils; il savait même les retenir avec lui le dimanche, soit en sortant avec eux, afin, disait-il, de ne pas les laisser courir et dépenser les petites économies dont ils auraient tant besoin plus tard.

Votre rapporteur est heureux de vous dire qu'il tient ces renseignements de la bouche même de plusieurs de ces anciens apprentis, qui, aujourd'hui devenus patrons, sont assis à nos côtés, et qui ne

tarissent pas d'éloges et de reconnaissance pour ce laborieux et honnête ouvrier.

De tous côtés, les témoignages d'estime et de considération sont unanimes.

Nous le trouvons se mariant en 1840. Depuis cette époque, sa femme reste avec lui dans la même maison, où elle dirige l'atelier des polisseuses.

Ils ont élevé à grand'peine un enfant, maladif jusqu'à l'âge de 12 ans, âge auquel ils eurent la douleur de le perdre.

Plus tard, à défaut d'enfants, ils ont adopté deux nièces, qu'ils font entrer avec eux et devenir, sous leur exemple, de bonnes ouvrières; l'une est décédée il y a quelques années seulement, et l'autre, qui travaille toujours, compte vingt-trois ans de service dans la maison.

Ils s'unissent encore pour envoyer de l'argent et venir en aide à des membres moins heureux de leur famille; ces envois, toujours faits discrètement, avec modestie, sont prélevés sur le produit de leurs économies.

Ce n'est pas, du reste, tout à fait un inconnu pour la Chambre syndicale, car déjà cet honnête homme lui a été signalé et, en 1866, elle lui accordait une mention honorable, en l'engageant à persévérer.

Depuis cette époque, nous avons traversé des temps difficiles, et dans des circonstances graves, même périlleuses pour lui, et qu'il serait superflu de rappeler ici, il fit preuve d'un grand dévouement : commis à la garde des marchandises de son patron, il défend ce dépôt qui lui est confié et parvient même à le dissimuler à toutes les convoitises, lors de perquisitions ordonnées, en l'absence du chef de la maison.

Ainsi, son dévouement à sa famille et à son patron, son zèle infatigable, son exactitude, ne lui ont jamais fait défaut.

C'est donc à l'unanimité que la Chambre syndicale décerne le prix de 500 francs, offert par la Société d'Encouragement, à

LABSOLU (Jacques),
de la maison Dupont et fils.

M. Labsolu vient recevoir sa médaille et les félicitations de M. le Président du Bureau et de ses anciens élèves, au milieu des applaudissements répétés de toute l'assistance.

Après avoir recherché les mérites d'un ouvrier, la Chambre syndicale s'est fait une tradition de récompenser aussi une ouvrière : c'est surtout dans cette catégorie que l'on rencontre des modèles d'exemples de vertu.

La Commission a été unanime à présenter une brave et digne ouvrière, âgée de soixante-deux ans, qui est entrée en 1839, dans la maison où elle travaille encore actuellement.

C'est donc 40 années non interrompues de services et de dévouement.

Elle a dû élever ses deux filles, auxquelles elle a fait faire leur apprentissage et qui, devenues ouvrières, n'ont cessé jusqu'à ce jour de travailler avec elle.

En outre, elle a eu de grandes charges de ménage pour soigner son mari, qui est resté paralysé pendant dix-sept ans, et dans l'incapacité matérielle de travailler.

Le modeste produit de sa journée ne suffisant plus, pour procurer à ce cher malade tous les soins réclamés par sa douloureuse situation, elle s'est résignée dans ces derniers temps à le faire entrer dans une maison de santé où, au moyen des privations qu'elle s'impose, elle peut, en allant le voir tous les dimanches, y porter ses économies, et lui procurer ainsi une plus grande somme de soulagements.

Vous devez vous rendre compte, chers amis, de ce qu'à cet âge, une telle séparation, ainsi anticipée, peut avoir de pénible pour un cœur généreux.

Et c'est pour récompenser tous ces mérites d'épouse dévouée, de mère de famille, d'ouvrière modèle, que la Chambre syndicale décerne le prix de 300 francs, offert par la Chambre syndicale, à

M^{me} (V^e) SAUVÉ, Clémence-Eugénie-Marie-Louise, née Brisseaud,
de la maison Rouvenat et Lourdel.

C'est sous l'impression d'une émotion profonde, partagée par l'assemblée, que M^{me} Sauvé vient recevoir sa médaille et qu'elle est saluée par une quadruple salve d'applaudissements.

L'apprenti, que la Chambre syndicale a tenu à récompenser, est loin de vous être inconnu, nous ne saurions trop néanmoins vous le présenter sous toutes ses faces, et le recommander surtout à nos jeunes auditeurs, ses camarades.

Ce jeune homme est né à Douai, et a aujourd'hui dix-neuf ans ; il est ouvrier depuis peu de temps, dans la maison même où il vient de terminer son apprentissage.

Son patron, qui l'a présenté, a déclaré qu'il était d'une rigoureuse exactitude et que sa conduite avait toujours été irréprochable.

Il a depuis longtemps perdu sa mère, et son père n'a guère pu lui venir en aide : il se suffit donc à lui seul.

De plus, il a fait venir une jeune sœur qui a aujourd'hui près de quinze ans, et il lui a fait faire son apprentissage et subvient à ses besoins.

Il habite avec ses grands parents, ouvriers eux-mêmes, et d'un âge avancé ; il est plutôt pour eux un soutien, car il leur apporte encore un supplément de bien-être par un versement sur sa semaine.

Malgré toutes ces charges, il n'est pas moins arrivé, à force

d'ordre et d'économie, à réunir une somme que nous qualifions d'importante pour lui, non seulement par sa valeur, mais surtout par l'esprit d'économie qu'elle révèle, puisque cela lui a permis d'arriver à convertir cette somme en une obligation de la Ville de Paris.

Je disais en commençant qu'il ne vous était pas inconnu ; en effet, il a toujours suivi, avec beaucoup d'assiduité, notre École de dessin, où il a été apprécié de ses professeurs et de ses camarades.

Il a remporté trois premiers prix, un en 1877, deux en 1878, et le deuxième prix au Concours professionnel de 1878.

En raison de tous ces mérites, la Chambre syndicale ne saurait trop féliciter ce jeune lauréat, et, en récompense, elle décerne le prix de 150 francs, offert par la chambre syndicale, à

SUISSE (Paul),
de la maison Aucoc.

Les applaudissements sympathiques de ses camarades viennent ajouter une nouvelle valeur au prix décerné à ce jeune apprenti, qui reçoit les félicitations de M. le Président.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

DISTRIBUTION DES PRIX DE L'ÉCOLE DE DESSIN (1878-79), FONDÉE PAR
LA CHAMBRE SYNDICALE DE LA BIJOUTERIE-IMITATION.

Cette solennité a eu lieu le dimanche 7 décembre, à deux heures, dans la salle des fêtes de l'Union nationale, sous la présidence de M. *Spuller*, député du III^e arrondissement.

M. *Piel*, président de la Chambre syndicale, M. *Nicole*, administrateur de l'Union nationale, MM. *Rouzé* et *Essique*, maire et adjoint du I^{er} arrondissement, et M. *Lejolliot*, président de la Commission de l'École de dessin, ont pris place au bureau.

MM. *Cleray*, docteur *Frère*, *Darlot*, conseillers municipaux ; MM. *Georges Murat*, *Muzet*, secrétaire du Syndicat général, M. *Tourette*, président de la Chambre de la passementerie, ont bien voulu aussi honorer de leur présence cette fête du travail.

La plupart des membres et des adhérents de la Chambre syndicale de la bijouterie, accompagnés de leurs familles, ont pris part à cette cérémonie, à laquelle une assistance nombreuse a donné un plus vif éclat.

En ouvrant la séance, M. *Spuller* constate, avec satisfaction, l'intérêt que l'on porte à notre cause par la grande affluence de

personnes qui ont voulu prendre part à cette fête, et remercie la Chambre de l'avoir appelé à la présider.

M. Piel, président de la Chambre syndicale, prend aussitôt la parole et lit le discours suivant, au milieu de nombreuses marques d'approbation :

Mesdames, Messieurs et Chers Élèves,

Je viens vous demander de vouloir bien m'accorder un moment d'attention. Je serai bref, car vous savez presque tous ce que je puis vous dire. Vous connaissez nos idées, vous connaissez notre but. Je n'ai donc que quelques conseils à ajouter.

Je veux remercier d'abord l'honorable M. Spuller qui, l'année dernière, à cette même place, vous donnait rendez-vous à l'année prochaine, je le remercie une fois de plus, au nom de la Chambre, de nous donner cette preuve d'estime et d'encouragement, en présidant notre distribution des prix.

Je remercie également nos honorables conseillers municipaux, M. Rouzé, maire de notre arrondissement, ainsi que ses adjoints, du témoignage d'intérêt qu'ils nous donnent en assistant à cette cérémonie.

Je remercie tous ceux qui nous occupent à quelque titre que ce soit, car si les parents et les patrons ont quelque intérêt à se rendre ici, pour d'autres, c'est un petit sacrifice de venir un dimanche assister à notre distribution. Aussi je viens vous dire que rien de tout cela n'est perdu ; qu'il y a là pour les élèves, et pour nous, un encouragement et une récompense. C'est pourquoi je vous adresse, au nom de la Chambre, nos bien sincères remerciements.

J'ai à remercier aussi tout particulièrement M. Nicole, l'administrateur de l'*Union nationale*, qui a mis gracieusement à notre disposition la salle où nous sommes.

Il nous a, cette année, favorisé plus que jamais, grâce à l'Exposition des sciences appliquées à l'industrie et dont il était le directeur. — Oui, messieurs, nous devons des remerciements à M. Nicole, car il a profité de toutes les occasions qui lui ont été offertes pour mettre en valeur l'Exposition de notre École de dessin. Et j'ajouterai que pas un personnage n'est venu sans que M. Nicole le conduise devant l'Exposition, dont votre excellent professeur, M. Ninet, a le droit d'être fier. — Oui, nous avons là une belle place — où il nous a été permis d'étaler nos richesses, de donner la preuve de notre vitalité et de prouver que nous étions dignes des encouragements et des preuves d'intérêt qui nous ont été prodiguées, car, vous le savez, tous aujourd'hui, le jury a récompensé les travaux de l'école par la seule médaille d'or accordée aux écoles professionnelles.

Maintenant, mes chers élèves, que par l'ensemble de vos travaux,

vous avez obtenu une si haute récompense, il faut continuer à travailler plus que jamais, afin de pouvoir concourir à d'autres expositions et, si c'est possible, avec un égal succès. Puis enfin, il faut travailler encore et toujours, il faut travailler en vue de la concurrence qui va bientôt vous atteindre, non seulement la concurrence étrangère, mais aussi celle que nous nous faisons les uns les autres dans notre propre pays.

Je voudrais vous en dire quelques mots, à vous, qui entendez prononcer ce nom, sans bien vous rendre compte de la chose. Et c'est contre elle que nous voudrions vous prémunir ; je vous en ai parlé jadis et, cependant, je considère comme un devoir de vous en parler encore, car il ne faut pas l'oublier, vous êtes les ouvriers et les patrons de l'avenir, et vous aurez à lutter. Aussi, c'est pourquoi nous voulons vous armer.

Je disais que la concurrence allait vous atteindre, et voici comment :

Pour quelques-uns, la fin de l'apprentissage approche et vous allez devenir ouvriers, c'est-à-dire libres, mais en revanche, il vous faudra du travail afin de vous suffire à vous-mêmes.

C'est là où commencera pour vous une première espèce de concurrence, car il y en a plusieurs : celle qui est loyale et celle qui ne l'est pas.

Aujourd'hui, je ne veux vous parler que de la première. Ainsi, si vous avez été bons apprentis, si vous vous êtes montrés honnêtes et travailleurs, il est certain que, l'apprentissage terminé, votre patron vous gardera, afin de vous donner le temps, tout en gagnant votre vie, de vous fortifier encore et d'acquérir de l'habileté ; car le patron a aussi la concurrence à redouter, et ce n'est qu'avec des ouvriers consciencieux et habiles qu'il pourra la combattre.

Puis enfin, quand l'ouvrage vient à manquer, ce qui malheureusement arrive quelquefois, et qu'il faut alors diminuer son personnel, je n'ai pas besoin de vous dire ceux qu'on choisit de préférence pour être remerciés.

Ce que je vous dis là est bien élémentaire ; je le sais, c'est même si simple que souvent on n'y pense pas, ou bien quand il est trop tard. C'est pourquoi je me permets d'appeler votre attention à ce sujet, pendant que vous êtes encore apprentis. Croyez-moi, c'est dans votre intérêt, ne craignez pas d'en faire trop, comme on dit, pour ce patron qui ne vous paye pas, mais aussi, qui vous donne en échange son temps et son savoir. C'est son capital, c'est la monnaie avec laquelle il doit vous payer, et pour laquelle vous lui devez respect et obéissance. Il ressort de tout cela qu'un bon apprenti fera certainement un bon ouvrier, qu'il trouvera de l'ouvrage de préférence à un mauvais, qu'il gagnera davantage et qu'il sera sur le chemin de

devenir par son travail ce que nous sommes presque tous devenus par le nôtre, contremaître ou patron.

Je ne vous montre là qu'un des côtés de la concurrence, il y en aurait bien d'autres à vous citer, car elle nous atteint tous, quels que soient l'état ou la carrière qu'on embrasse, et il faut lui obéir, car c'est une terrible jouteuse qui vous pousse en avant ou vous écrase.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Je laisse à de plus autorisés que moi le soin de répondre à cette question.

Seulement, ce que je puis vous affirmer, c'est que, si pénible que ce soit d'avoir à lutter contre cet ennemi, qui trouble parfois notre quiétude, je dis qu'il faut l'aimer, car c'est la véritable cause de l'émulation et du progrès.

La concurrence vous force d'étudier, chacun dans sa sphère, les uns pour faire mieux, les autres meilleur marché, et quelquefois les deux ensemble. Heureux alors celui qui peut y parvenir, le succès sera pour lui, ce sera la récompense de ses efforts et de son travail.

J'ai encore une autre raison pour vous dire d'étudier. Vous avez sans doute remarqué comme moi, que depuis quelque temps déjà nous faisons des emprunts à l'étranger ; nous, qu'on a imités, nous devenons imitateurs à notre tour.

Ainsi, entre autres, nous faisons des japonais. Il n'y a pas de mal à cela. Il faut même étudier au besoin les genres étrangers ; mais ce qu'il faudrait prendre garde de perdre, c'est notre originalité, c'est ce qu'on appelle encore heureusement le goût français.

Jetez-vous donc résolument dans l'étude des différents styles de dessin. Alimentez-vous à ces sources fécondes de l'idéal et du beau, et vous verrez grandir et doubler vos forces avec les connaissances que vous aurez acquises.

Je finis, mes chers élèves, car je vous ai promis d'être bref ; mais avant, je dois devant tous, et au nom de la Chambre syndicale, remercier votre honorable professeur, celui qui vous enseigne par la parole à apprécier et à connaître les véritables beautés des modèles qu'il a choisis, grâce à ses connaissances spéciales et à son expérience reconnue. Je vous ai demandé, l'année dernière, à m'aider à le remercier, je vous le demanderai encore cette année, et avec bien plus de force, car c'est à des efforts de tous les jours, et à l'ensemble des progrès qu'il vous a fait faire, que vous avez obtenu la médaille d'or.

La parole est donnée ensuite à M. Lejollot, Président de la Commission de l'Ecole de Dessin, pour lire son rapport sur les travaux de l'Ecole.

Chers élèves,

Ce grand jour que vous aviez hâte de voir est enfin arrivé!

La Commission de l'école de dessin, qui a laborieusement suivi vos travaux, est heureuse aujourd'hui, au nom de toute la Chambre syndicale, de vous témoigner sa satisfaction et de vous encourager à suivre la voie dans laquelle vous êtes entrés. M. Piel, notre dévoué président, vient de rappeler la récompense obtenue, l'année dernière, à l'Exposition universelle et annoncer celle qui vous a été décernée cette année, à l'Exposition des Sciences appliquées à l'industrie. Vous y avez obtenu la plus haute récompense accordée au groupe dans lequel vous concouriez. Le jury, appelé à juger vos travaux, était composé des membres spéciaux des jurys d'examen des Ecoles de dessin de la Ville de Paris, tels que MM. Jobbé-Duval, Harant, etc. Il a été unanime à vous accorder le premier rang.

Puis après le Président de la République lui-même, est venu se joindre le tout Paris artistique et intelligent pour ajouter l'expression de ses éloges au jugement du Jury.

Tout ceci, chers élèves, est bien flatteur pour vous et pour notre Chambre syndicale, qui, ayant créé la première école de Dessin dans l'Union nationale, est heureuse de s'y voir suivie par d'autres groupes. Il y en a déjà de créées : d'autres suivront. De là, l'obligation pour vous, qui êtes les premiers en date, de rester par vos efforts persévérants, les premiers en mérite.

Les progrès constants que vous avez faits jusqu'à ce jour sont dus à la direction pleine de mérite de M. Ninet, votre directeur-professeur, que de nombreuses années passées à l'Ecole des beaux-arts ont mis à même de vous faire profiter des connaissances artistiques spéciales qu'il y a acquises, et qu'il vous prodigue si largement.

Les produits industriels, professionnels, sortis de vos mains ont été très remarqués et très appréciés de tous les visiteurs de l'Exposition, ce qui prouve que l'ensemble des cours réalise le plus possible dans son programme tous les services que nous en attendions.

Le modelage, le dessin d'après la bosse et d'après les modèles, le dessin linéaire et la copie du bijou lui-même, forment le programme journalier des travaux. En plus, les conceptions dessinées par les élèves sont exécutées professionnellement.

Le Jury nommé par notre Chambre syndicale, devant vos travaux, s'est trouvé dans la nécessité de n'en récompenser que les plus remarquables. Et cependant bien d'autres non appelés aujourd'hui n'en méritent pas moins ses éloges.

Notre première classe de l'année dernière a presque totalement disparue, c'est l'ancienne deuxième qui la remplace, et ainsi de suite des suivantes; perdre les plus forts élèves de nos cours, est ce qui nous attend chaque année, et cependant notre école gagne toujours.

L'année dernière, quatre-vingts élèves déjà suivaient les cours de l'école ; cette année, il y en a plus de cent. Nous avons sensiblement augmenté en nombre, mais aussi et surtout en valeur. Nous vous engageons, chers élèves, de ne pas perdre un seul jour de vos cours et à bien profiter de tout le temps que peuvent vous accorder vos patrons ; car, de l'assiduité, de l'exactitude naissent les rapides progrès. Aussi leur accordons-nous une très grande importance et récompensons-nous sérieusement ceux qui ont fait leurs preuves. Nous espérons, avec le concours de toutes les personnes qui apprécient l'utilité et les progrès de nos efforts communs, voir s'accroître toujours notre jeune armée artistique.

Notre école, visitée plusieurs fois par les inspecteurs spéciaux, en a reçu les éloges les plus flatteurs, tant au point de vue du travail qu'à sa tenue disciplinaire. La Commission, chers élèves, est assurée d'être votre interprète en remerciant M. Spuller de l'intérêt marqué qu'il apporte à suivre vos travaux.

Remercions nos maires d'être venus, par leur présence, encourager vos efforts ; nos conseillers municipaux des marques d'intérêt qu'ils vous ont toujours données en vous faisant maintenir sur le budget de la ville la subvention qui vient aider nos souscriptions personnelles. Remercions ensemble M. Nicole, administrateur de l'Union nationale, grande pépinière d'aussi utiles créations privées, de son concours si généreux et si dévoué ; remercions toutes les personnes qui, par leurs souscriptions, servent les besoins budgétaires de notre école, et les sympathiques donateurs de la persévérance qu'ils mettent à nous apporter leur concours pour augmenter la valeur des prix qui vont vous être décernés.

La réunion tout entière accueille de ses applaudissements ce rapport qui lui permet de constater, avec satisfaction, les progrès accomplis par l'École de Dessin depuis sa fondation, et quelle importance elle acquiert pour l'éducation des futurs représentants de la Bijouterie parisienne.

M. Nicole, Administrateur général de l'Union nationale, prenant la parole à son tour, remercie M. le Président de la Chambre des paroles sympathiques qu'il lui a adressées et renouvelle à la Chambre l'assurance du dévouement tout entier de l'Union.

L'orateur constate aussi l'éclatant succès remporté par l'École de Dessin, à qui le jury a décerné une des plus hautes récompenses à l'Exposition des Sciences appliquées à l'industrie, récompense méritée, car les travaux de cette école ont été appréciés par M. le Ministre de l'instruction publique, les membres

des Chambres de commerce de Paris, de Bordeaux, du Conseil municipal de Paris et d'un grand nombre d'artistes qui ont bien voulu visiter les dessins exposés. M. le Président de la République lui-même, dans sa visite à l'Exposition, a donné ses suffrages à l'œuvre tout entière.

M. Nicole voit, avec raison, dans ces hautes approbations, l'excellence de l'institution et la grandeur du but poursuivi.

Il voit aussi un encouragement donné à la fondation de nouvelles écoles d'apprentis et de patronages, ces écoles professionnelles permettant de diriger l'éducation des enfants dans une voie certaine et de leur donner aussi des habitudes d'initiative et de probité qui, un jour leur permettront d'arriver à une situation indépendante, par leur travail assidu, sous le régime de liberté où nous vivons.

M. Nicole s'associe également aux remerciements donnés à M. Ninet, professeur de l'école, dont il constate la compétence et le dévouement à ce noble but. Enfin il constate l'importance du but poursuivi par la présence de tant d'hommes distingués à cette réunion, et par la présence au fauteuil de la présidence de l'éminent M. Spuller, toujours prêt à concourir de son éloquente et patriotique parole, à toute œuvre grande et utile !

Cette improvisation a été accueillie par les sympathies de l'auditoire qui, par ses applaudissements, a montré qu'il comprenait l'importance de l'institution, et que son concours lui était acquis.

M. *Spuller* prend enfin la parole et lit le discours suivant, plusieurs fois interrompu par des applaudissements :

Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir appelé à donner avec vous et au milieu de vous un témoignage nouveau de l'intérêt supérieur qui se rattache au développement de l'Ecole de Dessin et de Modelage, fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie d'imitation.

Votre institution est prospère, vos cours sont plus fréquentés, et le talent de vos élèves éclate de jour en jour plus manifeste à tous les yeux. Vous avez le droit d'être fiers de ces heureux résultats. Ils vous récompensent de tous vos efforts. Vous récoltez ce que vous avez semé. Vous êtes des hommes qui pensez à l'avenir. Vous travaillez, non pas seulement en vue des besoins et des nécessités de l'heure actuelle, mais, avec une préoccupation plus généreuse et plus grande, vous songez à ceux qui viendront après vous, et vous

voulez qu'ils entrent dans les luttes, souvent pénibles mais fécondes du commerce et de l'industrie, plus instruits, c'est-à-dire mieux armés que vous ne l'avez été vous-mêmes ; vous désirez pour vos successeurs une tâche plus facile, une condition plus heureuse, une vie meilleure, plus large et plus riante, qui soit comme la marque d'une civilisation supérieure, dont jouiront la patrie et l'humanité.

Ce sont là, Messieurs, de nobles préoccupations. Elles sont votre honneur, elles sont aussi votre joie. Vous l'aimez, comme on aime la chose que l'on a créée, et si vous me permettez de le dire, comme on aime la chose que l'on a faite de rien, dont on a vu les commencements laborieux, suivi les pas souvent incertains, chancelants, et qui maintenant marche librement, répandant autour d'elle les avantages et portant les fruits que l'on s'en était promis. Déjà ce que l'on peut appeler des générations d'écoliers vous ont passé par les mains. Le maître habile et dévoué que vous avez placé à la tête de cette école, qui lui consacre son talent et qui lui porte une affection si profonde et si tendre, M. Ninet, notre digne concitoyen, pourrait déjà retrouver dans les divers ateliers de votre industrie ceux qu'il a instruits, qu'il a formés, et je suis bien sûr qu'il les reconnaîtrait à leur mérite comme ouvriers, ainsi qu'à leur gratitude comme écoliers. Vos élèves sont ce que vous avez voulu qu'ils fussent : des ouvriers de premier ordre, capables de soutenir votre industrie à la hauteur qu'elle occupe dans le monde depuis tant d'années. Ce ne sont pas des artistes que vous avez prétendu faire ; votre ambition était plus modeste. Vous ne voulez que des ouvriers, mais passez-moi le mot, vous vouliez des ouvriers complets, et c'est pourquoi vous ne vous contentez plus d'un artisan habile et adroit, qui s'est rendu maître de ses outils et de sa matière ; vous exigez, et vous faites mieux, vous prenez toutes les mesures pour que cet artisan, déjà maître, associe à son travail la puissance du goût et de l'imagination.

Messieurs, me laisserez-vous le demander ? Qu'est-ce que cet ouvrier-là ? qu'est-ce qu'un artisan à qui vous avez donné du goût, du talent, la science des belles formes et la passion des grands et beaux modèles ? Est-ce que, par hasard, cet artisan ne serait pas un artiste ? Et peut-on donner un autre nom à tous ceux qui fabriquent les merveilles dont Paris et la France sont si justement fiers, dont nous vous sommes redevables, Messieurs, et qui expliquent et justifient tout l'intérêt que tous nous devons porter à l'école si utile, si profitable que vous avez fondée.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que l'enseignement du dessin, qui est de première nécessité, et dans un pays d'industrie, de luxe et de goût comme Paris et la France, d'une nécessité presque égale à celle de l'écriture, a été longtemps négligé, écarté, volontairement

délaissé. De grands efforts ont été faits pour réparer cette déplorable erreur. L'enseignement du dessin va devenir obligatoire dans toutes les écoles publiques. Ce qu'il faut souhaiter, c'est que là, comme ailleurs, on trouve la vraie méthode, celle qui consisterait à mettre l'enfant aux prises avec la réalité, en face de la nature, afin qu'il ait un premier commencement d'éducation, puissance que plus tard, quand le goût s'éveillera dans le premier rêve de sa jeune imagination, l'art viendra dégrossir, épurer, élever et ravir jusqu'aux sommets radieux de l'idéal, car il faut bien le redire : l'œil, surtout dans ses applications à l'industrie, n'est que la nature interprétée et, pour la bien interpréter, n'est-il pas vrai qu'il faut d'abord commencer par la bien connaître, et pour la bien connaître, ne faut-il pas l'avoir longtemps et beaucoup étudiée dès le plus jeune âge, dès que les yeux s'ouvrent à la vie et que l'imagination commence à se peupler de mille formes diverses entre lesquelles le goût devra choisir.

Mais l'extension de l'enseignement du dessin dans toutes les écoles publiques ne rendra pas inutile une école comme la vôtre. Au contraire, Messieurs, je serais porté à penser que plus les premiers éléments du dessin seront mis à la portée du plus grand nombre dans les écoles du premier âge, plus une école spéciale comme la vôtre deviendra nécessaire pour développer ces éléments, pour une éducation de l'œil et de la main qui sera nécessairement imparfaite, enfin et surtout pour incliner l'imagination des jeunes écoliers vers la recherche des modèles et des formes dont ils devront se servir dans l'industrie à laquelle ils se destinent. C'est pourquoi je crois pouvoir annoncer à votre école un avenir non pas plus avantageux, mais plus vaste peut-être que celui que vous aviez rêvé pour elle : elle est appelée à devenir une école relativement supérieure, en ce sens que l'on y donnera un enseignement d'un ordre plus élevé, quoique immédiatement pratique, que celui qui sera distribué dans les établissements d'instruction primaire. Votre professeur recevra des élèves qui auront déjà quelques notions. Il s'emparera de ces élèves et pourra les porter plus rapidement à ce degré d'instruction où l'on aborde les difficultés de front, où la main frémit d'ardeur excitée par l'imagination qui se sent déjà capable d'inventer et de créer.

Aussi bien oserais-je vous recommander de vous préparer à cet enseignement supérieur, qui nécessairement vous incombera un jour, en maintenant avec le plus grand soin à votre école un caractère général, si je puis ainsi dire. Je veux exprimer par là le désir que la recherche des belles formes, l'étude assidue des grands modèles, l'amour éclairé des nobles traditions, le culte de la beauté soient les marques distinctives de votre enseignement et qui le désignent à l'émulation de toutes les autres écoles de dessin de notre ville. Sans doute, je n'ignore pas que vous vous êtes proposés de

former des apprentis, et, comme je le rappelais moi-même tout à l'heure, en formant des ouvriers, des artisans complets, vous avez enfanté des artistes. Je sais à merveille que vous poursuivez ici un but excellent, parce qu'il est tout à fait pratique, et que vos élèves, ressentant dès leur entrée à l'atelier les bienfaits de l'éducation que vous leur donnez, seraient les premiers à cesser de fréquenter une école où l'on courrait après les chimères au lieu de s'en tenir aux résultats utiles. Je me permettrai cependant de dire que, dans les choses de l'enseignement, l'idéal n'est jamais trop élevé. Il faut, Messieurs, que l'école reste l'école et qu'elle ne se confonde pas avec l'atelier. On parle beaucoup de l'enseignement professionnel, et l'on a raison : il y a beaucoup à faire dans cette voie, et je suis d'avis que l'on s'y engage résolument, mais à la condition que l'enseignement professionnel lui-même reste un enseignement et ne puisse pas être confondu avec l'exercice d'un métier. Et pourquoi, Messieurs ? c'est parce qu'il n'y a d'enseignement véritable et profitable que celui qui élève. Élever les intelligences, élever les âmes, c'est tout le problème de l'éducation ; c'est sa grandeur, c'est sa beauté. Vous l'avez bien compris, vous tous qui avez ouvert cette école, quand vous avez voulu qu'elle fût pour vos jeunes apprentis une sorte de succursale des premières écoles de leur enfance ; et vous le comprenez à merveille, quand vous les excitez à travailler pour être heureux et libres, pour jouir du plus grand des biens que l'homme puisse connaître, le respect de soi-même et la paix de la conscience. Ainsi, vous vous montrez des patrons bienfaisants, des pères de famille respectables, des citoyens dignes d'être honorés publiquement devant leurs concitoyens.

Acceptez, Messieurs, nos félicitations et nos remerciements.

Jeunes élèves,

En vous adressant mes dernières paroles, je n'ai pas à vous dire que, dans tout ce discours, j'ai parlé pour vous et dans votre intérêt. Parler de votre École, c'est vous toucher droit au cœur. Vous aussi, vous l'aimez votre École. Vous l'aimez, parce que vous sentez bien qu'elle a été créée pour vous, pour compléter votre instruction, pour aider à vos premiers travaux, pour faciliter votre entrée dans la vie, pour vous rendre votre métier attrayant et facile, enfin, pour vous élever, par une éducation supérieure de votre imagination et de vos yeux, au-dessus de vos devanciers dans la carrière qu'il faut, non seulement égaler, mais surpasser. Vous aimez votre École, parce que vous y trouvez, auprès d'un maître qui vous est cher, de bonnes leçons, de bons exemples ; vous l'aimez aussi, parce que vous apprenez à vous connaître mutuellement, à former entre vous des amitiés qui seront la force et la joie de votre vie, à honorer le travail, à res-

pecter le talent, enfin, vous aimez votre École, parce que vous savez qu'elle a été fondée pour maintenir haut devant l'Europe et devant le monde le drapeau de l'industrie parisienne qui est l'une des grandes richesses de la France et la parure la plus charmante de la République.

Mes jeunes concitoyens, restez fidèles à ce noble amour de l'École comme aux nobles sentiments qui vous l'inspirent. Vous êtes notre joie, et vous êtes aussi notre espérance. Je vous salue, parce que vous avez bien travaillé, et je vous dis : Persévérez, continuez ! Patience et courage ! Les heures de doute et d'angoisse sont passées ; l'avenir est devant vous tout ouvert. Élanchez-vous avec confiance dans la libre carrière où vous pourrez travailler, penser, respirer à l'aise. La patrie vous sourit et la République compte sur vous.

Après ce discours il a été procédé à la distribution des prix.

L'INSTITUTION LIVET, A NANTES

Nous connaissons cette forte race d'instituteurs qui, doués d'une véritable vocation pédagogique, élèvent leur mission déjà si grande, en ouvrant à l'Université des voies jusque-là non frayées. Comme M. Laubier, son émule et son ami, M. E. Livet a débuté par tenir une école de campagne. Plus tard, maître-adjoint dans une école normale, avec la hardiesse des novateurs il voulut l'indépendance, si chère à tous ceux qui ont des idées généreuses ; c'est ainsi qu'en 1846 il ouvrit à Nantes, dans les conditions les plus modestes, une petite école primaire libre. Jusqu'en 1862, il connut ces luttes pour le pain quotidien qui épuisent les faibles, agrandissent et élèvent les forts. Enfin l'équilibre de son budget lui permit de dresser dans la solitude l'originalité de ses plans. Mais entre le rêve et la réalisation il y a l'argent. Et, quand c'est à celui d'autrui qu'il faut faire appel, on sait comme le crédit redoute les conceptions qui n'ont pas encore la valeur d'un fait accompli et fuit d'une aile rapide vers le succès acquis. Mais la vocation s'impose et l'éloquence de ses convictions est persuasive. Un notaire des environs de Nantes avait compris M. Livet. Un jour que le pauvre instituteur, pensant à son œuvre, regardait d'un œil distrait des affiches d'adjudication, M. de Saint-Quentin lui propose d'acheter le terrain nécessaire à ses projets et lui met en main cent mille francs de deniers d'emprunt. On eût dit une folle enchère et cependant jamais acquisition ne fut plus sérieuse ni plus féconde. Un premier, puis un second bâtiment fut cons-

truit et l'affluence des élèves obligeait continuellement à de nouveaux travaux ; les prêteurs maintenant abondaient et une admirable institution vulgarisait en les distribuant à quatre cents élèves les principes, encore si peu connus, de l'enseignement technique.

M. Livet prend l'enfant à quatre ans et le prépare pendant quatre années par des leçons de choses. De huit à douze, il le soumet au cours élémentaire. A douze ans commence l'enseignement professionnel, le seul dont nous ayons ici à nous occuper.

Cinq ateliers reçoivent les élèves : celui de mécanique, occupant une superficie de 400 mètres, l'atelier de menuiserie et modèles, le laboratoire de chimie, la fonderie, l'horlogerie et la mécanique fine ou de précision.

L'atelier de menuiserie contient quinze établis et un tour à bois ; celui de mécanique une machine à vapeur de la force de six chevaux, trois tours parallèles, huit tours ordinaires, deux forges, un étau limeur, deux machines à percer et plus de cinquante étaux. L'enseignement technique est donné par un ingénieur pour l'ajustage, un contremaître de menuiserie, un contremaître de forge, un contremaître tourneur, un ingénieur chargé du laboratoire industriel, un préparateur, un professeur de modelage, un maître pour l'horlogerie sortant de l'Ecole spéciale de Cluses.

A l'entrée, chaque élève reçoit un livret contenant l'énumération des outils qui lui sont confiés. On y inscrit en outre les travaux faits dans l'année, le temps qu'ils ont demandé, le prix de la matière première employée, de la pièce confectionnée, le montant du bénéfice réalisé.

Ces jeunes ouvriers sont déjà des inventeurs. Sur les données de M. le Dr Malherbe, vice-président du Conseil général d'hygiène du département de la Loire-Inférieure, ils ont exécuté une tige s'attachant à une table à ouvrage, disposée de façon à s'élever et s'abaisser à volonté, et supportant une pelote sur laquelle s'adapte le travail de la couturière. Ainsi mobilisée, au lieu d'être fixée sur les genoux, l'étoffe à préparer laisse libres les mouvements de l'ouvrière. Elle peut pendant une séance varier ses attitudes et surtout quitter la position courbée si contraire à l'organisme humain (1).

(1) Cet instrument dit pelote hygiénique se compose d'une tige à laquelle s'adapte la pelote, mobile dans une douille et se fixant au point de hauteur désiré au moyen d'une vis de pression. (Prix 3 fr. 50 c.)

M. Livet n'a point certainement fondé une école d'apprentissage ouvrière; il forme des enfants de la bourgeoisie aux Écoles nationales d'Arts et Métiers, de la Martinière de Lyon, des élèves mécaniciens pour la marine de l'État, des candidats pour les administrations publiques, enfin des contremaîtres d'industrie. Néanmoins le plan de cet enseignement pourrait s'élargir et s'appliquer à de véritables apprentis. Il y a ainsi dans le programme de M. Livet et dans sa méthode d'application un vaste sujet d'études pour le moraliste, le philosophe et le pédagogue.

Un peu surprise d'abord des allures, nouvelles à ses yeux, de cette institution si originale, l'Université l'avait examinée avec une curiosité qui n'était pas sans prévention. Mais quand elle a vu cette organisation savante, cet harmonieux assemblage de l'étude et de l'atelier à un âge où l'esprit déjà mûri par une forte instruction élémentaire met au service d'une main jeune et souple les connaissances scientifiques qui l'éclairent et la guident, quand elle a compris le dévouement, la vocation de ce maître, qui est avant tout resté un éducateur, les défiances ont subitement cessé et elle a récompensé ses efforts en lui conférant les palmes d'officier d'instruction publique. La croix de la Légion d'honneur réclamée par l'opinion et enfin conférée par l'État, a achevé de ranger M. Livet au nombre des hommes, utiles au pays, qui usent leur vie au profit d'une idée pratiquement féconde. M. Livet persiste à s'ignorer lui-même, mais, malgré sa modestie, il est temps qu'on le connaisse. L'obscurité ne convient plus à ceux qui doivent servir d'exemple. La notoriété est un dernier sacrifice qu'ont le droit d'exiger d'eux leurs concitoyens (1). — *Er. Nusse.*

REVUE DE L'ÉTRANGER

SUÈDE. — *L'instruction industrielle.* — *Le Temps* du 4 décembre 1879 publie une intéressante correspondance sur un Musée pédagogique créé à Rome il y a quelques années. Nous en détachons le passage suivant, relatif à des Écoles suédoises dont certains produits figurent dans ce musée.

(1) Dans la mesure du crédit alloué par l'État (1,200 fr.) et sur la désignation du Ministre du commerce, M. Livet reçoit des boursiers.

« Ce sont les Écoles de travail manuel, qui sont en Suède au nombre de cent environ. Celles dont les travaux figurent au musée sont celles de Naas (district d'Elfsbourg, Westergottland), normales ou primaires. Elles ne veulent pas faire de leurs élèves des artisans habiles (c'est l'affaire des écoles spéciales), mais « leur communiquer » une certaine adresse manuelle générale, leur donner l'amour du travail, l'habitude de l'ordre, de la précision, de la persévérance ». Il y en a pour les garçons et pour les filles.

» L'école normale de Naas forme des jeunes gens capables d'enseigner dans les écoles de travail manuel soit indépendantes, soit annexées aux écoles primaires. On leur enseigne l'arithmétique, la géométrie, les éléments de physique et de mécanique, la pédagogie manuelle spéciale et le dessin linéaire. On leur fait exécuter et réparer, à l'aide des outils du forgeron, du menuisier, du tourneur, du sculpteur sur bois, les plus simples instruments et ustensiles, meubles de ménage, roues, brouettes et trains pour tombereaux et charrettes, objets de grosse taillanderie et de travail à la lime. Le cours dure une année, avec 54 heures de travail par semaine, dont 36 consacrées aux travaux manuels. Un examen de sortie, portant sur l'instruction publique et sur l'éducation manuelle, donne lieu à un diplôme d'aptitude. L'École admet aussi des instituteurs à ses cours de dessin et de travail manuel pour faciliter l'introduction de ces enseignements dans les écoles primaires.

» L'École primaire de Naas est établie sur le même principe. On ne veut pas préparer les élèves à devenir des artisans spéciaux, mais leur procurer à tous, avec l'instruction ordinaire, une adresse de main générale. On pense que, en outre de l'utilité pratique d'un tel enseignement, cette variété d'occupations vient en aide aux études générales : l'enfant apporte aux leçons un intérêt plus vif et sans cesse renouvelé. Chaque jour, quatre heures sont consacrées aux matières ordinaires; trois aux travaux manuels. L'âge des enfants varie de 10 à 14 ans. Les travaux qu'ils exécutent sont aussi des objets en bois de la valeur la plus simple, servant de préférence à un modeste ménage ou à une ferme : cuillers, salières, roues, brouettes, bancs, etc. Bien que le rapport suédois fasse remarquer avec raison qu'il ne faut pas s'attendre à voir sortir, soit de l'école normale, soit de l'école primaire, des chefs-d'œuvre, ni même des produits tout à fait corrects, je puis dire que j'ai vu au musée les objets domestiques ou ruraux les plus charmants. Je me fais un devoir d'appeler l'attention sur cet enseignement, qui éveille aujourd'hui la sollicitude de très bons esprits. »

BIBLIOGRAPHIE

M. P. HUBERT-VALLEROUX, avocat à la Cour de Paris, docteur en droit. — *Étude sur les diverses Législations qui règlent le travail des enfants et des femmes employées dans l'industrie.* (Extrait du *Bulletin de la Société de Législation comparée*), 1880 (1).

C'est avec une vive satisfaction que nous voyons l'étude des Lois protectrices de l'enfance ouvrière attirer les efforts et les études des juristes et prendre ainsi leur rang mérité dans la science du Droit. Après M. Paul Robiquet, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, c'est notre confrère M. Hubert-Valleroux qui publie, dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée*, un article intéressant, sous le titre que nous venons de rappeler. L'auteur des *Associations ouvrières (Sociétés coopératives) en France* (2) et de la *Situation légale des classes ouvrières en Angleterre* (3) a pensé, avec raison, que ses précédentes monographies doivent être complétées par un tableau des lois régissant le travail industriel de l'enfant.

À côté d'une scrupuleuse exactitude, M. Hubert-Valleroux se renferme dans une précieuse sobriété. Après un historique fort net, l'auteur groupe, sous neuf idées principales, les dispositions variées des législations diverses. Cette méthode fort heureuse tient l'attention éveillée par un examen comparatif souvent instructif et toujours curieux. Si jamais les nations civilisées, adoptant l'idée que mettait en avant M. Eugène Tallon dans son projet de Congrès de 1878, songeaient à faire de la protection des jeunes travailleurs une question de réglementation internationale, la base des traités à conclure et le terrain des questions à discuter se trouveraient par avance tracés dans la synthèse que vient de publier M. Hubert-Valleroux.

En tous cas, les peuples retardataires, le Portugal, la Turquie, la Grèce, les États Espagnols de l'Amérique du Sud, quelques-uns des États de l'Union américaine, la Belgique si progressiste d'ordinaire et sur cette question si distancée, en étudiant les monuments de la sagesse humaine, sauront gré des efforts consciencieux d'un auteur qui met à leur service le résumé de l'expérience d'autrui, et leur permet par là de l'approprier à leurs besoins et à leurs génies. C'est ainsi que M. Hubert-Valleroux est fidèle à la mission toute française de chercher le bien et d'en vulgariser la découverte. — *Er. Nusse.*

(1) Paris, A. Cotillon et C^{ie}, libraires, rue Soufflot, 24. (Tiré à part.)

(2) Publié en 1869.

(3) Publié en 1876.

S'il est une question qui mérite un vif intérêt, c'est bien assurément celle qui touche à l'Enfance abandonnée ou coupable.

Des jurisconsultes éminents, des économistes distingués se sont, depuis longtemps, occupés de cette importante question, malheureusement encore très peu connue.

Il vient de paraître une intéressante brochure sur l'*Enfance abandonnée ou coupable* (1).

L'auteur, M. *Horace Moisan*, passe en revue et résume d'une façon très-nette tout ce qui concerne les enfants conduits en police correctionnelle, enfermés ensuite dans les anciennes maisons de correction ou dans les colonies pénitenciaires de l'Etat et dans les colonies privées. Il fait ensuite la description des pénitenciers. Enfin, M. Moisan termine en indiquant les améliorations qu'on devrait apporter dans le sort des jeunes détenus. — P.

CHRONIQUE

LES ÉCOLES DE DEMI-TEMPS. — Les Écoles de *demi-temps* destinées aux apprentis, récemment créées à Paris, n'ont pas eu de succès.

Il en a existé deux. La première établie rue Bouret, (XIX^e arrondissement) a dû être fermée faute d'élèves. L'école de la rue Michel-Lecomte n'aurait pas encore reçu une seule inscription.

Cette expérience paraît démontrer qu'une fois à l'atelier, l'apprenti parisien ne peut plus facilement continuer à fréquenter l'école.

Heureusement, les cours du soir, que les Associations philotechnique et polytechnique propagent avec tant de dévouement, faciliteront aux jeunes ouvriers laborieux les moyens de compléter une instruction trop tôt interrompue.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE de la Ville de Paris. Le budget de l'Enseignement. — Le budget total de l'enseignement pour la Ville de Paris sera en 1880 de plus de 16 millions.

Dans ce chiffre, les dépenses de l'enseignement du dessin dans les écoles communales s'élèvent à 580,600 francs

C'est de l'argent bien employé. !

— *Les Écoles.* — En 1870, soixante-sept mille enfants ne pouvaient fréquenter l'école primaire, faute de place. C'était là une de ces hontes dont un peuple civilisé doit rougir. Depuis, on a construit beaucoup d'écoles; les millions ont été largement distribués aux bâtiments scolaires. Si bien des fautes ont été commises et si beaucoup d'écoles

(1) Libr. Dentu.

nouvellement construites ne répondent pas aux exigences de la science, un progrès énorme, cependant, a été réalisé.

Aujourd'hui, 4,600 enfants seulement ne peuvent encore trouver de place dans nos écoles publiques. Il faut ajouter à ce chiffre les enfants qui sont envoyés aux frais de la Ville dans les établissements libres.

Paris compte actuellement 144 écoles, asiles ou groupes scolaires affectés à l'enseignement. La surface occupée par ces divers bâtiments est de 369,539 m. 54 c. La valeur de ces immeubles est estimée à 94,515,194 fr. 50 c. Le mobilier scolaire qui garnit ces édifices vaut 4,559,256 fr. 25 c. C'est donc une somme ronde de 100 millions que représentent les bâtiments et le matériel scolaire municipaux.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS. — *Prix Rossi* (Concours de 1881). — En exécution du legs de M^{me} la comtesse Rossi, la Faculté de droit met au concours la question suivante :

Législation civile : « Des relations juridiques entre les patrons et les ouvriers. »

LES PRIX ISAAC PEREIRE. — Un homme dont la science financière a une grande autorité, M. Isaac Pereire, vient de fonder un prix de 100,000 francs, qui sera divisé en quatre séries de prix correspondant à quatre sujets mis au concours.

Voici les sujets des prix proposés :

1^{re} Question. Un 1^{er} prix de 10,000 francs. — Deux seconds prix de 5,000 francs. — Deux mentions honorables de 2,500 francs.

« Rechercher les meilleurs moyens d'arriver à l'extinction du paupérisme, la charité, malgré les efforts les plus généreux, étant impuissante à le faire disparaître.

Etudier notamment dans ce but :

1^o Le développement et la généralisation de l'instruction publique à tous les degrés ;

2^o Le développement du travail au moyen de l'organisation du crédit étendu à toutes les classes de la société ;

3^o L'organisation de la prévoyance pour la vieillesse et l'institution générale des caisses de retraite au profit de tous les travailleurs, au moyen d'une contribution imposée aux chefs des diverses entreprises et à tous les patrons ; cette contribution, qui constitue une réserve pour l'avenir, étant le complément nécessaire du salaire des travailleurs et devant former la base de combinaisons analogues à celles qui sont appliquées aux assurances et à la création des rentes viagères.

On devra apprécier à ce sujet les institutions de cette nature créées par les Compagnies de chemins de fer.

On indiquera les transformations qu'auraient à subir les institutions actuelles d'assistance publique ou privée et les créations que nécessiterait le nouvel ordre de choses. »

2^e Question, ayant pour objet la recherche des meilleurs systèmes d'instruction publique.

3^e Question. Un 1^{er} prix de 10,000 francs. — Deux seconds prix de 5,000 francs. — Deux mentions honorables de 2,500 francs.

« Etudier l'organisation du crédit la plus propre à développer le travail sous toutes ses formes et à commanditer les travailleurs de toutes classes.

On étudiera, à ce point de vue, la constitution des banques établies sur le principe de la mutualité qui a produit en Allemagne de si grands résultats, et qui doit procurer aux travailleurs le crédit au meilleur marché possible, en les faisant profiter directement de tous les avantages de la circulation fiduciaire.

On étudiera aussi les moyens d'assurer la réduction successive du taux de l'intérêt et la transformation des rentes perpétuelles en rentes viagères. »

4^e Question, relative aux impôts (1).

UN COURAGEUX ENFANT. — Le Ministre de la marine et des colonies vient de décerner une médaille d'honneur de 1^{re} classe en argent au jeune Décagneux, enfant de troupe au 49^e régiment de ligne, pour avoir sauvé, le 17 août dernier, au péril de ses jours, un homme en danger de se noyer sur la côte de l'île Longue (rade de Brest).

Ce courageux enfant a déjà obtenu une médaille de 2^e classe en argent pour un acte semblable de dévouement.

L'ÉPARGNE DE L'APPRENTI. — Nous avons reçu de M. Galopin, médecin-hygiéniste et directeur de l'*Hygiène contemporaine*, la communication suivante, relative à la vulgarisation des Livrets de Caisse d'épargne dans les ateliers :

« La *carte économique* porte 20 casiers numérotés sur son verso. Ces 20 petites cases sont destinées à recevoir vingt timbres économiques de 5 centimes ou de timbres mixtes de 5 et de 25 centimes jusqu'à concurrence de 1 franc. — Des timbres mobiles spéciaux sont vendus aux chefs d'ateliers, d'instituteurs et de familles. — Des *cartes économiques* sont délivrées gratuitement aux maîtres et aux parents qui les donnent revêtues d'un timbre de cinq centimes, et moyennant cinq centimes, aux enfants et aux adultes qui désirent faire des économies. — Les timbres sont vendus aux enfants, aux ouvriers ou aux parents qui en font la demande. — Dès que la *carte économique* est recouverte de 20 timbres de cinq centimes (ou d'un franc en timbres mixtes, le titulaire de la carte reçoit un livret de 1 franc de la Caisse d'Epargne, en échange de sa carte. — Des imprimés de la Caisse d'Epargne sont remis par les instituteurs et par les patrons à toutes les personnes qui en font la demande. — Des dépôts successifs de 1 franc sont faits à la Caisse d'Epargne et inscrits sur le livret à chaque présentation d'une *carte économique*.

(1) Les mémoires doivent être adressés, au plus tard, le 31 décembre 1880, aux bureaux de *La Liberté*, 146, rue Montmartre. Ils doivent être accompagnés d'un pli cacheté contenant le nom de l'auteur et portant la même épigraphe que le mémoire.

nouvelle, recouverte de ses jetons réglementaires. — Le capital déposé à la Caisse d'Épargne appartient au titulaire qui, en dispose à son gré, suivant la loi qui régit cet établissement.

Quel a été notre but en vulgarisant cette utile institution dans les écoles, les ateliers et les familles?

Recueillir *sou à sou* les petites économies et les verser à la Caisse d'Épargne. — Faciliter l'épargne aux enfants et aux familles, en généralisant et en multipliant considérablement les moyens de vente des *timbres économiques*. — Assurer l'avenir de tous les travailleurs, sans grever sensiblement le présent. — Développer le sentiment de la prévoyance, source du bien-être. — Favoriser à tous, les moyens de posséder, afin de permettre au plus grand nombre de pouvoir donner. — Supprimer la tirelire, objet d'envie et de convoitise qui provoque trop de sentiments divers chez l'enfant. — Perpétuer l'esprit économique en engendrant insensiblement l'esprit de prévoyance et de persévérance par des obstacles fixes au retour en arrière de tout bon mouvement.

Les conséquences de cette humble institution s'expriment et s'accroissent de jour en jour par :

L'amélioration morale et physique des populations laborieuses dans toutes les positions sociales. — L'élévation graduelle et sensible du sentiment de dignité humaine dans les familles qui s'émanciperont tous les jours des bienfaits que l'aumône et le bureau de bienfaisance réservent à l'imprévoyance héréditaire et à la misère fatale.

Je ne citerai qu'un nom, celui de M. Chaix, parmi les industriels notables qui ont fait l'application de la *carte économique*.

M. Chaix, vous le savez, est constamment à la recherche de tout ce qui peut sensiblement améliorer le sort de ses élèves et de ses élèves-maîtres. C'est avec plaisir que je saisis cette occasion de prier publiquement M. Chaix de bien vouloir agréer l'expression de ma vive reconnaissance, pour les services quotidiens et persévérants qu'il rend à la cause commune.

Si les honorables membres de la Société de protection me jugent digne de les représenter, auprès de tous les industriels, pour l'organisation générale des Livrets de Caisse d'épargne dans les ateliers, je serai heureux de leur prêter tout le concours dont je suis capable pour la pratique urgente de l'*économie du sou*. »

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRE PERPÉTUEL :

Noms des adhérents :

Présentateurs.
MM.

M. **Dheur**, à Paris, rue du Val-de-Grâce, 9
(Déjà membre ordinaire.)

MEMBRES ORDINAIRES :

La Commission locale du VIII^e arrondissement de
Paris (Dames).
MM. **Dewalque**, directeur des usines de zinc de la Vieille-
Montagne, à Bray-Lû (Seine-et-Oise) Linarès, insp.
Galas, directeur de la filature à l'Abbaye par Yerres (Seine-
et-Oise). id.
Mendonça Cortez, directeur de la Banque Lusitano, à
Lisbonne (Portugal).
Montezen, dessinateur, rue d'Aboukir, 115. Biays
Navier, négociant, rue Chaptal, 7. D^r Marjolin

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 8 avril 1880.

Présidence de M. Charles PETIT, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

M. le Président ouvre la séance, en indiquant que, par décision du Bureau, la séance, qui devait avoir lieu le premier jeudi du mois (1^{er} avril), a dû être renvoyée au deuxième (8 avril), par suite de la coïncidence avec les vacances de Pâques.

MM. les vice-présidents *Charles Robert* et *D^r Marjolin*, ainsi que M. A. *Chaix*, s'étaient excusés de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Secrétaire général *Léon Lefébure* a été empêché par une indisposition de prendre part à cette séance.

M. J. *Périn*, secrétaire de la Société, informe la Société que notre collègue et son ami, M. *Paul Bérard*, trésorier de la Société, vient d'être cruellement frappé dans ses plus chères affections (par la perte de M^{me} *Bérard*, née *Laure-Marie Orfila*), ce qui ne lui laisse en ce moment ni la force ni la liberté d'esprit nécessaires pour prendre part aux délibérations de la Société.

Il ajoute que le dévouement de M. *Bérard* ne nous en est pas moins toujours assuré et que nous pouvons compter sur les nouvelles preuves qu'il nous en donnera dans l'avenir.

Les regrets de la Société sont unanimement manifestés.

Présentation des membres nouveaux. — M. le Secrétaire présente à l'admission de la Société plusieurs membres nouveaux, parmi lesquels figure M. *Darboy*, ancien juge au Tribunal de commerce de Nancy (frère du regretté archevêque de Paris). — (Voir ci-après la *Liste des membres nouveaux*).

Allocations et Dons faits à la Société. — M. le Secrétaire fait connaître, au nom de M. le Trésorier, que le lycée Fontanes

(M. le Proviseur, MM. les fonctionnaires et élèves) a maintenu sa subvention annuelle de 800 francs pour l'année 1880.

Correspondance et publications. — M. le Secrétaire dépouille la correspondance parvenue à la Société pendant le 1^{er} trimestre.

Il énumère ensuite, parmi les publications qui ont été adressées à la Société, qu'elle a reçu : de notre honoré collègue M. Ch. Nathan-Picard le Compte-rendu de la 6^e Assemblée générale et Distribution des prix aux apprentis et apprenties patronnés par le Bureau de bienfaisance de la ville de Nancy (1880) ; de notre collègue M. Al. F. Legentil, le Rapport lu à l'Assemblée des conférences de l'*OEuvre du Patronage des apprentis et des jeunes ouvriers*, tenue à la maison Saint-Charles (à Paris, rue de Bossuet, 12) ; ainsi que les *Rapports* de l'année 1877, de l'*OEuvre des Patronages* de Saint-Vincent-de-Paul d'Amiens.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Communications de MM. les Présidents et Secrétaires des*). — *Comité judiciaire.* — M. le secrétaire de ce Comité, M. Joret-Desclosières, appelle l'attention de la Société sur les intéressantes discussions auxquelles ce Comité s'est livré sur le projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage (Voy. ci-dessus, p. 29).

Comité des Institutrices de charité. — M. le Secrétaire donne lecture du dernier rapport que M^{me} la Présidente de ce Comité a fait parvenir, à M. le Président de la Société. (Voy. ci-après aux *Comptes-rendus des travaux des Comités*).

M. Is. Roche demande s'il ne serait pas agréable à ces dames que des membres de la Société yinssent appuyer les services qu'elles rendent aux enfants, en assistant quelquefois à leurs leçons ?

M. de Bellay croit pouvoir affirmer que les visites des membres de la Société ne peuvent qu'être bien accueillies aussi par les maîtresses d'ateliers.

La Société, consultée, autorise MM. Roche, de Bellay et Dr Perrin à s'entendre avec M^{mes} les Institutrices de charité relativement à ces visites, ces Messieurs voulant bien accepter d'être délégués à cet effet.

M. de Bellay donne quelques détails qu'il a relevés dans les visites qu'il a eu l'occasion de faire, comme membre de sa Commission locale, dans différents ateliers.

Comité du placement des apprentis. — M. Marochetti, secrétaire de ce Comité fait connaître que le Comité de placement a demandé aux membres des Commissions locales de l'aider dans

son intervention si utile du placement des apprentis ; et il ajoute que M^{mes} les inspectrices départementales lui adressent un nombre de patrons assez important.

M. J. Périn signale qu'il a assisté, le dimanche précédent (4 avril), avec beaucoup d'intérêt, à la Distribution des récompenses de l'Association pour le placement en apprentissage et le patronage des orphelins des deux sexes.

Cette OEuvre stimule les efforts des enfants pour le travail par un moyen qui doit produire d'excellents effets : chacun des apprentis ou apprenties est appelé devant le bureau et mis en face du public et il reçoit ou un éloge ou un blâme pour les qualités ou les défauts dont il fait preuve.

M. Périn signale ce moyen au Comité de placement des apprentis, qui pourrait l'employer pour les apprentis placés par ses soins. L'éloge surtout paraît devoir être très efficace.

Comité des Sociétés d'assistance paternelle ou Patronages industriels. — M. le Secrétaire de la Société rappelle que le Patronage industriel des enfants du Papier peint, dont M. F. Follet est le Président, a distribué ses récompenses, le 29 février, à la Mairie du XI^e arrondissement.

Il ajoute que l'Assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de Fleurs et plumes, dont M. R. Turney est le président, doit donner sa fête annuelle dimanche prochain (11 avril), au Théâtre du Châtelet.

Il sera rendu compte, d'ailleurs, de ces solennités dans le *Bulletin*.

5^{me} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (*Distribution des récompenses de la SOCIÉTÉ DE PROTECTION*). — M. Is. Roche fait connaître que la Commission des récompenses (1) s'est déjà réunie deux fois et qu'elle a mis à jour l'examen des présentations de candidatures pour la 5^{me} Fête de l'Enfance ouvrière, qui lui sont parvenues jusqu'à ce jour.

M. le Secrétaire de la Société communique une lettre de M. Christian de Coulange, président d'un Patronage parisien, qui désirerait connaître quelles sont les récompenses qui seront accordées pour la Fête de l'Enfance ouvrière de 1880. — (Ce pro-

(1) Cette Commission est ainsi composée: Président, M. Isid. Roche; secrétaire, M. Ern. Nusse; membres, MM Biays, Ch. Breul, de Bellay, Froger de Mauny et Tournier.

gramme a été inséré en tête de la présente année du *Bulletin*.)

M. Giraud dépose sur le bureau une note relative aux bons soins donnés à un apprenti tailleur par le patron qui l'a recueilli et qui a réussi à le transformer complètement. Il demande que cet exemple ne passe pas inaperçu. — (Renvoyé à la Commission des récompenses.)

Récompenses à décerner aux Gardiens de la paix (voy. ci-dessus p. 17). — M. le Secrétaire donne lecture de la lettre suivante, qui a été adressée à M. le Préfet de Police par le Bureau de la Société.

« 6 avril 1880.

» Monsieur le Député, Préfet de Police.

» Le Bureau de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures* a l'honneur de vous demander de vouloir bien lui signaler les Gardiens de la paix qui se sont montrés les plus attentifs et les plus zélés à veiller à l'exécution de l'article 3 du décret du 13 mai 1875 (dans les cas de surcharge d'enfants).

» Déjà notre Société a été heureuse de reconnaître et d'encourager le concours prêté par les agents de votre Administration à l'application de ce décret protecteur de l'Enfance ouvrière, en les faisant participer, d'après les États de proposition que vous avez bien voulu lui adresser, aux récompenses qu'elle a distribuées dans ses précédentes Fêtes (1).

(Ci-joint le Compte-rendu de la dernière Distribution des récompenses, du 28 juillet 1878.)

» Veuillez agréer, Monsieur le Préfet de Police, l'expression de notre haute considération.

» Le Secrétaire Général, » Le Président,

» LÉON LEFÉBURE. » J.-B. DUMAS. »

QUESTION A DISCUTER : L'Ecole de demi-temps dans les centres industriels. — M. le Président rappelle que, ainsi que le mentionnaient les lettres de convocation pour la séance de ce jour, la question à discuter est celle de « l'Ecole de demi-temps, dans les centres industriels ».

M. le Secrétaire de la Société communique la teneur d'une lettre qu'il a reçue personnellement (en sa qualité de membre de la XI^e Commission locale du département de la S.-ine), lettre rela-

(1) Voy. *Bulletin*, t. X, p. 9 et 413; XI, p. 148, 310, 316 et 463.

tive à l'organisation de Classes spéciales pour les apprentis. (Voy. ci-après aux *Documents officiels*, où cette lettre est reproduite.)

M. *Paul Robiquet* dit qu'il se proposait précisément de demander à la Société les détails qu'elle pouvait connaître sur l'organisation des Ecoles de demi-temps, dans Paris.

M. le Secrétaire prie M. *Robiquet* de vouloir bien se reporter au *Bulletin* précédent (p. 108) où cette question a été touchée. L'institution paraît jusqu'ici ne pas réussir facilement à Paris ; il y a lieu de craindre qu'elle ne paraisse aux patrons incompatible avec les nécessités de leur industrie.

M. *Robiquet* regrette cet insuccès, car les cours du soir sont pénibles à suivre pour les enfants qui ont travaillé tout le jour.

M. *Roche* constate que les patrons refusent généralement de prendre l'enfant qui n'a pas le certificat scolaire, et qu'ils ne lui permettraient pas de suivre l'Ecole de demi-temps.

M. *Robiquet* ajoute qu'il est à sa connaissance que, dans le VI^e arrondissement, les Cours du demi-temps ne se sont pas ouverts par suite du défaut d'inscription.

M. le Dr *Ducholet*, président de la Commission locale du IV^e arrondissement, complète ces renseignements, en disant qu'il n'en a pas été ouvert non plus dans le IV^e arrondissement, cette mesure devant se heurter contre cet obstacle qu'elle causerait un trop grand dérangement pour les patrons. Il signale que deux enfants n'ont pu être placés par l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes, parce que, ne sachant ni lire ni écrire, personne ne veut les employer.

M. *J. Périn* demande à M. *Ducholet* ce qu'il fait, quand on lui propose des orphelins ou orphelines de moins de douze ans ?

M. *Ducholet* : Quand l'enfant a moins de douze ans, mais sait lire, écrire et compter, nous le plaçons, MM. les Inspecteurs départementaux voulant bien se montrer indulgents en faveur de nos orphelins. Ces enfants vont à l'école du soir ; quelques-uns fréquentent l'école de dessin.

MM. *Robiquet* et *Roche* constatent, en effet, que ce n'est que par une pure tolérance que ces enfants peuvent être admis à travailler avant qu'ils n'aient atteint l'âge légal.

M. le Dr *Perrin* ajoute que, les patrons voulant s'exonérer du couchage et de l'entretien, on peut se demander comment des enfants dont les ateliers sont souvent très éloignés du domicile de leurs familles, pourront fréquenter l'école du soir ?

M. *Ducholet* : Dans ce cas, en effet, il est à craindre que l'instruction ne soit négligée.

M. *Robiquet* émet l'avis que, s'il est démontré que les patrons se refusent à laisser leurs équipes d'enfants suivre les cours de l'École de demi-temps, la conclusion à tirer de cet état de choses devra être que la loi doit recevoir une plus ferme exécution par l'Inspection : il faut, en effet, qu'obéissance reste à la loi.

M. *le Président* prie les membres de la Société présents de s'enquérir de ce qui aura été tenté, dans leurs arrondissements respectifs, pour l'ouverture d'Écoles de demi-temps.

(La suite de la discussion de la question de l'École de demi-temps est renvoyée à la prochaine séance, ou elle sera reprise et continuée.)

Observations relatives à l'exécution de la Loi (du 19 mai 1874), SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE, présentées par MM. les Inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail des enfants et par MM. et M^{mes} les Membres des Commissions locales.

M. *le Secrétaire* signale que le Conseil général de la Seine, dans sa séance du 23 mars 1880 (1), s'est occupé des instructions données aux Inspecteurs du travail dans les manufactures, relativement à la formule du Certificat d'instruction primaire. (Voy. *Bull.* 1879, p. 442 et 1880, p. 17).

M. *Froger de Mauny* signale que la 4^{re} session du Conseil général de l'Yonne a été ouverte le 5 avril, et que l'*Union de l'Yonne*, dans son n^o du 3 avril 1880, publiait le bordereau des affaires de la session, au nombre desquelles figurait la suivante :

Enfants employés dans l'industrie (Commissions locales de surveillance du travail des).

M. *le Secrétaire* ayant appris que les Commissions locales (hommes et dames) du canton de Sceaux avaient adressé à M. le Préfet de police leur rapport sur l'exercice 1879, s'est procuré ce document, qui sera reproduit dans le *Bulletin* (Voy. ci-après).

(1) Un membre du Conseil général ayant fait l'observation suivante :

« On fait signer des certificats demandant si l'enfant a reçu l'instruction morale et religieuse. Cette question ne devrait pas être posée. »

M. *le Préfet de la Seine* répond : que le modèle est celui du Ministère de l'agriculture ; mais qu'on prendra des mesures pour qu'il en soit dressé un autre pour Paris.

PROPAGANDE INTERNATIONALE. — M. J. Périn, secrétaire de la Société, rappelle (Voy. *Bull.* 1879, p. 412-413) qu'il s'efforce de propager l'exemple de la Société à l'Étranger pour y provoquer la création d'Associations protectrices de l'Enfance ouvrière, semblables à la nôtre.

Par l'entremise obligeante de M. Ch. Desmaze, conseiller à la Cour de Paris, il a pu nouer des relations avec l'honorable M. Koni, président du Tribunal civil de Saint-Petersbourg (Russie), qui est venu à Paris pour étudier nos institutions philanthropiques.

M. Froger de Mauny propose à la Société de voter des remerciements à M. J. Périn pour le zèle qu'il déploie dans sa Propagande internationale des idées protectrices de l'Enfance ouvrière.

M. Is. Roche demande que ces remerciements soient consignés au *Bulletin*.

Il exprime le désir que le prochain *Bulletin* soit adressé à M. le président Koni.

OEUVRES DIVERSES EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (*Allocations à des*) et *Enfants recommandés*. — M. le Président fait connaître que le Bureau a reçu de M^{me} Plassiard le Compte-rendu de l'OEuvre de l'École professionnelle de Nancy, œuvre en faveur de laquelle M^{me} Plassiard sollicite une allocation.

En l'absence de M. le Trésorier, cette demande d'allocation est ajournée.

M. le Secrétaire de la Société rappelle que notre collègue M. Léon Arnal, avocat, nous avait recommandé un pauvre enfant (Voy. ci-dessus, p. 18); que M. Roche, au nom de la Société, s'est occupé de cet enfant, et a vu M. le D^r Ducholet, président de l'Association pour le placement des Orphelins des deux sexes; mais qu'une difficulté s'est présentée, cet enfant ne remplissant pas les conditions d'instruction primaire voulue.

M. Léon Arnal fait connaître que l'on a pensé, depuis, à placer cet orphelin à la maison de M. l'abbé Roussel, à Auteuil (pour l'éducation et l'apprentissage des enfants orphelins ou abandonnés); que la Société est donc relevée du soin de s'occuper de cet enfant.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire,
Jules PÉRIN.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes-rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du Procès-verbal communiqué par M. Ernest Nusse, *Secrétaire-adjoint.*)

Séance du lundi 26 avril 1880.

Présidence de M. *Faustin Hélie*, juge au Tribunal
civil de la Seine, *Président.*

Sont présents: MM. *Faustin Hélie*, président ; J. *Périn*, secrétaire de la Société ; *Joret-Desclosières*, et *Nusse*, secrétaires du Comité ; Ch. *Breul*, Ern. *Fliche*, *Humann*, et *Tournier*.

MM. *Raoul Jay*, *Tommy Martin*, *Millot*, *Froger de Mauny*, ont écrit pour s'excuser de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du Comité du 8 mars 1880 est lu et adopté.

Contrat d'apprentissage. — L'ordre du jour appelle, en premier lieu, la question de régularité de certaines formes en ce qui concerne les contrats d'apprentissage.

M. *Tournier*, au nom de la Commission chargée de résoudre cette question, communique le résultat de son travail qui est approuvé par le Comité.]

Le projet de loi sur les Écoles manuelles d'apprentissage. — Le Comité judiciaire examine ensuite le rapport de M. *Nusse* sur le projet de loi soumis au Sénat concernant l'organisation des écoles d'apprentissage (Voy. ci-dessus, p. 29 à 36).

La parole est donnée à M. *Nusse* qui reprend et développe les considérations de ce rapport et en propose les conclusions.

M. *Joret-Desclosières* déclare adhérer à ces conclusions qui sont votées et acceptées par le Comité.

M. le Président *Faustin Hélie* fait remarquer que le projet de loi vient aujourd'hui devant le Sénat. Il serait utile que le Comité

survit cette dissussion et pût donner, le cas échéant, son avis sur les points importants de ce débat si grave pour l'œuvre de la Société. On pourrait se réunir le 7 juin, plus tôt même, si M. le Président jugeait une convocation anticipée nécessaire et l'un des membres du Comité ferait un compte rendu sur ce qui se serait passé à la Chambre haute.

Le Comité judiciaire approuve cette proposition et nomme M. Nusse rapporteur.

Étude des modifications à introduire dans la loi de 1854 sur l'apprentissage (M. Nusse, rapporteur).

M. Nusse fait l'exposé des questions soumises au Comité et insérés au *Bulletin de la Société de protection* (Voy. année 1879, p. 432).

Sur la première question : « L'apprentissage doit-il être réglementé ou laissé sous le régime de la liberté des conventions ? » le Comité judiciaire décide unanimement que l'apprentissage doit être réglementé législativement.

La discussion s'entame ensuite sur les questions 2, 3, 4, 5, 6, qui, vu leur connexité, sont réunies dans un seul et même débat.

M. Desclosières n'est pas opposé à l'établissement dans les relations de patron à apprenti d'un système disciplinaire analogue à celui qui existe d'instituteur à écolier ; mais il pense qu'il serait fort difficile d'arrêter dans un règlement un système de punitions exactement définies. Il considère comme peu pratique l'obligation pour un patron d'avertir d'une privation de sortie les agents de l'autorité et il se contenterait pour éviter les excès des patrons d'une inscription des peines disciplinaires sur un registre *ad hoc* par eux tenu et devant être exhibé à première réquisition aux inspecteurs.

M. Fliche fait remarquer que l'apprenti reçoit sinon des salaires au moins des pourboires facultatifs : c'est là un moyen puissant aux mains du patron, car la récompense est un stimulant plus efficace que la punition. La retenue de l'enfant chez le patron le dimanche pourrait nuire aux devoirs religieux et amener des abus, spécialement des travaux prohibés par la loi de 1874. Elle ne serait admissible que si elle s'exécutait en dehors de la maison du patron dans des patronages ou écoles industrielles.

M. le président Faustin Hélie croit que parmi les sanctions utiles du contrat il y aurait au premier rang la prohibition de faire des conventions verbales. Trop de gens d'une moralité équi-

voque s'imaginent être libres de tout engagement quand le lien de droit n'est pas constaté par la preuve littéraire.

M. *Fliche* appuie cette idée et croit en outre, avec le rapport, à la nécessité d'introduire un moyen de coercition en rendant responsable de tous les dommages-intérêts alloués par la justice au patron qu'un apprenti a abandonné, le deuxième patron qui a reçu l'enfant sans justification de congé d'acquit. Trop de familles se font un jeu du contrat d'apprentissage et excitent l'enfant à quitter le patron au moment où le travail de l'apprenti devenant utile va le dédommager de ses avances. M. *Fliche* voudrait que la responsabilité du second patron fût plus énergique quand l'enfant va chez un maître d'apprentissage exerçant la même profession que le premier.

M. le président *Faustin Hélie*, au lieu de frapper d'une opposition *ipso jure* aux mains du second patron les gains de l'apprenti en rupture de contrat, trouverait plus conforme aux principes généraux du droit de rendre le second patron, coupable de ne s'être pas fait représenter le congé d'acquit, responsable de la totalité des dommages-intérêts alloués par justice au premier patron, sauf à répéter cette somme sur les gains de l'apprenti jusqu'à concurrence des 4/5.

M. *Tournier* insiste sur la justesse de la distinction proposée par M. *Fliche* et désirerait que la quotité des dommages-intérêts alloués fût plus forte quand l'apprenti quitte un patron pour entrer chez un second exerçant la même profession que le premier.

M. *Humann* croit qu'il serait opportun de ne pas lier les tribunaux par une nécessité légale de prononcer une responsabilité solidaire au regard du second patron, mais de leur en laisser, dans le texte à élaborer, la faculté.

M. *Fliche* répond que le second patron étant toujours en faute pour avoir omis d'exiger le congé d'acquit, la disposition législative doit être impérative.

M. *Joret-Desclosières* demande comment se prouvera la représentation de l'acquit. Devra-t-il être fait en double et un duplicata laissé au patron ?

M. *Tournier* indique un utile rapprochement à faire en cette matière avec la loi spéciale sur les livrets d'ouvriers.

M. le Président *Faustin Hélie* résume le débat et propose de voter en réponse aux questions *deux* et *trois* sur les questions suivantes :

Est-il utile de conférer au patron un pouvoir disciplinaire ?

Convient-il que sa répression s'exerce par d'autres moyens que la retenue du dimanche ou des punitions inscrites sur un registre spécial soumis à l'examen des agents de la loi?

Le Comité répond affirmativement à ces deux questions.

M. le Président, en présence de l'utile observation faite par M. Tournier quant aux livrets d'ouvriers et à l'application possible des textes élaborés sur cette matière, propose de prier M. Tournier de faire sur le rapprochement qu'il a signalé un rapport supplémentaire et de surseoir, jusqu'à ce qu'il ait été déposé, à l'examen des questions n^{os} 3, 4, 5, 6.

M. le Président propose, en outre, d'ajouter cette huitième question: Devrait-on soumettre substantiellement les contrats d'apprentissage à la formalité de l'écriture et interdire les conventions verbales?

Les diverses propositions sont votées et adoptées.

Exécution du Décret du 15 mai 1875, relatif à la surcharge des enfants. — M. J. Périn rappelle que c'est avec raison que notre Société, dans ses Distributions de récompenses, comprend les gardiens de la paix qui ont veillé à ce que les enfants ne soient pas chargés de fardeaux trop pesants.

En effet, on lisait dans *le Droit* (du 5 mars 1880) :

« *Un apprenti surchargé.* — S'il est une loi au monde dont les prescriptions soient peu respectées et à l'observation de laquelle il importe de rappeler les patrons, c'est sans contredit la loi sur le travail des enfants dans les manufactures. Journallement, les Tribunaux ont à sévir contre des patrons qui imposent à leurs jeunes apprentis des travaux qui excèdent leurs forces. Une infraction de cette nature a encore été constatée hier, à une heure de l'après-midi, boulevard de l'Hôpital. Les passants s'apitoyaient sur la situation d'un jeune enfant de treize ans qui traînait, à grand'peine, une voiture à bras, chargée de montants de cheminée dont le poids excédait ses forces. Épuisé de fatigue, il ne pouvait plus faire avancer sa voiture qu'il avait été chargé de conduire à Montrouge. Cette situation ayant été signalée aux gardiens de la paix, ceux-ci conduisirent l'enfant devant le commissaire de police, qui fit appeler devant lui le patron de l'apprenti, contre lequel procès-verbal a été dressé. »

De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc. — M. J. Périn fait connaître que, ayant vu l'annonce de la réouverture de l'Hippodrome, il est retourné dans cet établissement (Voy. *Bull.* 1879, p. 423), le 29 mars 1880, et qu'il y a vu exécuter l'exercice périlleux

suivant : sur un socle de bois est posée une planche mobile semblable à ces balançoires dont s'amuse les jeunes enfants. Une femme (M^{me} *Garetta*), faisant mouvoir avec ses pieds une boule qui la supporte, est montée sur cette planche, portant un tout jeune enfant, tantôt juché sur ses épaules, tantôt enlacé en manière de ceinture autour de sa taille. Quand elle arrive à dépasser le centre d'équilibre, la planche oscille et s'incline du côté opposé. A ce moment, si la femme perdait pied, l'enfant serait brisé dans sa chute. L'enfant lui paraît inutilement exposé !

— M. *J. Périn* signale que les *Doctrines des Congrès ouvriers*, telles qu'elles se sont produites à Paris, à Lyon, à Marseille, sont résumées d'une manière complète dans un volume de M. de Ceinmar (E. Plon et C^{ie}). L'auteur y montre quelles sont les prétentions et les tendances du socialisme.

— M. le Secrétaire de la Société propose, comme membre du Comité judiciaire, M. *Léon Arnal*, avocat. — M. Arnal est admis à l'unanimité.

La prochaine séance aura lieu le lundi 7 juin, à 1 heure 1/2.

La séance est levée à 3 heures 1/2.

Annexe (1)

SÉNAT

Séance du lundi 3 mai 1880.

Présidence de M. Barthélemy Saint-Hilaire, vice-président.

Discussion d'une proposition de loi sur les Ecoles manuelles d'apprentissage.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi sur les écoles manuelles d'apprentissage.

M. Corbon, président de la Commission. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Corbon.

M. Corbon. — Messieurs, j'espérais qu'à propos d'une loi aussi importante que celle qui est mise en discussion aujourd'hui, il se serait produit des amendements ou, tout au moins, que quelques-uns de nos collègues auraient demandé la parole, soit pour faire des objections à la proposition de loi, soit pour réclamer des éclaircissements. Or, comme personne n'a demandé la parole, et comme je crains que la proposition que nous vous présentons ait ici le même sort qu'à la Chambre des députés, c'est-à-dire qu'elle passe inaperçue

(1) Voy. ci-dessus, p. 35-50.

comme le plus simple projet de loi d'intérêt local, je me permets de venir à cette tribune vous prier de vouloir bien m'écouter pendant les quelques instants dont j'ai besoin pour vous exposer la proposition de loi dans son ensemble, ou plutôt pour vous démontrer la nécessité absolue de créer des Ecoles manuelles d'apprentissage.

La plupart de vous, Messieurs, n'ont pas oublié qu'après les deux premières Expositions universelles, la Commission supérieure française a été très émue des comparaisons qu'elle avait faites entre les produits des industries étrangères et les produits de la France. Tout en constatant que la France conservait sa supériorité pour les produits d'art et d'industrie ou d'art marié à l'industrie, elle reconnaissait en même temps les progrès très considérables réalisés par certaines puissances étrangères, et que, dans l'industrie pure, nous avions de très grands efforts à faire pour nous maintenir au niveau de certaines nations; d'où l'on concluait qu'il y avait urgence extrême à créer un enseignement technique en France. Il a été fait dans ce temps-là, sous l'Empire, une enquête pour s'assurer de l'état des choses. Au Ministère, on a appelé les personnes les plus compétentes, les plus autorisées, pour donner leur avis sur les moyens de parer aux inconvénients que la commission avait signalés.

Cette Commission d'enquête a conclu également à la nécessité absolue de créer un Enseignement technique.

Cette résolution prise, ou du moins indiquée, n'a pas eu de suite. Depuis longtemps, depuis dix années, on a repris la question. On a beaucoup parlé de créer des Ecoles techniques. On en a quelques-unes, et la France en a créé autrefois trois qui ne répondent pas assez à tous les besoins. Ces trois grandes écoles techniques, celles de Châlons, d'Angers et d'Aix, sont des Ecoles professionnelles supérieures qui ne fournissent que des contre-maitres, des sous-ingénieurs, des dessinateurs, mais qui ne fournissent pas des ouvriers.

Or, il est nécessaire que l'on forme des ouvriers : c'est précisément ce que les commissions supérieures près les expositions ont constaté, que la valeur de la main-d'œuvre, sa qualité baissait, et qu'il y avait lieu d'y trouver un remède.

Du reste, c'est un phénomène qui se produit non seulement en France, mais à peu près partout. En Europe, au moins, on a senti la nécessité de créer partout des Ecoles professionnelles ou des écoles d'apprentissage, et, en effet, partout on s'est préoccupé d'en fonder dans beaucoup de nations on l'a fait déjà.

M. Buffet. — Quelles nations?

M. Corbon. — Maintenant, ces résultats connus, s'il s'agissait de prouver la nécessité de créer des Ecoles d'apprentissage, il n'y aurait qu'une observation très simple à faire, ce serait de dire que l'apprentissage ne se fait plus nulle part ou à peu près; on ne fait

presque plus d'apprentis, dans l'industrie française, ni dans les industries étrangères. Sauf de très rares exceptions, les grandes industries n'occupent plus d'enfants, ou ne les occupent qu'à titre de petits hommes de peine, occupés à des spécialités très restreintes et faisant à peu près le travail d'une machine. Mais quant à faire de jeunes ouvriers ; quant à croire que les industriels forment des jeunes gens pour en faire des ouvriers qui plus tard sont répandus dans leur propre industrie, c'est une erreur, une illusion : il n'y en a plus. Ainsi, premièrement, on a constaté la nécessité absolue de remédier à la baisse de qualité de la main-d'œuvre ; secondement, on peut constater de la manière la plus facile l'absolu défaut de l'apprentissage dans les maisons industrielles, de sorte qu'il faut obvier à ce grave inconvénient, sans quoi on n'aurait plus d'ouvriers, et, en effet, on n'en a presque plus. Ainsi, on ne trouve plus d'ouvriers dans la mécanique, qui est l'industrie reine du moment...

M. Buffet. — Par qui sont remplacés les ouvriers disparus ?

M. Corbon. — Par qui ils sont remplacés ? Par de mauvais ouvriers, des ouvriers inférieurs. On ne trouve plus que des tourneurs plus ou moins adroits, des ajusteurs, mais on ne trouve plus d'ouvriers mécaniciens. Adressez-vous dans la première usine venue, au premier ouvrier venu, demandez-lui de vous expliquer ce que c'est qu'une machine, il ne pourra pas le faire. Il saura ce que c'est que de tourner, d'ajuster une pièce, de la limer, de la forger, mais quant à savoir ce que c'est que la machine à laquelle il travaille, il ne le sait pas ; autrefois il le savait, aujourd'hui il ne le sait pas. Voilà un fait certain.

Si on a d'autres objections à me faire, si on conteste mes assertions, je répondrai et je donnerai des preuves.

Maintenant, c'est une tendance extrêmement marquée dans l'industrie d'opérer la division du travail à l'extrême ; de sorte que là où l'on accepte des enfants, on les emploie à des divisions extrêmes, en sorte que chaque enfant est un petit rouage, mais il reçoit un petit salaire ; ce salaire satisfait un peu la famille qui consent à ce que l'enfant continue. Mais en fait, l'enfant, quand il aura atteint l'âge d'homme, ne sera pas un travailleur, un ouvrier, ce sera un homme de peine.

Il y a donc nécessité absolue de faire des Ecoles d'apprentissage.

Je vais au-devant d'une objection qui aurait pu se présenter, que j'ai entendu maintes fois reproduire, celle-ci : que l'apprentissage ne se fait réellement que dans l'atelier même. Eh bien, s'il ne se fait pas à l'atelier, il faut bien qu'il se fasse quelque part.

M. Buffet. — Pourquoi ?

M. Corbon. — M. Buffet me demande pourquoi ? A cela je lui répondrai : Quand l'hiver vient, pourquoi l'hiver vient-il ? C'est un

fait. L'apprentissage ne se fait pas à l'atelier. Demandez aux patrons s'ils ont des apprentis, ils vous diront qu'ils ont quelques jeunes gens occupés à des travaux rétribués, mais qu'ils ne sont pas apprentis. Voilà le fait!

Si les choses se passaient comme autrefois dans l'industrie morcelée où l'apprenti était de la famille du patron ou de celle du compagnon, où l'on avait une sollicitude paternelle envers les apprentis, où l'apprentissage se faisait couramment; si, je le répète, l'industrie au lieu d'être concentrée était morcelée comme autrefois, je ne penserais pas à faire des Ecoles d'apprentissage, mais bien des Ecoles primaires dans lesquelles on se contenterait de quelques exercices manuels.

Nous n'avons pas cette ressource, et ceux qui se font de l'objection dont je parle un grand argument ne réussiraient pas, attendu que le phénomène de l'apprentissage ne se produit plus comme il se produisait autrefois. Il faut donc des écoles.

Ce fait des Ecoles n'est pas nouveau. Je me souviens qu'il y a vingt ans, je me trouvais en Hollande, à Amsterdam, où j'avais fait, dans un congrès des sciences sociales, un exposé de la doctrine. Un monsieur me dit: Je crois bien que les idées que vous avez exposées sont réalisées ici, et si vous voulez, je vous mènerai où elles sont pratiquées. En effet, j'ai été conduit dans un établissement où l'école était dans l'atelier; l'Enseignement professionnel se faisait en même temps que l'enseignement pédagogique ordinaire. J'ai su ensuite qu'il y avait à Lausanne une école polytechnique, — non pas comme la nôtre, — où le travail de la main se faisait en même temps que le travail de l'esprit. Enfin, j'ai su que dans presque tous les pays du monde, on a commencé à introduire le travail manuel dans les Ecoles primaires. C'est ce qu'il faut faire si nous voulons former des pépinières de jeunes ouvriers. Si vous vous opposez à la loi que nous vous présentons, je demande où pourront se former les ouvriers.

Le phénomène que nos Commissions supérieures ont constaté après l'Exposition universelle, c'est-à-dire que la main-d'œuvre baisse de qualité continuellement, fait qui a été constaté même par des étrangers vis-à-vis de nous et vis-à-vis d'eux, ne fera que s'accroître, et alors nous baisserons constamment, du moins nous ne suivrons pas la marche ascendante que nous suivions autrefois. Il y a une nécessité patriotique et une nécessité économique à créer des Ecoles d'apprentissage.

Tout à l'heure, M. le Ministre nous faisait observer que la définition était un peu vague; qu'on ne savait pas ce que c'était qu'une Ecole d'apprentissage. Voulez-vous me permettre de vous donner une explication? (*Interruptions.*)

Mon Dieu, monsieur Buffet, je serais très heureux d'entendre vos observations à la tribune, je dirai plus, je les sollicite.

M. Buffet. — Je n'ai rien dit.

M. Corbon. — Il s'agit de savoir précisément ce que c'est qu'une École d'apprentissage. Je suis très enroué, j'ai de la peine à me faire entendre, mais je m'efforcerai de me faire comprendre.

M. le président. — Je recommande le silence; la voix de l'orateur est très faible; je vous prie, messieurs, d'être attentifs.

M. Corbon. — Comment est introduit le travail manuel dans les écoles? Il y a deux systèmes ou plutôt deux degrés que nous mettons en pratique maintenant. Nous ne sommes pas des initiateurs en cela; la pratique a été faite depuis longtemps. J'ai sur moi une lettre qui nous a été envoyée par l'inspecteur de l'Enseignement primaire de Bordeaux, dans laquelle il nous dit qu'il y a à Bordeaux même deux écoles primaires dans lesquelles on a introduit l'Enseignement manuel. Aujourd'hui, nous sommes en voie de l'organiser dans les écoles primaires de Paris, c'est-à-dire que c'est une éducation rationnelle complète que nous voulons faire. Le développement des facultés manuelles en même temps que celui des facultés intellectuelles et morales, voilà le fait des écoles primaires. Le travail n'y est pas un travail d'apprentissage proprement dit, c'est un exercice manuel.

Il y a un deuxième degré; au sortir de l'école primaire, on fait des Écoles d'apprentissage où le travail manuel est le principal. Ce sont ces écoles que nous voulons; elles serviront à faire des apprentis; on y prendra les jeunes gens de 12 à 14 ans; on les mènera jusqu'à 16 ou 18 ans et on fera de jeunes ouvriers qui pourront entrer ensuite dans les ateliers.

Je vais maintenant vous faire voir le bénéfice moral qui résultera de cette création. Je suis peut-être un peu décousu, mais je suis pris à l'improviste.

J'ai passé dans les ateliers un certain nombre d'années et je sais ce que c'est. Eh bien, les jeunes gens de 12 ans qui, au sortir de l'École primaire, sont jetés dans les ateliers de Paris, passent par une très mauvaise école. J'ai certainement, comme homme du peuple, la plus grande sympathie pour le peuple, mais il n'en est pas moins vrai, et je dois le reconnaître, que les enfants de 12 ans qui, je le répète, sont jetés dans les ateliers, y sont à une très mauvaise école.

Eh bien; il y a longtemps que je le dis, il y a vingt-cinq ans que je l'ai écrit, nous voudrions trouver le moyen de conserver les enfants le plus longtemps possible, afin de ne les mettre dans l'atelier qu'au moment où ils auraient déjà une force de résistance suffisante contre les fâcheuses influences qu'ils y subissent. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Quel est ce moyen? Si vous voulez retenir les enfants dans l'école primaire jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans, les familles ne pourront pas suffire ensuite aux frais d'un apprentissage de trois autres années, c'est-à-dire les nourrir sans qu'ils gagnent rien!

Il serait donc nécessaire de leur faire apprendre assez tôt un métier; ce serait à partir de 12 ou 13 ans, au sortir de l'école primaire, de leur enseigner un métier de manière qu'ils puissent arriver dans les ateliers sachant déjà travailler. Ils seraient même plus forts, remarquez-le bien, en arrivant ainsi dans les ateliers à l'âge de 17 ans, qu'ils ne le seraient s'ils y avaient passé trois ans, car souvent même ils n'y apprennent rien du tout.

Quand les apprentis des ateliers sont arrivés au bout du temps qu'ils ont donné et qu'ils obtiennent leur livret, c'est alors qu'ils commencent à apprendre leur métier, car ils ne savent à peu près rien.

Les enfants dans les Écoles que nous voulons fonder, — et il y en a déjà de fondées, — auront au contraire reçu un bon Enseignement primaire et un Enseignement technique très avancé en même temps qu'un enseignement moral excellent. De telle sorte qu'ils seront prémunis contre les mauvaises influences qu'ils pourraient subir. (*Très bien ! Très bien ! sur les mêmes bancs.*) Il y a donc tout à gagner à créer ces Écoles d'apprentissage.

Il faut d'abord au point de vue patriotique soutenir le niveau du travail national, l'élever même. Il y a donc, en second lieu, nécessité de faire des apprentis puisqu'on n'en fait pas ailleurs.

Troisièmement, il est nécessaire de préserver l'enfant des mauvaises influences qu'il recevrait dans les ateliers, puisqu'en y entrant trop jeune il ne pourrait s'en défendre.

Si vous avez des observations à faire sur ces questions, je serai très heureux d'y répondre, mais je n'ai rien de plus à vous dire. (*Très bien ! et applaudissements à gauche.*)

M. le Président. — La parole est à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.

M. Tirard, *Ministre de l'agriculture et du commerce.* — Messieurs, je m'associe pleinement aux paroles pleines de cœur et de patriotisme qui viennent d'être prononcées à la tribune par l'honorable M. Corbon. A la Chambre des députés, lorsque la proposition qui nous a été transmise a été mise en délibération, elle n'a point passé inaperçue comme l'honorable sénateur l'a dit. Seulement, elle n'a pas trouvé de contradicteurs. Elle n'en a pas plus rencontré sur les bancs de la Chambre que sur ceux du Gouvernement.

Cette loi, telle qu'elle est formulée, n'était pas absolument nécessaire, car elle constitue un vœu qui aurait pu recevoir satisfaction par un ensemble d'inscriptions de crédit au budget. Vous savez que le budget de l'agriculture et du commerce contient un chapitre intitulé : « Encouragements à l'enseignement technique ». Il aurait suffi de voter une somme avec un article spécial affecté particulièrement à la création et à l'encouragement d'Écoles d'apprentissage.

L'honorable M. Corbon et la commission du Sénat ont pensé que la loi votée par la Chambre des députés n'était pas suffisante.

Cette loi, en effet, telle qu'elle avait été présentée à la Chambre des députés, constituait purement et simplement une faculté, une autorisation donnée au Gouvernement.

« Des subventions, — disait l'article 1^{er}, — peuvent être accordées par le Ministre de l'agriculture et du commerce, aux Écoles d'apprentissage fondées par les communes, les chambres de commerce et les associations de patrons ou d'ouvriers. Elles peuvent être également accordées à des particuliers après avis favorable du conseil municipal.

« La loi de finances déterminera, chaque année, le crédit mis à cet effet à la disposition du Ministre. »

L'honorable M. Corbon et la commission dont il est le président ont pensé que cette loi n'était pas suffisante. Poussés par ce désir de mettre le travail français à la hauteur de ses destinées, constatant l'état de décadence indiqué par l'honorable M. Corbon, — état de décadence qui n'est peut-être pas aussi complet qu'il a bien voulu le dire, — du moins je l'espère, mais désireux de lui donner l'éclat qu'il comporte, ils ont pensé qu'il fallait faire davantage; et, au lieu de donner au Gouvernement la simple faculté d'accorder des subventions, on a dit qu'il était nécessaire de créer une caisse absolument analogue à celle qui a été établie, il y a quelques années, pour la création d'écoles primaires.

Je n'ai au fond aucune objection à faire. Je crains seulement que la loi telle qu'elle est présentée ne donne pas immédiatement la satisfaction que ses auteurs en attendent.

L'honorable M. Corbon nous disait tout à l'heure, au moment où il montait à la tribune, que si on lui faisait cette objection, il essaierait d'y répondre. Je crains qu'il ne soit parvenu à faire disparaître les scrupules que j'éprouve. Il y a, en effet, une certaine difficulté à bien définir ce qu'on appelle une École d'apprentissage et une École professionnelle. L'une est bien différente de l'autre: dans les Écoles professionnelles, telles qu'elles existent aujourd'hui, on apprend aux enfants à se servir de certains outils, à connaître le maniement des métaux, le maniement du bois, à se servir, en un mot, de certains instruments, de certains outils; mais on ne leur donne pas l'exercice d'une profession, ils ne sont pas en possession d'une profession, d'un état; s'ils ont acquis certaines connaissances générales, quelques données purement spéciales, qui leur permettent de devenir plus tard des ouvriers distingués dans la profession qu'ils embrasseront, mais enfin au sortir de ces écoles ils n'ont que des idées générales professionnelles mais qui ne constituent pas un état.

Je demande à l'honorable M. Corbon si, avec le projet de loi, il en-

tend faire des apprentis qui au sortir de ces Écoles d'apprentissage pourront gagner leur vie...

M. Corbon. — Parfaitement.

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.... entrer dans une profession, comme celle de serrurier, de charpentier, de menuisier, et devenir immédiatement des ouvriers; s'il en était ainsi, j'aurais voulu que le projet de loi l'indiquât. Alors mes scrupules augmentent; je me demande comment et dans quelle mesure l'État, les communes, les départements peuvent arriver à donner à des jeunes gens, toutes les connaissances spéciales particulières qui sont nécessaires pour l'exercice d'une profession; je crois que l'État ne peut donner que des indications générales.

Je crois qu'il ne peut apprendre que d'une façon d'ensemble le maniement de certains outils, donner certaines connaissances qui peuvent être appliquées plus tard avec succès à l'étude spéciale d'une profession. Mais, que l'État fasse des menuisiers, des charpentiers et des serruriers, cela me paraît quelque chose qui est peu réalisable (*Très bien, très bien. à droite!*) et je crains bien que le projet de loi qui vous est présenté n'atteigne pas...

M. Corbon. — Voulez-vous me permettre, monsieur le Ministre, de vous répondre un mot?

M. le Ministre. — Volontiers.

M. Corbon. — Il y a une institution à Paris, boulevard de La Villette, n° 300, — il vous est facile de vous en assurer — où l'on fait, depuis six ans, des apprentis. Depuis trois ans, terme de l'apprentissage, il en est sorti une soixantaine d'élèves qui tous sont ouvriers et gagnent leur vie. C'est une institution municipale.

M. le Ministre. — Je connais parfaitement l'école de La Villette, dont parle l'honorable M. Corbon; mais je tiens à faire remarquer au Sénat et à l'honorable président de la commission, qu'il ne s'agit pas de créer des écoles à Paris, où l'on a des ressources considérables. Il s'agit de créer des Écoles d'apprentissage dans l'ensemble du territoire. Eh bien, véritablement la création de la caisse qui vous est demandée n'aurait-elle pas quelque chose de prématuré? Si l'on nous demande un crédit pour venir en aide à toutes les créations qui pourront se faire dans les départements et dans les communes, j'y souscris de grand cœur. Mais, dès à présent, constituer tout d'une pièce une caisse spéciale qui fonctionnera pendant un certain nombre d'années, qui aura une attribution particulière, spéciale, pour créer des Écoles d'apprentissage dans l'ensemble du territoire, je crois réellement que c'est une création quelque peu prématurée. Selon moi, la demande qui vous était adressée par la Chambre des députés remplissait parfaitement le but qu'ons'était proposé, à savoir de subventionner tous les efforts des communes, des départements et des particuliers.

J'ajoute, Messieurs, que la loi, telle qu'elle est conçue, n'atteindrait peut-être pas son but, non seulement par les difficultés qu'elle présenterait dans l'application et dans la création de ces écoles en ce qui constitue leur nature même, mais encore au point de vue de leur perfectionnement.

Les honorables MM. Corbon et Tolain, ainsi que les autres membres de la commission, ont bien senti qu'il s'agissait de créations qui dépendaient surtout des particuliers. On a imposé à des particuliers des obligations absolument analogues à celles que renferme la loi qui a créé la caisse des écoles primaires.

Il y a, dans l'article 14, une disposition qui est ainsi conçue :

« Lorsqu'une École d'apprentissage aura été fondée avec le concours de l'Etat au moyen de subventions ou d'avances, conformément aux prescriptions énoncées aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi, les frais d'entretien des bâtiments, du mobilier scolaire, de l'outillage industriel avec les traitements des directeurs, des administrateurs et des professeurs, deviendront pour le département, la commune ou l'association, une dépense obligatoire. »

Or, je tiens à faire remarquer que ce caractère d'établissement d'utilité publique ne peut être accordé, d'après la jurisprudence constante du conseil d'État, qu'à des associations où l'enseignement est absolument gratuit. Or, voilà des associations qui ne vivront absolument que de dons volontaires, que de souscriptions, qui n'auront aucune espèce de ressources résultant de la rétribution scolaire, et que vous allez astreindre à des dépenses obligatoires.

Est-ce que cela est possible? Quelle est donc l'association qui accepterait des conditions aussi dures, des dépenses aussi considérables que l'État aura le droit de lui imposer, alors qu'elle n'aura pas elle-même le droit de se récupérer et qu'elle sera obligée de prendre dans son propre fonds les sommes qui lui seront nécessaires pour faire face à ces dépenses?

Il me semble qu'il y a un vice radical dans cette disposition.

Je crois que la question des Écoles d'apprentissage est encore trop nouvelle dans notre pays pour qu'il soit possible d'imposer une obligation de cette nature aux départements et aux communes. Si vous faites cette loi, elle ne pourra s'appliquer qu'à certaines grandes villes, qui ont les éléments, les ressources nécessaires pour créer des Écoles d'apprentissage; mais, dans tous les centres qui n'ont pas de grandes ressources, qui n'ont pas de grands ateliers, où le personnel enseignant manquera, vous risquez fort de laisser comme une lettre morte cette innovation à laquelle vous aurez consacré des sommes considérables. Je considère donc la loi comme un peu prématurée.

Dans quelques années, lorsque les Écoles d'apprentissage qui exis-

tent, ou celles qui pourront être créées dans les grands centres auront porté des fruits, lorsqu'on saura ce qu'on fait, qu'on aura des types qui pourront servir d'exemples, je crois qu'il sera possible d'établir cette caisse qui en répandra l'usage d'une façon plus complète. Pour le moment, je crains bien, je le répète, que la loi, si vous la votez, ne soit lettre morte et que vous ne demandiez au budget des sommes considérables dont vous trouverez difficilement l'emploi. Je crois qu'on ferait une chose plus sage, plus immédiatement applicable en maintenant purement et simplement la loi qui a été votée par la Chambre des députés. (*Approbation à droite et au centre.*)

Maintenant, j'ai hâte de vous dire que j'ai cru devoir présenter ces observations pour l'acquit de ma conscience. Je ne m'opposerai pas le moins du monde au vote de cette loi, et, si elle est votée, nous l'appliquerons au mieux des intérêts qui nous seront confiés.

Un sénateur à droite. — Pourquoi la combattez-vous, alors?

M. le Ministre. — Représentant des intérêts de l'Etat, j'ai cru devoir appeler l'attention du Sénat sur les observations que ma conscience m'a dictées; mais enfin je ne puis pas vous dire que cette somme sera mal employée. Je vous dis purement et simplement qu'elle me paraît inutile pour le moment, mais qu'il n'en sera pas fait un mauvais emploi si vous croyez devoir la voter.

Je crois, encore une fois, que la proposition présentée par la Chambre des députés est pour le moment suffisante. Si le Sénat croyait devoir voter la proposition telle qu'elle est faite par la commission dont M. Corbon est le président, nous nous efforcerions d'en tirer le meilleur parti possible.

M. le Président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. Tolain, rapporteur. — Messieurs, M. le Ministre de l'agriculture et du commerce vient de faire à la loi qui vous est proposée de nombreuses objections qui portent et sur le fond et sur la forme de la loi elle-même.

Je voudrais, aussi brièvement que possible, y répondre, et si j'oublie quelques-unes des objections qu'il a présentées, je lui serai très reconnaissant de vouloir bien me les rappeler avant que je descende de cette tribune. Je crois qu'on peut répondre à peu près à toutes les objections qui ont été faites, non pas que la commission ait la prétention de maintenir d'une façon absolue, dans tous les termes, les articles qu'elle vous propose; mais ce que la commission désire, c'est que l'idée soit bien comprise, c'est que l'importance de la loi soit saisie de tout le monde. J'espère qu'après les explications que je vais donner, M. le Ministre lui-même voudra bien reconnaître que la loi, telle qu'elle a été votée par la Chambre des députés, est une loi dont l'application était difficile, une loi qui n'aurait mis à sa disposition que des ressources excessivement limitées, et qui, dans la situation

présente de l'industrie française, — je m'expliquerai tout à l'heure sur ce point, — aurait été complètement insuffisante.

En effet, M. le Ministre l'a reconnu tout à l'heure lui-même ; il a commencé par vous dire : La loi, telle qu'elle a été votée par la Chambre des députés, en réalité, qu'était-ce ? C'était un vœu, c'était une somme quelconque mise à la disposition du Ministre et qui lui aurait permis, selon qu'il l'aurait jugé convenable, nécessaire, de subventionner l'industrie privée, de subventionner des particuliers, pour créer des Écoles d'apprentissage.

Eh bien, la commission, après avoir examiné très sérieusement, d'une manière très approfondie, la loi telle qu'elle était venue de la Chambre des députés, a reconnu, en consultant tous les documents, et particulièrement ceux qui vous ont été cités tout à l'heure par notre honorable président, M. Corbon, que l'enquête faite à la suite de nos grandes expositions industrielles a constaté que la proposition adoptée par la Chambre des députés, est insuffisante ; que le mal était bien plus grand qu'on ne le croyait jusqu'à présent, et qu'il était devenu nécessaire, dans l'intérêt de l'industrie française, d'agir, non pas en faisant quelques ouvriers instruits au milieu de la grande masse ouvrière, mais en faisant un effort pour tenter d'élever le niveau général dans la classe des travailleurs. (*Vive approbation à gauche.*)

Eh bien, pourquoi en est-il ainsi en effet ? J'entendais tout à l'heure une interruption faite, je crois, par l'honorable M. Buffet.

M. Buffet disait : « Pourquoi ne fait-on plus d'apprentis ? On en faisait jadis ! »

Messieurs, il y a deux grands faits économiques et industriels qui sont la cause de ce phénomène : d'une part, c'est la division toujours plus grande du travail, la spécialisation de plus en plus complète des travailleurs, et, d'autre part, l'outillage perfectionné qu'on possède aujourd'hui.

Afin de produire à meilleur marché et plus vite, on divise de plus en plus l'industrie. Dans le temps où le travail était fait presque uniquement à la main par l'ouvrier lui-même, le travailleur faisait, dans la même profession, les huit, dix ou douze façons nécessaires pour transformer la matière et la mettre à la portée du consommateur. Aujourd'hui, ce sont des spécialistes. Le développement de la mécanique et l'outillage perfectionné ont permis de diviser à l'infini jusqu'au parcellarisme, pourrait-on dire, si bien qu'il n'est plus nécessaire de faire d'apprentissage, de passer comme autrefois de longues années à étudier une profession, pour rendre des services dans l'industrie. Le premier manœuvre venu peut, au bout de quinze jours, à côté d'une machine, d'une mécanique, d'un levier, d'un engrenage, s'acquitter parfaitement de sa tâche et rendre des services que l'industrie utilise. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Si bien que, peu à peu, ce que l'on appelait l'ancien artisan, l'homme complet, l'homme capable de comprendre et d'exécuter ce qu'il avait compris, l'ancien artisan, dis-je, disparaît de l'industrie. Tous les grands chefs de nos industries vous le diront : cet artisan complet que nous connaissions jadis n'existe plus ; les ateliers de l'industrie privée, à cause de la division du travail, sont dans l'impossibilité de donner une direction capable de faire des ouvriers semblables à ces anciens artisans. (*Très bien ! à gauche.*)

Voilà pourquoi on ne fait plus d'apprentis. Cela est si vrai que, dans beaucoup de professions, vous voyez que l'ancien artisan, — je me suis permis de le dire dans le rapport qui vous a été distribué, — l'ancien artisan, dis-je, est remplacé par un manœuvre, par un homme qui ne se livre qu'à un labeur, à un mouvement machinal, sans aucun acte intellectuel. Parfois même, quand ce n'est pas absolument un travail de force qui est nécessaire, on remplace l'homme par une femme, et même la femme par un enfant. Le niveau du savoir professionnel baisse ainsi dans la proportion où se produit la division du travail, où s'exerce l'outillage perfectionné : on ne fait plus d'apprentis.

Il est d'ailleurs nécessaire de signaler que ce phénomène se produit aussi bien en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, en Italie, qu'en France ; mais il nous est plus funeste qu'à aucun autre pays, et voici pourquoi : ce qui avait fait jusqu'ici la supériorité de l'industrie française, c'était le goût, l'habileté, le génie créateur de l'ouvrier, toujours en quête de nouveaux modèles et de nouveaux produits, c'était le génie de perfectionnement. Eh bien, lorsque, au lieu de produire des objets de consommation sortant de ses mains, créés par lui, qu'il avait conçus, auxquels il donnait l'empreinte de son talent individuel, l'empreinte de son originalité et de sa personnalité, le travailleur ne fait plus que conduire un outil mécanique, produisant ainsi constamment un objet, toujours le même, toujours semblable à lui-même, qui n'est plus vivant, qui n'est plus varié, tout ce qui était le côté artistique disparaît ; de sorte que les Allemands, comme les Anglais, comme les Suisses, comme les Belges, peuvent, avec le même outillage, produire des objets aussi parfaitement exécutés, aussi perfectionnés que les vôtres.

Il s'ensuit que le développement de l'outillage perfectionné, uniformisant, pour ainsi dire, le niveau des produits, enlève à l'industrie française tout ce qui avait fait jusqu'ici sa renommée dans le monde, ce quelque chose de français, d'artistique, d'original, de varié, qui lui a valu jadis une réputation universelle. (*Vive approbation à gauche.*)

C'est là un premier point qui fait que nous avons besoin de reconstituer, par un bon enseignement professionnel de la main et par un enseignement technique de l'esprit, ce qui était jadis l'ancien artisan.

Il faut que l'ouvrier, comprenant la machine devant laquelle il est placé puisse par la pensée la démonter, en comprendre le principe moteur, arriver à la modifier, à la perfectionner, parce qu'il a un génie inventif tout particulier et surtout un génie de perfectionnement; parce qu'ayant, d'autre part, quelques notions de physique et de chimie, connaissant les applications possibles de la science, il arrive à transformer chaque jour, et qu'au lieu de faire ce qu'il faisait jadis, c'est-à-dire un nouveau dessin ou un nouveau modèle, il invente une nouvelle combinaison de physique ou de chimie, une application nouvelle des découvertes faites par nos savants, et donne ainsi à l'industrie un nouvel essor.

Mais il est encore une considération importante, un fait très remarquable et qu'il ne faut pas oublier. C'est que ce n'est pas seulement au point de vue industriel que l'effet de cette transformation économique se fait sentir; il se fait sentir aussi au point de vue moral.

Il y a longtemps qu'un économiste célèbre, — c'est, je crois, J.-B. Say, — a dit : « Un homme qui a passé toute sa vie à faire la soixantième partie du travail nécessaire pour confectionner une épingle est très peu fier du travail qu'il a accompli. »

Eh bien, Messieurs, à mesure que le travail se spécialise, que le labeur devient de plus en plus machinal, de moins en moins intellectuel, une sorte de paresse de l'esprit s'empare du travailleur. Lorsqu'il ne comprend plus ce qu'il fait, l'amour du travail le quitte en même temps. Ce n'est que parce que l'on comprend l'œuvre à laquelle on concourt qu'on y met du goût et souvent même de la passion; mais quand on ne sait pas ce qu'est l'œuvre à laquelle on travaille, quand on ignore à quoi elle est destinée, quand on ne pourra pas la compléter, quand on est, en un mot, un dixième du travailleur nécessaire à son accomplissement, le goût du travail, je le répète, diminue peu à peu en même temps que la compréhension; la paresse intellectuelle s'empare de l'homme; on subit le travail comme une peine nécessaire, quelquefois comme un joug, et on ne l'accepte plus, ainsi qu'on le devrait, comme un amour, c'est-à-dire comme un devoir à accomplir, et dont, au bout d'une journée bien remplie, on recueillera une véritable satisfaction. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

C'est la paresse intellectuelle; on s'habitue à ne plus raisonner; et dans un pays comme le nôtre, dans un pays de suffrage universel, c'est grave. Car, enfin, quand on ne raisonne plus son travail, quand on ne raisonne plus le fait économique et industriel auquel on participe tous les jours, on ne raisonne pas davantage en politique, en économie ou en philosophie.

L'esprit humain n'a pas plusieurs manières de procéder; à quelque sujet qu'il s'applique, le procédé intellectuel est toujours le même.

Jadis, au temps où le travail se faisait à la main, quand un ouvrier, un de ceux que je désignais tout à l'heure par le nom d'anciens artisans, se trouvait en face d'un produit à exécuter, il faisait une opération intellectuelle. Il se demandait d'abord quelles étaient les différentes façons à donner à la matière; il en faisait l'analyse; après cela, il essayait de déterminer l'ordre dans lequel ces travaux devaient être successivement accomplis; il en créait, pourrait-on dire, la série, l'ordre; enfin, par un dernier mouvement intellectuel, il reconstituait tout son travail; et en faisait ainsi la synthèse, après en avoir fait l'analyse.

Or, qu'il s'agisse de politique, d'économie ou de philosophie, qu'on soit lettré, savant ou industriel, on ne procède pas autrement que par analyse et par synthèse.

Par conséquent, si la façon dont l'industrie est organisée aujourd'hui aboutit à supprimer, pour la plupart de nos travailleurs, ce travail nécessaire d'analyse et de synthèse, la paresse intellectuelle dont je parlais s'emparera de l'homme, et il fera aussi bien un mauvais citoyen qu'un mauvais ouvrier.

Voilà pourquoi, soit au point de vue industriel, parce qu'il est nécessaire de conserver la supériorité de l'industrie française, soit au point de vue moral, parce qu'il est nécessaire de faire, non seulement des ouvriers, mais des hommes intelligents, il y a une grande importance à ce que l'apprentissage, tel qu'il est organisé aujourd'hui, disparaisse, et à ce qu'on donne aux enfants des travailleurs, à l'immense majorité de ceux qui sont destinés au labeur manuel, un enseignement capable de recueillir en eux ces sentiments et ces impressions qui existaient chez l'ancien artisan, et qui ont valu tant de gloire à l'industrie française! (*Très bien! à gauche.*)

Mais, M. le Ministre du commerce nous a demandé de définir l'École d'apprentissage, il a demandé à l'honorable président de la commission s'il entendait qu'un enfant, en sortant de l'École d'apprentissage, fût capable de faire un ouvrier et de gagner sa vie.

Assurément, nous serions bien malheureux si l'on organisait ces écoles de telle façon, que les enfants qui en sortiraient fussent incapables de gagner leur vie.

Constatons d'abord qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des choses, l'enfant qui sort d'apprentissage ne peut pas gagner sa vie. Voilà un fait réel et, à de très rares exceptions près, pour quelques enfants seulement, et dans certaines professions où il est possible à un père de famille de désintéresser le patron, de payer, pour ainsi dire, le maître d'apprentissage, je mets en fait que l'immense majorité des apprentis sont dans l'impossibilité complète de gagner leur vie en sortant de l'atelier.

J'ai passé par là, Messieurs, et, comme tous les hommes qui ont

vécu dans ces conditions, je sais ce qu'on apprend en apprentissage. Savez-vous ce qu'on y apprend ? Rien de plus que ce qu'il serait très facile d'apprendre à l'école primaire. Quand un apprenti quitte le maître dans l'atelier duquel il a passé trois ou quatre ans, quand il reçoit son livret d'ouvrier, il a appris, quoi ? Le maniement des outils de sa profession, de la profession restreinte dans laquelle il est entré ; non pas même le maniement général de tous les outils usuels, sorte d'enseignement que, par parenthèse, il serait très facile d'organiser dans un atelier adjoint à l'école primaire.

Quant à ce qui s'appelle véritablement le métier, la profession, avec ses secrets, avec ses difficultés, pas un de ces enfants ne la sait, pas un ne l'a apprise, parce que tantôt on n'a pas pu, tantôt on n'a pas voulu la lui montrer.

Eh bien, l'École d'apprentissage permettra, si elle est organisée sérieusement, — et si nous entrons dans les détails, nous verrions qu'il est facile de le faire, — de mettre un enfant, au bout de trois années d'apprentissage, en état de gagner sa vie, non seulement dans sa profession, mais dans plusieurs autres. Car, ainsi que je le disais tout à l'heure, ce qui caractérise l'état de notre industrie à l'heure actuelle, c'est la division excessive du travail ; il n'y a véritablement plus d'ouvriers, il y a des spécialistes.

Or, un enfant, sorti au bout de trois ans de l'École d'apprentissage sera capable d'aborder un nombre considérable de spécialités ; et je ne crois pas exagérer en disant que dans tous les centres industriels un peu importants, où il serait possible d'établir une de ces écoles sur le type, par exemple, de celle de la Villette dont on vous parlait tout à l'heure, où l'on fait spécialement l'apprentissage du fer et du bois, chaque enfant serait capable, en sortant de cette école, d'aborder huit ou dix spécialités.

Sans doute, le jour où il entrera dans l'une d'elles, il sera un peu moins habile que les spécialistes de la profession qui l'exercent depuis trois ans, cinq ans, dix ans ; mais au bout de quinze jours, d'un mois, si vous voulez, de pratique, cet enfant sera non seulement aussi habile de la main, mais encore beaucoup plus intelligent, et ce qu'il y a de particulièrement intéressant, c'est qu'il sera capable de transporter d'une spécialité à une autre, — ce qui ne se fait pas aujourd'hui dans la plupart des cas, parce que le savoir de chaque ouvrier est restreint à une seule spécialité, — une foule de procédés industriels, de moyens de travail qui peuvent s'appliquer à une, deux, trois professions différentes. (*Très bien !*)

Je pourrais en citer des exemples, si je descendais dans les questions de pratique. Il m'est arrivé à moi-même, dans ma vie industrielle, d'avoir la possibilité, précisément en changeant de spécialité, d'introduire, dans un genre de travail que je n'avais pas encore pra-

tiqué, certains procédés nouveaux qui ont acquis depuis lors un très grand développement.

Eh bien, c'est justement l'École d'apprentissage qui, sans faire positivement de l'enfant ce qu'on appelle un menuisier, un serrurier, le rendra capable, au bout de trois ans, de travailler le bois ou le fer, et d'entrer dans n'importe quelle spécialité où il gagnera, dès l'âge de 15 ou 16 ans, une journée supérieure à celle de tous les enfants qui auraient passé trois, quatre ou cinq ans, en qualité d'apprentis, dans un atelier industriel privé.

Voilà, Messieurs, ce que nous entendons par l'École d'apprentissage. C'est une école où l'on travaillera surtout manuellement, où le travail manuel prendra quelque chose comme sept heures par jour au minimum, ne laissant que deux ou trois heures au travail intellectuel, technique ou théorique.

Nous croyons qu'il est facile, dans les grands centres industriels, de diviser en grandes spécialités et de partager entre les grandes branches d'industrie les Écoles d'apprentissage.

Il est évident qu'on y pourra toujours constituer aisément une grande École d'apprentissage pour le fer et pour le bois, comme celle de La Villette; il est évident, il est tout au moins probable que, dans certaines grandes villes, soit du Nord, soit de l'Est, et par exemple à Lille, à Reims, où l'on déjà fait des essais très remarquables d'Écoles professionnelles, mais d'un ordre peut-être trop élevé pour qu'elles puissent convenir à la majorité de la classe ouvrière; que dans beaucoup de grandes villes, dis-je, selon les industries pratiquées dans les diverses régions, il sera possible d'organiser les Écoles d'apprentissage.

Voilà pourquoi les auteurs du projet de loi n'ont pas voulu y inscrire de programme; voilà pourquoi ils n'ont pas entendu non plus s'en rapporter au Gouvernement à cet égard.

M. le Ministre disait tout à l'heure : L'État ne peut pas faire des charpentiers ! Aussi ne demandons-nous pas à l'État de faire des charpentiers ! Nous lui demandons d'apporter aux départements ou aux communes, qui croiront à la nécessité de créer des Écoles d'apprentissage, l'aide qui leur sera nécessaire ; nous ne demandons pas à l'État de formuler des programmes ; tout au contraire nous le prions de n'en pas formuler. Nous prions le gouvernement de ne pas se mêler des programmes, et de laisser aux communes ou aux départements le soin de les rédiger et de désigner les industries qui seront pratiquées dans l'école. En un mot, nous demandons au Gouvernement de faire que les communes ou les département soient, dans une large mesure, maîtres des Écoles d'apprentissage ; car c'est seulement quand ils auront la haute direction de ces écoles, qu'ils s'y intéresseront et se montreront disposés à faire pour elles des sacrifices ; c'est alors seulement qu'il se trouvera des citoyens disposés à y consacrer

leur temps et leur dévouement. Je suis convaincu qu'au bout de très peu de temps, quand les habitants d'un grand centre industriel ou même d'un centre industriel de second ordre ou de troisième ordre auront vu les résultats produits par les Écoles d'apprentissage, où l'intelligence et les facultés manuelles de l'enfant se développeront en même temps, il se fera dans tout le pays un grand, un immense mouvement au profit de ce nouveau mode d'Enseignement professionnel. Par conséquent, l'État n'a pas à faire des charpentiers, ni des menuisiers; il n'a pas davantage de programmes à formuler. Ce qu'il aura à faire lorsqu'on viendra lui demander des subventions ou des avances, ce sera d'examiner les projets qui lui auront été soumis, de vérifier si ces projets sont appropriés à une école d'apprentissage, si les plans, les devis ne sont pas exagérés; si le département ou la commune possède les ressources nécessaires pour que la subvention donnée par l'État ne soit pas perdue le lendemain; c'est-à-dire si l'École d'apprentissage projetée a des chances d'existence, en telle sorte que la subvention de l'État ne puisse pas servir à créer une fondation qui disparaîtrait le lendemain. Voilà surtout ce qui importe à l'État.

M. le Ministre a dit encore qu'il se présentait certaines difficultés relatives aux associations reconnues d'utilité publique.

Messieurs, on est quelquefois bien embarrassé; je ferai remarquer d'abord que toutes les dispositions du projet qui vous est soumis sont facultatives et non obligatoires, et que le Ministre a le droit absolu d'apprécier les projets, d'en examiner tous les détails, de les approuver ou de les rejeter. Par conséquent, si une association reconnue d'utilité publique vient lui demander des subventions ou des avances, et qu'il considère qu'elle ne se trouve pas dans des conditions d'existence assez sûres, il peut repousser sa demande; mais notez-le, c'est très difficile, très délicat et M. le Ministre voudrait bien réserver aux communes et aux départements, à l'exclusion des associations, la faculté de recevoir des subventions.

M. le Ministre du commerce. — Pas du tout. J'ai dit seulement que dans l'article 14 vous aviez imposé des obligations telles que les particuliers ne pourraient pas profiter de la loi.

M. le Rapporteur. — C'est pour être certain que les frais avancés par l'État ou donnés en subvention ne seront pas perdus ou compromis, ainsi que je le disais tout à l'heure, et que la création sera durable, que nous avons inséré dans l'article 14 ces mots : « Les frais d'entretien des bâtiments, du mobilier scolaire, de l'outillage industriel ainsi que les traitements des directeurs, administrateurs et professeurs, deviendront pour le département, la commune ou l'association une dépense obligatoire. »

M. le Ministre dit : Mais l'association vit de dons volontaires; et

si elle vient à se dissoudre? C'est là un des mille accidents qu peuvent arriver, et je répondais tout à l'heure à l'objection en disant c'est au ministre à examiner. Mais il y a dans cet article 14 un second paragraphe qui dit que le ministre sur les rapports conformes de l'inspecteur et du préfet du département, pourra, en cas d'insuccès, décharger le département, la commune ou l'association de l'obligation de cette dépense. Par conséquent, c'est le ministre qui appréciera.

Si nous avons compris dans la loi les associations reconnues d'utilité publique, M. le Ministre le reconnaît lui-même, c'est que nous avons cru qu'il était utile de faire aussi libérale que possible la loi qui vous est soumise. Si nous ne nous étions pas trouvés en face de cette difficulté : qu'il est défendu à une association d'emprunter si elle n'est pas reconnue d'utilité publique, surtout s'il s'agit d'obtenir le concours de l'État; si nous avions pu faire que toutes les associations, quelles qu'elles soient, pussent emprunter sous certaines garanties, nous l'aurions fait.

Si donc nous ne nous sommes occupés que des associations reconnues d'utilité publique, c'est parce que, seules, elles présentent un caractère de permanence et de durée qui permet de les faire participer à la subvention et aux avances.

Il y aura quelques échecs, c'est inévitable : nous ne pouvons nous flatter que toutes les tentatives réussiront certainement, il faut s'attendre à des tentatives, à des tâtonnements, comme dans toutes les choses nouvelles. Mais quoi qu'il en soit, il y a en ce moment-ci, depuis dix ans surtout, dans tous nos centres industriels, un tel mouvement pour arriver à organiser l'Enseignement professionnel, que le projet de loi voté par la Chambre des députés, dont M. le Ministre désirerait l'adoption pure et simple, est tout à fait insuffisant. Les tentatives sont nombreuses, et si elles ne se développent pas, c'est parce qu'il n'y a pas d'organisation de fonds de secours.

M. le Ministre dit : Il suffira d'augmenter la subvention.

De quelle somme?

M. le Ministre. — Fixez-la vous-même.

M. le Rapporteur. — M. le Ministre me demande de lui fixer la somme. Je me suis permis de rappeler, dans mon rapport, que les prescriptions de la loi constitutionnelle m'empêchent de proposer un chiffre. Mais je pourrais indiquer ce qui, d'après mon opinion personnelle, serait un chiffre possible, si j'avais le droit de faire une proposition.

M. Lambert de Sainte-Croix. — Vous en avez le droit.

M. le Rapporteur. — Je n'ai pas le droit de proposer une ouverture de crédit; mais je puis dire que, dans ce moment-ci et dans l'état présent des choses, une annuité de deux millions, pendant cinq

ans, permettrait de constituer un fonds de subvention, une fois donné aux communes et aux départements par le Gouvernement, et qu'il suffirait, en outre, de faire une avance de dix millions aux communes, avance que celles-ci devraient rembourser : ceci ne représenterait pour l'État, en cinq ans, qu'un sacrifice de dix millions empruntés par les communes.

Il y aurait donc là, au début, une base d'opérations suffisamment large pour une expérience sérieuse des Écoles d'apprentissage.

Quelques personnes peuvent dire que c'est aller bien vite et demander beaucoup de millions. Je réponds que c'est absolument facultatif, qu'il n'y a pas là d'obligation et que le ministre a toujours la haute main et la surveillance des demandes qu'il peut refuser, s'il ne les trouve pas fondées. Je dirai, en outre, que, pour les départements et les communes, nous avons inscrit dans la loi un article 14, que citait tout à l'heure M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, et qui porte que, du moment où une École d'apprentissage a été fondée avec le concours de l'État par voie de subvention ou d'avances, l'entretien du matériel, des bâtiments ou de l'outillage, ainsi que les traitements des administrateurs et des professeurs deviendront une dépense obligatoire. L'État est donc toujours certain que son argent ne sera pas dépensé en pure perte, et que l'existence de l'école et sa durée seront assurées à de très rares exceptions près.

Voilà pourquoi je pense qu'une somme de dix millions, fournie par l'État dans un espace de cinq années, n'est pas un sacrifice si considérable que nous n'ayons un intérêt majeur à faire cet effort pour créer, comme je le disais tout à l'heure, de nouveaux artisans qui manquent complètement, et qui manqueront de plus en plus, croyez-le bien, par suite du phénomène qui se produit dans l'industrie française.

Voilà donc quelle est, au point de vue du chiffre, la somme que j'indique pour ma part. Je ne me permets pas d'énoncer ici l'opinion de la commission ; je ne l'ai pas consultée sur ce point, c'est donc une opinion toute personnelle que j'émet. Voilà, dis-je, pourquoi je demande au Sénat de vouloir bien examiner la proposition que je lui ai faite.

Si nous demandons la création d'une caisse, c'est que nous voulons faire appel à toutes les initiatives, c'est que nous croyons qu'il y a, en France, un grand nombre de centres industriels qui ont un intérêt considérable à créer des Écoles d'apprentissage, et qui ne le feront que s'ils ont la certitude, la conviction qu'un fonds est ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce.

La proposition faite par la Chambre des députés, celle que recommande M. le Ministre, serait insuffisante ; ce sera peut-être 5 ou 600 mille francs — un million si vous voulez, — à ajouter aux 1,200,000

francs, — je crois que c'est le chiffre — que M. le Ministre distribue actuellement sous forme de subvention annuelle qu'il peut refuser l'année suivante. — Il distribue 1,200,000 francs; quand il distribuera 2,100,000 fr., il n'y aura pas pour cela de créations sérieuses, car dans l'ordre d'idées où se place le ministre, la subvention qu'il accorde cette année, il pourra la retirer l'année suivante; rien ne l'obligera à la maintenir, à la continuer, et, par conséquent, la création qui aurait été faite, pourrait disparaître dès le lendemain.

Je demande qu'au contraire les créations futures soient des fondations sérieuses, durables, que la somme dépensée en subventions et en avances soit intégralement consacrée à la construction et à l'installation des écoles et qu'immédiatement les frais, les frais généraux et les frais annuels, deviennent pour les communes et les départements une dépense obligatoire. Cette obligation fera assurément réfléchir les communes et les départements et les empêchera de se créer inconsidérément des établissements qui deviendraient pour eux une charge considérable, si ceux-ci ne leur rendaient pas des services signalés.

Il n'y a pas que les grandes villes qui ont intérêt à l'existence de ces écoles. Toutes les communes, — dans une certaine mesure, selon l'industrie exercée dans la région, selon le programme qu'elles voudront faire essayer, et leurs ressources, — toutes les communes peuvent venir demander au Ministre une part de la subvention que vous allez voter, si vous adoptez la loi. Je crois même que la ville de Paris étudie la question pour son compte et qu'elle saura la résoudre en dehors de toute subvention et de tout concours de l'Etat (*Très bien! à droite*).

Mais Paris n'est pas la France; il ne s'agit pas seulement de l'industrie de Paris, mais il s'agit aussi des tissages de l'Est, du Midi et du Nord, il s'agit aussi de la métallurgie dans toutes les provinces du Centre et de l'Est.

J'ajoute même qu'il ne s'agit pas seulement de l'industrie française, mais, dans la plupart des cas, des intérêts agricoles. Car, enfin, les Écoles d'apprentissage où la plupart de nos laboureurs auraient reçu des notions du travail du fer et du bois... (*Bruits à droite. — Applaudissements à gauche*)... dans un pays où chaque jour le grand outillage se développe de plus en plus, où il devient une nécessité, croyez-vous qu'il n'y aurait pas un grand avantage à ce que dans beaucoup d'endroits le laboureur comme l'artisan aient des notions sur le travail du bois et du fer?

Je pense qu'il y aurait là pour eux un intérêt considérable.

En un mot, il ne s'agit pas de faire à telle industrie spéciale une situation plus ou moins privilégiée; il s'agit de l'industrie française prise dans son ensemble, de la gloire du pays, de l'honneur de notre

industrie et de la moralité de l'immense masse ouvrière dont le savoir professionnel peut être chaque jour utilisé. C'est à notre pays, c'est à un gouvernement démocratique et républicain qu'il appartient de faire non seulement des travailleurs, mais des hommes et des citoyens. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce. — Messieurs, je suis absolument d'accord avec l'honorable M. Tolain sur l'utilité du but qu'il poursuit. La seule question qui nous divise, c'est la possibilité d'application. L'honorable membre croit qu'il est nécessaire de créer dès à présent une caisse des écoles d'apprentissage sur un patron identique à la caisse créée pour les écoles primaires. Or, lorsque tout à l'heure j'ai demandé une définition, c'est parce que les écoles primaires sont connues de tout le monde. Elles fonctionnaient depuis longtemps dans notre pays quand la caisse des Écoles a été créée, elles étaient toutes établies sur le même type; on savait donc ce que l'on faisait. Aujourd'hui, au contraire, vous nous demandez de créer une caisse afin de constituer des écoles dont le programme nous échappe complètement, et au sujet duquel vous êtes obligés de rester dans des généralités. Voilà pourquoi je disais qu'il était plus raisonnable, au point de vue de l'application, de laisser le crédit tel qu'il avait été demandé, de façon à donner au Gouvernement toutes les facilités imaginables pour venir en aide aux communes, aux départements et aux particuliers, désireux de créer des Écoles d'apprentissage.

Les conditions que vous êtes obligés d'insérer dans votre loi, et dont je vous ai indiqué les inconvénients dans l'article 14, vous prouvent combien cette loi éprouvera de difficultés dans sa mise en œuvre. C'est ce qui m'autorise à vous dire que je crains que ces difficultés n'aillent précisément contre le but que vous vous proposez.

Lorsque nous aurons fait des études, lorsque pendant quelques années, avec les subventions que vous aurez mises à la disposition du Gouvernement et qui lui auront permis d'encourager tous les établissements de la nature de ceux auxquels vous vous intéresserez, quand nous les aurons vu fonctionner, alors nous saurons ce que nous ferons, et nous pourrons vous proposer une chose bonne et utile, qui me paraît aujourd'hui prématurée.

Voilà, Messieurs, les observations que j'ai présentées tout à l'heure et auxquelles, j'ai le regret de le dire, l'honorable M. Tolain n'a pas répondu. Il nous a bien développé tous les avantages des Écoles d'apprentissage, mais il ne nous a pas fait connaître quel en serait le fonctionnement. Il nous a dit qu'à Paris on n'aurait pas besoin de subvention, j'en suis convaincu; mais nous subventionnons déjà beaucoup de villes : Lille, Rouen, Lyon, Bordeaux, et bien d'autres centres industriels encore.

Mettez des sommes considérables à la disposition du Gouvernement

pour faciliter de nouvelles créations, je le comprends; mais ne l'en-serrez pas dans les obligations d'une loi dont il ignore le fonctionnement, dont les communes ne comprendront pas l'utilité et qui les fera reculer devant les sacrifices qui leur incomberaient.

Vous vous trouverez donc en face de difficultés considérables que vous éviteriez si vous adoptiez purement et simplement le projet tel qu'il vous a été proposé par la Chambre des députés. (*Très bien! très bien!*)

M. le Rapporteur. — Après les objections que vient de présenter M. le Ministre, quel que soit le mode de crédits, qu'il s'agisse de la loi telle qu'elle a été votée par la Chambre des députés, ou de celle que nous vous proposons, je ne vois pas comment il sera plus éclairé sur le fonctionnement des Écoles d'apprentissage. Je le répète, que M. le Ministre ait à distribuer une subvention telle que l'organise la loi, ou une augmentation de la subvention qu'il distribue aujourd'hui, il ne saura pas davantage ce que doit être une école d'apprentissage. Si, depuis trente ans l'on n'est pas fixé; si l'on n'a pas déjà une idée générale de ce que doit être une École d'apprentissage, je vous avoue que j'en suis profondément surpris. Nous avons à Paris, en effet, un type, un modèle de ces établissements non seulement au boulevard de La Villette, mais aussi à l'École de la rue Tournefort. Nous avons aussi ailleurs, en France, des écoles professionnelles pour des industries spéciales. Je pourrais citer l'école de Cluses, qui est destinée à former spécialement des horlogers. M. le Ministre disait tout à l'heure que l'État ne devait pas faire des charpentiers; il s'occupe cependant de diverses spécialités industrielles, puisqu'il subventionne notamment une école d'horlogerie.

Mais j'ajoute que, quel que soit le mode de crédit, le ministre ne sera pas éclairé; ce qu'il vous demande, c'est de faire une expérience.

Eh bien, que les fonds soient donnés sous forme de subvention, qu'ils le soient sous forme de secours ou d'aide, je ne vois pas la différence que cela fera au point de vue du développement, seulement il y a ceci, c'est que par l'ancien procédé, la subvention donnée à l'école est une subvention annuelle, toujours révocable, qui ne permet pas de fonder une œuvre sérieuse, une œuvre durable, et qui est livrée, pourrait-on dire, à la bonne volonté et à l'arbitraire de tous les ministres futurs.

Ce que le Conseil supérieur de l'enseignement technique accordera aujourd'hui ou proposera au ministre d'accorder, il pourra le refuser l'année prochaine; et par conséquent l'école fondée par une municipalité ou par une commune peut disparaître d'une année à l'autre.

J'ajoute que dans de pareilles conditions les communes comme les départements s'engagent à faire des sacrifices considérables pour dé-

velopper l'Enseignement professionnel; au contraire, avec la loi qui vous est proposée, c'est tout différent. La subvention donnée et une fois acquise, l'avance permet à la commune ou au département de savoir sur quelles ressources ils peuvent se baser, et de faire une œuvre sérieuse et durable.

En un mot, avec la répartition telle qu'elle est faite aujourd'hui par le ministre, tout est aléatoire, douteux, incertain, et par conséquent il n'est pas extraordinaire que les communes se refusent à consentir des sacrifices. Au contraire, avec le projet que nous vous présentons, tout est sûr. Les sacrifices de l'État sont limités, ils sont définis; l'école fondée, son existence est assurée et certaine, et les communes peuvent s'engager à faire de réels sacrifices. Voilà la différence qui distingue les deux projets de loi.

J'ajoute que M. le Ministre ne témoigne pas d'une mauvaise volonté contre le projet, il déclare au contraire qu'il est désireux d'entrer dans la voie signalée par la commission.

Je ne crois pas, après avoir consulté les quelques membres de la commission qui se trouvaient autour de moi, que la commission soit disposée à abandonner complètement son projet; et pourtant rien ne serait plus déplorable dans une question si intéressante, dans une question si grave, que de nous trouver en opposition formelle et absolue avec M. le Ministre.

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce. — Nous ne sommes en difficulté que sur le moyen.

M. le Rapporteur. — Y a-t-il un moyen de conciliation possible? Voulez-vous, monsieur le Ministre, au nom de la commission, à moins que les membres de la commission s'y opposent, que nous demandions le renvoi ou du moins l'ajournement de la discussion pour tâcher de trouver un terrain sur lequel nous puissions nous entendre? (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le Ministre du commerce. — J'allais le demander.

M. Paris. — Messieurs, la question soumise au Sénat par l'honorable M. Tolain, au nom de la commission dont il est rapporteur, est digne de toute votre attention, de toute votre sollicitude; il n'y aura parmi nous aucune divergence d'opinion, lorsqu'il s'agira de manifester nos plus vives sympathies envers l'industrie française, et d'aider l'ouvrier à atteindre plus facilement, dans l'exercice de sa profession, ce degré de perfection qu'il possédait jadis et qu'on regrette d'avoir vu, de nos jours, en partie disparaître.

La création d'Écoles d'apprentissage nous paraît, à ce point de vue, mériter l'encouragement des pouvoirs publics. Mais si nous sommes d'accord pour apporter un concours efficace à cette création, le choix des moyens soulève des difficultés et des contradictions. Le projet que la commission nous présente diffère sur plusieurs points

importants de celui qui a été voté par la Chambre des députés, et vous venez de voir que M. le Rapporteur et M. le Ministre de l'agriculture et du commerce sont loin de partager la même manière de voir. M. le Ministre estime, avec raison, que la Chambre des députés a prudemment agi en limitant à des subventions, dont la loi de finances déterminera chaque année l'importance, l'intervention de l'État; c'est à l'initiative privée qu'il est réservé de prendre en pareille matière le premier rôle. C'est à la commune qu'il appartient principalement de seconder ses efforts, parce que, en effet, les conditions vitales de l'industrie étant extrêmement variables, telle école qui serait fondée avec succès dans une ville ne répondrait en aucune façon aux besoins d'une autre.

L'État n'a donc pas à imposer aux Écoles professionnelles de règles uniformes; l'État n'a point pour mission d'élever des apprentis, de former des ouvriers. Son rôle consiste à encourager la création d'écoles qui doivent, avant tout, conserver leur autonomie, leur indépendance.

Il suffit que l'État, protecteur du travail national, fasse sentir son action par voie de subventions temporaires ou même permanentes; et quand nous verrons ainsi naître et grandir un certain nombre d'Écoles d'apprentissage; quand nous connaîtrons les résultats pratiques tentés, il sera temps de nous livrer à l'examen des autres parties du projet de la commission.

L'honorable M. Tolain me paraît trop pressé d'arriver au but, lorsqu'il nous convie à mettre immédiatement à la disposition du Gouvernement un nombre de millions qu'il ne détermine pas et à créer une caisse des Écoles d'apprentissage, comme on a créé une caisse des écoles primaires. Les Écoles d'apprentissage n'existent que dans quelques grandes villes; l'œuvre est à peine ébauchée, et on vous propose d'adopter des mesures qui en supposent le complet et heureux développement.

La Chambre des députés a compris ainsi la question; M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, plus timide dans ses conclusions que dans son discours, partage cette manière de voir. Je crois, Messieurs, qu'il y aurait quelque précipitation, quelque imprudence à donner une extension plus grande au projet de loi; ce serait, dis-je, une chose importante que d'autoriser le Gouvernement à subventionner les Écoles professionnelles qui se fonderont. Ne demandons pas à l'État de tout faire, et de tout faire à la fois.

L'honorable rapporteur a paru frappé des objections qui lui ont été faites, et il a manifesté le désir d'arriver à une conciliation.

C'est précisément pour arriver à ce résultat que je suis monté à la tribune. Le meilleur moyen pour examiner et négocier, c'est d'obtenir du temps. Or, vous savez, Messieurs, que le Sénat a déclaré l'urgence

du projet en discussion, mais seulement parce que l'urgence avait été déclarée à la Chambre des députés. Nous nous sommes conformés d'une manière prématurée, à la lettre de notre règlement, avant de connaître les termes du rapport. Mais l'urgence n'est pas prononcée définitivement. La discussion générale va se clore; l'article 95 du règlement autorise le retrait de l'urgence avant qu'on aborde la discussion des articles.

Je viens donc prier le Sénat, en m'associant aux vœux exprimés par M. Tolain, pour que l'accord s'établisse entre le gouvernement et la commission, de retirer l'urgence. Il aura ainsi le temps de délibérer en connaissance de cause. Que l'on ne dise pas que la proposition relative aux Écoles d'apprentissage ne peut subir aucun ajournement: elle a été déposée à la Chambre des députés le 14 janvier 1878; par conséquent quelques semaines de retard ne pourront être considérées comme du temps perdu. Ce temps, nous l'emploierons à étudier plus mûrement la question; la commission le consacrerà à améliorer son projet.

M. le Rapporteur. — J'ai demandé moi-même, d'accord avec M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, le renvoi à la commission afin d'arriver à une entente. Si l'urgence devait être retirée, nous serions prêts à demander ce retrait, nous ne voudrions pas compromettre un projet comme celui-là; mais quelle nécessité y a-t-il de retirer l'urgence? Est-ce que cela ne semblerait pas une sorte de condamnation de la proposition de loi, alors que nous sommes d'accord et que, comme M. le Ministre, nous ne demandons pas mieux que de trouver un terrain commun d'entente? Je vous prie donc de voter l'ajournement et de ne pas adopter le retrait de l'urgence.

M. Paris. — Je demande le retrait de l'urgence et le renvoi à la commission.

M. le Président. — Le Sénat a entendu la proposition qui a été faite par M. le Rapporteur d'accord avec M. le Ministre de l'agriculture et du commerce. Il a entendu également la proposition de M. Paris. L'ajournement est une question préjudicielle, et c'est cette proposition que je dois d'abord mettre aux voix. Je consulte donc le Sénat pour savoir s'il accepte l'ajournement proposé.

(Le Sénat, consulté, prononce l'ajournement.)

M. Paris. — La demande d'ajournement a été appuyée par moi-même, mais en demandant l'ajournement, j'ai demandé, en même temps qu'on retirât l'urgence.

Il est bien entendu que ce retrait de l'urgence n'implique aucune espèce de défaveur pour la proposition,

M. Halgan. — Je demande la parole.

M. le Président. — M. Halgan a la parole.

M. Halgan. — Messieurs, la commission a été absolument d'accord sur les conclusions qui vous ont été présentées par M. Tolain; en ce moment, il ne s'agit plus que de s'accorder avec M. le Ministre du commerce, pour arriver à vous présenter la dernière solution. Vous avez voté l'urgence il y a plusieurs mois. Nous avons depuis longtemps visité des écoles, et, à la suite de réunions fréquentes, nous sommes arrivés à un rapport voté par nous à l'unanimité; en conséquence, nous vous demandons, et je m'associe au désir de la commission dont j'ai l'honneur d'être membre, de ne pas retirer l'urgence que vous avez déjà votée une première fois. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. Paris. — Je n'insiste pas, le résultat est atteint.

M. le Président. — Le Sénat vient de décider l'ajournement.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

(Extrait des procès-verbaux des séances communiqués par
M^{lle} LANGLOIS, secrétaire.)

Le Comité des Institutrices de charité continue ses travaux; les institutrices sont heureuses des résultats obtenus dans les ateliers.

Chez M^{me} Rollin de 25 à 30 enfants suivent le cours; mais les autres viennent avec tant d'empressement se joindre à leurs compagnes que les institutrices en profitent pour exercer sur elles une influence morale nécessaire à ces pauvres enfants si souvent exposées et mal entourées. Une de ces enfants de 12 ans est depuis deux mois à l'hôpital Sainte-Eugénie, elle est atteinte d'une coxalgie; nous ne manquerons pas, comme d'habitude, d'aller visiter cette pauvre enfant.

Chez M^{lle} Guyot comme chez M^{me} Rollin, l'atelier est bien tenu. Ces deux patronnes secondent beaucoup les institutrices et les résultats sont fort satisfaisants. Chez M^{me} Wemyller on est assez satisfait.

M^{me} Triboulot est très bonne pour les enfants, l'atelier est bien tenu; mais soit que ses apprenties sortent d'un plus mauvais milieu, soit pour toute autre raison que nous ne connaissons pas, les enfants sont en général moins bien...

C'est lorsque les institutrices voient le bien qu'il y a à faire dans ces ateliers, qu'elles regrettent de n'avoir pas un champ plus vaste à ensemençer!

DOCUMENTS OFFICIELS

SEINE

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Circulaire aux instituteurs et aux institutrices, relative au CERTIFICAT à délivrer aux enfants mineurs employés dans l'industrie (1).

Paris, le 28 janvier 1880.

Monsieur le Directeur,
Madame la Directrice,

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce vient d'appeler l'attention de M. le Ministre de l'instruction publique sur de nombreuses irrégularités qui se commettent dans l'application de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants mineurs employés dans les manufactures.

La plupart des certificats d'instruction exigés par l'article 9 de ladite loi, sont incomplets, sans uniformité de rédaction, souvent délivrés avec trop d'indulgence et ils ne répondent pas aux exigences de la loi.

En outre, contrairement aux prescriptions formelles de l'article précité, un grand nombre de ces certificats ne sont pas visés par les maires. Ces infractions aux règlements présentent les inconvénients les plus sérieux.

Pour remédier à cet état de choses, M. le Ministre de l'instruction publique a arrêté, de concert avec M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, un type de certificat à délivrer aux élèves non pourvus de certificats d'études et tombant sous l'application de la loi sur le travail des enfants mineurs employés dans les manufactures.

Vous trouverez ci-joints quelques spécimens des nouveaux imprimés que j'ai fait préparer d'après les instructions de M. le Ministre, et qui vont être distribués dans les écoles par les soins du magasin scolaire.

(1) Cette circulaire a été insérée au *Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Seine*, 1880, p. 28.

Vous voudrez bien, à l'avenir, vous servir exclusivement de ces imprimés, en vous conformant aux instructions données par M. le Ministre.

Recevez, etc.

L'Inspecteur d'Académie,
Directeur de l'enseignement primaire de la Seine,
CARRIOT.

CERTIFICAT D'INSTRUCTION PRIMAIRE ÉLÉMENTAIRE

DÉLIVRÉ EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI

DU 19 MAI 1874

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES EMPLOYÉS DANS
L'INDUSTRIE.

Je soussigné , instituteur public à ,
déclare que le jeune , né le à ,
a fréquenté l'école que je dirige, du au ,
et qu' a subi avec succès l'examen exigé sur l'ensemble
des matières indiquées dans le paragraphe 1^{er} de l'article 23
de la loi du 15 mars 1850, modifié conformément à l'avis de
la Commission supérieure du travail des enfants et des filles
mineures employées dans l'industrie, c'est-à-dire qu' a
mérité :

Pour l'instruction morale et religieuse, la note

Pour la lecture —

Pour l'écriture. —

Pour les éléments de l'arithmétique
(3 premières règles) —

Pour la connaissance pratique du sys-
tème métrique. —

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat.

A , le 188 .

Signature,

Vu :

Le Maire de

PRÉFECTURE DE POLICE

VISA DES CERTIFICATS D'INSTRUCTION

délivrés aux enfants employés dans l'Industrie (en exécution des dispositions de l'article 9 de la loi du 19 mai 1874), pendant le deuxième semestre de 1879.

M. le Préfet de police a adressé aux Maires des communes suburbaines la Circulaire suivante :

« Paris, le 6 février 1879.

» Monsieur le Maire, l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, concernant le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, porte « qu'aucun enfant ne pourra, avant l'âge de 13 ans » accomplis, être admis à travailler plus de six heures chaque jour » s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur » ou de l'inspecteur primaire, visé *par le maire*, qu'il a acquis » l'instruction primaire élémentaire. »

» Je vous serais obligé, Monsieur le Maire, de faire prendre note des visas de ce genre pour servir de base à une statistique annuelle dont vous auriez à me communiquer les résultats tous les ans dans la première quinzaine de janvier.

» Agréé, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

» *Le Préfet de police,*

» Albert Gigot. »

Une circulaire analogue a été envoyée ensuite aux Maires des arrondissements de Paris.

RELEVÉ NUMÉRIQUE

des visas de Certificats d'instruction dans les arrondissements de Paris, pendant les 3^e et 4^e trimestres de l'année 1879.

(En ce qui concerne les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, il n'a pas été possible, faute d'éléments suffisants, de présenter un travail analogue pour le deuxième semestre de 1879, nous espérons pouvoir être en mesure de le fournir pour l'année 1880.)

ARRONDISSEMENTS	1879		TOTAL PAR ARRONDISSEMENT
	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	
1 ^{er} arrondissement . .	9	25	34
2 ^e — . .	7	15	22
3 ^e — . .	57	50	107
4 ^e — . .	32	52	84
5 ^e — . .	163	137	300
6 ^e — . .	88	99	187
7 ^e — . .	164	112	276
8 ^e — . .	73	47	120
9 ^e — . .	24	19	43
10 ^e — . .	77	49	126
11 ^e — . .	483	159	642
12 ^e — . .	258	239	497
13 ^e — . .	315	274	589
14 ^e — . .	209	133	342
15 ^e — . .	238	149	387
16 ^e — . .	93	60	153
17 ^e — . .	114	123	237
18 ^e — . .	103	85	188
19 ^e — . .	53	21	74
20 ^e — . .	196	207	403
	2.756	2.055	4.811
	4.811		

ÉTAT DES LIVRETS DÉLIVRÉS PENDANT L'ANNÉE 1879

1° Par la Préfecture de police.

(Dans le courant de l'année 1879, il a été décidé que, pour éviter aux enfants les pertes de temps résultant d'un déplacement quelquefois considérable, les livrets seraient délivrés à Paris, dans les diverses mairies, au lieu de l'être, comme par le passé, par la Préfecture de Police).

MOIS	LIVRETS	MOIS	LIVRETS
		<i>Report.</i> . . .	2.351
Janvier	346	Mai	102
Février	490	Juin.	
Mars	869	Juillet.	
Avril	646	Août.	259
<i>A reporter.</i> . . .	2.351	TOTAL. . . .	2.712

2° Par les Mairies des communes des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

Arrondissement de Sceaux	1.433
Arrondissement de Saint-Denis	8.303
TOTAL. . . .	9.736

3^e Par les Mairies de Paris.

ARRONDISSEMENTS	ANNÉE 1879			TOTAL par ARRONDISSEMENT
	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	
1 ^{er} Arrondissement.	39	130	44	213
2 ^e —	39	105	63	207
3 ^e —	23	71	70	164
4 ^e —	73	127	73	273
5 ^e —	75	202	161	438
6 ^e —	265	123	155	543
7 ^e —	72	126	215	413
8 ^e —	41	74	46	161
9 ^e —	44	57	57	158
10 ^e —	117	187	112	416
11 ^e —	201	340	309	850
12 ^e —	72	278	279	629
13 ^e —	127	413	234	774
14 ^e —	168	214	237	619
15 ^e —	177	306	237	720
16 ^e —	106	215	155	476
17 ^e —	100	161	128	389
18 ^e —	145	254	205	604
19 ^e —	253	415	300	968
20 ^e —	245	288	289	822
TOTAUX. . .	2.382	4.086	3.369	9.837

RÉCAPITULATION

Année 1879.

			NOMBRE de LIVRETS
PARIS	{	Préfecture de police 2.712 Mairies de Paris. 9.837	12.549
ARRONDISSEMENTS	{	de Sceaux 1.433 de Saint-Denis. 8.303	9.736
TOTAL GÉNÉRAL. .			22.285

ÉTAT COMPARATIF

Des années 1878 et 1879.

		1878	1879
PARIS	Préfecture de police	5.441	2.712
	Mairies de Paris	»	9.837
ARRONDISSEMENTS	de Sceaux.	626	1.433
	de Saint-Denis.	6.206	8.303
TOTAUX.		12.273	22.285
Différence en plus pour l'année 1879 : 10,012.			

CIRCULAIRE RELATIVE AUX CLASSES SPÉCIALES POUR LES APPRENTIS (1)

Paris, 10 avril 1880.

M.

L'article de la loi du 19 mai 1874, porte :

« Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de 15 ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures par jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement. »

Pour faciliter aux enfants employés dans l'industrie le moyen de satisfaire aux prescriptions ci-dessus, l'administration municipale de Paris a décidé la création de classes spéciales pour les apprentis dans les écoles des divers arrondissements. Elles auront lieu tous les jours, excepté le jeudi et le dimanche de 4 h. 1/2 à 7 heures.

Une classe sera ouverte quand le nombre des apprentis susceptibles d'y être admis, c'est-à-dire domiciliés à proximité d'une école, aura atteint le chiffre de 20.

(1) Cette circulaire a été adressée à tous les Présidents et Présidentes des Commissions locales, ainsi qu'aux Chambres syndicales industrielles.

Des affiches ont été apposées ou vont l'être par les soins de MM. les Maires pour inviter soit les industriels occupant des enfants âgés de moins de 15 ans, et non pourvus du certificat d'instruction, soit les parents de ces enfants, à les faire inscrire sans retard dans les mairies.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire en sorte que ces dispositions soient rappelées aux industriels, avec recommandation expresse de réclamer l'inscription des enfants qu'ils emploient et auxquels l'article 9 de la loi du 19 mai 1874 est applicable.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire qu'il importerait de porter à la connaissance des membres de la Commission locale que vous présidez, lors de sa première réunion.

Veillez agréer, M. _____, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Pour le Député, Préfet de police :

Le Secrétaire général,

JULÈS CAMBON.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

M. le Sénateur, Préfet de la Seine, vient de prier MM. les Maires de Paris de donner les instructions nécessaires pour que les parents ou patrons d'un apprenti qui auront demandé son inscription pour les classes spéciales de 4 heures 1/2, reçussent un récépissé de leur demande. De cette façon les parents ou patrons des apprentis seront mis à même de fournir, le cas échéant, la preuve qu'ils ont cherché autant qu'il était en leur pouvoir à se conformer aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874, article 8.

COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

M. *Hervé-Mangon*, membre de l'Institut, directeur du Conservatoire des arts et métiers, a été nommé membre de la Commission supérieure départementale du travail des enfants employés dans l'industrie, en remplacement de M. le général *Morin*, décédé.

fait connaître que l'inspection poursuit son œuvre aussi activement que possible ; qu'au mois de mars prochain, tous les ateliers auront été visités, et que les inspecteurs se tiennent à la disposition des Commissions, pour leur fournir tous les renseignements dont ils disposent

M. le Président informe les Commissions que l'Administration n'a rien négligé pour faire connaître la loi : des affiches ont été apposées sur les murs ; des avertissements ont été donnés aux industriels. De nouveaux placards sont préparés : ils contiendront les principales dispositions de la loi, avec les noms, qualités et adresses des membres des Commissions locales de l'arrondissement ou du canton. Un modèle de ce genre, destiné au XVII^e arrondissement, est mis sous les yeux de l'Assemblée.

Sur la proposition de M. le Président, la réunion passe à l'audition des présidents et secrétaires, qui présentent différentes observations sur le service :

I^{re} Commission (I^{er} arrondissement). — M. *Dandre*, président du comité des hommes,
— — — — — M^{me} *Réty*, présidente du comité des dames,

ont réuni leurs collègues et procédé à l'organisation du travail.

II^e Commission (II^e arrondissement). — M. *Leguay*, président,
— — — — — M^{me} *Leguay*, présidente,

III^e Commission — — — — — M. *Rhodé*, président,
font des réponses analogues.

M^{me} *Navette*, présidente de la III^e Commission (comité des dames), déclare qu'un grand nombre d'ateliers ont été visités, et qu'un rapport a déjà été présenté à l'Administration. Le comité se réunit tous les mardis.

M. le Président félicite M^{me} *Navette* et ses collègues de leur activité.

IV^e Commission. — M. *Collin*, quartier du Mail.

(La IV^e Commission de dames n'est pas encore formée.)

V^e Commission. — M. *Eberlin*, quartier Bonne-Nouvelle,
— — — — — M^{me} *Barbier*,

ont également constitué leurs comités.

VII^e Commission (quartier des Archives). — M. *Frère*, président, dit que le III^e arrondissement n'a eu pendant longtemps qu'une seule Commission qui, malgré son zèle, ne pouvait suffire à sa tâche ; que chaque quartier a aujourd'hui sa Commission, mais

que les vides sont encore nombreux, surtout dans les comités de dames. Il rappelle le peu de résultats donnés par l'affichage, et fait ressortir l'avantage qu'il y aurait à distribuer des exemplaires de la loi aux intéressés. *M. de Bellay* appuie cette opération. Il voudrait en outre que les Commissions eussent le droit de siéger dans les mairies.

M. le Président répond que des instructions ont été données aux municipalités, et que le meilleur accueil est réservé aux Commissions dans toutes les mairies. Il demande à l'Assemblée d'aider le Conseil général à former les listes de présentation sur lesquelles le Préfet de Police doit nommer les membres des Commissions locales; il signale des vacances à remplir, dans les II^e et III^e arrondissements, surtout parmi les comités de dames. Il déclare que l'Administration informera, comme cela s'est fait, les présidents de toutes les nominations nouvelles. — Quant à la distribution de la loi, toute satisfaction sera donnée au désir de *M. Frère*. La Commission départementale supérieure a décidé : 1^o que des feuilles contenant un résumé de la loi et quelques instructions sur son application, seraient mises à la disposition des Commissions locales pour être distribuées par leurs soins ; 2^o que des placards, contenant le texte intégral de la loi, seraient également distribués gratuitement aux industriels pour être affichés dans les ateliers, ainsi que le prescrit l'article 11.

La Commission supérieure départementale a même été plus loin. La Commission de Sceaux avait fait remarquer quelle perte de temps on imposait aux industriels, en les obligeant à aller chercher, chez l'imprimeur de la Préfecture de police, le registre prescrit par le paragraphe 3 de l'article 10, sur lequel ils ont tenus d'inscrire les noms de tous les enfants. La Commission départementale décida que des feuilles de ce registre seraient distribuées gratuitement aux industriels par les Commissions. Ces feuilles sont à l'impression.

Les présidents des quatre Commissions du III^e arrondissement sont MM. *Frère*, *Perrin*, *Houdebine* et *Lecomte*.

M^{mes} *Simon* et *Lazare Vogue* représentent les Commissions de ce même arrondissement.

X^e Commission. — *M. Duchollet*, président, déclare que la X^e Commission est organisée. M^{me} *Kuhff*, présidente de la Commission de dames, est présente.

XI^e Commission. — M^{me} *Linarès*, présidente du comité des dames, dit que la XI^e Commission s'est déjà mise à l'œuvre.

XII^e Commission. — Même déclaration de M^{me} *Thibault* ; un grand nombre d'ateliers ont été visités.

Le comité des hommes, présidé par M. *Friedel*, fonctionne depuis la première application de la loi.

XIII^e Commission. — Il en est de même de la XIII^e Commission ; elle fonctionne depuis trois ans. M. *Deschamps*, président, voudrait que les secrétaires de mairies en fissent partie ; il croit que le travail et les relations avec les mairies seraient rendus plus faciles.

M. le Président ne partage pas cette manière de voir ; il fait remarquer que le service général des mairies est suffisamment chargé, mais que rien n'empêche d'adjoindre un employé aux secrétaires des Commissions locales.

Le comité des dames, représenté par M^{me} *Alb. Liouville*, secrétaire, est constitué.

XIV^e Commission (VIII^e arrondissement). — M. *Marochetti*, secrétaire, attend la nomination d'un septième membre.

Par le passé, cette Commission a déjà visité tous les ateliers du VIII^e arrondissement. Son secrétaire, M. *Marochetti*, a même dressé un tableau statistique des ateliers de cet arrondissement avant que l'Administration fit de son côté ce travail.

Le comité des dames, représenté par M^{lle} *Radu*, secrétaire, est incomplet ; mais les dispositions sont prises pour suppléer aux vacances.

XV^e Commission (IX^e arrondissement). — Les deux comités sont constitués ; ils étaient représentés par M. *Le Nevé* et M^{me} *Du Quesnel*.

XVI^e Commission. — M. *Chaix*, président. Ce comité n'est pas organisé. La Commission des dames, représentée par M^{me} *Cucheval-Prétet* et M^{me} *Legouez*, a déjà visité les trois quarts des ateliers.

XVII^e Commission. — Elle est constituée et se réunit régulièrement tous les mois, et chacun de ses membres rend compte de ses visites. M. *Gillet-Vitat*, président, se plaint de l'inexactitude des statistiques et des nombreuses lacunes de ces relevés.

M. le Président fait remarquer que ces tableaux ne peuvent être longtemps exacts ; leur établissement a été très coûteux : on a dépensé 15,000 francs seulement pour leur impression. On ne peut songer à les refaire. Il invite les inspecteurs et les com-

missions à se prêter un concours mutuel pour les reformer et les compléter au besoin.

Le comité des dames, représenté par *M^{me} Devé*, présidente, et par *M^{me} Goux*, secrétaire, a déjà fait de nombreuses visites. Il a éprouvé une difficulté dans un atelier de couture, mais l'intervention de la Préfecture y a mis bon ordre.

XVIII^e Commission. — Elle est constituée. *M. Dujarrier*, président, fait des observations analogues à celles de *M. Gillet-Vitat*.

XIX^e Commission (XI^e arrondissement). — *M. Carré*, en l'absence de *M. Reynoard*, président, déclare que le comité fonctionne et s'est déjà occupé de réviser et de compléter les statistiques qui lui ont été fournies.

Le comité des dames, représenté par *M^{me} Lerck*, est organisé.

XX^e Commission. — *M. Brouilhony*, président, fait une déclaration analogue.

XXI^e Commission. — Mêmes observations de *M. Merice*, président.

XXII^e Commission. — Elle a fourni des rapports pendant les deux dernières années. *M. Calemart*, président, croit à l'utilité de l'affichage aux portes des écoles et des mairies.

M. le Président répond que des instructions seront données dans ce sens.

Le comité des dames est réduit à trois; *M^{me} Poignée*, présidente, déclare qu'on n'attendra pas les nominations nouvelles pour entrer en fonctions.

XXIII^e Commission (XIII^e arrondissement). — En l'absence de *M. Combes*, président, *M. Renard*, secrétaire, fait connaître qu'elle fonctionne depuis l'origine.

Le comité des dames, dont *M^{me} Combes* est présidente, est représenté par *M^{me} Besson*; il est réduit à trois; il n'a pu encore se mettre à l'œuvre.

XXIV^e Commission (XIV^e arrondissement). — En l'absence de *M. Le Nain*, président, *M. Ott*, secrétaire, dit qu'elle n'a cessé de fonctionner depuis l'application de la loi.

XXV^e Commission. — Même observation de *M. André*, président.

M^{me} Luccioni, présidente, déclare son comité incomplet.

XXVI^e Commission. — Les deux comités, représentés par *M. Salomon*, *M^{me} Girod* et *M^{me} Salomon*, sont prêts à se mettre à l'œuvre.

XXVII^e Commission. — Elle existe depuis l'origine et fonctionne sous la présidence de *M. de Heredia*.

Le comité des dames, dirigé par *M^{me} de Heredia*, est organisé.

XXVIII^e Commission. — *M. Belin*, président, déclare qu'il manque trois membres à sa Commission.

Le comité des dames, présidé par *M^{me} Delrive*, est en activité.

XXIX^e Commission. — Elle est en activité depuis l'origine, sous la direction de *M. Flamery*.

XXX^e Commission. — Le président et le secrétaire sont absents. Aucun renseignement n'est donné.

XXXI^e Commission (Courbevoie). — Elle fait son service depuis trois ans avec une très grande régularité, et a fourni tous ses rapports annuels.

M. Gagna et *M. Roquancourt* en sont les président et secrétaire depuis la fondation.

Le comité des dames ne compte que trois membres. *M^{me} Deville*, présidente, attend les nominations nouvelles pour procéder à la répartition du travail.

XXXII^e Commission (Neuilly). — *M. le D^r H. Villeneuve*, président, dit qu'elle va pouvoir se mettre à l'œuvre.

M. Jarry, secrétaire, demande que, vu l'étendue de la circonscription, le canton ait deux Commissions.

M. le Président répond que la question sera étudiée.

XXXIII^e Commission (Pantin). — *MM. Varenne* et *Guérin* font connaître que leur Commission remplit sa tâche, mais qu'il a été impossible jusqu'ici de compléter la Commission de dames pour leur canton.

XXXIV^e Commission (Saint-Denis). — *M. Revest* déclare son comité incomplet; il ne se compose plus que de trois membres : les quatre autres habitent Saint-Denis. Le canton a neuf communes. Il conclut à l'insuffisance d'une Commission.

M^{me} Revest, président du comité des dames, annonce qu'il y a une démission.

XXXV^e Commission (Charenton). — Elle est présidée par le docteur *du Mesnil*; elle a reçu une démission, mais elle est prête à entrer en activité.

XXXVI^e Commission (Sceaux). — Elle fonctionne depuis l'origine, sous la direction de *MM. Rolland* et *Demogeot*, président et secrétaire.

Le comité des dames, présidé par M^{me} Franc, est réduit à quatre ; il va se mettre à l'œuvre.

XXXVII^e Commission (Villejuif). — M. Dupont, président, avant d'entrer en activité, désirerait que le manuel d'instruction promis fût envoyé pour servir de guide à ses collègues. M. le Président répond que ce manuel sera distribué dans un bref délai.

Le comité des dames, quoique réduit à trois, a déjà commencé ses visites. M^{me} Soulage, présidente, déclare le nombre insuffisant pour une circonscription aussi étendue.

XXXVIII^e Commission (Vincennes). — Établie dès l'origine, elle n'a pas cessé ses visites. M. Couard en est le président.

Le comité des dames, présidé par M^{me} Fleuriot est réduit à quatre, mais constitué.

Sur la proposition de M. Ott (XIV^e Commission), appuyée par MM. Frère et Perrin, la réunion décide qu'une copie du procès-verbal de la séance sera envoyée aux présidents des Commissions locales, qui en donneront connaissance aux membres de leur comité.

M. le Président propose à l'Assemblée, avant de se séparer, de décider que les réunions des présidents et secrétaires seront périodiques et qu'elles auront lieu tous les six mois. M. Frère propose de fixer ces séances aux mois de mai et de novembre. La réunion approuve cette motion.

M. le Président rappelle en terminant que les Commissions devront envoyer très prochainement à la Préfecture un rapport sur l'ensemble de leurs travaux, et que ce rapport sera communiqué à la Commission supérieure départementale, chargée de préparer un rapport général.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président, *DE HEREDIA.* Les Secrétaires,

DE HEREDIA. D^r H. DE VILLENEUVE.

V. GOUX.

— Le 21 mai 1880 a eu lieu aux Tuileries, au siège du Conseil municipal (salle des États, n^o 3), la réunion semestrielle ordinaire des Présidents, Présidentes et Secrétaires des 76 Commissions locales du travail des enfants du département de la Seine.

L'ordre du jour de cette réunion était le suivant :

Adjonction de membres de Commissions locales à la Commission départementale.

Distribution des imprimés dans les communes, par les mairies.

Convocation des Inspectrices dans le sein des commissions de dames seulement.

Comptabilité des Commissions locales.

Impression par les soins de la Préfecture de Police, de l'ensemble des Rapports des Commissions locales.

Etc.

Les Commissions locales du département de la Seine ont adressé à M. le Préfet de police les rapports suivants sur l'ensemble de leurs travaux pendant l'année 1879 :

PARIS. — 1^{re} COMMISSION LOCALE, (1^{er} Arrondissement). — « Monsieur le Préfet,

La 1^{re} Commission locale de la Ville de Paris, quartiers Saint-Germain-l'Auxerrois et les Halles, composée de MM. *Dandre, Picot, Muzard, Olivier, Gouverneur*, a l'honneur de vous adresser, conformément à l'article 20 de la loi du 19 mai 1874, le rapport sur ses travaux pendant l'année 1879.

Ce rapport, Monsieur le Préfet, signale à la vigilance de l'administration supérieure les difficultés que nous avons rencontrées dans l'accomplissement de notre mandat, ainsi que les mesures et les améliorations qui nous paraissent opportunes, en vue de faciliter notre tâche et de la rendre aussi fructueuse que possible; et enfin l'attitude des industriels employant des apprentis.

Dans notre rapport de l'année dernière nous avons constaté l'insuffisance de l'inspection, qui nous enlevait tous nos moyens de vaincre la négligence, et quelquefois la mauvaise volonté de certains fabricants.

L'Administration a largement comblé cette lacune; quant aux statistiques elles se trouvent très incomplètes, mais elles nous ont toujours servi comme point de départ, et il serait à désirer que les inspecteurs échangeassent avec les Commissions leurs listes contre celles des industriels qu'ils ont visités: on arriverait ainsi avec des listes complètes.

Nous avons commencé nos travaux et, le 25 juin, 70 industriels avaient été visités; nous avons pu constater que presque tous ignoraient la loi ou pensaient qu'elle n'était pas exécutable; pour changer cet esprit et vaincre ces résistances, il fallait ne pas se rebuter et retourner chez ces industriels, afin de voir s'ils s'étaient enfin décidés à se mettre en règle avec la loi.

A ce sujet, Monsieur le Préfet, il nous a semblé qu'il y aurait un moyen très simple de contrôle pour les Commissions, en modifiant comme il suit un des articles du règlement sur la remise du livret.

La loi prescrit que chaque apprenti sera pourvu d'un livret, délivré à la Mairie de l'arrondissement où résident les parents de l'enfant,

sur la présentation de son acte de naissance ; il suffirait d'exiger en plus que le chef de la maison présentât ce livret à la Mairie de son arrondissement, au bureau chargé de la délivrance ; le timbre de la Mairie y serait apposé, et, sur un registre préparé à cet effet, seraient inscrits l'adresse du chef de maison, sa profession, le temps de l'apprentissage et l'âge de l'apprenti.

Il résulterait de ces renseignements un contrôle très facile pour les Commissions, qui n'auraient qu'à jeter les yeux sur ce registre pour s'assurer que les chefs des maisons visitées ont bien rempli une des formalités les plus essentielles de la loi, en faisant prendre des livrets à leurs apprentis. Les membres des Commissions pourraient ainsi aller avec certitude chez ceux qui n'auraient pas rempli cette formalité.

Les Mairies auraient ainsi un contrôle exact du nombre d'apprentis occupés dans l'arrondissement, leur âge et le temps de durée de l'apprentissage, ainsi que le genre et le nombre de professions exercées : renseignements qui seraient d'une grande utilité pour établir une statistique sur la durée du temps que nécessite chaque profession pour l'apprentissage.

La Commission du 1^{er} Arrondissement, Monsieur le Préfet, croit devoir vous soumettre une réclamation qui lui est constamment faite dans notre arrondissement, composé presque exclusivement de maisons occupant un très petit nombre d'ouvriers.

C'est le rangement de l'atelier qui se faisait le samedi soir ou le dimanche matin, l'apprenti ne devant plus être retenu en dehors de la journée, il s'ensuit que ce travail ne peut plus être fait. S'il était possible de ne pas considérer ce rangement comme travail, et qu'il soit toléré deux heures le samedi soir pour son exécution, on leverait assurément une des plus fortes objections qui nous soit constamment opposée.

Voici, Monsieur le Préfet, où nous en étions de nos travaux lorsque nous avons reçu la démission de notre sympathique Président, M. le Dr *Dubrisay*, appelé à la Commission supérieure d'Hygiène.

Nos travaux se sont trouvés ainsi interrompus jusqu'à l'Assemblée générale, où de nouvelles Commissions ayant été formées, nous avons dû procéder de nouveau à la formation des bureaux ; la Commission a immédiatement repris ses travaux en décidant qu'elle se réunirait une fois tous les mois.

Il est une décision, Monsieur le Préfet, que la Commission nouvellement reconstituée a vue avec peine, c'est celle prise par la Commission supérieure et approuvée par vous, qui retire aux Commissions le droit que nous donnait votre lettre en date du 13 juin, informant les Présidents des Commissions qu'ils pouvaient directement convoquer les Inspecteurs aux réunions de la Commission, toutes les fois que celle-ci en exprimerait le désir.

La nouvelle formalité apportée à cette convocation empêche certainement ce rapprochement, qu'il était si désirable de voir entre les Commissions et l'Inspection, et enlève aux Commissions la suprématie que le législateur s'était appliqué à lui donner vis-à-vis de l'Inspection.

Sans vouloir en aucune façon porter un jugement sur les décisions de la Commission supérieure, la Commission du 1^{er} Arrondissement aurait vu avec plaisir que cette Commission fût nommée par l'assemblée générale, et prise dans son sein.

Il est encore un désir, Monsieur le Préfet, que la Commission croit devoir vous soumettre en vous priant d'en être l'interprète auprès du Conseil général, ce serait de modifier ainsi les formalités exigées pour le remboursement des dépenses allouées à chaque Commission : que cette indemnité soit donnée comme dépenses diverses faites par les Commissions et versée par semestre sur la présentation d'un vote de la Commission signé du Président et du Secrétaire Trésorier.

Tels sont, Monsieur le Préfet, les vœux que croit devoir former notre Commission; et soyez persuadé qu'en les exprimant la 1^{re} Commission n'a obéi qu'à un sentiment, celui de faciliter le service en simplifiant et en rendant plus efficace la protection de l'enfance.

Le présent rapport a été approuvé par la 1^{re} Commission locale réunie en séance le 30 mars 1880.

Le Secrétaire-Rapporteur, *Le Président,*
A. GOUVERNEUR. E. DANDRE. »

X^e COMMISSION LOCALE (IV^e Arrondissement). — « Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous adresser le compte rendu des travaux de la X^e Commission locale (IV^e arrondissement), pendant l'année 1879.

Pendant cette année la commission locale du IV^e arrondissement s'est réunie quatre fois; le 13 avril, le 24 juin, le 29 novembre et le 30 décembre.

La séance du 13 avril est consacrée à la distribution à chaque membre de la statistique du quartier dont il est chargé et à la lecture de quelques rapports sur les ateliers visités. Ces rapports constatent qu'aucun de ces ateliers n'a été visité par l'Inspecteur.

A la séance du 24 juin assistent l'Inspecteur départemental et M^{me} l'Inspectrice. Les rapports faits par les membres de la commission constatent qu'aucun des ateliers visités par eux ne porte des traces du passage de l'inspectrice ou de l'Inspecteur. Ceux-ci expliquent cette lacune dans le service par le peu de temps qui s'est écoulé depuis qu'ils ont été nommés à leurs nouvelles fonctions.

Cependant diverses communications sur des questions délicates d'apprentissage ont été faites par plusieurs membres et par l'inspec-

teur. D'un commun accord il est convenu que dans les cas qui peuvent offrir quelque difficulté, le meilleur moyen de satisfaire aux exigences de la loi et aux prescriptions de la charité est d'établir une entente parfaite entre la Commission locale et l'inspecteur.

Séance du 25 novembre. — Une partie de cette séance est consacrée à interpréter les conséquences favorables que doit produire la réunion qui a eu lieu le mois précédent à la préfecture et à laquelle avaient été convoqués tous les membres de la Commission. Ensuite ont été lus les rapports sur les visites faites dans les ateliers, rapports desquels résulte que l'on voit poindre quelques progrès dans l'exécution de la loi. Un membre signale un père de famille de sa division qui laisse toute la journée ses enfants livrés à eux-mêmes sans les envoyer à l'école. La commission pense qu'on ne peut lutter que par des conseils contre l'indifférence de ce père jusqu'à ce que l'instruction soit obligatoire.

Séance du 30 décembre. — Les rapports lus dans cette séance constatent que beaucoup des ateliers visités par les membres de la Commission ont été visités par l'inspecteur de l'arrondissement et que les maîtres d'apprentissage en majorité semblent comprendre l'importance de la loi de 1874. Dans plusieurs ateliers les apprentis ont été trouvés munis de leur livret et de leur certificat d'école. Un membre cite un atelier de la rue Quincampoix dans lequel on a accueilli un enfant qui ne sait ni lire, ni écrire et qui est complètement abandonné par sa mère adonnée à la boisson. Le patron refusant d'envoyer l'enfant à l'école pendant le jour et menaçant de l'abandonner, pourrait-on se contenter de l'école du soir? La commission renvoie cette question au conseil supérieur.

M. Gueit Dessus pose encore cette question : comment agir envers un enfant venant de la province et n'ayant pas de certificat d'études? La Commission pense qu'à défaut de certificat d'école de l'instituteur de la province, le moyen le plus prompt et le plus rationnel serait de prier un instituteur communal du quartier d'examiner l'enfant et de lui délivrer un certificat selon son savoir.

Je ne parle pas des écoles de demi-temps : car jusqu'à présent, il n'en existe pas dans notre arrondissement, mais nos impressions sont que l'exécution de la loi sous ce rapport suscitera bien des difficultés.

Je ne saurais passer sous silence l'accueil convenable qu'ont trouvé les membres de la X^e Commission dans les ateliers qu'ils ont visités.

Une autre remarque que je suis heureux de signaler c'est que sous l'influence des visites des membres de la Commission et de l'Inspecteur départemental, la loi, d'abord complètement ignorée, semble peu à peu s'introduire dans les ateliers et être appréciée par la majorité des patrons.

Dans les rapports des années précédentes, la X^e Commission avait

exprimé le désir de voir l'administration donner une impulsion uniforme aux diverses Commissions locales, fixer l'étendue des pouvoirs de ces Commissions, déterminer les rapports qui doivent exister entre les inspecteurs et les membres de ces Commissions. Dans les deux réunions qui ont eu lieu à la préfecture, une entière satisfaction a été donnée à ces *desiderata*. Au nom de mes collègues j'ai l'honneur de vous en exprimer notre reconnaissance.

Le Président,
D^r DUCHOLET. »

XIV^e COMMISSION LOCALE (DAMES) (VIII^e arrondissement). — « Monsieur le Préfet,

La XIV^e Commission locale nommée par votre arrêté du 14 juillet 1879, ne s'est définitivement constituée que fin décembre par la nomination de madame Pick, en remplacement de M^{me} Adam démissionnaire, et le retour à Paris de M^{me} V^e Guépin, que des affaires de famille retenaient éloignée.

Le VIII^e arrondissement divisé en quatre quartiers, quartier de la Madeleine, — quartier du Roule, — quartier des Champs-Élysées, — quartier de l'Europe, donne une moyenne de 280 industriels employant des filles mineures.

Les industries dominantes sont celles des couturières et des blanchisseuses.

Chaque industriel n'emploie guère qu'une ou deux apprenties et les change assez souvent. — L'esprit dominant dans le VIII^e arrondissement est la soumission à la loi, autant toutefois que le genre d'industrie le permet.

Le refus de s'y conformer ne s'est pas encore produit. Néanmoins les cinq membres de la Commission ont constaté à l'unanimité que la plupart des industriels se rendaient peu compte du véritable sens de la loi, et la subissaient plus par crainte que par conviction.

Conclusion :

La XIV^e Commission locale a commencé sa mission trop tard cette année, pour avoir réuni aujourd'hui les éléments nécessaires à un rapport complet.

Il lui faut encore quelques mois d'études pour pouvoir vous donner, Monsieur le Préfet, une appréciation parfaitement exacte sur les résultats à obtenir par l'application de la loi de 1874, dans le VIII^e arrondissement confié à ses soins.

Recevez, je vous prie, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre profond respect.

La Secrétaire,
H. RADU.

Ont signé le présent rapport, lu en séance :

M^{mes} BRACONNIER-DELAUNE, BRÉMOND, V^e GUÉPIN, PICK. »

XVII^e COMMISSION LOCALE (dames) (X^e arrondissement). — « Monsieur le Préfet,

Après avoir été convoquée pour la première fois à la Préfecture de police, le 13 octobre 1879, la XVII^e Commission, quoiqu'elle n'ait été, jusqu'à ce jour, composée que de deux membres, a cru devoir faire une organisation provisoire, afin de pouvoir commencer immédiatement à fonctionner.

Ces deux membres, après avoir pris provisoirement les fonctions de Présidente et de Secrétaire, se sont rendus à la Mairie pour demander une salle où la Commission pût se réunir une fois par mois; leur demande a été parfaitement accueillie et la Mairie s'est empressée de mettre à leur disposition tout ce qui pouvait leur être nécessaire pour ces réunions.

La XVII^e Commission a alors établi un petit règlement intérieur afin d'assurer l'ensemble de ses travaux. Voici ce règlement:

ARTICLE PREMIER. — La XVII^e Commission se réunit le premier mercredi de chaque mois à la Mairie du X^e arrondissement, à 1 h. 1/2.

ART. 2. — Chaque membre doit apporter à cette réunion le résumé des visites qu'il a faites dans le mois; résumé qui doit être inscrit au procès-verbal de la réunion.

ART. 3. — Tout membre qui aura relevé une contravention qu'il juge assez grave pour en faire un rapport immédiat, doit envoyer directement ce rapport à M. le Préfet de police en ayant soin toutefois d'en conserver une copie exacte qui sera remise à la secrétaire à la réunion suivante, afin qu'elle soit classée au copie de lettres.

ART. 4. — Si un membre de la Commission reçoit une communication quelconque sur le service, il doit également, à la réunion suivante, remettre cette lettre à la secrétaire pour qu'elle soit classée aux lettres reçues.

ART. 5. — Aucune communication écrite ne pourra être faite par aucun membre au sujet de la Commission ou de l'Inspection, ni à la Préfecture, ni ailleurs, sans qu'une copie exacte de cette communication soit remise à la secrétaire à la séance suivante; faute de remplir cette formalité, ladite communication devra être considérée comme nulle et non avenue.

ART. 6. — En cas d'urgence, la Présidente a le droit de convoquer les membres de la Commission en séance extraordinaire.

ART. 7. — Le présent règlement ne pourra être modifié que par la Commission *au complet*, à moins toutefois que les modifications projetées ne soient acceptées à l'unanimité.

La première réunion de la Commission aura lieu le mercredi 3 novembre, à 1 h. 1/2 précise, à la Mairie du X^e arrondissement.

Après avoir établi ce règlement, fait l'acquisition des papiers et

registres indispensables et avoir mis de l'ordre dans les statistiques, la Commission a commencé ses visites le 24 octobre.

Le 5 novembre elle avait visité vingt et un industriels.

La Commission avait convoqué pour sa première réunion (le 5 novembre) M. l'Inspecteur divisionnaire qui, lui-même, avait convoqué l'Inspectrice du quartier.

M. l'Inspecteur ayant exprimé sa surprise à la Commission de ce qu'elle avait commencé à fonctionner avant d'être complète, lui donna le conseil de consulter la Préfecture pour savoir si elle devait ou non continuer dans ces conditions.

La Commission décida qu'elle suspendrait ses travaux jusqu'à ce qu'elle eût reçu la réponse de la Préfecture.

La Préfecture ayant répondu que la Commission supérieure départementale consultée à ce sujet, avait été unanime à répondre affirmativement, la XVII^e Commission recommença ses visites le 26 novembre.

Le 3 décembre, elle tenait sa seconde réunion mensuelle à laquelle elle avait convoqué l'Inspectrice du quartier.

A cette réunion, la Commission émit le vœu de se réunir tous les trois mois à la XVII^e Commission (hommes) afin d'agir avec plus d'ensemble.

Elle décida aussi qu'une demande allait être adressée à la Préfecture pour que la Mairie du X^e arrondissement ait l'autorisation d'avoir un dépôt de la loi et de feuilles de registre afin d'en faciliter l'acquisition aux industriels, car la Commission estime que l'Inspection ne pourra porter de fruits sérieux que lorsque les Membres des Commissions et les inspecteurs pourront signer la feuille de registre, les industriels non en règle ne convenant presque jamais qu'ils ont été visités ou ayant presque toujours égaré la feuille laissée par l'inspectrice.

Les membres de la XVII^e Commission ont été bien accueillis presque partout; un seul rapport a dû être fait contre une personne très insolente qui a été appelée chez le commissaire de police.

Les membres de la Commission tiennent à remercier l'Inspectrice, M^{lle} Floch, de l'empressement qu'elle a mis à fournir les renseignements qui lui ont été demandés et à visiter les maisons qui lui ont été signalées.

Les travaux de la XVII^e Commission, du 15 octobre au 18 décembre, Monsieur le Préfet, peuvent donc se résumer ainsi :

Deux réunions à la mairie;

Une soixantaine de maisons visitées (sur lesquelles six seulement sont parfaitement en règle);

L'envoi de plusieurs lettres à la Préfecture, entre autres :

1^o Au sujet d'un dortoir insalubre;

2° Un rapport sur une mauvaise réception ;

3° Une lettre pour demander à M. le Préfet si la Commission devait continuer à fonctionner, quoiqu'elle fût incomplète ;

4° Une demande pour que la Mairie du X^e arrondissement soit autorisée à avoir un dépôt de la loi et de feuilles de registre.

Les procès-verbaux des réunions sont sur un registre spécial.

Toutes les lettres écrites sont au copie de lettres.

Les communications et les lettres reçues sont au Biblorhapte.

Ainsi se trouvent commencées les archives de la Commission.

Il serait à désirer que des procès-verbaux fussent dressés contre les industriels qui, ayant été visités trois ou quatre fois, n'ont absolument rien fait pour se mettre en règle.

Si on ne se montre pas un peu sévère pour ceux-là, ils finiront par se moquer de menaces qu'ils ne verront jamais exécuter et l'inspection deviendra complètement inutile.

Il a été signalé à la Commission une catégorie d'enfants très nombreux dans la capitale dont la déplorable situation mérite toute l'attention de l'administration. Ce sont les enfants employés chez les pâtisseries et dans les restaurants.

Ces enfants sont-ils considérés comme employés de commerce ou comme apprentis ?

Ils sont presque tous âgés de moins de 15 ans. Dans les moments de presse on les fait lever à deux heures du matin pour ne les laisser se coucher que le lendemain vers une ou deux du matin. Il y a presque toujours dans les cuisines de 30 ou 40 degrés de chaleur, quelquefois 50 et 60 et l'on envoie ces enfants porter les commandes en ville dans le même costume qu'ils ont à la cuisine, et cela par tel temps qu'il fasse. Ils sont très souvent surchargés, et il faut encore ajouter à cela qu'ils n'ont souvent qu'une nourriture insuffisante et malsaine, surtout chez les pâtisseries.

Une autre industrie à signaler à cause des dangers qu'elle offre pour les enfants, est celle des souffleurs de perles et de la fabrication du diamanté de verre.

Ce sont des jeunes filles que l'on voit dans ces ateliers soufflant dans des tubes de verre qu'elles chauffent jusqu'à la fusion ; dans la fabrication de ces tubes, il entre une grande quantité de plomb. Puis, lorsqu'on pile le verre qui a été soufflé pour en faire le diamanté, l'air est saturé d'infiniment petites parcelles de ce verre, ce qui doit être très pernicieux à respirer. La Commission a visité un de ces ateliers. N'y aurait-il pas un règlement spécial à appliquer à cette industrie ?

Il y a des masques fort simples et peu coûteux qu'on emploie dans la pharmacie et qui préservent entièrement les organes respiratoires des poussières nuisibles, quelque fines qu'elles puissent être ; n'en pourrait-on prescrire l'usage dans les ateliers de ce genre ?

La XVII^e Commission espère, Monsieur le Préfet, avoir pour l'année prochaine à vous soumettre un rapport plus complet et fera tous ses efforts pour réunir des documents intéressants sur les améliorations qu'il pourrait y avoir à apporter au travail des enfants dans certaines industries et pour l'application de la loi.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre dévouement,

Paris, le 31 décembre 1879.

La Secrétaire provisoire : *La Présidente provisoire :*

V^e M. Goux, M. DÉVÉ,

8, rue d'Enghein. 124, boulevard Magenta. »

XIX^e COMMISSION LOCALE (XI^e arrondissement : Quartier Folie-Méricourt). — « Monsieur le Préfet,

La XIX^e Commission locale de la ville de Paris, quartier de la Folie-Méricourt, composée de MM. Carré, Reynoard, Rocaché, Dr Maür, Dr Miot, Rebierre et Berger, a l'honneur de vous adresser, conformément à l'article 20 de la Loi du 19 mai 1874, le rapport sur ses travaux pendant l'année 1879.

I. — Instituée par un récent arrêté pris en conformité d'un rapport du Conseil général de la Seine, sur le service de l'inspection du travail des Enfants et des filles mineures employés dans l'industrie pour tout le département, la XIX^e Commission est entrée en fonctions le 13 octobre 1879. Elle n'est autre que la II^e et la XI^e, créées l'une en 1873 et l'autre en 1876. Les membres qui la composent sont restés à peu près les mêmes, et l'esprit de tradition, malgré ces transformations successives et l'expérience acquise par chacun dans l'accomplissement de son mandat, s'y est maintenu tel qu'il s'était manifesté tout d'abord.

Dans le premier rapport qui vous a été adressé en 1876, nous vous disions, Monsieur le Préfet, en vous parlant de la manière dont nous croyions devoir envisager nos fonctions :

« Convenait-il, pensant que le délai d'un an accordé par le législateur était un tempérament suffisant, de s'en rapporter à la lettre de la Loi et de veiller à sa stricte exécution ?

» Ou, n'était-il pas préférable, sans rien brusquer nulle part, sans menacer personne, de travailler par les conseils et la persuasion à en faire pénétrer partout l'esprit et la parfaite convenance ; à amener ainsi chacun, en lui faisant comprendre le but élevé et humanitaire de la Loi, à la pratiquer plutôt par conviction que par force, et à sacrifier même, s'il y avait lieu, mais pour un temps essentiellement restreint, son intérêt particulier à l'intérêt général ? »

C'est à ce dernier moyen que nous nous étions arrêtés, sans perdre de vue toutefois, disions-nous encore : « que la Loi ayant pour prin-

principal objectif la protection morale et intellectuelle, le développement physique de l'enfant, nous ne devions rien céder des principes qui devaient assurer ces résultats.

Le deuxième rapport adressé en 1877 par la XI^e Commission affirmait à nouveau dans toutes ses parties le principe de la tolérance et de l'accomplissement de la Loi par les conseils et la persuasion; nous avons suivi ces mêmes errements en 1878; et c'est encore, malgré les nombreuses facilités mises à la portée des parents, de l'enfant et des industriels, pour se conformer à la Loi, à ces moyens que nous voulons donner la préférence, sans prétendre nous ingérer outre mesure dans le système plus coercitif que représente l'Inspection.

Nous avons formulé dans ces différents rapports, Monsieur le Préfet, un certain nombre de vœux qui tous avaient été inspirés par l'expérience que nous avons acquise. Nous sommes heureux qu'un certain nombre d'entre eux aient pu être pris en considération. Nous applaudissons notamment : 1^o aux statistiques des industriels employant des enfants, que vous avez fait dresser; 2^o à la délivrance des livrets aux mairies; 3^o à la publicité donnée aux différentes prescriptions de la Loi; 4^o à l'augmentation du nombre des personnes chargées de veiller à son accomplissement, sous réserve des observations que nous croirons devoir vous présenter tout à l'heure; 5^o aux réunions semestrielles à la Préfecture de police des présidents et secrétaires des Commissions locales.

Une moindre satisfaction nous a été donnée pour d'autres améliorations que nous croyions non moins utiles. La Commission s'en est préoccupée et quelques-unes d'entre elles figureront à nouveau dans les desideratas que nous nous proposons de vous exprimer cette année.

II. — Dès le commencement de ses travaux, l'attention de la XIX^e Commission, Monsieur le Préfet, s'est portée sur les modifications introduites dernièrement dans le personnel de l'Inspection à tous les titres, du travail des enfants. Ces modifications, à part quelques changements de détail dus aux soins de votre Administration, vous ont été demandées par le Conseil général de la Seine, à la suite d'un rapport que lui avait présenté M. de Hérédia et approuvé dans la séance du 8 juin 1878.

Quelque grandes que soient ces modifications, la XIX^e Commission est toute disposée à en essayer franchement et sans parti pris l'essai, tout en se réservant le droit de les étudier d'abord dans leur fonctionnement, et de vous présenter ensuite les observations qu'elle croira utile de vous soumettre dans l'intérêt du service.

Dans les rapports que la XI^e et la II^e vous ont antérieurement adressés, ces Commissions avaient émis le vœu que le personnel chargé de veiller à l'observation de la Loi fût augmenté et elles l'avaient formulé ainsi : « Augmentation dans une large mesure du nombre des

Commissions locales, et subsidiairement, du nombre des Inspecteurs départementaux dont l'autorité émanant, comme celle des Commissions, de M. le Préfet, devra agir en parfaite communauté d'idée avec elles et leur prêter, dans le cas où elles auraient à faire sévir, la force qu'ils empruntent à leur position d'agent assermenté.

L'économie du projet qui a été présenté pour satisfaire à ce vœu peut être ramenée aux trois points suivants :

1^o Introduction des dames dans la surveillance à tous les degrés (Commissions locales et Inspection) du travail des enfants;

2^o Augmentation du personnel chargé de cette surveillance;

3^o Création d'une Commission supérieure destinée à assister le Préfet dans la surveillance générale de la Loi.

De plus, tout le service est placé sous la dépendance directe de l'Inspection divisionnaire du département de la Seine.

Sur ces divers points, Monsieur le Préfet, nos observations pourraient être nombreuses. Nous nous bornerons pour le moment à quelques généralités, nous réservant d'y revenir plus tard, quand nous nous serons assurés par la pratique que nos critiques peuvent être fondées.

Le rapport, soulevant une question de mesure et de prééminence, bien plus qu'une question d'opportunité et de personne, la XIX^e Commission ne veut qu'approuver le rapporteur d'avoir appelé les dames à faire partie des Commissions locales et du personnel de l'Inspection, bien que les raisons données ne soient pas très probantes. Mais comme il y a là du bien à faire, une œuvre de rénovation à mener à bonne fin par *la persuasion* plutôt que par *la force*, à ce double titre ce concours était précieux et doit être accepté.

En ce qui regarde la question principale, l'augmentation du personnel, écartant tout d'abord l'Inspection divisionnaire qui n'est qu'indirectement en cause, bien que la mesure prise soit l'application trop étroite du dernier paragraphe de l'article 21, les objections peuvent être plus sérieuses. Le législateur, en effet, avait confié sans confusion aucune, cela ressort de l'article 20 et des débats aux Chambres sur cet article, l'exécution de la loi dans chaque département, comme surveillance des ateliers et contrôle de l'Inspection, sous le couvert de MM. les Préfets, aux Commissions locales, dont la composition dans ce but avait été sérieusement étudiée. L'inspecteur n'existait qu'à titre éventuel, comme un appoint dont les Préfets et les Commissions pouvaient avoir besoin. Ce n'était pas une force, mais bien un rouage dont la présence pouvait être utile, mais jamais indispensable.

Le rapport tient-il assez compte de ces dispositions? La Commission ne le pense pas.

La situation de Paris étant exceptionnelle, l'augmentation du per-

sonnel et en particulier la création d'Inspecteurs assermentés était une chose nécessaire, et n'aurait-elle pas été réclamée par toutes les Commissions locales en fonction depuis 1875 que les statistiques données à l'appui du rapport de M. de Hérédia prouveraient surabondamment qu'elle s'imposait. Mais la loi, en confiant aux Conseils généraux le soin d'assurer le service de l'Inspection dans les départements, avait fixé la limite des responsabilités de chacun des membres appelés à la faire exécuter, limite que l'on ne pouvait méconnaître sans en dénaturer l'esprit.

En proposant pour Paris et le département l'augmentation du personnel des Commissions locales et des Inspecteurs départementaux dans une proportion telle que chacun des deux éléments puisse *seul*, tel qu'il est composé, *assurer le service*, le Conseil général a, croyons-nous, trop étendu le sens de l'article 21 (1), — et substitué, bien qu'involontairement sans doute :

1° Au principe de la prépondérance des Commissions locales formellement reconnu par la loi, le principe de *la dualité* et conséquemment de *la rivalité*;

2° A l'accomplissement de la loi par la libre intervention du citoyen, principe si fécond dans d'autres pays, l'application par l'agent assermenté, c'est-à-dire par la force, moyen dont l'efficacité a déjà été jugée dans d'autres services, et dont l'emploi du reste est loin de ressortir des débats parlementaires qui ont eu lieu aux Chambres sur ce sujet.

Ces innovations produiront-elles ici un meilleur résultat qu'elles n'ont produit ailleurs ? La XIX^e Commission veut l'espérer, mais elle se réserve de l'étudier.

La troisième modification adoptée, la création d'une Commission supérieure, n'est pas réglementaire ; elle est contraire à l'esprit de la Loi, en ce qui touche les pouvoirs des Commissions locales ; enfin, elle consacre le principe de la dualité, conséquence de l'organisation nouvelle, et elle en sera l'agent le plus actif.

Quelles seront en effet ses attributions ? Éclairer le Préfet sur les besoins et l'état du service, lui transmettre annuellement un rapport d'ensemble, et pour cela centraliser nécessairement les rapports des Commissions locales et ceux des Inspecteurs départementaux. Mais à part la centralisation des rapports, ces attributions ne sont autres que celles des Commissions locales parfaitement définies par l'article 20, augmentées de tous les pouvoirs nécessaires pour rendre celles-ci dépendantes d'abord, et diminuer ensuite leurs pouvoirs vis-à-vis de l'Inspection.

(1) Art. 21, § 3. — Le Conseil général *pourra également* nommer un inspecteur spécial, rétribué par lui ; cet inspecteur devra toutefois agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire.

La Commission supérieure départementale en effet, étudiant, au lieu et place des Préfets, les rapports des Commissions et des Inspecteurs et les appréciant sans nul doute, n'est plus qu'un tribunal arbitral appelé nécessairement tôt ou tard à juger le double service des Commissions locales et de l'Inspection, et à trancher les difficultés qui pourraient surgir entre eux, ce qui enlève aux Commissions le contrôle direct et efficace qui leur est expressément dévolu par la Loi, et cela sans aucun intermédiaire.

Ces conséquences, M. le Préfet, ont déjà été affirmées par le premier rapport de la Commission supérieure et surtout par le dernier paragraphe de votre circulaire aux présidents des Commissions locales, les invitant à ne pas convoquer, sans vous en référer, MM. les Inspecteurs aux réunions des Commissions.

Nous ne nions pas toutefois l'utilité qu'il pourrait avoir pour MM. les Préfets à avoir auprès d'eux un Conseil permanent, plus facile à réunir que toutes les Commissions locales disséminées dans tout le département. Mais la composition de cette Commission, si tant est qu'elle fût nécessaire, était tout indiquée; les Présidents des Commissions devaient en former l'élément prépondérant, et nous ne voyons pas comment les avis de ces hommes, chargés de par la Loi de fonctions actives, en contact permanent par eux-mêmes et par les membres de leur Commission avec les industriels et les enfants, observant chaque jour les faits sur lesquels ils auraient eu à se prononcer, n'eussent pas été aussi profitables pour MM. les Préfets que ceux d'hommes compétents, sans nul doute, mais qui ne peuvent qu'indirectement connaître les faits sur lesquels ils auront à statuer, puisqu'ils ne sont point appelés par la Loi à les observer par eux-mêmes.

III. — Entrée en fonction au commencement d'octobre 1879, la XIX^e Commission s'est réunie pour la première fois le 20 octobre, et a ensuite régulièrement siégé tous les deuxièmes mercredis de chaque mois. Elle a tout d'abord procédé à l'élection de son président et de son secrétaire, partagé le quartier Folie-Méricourt en autant de zones d'inspection qu'elle contenait de membres, commencé ses visites; puis elle a étudié dans chacune des séances qui ont suivi les questions relatives à son fonctionnement et à l'accomplissement de son mandat.

Son attention s'est successivement portée sur les points suivants :

1^o Des rapports des Commissions locales avec les Inspecteurs départementaux, et subsidiairement du service de l'inspection;

2^o Des modifications à apporter à la forme actuelle des registres d'inscription des enfants;

3^o De l'uniformité qu'il serait désirable d'apporter dans chaque mairie à la délivrance des livrets;

4° Des facilités à donner à chaque industriel de se procurer les imprimés que la Loi rend obligatoires ;

5° De certaines catégories d'industriels qui paraissent n'être pas soumis au contrôle des Inspecteurs et des Commissions ;

6° Des statistiques dressées en 1878 par les soins de la Préfecture de police ;

7° Du nombre et du genre d'écoles mises à la portée des apprentis dépourvus d'instruction.

1° *Inspection*. — Sur le premier point, la Commission a pris connaissance de votre lettre en date du 14 juin notifiant à M. le Président la nomination des Inspecteurs et Inspectrices, et l'informant qu'il pourrait directement convoquer ces fonctionnaires aux réunions de la Commission, toutes les fois que celle-ci en exprimerait le désir. Cette première lettre, Monsieur le Préfet, nous paraissait tenir compte des situations respectives des Commissions locales et des Inspecteurs. La Commission qui n'a pas vu sans peine que ces dispositions aient dû être modifiées, à la suite de la lettre circulaire adressée quelques mois après à MM. les Présidents, vous demande de faire étudier de nouveau la question, persuadée que si MM. les Inspecteurs assistaient à nos réunions, ils auraient beaucoup à gagner, et qu'en les rapprochant des Commissions locales, vous faciliteriez sensiblement leur tâche.

Relativement à ces fonctionnaires, la Commission, tout en pensant qu'il est opportun d'attendre un plus long fonctionnement pour apprécier leur service, croit néanmoins devoir vous signaler, sans se permettre toutefois d'en rechercher les causes, que dans plus de deux cents visites faites à ce jour, la présence de l'Inspecteur n'a été que très rarement constatée. Il n'en a pas été de même de M^{me} l'Inspectrice dont l'activité semble beaucoup plus grande.

2° *Registre d'inscription*. — Les registres d'inscription sont dans leur forme actuelle mal commodes, embarrassants, très coûteux et conviennent à peine aux industriels employant beaucoup d'enfants. Les petits industriels, même ceux qui désirent se conformer à la loi, hésitent à l'acheter à cause de la dépense. En présence du bien fondé de cette résistance, vous vous êtes préoccupé de la question et l'avez fait étudier ; de nouveaux modèles sont même actuellement à l'essai. La XIX^e Commission vous soumet le projet ci-annexé. Il se compose d'une feuille pliée contenant à l'intérieur le registre réglementaire, au verso et au recto les principales instructions que l'industriel qui occupe des enfants doit connaître. Il est disposé de manière à recevoir autant de feuilles intercalaires que l'on voudra, et son prix de revient pourrait descendre jusqu'à 0 fr. 10 c. Il répond, croyons-nous, à tous les besoins, et possède entre autres avantages celui d'être un moyen puissant de publicité. La Commission espère que vous voudrez

bien le faire étudier et elle émet en même temps le désir, que ce registre de même que tous les imprimés rendus obligatoires par la loi, surtout ceux relatifs aux enfants, soient distribués gratuitement aux intéressés 1^o dans les mairies, et 2^o par les soins des Commissions locales et des Inspecteurs. Les dépenses qui en résulteraient pourraient être combinées avec celles consacrées à la publicité par votre Administration. Elles n'atteindraient pas, croyons-nous, un chiffre bien élevé et constitueraient un moyen permanent de réclame dont les résultats au point de vue de la Loi seraient considérables.

3^o *Livrets*. — Les livrets d'apprentis, malgré l'amélioration apportée dans leur mode de distribution, laissent à désirer. La manière de procéder nous paraît être différente pour chaque mairie. Les unes se contentent de remettre un livret désignant l'âge et le sexe de l'enfant sans remplir la partie relative à l'instruction, exigeant toutefois que le certificat d'études soit annexé audit livret ; les autres en exigeant de même que cette pièce soit jointe au livret, certifient en outre le temps pendant lequel l'enfant est allé en classe, et autant que possible, la classe qu'il a fréquentée. Ces différences dans un service pourtant si simple ne paraissent pas avoir changé depuis l'entrée en fonction des nouveaux Inspecteurs. La Commission, convaincue que la plus grande uniformité est nécessaire, et pensant que le livret signé par la mairie, non seulement comme état civil mais encore comme présence en classe (1), est la forme la meilleure et la plus conforme aux prescriptions de la Loi, émet le désir que des instructions précises soient adressées dans ce sens dans toutes les mairies de Paris et à MM. les Inspecteurs et Inspectrices.

La Mairie du XI^e Arrondissement mérite à ce point de vue les plus grands éloges. Non seulement les livrets sont délivrés conformément aux prescriptions de la Loi, et sans perte de temps aucune pour les parents, mais encore, les registres d'inscription sont tenus avec une régularité et une clarté telles que l'employé chargé du service peut fournir séance tenante tous les renseignements statistiques demandés.

4^o *Imprimés*. — Considérant les difficultés qu'éprouvent les industriels à se procurer les imprimés : affiches, registres d'inscription, règlements d'administration publique, carnets de présence pour les cours du soir, etc., exigés par la Loi, et l'utilité qu'il y aurait à mettre ces imprimés à la portée de tous, la Commission a été d'avis, si ces imprimés ne peuvent être distribués gratuitement, comme elle en a exprimé le désir, qu'il y avait lieu de désigner dans le

(1) « Art. 10 § 1^{er}. — Les Maires sont tenus de délivrer aux père, mère, ou tuteur, un Livret sur lequel sont portés le nom, prénoms de l'enfant, la date et lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école. »

quartier un libraire dépositaire chez lequel ils pourraient être vendus. Ce mode de faire, pense-t-elle, en raison du monopole de vente qu'exerce l'imprimeur Boucquin, ne peut que faciliter la publicité de la Loi et elle émet le désir qu'il soit appliqué dans tous les quartiers de Paris, soit par l'initiative des Commissions locales, soit par M. Boucquin, sur la demande de la Préfecture. Le libraire choisi dans le quartier Folie-Méricourt est M. Derveaux, rue d'Angoulême, 32. Les résultats obtenus jusqu'alors par cette mesure sont très-satisfaisants.

5° *Industriels non soumis à la loi.* — Quelques industriels, parmi lesquels des graveurs, des sculpteurs, des ornemanistes, des copistes surtout, dont l'état touche par plusieurs de ses côtés aux arts libéraux pensent n'être pas soumis à l'inspection pour les apprentis qu'ils emploient, se fondant uniquement sur la nature de l'industrie qu'ils exercent. Il en serait de même pour les industriels, quelle que soit leur industrie, qui emploient dans leurs bureaux des enfants de moins de seize ans comme aides aux écritures.

Cette exception que nous ne trouvons point mentionnée dans la Loi mais qui provient sans doute de la fausse interprétation des mots : usines et ateliers, nous a paru digne d'être signalée, et la Commission y attache une très grande importance, car, Monsieur le Préfet, s'il peut être admis que, par suite de l'état que veulent exercer ces enfants, ils soient nécessairement pourvus du minimum d'instruction que la loi exige, il y a d'autres prescriptions relatives à l'hygiène, au travail de nuit, au repos de la journée et du dimanche qui doivent pour eux, comme pour les autres, être imposées aux industriels qui les occupent, et de ce côté tout au moins, l'entrée de leurs ateliers et bureaux devrait être autorisée. La XIX^e Commission, Monsieur le Préfet, soucieuse des intérêts de tous, vous demande de faire rentrer ces industriels dans le droit commun, ou, si cela n'est pas possible, de la fixer au moins sur ce point et de lui adresser la liste des industries privilégiées.

6° *Statistiques.* — La Commission s'est servie et a tiré grand profit de la statistique dressée par vos soins, à la suite de vœux émis par diverses Commissions locales, vœux auxquels s'était associée la XI^e. Le service de l'inspection en a été grandement facilité. Mais un document de cette nature, entrepris à peu près sans précédents, ne pouvait être d'un seul coup un document parfait, aussi la XIX^e Commission prend-elle la liberté de vous signaler : 1° que fort souvent les numéros des rues ne se suivent pas, ce qui rend le contrôle difficile; 2° que pour une rue principale, les tronçons venant y aboutir, ne sont pas suffisamment indiqués; 3° enfin, qu'en raison de la fluctuation de la population qui est grande, surtout dans la petite industrie, ces statistiques devraient être mises à jour tous les ans et imprimées à nouveau tous les deux ans au moins.

7° *Écoles.* — En ce qui regarde l'enseignement, nous nous sommes préoccupés surtout du nombre des écoles mises à la portée des enfants de 10 à 12 ans et de ceux âgés de 12 à 15 dont l'instruction n'a pas été jugée assez complète par les instituteurs pour qu'un certificat d'études puisse leur être délivré.

Nous ne savons à combien s'élèvent les enfants des manufactures atteints par cette mesure qui travaillent dans le quartier Folie-Méricourt. Les statistiques n'existent pas et les quelques renseignements dont nous disposons, quoique puisés à des sources sûres et pour ainsi dire autorisées, sont nécessairement incomplets, et remontent du reste à trop peu de temps pour qu'on puisse accepter autrement que comme des probabilités les résultats qu'ils indiquent.

Le Bureau de la Mairie du XI^e, chargé de donner les livrets depuis le mois de mai 1879, nous a fourni, pour les huit premiers mois de l'année, l'état ci-joint dont l'exactitude est certaine.

MAIRIE DU XI^e ARRONDISSEMENT

NOMBRE DE LIVRETS

Délivrés du 1^{er} mai au 31 décembre 1879.

1 ^o Garçons..	463	}	845	
2 ^o Filles..	382			
Garçons de	{ 10 à 12 ans ..	54	}	463
	{ 12 à 15 — ..	362		
	{ 15 à 16 — ..	47		
Filles de	{ 10 à 12 — ..	30	}	845
	{ 12 à 15 — ..	296		
	{ 15 à 21 — ..	56		
Garçons de 12 à 15 ans.	{ Livrets avec certificat..	320	}	362
	{ — sans certificat..	42		
Filles de 12 à 15 ans.	{ — avec certificat..	260	}	296
	{ — sans certificat..	36		

NOMBRE MOYEN DE LIVRETS

Délivrés par année.

1 ^o Garçons..		694	}	1.267
2 ^o Filles..		573		
Garçons de	{ 10 à 12 ans	82	}	696
	{ 12 à 15 —	543		
	{ 15 à 16 —	71		
Filles de	{ 10 à 12 —	43	}	1.267
	{ 12 à 15 —	444		
	{ 15 à 21 —	84		

Garçons de	{ Livrets avec certificat..	480	}	543
12 à 15 ans.	{ — sans certificat..	63		
Filles de	{ — avec certificat..	390	}	444
12 à 15 ans.	{ — sans certificat..	54		

D'après ce tableau, les apprentis et apprenties devant fréquenter les cours comprendraient :

Garçons	{ âgés de 10 à 12	82	}	216
	{ illettrés de 12 à 15.	63		
	{ adultes de 15 à 16.	71		
Filles	{ âgées de 10 à 12.	43	}	181
	{ illettrées de 12 à 15	54		
	{ adultes de 15 à 21	84		

397

Les cours étant suivis en moyenne pendant 2 ans, le personnel des classes devrait donc être de $397 \times 2 = 794$ élèves.

Mais d'un autre côté, les cours du soir ouverts pour les apprentis dans l'arrondissement et qui comprennent huit écoles complètes dont quatre pour les garçons et quatre pour les filles, les autres étant des cours d'adultes qui ne répondent pas aux mêmes besoins, ont reçu 1,276 élèves répartis de la manière suivante :

APPRENTIS ET APPRENTIES FRÉQUENTANT LES COURS DU SOIR DU
XI^e ARRONDISSEMENT.

(Situation fournie par M. l'Inspecteur primaire, les instituteurs et institutrices du XI^e arrondissement.)

Garçons	{ âgés de 10 à 12	48	}	668
	{ illettrés de 12 à 15.	535		
	{ adultes de 15 à 16	85		
Filles	{ âgées de 10 à 12.	58	}	608
	{ illettrées de 12 à 15	336		
	{ adultes de 15 à 21	214		

1,276

La fréquentation de ces cours étant en moyenne de 15 à 16 mois, les 1,276 élèves présents correspondent donc à deux années.

Bien qu'il résulte des états ci-dessus que le nombre moyen pour deux ans des livrets donnés par la mairie sans la mention du certificat d'études, soit inférieur d'environ 500 au nombre des enfants fréquentant les cours du soir, et qui par conséquent ne sont pas pourvus de ce certificat d'études, ce serait une erreur d'en conclure que les écoles reçoivent tous les illettrés de l'arrondissement et que tous les enfants sont en règle avec la Loi. Car, si d'un côté, on peut admettre que les arrondissements voisins envoient plus d'enfants chez les patrons du XI^e que celui-ci n'en donne à ces mêmes arrondissements, d'un autre côté aussi, les statistiques prouvent que sur les

18,000 enfants, dont environ 10,000 garçons et 8,000 filles, qui fréquentent annuellement les écoles publiques de l'arrondissement, 2,500, soit le septième, quittent chaque année les écoles pour aller travailler dans l'industrie. Sur ce nombre, 250 à peu près obtiennent à l'Hôtel de Ville le certificat d'études primaires. Sans affirmer que tous les autres ont une instruction tout à fait incomplète, on sait tout au moins combien obtiennent des instituteurs le simple certificat exigé par la Loi; mais le nombre, en le supposant élevé, n'atteint pas certainement un millier, de telle sorte que sur les 2,500 enfants sortant des écoles, les illettrés sont d'au moins 1,250 par année, soit pour deux ans 2,500. Les cours du soir n'étant fréquentés que par 1,250 environ, le nombre d'enfants à envoyer en classe est donc considérable. Ajoutons que nous n'avons nullement tenu compte, dans ce que nous venons de dire, des enfants qui n'ont jamais fréquenté les classes, soit par manque de place, soit par négligence des parents.

Cette situation, bien qu'approximative, nous a conduit à étudier les différentes écoles mises à la portée des enfants, et à rechercher si elles correspondent bien aux exigences de la loi et peuvent faire face à tous les besoins.

Les deux systèmes en présence sont : l'école de demi-temps et les cours du soir. De ces deux systèmes, un seul, l'école de demi-temps est dans l'esprit de la Loi, article 8 (1), et est exigé par elle. Celle-ci en effet n'accordant que la demi-journée de travail aux enfants de 10 à 12 ans et aux illettrés de 12 à 15, a voulu non seulement les forcer à s'instruire, mais en décidant qu'une école de jour serait mise à leur portée, elle a entendu surtout les empêcher de vagabonder sur la voie publique et d'y contracter, avec l'habitude de la paresse, tous les autres défauts que cette dernière engendre.

Les essais de l'école de demi-temps, tentés du reste jusqu'ici sur une petite échelle, n'ont qu'imparfaitement réussi et paraissent devoir faire donner la préférence au second : l'école du soir, non prévue par la Loi, et dont l'application exclusive facilite de la part des patrons et des enfants la violation continuelle de la Loi, chacun d'eux pensant que la fréquentation de ces cours suffit pour les autoriser à travailler au moins dix heures par jour, ce qui est absolument inadmissible.

Malgré ces conséquences fâcheuses, les statistiques précédentes affirmant que le nombre des cours actuellement existants sont inférieurs aux besoins, la XIX^e Commission pense que ces deux genres de classe qui, après tout, s'adressent à des enfants d'âges très diffé-

(1) Art. 8 § 2. — Tout enfant admis avant 12 ans dans un atelier, devra jusqu'à cet âge suivre les classes d'une école, pendant le temps libre du travail.

rents, doivent être tous les deux appliqués et cela dans la proportion des besoins qu'ils doivent satisfaire.

En ce qui regarde les cours du soir, l'organisation en paraît être sérieuse, l'enseignement donné suffisant pour les élèves appelés à les fréquenter. Il n'en est pas de même pour les écoles de demi-temps.

A la place d'une école unique pour un ou plusieurs arrondissements à laquelle l'autorité universitaire a borné jusqu'alors ses essais, système coûteux, entraînant des dépenses relativement considérables pour le local et pour le personnel, et qui du reste a pour autre inconvénient de ne pas toujours placer l'école à la portée de ceux qui en ont besoin, puisque les enfants de 10 à 12 ans sont disséminés un peu partout, et que leur nombre est relativement restreint, la Commission préférerait voir établir dans tous les quartiers de Paris qui, après enquête, auraient été reconnus en avoir besoin, une simple *classe annexée* à l'une des écoles actuellement existantes, située autant que possible dans le local même de cette école, ou dans un petit local très voisin, loué pour la circonstance, et dans tous les cas dirigée, sous la responsabilité de l'instituteur directeur de l'école communale, par un simple *adjoint*. On éviterait ainsi des frais inutiles, et on aurait de plus cet avantage, que ces écoles ainsi multipliées seraient à la portée de tous, et que les enfants qui ne les fréquenteraient pas, de même que les industriels qui ne veilleraient pas à les y faire aller (art. 8) (1) seraient absolument sans excuse.

En résumé, Monsieur le Préfet, la Commission pense que les cours du soir actuellement existants sont suffisants pour les enfants de 12 à 16 ans, et que ceux-ci seuls devraient y être admis, et elle émet le désir qu'il soit créé, dans le plus bref délai, quartier de la Folie-Méricourt, deux classes de demi-temps, l'une de garçons, l'autre de filles, annexées à deux des écoles communales du quartier. Le premier noyau d'élèves pour peupler ces classes serait fourni par les 106 élèves des deux sexes, 48 garçons et 58 filles, accusés par les statistiques des cours du soir.

Les deux écoles qui dans le quartier paraissent à la Commission remplir les conditions voulues par leur position centrale sont l'école de garçons, rue Morand, 3, et l'école de filles de la rue Oberkampf, 113.

En dehors de ces questions que la Commission a étudiées avec la plus grande attention, des visites fréquentes ont été faites depuis le mois d'octobre par tous les membres chez MM. les industriels.

Le tableau statistique suivant en indique le nombre, ainsi que la

(1) « Art. 8 § 4. — La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron, »

situation respective des différents ateliers au triple point de vue de l'instruction, de l'affichage de la loi et de la tenue du registre d'entrée et de sortie.

ÉTAT DES VISITES FAITES PAR LA DIX-NEUVIÈME COMMISSION.

NOMBRE de PATRONS VISITÉS	NOMBRE d'apprentis	APPRENTIS avec LIVRET	APPRENTIS avec livret et certificat	APPRENTIS sachant lire et écrire	APPRENTIS ne sachant PAS LIRE	PATRONS AYANT	
						le Registre d'inscription	la loi affichée
208	213	92	77	212	1	20	33
90							
TOTAL. 298							

Sur un total de 298 ateliers visités, 208 occupent ensemble 213 enfants. 20 seulement de ces maisons sont en règle; 33 ont la loi affichée.

En ce qui regarde les enfants et l'instruction, 77, soit un peu plus d'un tiers, ont le certificat d'études; les autres, c'est-à-dire 156, sur lesquels 92 seulement ont le livret, sont d'une instruction tout à fait insuffisante, tout en sachant lire, et devraient fréquenter les cours du soir ou les classes de demi-temps.

Il n'a été rencontré qu'un seul enfant complètement illettré.

Les renseignements pris sur les 90 autres n'ont pas permis de donner d'une manière bien exacte la situation des enfants. La majeure partie de ces maisons ne sont pas en règle et les patrons pour la plupart ignorent la loi ou sont indifférents; tous néanmoins, à de rares exceptions près, promettent de s'y conformer.

Une telle situation vous permettra de penser, Monsieur le Préfet, que les observations que nous vous avons présentées relativement aux classes du soir et de demi-temps, au registre d'inscription et aux facilités à donner aux industriels pour se procurer les imprimés, reposent sur des faits certains et méritent d'être pris en sérieuse considération par votre administration.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, nos sentiments dévoués et respectueux.

Pour les membres de la XIX^e Commission locale :

Le Secrétaire-Rapporteur,
G. BERGER.

Le Président,
Ch. CARRÉ.

(Ce Rapport a été soumis à la XIX^e Commission et accepté par elle dans sa séance du mardi, 17 février 1880.)

LOI

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES

EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

Obligations imposées aux patrons.

1^o L'entrée et la sortie des enfants travaillant dans les usines, ateliers ou chantiers doivent être inscrites sur un registre spécial exigé par la loi. (Art. 10, § 2.) Ce registre sera constamment tenu à jour.

Art. 10, § 2. — Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie. (*Voir plus bas, art. 10, § 1^{er}.*) Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

2^o Le texte de la loi et les règlements d'administration publique concernant chaque industrie doivent être affichés par les patrons dans toutes les parties de leurs ateliers. (Art. 11.)

Art. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher, dans chaque atelier, les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

3^o Nul patron ne peut employer un enfant de moins de 16 ans s'il n'est muni d'un livret délivré par la mairie dans la forme indiquée par l'article 10, § 1^{er}.

Art. 10, § 1^{er}. — Les Maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

4^o Les enfants âgés de 10 à 12 ans ne seront admis à travailler que dans les industries ci-dessous dénommées (Art. 2, § 2.)

Art. 2, § 2. — Ils pourront être toutefois employés à l'âge de 10 ans révolus dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure.

Règlement d'administration publique. — 1^o Dévidage de cocons; — 2^o filature de bourre de soie; — 3^o filature de cocons; — 4^o filature de laine; — 5^o filature de lin; — 6^o filature de la soie; — 7^o impressions à la main sur tissus; — 8^o moulinage de la soie; — 9^o fabrication du papier (excepté le triage des chiffons); — 10^o retordage du coton; — 11^o fabrication mécanique des tulles et des dentelles; — 12^o verreries; — 13^o dévidage de coton; — 14^o corderie à la fendue.

5^o Le patron devra veiller à ce que les enfants de 10 à 12 ans, de même que les illettrés de 12 à 15 fréquentent une classe de jour; à défaut de classe de jour il tiendra la main à ce qu'ils aillent aux classes du soir. (Art. 8, §§ 1^{er}, 3 et 4.)

Art. 8, § 1^{er}. — Nul enfant, ayant moins de 12 ans révolus, ne peut être employé par un patron, qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

§ 3. — Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins, si une école est attachée à l'établissement industriel.

§ 4. — La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

6° La durée du travail pour les enfants de 10 à 12 ans et les illettrés de 12 à 13 est fixée à six heures de jour, divisées par un repos. (Art. 3, § 1^{er} et art. 9.)

Art. 3, § 1^{er}. — Les enfants, jusqu'à l'âge de 12 ans révolus, ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos.

Art. 9. — Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de 15 ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le Maire, qu'il a acquis l'instruction primaire. Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

7° Les enfants de 12 à 15 ans pourvus du certificat, de même que les enfants de 15 à 16 et les filles de 15 à 21 ans, ne pourront travailler que 12 heures de jour, divisées par des repos et y compris ces repos. (Art. 3, § 2.)

Art. 3, § 2. — A partir de 12 ans, ils ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par des repos.

8° Tout travail du dimanche et des fêtes reconnues par la Loi est absolument interdit jusqu'à 16 ans pour les garçons et 21 pour les filles. (Art. 3.)

Art. 5. — Les enfants âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la Loi, même pour le rangement de l'atelier.

Il y a exception pour les industries suivantes : (*Règlement d'administration publique.*)

Dans les sucreries, sauf de six heures du matin à midi ; — dans les verreries, sauf de huit heures du matin à six heures du soir ; — dans les papeteries et usines métallurgiques, sauf de six heures du matin à six heures du soir.

9° Les enfants âgés de 10 à 16 ans et les filles jusqu'à 21 ans ne peuvent travailler de 9 heures du soir à 5 heures du matin. (Art. 4, §§ 1^{er}, 2, 3.)

Art. 4. — Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de 16 ans révolus.

La même interdiction est appliquée à l'emploi des filles mineures de 16 à 21 ans, mais seulement dans les usines et manufactures.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

10° Les enfants employés dans les industries suivantes peuvent travailler la nuit, mais la durée totale du travail ne peut dépasser 12 heures sur 24. (*Règlement d'administration publique.*)

1° Papeteries ; 2° sucreries et non les raffineries ; 3° verreries ; 4° usine métallurgiques.

11° Dans le cas de force majeure le travail de nuit peut être, mais par exception, autorisé par la Commission locale ou l'Inspecteur. (Art. 4, § 4.)

Art. 4, § 4. — Toutefois, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée et pour un délai déterminé par la commission locale ou l'inspecteur, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants de moins de 12 ans.

12° Les enfants de 10 à 12 ans ne peuvent être employés ni à porter ni à traîner des fardeaux. Les enfants de 12 à 14 ans ne peuvent porter une charge dépassant 10 kilogrammes; pour ceux de 14 à 16 ans la charge maxima doit être de 15 kilogrammes.

Les enfants de 12 à 16 ne peuvent traîner des charges exigeant des efforts supérieurs à ceux qui correspondent aux poids indiqués ci-dessus. (*Règlement d'administration publique.*)

13° Les patrons sont tenus de veiller à l'hygiène, à la salubrité et à la sécurité des enfants qu'ils emploient. (Art. 14.)

Art. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés. — Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité pour les enfants.

14° Les usines, manufactures et ateliers sont inspectés par les Inspecteurs divisionnaires et départementaux auxquels les industriels sont tenus de fournir tous les renseignements dont ils ont besoin. (Art. 18, § 1^{er}.)

Art. 18, § 1^{er}. — Les Inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers. Ils visitent les enfants; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs.

Les Inspecteurs constatent les contraventions et ont le droit de verbaliser. (Art. 18, § 2.)

Art. 18, § 2. — Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des Inspecteurs qui feront foi jusqu'à preuve du contraire.

15° Les usines, manufactures et ateliers sont ouverts aux membres des commissions locales chargés de veiller à l'exécution de la loi et de contrôler le service de l'inspection. (Art. 20, §§ 1^{er} et 2.)

Art. 20. — Il sera institué, dans chaque département, des Commissions locales, dont les fonctions seront gratuites, chargées: 1° de veiller à l'exécution de la présente Loi; 2° de contrôler le service de l'inspection; 3° d'adresser au préfet du département sur l'état du service et l'exécution de la loi, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la commission supérieure.

A cet effet, les commissions locales visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers; elles pourront se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugeront convenable.

16° Les industriels qui auront contrevenu soit par eux-mêmes, soit par leurs représentants aux prescriptions de la loi pourront être traduits devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de

REGISTRE D'INSCRIPTION (1)

DE L'ENTRÉE chez le fabricant		N° D'ORDRE du LIVRET		DATE de la délivrance ou DU VISA DU LIVRET		COMMUNE où le livret A ÉTÉ DELIVRÉ		COMMUNES où les visas antérieurs ONT ÉTÉ DONNÉS		NOMS ET PRÉNOMS DE L'ENFANT les filles de 16 à 20 ans doivent être inscrites		SEXE		DATE DE LA NAISSANCE		LIBU DE LA NAISSANCE		DOMICILE		A-T-IL ÉTÉ VACCINÉ OU A-T-IL EU LA PETITE VÉROLE? AVANT LE CERTIFICAT d'instruction PRIMAIRE		ALLANT À L'ÉCOLE		ACCIDENTS NATURE ET CAUSE DE CES ACCIDENTS OBSERVATIONS	

(1) Ce registre, art. 40, est obligatoire. Chaque industriel est tenu d'y inscrire, au jour le jour, l'entrée et la sortie des enfants.

16 à 50 francs. Cette amende peut s'élever à 100 francs dans le cas de résistance à un des agents chargés de faire exécuter la Loi. (Art. 25 et 28.)

17° Les patrons sont responsables de leurs représentants. (Art 25, § 3.)

Art. 25, § 3. — Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

XXI^e COMMISSION LOCALE. (*XI^e Arrondissement : Quartiers de la Roquette et Sainte-Marguerite.*) — « Monsieur le Préfet.

Aussitôt après la réunion générale qui a eu lieu à la Préfecture de police le 15 octobre 1879, la XXI^e Commission locale a commencé ses opérations. Elle se compose de cinq membres qui sont : MM. *Barbizet, Crété, Henriet, Rounpel et Lebrun*, ce dernier remplaçant M. *Douville*, démissionnaire ; de M. *Maré*, secrétaire, et de M. *Mérice*, président. Ils se sont d'abord imposé l'obligation de se réunir régulièrement une fois tous les mois, et dès leur première séance, ils ont réparti entre eux, sur la base des listes statistiques, le travail dont ils sont chargés. Sans attendre des instructions qui pouvaient tarder à venir, chacun d'eux s'est mis immédiatement à l'œuvre, et malgré les rigueurs d'un hiver exceptionnel, a continué sans interruption, jusqu'à l'achèvement complet de sa tâche, ses visites chez les industriels.

Il s'est présenté quelquefois, à mesure que nous avançons dans notre travail, des difficultés d'interprétation et des cas embarrassants ; la plus grande partie du temps de nos réunions mensuelles est consacrée à l'examen et à la discussion des questions que fait naître l'application de la loi du 19 mai 1874. Le Président de la Commission a souvent fait appel, à cet égard, aux lumières de M. le Chef de la deuxième division à la Préfecture de police. M. *Lestiboudois* a toujours répondu avec empressement et de la façon la plus obligeante, aux questions qui lui ont été soumises. Nous sommes heureux de l'en remercier ici.

Les ateliers visités par la XXI^e Commission locale sont au nombre de cinq cent vingt-trois.

Nous n'avons pas eu à nous occuper des industriels employant uniquement des filles, dont la surveillance est confiée à un comité de dames qui a seul qualité à cet effet ; mais nous avons considéré, comme rentrant dans nos attributions, la visite des ateliers où se sont trouvées des filles en même temps que des garçons.

Nous avons trouvé 259 industriels faisant travailler actuellement des enfants. Nous avons constaté que 49 d'entre eux sont complètement en règle, et que les autres, au nombre de 210, ne le sont qu'imparfaitement ou ne le sont pas du tout.

65 ont reçu la visite de l'inspection.

194 n'ont jamais été inspectés.

Voilà pour les ateliers et les patrons.

Nous avons compté dans les ateliers de notre circonscription, 57 enfants travaillant dans l'industrie.

Dans ce nombre, se trouvent :

497 garçons de moins de 16 ans ;

82 filles de moins de 21 ans ;

262 enfants sont pourvus du certificat d'école ;

99 sont à l'école ;

213, interrogés par nous, savent lire et écrire ;

Enfin, 5 sont absolument dépourvus d'instruction.

Ces chiffres se trouvent groupés dans le tableau synoptique qui suit :

MEMBRES* de la XXI ^e COMMISSION	NOMBRE D'ATELIERS QUI SONT						NOMBRE D'ENFANTS AUXQUELS LA LOI EST APPLICABLE							OBSERVATIONS
	Visités	Occupant des enfants	En règle	Incomplètement ou pas du tout en règle	Visités par l'inspection	Non visités par l'inspection	Nombre d'enfants travaillant dans l'industrie	Garçons	Filles	Ayant le certificat d'école	Allant à l'école	Sachant lire et écrire	Dépourvus d'instruction	
MM. <i>Maré</i>	80	34	4	30	3	31	73	43	30	64	7	2	0	L'un de nos collègues étant en voyage depuis deux mois, n'a pu encore visiter 46 des ateliers qu'il est chargé de surveiller.
<i>Barbizet</i> ...	80	52	12	40	12	40	45	45	0	6	10	26	3	
<i>Crété</i>	34	16	4	12	5	11	40	33	7	5	5	30	0	
<i>Henriet</i>	80	36	7	29	11	25	79	71	8	21	9	49	0	
<i>Lebrun</i>	80	43	6	37	10	33	113	109	4	54	0	59	0	
<i>Roussel</i>	59	11	4	7	4	7	77	77	0	67	8	2	0	
<i>Mélice</i>	110	67	12	55	20	47	152	119	33	45	60	45	2	
TOTAUX....	523	259	49	210	65	194	579	497	82	262	99	213	5	

A défaut d'un guide ou manuel pour les visites, la XXI^e Commission a éprouvé à ses débuts certaines hésitations. Chacun de ses membres avait à faire son apprentissage. Sans traditions, sans devancière à qui se rattacher, elle manquait à la fois de précédents pour lui tracer le chemin et de modèles auxquels elle pût se conformer. D'un autre côté, installée le 15 octobre 1879, elle n'avait, pour parfaire ses travaux, qu'une portion bien réduite du temps normal ; aucun d'ailleurs des nombreux commentaires publiés sur la loi du 19 mai 1874 ne contient de renseignements pratiques à l'usage des commissions locales. Aussi, dès que l'expérience est venue dissiper pour elle

les incertitudes du premier moment, a-t-elle cru utile de diriger d'une façon uniforme les démarches de ses membres, au moyen d'une instruction sommaire et précise insérée dans un de ses procès-verbaux. En voici le texte :

MEMENTO

A l'usage de Messieurs les Membres de la XXI^e Commission locale pour leurs visites chez les industriels.

I. — Voir si la loi est affichée dans l'atelier visité.

II. — Demander communication du registre pour l'inscription des enfants ; vérifier s'il est à jour, et si les indications réglementaires y sont consignées.

III. — Prendre note de la date du visa de l'inspecteur, ou constater le défaut de visa.

IV. — Relever les noms et prénoms, la date et le lieu de la naissance des enfants employés.

Se faire représenter le livret délivré à chaque enfant par la mairie, en prendre le numéro et s'assurer de l'exactitude de la mention portée à cet égard sur le registre.

Relever les certificats d'école.

S'assurer que le nombre des livrets et des certificats d'école correspond avec le nombre des enfants portés sur le registre.

Vérifier le carnet qui doit être visé par l'instituteur pour les enfants n'ayant pas obtenu le certificat d'école.

Etendre le contrôle aux jeunes filles de moins de vingt et un ans, qui sont employées simultanément avec des garçons.

V. — Une fois ces vérifications terminées, viser le registre avec date et signature.

VI. — Faire observer aux industriels qu'ils ne peuvent occuper plus de six heures par jour les enfants âgés de moins de quinze ans qui n'ont pas obtenu leur certificat d'école. Leur recommander en ce cas de les envoyer aux écoles de demi-temps.

VII. — A défaut de représentation du certificat d'école, interroger individuellement chaque enfant, pour se rendre compte s'il sait lire, écrire et compter.

Prendre une note détaillée de ces différentes vérifications.

VIII. — Dans le cas où un industriel aurait négligé d'afficher la loi, ou de tenir un registre d'inscription pour les enfants, dans le cas également où il ne justifierait pas du livret et du certificat d'étude exigés, savoir de lui si, à une époque quelconque, il a reçu la visite de l'inspecteur ; consigner sa réponse sur la liste statistique ; lui laisser alors un exemplaire daté et signé de l'instruction officielle, en y indiquant le délai jugé nécessaire pour qu'il se mette en règle.

IX. — Signaler à la Commission les lacunes et les erreurs que peuvent présenter les listes statistiques.

Chacun de MM. les Membres de la XXI^e Commission devra communiquer chaque mois à la réunion le résultat de ses visites et le relevé de ses notes.

Ainsi qu'on le voit par le tableau qui précède, la XXI^e Commission n'a trouvé trace du passage de l'inspection que chez soixante-cinq industriels qui peuvent être considérés comme les chefs des établissements les plus importants de la circonscription. Tous les autres paraissent avoir été laissés en dehors par l'inspection. Cette préoccupation exclusive des grands ateliers nous semble en désaccord avec le vœu de la loi. C'est en effet chez les petits industriels, chez ceux qui n'occupent qu'un ou deux apprentis, que l'inspection est appelée

à rendre les plus réels services. Le rapport de la Commission supérieure a déjà mis en lumière ce point, sur lequel nous croyons essentiel d'insister. Aussi notre commission, sans pour cela négliger les manufacturiers de premier ordre, s'est-elle attachée tout spécialement aux petits industriels, si nombreux dans les deux quartiers de la Roquette et de Sainte-Marguerite, et si dignes d'intérêt à tous égards. Dans ses rapports avec nous, cette laborieuse population s'est montrée animée du meilleur esprit. Loin de nous témoigner une défiance qu'aurait peut-être excusée le fonctionnement d'une loi nouvellement mise en vigueur, et la gêne momentanée qui en résulte, elle nous a fait le meilleur accueil. Peu de paroles nous ont suffi pour faire apprécier partout les avantages de la loi, et pour dissiper les préventions qu'elle aurait pu inspirer. La plupart des chefs d'atelier nous ont remerciés de notre entremise.

L'insuffisance du personnel des inspecteurs a été reconnue à deux reprises différentes par la Conseil général de la Seine, dont la sollicitude éclairée s'intéresse si vivement à l'exécution de la loi du 19 mai 1874. Leur nombre vient d'être augmenté de nouveau. Le service va donc pouvoir s'effectuer d'une manière régulière, et nous sommes convaincus que l'année prochaine nous aurons des éloges à adresser aux fonctionnaires qui en sont chargés.

Il n'existe aucune corrélation entre les listes statistiques distribuées aux Commissions locales par la Préfecture de police, et celles dressées pour le service de l'inspection. Ce sont deux documents isolés, qui, au lieu de présenter une connexité que leur nature même semblerait imposer, paraissent complètement étrangers l'un à l'autre. D'un côté, les listes de la Préfecture omettent de gros industriels, des manufacturiers notables commerçants, que cependant les inspecteurs visitent depuis au moins quatre ans. D'autre part, une foule de petits industriels, bien que figurant sur les listes statistiques de la Préfecture, n'ont jamais reçu de visite d'inspecteurs. Cette divergence est d'autant plus inexplicable, qu'en admettant à la rigueur que l'inspection ait refusé toute communication de ses listes à la Préfecture, on ne peut croire que, sans parti pris, les inspecteurs ne se soient pas fait communiquer facilement les listes de la Préfecture, imprimées et répandues en grand nombre et distribuées à tous les membres des Commissions locales.

Si l'on veut que la protection légale s'étende à tous les enfants occupés dans l'industrie, si l'on désire assurer à la loi sa pleine et entière exécution, il est indispensable que M. le Ministre du commerce prescrive aux inspecteurs départementaux de remettre aux Commissions locales un double des listes dont ces employés se servent et qu'ils ont tant de facilités pour établir. Ils ont en effet à leur disposition les matrices des patentes et les renseignements administratifs

de toute sorte, qui sont invariablement refusés par les bureaux aux particuliers, fussent-ils membres d'une commission locale. Par réciprocité alors, les commissions locales, encouragées dans leurs recherches, se feraient un devoir de communiquer aux inspecteurs les noms des industriels qu'elles reconnaîtraient pour ne figurer sur aucune des deux listes.

Ne serait-il pas également utile que les Commissions locales, puisqu'elles sont chargées de contrôler l'inspection, eussent d'abord connaissance des instructions données aux inspecteurs ? On a tenu jusqu'ici à leur en faire mystère. Dès lors, des contradictions inévitables se produisent à chaque pas entre l'inspection et le contrôle. Pour n'en citer qu'un exemple, les inspecteurs autorisent des industriels à faire travailler onze heures par jour les enfants de moins de quinze ans qui n'ont pas de certificat d'instruction, en les envoyant à l'école du soir pour remplacer l'école de demi-temps. Au bout d'un labeur aussi prolongé, peut-on supposer que ces enfants iront passer leur soirée à l'école ? En admettant même qu'ils s'y rendent, de quel effort intellectuel seront-ils capables ? La loi, du reste, n'a pas besoin d'être justifiée. Ce sont donc ici, non pas seulement les industriels, mais les inspecteurs qu'il faudrait rappeler au respect de la loi ; et ce désaccord entre la loi et ceux qui sont chargés de la faire exécuter ne se produirait certainement pas, si les instructions étaient, comme le service qui en dépend, soumises au contrôle des commissions locales.

En dernier lieu, il nous reste à rappeler une promesse faite par l'honorable M. de Hérédia, lors de la réunion générale du 22 décembre dernier, relativement aux placards de la loi et aux feuilles de registre d'inscription pour les enfants. Nous demandons que ces imprimés soient mis gratuitement à la disposition des industriels contre récépissé, par les soins des membres des commissions locales. Une telle mesure présenterait plus d'un avantage ; les commissions rendraient ainsi aux industriels un service à la faveur duquel elles pourraient se montrer plus exigeantes. Les chefs d'atelier seraient sans excuse, en négligeant d'afficher un placard qu'on leur procurerait sans déplacement et sans frais pour eux ; et, après l'avoir affiché, il leur serait difficile d'alléguer qu'ils n'en connaissent pas le contenu. Aujourd'hui, au contraire, il se rencontre souvent des industriels qui négligent d'afficher la loi, et qui, prétendant avoir égaré l'instruction que nous leur laissons, cherchent à excuser l'irrégularité de leur situation, en prétextant de leur ignorance.

Si, en même temps que cette affiche, nous pouvions distribuer des feuilles de registre des enfants, nous serions en droit, mieux peut-être qu'aujourd'hui, d'exiger que les inscriptions y fussent régulièrement portées.

Ces feuilles constituent, en effet, la seule pièce réglementaire où nous devons légalement apposer un visa à chacune de nos visites. Du moment où ce document existe, un coup d'œil suffit pour constater sans qu'il y ait une seule question à poser, le nombre d'avertissements donnés à un industriel. Par là, aussi, le service de l'inspection, lors de son passage, se rendrait compte à son tour de la bonne volonté ou de la résistance de l'industriel.

L'action simultanée de l'inspection et des Commissions locales exercerait ainsi moralement, sur les industriels même les moins soucieux des prescriptions légales, une contrainte salubre qui les forcerait invinciblement à se plier aux exigences de la loi, et rendrait inutiles des rigueurs toujours regrettables.

Peut-être, au moment où paraîtra ce rapport, quelques-uns des vœux qu'il formule auront-ils été réalisés. Nous savons, en effet, quelle importance vous attachez, Monsieur le Préfet, à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, et avec quel empressement votre Administration s'en préoccupe. Vous ne considérerez, en ce cas, celles de nos demandes auxquelles vous auriez déjà fait droit, que comme l'expression d'une communauté de vues et d'un accord spontané auquel applaudiront certainement tous ceux qui ont à cœur la protection de l'enfance ouvrière et le progrès des classes laborieuses.

Le Président,
Arthur MÉRICE.

Le Secrétaire,
P. MARÉ.

CANTON DE SCEAUX. --- XXXVI^e COMMISSION LOCALE (hommes et dames) : « Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur, au nom des deux Commissions locales (hommes et dames) du canton de Sceaux, et pour nous conformer aux prescriptions de la loi dont nous avons mission d'assurer le fonctionnement, de vous adresser un rapport, relatant les constatations que chacun de nous a pu faire dans ses visites, ainsi que nos observations.

Tout d'abord, la Commission locale d'hommes a vu partir avec regret deux de ses membres : MM. Étienne et Lapostolle, qui ont été remplacés par M. Rama, instituteur à Bourg-la-Reine, et M. Aguetant, conseiller municipal à Montrouge.

Cette Commission a approuvé la création d'une Commission de dames, à laquelle a été confié le soin de surveiller dans le même canton, les ateliers composés exclusivement d'ouvrières.

Ces deux Commissions se sont mises aussitôt en rapport.

Il a été décidé d'un commun accord, afin de procéder d'une manière uniforme dans leur mission, et pour joindre leurs efforts, que des réunions, auxquelles assisteraient les membres des deux Com-

missions, auraient lieu, le plus souvent possible, à la Préfecture de police, salle du Conseil d'hygiène.

La Commission locale d'hommes est heureuse de pouvoir constater aujourd'hui les bonnes relations qui n'ont jamais cessé d'exister entre ces deux Commissions : et, déchargée ainsi d'une partie de ses attributions, elle a suivi avec intérêt les travaux de la Commission locale de dames, nouvellement constituée.

Dans notre dernière séance, nous avons jugé utile de réunir en un seul rapport les divers documents que chaque membre avait à produire, chacun de nous ayant, dans l'intérêt d'une bonne exécution, suivi la même ligne de conduite.

Les communes du canton de Sceaux ont été réparties de la manière suivante :

COMMISSIONS LOCALES DU CANTON DE SCEAUX

N° 36.

COMMISSION D'HOMMES.	COMMUNES	COMMISSION DE DAMES.	COMMUNES
MM. Rolland.	Bagneux. Châtillon.	M ^{mes} Franc.	Sceaux. Clamart. Fontenay-aux-R.
Demogeot.	Clamart. Fontenay-aux-R.	Rama.	Antony. Bourg-la-Reine.
Aguettant.	Issy.	Aguettant.	Bagneux. Issy.
Laurin.	Sceaux. Bourg-la-Reine.	Florat.	Châtenay. Plessis-Piquet.
Montagne.	Antony. Châtenay.	Thouroude.	Châtillon. Vanves. Montrouge.
Naud.	Vanves. Plessis-Piquet.		
Rama.	Montrouge.		

Il résulte des visites faites par les membres des deux Commissions, que la loi du 19 mai 1874 commence à être appliquée d'une manière relativement satisfaisante.

Nous ne pouvons qu'adresser ici nos éloges au service d'inspection.

Partout les délégués ont constaté le passage de M. l'Inspecteur Colombes, et de M^{me} Ollive, Inspectrice, dans les ateliers ; et la plupart des patrons ont tenu compte des instructions qu'il leur ont été données.

Le nombre de nos visites, pendant l'année 1879, dans les douze

communes du canton de Sceaux, a été de 373, se décomposant ainsi :

Commission d'hommes	125 ateliers;
Commission de dames	250 ateliers.

Nous croyons devoir signaler à votre haute attention, Monsieur le Préfet, les observations suivantes, résultat de nos visites, et dont le service d'inspection profitera, nous en sommes certains.

M. Demogeot, secrétaire de la Commission locale d'hommes, a, dans le cours de ses investigations, remarqué un fait qui nous semble digne d'un grand intérêt :

On sait que des entrepreneurs de ramonage, industriels ambulants, font profession d'exploiter des jeunes enfants de 8 à 12 ans. Il paraît que c'est surtout dans les communes suburbaines qu'ils exercent aujourd'hui leur industrie.

Ils forcent ces pauvres petits à leur rapporter, chaque soir, un franc, recueilli sou par sou à l'aide de la mendicité; et ils les maltraitent cruellement, quand il manque quelque chose à la recette.

Cet abus appelle, de la part de MM. les Inspecteurs, la surveillance et, s'il se peut, la répression.

La statistique des ateliers établie par les soins de l'Administration porte, comme soumis à la loi du 19 mai 1874, les maraîchers.

M. Aguetant a trouvé chez ceux-ci, très nombreux dans la commune d'Issy, un certain mauvais vouloir. Plusieurs d'entre eux emploient leurs propres enfants. La loi peut-elle, dans ces conditions, leur être applicable?

M. Rolland recommande au service d'inspection de surveiller les fabricants de briques, qui sont en grand nombre dans les plaines de Bagneux et Châtillon. Ils emploient aussi des enfants, et travaillent dans les champs, ce qui leur a permis d'échapper plus facilement à la loi.

En ce qui concerne la statistique des ateliers, M. Rama pense que pour la compléter et la rectifier, ce qui est aujourd'hui chose nécessaire, l'administration pourrait utilement s'adresser à MM. les Maires, plus que tous les autres, au courant des mouvements dans leurs communes.

Déjà M. le maire d'Issy s'est offert pour fournir tous les renseignements à ce sujet; et certainement une demande de rectification, adressée par la voie officielle, serait bien accueillie par MM. les Maires du canton de Sceaux.

M. le Président et M^{me} la Présidente ont reçu les instructions imprimées, les exemplaires de la loi, en placards, et les feuilles d'inscription que la Commission supérieure départementale a cru devoir faire distribuer gratuitement aux industriels, par les membres des Commissions locales seulement.

Nous nous permettrons, Monsieur le Préfet, de trouver ce mode de distribution peu praticable dans nos communes.

Une très grande difficulté se présente tout d'abord : c'est l'absence des membres des Commissions locales dans certaines communes. L'industriel, malgré sa bonne volonté, reculera toujours devant un dérangement et surtout une perte de temps très préjudiciable à ses intérêts; alors qu'il serait très facile de prier MM. les Maires de tenir à la disposition des industriels de leur commune quelques feuilles d'inscription et quelques exemplaires de la loi.

Le moyen que nous osons vous proposer est le plus sûr, croyons-nous, et le plus simple, pour atteindre d'une manière rapide, et sans aucune difficulté, le but que le Conseil général et la Commission supérieure départementale se sont proposé : la prompte application de la loi dans le département de la Seine.

Le dépôt officiel dans les mairies et la délivrance, par elles, des documents dont il s'agit, ne dispenseraient pas les membres des Commissions locales d'en compléter la distribution, lors de leurs premières visites.

En outre, le service d'inspection ne pourra qu'applaudir à la prise en considération de ce vœu; car aujourd'hui l'Inspecteur, qui doit dans ses visites faire connaître à l'industriel les prescriptions de la loi et lui donner en même temps les indications pour en faciliter l'application, se voit forcé d'envoyer cet industriel au domicile d'un membre de Commission locale, pour obtenir la loi et la feuille d'inscription, que l'on exige de lui.

De là toutes sortes de difficultés.

Ce serait, du reste, se conformer à l'esprit de la loi : ne délivre-t-on pas dans les mairies les livrets d'enfants et les visas de certificats d'instruction primaire?

M. Demogeot a trouvé, à ce sujet, auprès de MM. les maires de Fontenay-aux-Roses et de Clamart, un excellent accueil qu'il se plaît à reconnaître.

« Dans ces deux communes, dit l'honorable membre, j'ai tâché de faciliter aux patrons l'accomplissement des conditions qui leur étaient imposées. J'ai porté moi-même aux deux mairies, un nombre suffisant d'affiches et de feuilles-registres, et j'ai prié MM. les Maires de faire annoncer à son de caisse que *les personnes qui emploient comme apprentis ou comme ouvriers des garçons au-dessous de 16 ans ou des filles mineures, sont invitées à se présenter aux bureaux de la Mairie pour y recevoir gratuitement les affiches et les feuilles d'inscription que la loi les oblige à se procurer.* J'ai lieu de croire que cette mesure a pu avoir quelque utilité. »

A Bourg-la-Reine, le même dépôt a été fait à la mairie, par M. Rama; à Antony et à Châtenay, par M. Montagne.

Les deux Commissions locales du canton de Sceaux ont eu à discuter, dans leurs réunions, l'importante question de l'instruction à donner aux apprentis, et à rechercher les moyens pour leur faciliter la fréquentation des écoles.

Beaucoup d'enfants, munis du livret prescrit par l'article 10, possèdent également leur certificat d'école, mais souvent, et nous le regrettons, cette pièce n'est pas rédigée d'une manière exacte et uniforme.

Voici un modèle de certificat qui pourrait être délivré uniformément par tous les maîtres d'école :

ÉCOLE COMMUNALE { DE GARÇONS
DE FILLES

RUE _____

Je, soussigné,

Vu les articles 8 et 9 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants employés dans l'industrie,

Certifie que le nommé _____

né le _____ *à*

département d _____ *est entré le* _____

à l'école communale, située rue _____

à _____ *et qu'il en est sorti le* _____

ayant reçu l'instruction primaire élémentaire (lecture, écriture, les trois premières règles de l'arithmétique et la connaissance pratique du système métrique).

Paris, le _____

LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE,

Le Maire de _____ *certifie véritable la*
signature de M _____

Paris, -le _____

Quelle que soit la solution donnée par la Commission supérieure départementale et par l'Administration à la question des écoles, M. Rolland ne pense pas que la création des classes de demi-temps soit très pratique.

Ce que l'on peut faire à ce sujet, à Paris, semble offrir quelques difficultés dans les communes suburbaines, où les ateliers, fabriques, etc., sont situés à une trop grande distance du centre des habitations et des établissements scolaires.

Le temps qu'il serait possible d'accorder aux écoles de demi-temps serait totalement absorbé par les déplacements pour s'y rendre et en revenir. Cette interruption dans le travail de la journée serait en outre une gêne pour les patrons.

Les cours du soir seraient certainement suffisants, si les patrons par une surveillance sérieuse, obligeaient leurs apprentis à y assister assidûment.

M^{me} Thouroude nous apprend que toutes les apprenties et ouvrières interrogées par elle, afin de connaître leur degré d'instruction, ont fait des réponses assez satisfaisantes, excepté sur le système métrique, qui, d'après elle, est très négligé.

La déléguée exprime le désir de voir créer au centre de chaque canton une école professionnelle, ou dans chaque école communale une classe professionnelle.

M. Naud cite comme modèles les établissements de MM. Gauger, fabricant d'encre d'imprimerie, et Pelletier frères, fabricants d'instruments de chirurgie, à Vanves, qui ont tout mis en œuvre pour obliger leurs nombreux apprentis à fréquenter les cours du soir.

La musique y est enseignée.

Ils ont enfin dépassé le maximum d'instruction exigé par la loi, et des gratifications mensuelles sont accordées, d'après les bonnes notes délivrées par le directeur des cours du soir.

Plusieurs visites ont été faites à Bourg-la-Reine et à Sceaux par M. Laurin, qui a constaté un bon fonctionnement et un bon vouloir de la part des patrons. Il signale avec plaisir l'imprimerie de M. Charaire, où l'on emploie beaucoup d'enfants qui suivent aussi un cours de plusieurs heures, fait dans l'établissement aux frais de M. Charaire.

M^{me} veuve Franc, institutrice à Fontenay-aux-Roses et présidente de la Commission locale de dames du canton de Sceaux, s'est offerte spontanément à ouvrir une classe de demi-temps, gratuite, pour les jeunes filles travaillant dans sa commune.

Les membres des deux Commissions ont chaleureusement félicité M^{me} Franc de son zèle et du dévouement si désintéressé qu'elle montrait en faveur de l'instruction de la classe ouvrière, laissant cependant le soin à l'administration de mettre à profit l'offre si gracieuse de leur collègue.

Une prescription de la loi, qu'il sera difficile de faire mettre en pratique, est celle relative au travail du dimanche.

Si l'on veut que sur ce point la loi soit rigoureusement observée, il faudra que MM. les Inspecteurs, armés seul du droit de verbaliser, se transportent dans les communes rurales, le dimanche matin. Il ne leur sera pas difficile de trouver matière à leurs investigations.

Dans les communes de Châtillon et de Vanves, beaucoup d'industriels, surtout les blanchisseuses, n'emploient pas de jeunes filles

au-dessous de 16 ans, et ont déclaré à M^{me} Thouroude ne plus vouloir en occuper.

La même observation a été faite à M^{me} Franc par 29 blanchisseuses sur 37, à Clamart.

M^{me} Rama signale un atelier de blanchisseuse où une enfant de 13 ans travaille de 8 heures du matin à 7 heures du soir, ayant seulement une heure de repos dans la journée pour son déjeuner.

Cette enfant ne possède ni certificat ni livret. La déléguée faisant observer à la patronne que cette apprentie était trop jeune pour travailler ainsi, étant d'ailleurs de frêle apparence, celle-ci répondit « qu'elle n'avait point d'ouvrières pour les garder à ne rien faire ; à cet âge, les enfants doivent déjà gagner pour leurs parents ». Étrange abus, et exploitation des enfants par leurs parents d'abord, et par leurs patrons ensuite.

M^{me} Florat, qui a visité les communes de Châtenay et du Plessis-Piquet, fait connaître que, sauf quelques exceptions, tout était en règle.

Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, visitées préalablement par M^{me} l'Inspectrice, se sont conformées entièrement à la loi.

A Fontenay, les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ont déclaré ne plus tenir d'ouvroir.

Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, place Montebello, 2, à Bourg-la-Reine, assurent qu'elles n'ont plus d'ouvroir.

Les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire possèdent, à Bourg-la-Reine, un établissement de sourdes-muettes, dit ouvroir. Les pensionnaires ont tous les âges, depuis 4 ans jusqu'à 60 ans. Aucune loi n'est affichée ; pas de livrets. Elles ont promis de se conformer au plus tôt à la loi.

L'établissement des Filles-de-la-Croix, à Sceaux, qui occupe 28 jeunes filles, est tout à fait en règle et l'atelier parfaitement tenu.

Nous nous empressons de vous remercier, Monsieur le Préfet, de toute l'activité que votre administration a mise à nous transmettre les divers documents ainsi que les renseignements qui devaient nous faciliter la tâche que nous nous étions imposée, et à nous aider à vulgariser la loi si morale et si salubre qui nous occupe.

Nous ne devons pas oublier la Commission supérieure départementale placée près de vous, et surtout M. de Hérédia, dont MM. les Présidents et Secrétaires des 76 Commissions locales se sont plu à reconnaître le dévouement à la cause du travail des Enfants employés dans l'industrie, en le nommant président de leurs réunions générales.

Il nous reste, Monsieur le Préfet, avant de terminer ce rapport, à vous exprimer quelques vœux qui nous paraissent offrir un certain intérêt, et que nous serions heureux de voir prendre en considération.

Ce ne sera pas outrepasser nos droits, croyons-nous, que de réclamer l'adjonction à la Commission supérieure départementale de six présidents et de six présidentes de Commissions locales, qui, à tour de rôle, assisteraient, avec voix délibérative, à chaque réunion de cette Commission.

Nous avons cru, Monsieur le Préfet, qu'il nous suffirait d'appeler votre attention sur ce point, pour que vous prissiez, à ce sujet, l'avis du conseil général.

Le rôle de la Commission supérieure départementale étant d'étudier, de discuter et de résoudre tout ce qui a trait à l'application de la loi du 19 mai 1874, il est du plus grand intérêt que toutes les questions, avec leurs solutions, traitées dans les réunions périodiques de la Commission, soient portées à la connaissance des membres des Commissions locales, qui pourront ainsi se rendre compte de la suite donnée aux vœux et aux observations qu'ils auront adressés. En conséquence, nous demandons que le procès-verbal de chaque séance de la Commission supérieure départementale, ou du moins un extrait du procès-verbal, soit autographié et transmis à tous les membres des Commissions locales.

Nous espérons que votre Administration, qui n'a rien négligé jusqu'ici pour renseigner les Commissions locales dans l'accomplissement de leur mission, va leur envoyer régulièrement une copie des instructions adressées au personnel de l'inspection. L'extrait des procès-verbaux des séances de la Commission départementale compléterait très utilement ces indications.

Il est aussi une autre question, Monsieur le Préfet, que nous vous prions de soumettre, dans sa plus prochaine réunion, à la Commission supérieure départementale : il s'agit de la somme de 200 francs, que le Conseil général, dans sa libéralité et pour montrer tout l'intérêt qu'il porte à cette œuvre, a allouée à chacune des Commissions locales.

Votre Administration exige des formalités nombreuses pour rembourser les sommes que nous avons pu avancer pour le service de nos Commissions. Ne serait-il pas possible d'obtenir du Conseil général que cette somme de 200 francs soit mise par semestre à la disposition du président, sur la seule production d'une délégation signée par la majorité des membres de la Commission locale, et portant autorisation de toucher 100 francs à la condition d'en justifier l'emploi seulement à la Commission ?

Tels sont, Monsieur le Préfet, les vœux que nous prenons la liberté de vous soumettre, et les renseignements que vous avez demandés aux deux Commissions locales du canton de Sceaux sur leur mission en 1879.

Heureux, si nous avons pu, dans nos faibles moyens, apporter

l'appui que le législateur attend des Commissions locales, pour défendre les jeunes enfants placés sous sa tutelle, appui que nous sommes tout disposés à continuer et sur lequel vous pouvez, Monsieur le Préfet, toujours compter.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Les Présidents,

M^{me} V^e FRANC,

M. ROLLAND.

Les Secrétaires-Rapporteurs,

M^{me} RAMA,

M. DEMOGEOT.

Le présent Rapport a été approuvé par tous les membres des Commissions locales (hommes et dames) du canton de Sceaux, dans la séance du 19 mars 1880.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

PATRONAGES INDUSTRIELS.

Assistance paternelle aux enfants employés dans les fabriques de Fleurs et Plumes.

Le dimanche 11 avril a eu lieu au Châtelet, sous la présidence de M. Hérisson, député du VI^e arrondissement, la Distribution solennelle des récompenses décernées par la Société d'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, fondée par M. *Charles Petit*, et dont le Président actuel est M. *Turney*, Vice-Président de la Chambre des Fleurs et Plumes.

Cette solennité a eu lieu en présence d'un grand concours d'assistants, attirés à la fois par l'intérêt qu'inspire cette œuvre généreuse et utile, et aussi par l'attrait d'un programme où l'élément artistique et musical était brillamment représenté.

Au début de la séance, M. *Hérisson* a prononcé une éloquente allocution que l'auditoire a interrompue à différentes reprises par ses applaudissements.

M. *Hérisson* connaît de longue date la Société d'Assistance paternelle, dont il s'est plu à encourager le dévouement et le zèle en lui donnant chaque année son suffrage, alors qu'il faisait partie du Conseil municipal, interprète fidèle des sentiments parisiens.

Le titre de la Société dit exactement ce qu'elle est et ce qu'elle veut faire; sans vouloir se substituer à la famille naturelle, elle crée la famille corporative, utile intermédiaire à côté de cette autre grande famille qui s'appelle la nation.

L'éducation morale, l'instruction primaire développée et l'enseignement professionnel sont les objets de sa sollicitude; elle accomplit ainsi une œuvre de fraternité sociale; aussi serait-ce pour ses fondateurs un beau titre de gloire de conquérir à cette œuvre, non plus seulement l'élite des fabricants, mais la fabrication tout entière.

Le plus grand service que les patrons puissent se rendre à eux-

mêmes, ce sont les services qu'ils rendent à leurs ouvriers. Or, comme les autres industries, il faut que celle des fleurs et plumes progresse, sous peine d'être atteinte par la concurrence étrangère. Les expositions, les expatriations qui ont suivi la dernière et terrible guerre civile ont puissamment contribué à l'éducation professionnelle de nos rivaux.

Il faut donc former, non seulement de bons ouvriers, de bons soldats de l'armée pacifique, mais aussi de bons contremaîtres, de bons sous-officiers.

L'œuvre de l'Assistance paternelle est surtout intéressante parce qu'elle s'adresse à un personnel dont l'immense majorité est composée de jeunes filles; quoique dans des conditions meilleures que bien d'autres industries, on rencontre la concurrence du travail asservi, couvents, ouvroirs, prisons même; il faut donc, par les moyens les plus appropriés, mettre ces jeunes filles à même d'assurer, par le travail, leur liberté, leur indépendance et leur dignité, et leur donner la possibilité de contribuer plus tard, s'il le faut, aux charges du ménage.

S'adressant aux élèves, M. *Hérisson* les exhorte à assurer, par leur bonne conduite et leurs efforts, le complet épanouissement de l'œuvre tentée en leur faveur; plus tard, elles comprendront mieux encore le service qui leur aura été rendu, et conserveront des sentiments de reconnaissance et d'affection pour le Président-Fondateur, M. *Ch. Petit*, et ceux qui l'ont aidé dans sa tâche.

M. *Turney* constate l'empressement croissant avec lequel on accourt à ces distributions annuelles de récompenses; à côté de l'attrait qu'exercent les orateurs distingués qui président ces fêtes et les artistes qui donnent leur concours, il y a un mobile puissant; l'intérêt porté à la jeunesse ouvrière et aux efforts consciencieux dirigés vers l'amélioration et le relèvement de l'apprentissage.

Pour que l'apprentissage porte de bons fruits, il faut le concours harmonieux de trois éléments : le chef de maison, l'élève, ses parents ou représentants; tous trois ont leurs droits, mais aussi leurs devoirs.

Au point de vue plus large et plus élevé des intérêts de l'industrie, il faut s'attacher à former, comme dans le passé, des ouvrières qui soient de véritables artistes, et, pour cela faire, éviter de généraliser les apprentissages trop courts, où l'on

gagne de suite un peu d'argent, mais où l'on ne peut acquérir de connaissances utiles pour l'avenir ou la profession.

La Société offre ses services pour le placement des enfants dans de bonnes maisons; elle met à la disposition de toutes les cours ou conférences qu'elle a institués, rue de Lancry, 10, les dimanches matins.

C'est à la sollicitude pour le bien-être matériel et moral pour la jeunesse ouvrière qu'elle attribue les marques d'intérêt reçues de toutes parts, de la Chambre de commerce, du Conseil municipal, de M. le Ministre de l'instruction publique, du Président de la République, enfin du Jury, qui lui a décerné une médaille d'or.

Elle demande, avec confiance, la continuation des précieuses sympathies qui jusqu'à ce jour l'ont encouragée et ont récompensé ses efforts.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre de l'Ameublement.

Dans sa séance du 30 avril, présidée par M. H. Lemoine, Président, assisté de MM. Albrecht et Blanchet, Vice-Présidents, Hébert, Trésorier, Boison, Secrétaire, M. le Président lit une Circulaire de M. le Préfet de police concernant la loi sur le travail des enfants dans les manufactures (Voy. ci-dessus), et rappelant que cette loi oblige les enfants qui n'ont pu obtenir un certificat d'études constatant qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire, à ne travailler que six heures par jour, afin d'avoir une partie de la journée pour compléter leur instruction.

La Circulaire porte à la connaissance des industriels que l'administration municipale a décidé, dans les écoles des divers arrondissements, la création de classes spéciales pour les apprentis, qui auront lieu tous les jours, excepté le jeudi et le dimanche, de quatre heures et demie à sept heures du soir.

MM. Lemoine et Sormani rappellent que, dans chaque arrondissement, fonctionnent des Commissions chargées de surveiller l'application de cette loi, et qu'il est dans l'intérêt des patrons qui occupent des apprentis, de s'y conformer, sous peine de contravention pouvant mener en police correctionnelle.

Chambre de la Bijouterie-Imitation et des Industries qui s'y rattachent.

Le 10 mars, les membres et adhérents de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation se sont réunis en Assemblée générale.

Le Bureau était ainsi composé :

M. Piel, Président ; *M. Pinsard*, Vice-Président ; *MM. Mandrillon* et *Héraud*, Secrétaires.

Nous détachons du Rapport de *M. le Secrétaire* sur les travaux de l'année le passage suivant :

Il me resterait à vous parler maintenant, Messieurs et chers Collègues, d'une question à laquelle toutes nos industries s'intéressent vivement et qui est pour votre Chambre une question capitale ; j'ai nommé l'École de dessin et de modelage.

Mais une voix plus autorisée que la mienne vous dira quels sont les progrès accomplis depuis sa fondation et quel avenir on peut espérer si l'on s'en rapporte au chemin parcouru.

La dernière distribution des prix qui a eu lieu au mois de décembre dernier, et les récompenses obtenues à l'Exposition des arts appliqués à l'industrie attestent une fois de plus que nos jeunes élèves rivalisent d'ardeur au travail et que votre Chambre a raison de consacrer à cette œuvre vraiment patriotique tous ses soins et ses principales préoccupations, pour arriver à former des ouvriers capables et indépendants prêts à affronter avec succès la concurrence de l'avenir.

Chambre de la Bonneterie en gros.

Dans sa séance du 5 mai 1880, sous la présidence de *M. Schweitzer*, Président, assisté de *MM. Couturat*, Vice-Président, *Boyer* et *Dapasse-Laridau*, Secrétaires, *M. le Président* communique à la Chambre la circulaire de *M. le Préfet* de police relative aux Classes spéciales pour les apprentis dans les écoles des divers arrondissements. (Voy. ci-dessus.)

Chambre de la Brosserie.

Dans sa séance du 5 mai, sous la présidence de *M. Maurey*, *M. le Président* donne communication de la circulaire de *M. le Préfet* de la Seine relative à l'ouverture de Classes spéciales aux apprentis.

La lettre suivante a été répondue par la Chambre :

Monsieur Jules Cambon, Secrétaire général de la Préfecture de police.

En vous accusant réception de votre circulaire, datée du 10 avril, j'ai l'avantage de vous informer que je l'ai portée à la connaissance

de la Chambre syndicale de la Brosserie, dont j'ai l'honneur d'être le Président, et que bonne note en a été prise.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

A. MAUREY.

Chambre de la Confection pour dames et enfants.

Dans sa séance du 26 mai, sous la présidence de M. *Dreyfus*, Président, assisté de MM. *Tainturier* et *Worth*, Vice-Présidents, et de MM. *Salmé*, et *Mohrange*, Secrétaires, lecture est donnée par M. *Tainturier* du rapport de la Commission nommée dans le but de rechercher les moyens les plus pratiques pour former et se procurer de bonnes ouvrières.

Nous en détachons le passage suivant :

La Commission nommée par vous avait pour but de rechercher les moyens les plus pratiques pour former et se procurer de bonnes ouvrières.

Après avoir tenu compte de diverses opinions émises à notre dernière séance, nous avons dû abandonner le projet, pour notre compte, d'une école d'apprentissage, qui rentrerait plutôt dans le cadre de l'instruction publique ; car la Ville de Paris s'impose de grands sacrifices en ce moment pour la fondation des Écoles professionnelles et il serait à désirer que notre Chambre syndicale usât de toute son influence auprès du conseil municipal pour la création, dans chaque arrondissement, d'ateliers de couture où les jeunes filles, à leur sortie des classes communales, recevraient des notions de coupe et de couture, et obtiendraient des diplômes à la suite d'examens....

Les Écoles professionnelles d'arrondissement formeront de bonnes ouvrières et les inspections mensuelles, puis les concours annuels, serviront de base à l'obtention de diplômes relatant la moralité et la capacité des sujets. Cette récompense honorifique remplacera avantageusement le livret et pourra être accompagnée, dans certains cas, d'un titre de rente sur la Caisse d'épargne.

Chambre des Doreurs, Ornemanistes, Menuisiers et Encadreurs

Dans sa séance du 13 mai, présidée par M. *Carpentier*, M. le Président donne lecture de la lettre de M. le Préfet de police relative à l'ouverture de Classes spéciales pour les apprentis.

**Chambre des Fabricants d'Appareils d'éclairage et de chauffage
par le gaz.**

Dans sa séance du 11 mai, sous la présidence de M. *Beynet*, M. le *Président* donne communication d'une lettre et d'une circulaire de M. le Préfet de police, dont suit la teneur :

Paris, le 28 avril 1880.

Le Député, Préfet de police, à M. le Président de la Chambre syndicale patronale d'éclairage et de chauffage au gaz.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire d'une circulaire relative aux classes qui seront faites spécialement pour les apprentis dans les écoles des divers arrondissements, et qui vient d'être adressée aux Présidents et Présidentes des Commission locales d'arrondissement.

Je crois utile de vous adresser copie de cette circulaire et je vous prie de vouloir bien la porter à la connaissance des membres de votre Chambre.

Je vous serai obligé, en outre, de m'accuser réception de la présente communication.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Député, Préfet de police.

Par le Préfet et par autorisation :

Le Chef du cabinet,

A. LEROUX.

Chambre des Fils et toiles de lin, chanvre et jute.

Dans sa séance du 4 mai 1880, sous la présidence de M. *Cauvin*, assisté de MM. *Robert-Carmichael* et *Guerry*, Vice-Présidents, et *Leridais*, Secrétaire, M. le *Président* a communiqué la lettre de M. le Préfet de police relative aux classes spéciales ouvertes pour les apprentis (Voy. ci-dessus.)

Chambre des Fleurs, plumes et modes.

Dans la séance du 14 mai, sous la présidence de M. *Léon Hiéland*, assisté de MM. *Turney*, *Delmart*, *Laffite*, Vice-Présidents ; *Virot*, Trésorier ; *Bonni*, Secrétaire, M. *Turney*, Vice-Président, annonce qu'il a reçu communication d'un de ses collègues d'un fait assez grave : il s'agit d'une maison, qu'il ne croit pas devoir

désigner autrement, qui continue à surcharger ses apprentis de boîtes énormes; il demande si l'on ne devrait pas profiter de la réponse au Préfet de police pour le prier de porter son attention sur ce fait, que la Chambre trouvera certainement regrettable.

M. le *Président* distingue deux choses dans l'incident. La réponse à M. le Préfet de police concernant une circulaire qui vise l'instruction primaire, et le fait signalé; il pense qu'il vaudrait peut-être mieux ne pas les confondre, et que M. *Turney*, Président de l'Assistance paternelle, fasse cette observation au nom de cette Société. Si cependant on supposait que l'observation venant de la Chambre eût plus de force, il est tout disposé, quant à lui. M. *Delmart*, Vice-Président, demande qu'une plainte soit adressée à la Chambre qui en fera son profit.

M. *Viol* pense qu'en proposant d'écrire au Préfet de police, il n'entre dans les intentions de personne de signaler nominativement la maison; il n'est pas non plus d'avis d'envoyer une circulaire; il vaudrait mieux prévenir paternellement le coupable plutôt que de jeter un blâme sur toute la corporation.

M. *Viol* appuie cette observation et désire une démarche officielle d'un des membres de la Chambre.

M. *Tripier* fait observer que malheureusement il ne s'agit pas d'un fait isolé, et qu'à sa connaissance plus de dix maisons sont dans le même cas.

M. *Eschemann* ne verrait, lui, aucun inconvénient à aller trouver les coupables et à leur dire qu'ils s'exposent, non seulement à des réprimandes, mais à des peines plus sévères, les infractions à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures étant punies d'amendes, voire même de prison.

M. *Charles* rappelle la situation de la Société protectrice des animaux, dont les membres ont droit de dresser procès-verbal; il serait bon qu'il en soit de même pour les membres des Chambres syndicales; la police ne pouvant que difficilement s'occuper de ces détails, son action est presque nulle.

M. le *Président*, après avoir résumé la discussion, ajoute que trois solutions sont demandées :

1° Envoyer une circulaire à toute la corporation;

2° Une officiellement aux coupables;

3° Une à M. le Préfet de police.

M. *Turney* ne croit pas à l'efficacité d'une lettre adressée aux

maisons qui laissent subsister cet abus; il croit préférable de s'adresser à M. le Préfet de police et de lui demander de rappeler d'une façon générale les prescriptions de la loi.

M. le *Président* se rallie à la proposition de M. *Turney*, différente de la première en ce qu'elle n'a plus aucun caractère particulier à telle ou telle industrie, et prie la Chambre de l'autoriser à écrire à M. le Préfet de police dans le sens de la dernière motion de M. *Turney*.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

**Chambre de l'Horlogerie et des industries qui s'y
rattachent (1).**

Par arrêté en date du 24 mars dernier, M. *A.-H. Rodanet*, Président de cette Chambre syndicale, a été autorisé par M. le Député, Préfet de police, à organiser, sous le patronage de cette Chambre syndicale, une loterie au capital de 30,000 francs, dont le produit sera affecté à la création d'une Ecole d'Horlogerie.

— La Distribution des prix pour les Concours de cette année a eu lieu le dimanche 23 mai, au Théâtre du Châtelet.

Chambre du Papier et des industries qui le transforment.

Dans sa séance du 5 mars 1880, sous la présidence de M. *J.-L. Havard*, assisté de MM. *Pacon* et *Laroche-Joubert*, Vice-Présidents, et *A. Bouchez* et *Paul Fano*, Secrétaires. M. *Pacon* dit qu'il sera publié un compte-rendu de la Distribution des récompenses aux enfants du Papier peint, mais qu'il tient beaucoup à adresser aujourd'hui des remerciements à M. *Havard*, qui a bien voulu accepter de présider cette fête, de même qu'à ceux de ses collègues qui ont bien voulu y assister.

M. *Villeneuve* propose de remettre à la prochaine séance le rapport des travaux de la commission du concours des apprentis.

M. *Ramé*, secrétaire de cette Commission, insiste pour donner lecture du projet de règlement du Concours.

La proposition de M. *Villeneuve* n'étant pas acceptée, M. *Ramé* donne lecture du projet de règlement modifié par la Commission.

(1) 39, rue des Francs-Bourgeois.

M. le *Président* rappelle que M. *Piquant* a adressé par lettres, tant à la Chambre qu'à la Commission, des propositions qui n'ont pas encore été résolues. Il présente, en outre, quelques modifications de rédaction relativement au projet de Règlement.

M. *Laudner* propose à la Chambre d'accepter *en principe* le règlement tel qu'il en a été donné lecture, sauf à y apporter les modifications de rédaction jugées utiles. — Cette proposition est acceptée.

L'étude et la discussion des propositions de M. *Piquant* sont renvoyées à la Commission du Concours, qui en fera l'objet d'un rapport qu'elle communiquera à la Chambre.

M. le *Président* donne ensuite lecture de la liste du parrainage présentée par la Commission.

M. le *Président* explique aux nouveaux membres de la Chambre que chaque enfant récompensé est placé sous le parrainage d'un des membres de la Chambre ou de la Commission du Concours, afin de suivre dans l'avenir ces enfants, de les guider, et de continuer de cette manière à atteindre le but que la Chambre se propose en encourageant au bien et au travail les jeunes apprentis. Ceux-ci, par ce moyen, se sentent toujours soutenus, sachant à qui s'adresser pour demander des conseils dont ils peuvent avoir besoin et les aider à devenir des hommes.

M. *Laudner* demande que M. *Ramé*, le secrétaire de la Commission, fasse connaître à l'enfant quelle est la personne désignée pour être son parrain ainsi qu'à chaque membre de la Chambre et de la Commission quels sont les enfants placés sous leur parrainage.

M. *Ramé* dit que, la liste étant publiée à la suite du procès-verbal, il sera facile d'envoyer un exemplaire du journal *l'Union nationale* à chaque personne intéressée.

RÈGLEMENT

DU CONCOURS DES APPRENTIS

ARTICLE PREMIER. — La Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment, voulant continuer et agrandir son œuvre d'encouragement aux apprentis, a fondé un concours (1) entre les

(1) Autant que possible, le concours devra avoir lieu au commencement de l'année. Les circulaires envoyées au commencement de février, la liste des candidats arrêtée le 15 mars, la notification d'admission transmise avant ou au

apprentis des deux sexes, faisant partie des industries qu'elle représente.

ART. 2. — Les fonds nécessaires pour subvenir aux frais de ce concours, consistant : 1° dans le revenu d'un capital de 500 francs, inaliénable, qui a été donné à la Chambre du Papier à titre de fondation perpétuelle; 2° dans le revenu des sommes qui seront données à l'avenir pour grossir ce capital; 3° et dans les sommes qui seront fournies au moyen de souscriptions individuelles recueillies par les soins d'une Commission nommée à cet effet, et ce, tant parmi les membres de la Chambre et ses adhérents, que parmi les membres de la corporation et autres personnes qui voudront bien participer au succès de l'œuvre entreprise.

ART. 3. — Les souscriptions seront reçues indistinctement par tous les membres de la Commission, mais particulièrement par le Président et le Trésorier de la Commission, tous deux membres de la Chambre.

ART. 4. — Le concours a pour but :

1° De récompenser les enfants les plus méritants au point de vue de la capacité industrielle pratique et théorique;

2° De suivre l'œuvre fondée par la Chambre en 1869, en encourageant les enfants qui, par leur zèle et leur bonne conduite, auront mérité cette distinction.

ART. 5. — Tout enfant présenté au concours doit être Français et âgé au moins de treize ans dans l'année du concours.

ART. 6. — La présentation devra être faite par le patron, avec autorisation des père et mère de l'enfant ou de la personne qui les représente, dans les délais prescrits par la circulaire indiquant le concours, et elle devra être accompagnée de la remise des pièces ci-après, qui sont obligatoires :

1° Un extrait de l'acte de naissance;

2° Le contrat d'apprentissage;

3° Les noms, profession et demeure des parents ou tuteurs.

A défaut du contrat d'apprentissage, un certificat du patron relatant les conditions et la date de l'entrée de l'apprenti.

Aussitôt la liste des candidats arrêtée, il leur en sera donné avis.

ART. 7. — L'ordre des apprentis sera divisé par catégories.

ART. 8. — Les apprentis n'ayant pas une année complète d'apprentissage ne pourront être admis à concourir; ils seront classés dans la première section, dite d'encouragement.

plus tard le 1^{er} avril, le travail rendu le 15 du même mois pour que les travaux du jury soient terminés le 30. La distribution devant avoir lieu dans la première quinzaine de mai.

PREMIÈRE CATÉGORIE : CARTONNIERS

1^{re} Section, dite d'encouragement.

2^e Section. — Apprentis de 2^e année admis au concours.

3^e Section. — Apprentis de 3^e année admis au concours.

DEUXIÈME CATÉGORIE : RÉGLEURS

Les apprentis de cette catégorie sont en principe classés dans la première section; toutefois, par exception, les apprentis de plus d'une année pourront être admis à concourir dans la deuxième ou troisième section comme les apprentis des autres branches d'industrie de 2^e et 3^e année.

TROISIÈME CATÉGORIE : PAPETIERS

1^{re} Section, dite d'encouragement.

2^e Section. — Apprentis de 2^e année. — Concours.

3^e Section. — Apprentis de 3^e année. — Concours.

QUATRIÈME CATÉGORIE :

Les industries diverses se rattachant aux divers Comités de la Chambre.

ART. 9. — Le travail du concours se composera de deux parties :

1^o Travail manufacturé;

2^o Travail théorique, c'est-à-dire l'explication par écrit du travail qui aura été déposé.

La Commission du concours déterminera chaque année le programme du travail manufacturé et les conditions d'exécution.

ART. 10. — Les travaux devront être terminés dans les délais prescrits et remis à la Commission après avoir été préalablement enveloppés et cachetés devant leur auteur, sans aucun signe distinctif sous peine d'exclusion.

ART. 11. — Pour les travaux faits dans l'atelier, le patron délivrera un certificat attestant que l'apprenti a bien fait lui-même complètement seul le travail du concours et indiquant dans quel laps de temps il a été fait.

ART. 12. — Après la notification d'admission aux candidats, la Commission présentera à la sanction de la Chambre une liste de candidats patrons pour former le jury d'examen qui sera composé de six membres, savoir :

Trois patrons et trois ouvriers (ces trois derniers nommés par leur Syndicat).

Il sera nommé, en même temps, six jurés suppléants (trois patrons et trois ouvriers). Ne peuvent faire partie de ce jury les patrons ou ouvriers ayant présenté des apprentis.

Les jurés patrons peuvent être pris en dehors de la Chambre et parmi les patrons ayant quitté les affaires.

ART. 13. — Les récompenses se composeront, savoir :

1^o De livrets de la Caisse d'épargne ;

2^o De médailles de vermeil ;

3^o De médailles d'argent ;

4^o De médailles de bronze ;

5^o De mentions honorables ;

Et enfin des divers objets qui pourront être offerts par des donateurs dont les noms figureront dans une liste spéciale publiée à la suite du rapport officiel de la distribution.

Le prix Havard (livret de Caisse d'épargne de 50 francs) ne pourra être délivré, suivant l'intention de la donatrice, que dans la première section, dite d'encouragement.

ART. 14. — Chaque récompense sera accompagnée d'un diplôme signé du Président et du Secrétaire de la Commission.

ART. 15. — *Médailles.* — La Commission du concours fera frapper les médailles qu'elle aura jugé nécessaires pour la distribution, et en se servant du type qui a été adopté, c'est-à-dire celui présenté et dessiné par M. Ramé.

ART. 16. — Un diplôme sera délivré à chacun des membres du jury des récompenses.

ART. 17. — Le Secrétaire de la Commission sera chargé de la rédaction des circulaires et de toute la correspondance.

ART. 18. — Le présent Règlement a été approuvé par la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment en sa séance du 4 mars 1880.

— Dans sa séance du 2 avril, sous la présidence de M. J.-L. Havard, assisté de MM. A. Laroche-Joubert et V. Pacon, Vice-Présidents ; A. Bouchez et Paul Fano, secrétaires, M. Ramé a présenté le rapport de la commission du concours, sur les propositions de M. Piquant.

La Chambre avait été saisie par M. Piquant de deux propositions tendant :

La première, à décerner une récompense aux patrons qui auraient présenté au Concours le plus grand nombre d'apprentis.

La seconde, à fonder un prix d'honneur, délivré spécialement au nom de la Chambre syndicale.

La Commission, après avoir entendu M. Piquant, et après examen de ses deux propositions, et délibération à ce sujet, a émis l'avis suivant ;

1^o Sur la première question, il ne lui a pas paru qu'il fût

possible de décerner une récompense aux patrons parce qu'ils auraient présenté un grand nombre d'apprentis au concours; mais pour donner satisfaction dans une juste mesure à la pensée de M. *Piquant*, la Commission propose de remettre à chaque patron un duplicata du diplôme accordé aux apprentis de son atelier;

2^o Quant à la seconde proposition, la Commission n'estime pas qu'il y ait lieu d'y donner suite. Elle fait remarquer que tous les prix, à l'exception de ceux offerts par des donateurs avec un titre spécial, sont décernés au nom de la Chambre syndicale, et sont gradués selon le degré de mérite des lauréats. Créer un prix d'honneur serait faire double emploi avec les premiers prix déjà décernés.

— Dans sa séance du 7 mai sous la présidence de M. *J.-L. Harvard*, assisté de M. *V. Pacon*, Vice-Président, de MM. *A. Bouché* et *Paul Fano*, Secrétaires, et de M. *Valdampierre*, Secrétaire-Trésorier. M. le *Président* donne lecture de la lettre de M. le Préfet de police, transmettant un exemplaire d'une circulaire du 10 du même mois, par laquelle les Commissions locales sont informées que, pour faciliter aux enfants travaillant dans l'industrie le moyen d'acquérir l'instruction primaire élémentaire exigée par l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, l'Administration municipale de Paris a décidé la création de Classes spéciales pour les apprentis dans les écoles des divers arrondissements; elles auront lieu tous les jours, excepté le jeudi et le dimanche, de 4 heures et demie à sept heures du soir.

REVUE DE L'ÉTRANGER

ITALIE. — *Les pifferari*. — A propos d'une fête qui a eu lieu au Trocadéro au profit de la Société de bienfaisance italienne de Paris et de celle des Amis de l'enfance, le *Figaro* (du 9 mai) a retrouvé et publié un travail intéressant, fait par M. Cavaglion, au nom de la première de ces Œuvres de charité. — Ce rapport, qui date de 1868, a produit à cette époque une telle sensation que le Gouvernement italien, interpellé à la Chambre, dut se préoccuper de la question. Une loi fut votée. Puis grâce à la propagande et à l'entente entre les deux Gouvernements, français et italien, cette plaie, qui souillait nos rues et déshonorait l'Italie, a disparu à jamais. Le cri de compassion poussé par M. E. Gavaglion a retenti partout; on en voit des traces dans

le livre de Maxime du Camp, dans les annales des Chambres françaises (1). Mais ce qui est certain, c'est que les petits pifferari passent désormais leur enfance à l'école, au champ ou à l'atelier et non à balayer les rues de l'Europe comme dit l'auteur du poignant tableau qui suit :

« Cette question des petits Italiens est à la fois très simple et très compliquée : simple, parce qu'elle éclate à tous les yeux, et qu'il semble facile de la faire disparaître, comme on voile un tableau qui déplaît; compliquée, parce qu'il existe une complicité intéressée ou indifférente et une pitié mal entendue, qui commencent chez les fonctionnaires municipaux d'Italie, pour finir on ne sait où, en passant par le public qui s'attendrit.

Quoi qu'il en soit, voici où commence et comment se poursuit ce trafic qui exploite l'humanité dans ce qu'elle a de plus intéressant : l'enfance !

Dans l'Italie méridionale, dans une province riche entre toutes, au sol fertile mais peu cultivé, la *Basilicata*, la plupart des habitants font de la musique et du vagabondage une véritable industrie; c'est de là que de tout temps sont parties ces nuées d'enfants musiciens, grands et petits, qui ont rendu leur pays si singulièrement célèbre par toute l'Europe et même en Amérique. Cinq ou six communes se distinguent surtout par le nombre considérable de leurs émigrants; ce sont les suivantes : *Marsicovetere*, *Corleto*, *Laurenzana*, *Calvello*, *Picinisco* et *Viggiano*.

Cette émigration, que facilitaient les anciens gouvernements du royaume de Naples, dans le but sans doute de se débarrasser du trop-plein d'une population turbulente, se poursuit aujourd'hui avec la même activité. Et de même que les pauvres montagnards de la Savoie et du Piémont, chassés par le froid, vont chercher dans les grandes villes un gîte et du pain par le travail, les Calabrais vont au loin chercher leur subsistance par une honteuse mendicité. La coutume de mendier de ville en ville, au moyen des enfants, a donné naissance à un trafic qui se pratique ouvertement sous les yeux et avec la tolérance des autorités de tous les pays.

Tous les ans, à des époques indéterminées, partent de leurs villages plusieurs centaines d'enfants, de tous les âges, de tous les sexes, par groupes de deux à dix enfants, sous la conduite d'individus se disant leurs parents ou leurs patrons. Mais en réalité, ces hommes sont de vrais maîtres d'esclaves, car ces enfants leur sont loués, vendus ou confiés en vertu de contrats signés de part et d'autre, et que les deux

(1) Voy. MM. Ern. Nusse et J. Périn. *De l'emploi des enfants dans les Professions ambulantes des saltimbanques, acrobates, etc.* (Commentaire de la loi des 7-20 décembre 1874). Paris, au siège de la *Société de protection* (rue de Rennes, 44).

parties supposent probablement réguliers, puisqu'ils réclament quelquefois l'assistance des consuls à l'étranger pour faire exécuter des clauses auxquelles cherchent à se soustraire les contractants. Ces conventions stipulent généralement la location des enfants pour une période déterminée, moyennant le paiement d'une somme annuelle ou bien d'une somme fixée et payée d'avance pour toute la durée de l'engagement. Les parents se débarrassent ainsi de leurs enfants contre une somme d'argent, sans se préoccuper autrement de leur sort, si ce n'est au moment où il leur semble pouvoir tirer un meilleur parti de ces misérables et frères créatures.

Les individus qui vont faire les embauchages sur les lieux appartiennent presque tous aux provinces méridionales, et sont connus des parents; aussi obtiennent-ils facilement des passeports, soit en faisant de fausses déclarations, ou en s'adressant à des employés subalternes qui, par insouciance ou par tout autre motif, n'opposent aucun obstacle à cette misérable exploitation.

Ces bandes d'enfants, à peine sortis de leurs villages, commencent à mendier pour le compte de leurs exploiters, traversent toute l'Italie en suivant le littoral de la Méditerranée et arrivent par la Corniche à Nice et à Marseille. Très peu parviennent en France par la mer, car à Marseille le débarquement de ces mendiants est très surveillé. Lorsqu'ils ne sont pas munis de passeports en règle, ils passent à travers les Alpes par Briançon.

Aux frontières commence la véritable traite des blancs. Là, les conducteurs les revendent souvent à des individus habitant Paris, ou les grandes villes bonnes à exploiter, soit en France ou ailleurs. Après avoir livré leur marchandise humaine, ils retournent en Bascilate récolter d'autres enfants, qu'ils font voyager de la même façon avec les documents qui ont servi au précédent convoi.

Voilà de quelle façon commence cette odieuse exploitation: voici maintenant comment elle se pratique dans la plus belle ville du monde.

Arrivés à Paris, ces pauvres enfants sont installés pêle-mêle, filles et garçons, dans une promiscuité indigne, chez des logeurs qui avoisinent la *place Maubert* et le *Panthéon*. Chaque matin, ces misérables déguenillés sont lancés dans toutes les directions à la recherche du *petit sou*.

Quelquefois les maîtres les suivent et surveillent de loin la recette qu'ils leur viennent arracher lorsqu'ils sont hors des regards des donateurs. Mais l'encaissement est presque toujours confié au plus âgé de la petite troupe; le patron préfère passer la journée dans les cabarets en compagnie de ses pareils, attendant patiemment la rentrée des enfants.

Les plus petits sont les meilleurs instruments de travail, car ils attirent mieux la pitié des passants; aussi sont-ils plus recherchés par ces trafiquants.

Le vagabondage dure du matin au soir. Ces enfants vivent de ce que la charité publique leur donne en nature; ils doivent rendre le numéraire en entier. Le soir venu, ils retournent dans leur bouge, sur l'impériale d'un omnibus, qui sert quelquefois de théâtre à leurs exploits. Qui peut résister aux grimaces, aux contorsions, au rire, aux larmes, de ces pauvres déshérités! Ils complètent ainsi très souvent leur journée par la charité de l'ouvrier! Cependant la recette n'est pas toujours belle; c'est alors que la crainte de mauvais traitements leur fait prolonger le vagabondage bien avant dans la nuit.

Qui n'a rencontré, en sortant du spectacle, en rentrant le soir chez lui, ces pauvres êtres chétifs, chargés d'instruments plus lourds qu'eux-mêmes, traînant péniblement leurs pas à la suite du passant attardé? Ces jours-là, la journée a été laborieuse, et les malheureux, accablés de fatigue, n'ayant plus la ressource des omnibus, privés de la force et du courage nécessaires pour marcher jusqu'à leur grabat, succombent souvent à la faim et au sommeil sur un banc des boulevards, au coin d'une borne, sous une porte cochère, n'importe où. Dans les soirées d'hiver, pour se mettre à l'abri du froid, ils se jettent deux ou trois les uns sur les autres enchevêtrés dans leurs instruments; mais le sommeil n'est jamais de longue durée; les agents de police se chargent presque toujours de les éveiller et de leur procurer un asile pour la nuit.

La ville n'est pas exploitée exclusivement; quelques-uns de ces enfants vont dans les villages environnants, surtout les jours de fêtes, charmer les loisirs des habitants des campagnes. Mais le paysan, peu *dilettante* de sa nature, se livre quelquefois envers eux à des actes de brutalité qui ont maintes fois motivé l'intervention des consuls d'Italie.

En été, on les voit également par groupes en dehors des barrières, des stations de chemin de fer; ils attendent l'arrivée des trains pour faire entendre les sons discordants de leurs instruments, et leurs petites voix nasillardes, qui chantonnent, dans un langage incompréhensible, des chansons patriotiques mêlées aux plus obscènes couplets. Aussi, n'est-il pas aujourd'hui dans toute la France un homme qui ne confonde les hymnes des patriotes italiens avec les vers égrillards des *lazzaroni* napolitains!

Pendant la durée de la dernière Exposition le nombre de ces enfants était si grand à Paris et dans les environs, que plusieurs journaux se sont faits l'écho de la juste indignation du public, aux yeux duquel le trafic de ces malheureux apparaît comme à nous tous.

Chacun comprend le sort qui attend ces enfants, mal nourris, à peine vêtus, mal logés, subissant de mauvais traitements; en contact continuuel avec des hommes capables de tout; n'ayant aucun bon exemple, ne voyant rien qui élève l'âme, privés de tout, quittant leur bouge pour le ruisseau, la boue des rues pour celle des prisons. Les petits indigènes des Calabres qui survivent à tant de souffrances deviennent des brigands dans leur pays, et des malfaiteurs partout !

En voyant ces guenilles humaines circuler par les rues de Paris, on se demande les motifs qui font tolérer, sinon protéger, cette honteuse spéculation. On se dit avec raison que dans cette ville où le plus petit marchand ambulant paye patente, où le commissionnaire des rues doit avoir une plaque, où rien ne se fait sans permission, les exploiters d'enfants paraissent être seuls en dehors des lois. Pourquoi cette faveur ? Pourquoi dans un pays qui est à la tête de la civilisation, dans ce pays où le travail est en si grand honneur, laisse-t-on ce genre de mendicité former une véritable corporation ?

Sont-ce les lois qui font défaut en pareille matière ? Il faut en créer. Mais elles ne manquent pas ; une seule suffit, c'est l'arrêté de M. le Préfet de police, en date du 28 février 1863, qui dit à l'article 10 :

« Il est expressément défendu aux saltimbanques, joueurs d'orgues, musiciens et chanteurs ambulants de se faire accompagner par des enfants *âgés de moins de seize ans...* »

Cet article dit tout, ce nous semble, et nous ne comprenons pas comment il existe encore à Paris un seul enfant tendant la main ? Est-ce que l'administration ignore les faits qui nous préoccupent ? Non, car elle a un service de police spécial, affecté à cette exploitation, et les noms des principaux trafiquants lui sont parfaitement connus, ainsi qu'il résulte de la liste annexée au présent rapport. Les motifs de la tolérance de l'administration française échappent donc complètement à notre perspicacité.

Lorsqu'un de ces enfants est arrêté en état de vagabondage bien constaté, il est provisoirement détenu, et avis en est donné au consulat général d'Italie. Presque aussitôt arrive le patron qui le réclame et auquel on le remet immédiatement. Le moment de leur arrestation est le plus pénible pour ces enfants. Nous avons souvent assisté à de véritables luttes entre la ruse des enfants et la force des agents, qui pourtant les traitent avec douceur. Ils cherchent tous les moyens possibles pour échapper, car leur arrestation produit au patron une *perte matérielle* qu'il faut plus tard rattraper par un surcroît de travail, sauf à être sévèrement punis.

À la troisième arrestation du même enfant, l'expulsion du territoire français est ordonnée et avis de rapatriement est donné au consul d'Italie qui délivre à la Préfecture un reçu pour chaque enfant.

L'expulsion n'a jamais d'effet réel, car ils peuvent revenir par une autre frontière, accompagnés par d'autres individus, sans que leur identité puisse être sérieusement constatée.

Ces changements de noms ou de maîtres s'expliquent par le mutisme dans lequel se renferment ces enfants. Nous les avons bien souvent questionnés, et jamais nous n'avons pu obtenir que deux mots de réponse : « Je demeure place Maubert ; je suis *di Napoli*. »

D'ailleurs, rien ne les oblige à revenir à Paris immédiatement ; le champ de leur exploitation est aussi vaste que le monde ; ces misérables trafiquants peuvent les échanger, les revendre ou les envoyer au milieu des troupes qui fourmillent surtout à Londres.

La grande métropole anglaise est célèbre entre toutes par la forme hideuse que prend l'exploitation du vice et de la misère. Et, quoique nous n'ayons à nous occuper que de Paris, nous ne pouvons résister au devoir navrant de citer un document que M. le consul d'Italie à Londres a bien voulu nous communiquer. Ce document, que nous avons annexé à la fin de ce rapport, relate un fait des plus monstrueux que l'on puisse rêver. Une jeune fille de treize ans, confiée par de misérables parents à un être sans nom, est morte d'un mal infâme dans un hôpital de Londres, après avoir été exploitée de toute façon au profit de son patron. Cette jeune fille était de Chiavari, mais le pays ne fait rien à la cause. Les petites Napolitaines n'ont pas un meilleur sort. En les voyant grandir au milieu de la rue, on devine aisément l'avenir qui les attend. Il n'est donc pas nécessaire d'aller à la recherche de nouvelles citations. Disons seulement qu'au témoignage d'un médecin napolitain, sur 100 enfants des deux sexes qui quittent leurs villages, 20 seulement rentrent chez eux ; 30 environ s'établissent dans les diverses parties du monde, et 50 succombent aux maladies, aux privations de toute sorte et aux mauvais traitements ! La mortalité des petits émigrants serait donc de 50 0/0 ! »

BIBLIOGRAPHIE

I. Commentaire de la loi du 19 mai 1874 sur le Travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie

II. De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes ;
Commentaire de la loi des 7-20 décembre 1874, par MM. *Ern. Nusse* et *J. Périn* (1).

Malgré la modestie de leurs titres, ces deux ouvrages ne sont pas de simples Commentaires. Ils méritent l'attention de quiconque, en tout pays, s'intéresse à l'Enfance, et se préoccupe, tant par humanité que dans l'intérêt national, du sort des ouvriers de l'industrie. Partout se posent les mêmes problèmes. Dans quelle mesure l'État peut-il intervenir, en sa qualité de tuteur, sans léser les droits et sans affaiblir les moyens de la concurrence dans la réglementation du travail industriel? Comment peut-il assurer l'efficacité de ses prescriptions en pareille matière? De ces problèmes les ouvrages de nos collègues contribueront à préparer les solutions diverses. Ils indiquent, en effet, comme il convient, l'état présent des Législations étrangères, et l'on aura recours aux renseignements qu'ils fournissent pour compléter ceux que l'on trouve dans l'*Annuaire* et dans les *Bulletins* de la Société de Législation comparée. Ils font connaître, en outre, les difficultés d'application auxquelles se sont heurtées les lois françaises et anglaises. A cet égard, leur travail emprunte une autorité toute spéciale à l'expérience acquise notamment par M. Périn dans ses fonctions de secrétaire de la Société française de protection des apprentis et de membre de la 5^e Commission locale de Paris pour l'exécution de la loi de 1874.

Ce travail fournit ainsi une base solide à l'examen critique des différentes lois existantes et de précieux éléments pour l'élaboration et la discussion des lois à faire. On sait que, dans plusieurs pays, la législation sur le travail industriel n'est encore qu'ébauchée : elle manque absolument ailleurs, par exemple en Italie, où le Parlement sera, sans doute avant peu, saisi du projet sur lequel M. Sella, ministre du Commerce dans le cabinet du 29 décembre 1878, a demandé l'avis des autorités locales.

Au Commentaire de la loi du 19 mai 1874, nos collègues ont joint le texte des documents parlementaires relatifs à l'élaboration de cette loi, y compris les procès-verbaux de la discussion du projet ; des règlements d'administration publique faits pour l'exécution de la loi ; des documents ayant servi à la confection de ces règlements, des

(1) En vente au siège de la *Société de protection*.

circulaires et instructions administratives qui s'y rapportent; enfin un exposé historique des tentatives de revision auxquelles a déjà donné lieu la loi commentée.

LANEYRIE,

Juge au Tribunal civil de Châteaudun.

(Extrait du *Bulletin de la Société de Législation comparée*, mai 1880, p. 363.)

CHRONIQUE

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL MUNICIPAL. — M. le Préfet de la Seine a constitué la Commission chargée d'étudier les questions relatives à l'Enseignement professionnel municipal à Paris et notamment : 1^o d'examiner dans quelles conditions les exercices de travail manuel pourraient être associés à l'instruction primaire dans les écoles de la ville de Paris et de déterminer la nature de ces exercices; 2^o d'étudier et de soumettre au Préfet de la Seine des propositions pour l'organisation de nouveaux établissements d'apprentissages.

Font partie de cette commission: MM. Corbon et Tolain, sénateurs; MM. les députés Brelay, Nadaud, Greppo; MM. les conseillers municipaux Thorel, Cléray, Harant, Hamel, Leneveux; MM. les maires Gaildraud, Emile Ferry et Poulot; MM. les professeurs Salicis, Poiré, Moutard; MM. Gréard, vice-recteur; Carriot, directeur de l'enseignement primaire; MM. Bourbouze, Lepaute, ingénieurs mécaniciens; Marienval, négociant; enfin MM. les Inspecteurs des Écoles de la ville. M. Corbon est président de cette Commission.

L'ÉCOLE D'APPRENTISSAGE DE LA VILLETTE. — M. le Préfet de la Seine vient de constituer le « Conseil de perfectionnement et de surveillance » pour l'École d'apprentissage de La Villette.

En voici la composition : MM. Corbon et Tolain, sénateurs; Nadaud, député; Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris; Métivier, Quentin, Thorel, membres du conseil municipal; de Montmahou, inspecteur de l'enseignement primaire; Moutard, professeur à l'École des mines; Carré, fabricant d'appareils réfrigérants.

— *Nomination d'un Inspecteur primaire à titre de membre du Conseil de perfectionnement et de surveillance de l'École d'apprentissage.* —

M. le sénateur Préfet de la Seine, vient de prendre l'arrêté suivant :

« Vu l'arrêté préfectoral, en date du 6 mars 1880, instituant près l'école municipale d'apprentissage située boulevard de la Villette, n^o 60, un conseil de perfectionnement et de surveillance, et fixant à 10 le nombre des membres du Conseil;

Attendu que M. de Montmahou, inspecteur de l'enseignement primaire et membre dudit Conseil, vient d'être appelé aux fonctions d'inspecteur de l'instruction publique;

Considérant qu'il importe qu'un inspecteur de l'enseignement primaire fasse partie du conseil de perfectionnement et de surveillance de l'école municipale d'apprentissage du boulevard de la Villette, n° 60;

Sur la proposition de l'inspecteur d'Académie, directeur de l'enseignement primaire,

Arrête :

Article premier. — Un inspecteur de l'enseignement primaire, désigné par le Préfet de la Seine, est adjoint au conseil de perfectionnement et de surveillance institué près l'école d'apprentissage située boulevard de la Villette, n° 60.

Il siège dans ce conseil avec voix délibérative.

Art. 2. — Le mandat conféré à l'inspecteur de l'enseignement primaire n'a pas de durée limitée. En conséquence, cet inspecteur n'est pas soumis au renouvellement biennal prévu, pour les autres membres, par l'article 3 de l'arrêté susvisé.

Art. 3. — M. Clerc, inspecteur de l'enseignement primaire, est désigné pour faire partie du Conseil de perfectionnement et de surveillance institué près l'école municipale d'apprentissage située boulevard de la Villette, n° 60.

Art. 4. — Le secrétaire général de la Préfecture et l'inspecteur d'Académie, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 mars 1880.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire général de la Préfecture,
F. G. VERGNAUD (1) »

CONSEILS D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ PUBLIQUES. — Sur la proposition du Comité consultatif d'hygiène publique de France. M. le Ministre de l'agriculture et du commerce vient de décerner aux membres des conseils d'hygiène et de salubrité publiques, qui se sont le plus particulièrement distingués pendant l'année 1877, des récompenses honorifiques dont la liste est publiée par le *Journal officiel* du 12 mai.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT. — M. le Ministre de l'instruction publique vient de désigner pour représenter la France au Congrès international de l'Enseignement qui aura lieu à Bruxelles du 22 au 29 août 1880 :

MM. Du Mesnil, conseiller d'État; Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris; Buisson, directeur de l'Enseignement primaire.

(1) Cet arrêté préfectoral a été inséré au *Bulletin de l'Instruction primaire de la Seine*, 1880, p. 190.

LES PETITS RAMONEURS. — « Qui ne se sent pris de compassion à l'aspect de ces pauvres petits êtres que l'approche de l'hiver ramène dans les villes, à Paris surtout, où leur cri monotone et matinal résonne comme une plainte ? Pour la plupart, ils n'ont pas encore achevé leur croissance. Le besoin les a chassés du foyer paternel. Ils sont, dans nombre de cas, l'objet d'un marché honteux. On les vend ou on les loue, moyennant rétribution, à ces hommes nomades dont ils deviennent les esclaves et qui les font travailler comme des nègres. En France, où l'on a la pitié facile, on s'est apitoyé sur le sort des nègres vendus, par cargaison, aux traitants, puis aux planteurs de l'Amérique, et quand le Nord eut écrasé le Sud et proclamé, par sa victoire, l'émancipation des noirs, ce fut une joie. Il est vrai que la traite ne fut pas supprimée pour cela. Les pathétiques récits de Stanley et de tous les explorateurs de l'Afrique équatoriale le prouvent de reste. Mais un principe fut alors proclamé, et quand un principe est proclamé, n'importe où, il paraît que nous devons tressaillir d'aise.

Quant à l'exploitation des petits Savoyards par les grands, cela ne tire pas à conséquence : Ces petits nègres d'occasion, grâce au métier qu'ils exercent, ayant été l'objet d'un marché, sont la propriété temporaire de ceux qui les exploitent et qui leur en demandent assez pour les estropier, sinon pour les tuer. Il paraît que les mauvais traitements infligés aux nègres des plantations ont été beaucoup exagérés. En tout cas, en admettant qu'ils y comptassent comme tête de bétail, il n'est pas de propriétaire qui martyrise son bétail pour le plaisir ; au contraire, il y va de son intérêt de le soigner du mieux possible, pour en tirer le meilleur parti. Aussi faut-il montrer quelque circonspection à l'égard des récits faits pour les larmes, qui furent comme un symptôme de la guerre de sécession et dans lesquels on exploita à outrance la misère et les tribulations des hommes de couleur. Rien n'est plus curieux que ces manifestations sentimentales chez un peuple qui ne recule devant aucun moyen pour exterminer les peaux rouges et qui, pour la liberté des peaux noirs, enfama l'une des plus horribles guerres des temps modernes. Explique qui voudra, ou qui pourra, de telles contradictions.

Quoi qu'il en soit, en France, à l'heure qu'il est, il est encore à peu près permis d'exploiter les petits Savoyards, sans les nourrir et en les accablant de mauvais traitements. On fait profession, pour eux, d'une compassion platonique, et ces pauvres enfants, si grotesques en apparence, sous la couche de suie qui les couvre, du haut en bas, sont à la merci du premier entrepreneur qui les frappe, les torture et ne les chausse point. Quelques passants compatissants leur glissent, de temps en temps, dans la main, quelque menue monnaie, sans se douter qu'ils font l'aumône à cette sorte de garde-chiourme brutal, qui souvent les frappe et les nourrit le plus rarement possible. Le

soir venu, il faut rendre ses comptes, et sans fraude, sans quoi le maître est là, qui retourne les poches, fouille partout, et grossit son magot de ce qu'il trouve. De sorte que la charité et la pitié se trompent de route et font des revenus à ce cornac inhumain.

On s'est beaucoup apitoyé, en vers et en prose, non seulement sur ces pauvres êtres, mais aussi sur leurs parents qui s'en débarrassent, contraints et forcés. Il y a là une exagération flagrante. Les artisans et les prolétaires de toutes nos campagnes ne sont pas plus riches que d'autres, et ils ne vendent point leurs enfants; ils ne les livrent pas, contre quelques pièces de cent sous, au premier venu qui passe et leur propose un marché. Ces sortes de transactions n'ont pas d'excuse, et ceux qui les consentent ont autant de sécheresse de cœur que les autres ont de brutalité. Ils se débarrassent d'une charge, contre argent comptant, et vivent mieux pendant que leurs enfants pâtiissent sous les coups ou meurent de faim. On citerait de cela mille exemples.

Et qui se plaindrait? Eux! Et sous quel prétexte? Il ne se passe rien en public. Ils sont trop tremblants devant leurs maîtres, et pour savoir ce qu'ils endurent, il faudrait interroger les échos des taudis où ils rentrent le soir, jamais nourris et souvent battus. Regardez, en passant, ces grands yeux blancs sur la peau noire et tâchez d'y lire, si possible, les durs secrets de la rude existence. Je ne sais rien au monde de plus barbare et de plus ignoble que ces meneurs de bétail humain, dont nul n'ignore les procédés, et qui passent sans être inquiétés, à moins que les marques de leurs coups et blessures ne soient trop saignantes et trop visibles. La loi est armée, cependant, contre cet abus, et la Cour de Paris vient d'en donner la preuve, après le Tribunal correctionnel d'Épernay dont elle a aggravé la sentence, à l'égard d'un sauvage du nom de Falcaz qui, avec l'aide d'un sien neveu, son complice, âgé de quinze ans, un nommé Lacambe, a estropié pour la vie, grâce à ses mauvais traitements, deux enfants, l'un de douze, l'autre de huit ans, qu'il avait achetés à leur père, moyennant une somme de cent vingt francs par tête.

L'odyssée de ces pauvres petits êtres est effroyable. Par l'hiver le plus rigoureux, on les force à marcher pieds nus, dans la neige. Ils sont à bout de force, on les frappe avec des bâtons ferrés. L'association Falcaz et Lacambe s'entend à ces ignominies. Ces deux brutes s'excitent l'une et l'autre; c'est à qui sera le plus impitoyable; c'est au point que si les passants donnent un morceau de pain à ces deux enfants qui meurent de faim, ils le leur arrachent des mains. On n' imagine pas un pareil martyre. Enfin arrêtés, les deux bandits sont traduits devant le Tribunal de police correctionnelle d'Épernay, pendant que leurs victimes sont conduites à l'hôpital, sans espérance de guérison. Le Tribunal est indulgent, Lacambe est condamné à un an

et un jour de prison, Falcaz à trois ans de la même peine, et de plus à remettre entre les mains du père, sur la demande de celui-ci, deux titres de rente 3 0/0 de 50 francs, devant être inscrits au nom des enfants. Celui-ci, qui les a vendus, n'oublie pas le positif, et saisit l'occasion favorable d'augmenter le pécule.

Ainsi condamnée, l'association en rappelle, prévenue en cela par le ministère public qui, lui aussi, interjette appel *a minima*, de sorte que les deux monstres reviennent devant la Cour, persuadés qu'ils sont d'avoir été victimes d'une injustice et convaincus de l'empressement des nouveaux juges à leur laisser reprendre leurs vocations. Malheureusement pour eux, l'illusion n'a pas été de longue durée. La Cour, en ce qui concerne Lacambe, a confirmé le jugement des premiers juges. Quant à Falcaz, le bourreau en chef, tout en maintenant le chiffre des dommages-intérêts, elle l'a gratifié d'une augmentation de peine de deux ans. Il faut croire que c'est le maximum applicable en pareil cas, et qu'il n'y avait pas lieu à jugement plus sévère. Mais, ce sont là des choses qui exigeraient la plus grande publicité, et il serait à désirer que de telles sentences fussent affichées à profusion dans les pays où les enfants pauvres sont menacés d'un pareil sort et où les pères de famille considèrent, comme la chose la plus naturelle du monde, de débattre le prix d'un marché honteux avec ces ignobles trafiquants de chair humaine. Combien d'enfants, pour n'avoir pas subi pareil martyre, ne sont-ils pas l'objet de brutalités quotidiennes, mangeant seulement quand il plaît aux brutes qui es engagent et les conduisent ? Il faut l'éclat d'une pareille condamnation, si juste et si méritée, pour que l'on sache ce que contient de douleurs subies et d'angoisses pour l'avenir, le cri matinal si connu des Parisiens, de ces pauvres petits chassés ou vendus ». (*Le Soleil*, 14 juin 1880.)

NÉCROLOGIE. — Notre collègue M. Marie-Philippe *Courvoisier*, chevalier de la Légion d'honneur, ancien juge au Tribunal de commerce de la Seine, ancien maire d'Épinay-sur-Seine (Seine) est décédé le 29 février 1880, dans sa 66^e année.

— Notre collègue M. Thomas-Louis-Victor *Hénon* aîné est décédé le 28 avril ; il touchait à sa 80^e année. M. Hénon, qui avait été dans le commerce, fut, pendant à peu près 30 ans, membre de la Commission des valeurs de douane ; il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur pour sa participation active aux travaux de cette Commission. M. Hénon a été administrateur du bureau de bienfaisance du V^e Arrondissement (Panthéon) pendant plusieurs années. Notre collègue était le chef d'une nombreuse famille, qui reste dignement représentée parmi les membres de notre Association.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents :	Présentateurs.
MM. Trille (Ed.), à Paris, rue Monsieur-le-Prince, 14, (Déjà membre ordinaire).	MM.
Trille (P.), à Paris, rue Monsieur-le-Prince, 14. (Déjà membre ordinaire).	

MEMBRES ORDINAIRES :

MM. Arnal (Léon), avocat à la Cour de Paris, rue Bourdaloue, 9	J. Fabre et J. Périn.
Bernot , Président de la Commission locale de surveillance, à Troyes.	
Darboy , ancien négociant et ancien juge au Tribunal de commerce, à Nancy	Ch. Nathan- Picard.
Fosset Pecquériaux , filateur de laine, à Sains, arr. d'Avesnes (Nord)	Nadeau insp.divis.
Gérard , père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy	Ch. Nathan- Picard.
De Langenhagen , fabricant de chapeaux de paille, juge au Tribunal de commerce, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).	id.
Landois (G.), inspecteur divisionnaire de la 10 ^e circonscription, faubourg du Pont-Neuf, 1, à Limoges.	J. Périn.
Le Hénaff (François), avocat à la Cour de Paris, rue de Madame, 56.	Fliche et J. Périn.
Mandonnet (H.), fabricant de tuiles, à la Louère, par Montbard (Côte-d'Or)	de Bellay.
Meixmoron-Dombasle , fabricant d'instruments aratoires, à Nancy	Ch. Nathan- Picard.
Patiny (E.), directeur de la filature de laine de Cramoisy, canton de Creil (Oise).	Ch. Wallet insp. dép.
Rodanet (A.-H.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie, membre du Conseil de prud'hommes, consul de Venezuela, rue Vivienne, 36.	F. Follot.
La Société industrielle du Nord de la France à Lille (M. Émile Bigo, trésorier).	
Tétard, Lainé et C ^{ie} , fabricants de tapis, à Beauvais (Oise)	Ch. Wallet insp. dép.
Tournier (Félix), ancien magistrat, avocat à la Cour de Paris, rue Bonaparte, 70	J. Périn.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

5^{me} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES

(4 juillet 1880)

Présidence de M. J.-B. DUMAS

de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences,
Président de la Commission supérieure du travail des enfants,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES a tenu, le dimanche 4 juillet, à 2 heures, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sa séance extraordinaire (*5^e Fête de l'Enfance ouvrière*), pour la Distribution des récompenses qu'elle a décernées aux Institutions charitables fondées dans l'intérêt des enfants employés dans les manufactures, aux Industriels, aux Contremaîtres et aux Contremaîtresses, aux Apprentis ou Apprenties et anciens Apprentis ou anciennes Apprenties.

M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture, Président d'honneur de la Société de protection, retenu par les affaires publiques, avait exprimé ses regrets de ne pouvoir présider la séance.

Son administration était représentée par M. Roux, chef du bureau du travail des enfants dans les manufactures.

M. le Préfet de police avait adressé à M. le Président la lettre suivante :

PRÉFECTURE

de

POLICE

Paris, le 3 juillet 1880.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remercier de l'invitation que vous avez bien voulu m'adresser d'assister à la séance solennelle de la Distribution des récompenses que la Société de protection des apprentis et en-

fants employés dans les manufactures doit décerner le Dimanche 4 juillet.

J'eusse été heureux, Monsieur le Président, de pouvoir témoigner par ma présence tout l'intérêt que je porte à l'œuvre éminente que vous présidez ; malheureusement les exigences de mes fonctions me privent du plaisir d'assister à cette solennité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, avec tous mes regrets, l'assurance de ma haute considération,

Le Député, Préfet de police,
ANDRIEUX.

M. J.-B. DUMAS, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, Président de la Commission supérieure du travail des enfants, Président de la Société, avait à ses côtés MM. les Vice-Présidents *Charles Robert, Charles Petit, Dr Marjolin* ; M. le secrétaire *Jules Périn* et M. le trésorier *Paul Bérard*.

Sur l'estrade avaient pris place : MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail des enfants *Maurice et Linarès*, M. l'Inspecteur départemental *Leclerc*, M^{mes} les Inspectrices départementales *Floch et Lachaud*, MM. *de Bellay, V. Caron, Dupont, Fliche, Follot*, président du Patronage industriel du Papier peint, *Giraud, Joret-Desclosières, Em. Leroux, Marochetti, Ern. Nusse, Dr Perrin, Ramé, Is. Roche*, vice-président du Comité de placement des apprentis, *Turney*, président de l'Assistance paternelle aux enfants des Fleurs et plumes, etc. (1).

Un public nombreux et choisi témoignait par sa présence de sa bienveillance pour l'œuvre (2).

(1) Parmi les personnes qui avaient exprimé leurs regrets de ne pouvoir assister à notre Fête, nous mentionnerons M. le vice-président *Fr. Engel-Dollfus*, qui nous écrivait de Dornach : « J'aurais désiré y affirmer, par ma présence les sympathies des Membres alsaciens, dont le concours reste fidèlement attaché à la Société ! »

(2) Les regards se portaient avec intérêt sur l'Exposition des travaux des enfants directement patronnés par le Comité de placement de la Société.

S'inspirant d'une idée novatrice, le Comité avait exigé de chacun des lauréats par lui proposés un spécimen de son industrie dont l'individualité était attestée par le patron : machines électriques et sculptures sur os et ivoire, lithographies et bijoux, maroquineries, reliures et fleurs, etc., etc., disposés avec goût, attestaient les efforts de chacun dans le présent et présageaient d'heureux résultats pour l'avenir de notre industrie nationale.

Une brillante ouverture, exécutée par la musique du 130^e Régiment de ligne, a préludé à la séance.

Le *Rapport sur l'Exercice 1878-1880 de la Société de protection et sur les récompenses qu'elle décerne*, présenté par M. *Léon Lefébure*, secrétaire général, retenu éloigné de Paris pour raison de santé, a été lu par M. *Ern. Nusse*, qui avait été le secrétaire de la Commission des récompenses. (Voy. ci-après, p. 232).

M. DUMAS a ensuite prononcé une allocution, qui a été accueillie et plusieurs fois interrompue par les applaudissements de l'assemblée. (Voyez ci-après p. 256).

L'appel des lauréats a été fait dans l'ordre suivant :

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

Appel des lauréats par M. *Charles Petit*, vice-président.

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

Appel des lauréats par M. *Charles Robert*, vice-président.

III. — CONTREMAITRES

Appel des lauréats par M. *Paul Bérard*, trésorier.

IV. — APPRENTIS ET APPRENTIES

Appel des lauréats par M. *Jules Périn*, secrétaire.

Prix spéciaux décernés par les Comités de la Société.

RÉCOMPENSES DÉCERNÉES AUX GARDIENS DE LA PAIX

La musique du 130^e de ligne, dirigée par son chef, M. *Orlhiac*, a exécuté les morceaux suivants pendant la séance.

Ouverture de <i>Guillaume Tell</i>	ROSSINI.
Grand duo de <i>la Reine de Chypre</i>	HALÉVY.
Septuor de <i>Lucie</i>	DONIZETTI.
Une folie à Rome, grande valse	STRAUSS.

L'empressement des lauréats, les bravos chaleureux du public ont marqué jusqu'à la fin les différentes phases de cette Fête du travail et montré les sympathies du monde industriel parisien pour la Société de protection et pour son illustre Président.

RAPPORT SUR L'EXERCICE 1879-1880

DE LA SOCIÉTÉ ET SUR LES RÉCOMPENSES QU'ELLE DÉCERNE

Présenté par **M. Léon LEFÉBURE**

ANCIEN SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Secrétaire général de la Société.

MESSIEURS,

Je ne sais si je me trompe ; mais il me semble qu'à chacune de ces solennités apparaît, plus pressant, le grave intérêt qui nous préoccupe et nous rassemble, l'un des plus grands assurément de la civilisation, au milieu du développement immense de l'industrie : l'éducation de l'ouvrier, son éducation technique et, encore plus, son éducation morale.

Que nous envisagions le prodigieux essor des progrès industrielles rivales, l'activité toujours croissante et les menaces de la concurrence, les transformations opérées par de merveilleuses inventions scientifiques, ou bien que nous considérions le rôle, de plus en plus considérable, de plus en plus décisif, que jouent les classes ouvrières dans une société démocratique, l'importance exceptionnelle de cette tâche s'impose également à notre attention et pour ainsi dire à notre conscience.

Aussi, Messieurs, désireux de faire partager cette impression, vous n'avez pas voulu que ces fêtes, que ces solennelles réunions périodiques aient pour unique objet de mesurer le chemin parcouru et les résultats acquis par notre Association, de signaler les bienfaits de l'application d'une Législation protectrice de l'Enfance, de glorifier les chefs d'industrie, les patrons, les ouvriers, les apprentis qui font leur devoir ; vous avez donné avant tout pour but à ces réunions de chercher à ramener l'attention publique, trop souvent distraite, vers ces questions fondamentales, qui sont faites, ce semble, pour primer tout le reste, et sur lesquelles tous les hommes de bonne volonté, sans acception d'opinions, de partis, d'aspirations politiques, peuvent et doivent s'accorder pour se rencontrer ensuite dans une action commune.

La Société de protection, grâce à Dieu, ne s'est pas lassée de marcher résolument dans la voie que lui avaient tracée de généreux esprits auxquels n'a point fait défaut la vue claire de leur temps et de leur pays; elle n'a pas cessé de convier à s'associer à ses efforts tous ceux qui s'intéressent au sort de l'ouvrier, à l'éducation de son enfant, c'est-à-dire tous ceux que préoccupe l'avenir de la paix sociale.

Cette protection de l'enfant, mission sacrée s'il en fut, votre Société la pratique tous les jours et sous toutes les formes, en défendant à la fois le corps et l'âme de l'enfant. Elle le défend, tantôt contre la rapacité des patrons qui l'exploitent et abusent de ses forces naissantes, tantôt contre l'odieux calcul de parents dénaturés qui en font trafic ou l'abandonnent misérablement; tantôt elle le protège contre des surprises intéressées en débattant elle-même les conditions de son contrat d'apprentissage, tantôt contre des camaraderies dangereuses et contre les influences d'un milieu pernicieux auquel elle parvient à l'arracher; elle le défend contre l'ignorance, contre le vice, contre lui-même enfin, contre ses propres entraînements, contre une mobilité impatiente et des illusions qui compromettraient tout son avenir.

Voilà, en effet, ce que font vos Comités, Messieurs; voilà ce qu'ils ont fait depuis deux ans, avec un zèle qui ne s'est pas démenti; voilà ce que vous tous, ce que tous les membres de la Société pourraient faire, s'ils le voulaient, les uns en intervenant, avec votre Comité judiciaire, — présidé par un magistrat qui porte si dignement un nom illustre, — dans les rapports entre les patrons et les apprentis pour assurer l'exécution des contrats d'apprentissage, pour en résoudre les difficultés, pour sauvegarder les intérêts des enfants délaissés ou des orphelins; les autres, en cherchant, avec votre Comité de placement, à procurer aux apprentis du travail chez de bons patrons, à améliorer les conditions matérielles et morales dans lesquelles ils vivront, en continuant à les suivre, avec une sollicitude incessante; d'autres en s'ingéniant, avec votre Comité des accidents, à prévenir les accidents de machines par la découverte et la vulgarisation des procédés propres à rendre certaines fabrications moins dangereuses; d'autres en provoquant, en encourageant, avec votre Comité des Sociétés d'assistance paternelle, la création, au sein de chaque industrie, d'institutions spéciales d'éducation, d'instruction, de tutelle, en faveur des apprentis;

d'autres enfin, avec votre Comité des Institutrices de charité, des bibliothèques et des publications, en multipliant sous maintes formes diverses les moyens, les facilités de s'instruire.

Ce serait entreprendre une tâche qui dépasserait les limites d'un Rapport que d'entrer dans le détail des travaux de chacun de ces Comités : nous les retrouverons chemin faisant.

Le devoir de ma fonction est de signaler à votre attention, en les résumant, les faits principaux, les résultats, les préoccupations qui ont caractérisé la vie de votre Société, pendant la période qui vient de s'écouler.

Je ne saurais mieux faire, pour répondre à cette pensée, que d'imiter le voyageur qui, pour résumer une exploration, monte sur un sommet, découvre ainsi les grandes lignes, les points culminants, les sites remarquables du pays parcouru et les grave dans son souvenir.

L'un des faits saillants de cette période de deux ans, c'est, sans contredit, la phase nouvelle dans laquelle est entrée l'application de la Loi de 1874, les progrès constants qu'elle a su réaliser.

Vous savez, Messieurs, à quel point nous tient à cœur cette grande loi que nos efforts ont tant contribué à faire prévaloir et dont mon ami, M. Eug. Tallon, qui en a été le rapporteur et le défenseur infatigable, vous parlait si éloquemment, lors de notre dernière solennité.

Assurément, nous voudrions que, pour sauvegarder la santé, la moralité, l'instruction de l'Enfance ouvrière, l'action des mœurs pût suffire; nous voudrions que ce fût assez de recourir à la persuasion, de faire appel au sentiment du devoir, à l'humanité, à l'émulation du bien. Mais, hélas ! il faut bien demander à la crainte ce que la persuasion est impuissante à obtenir ; il faut bien faire appel à la loi, à l'action de l'État.

Hâtons-nous de constater que la Loi, qui était déjà acceptée, pratiquée par la majorité de la grande industrie, commence à pénétrer aussi dans les petits ateliers et que l'on peut entrevoir aujourd'hui le moment où, en dépit de toutes les difficultés pratiques, *son entière exécution sera assurée.*

Au bout de si peu de temps, pouvait-on espérer qu'il en serait ainsi ! C'est notre illustre Président lui-même qui constate ce fait dans un Rapport officiel ; car c'est lui qui préside à l'exécution de cette loi, dont il personnifie si bien la pensée. Cette haute mission devait lui appartenir, à lui, qui a su réaliser, autant qu'il

est possible de le faire, l'alliance de la science et du dévouement à l'humanité, et dont la vie a été employée à éclairer les esprits et à élever les âmes, en un mot, à hâter le progrès matériel et moral.

Constatons encore, avec M. DUMAS, que le nombre des écoles privées installées dans les fabriques, qui était de 150, le 1^{er} janvier 1877, et de 237, le 1^{er} janvier suivant, a atteint, au 1^{er} janvier 1879, le chiffre de 451.

La difficulté était de soumettre à la loi les innombrables petits ateliers qu'aucune notoriété ne signale, qui sont composés quelquefois de deux, trois apprentis.

Les Commissions locales, au début, dans les villes, à Paris en particulier, étaient réduites à aller de porte en porte, s'informant d'ateliers, dont rien ne trahissait l'existence.

Une statistique bien faite de ces établissements était indispensable pour servir de base à l'organisation d'un service sérieux de surveillance et de contrôle des enfants travaillant dans l'industrie.

Aujourd'hui, grâce au concours de M. le Préfet de police, la statistique de tous les ateliers, usines, manufactures établis dans le département de la Seine est faite. D'après ses données, il existe, dans le département, 16,127 ateliers, tombant sous le coup de la loi, et le nombre des enfants à protéger est de 42,715.

Fidèle à d'anciennes traditions, il est juste de le reconnaître, avec M. DUMAS, le Conseil général de la Seine a pris, pour assurer l'exécution de la loi, des mesures dignes de servir d'exemple. Il a créé un corps d'Inspecteurs et multiplié les Commissions locales, dont il a vivement stimulé le zèle.

Notre Bulletin, Messieurs, je suis heureux de pouvoir le constater, est devenu aujourd'hui le *Moniteur officiel* de ces Commissions; toutes s'y abonnent; leurs rapports et leurs procès-verbaux s'y impriment régulièrement. J'ai à peine besoin de dire que nous sommes prêts à ouvrir nos colonnes aux Commissions locales de province, dont les travaux absolument ignorés aujourd'hui gagneraient à acquérir de la notoriété. L'honneur de cette publication très appréciée même à l'étranger, doit être reporté, vous le savez, Messieurs, à notre savant secrétaire, M. Jules Périn, dont vous connaissez l'absolu dévouement aux OEuvres d'instruction et de charité, et qui a tant contribué, avec la collaboration de M. Nusse, à vulgariser la connaissance de la Législation protectrice de l'Enfance ouvrière et à en élucider les difficultés.

On ne saurait dire encore si les ateliers, dans lesquels la Loi est observée, forment la majorité à Paris ; mais la période d'organisation est aujourd'hui terminée et l'Inspection fait un service régulier qui ne tardera pas à porter tous ses fruits.

Il n'en est malheureusement pas ainsi partout ; dans la plupart des départements, les Commissions locales donnent rarement signe de vie ; les Conseils généraux hésitent à nommer des inspecteurs départementaux, comme ils ont le droit de le faire, et cependant il y a des régions où l'industrie des petits ateliers est tellement étendue que l'Inspecteur divisionnaire est impuissant à y faire observer la loi, bien souvent méconnue par simple ignorance ou par indifférence.

Dans les départements de la deuxième circonscription, les inspecteurs primaires ont été autorisés, moyennant une allocation spéciale, à faire l'office d'inspecteurs départementaux. Ils visitent ainsi, en même temps, les écoles et les usines, et M. Linarès s'est créé, de la sorte, une collaboration excellente. La combinaison serait heureuse, si les inspecteurs primaires n'étaient pas déjà en nombre insuffisant et s'ils ne se trouvaient pas débordés par les devoirs de leurs fonctions. Quand le nombre en sera augmenté, la question sera agitée utilement.

Puissent les Conseils généraux suivre bientôt l'exemple qui leur est donné, sous ce rapport, par le Conseil général de la Seine !

En attendant, nous devons, plus que jamais, tâcher d'obtenir le concours des patrons, le concours des ouvriers chefs de famille, auxquels nous faisons directement appel.

De jour en jour, l'exécution de la loi est facilitée, au sein de la petite industrie, par les mesures qui sont prises pour multiplier les moyens d'enseignement, pour remédier au petit nombre des écoles, à leur éloignement de l'usine, à l'absence d'écoles de demi-temps.

Des associations se forment pour créer des centres d'instruction à proximité des ateliers ; les Écoles de demi-temps et les cours du soir se multiplient.

Il est certain que la difficulté est grande de concilier l'instruction avec les exigences de l'industrie, soit qu'il s'agisse d'enfants de moins de 12 ans, exceptionnellement employés dans l'industrie et qui doivent fréquenter l'école, soit qu'il s'agisse d'enfants de 12 à 15 ans qui ne sont pas munis du certificat d'instruction.

Ces enfants ne peuvent consacrer à l'école que quelques heures

par jour. Quand l'école est dans l'atelier, le problème est facile à résoudre; mais, s'il n'en est pas ainsi?

A Paris, jusqu'à ces dernières années, aucune école ne recevait un enfant, s'il n'y demeurait tout le jour. Des mesures ont été prises depuis, grâce surtout à l'initiative de M. Gréard, aujourd'hui vice-recteur de l'Académie de Paris, pour combiner, autant que possible, les heures d'école avec le travail des ateliers.

Deux écoles de demi-temps fonctionnent déjà dans des quartiers où les petits ateliers sont nombreux; plusieurs sont en voie de création, et il est vraisemblable que, d'ici à peu de temps, une école de demi-temps, une classe spéciale sera annexée à chaque école, dans les divers centres industriels de la capitale.

On avait cru d'abord pouvoir compter exclusivement sur les cours du soir; l'école de jour paraît avoir eu ensuite la préférence, le cours du soir établissant trop souvent une confusion, non seulement entre les âges et les conditions diverses, mais entre l'enseignement facultatif de l'adulte et l'enseignement indispensable de l'enfant, et ne conjurant d'ailleurs ni le vagabondage, ni l'abus du travail. La vérité est sans doute que ces deux genres de classes doivent être mis en usage selon la nature des besoins qu'il y a lieu de satisfaire et selon les circonstances.

Depuis longtemps, votre Société a multiplié ses efforts pour remédier à l'organisation notoirement insuffisante de l'instruction primaire en faveur des ouvriers, et pour rendre possible l'observation de la loi.

Afin de suppléer à l'absence de ressources qui paralyse le bon vouloir de certains chefs d'atelier, désireux d'ailleurs de faire donner l'instruction à leurs apprentis, nous leur procurons gratuitement des leçons qui sont données aux heures et aux conditions indiquées et au sein même de l'atelier; malheureusement nous n'avons pu encore arriver à ce résultat que pour les filles.

C'est ainsi que nous faisons donner l'instruction dans quatre ateliers à 400 élèves. Rien n'est négligé par nous pour donner de l'attrait à ces cours. Chaque année, à la fin de décembre, une petite fête réunit les enfants et récompense leur zèle, en intéressant institutrices et patrons. Plusieurs de nos collègues y assistent, et M. Nusse veut bien nous rendre compte, avec un sentiment très-vif et très-pittoresque, des charmantes scènes enfantines qui se déroulent au pied de cet arbre que Linné et Jussieu paraissent avoir oublié dans leurs savantes classifications, arbre

que la Charité a le don de faire pousser et qui s'épanouit, une fois par an, pour produire des lumières, des bonbons et des jouets : j'ai nommé, avec *M. Nusse*, l'Arbre de Noël.

Nous nous proposons de récompenser aujourd'hui, dans la personne de *M^{lle} Lucheux*, une de ces vaillantes institutrices qui, s'inspirant de l'admirable exemple de *M^{lle} Désir*, font si généreusement le don d'elles-mêmes pour arracher à l'ignorance, à l'abandon, l'enfant de l'ouvrier parisien, et pour l'orienter vers le bien.

Mais, il ne suffit pas que l'enfant soit mis à même d'acquérir ou de compléter les connaissances élémentaires qui lui sont indispensables ; il faut encore que l'instruction qu'il reçoit tourne à son profit, au point de vue professionnel, qu'elle contribue à faire de lui un bon apprenti.

Je ne reviendrai pas sur les plaintes auxquelles donne lieu de plus en plus la déplorable situation de l'apprentissage, à Paris, en particulier.

La question est devenue assez sérieuse pour frapper l'attention des pouvoirs publics.

De toutes parts, on constate que le recrutement des apprentis devient de plus en plus difficile ; on gémit sur les conditions déplorables dans lesquelles s'étiolent des générations d'enfants, conditions qui non seulement, dit-on, ne forment pas l'apprenti, mais trop souvent dépravent l'homme ; enfin on s'inquiète d'un état de choses qui menace la supériorité de certaines de nos industries.

Nul de nous n'a oublié le jugement que portait *M. Gréard*, il y a déjà quelques années, sur la situation de l'apprentissage, qui lui apparaissait comme un point noir à l'horizon.

Dans la déclaration du Gouvernement, lue devant les Chambres, le 16 janvier 1879, par *M. Dufaure*, cette question était indiquée comme ayant éveillé tout particulièrement l'attention du Gouvernement et provoqué la mise à l'étude de dispositions législatives.

Depuis lors, un projet dû à l'initiative parlementaire a été présenté à la Chambre des députés.

Ce discrédit de l'apprentissage dont tout le monde se plaint aujourd'hui, tient, Messieurs, à des causes diverses, profondes. Vous ne serez donc pas surpris que j'insiste sur cette question, non seulement parce qu'elle se rattache à l'objet même de notre

Association, mais parce qu'elle a occupé depuis deux ans plusieurs de nos séances, donné lieu à d'importantes délibérations. provoqué la nomination d'une Commission d'enquête et d'étude chargée de visiter les établissements destinés aux apprentis dans Paris et, enfin, parce que les rapports de MM. Roche et Nusse ont manifesté sur ce point les sentiments qui nous animent.

Dans la situation actuelle de l'apprentissage, il y a plus d'un coupable auquel on peut faire le procès. On peut en accuser les familles aussi bien que les patrons, et ce grave problème en soulève d'autres qui se rattachent, soit à la révolution économique opérée par l'application de la vapeur à l'industrie, et à la substitution de la machine perfectionnée à l'habileté professionnelle de l'artisan, soit à la transformation de nos villes, au relâchement des liens et de la vie de famille, à l'affaiblissement du sentiment du devoir et de la responsabilité, en un mot, à notre état social.

Les parents, pressés de tirer profit de leurs enfants, exigent pour leur travail une rétribution immédiate ; ils n'entendent pas donner quelques années à l'étude d'une profession ; l'avenir leur importe peu.

Les patrons se rendent complices de ces dispositions, prennent les enfants sans contrat, moyennant une rétribution minime, et les cantonnent dans quelque travail routinier, s'ils ne s'en servent pas pour les courses et s'ils n'en font pas des hommes de peine ; quant à en faire des ouvriers, ils n'y songent même pas.

On retrouve bien là cette hâte de jouir, de récolter sans avoir semé, cette obstination à ne pas vouloir compter avec le temps, qui sont un des traits caractéristiques de notre époque.

Ces mêmes parents, impatients de tirer un gain du travail de leurs enfants, ne sont pas moins pressés de se débarrasser d'eux ; ils ne veulent ni les loger, ni les nourrir ; mais les patrons ne sont pas plus disposés à accepter cette charge, à recueillir l'apprenti sous leur toit et à prendre son sort en mains.

La vieille coutume a disparu ; on ne voit plus guère, comme autrefois, de patron adopter véritablement l'apprenti ; on ne voit plus des liens de famille se former entre eux, l'apprenti s'asseoir à la table commune, traité comme un enfant de la maison ; on ne voit plus cette vie patriarcale, dont le souvenir accompagnait l'apprenti dans tout le cours de sa carrière

et que nous décrivait si bien un des membres de notre Commission, aujourd'hui chef d'une importante maison. Il nous racontait qu'il avait eu l'heureuse fortune de faire son apprentissage sous un patron digne de ce nom, avec lequel il a conservé jusqu'à sa mort des rapports de déférence, de gratitude et d'affection.

Aujourd'hui, un apprenti dans ces conditions est une exception et serait une gêne. Comment s'astreindre à surveiller un ou plusieurs apprentis, quand on a l'idée de prendre des plaisirs auxquels on n'entend pas les associer, et qu'on tient à sa liberté d'action? D'un autre côté, les loyers et les vivres sont chers, les appartements restreints, les ateliers mêmes manquent d'espace.

Quant aux patrons qui logent et nourrissent encore des apprentis, le tableau que l'on en fait est si noir que j'ai eu peine bien longtemps à le croire vrai. J'ai pu, hélas ! m'assurer que trop souvent il n'était pas exagéré.

Je dirai à l'instant la proposition suggérée par cet état de choses à votre Comité de placement, qui en est journellement le témoin attristé.

Un député de la Creuse, de tout temps très-zélé pour les améliorations à apporter dans la condition des populations ouvrières, M. *Nadaud*, a cru qu'un moyen puissant, décisif, pour relever l'apprentissage, serait de préparer l'enfant au travail manuel dès l'école primaire, et il a proposé, en conséquence, dans le projet de loi auquel j'ai fait allusion plus haut, l'établissement systématique du travail manuel dans toutes les écoles.

Ce projet, qui tend à annexer un atelier manuel à chaque école communale et à substituer l'école publique d'apprentissage à l'atelier privé, était de nature à nous préoccuper vivement. Notre honorable collègue, M. *Nusse*, en a fait l'objet d'une étude approfondie, digne à tous égards de sa compétence et de son talent, et je crois que nous pouvons constater sans témérité que les observations présentées par votre Société n'ont pas été sans influence sur les destinées de ce projet de loi à la Chambre et surtout au Sénat qui en est actuellement saisi, car sa nouvelle rédaction est conforme aux vues que vous avez exprimées (1).

L'honorable auteur du projet nous a paru n'avoir envisagé

(1) Il a été voté par le Sénat, dans la séance du 9 juillet 1880.

qu'un des aspects de la question et cherché une solution unique pour un problème infiniment complexe, qui en comporte au contraire plusieurs.

Un enfant peut, sans doute, comme cela se pratique en certains pays, interrompre ses classes et passer deux ou trois heures, dans un atelier de serrurerie ou de menuiserie par exemple, au grand profit de sa santé et il y peut développer ses aptitudes manuelles ; mais il risque, par contre, de sortir de l'école avec une instruction primaire insuffisante, sans être parvenu à acquérir l'habileté de main qui le dispensera de recommencer un véritable apprentissage. Et je ne parle pas des difficultés de toute nature que peut rencontrer, au point de vue scolaire et au point de vue financier, l'application absolue de ce système.

Un autre remède a été préconisé plus énergiquement encore : c'est la multiplication des Ecoles professionnelles, techniques.

Il s'en est créé plusieurs, depuis quelque temps, et il faut s'en féliciter.

Mais ces écoles forment-elles véritablement des ouvriers ?

N'est-ce point l'atelier seul qui fait l'ouvrier, qui constitue l'école professionnelle efficace et possible ; et cela n'est-il pas vrai surtout de la fabrique parisienne ?

Quand l'école de La Villette était fondée, si heureusement d'ailleurs, M. Gréard n'a-t-il pas fait observer qu'il ne pouvait pas s'agir de substituer cette école à l'atelier, que ce serait aller *contre la nature des choses et contre le bon sens* ?

Oui, Messieurs, M. Gréard avait cent fois raison.

L'école technique n'est pas une école d'apprentissage ; l'élève qui en sort ne saurait avoir la prétention justifiée d'être un bon ouvrier.

Il faut y voir, comme l'a dit excellemment notre collègue M. Roche, la pépinière des contremaîtres, des chefs d'équipe en un mot, des premiers soldats, non des *simples troupiers*, dont les patrons sont et resteront toujours les instructeurs.

Il en est, a dit très judicieusement l'un de nos honorables vice-présidents, M. Charles Petit, dont l'expérience est si autorisée, il en est des artisans comme des artistes ; ils se forment en voyant et en pratiquant, plus encore qu'en écoutant des exposés théoriques.

Enfin, le cours technique ne saurait s'appliquer à la totalité, à la variété immense des industries.

C'était l'opinion exprimée, lors de l'enquête sur l'Enseignement

professionnel, par l'unanimité des déposants. Cela ne veut pas dire assurément, qu'il ne puisse pas être utile d'établir, dans la première partie du stage de l'apprentissage, une éducation professionnelle à la fois théorique et pratique, qui serait une excellente initiation au tour de main de l'atelier; mais, en résumé, on peut préparer à l'apprentissage, non y suppléer, et il faut encore en revenir à l'atelier.

La décadence de l'apprentissage tient à des causes multiples et profondes; je l'ai déjà dit, et votre Société a pu le constater dans ses longs et intéressants débats. Il ne saurait donc être question d'un remède unique, d'une formule absolue pour opérer son relèvement. Je ne veux pas, en ce moment, insister sur les causes morales de cette décadence et sur les réformes qu'elles appellent: la famille restaurée, le sentiment du devoir et de la responsabilité, le frein moral fortifiés, pour contenir l'impatience de jouir, l'égoïsme, l'immoralité, l'intempérance.

Il y a longtemps que l'on a dit que la seule pratique des lois morales détruirait à l'instant les neuf dixièmes des maux dont souffrent non seulement les populations ouvrières, mais toute la société et réduirait l'empire de la maladie, de la misère et du désespoir.

« Le mal, a dit éloquemment un grand penseur, M. Jules Simon, dont le nom vient naturellement à l'esprit quand on parle de questions sociales, le mal est surtout un mal moral, et le problème à résoudre est celui-ci: sauver l'ouvrier par lui-même..... Si jamais l'atelier est plein et le cabaret vide, la misère sera vaincue..... Toutes ces réformes tiennent en un seul mot: restaurer la vie de famille. L'école de la volonté, c'est le foyer domestique. C'est de là, c'est de ce centre béni que sortent les grandes affections, et les caractères fortement trempés pour la lutte et le travail. La force productive et la prospérité intérieure d'un peuple dépendent avant tout de ses mœurs. (1) »

Dans le domaine des faits qui nous occupent, il a semblé, Messieurs, à votre Société que, tout en visant à placer l'école dans l'atelier, il convenait de ne négliger aucun des moyens qui pouvaient concourir au relèvement de l'apprentissage: aptitudes professionnelles développées de bonne heure, dans la mesure où cela est possible; écoles techniques qui forment d'excellents

(1) *L'Ouvrier*, Préface.

contremaîtres largement multipliées; mais votre Société a pensé qu'il importait tout particulièrement d'éclairer le patron sur son véritable intérêt, de l'amener à fournir aux parents dénués de ressources une allocation qui leur permette de garder leur enfant avec eux, pendant l'apprentissage; nous avons pensé qu'il importait de chercher à relever le patronat qui, libéralement organisé, peut avoir une si grande influence sur l'habileté et sur la stabilité de l'ouvrier, et enfin, qu'il y avait lieu de confier les enfants à des Pensions ou à des Internats d'apprentis choisis avec soin, quand la famille fait absolument défaut ou quand elle est indigne.

C'est sur ce dernier point que votre Comité de placement a particulièrement insisté, comme sur la véritable solution pratique du grave problème qui nous occupe.

Ce Comité, vous le savez déjà, Messieurs, joue aujourd'hui un rôle considérable dans notre institution; il y est arrivé en peu d'années, grâce à l'importance de ses services, grâce surtout au dévouement de ses membres, MM. Roche, Marochetti et Biays, qui, pendant toute l'année, deux fois par semaine (le lundi et le vendredi), viennent passer une partie de la journée (de 1 à 3 heures), au siège de la Société (44, rue de Rennes), pour recevoir les demandes des patrons et des familles.

Les débuts ont été difficiles; on se trouvait aux prises avec des exigences souvent inacceptables.

Aujourd'hui, le chiffre des demandes qui sont adressées au Comité augmente sans cesse; il lui en vient de tous côtés; les patrons acceptent, les yeux fermés, pour ainsi dire, les apprentis qu'il leur présente; beaucoup n'en veulent recevoir que de ses mains; ils savent que la surveillance continue après le placement, qu'elle est active et vigilante. Aussi ont-ils grandement raison d'attacher le plus grand prix à cette garantie. Les Inspecteurs du travail des enfants, auxquels les patrons s'adressent pour avoir de bons apprentis, les renvoient à notre Comité, qui reçoit ainsi une sorte de consécration officielle et un surcroît d'autorité.

En quatre ans, le Comité a reçu 865 demandes de la part des patrons et 760 de la part des familles; il a fait obtenir leurs certificats et leurs livrets d'apprentissage à plus de 500 de ces enfants et en a placé 240 avec contrats d'apprentissage, 24 sans contrats. 5 ont terminé leur apprentissage, 19 vont le terminer.

Aujourd'hui même, nous vous proposons de récompenser 25 de ces apprentis, qui n'ont donné que des sujets de satisfaction, et deux patrons, comme nous voudrions en rencontrer souvent et que nous proposons comme modèles.

Le Comité a été de plus en plus frappé du nombre de demandes présentées par des parents qui exigent une rétribution immédiate et ne veulent ni loger ni nourrir leurs enfants (en 1878, sur 336 demandes, 168 se trouvent dans ces conditions). Il ne l'a pas été moins du chiffre extrêmement restreint des patrons qui consentent à prendre l'apprenti sous leur toit et des conditions déplorables dans lesquels vivent trop souvent les apprentis ainsi hébergés. Sous l'empire des préoccupations que ces constatations lui inspiraient forcément, il en est venu à considérer que la solution du problème était dans la création d'Internats, destinés à recevoir l'apprenti et à compléter son instruction pendant les heures libres.

Déjà, l'un de nos honorables collègues, M. *Deleuil*, membre de la Chambre syndicale des Fabricants d'instruments de précision, d'optique et de pesage, avait saisi la Société d'un vœu tendant à obtenir que le Conseil municipal de Paris prit à sa charge ou au moins subventionnât ces institutions.

C'est à la suite de ces propositions, qu'une Commission, que j'ai eu l'honneur de présider, et qui était composée de MM. *Périn*, *Bérard*, *Isid. Roche*, *Vasseur*, *Reblaub*, *Radiguet*, *Deleuil*, *Canonge* et *Nusse*, rapporteur, a visité, dans le but d'élucider cette question les diverses institutions déjà fondées en faveur des apprentis.

Nous avons successivement étudié avec un extrême intérêt je n'ai pas besoin de le dire, la maison de la Tutelle (rue Albouy, 27), créée grâce aux libéralités de notre collègue, M. *Piver*, l'un des censeurs de la Société, et dirigé par M. *Canonge*; le Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth, dirigé par M. l'abbé *Hello* et M. *Vasseur*; le Patronage des apprentis et ouvriers israélites (rue des Rosiers, 4), dirigé par M. *Reblaub*; je m'arrête, Messieurs, ce rapport ne pouvant tout énumérer.

Il est certain que ces Institutions répondent à un besoin réel, et qu'elles obtiennent des résultats importants. Il y a longtemps que M. *Canonge*, membre de notre Société, nous les fait suivre d'année en année. Aussi avons-nous eu à cœur de récompenser aujourd'hui son infatigable dévouement, en lui accordant une de nos plus hautes récompenses, avec le regret profond que la vaillante

et généreuse compagne de sa vie et de ses travaux ne puisse la partager avec lui.

Je viens de dire que ces Institutions répondaient à un besoin.

Le patronage de Saint-Nicolas, rue de Vaugirard, avec ses nombreux ateliers, sa forte organisation, est une démonstration éclatante de cette assertion.

Mais est-ce à dire que la création d'Internats, de Pensionnats, destinés aux apprentis constitue la solution du problème, le remède décisif à apporter à la décadence de l'apprentissage? Est-ce à dire qu'il constitue une véritable panacée, que ce doive être la règle et qu'il faille demander à l'État, aux municipalités, de fonder ces Maisons? Telle n'est point la pensée qu'exprime le rapport de *M. Nusse*; tel n'est point le sentiment de votre Société.

Il existe des Pensions d'apprentis excellentes; il les faut encourager; la combinaison de la pension d'apprentis avec le travail dans l'atelier surveillé et choisi, est sans doute une solution, ou plutôt un expédient; mais le principe, c'est la vie de famille, c'est l'enfant demeurant chez ses parents pendant son apprentissage ou confié à des patrons, qui comprennent leur devoir et qui constituent une seconde famille, la famille d'adoption.

La Pension, c'est la vie artificielle avec les inconvénients de toute agglomération d'enfants; elle n'est qu'un palliatif et, dans tous les cas, c'est à l'initiative privée qu'il faut avant tout recourir pour l'instituer. Comme nous le faisait observer avec raison *M. Fresson*, secrétaire du Patronage de l'Ébénisterie : nous ne sommes que trop enclins en France à réclamer en toute occasion l'assistance de l'État, tout en protestant contre son ingérence officielle, et à l'introduire dans des questions qui semblent ressortir de l'initiative privée.

M. Fresson aurait pu ajouter que nous ne sommes aussi que trop enclins, en toutes choses, à voir une solution unique, absolue, et à nous engouer pour les panacées.

Un remarquable publiciste étranger, singulièrement compétent dans toutes ces questions, insistait précisément, il y a peu de jours, sur le danger qu'il y a à vouloir plier à des règles absolues toutes les formes du travail. Il faut, au contraire, disait-il, distinguer sans cesse, individualiser. La vie sociale est une chose si complexe, la nature de l'homme et ses travaux multiples présentent tant de variétés, qu'il est absolument impossible de les jeter dans le même moule.

C'est l'opinion que manifestait votre Société, lorsqu'elle déclarait, dans une résolution adoptée à l'unanimité, que l'initiative individuelle seule pouvait satisfaire à l'infinie variété des intérêts et des besoins et que seule cette initiative était véritablement féconde. Notre vœu serait de voir s'établir, au sein de chaque Groupe d'industries, une institution de Patronage créée en faveur des apprentis : écoles, concours, encouragements, internats, s'il y a lieu, institutions qui seraient administrées par des hommes compétents, appartenant à ces mêmes industries, auxquelles plus d'un devrait sans doute sa fortune et sa position sociale, qu'ils connaîtraient mieux que personne et dont ils seraient jaloux de maintenir la réputation.

Voilà les fondations que l'État, que les départements, que les municipalités doivent susciter, encourager, soutenir par des subventions financières.

C'est là le véritable rôle de l'État.

Le projet de loi sur les Écoles professionnelles dont le Sénat est saisi en ce moment, n'a du reste pas d'autre conclusion.

On ne saurait dire que les exemples fassent ici défaut à l'initiative individuelle.

Ces institutions de patronage fondées au sein de chaque industrie, elles existent, elles fonctionnent déjà, bien qu'en petit nombre. Votre Société ne cesse de les signaler et de les encourager. A Paris même, certains groupes d'industries, les Chambres syndicales, des particuliers en ont établies.

Votre pensée se reporte, Messieurs, vers cette Société d'assistance des Fleurs et plumes, dont la fondation fait le plus grand honneur à notre honorable vice-président, M. *Petit*, et qui est dirigée aujourd'hui si vaillamment par M. *Turney* ; vers ce Patronage des apprentis de l'Ébénisterie fondé et administré avec tant de succès par M. *Lemoine* ; vers celui de l'industrie du Papier peint, le plus ancien d'entre ces patronages industriels, dont nous regrettons toujours le fondateur M. *Riottot*, qui nous a été enlevé par la mort, mais qui a trouvé dans M. *F. Follot*, le président actuel, un digne continuateur, dévoué, comme lui, à l'éducation de l'enfance ouvrière. Je pourrais citer encore le Patronage des apprentis de la Bijouterie, présidé par M. *Falize*, le Patronage des apprentis de l'industrie de l'Emballage, de la Céramique et de la Verrerie, et ces Internats si bien organisés et si souvent cités, ces maisons créées par des particuliers comme la Tutelle, comme

la Pension de M. l'abbé *Roussel* ou les internats de M. *Groult*, de M. *Hémon*, fabricant de bijouterie qui reçoit et loge 30 apprentis, et auquel nous rendons hommage en lui décernant une récompense spéciale.

La province nous offre en grand nombre des exemples à suivre. Je n'ai plus à rappeler le Pensionnat d'apprentis du P. *Halluin* à Arras, la Pension d'apprentis de Nancy dont s'occupe avec une si admirable sollicitude, un vétéran du bien, M. l'abbé *Didelot*, désigné à nos récompenses par les témoins de sa charité. M. *Didelot* est un de ces hommes qui se demandent comment on peut employer sa vie à autre chose qu'à sauver des ténèbres de la misère, pour les conduire à la vie, à l'épanouissement, tant d'êtres humains que l'infortune accable ou que le vice a égarés.

Nous récompensons en même temps un ancien directeur de la banque de France à Saint-Étienne, M. *Rondel*, qui a fondé, à ses frais, un patronage fréquenté par 600 jeunes gens, et y réunit tout un ensemble d'institutions.

Que d'internats admirablement organisés pour les filles, j'aurais à signaler chez MM. *Colcombet* à la Sauve, *Sarda* aux Mazeaux, *Montessuy* et *Chomer* à Renage, *Harmel* au Val-des-Bois, *Breton* au Pont-de-Claix ! Quelles remarquables institutions scolaires et sociales chez MM. *Schneider* au Creuzot, *Mame* à Tours, *Léon Rostaing* à Annonay, *Gillet* à Lyon, *Oberthur* à Rennes, *Seydoux* au Cateau, à Saint-Gobain, à la Ciotat !

Vous pouvez juger, Messieurs, ces établissements à leurs fruits. Nous récompensons aujourd'hui plus d'un des apprentis qu'ils reçoivent et élèvent, tels que cette jeune apprentie des fleurs et plumes à Paris, *Marie Astorgue*, modèle d'exactitude, de zèle, de courage au travail qui, restée orpheline avec un petit frère, a su lui servir de mère et subvient à son éducation, et ce jeune *Schiff*, de la Maison des apprentis, et élève exceptionnellement laborieux de l'Ecole professionnelle de Nancy, sujet hors ligne, et artiste d'avenir et tant d'autres que je pourrais nommer.

Il faut le reconnaître, Messieurs, s'il y a, en France, des chefs d'industrie sourds, non seulement à leur devoir, mais même à leurs véritables intérêts ; s'il en est chez lesquels l'inintelligent appétit du lucre fait taire la voix de l'humanité, il en est beaucoup d'autres qui se sont montrés infatigables dans la recherche de tous les moyens de nature à améliorer la condition de l'ouvrier. Ils ont obtenu de merveilleux résultats, veillant à tout, ne négligeant

rien, ni l'éducation morale et religieuse et l'organisation de l'enseignement scolaire et technique, ni le logement et l'alimentation, ni l'installation hygiénique de l'atelier, ni les secours de toute nature pour la maladie, ni les institutions d'épargne, ni les retraites pour la vieillesse, ni les combinaisons de nature à retenir la femme au foyer domestique.

Aussi, Messieurs, quand on apprend à connaître, quand on étudie de près ces institutions innombrables, quand on visite, comme nous l'avons fait, toutes ces œuvres créées en faveur des apprentis, quand on constate tout ce qui se dépense là chaque jour de bonne volonté, de patience, d'abnégation, de dévouement, on est tenté de s'écrier avec M. le Dr *Marjolin*, après sa visite du bel Orphelinat établi à Rouen par M. l'abbé *Podevin*, et qu'il a décrit d'une façon si touchante : « Ah ! si la France connaissait tout ce qu'elle possède de cœurs bons et généreux, travaillant sans bruit à faire le bien, et si elle employait toutes ses forces, comme elle serait grande devant tous ! »

Mais, Messieurs, prenons un exemple plus près de nous, un exemple que chacun peut aller voir demain, sur lequel l'expérience a prononcé, et qui résume les efforts les plus persévérants, les plus généreux et les plus éclairés.

Allons visiter un patron « entouré d'ouvriers également intéressés au succès de l'entreprise, apportant à l'accomplissement de leur tâche, au lieu de l'insouciance du mercenaire, l'ardeur de l'industriel qui poursuit obstinément la fortune ».

Frappons à la porte de M. *Chaix*, le chef de la grande imprimerie que tout le monde connaît, rue Bergère ; il nous l'ouvrira.

Que verrons-nous chez lui, Messieurs ? Nous verrons l'école dans l'atelier, l'apprentissage manuel combiné avec le travail scolaire, dans des conditions absolument pratiques.

Nous verrons l'œuvre paternelle continuée, une grande école de prévoyance fondée avec les principales améliorations que comporte la condition des travailleurs.

Voici quatre-vingts apprentis divisés en quatre classes recevant matin et soir, un enseignement qui a un triple objet : 1° forifier l'instruction reçue dont ils perdraient vite le fruit, s'ils cessaient le travail scolaire, une fois devenus apprentis ; 2° joindre aux leçons pratiques de l'atelier une étude théorique de la profession, de nature à écarter de l'apprentissage tout esprit de routine ; 3° donner aux élèves les notions élémentaires des sciences et des arts qui

ont le plus de rapports avec la typographie. Au point de vue matériel nous voyons ces quatre-vingts apprentis installés dans des conditions hygiéniques excellentes, dans des salles spéciales, et complètement séparées, où l'air, la lumière, la chaleur sont abondamment ménagés.

Un médecin vient chaque semaine passer la revue de ces enfants et leur faire d'utiles recommandations d'hygiène. Les apprentis prennent leurs repas dans la maison ou chez leurs parents. La cuisine économique de la maison peut les leur fournir; il leur est défendu d'aller chez le marchand de vin ou au restaurant. Un des professeurs examine chaque jour si la nourriture est de bonne qualité et suffisante et en rend compte à M. *Chaix*. L'enfant est logé chez ses parents ou dans une pension d'apprentis; au dehors comme au dedans de la maison, il est l'objet d'une surveillance attentive.

Tous les moyens d'émulation sont tour à tour utilisés pour exciter au travail les apprentis : remise de jetons de présence convertis plus tard en argent; tableau d'honneur, institution d'un grade (sergent), diplômes, instruments de travail; distribution de livres (au moins 300 par an), caisse de répartition, gratifications, livrets de caisse d'épargne. Les parents sont tenus au courant, chaque mois, par des notes détaillées, de la conduite, du travail, des progrès de leur enfant.

Enfin, tous les mois aussi, un Comité présidé par M. *Chaix* et composé des chefs de service et des professeurs se réunit pour examiner les résultats acquis, discuter, s'il y a lieu, les réformes ou les améliorations que l'expérience pourrait suggérer. Et de telles réunions ne sauraient manquer assurément d'être utiles et fécondes, quand on sait que M. *Chaix* y retrouve des collaborateurs tels que M. *Gustave Berger* (1), qui l'a si admirablement secondé dans l'organisation de l'enseignement scolaire et technique de la maison, enseignement auquel il consacre encore tous les jours, sans jamais se lasser, ses lumières et son zèle; tels encore que, M. *Fleurant* (2), chef de service de l'établissement, qui donne aux apprentis de si utiles leçons techniques;

(1) M. *Gustave Berger*, professeur à l'Association polytechnique, a été promu officier de l'instruction publique, par arrêté en date du 26 juin dernier.

(2) M. *Fleurant*, chef du service des ateliers de l'imprimerie Chaix, a reçu la médaille de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, dans sa séance du 9 juillet.

M. Trombert (1), dont notre liste de récompenses atteste le mérite et les services.

A côté de cet enseignement si complet, rien n'est négligé pour inspirer des habitudes d'épargne à l'enfant et pour arriver, par une sollicitude ingénieuse, à lui amasser un pécule. La maison accorde aux apprentis un intérêt dans les bénéfices réalisés sur les travaux qu'ils exécutent. Deux tiers du produit de ces intérêts sont réservés pour l'avenir, le surplus est versé annuellement et permet à l'apprenti de se constituer un capital d'épargne, qui sera remis à ses parents à la fin de l'apprentissage. Tel apprenti, à l'âge de 18 ans, a touché plus de 500 francs ; un enfant qui se conduit bien peut se trouver au bout de quatre ans à la tête d'un capital de 600 francs. Une caisse de retraite assure aux élèves de l'école professionnelle une rente viagère sur l'Etat dont ils profiteront à l'âge de 55 ans ; cette caisse est alimentée au moyen du produit des amendes et d'un don annuel de la maison.

Une caisse d'épargne scolaire fonctionne également sur le type de celles qu'a organisées *M. de Malarce*.

Tout apprenti est assuré contre les accidents. Enfin, aussitôt qu'il atteint l'âge de 16 ans fixé par la loi du 11 juillet 1868, il est assuré sur la Caisse de l'État pour un capital de 500 francs qui reviendrait à ses parents, s'il venait à mourir.

Chacun de ces avantages est attaché à l'assiduité au travail, à la bonne conduite, à l'esprit d'économie : il protège l'apprenti contre le désir de changement qui s'empare de lui, dès qu'il croit savoir quelque chose et qui lui cause souvent d'irréparables mécomptes.

Du reste, tout un ensemble d'institutions sagement combinées existe pour le personnel entier de la maison.

Non seulement les ouvriers y sont placés dans des conditions hygiéniques excellentes, préservés efficacement et assurés contre les accidents qui sont très-rares ; non seulement ils sont assistés sous toutes les formes par des caisses de secours, par des caisses de retraite ; mais ils sont admis à participer aux bénéfices de la maison ; en sorte que tout travailleur empêché par l'âge ou les infirmités de continuer son travail, se voit à l'abri du besoin et trouve ainsi une garantie de sécurité et d'avenir.

Ce capital d'épargne est fourni tout entier par l'établissement,

(1) *M. Alb. Trombert* a été nommé officier d'académie, par arrêté ministériel du 14 juillet 1880.

au moyen d'un prélèvement sur les bénéfices, prélèvement qui a été jusqu'à présent de 15 0/0.

Il en est fait trois parts, comme pour les apprentis ; l'une, versée entre les mains de l'ouvrier, lui permet d'apprécier l'utilité immédiate de la participation ; les deux autres servent à assurer l'avenir.

Plus de la moitié du personnel a profité des avantages offerts par la maison et le total des prélèvements au bout, de 6 années, s'élevait au chiffre de 365,533 francs au 31 décembre 1877.

Les participants savent ainsi que les moindres efforts renouvelés de leur part, que les plus petites économies produisent à la fin de l'année, en s'accumulant, des résultats considérables. Aussi s'ingénient-ils à produire vite et bien.

Les jeunes filles employées dans la maison participent aux mêmes bénéfices. Elles sont placées jusqu'à l'âge de 21 ans sous la surveillance d'une ouvrière plus âgée, qui mérite toute confiance et qui répond d'elles au point de vue de la moralité.

Il ne s'agit ici, Messieurs, en aucune façon, de porter un jugement sur le système de la participation aux bénéfices ; ce n'est pas le lieu de le discuter.

Il plaît à un industriel de distribuer à ses auxiliaires une partie des bénéfices qu'ils ont concouru à réaliser ; il est maître de le faire, sous la forme qui lui convient. On peut dire que toutes les institutions de secours, d'instruction, créées aux frais des patrons en faveur des ouvriers, et si libéralement dotées par eux, constituent une participation aux bénéfices.

Chez M. *Chaix*, la participation directe fonctionne avec une parfaite régularité ; elle n'a pas rencontré de difficultés pratiques insurmontables, et elle est considérée par le chef d'industrie comme un moyen puissant de rendre moins précaire la condition de l'ouvrier, de lui donner la sécurité dans le présent et dans l'avenir, en lui permettant de fonder un patrimoine ; elle est considérée enfin, ainsi que le faisait observer M. de Courcy, l'apôtre des assurances sur la vie, dans la remarquable lettre qu'il adressait à M. *Chaix*, comme le moyen le plus propre à consolider le capital, en l'entourant de soutiens intéressés à le défendre.

Mais il n'y a pas de règle unique, pas de principe absolu en face de l'immense variété des faits qui caractérisent l'industrie, selon la juste remarque de M. le professeur *Boëhmert*, que je citais plus haut. Ce qui est possible dans telle industrie cesse de l'être dans telle autre.

Il n'en est pas moins infiniment intéressant et profitable d'étudier et de signaler les expériences qui se poursuivent dans cet ordre de faits.

En résumé, nous voyons dans M. *Chaix* un patron qui a su doter son établissement de presque toutes les institutions qui sont de nature à élever le niveau intellectuel et moral et à améliorer la condition matérielle de l'ouvrier, un patron qui a su créer un système d'enseignement rattaché heureusement aux institutions de prévoyance, assurer la régularité du travail, initier ses ouvriers à des habitudes d'ordre et d'économie, fonder l'épargne de chacun, récompenser la fidélité des longs services, en un mot, s'attacher un nombreux personnel qui lui a prouvé dans des circonstances récentes qu'on ne s'était pas en vain préoccupé de son bien-être.

Il est facile de constater que les établissements dirigés dans cet esprit produisent les bons contremaîtres et les bons ouvriers et apprentis.

Nous en récompensons un grand nombre aujourd'hui, et vous seriez frappés des titres qu'invoquent certains dossiers, titres entre lesquels la permanence des séjours dans le même établissement n'est pas le moins important. Les séjours de 18 à 20 ans dans le même établissement sont fréquents, ceux de 30 à 40 ans ne sont pas rares.

MM. les Inspecteurs du travail des enfants nous ont fait connaître et proposé des candidats très méritants. A mesure que l'Inspection pénètre plus avant dans ses investigations, elle est plus à même de nous signaler les noms à récompenser. Nous avons été ses auxiliaires de la première heure, nous rencontrons aujourd'hui auprès de ses membres un concours qui nous est infiniment précieux, qui tourne à l'avantage de la cause commune et dont nous avons à cœur de leur exprimer aujourd'hui solennellement notre profonde gratitude.

Lorsqu'on reporte ses regards, Messieurs, de ces établissements industriels où une sollicitude si ingénieuse, si féconde a multiplié les institutions de secours, de prévoyance, d'enseignement, vers ces contremaîtres, vers ces ouvriers, vers ces apprentis laborieux, économes, instruits, probes, fidèles, comment ne pas être frappé de l'immense désir de conciliation, d'harmonie, de paix qui se manifeste de part et d'autre ?

Comment ne pas gémir sur les funestes malentendus qui les divisent et sur ces sentiments d'antagonisme et de défiance,

qui transforment trop souvent l'atelier en une sorte de champ clos, où la lutte est latente, en attendant l'occasion qui les fait éclater ? Comment ne pas croire que ces sentiments sont excités et entretenus par des fauteurs de discorde étrangers à l'industrie, intéressés à exploiter ses maux, et que les ouvriers et les patrons laissés à eux-mêmes sauraient éviter ces grèves meurtrières qui sont, comme le disait M. le vice-président *Charles Robert*, dans un éloquent discours, la ruine des uns, la misère des autres, le malheur de tous ?

Comment les Congrès ouvriers, dont les débats occupent souvent l'attention publique, peuvent-ils feindre d'ignorer les immenses efforts tentés pour améliorer la condition de l'ouvrier, pour l'instruire surtout ; comment peuvent-ils revenir sans cesse sur des problèmes résolus, chercher des remèdes qui existent, qui sont pratiqués, et dont il suffirait de généraliser l'usage ?

C'est la constante préoccupation de notre Société, Messieurs, de mettre en lumière ces solutions, ces bonnes volontés, ces exemples si nombreux d'harmonie, ces centres ouvriers où règnent, avec l'esprit d'économie et de stabilité, le bien-être et la confiance dans l'avenir ; c'est sa préoccupation de signaler tant d'éléments propres à affermir la paix sociale. Elle s'adresse à la fois aux patrons et aux ouvriers ; elle rappelle aux uns et aux autres leurs devoirs.

Il dépend de vous, Messieurs, de rendre de plus en plus active, efficace, cette haute mission. Donnez-nous des concours dévoués ; augmentez nos ressources.

Quelques libéralités viennent de nous être faites ces jours-ci, auxquelles nous souhaiterions vivement de nombreuses imitations.

M. *Mourceau*, secrétaire du Comité d'installation de la classe 21, à l'Exposition universelle de 1878, nous a fait parvenir le reliquat de compte de ce Comité, à titre de don, pour servir à décerner des médailles et des livrets de caisse d'épargne à des contremaîtres et à des ouvriers travaillant dans les industries qui se rattachent à la classe 21 (Tissus d'ameublement).

Notre collègue M. *Em. Leroux*, secrétaire de l'ancienne V^e Commission locale de Paris, qui est un des chauds adhérents de notre Société, M. *Le Coustellier*, manufacturier à Abbeville, nous ont, de leur côté, adressé des dons, qui doivent être employés également en récompenses à distribuer à des ouvriers.

J'ai tenu, Messieurs, à les remercier en votre nom et à les citer dans ce rapport, au risque de les mécontenter peut-être. Je me suis rappelé cette parole du grand poète anglais : « qu'une bonne action qu'on laisse tomber dans l'oubli en tue mille autres qui seraient venues à sa suite ». Et, puisque je parle de l'Angleterre, je ne saurais taire le sentiment de jalousie patriotique que m'inspirent les grandes associations que j'y connais et dont le but est d'instruire, de moraliser, de diminuer la criminalité au moyen d'institutions diverses, associations qui sont si richement dotées et assurées du concours de tant de citoyens dévoués, de l'appui de tant de personnages illustres. Les efforts tentés par notre Société, les résultats qu'elle a obtenus, ne justifieraient-ils pas une telle faveur ?

Constituez, Messieurs, un budget digne d'une telle œuvre !

Notre cher et dévoué trésorier, M. *Bérard*, pourrait vous dire combien il gémit sur la limitation de nos ressources, et sur les obstacles qu'elle crée à la réalisation du bien que nous voudrions faire. Il ne faut rien moins pour suffire à nos dépenses que son zèle ingénieux et persévérant, zèle qu'il nous continue malgré un deuil accablant dont le retentissement a été infiniment douloureux dans nos cœurs.

En ce moment même, notre Œuvre qui voit s'organiser des comités correspondants dans les départements, en France, trouve des imitateurs en Italie, en Russie, aux États-Unis, à New-York. La propagande de nos idées porte ses fruits. M. *J. Périn* notre secrétaire, s'est consacré à cette tâche, qui lui a déjà valu les remerciements officiels de la Société. Une correspondance récente, qu'il a entretenue avec M. le Ministre du commerce et de l'agriculture d'Italie, atteste le succès de ses efforts.

Ces témoignages de la fécondité de notre action, même au delà des limites de notre pays, ne nous imposent-ils pas un redoublement de zèle et ne nous donnent-ils pas le droit de faire appel à de nouveaux concours, à des libéralités plus abondantes ?

J'ai dit, Messieurs, qu'à chacune de ces solennités notre tâche nous semblait plus haute, plus nécessaire, plus urgente. Je crois que je pourrais dire que la conclusion de nos rapports ne change pas beaucoup plus que cette impression. Et quelle serait notre conclusion, en effet, si ce n'était d'opposer sans cesse les réalités pratiques que nous venons de mettre en lumière aux vaines chimères des utopistes, les vérités sociales

aux déclamations des rhéteurs et à l'inanité des formules socialistes ! Ces réalités pratiques prouvent que la question ouvrière n'est rien moins qu'insoluble, que le travail et le capital peuvent vivre dans une parfaite concorde, que le bon sens et l'intérêt bien entendu suffiraient à la rigueur pour atteindre ce but ; mais le véritable enseignement qui ressort de ces faits, enseignement que nous ne saurions répéter trop haut, c'est qu'il faut chercher ailleurs encore le secret qui assure l'infailible solution de ce redoutable problème ; il faut le chercher dans la pratique d'un commandement divin, il le faut chercher dans cette recommandation suprême du Maître : « Aimez-vous les uns les autres ».

Notre Association, Messieurs, a ce privilège de pouvoir, en obéissant à ce grand précepte, s'inspirer, en même temps, de l'amour de la patrie. Car qui peut se vanter de travailler plus efficacement à la grandeur, à la paix, à la prospérité de son pays que celui qui prépare l'avenir en s'occupant de l'enfant, en s'occupant de l'éducation de l'ouvrier ? Nous n'avons pas oublié ces paroles d'un grand patriote, de *Franklin*, consignées dans le codicille de son testament. « J'ai remarqué que, parmi les artisans, les bons apprentis deviennent ordinairement de bons citoyens. »

ALLOCUTION DE M. J.-B. DUMAS

de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie
des sciences,

Président de la Commission supérieure du travail des enfants,

Président de la Société.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Vous venez d'entendre un excellent Rapport, dans lequel on a résumé devant vous de la façon la plus attachante, les résultats des travaux de la Société pendant le cours du dernier exercice bi-annuel (1878 à 1880).

On vous a fait voir quelle part lui est due, dans l'amélioration du sort des enfants dans les grandes usines, les petits ateliers, et les ateliers d'apprentissage; on vous l'a montrée intervenant d'une manière efficace en tout ce qui touche leur situation économique dans l'industrie; poursuivant, à leur profit, l'étude des précautions hygiéniques; insistant pour leur assurer le repos du dimanche; favorisant l'emploi des moyens par lesquels on peut les initier aux bienfaits de l'instruction primaire, comme à ceux de la prévoyance et de l'épargne.

Sous tous ces rapports la Société peut se dire que, depuis qu'elle existe, elle a contribué d'une manière considérable et persévérante aux améliorations pratiques de tout genre dont le travail des enfants a été l'objet dans notre pays et même dans les pays voisins.

Elle a contribué, avec conviction, à la préparation, à la promulgation et à la mise en œuvre de la Loi à l'aide de laquelle le bon vouloir qui existait déjà dans les mœurs, grâce aux lumières et au bon sens des chefs des grandes usines, est entré aujourd'hui dans la législation. Les industriels retardataires sont forcés de rejoindre leurs

devanciers, au grand avantage des enfants employés dans les moindres ateliers.

La Société peut donc affirmer qu'au point de vue de l'action personnelle qu'elle exerce et de l'action législative qu'elle a provoquée, elle a rempli sa tâche.

Elle pourrait dire, en conséquence : Ma mission est remplie ; je puis me retirer. Mais telle n'est point sa pensée ; avec votre concours, qui ne lui a jamais manqué, elle continuera, dans l'avenir comme dans le passé, la mission tutélaire qu'elle s'est imposée et dans laquelle vous l'avez soutenue.

Permettez que, revenant sur quelques-uns des points traités dans le rapport de notre éminent secrétaire, je les envisage, dans une causerie familière, avec l'expérience que donnent soixante ans d'une vie passée à observer, avec la compétence peut-être que donne une longue carrière, dont les souvenirs permettent de comparer ce qui existait jadis avec ce qui existe aujourd'hui dans les établissements manufacturiers.

Dans ma jeunesse, je ne saurais vous dire combien je fus frappé du contraste étonnant que je constatais entre les deux pays dans lesquels l'industrie avait pris alors le plus grand essor : l'Angleterre et l'Alsace. — En Angleterre, il y a soixante ans, les enfants étaient abandonnés à tous les excès de travail, à l'exploitation la plus cruelle de la part des industriels qui s'en servaient ou des parents qui en dévoraient les misérables profits.

On ne pouvait pénétrer dans une de ces fabriques de Birmingham, peuplées d'enfants employés à la fabrication des aiguilles ou des épingles, sans maudire l'industrie ainsi comprise et sans avoir le cœur serré de douleur.

On ne pouvait pénétrer dans les mines de Newcastle, sans se sentir humilié dans sa propre dignité, par l'état abject auquel étaient condamnés les jeunes ouvriers des deux sexes. C'est un des meilleurs souvenirs de ma vie que d'avoir

appelé, non sans efficacité, il y a quarante ans, sur ces désordres, sur ces tristesses, l'attention de lord Brougham, dont le noble cœur fut profondément troublé du tableau que je mettais sous ses yeux et dont l'influence contribua tant à les faire cesser.

En Alsace, au contraire, dans ce pays qui avait su réunir au profit de la grande industrie tout ce que la science a de plus éclairé, l'art de plus délicat, les principes économiques de plus sûr, on avait su y joindre aussi ce que la bienfaisance la plus ingénieuse est capable d'imaginer pour assurer la sécurité présente des enfants et leur avenir, la paix de la cité et le bonheur des familles. Dans ce noble pays dont nous ne pouvons prononcer le nom sans la plus vive émotion, il y avait alors les Dollfus, les Odier, les Roman, les Gros, les Utschneider, les Kestner, les Hartmann, les Kœchlin, les Schlumberger, les Herrenschmidt, les Schattenmann, — je cite au hasard, — et bien d'autres encore dont les noms se présentent à ma mémoire comme dans un tableau voilé par le deuil et dont je revois en esprit avec reconnaissance et respect les admirables usines et les puissantes organisations. (*Applaudissements.*)

Tandis que, dans les autres parties de l'Europe, tout semblait abandonné au caprice, là on voyait à côté des ateliers la maisonnette où vivait l'ouvrier en famille; le jardin qui lui fournissait un travail ou plutôt un délassement pour les heures de liberté, récompensé par des produits contribuant aux agréments et aux nécessités de la vie domestique; on trouvait l'école, dans laquelle l'enfant apprenait à lire, à écrire, à compter, connaissances élémentaires nécessaires à tous et qui suffisent quand on possède la volonté, la santé, l'énergie, le bon sens, pour conduire à occuper le premier rang dans l'atelier, et quand le hasard et la fortune s'y prêtent, pour devenir associé ou chef de fabrique à son tour. Non seulement on trouvait dans ces usines des écoles primaires pour commencer l'éducation, mais des écoles où le dessin était enseigné, la mécanique, la

physique et la chimie élémentaires expliquées. L'ouvrier pouvait y puiser des connaissances étendues et le directeur de l'usine, pour recruter des chefs d'ateliers éclairés, n'avait pas besoin de sortir de son établissement.

Ces manufactures perfectionnées, dans lesquelles les chefs et les ouvriers formaient une association intime sous le drapeau respecté de l'usine, famille industrielle où tous confondaient leurs sentiments et leurs pensées pour la prospérité commune, où la coopération et la solidarité étaient pratiquées sans prétention et comme sans en avoir conscience, sont restées des modèles, mais ne sont pas restées sans imitateurs. Leur exemple était suivi dans d'autres parties de la France — à Saint-Gobain, Baccarat, Cirey, le Creusot, Saint-Louis — et dans d'autres usines encore dont l'énumération serait trop longue, les mêmes procédés avaient conduit aux mêmes résultats.

Visitez, par exemple, la Grand'Combe, l'une de nos puissantes exploitations houillères qui possède de semblables institutions et demandez d'où sortent les chefs qui en dirigent les travaux. On vous dira que ce sont presque tous des fils d'ouvriers mineurs qui extrayaient le charbon de leurs propres mains dans la génération précédente. (*Applaudissements.*)

Voilà, Messieurs, comment doit être comprise l'Industrie, voilà comment, je dois l'ajouter, elle est comprise aujourd'hui dans les grands ateliers. Aussi quand est intervenue la loi qui prescrit aux chefs d'usines de donner, sous le rapport de la surveillance et de l'hygiène, une attention particulière au travail des enfants dans les ateliers; de leur laisser le temps nécessaire au repos, de veiller à leur instruction enfin, ce n'est pas dans les grandes manufactures que cette loi avait besoin d'être appliquée. Pour le plus grand nombre des cas, leurs chefs y avaient pourvu et vous trouveriez maintenant peu de ces usines dans lesquelles la situation des enfants rendait l'intervention de la loi nécessaire.

A côté de ces enfants nombreux que les grandes usines emploient, il y a cependant des ateliers où les enfants ne se comptent pas par centaines dans chaque, mais qui réunis les compteraient par milliers.

Dans ces ateliers très divisés la surveillance est moins facile. Les quinze Inspecteurs de l'État n'y suffisent plus. Nous n'en sommes plus heureusement à ces époques où on laissait dormir la loi faute d'agents pour en assurer l'exécution et où j'obtenais à force d'importunités, comme une marque personnelle de déférence, la nomination d'un inspecteur, un seul, pour le département de la Seine. On reconnaît maintenant qu'il est indispensable d'organiser des inspections locales; les habitants d'un quartier sont seuls en état d'en connaître, en effet, tous les ateliers et de se rendre compte des soins accordés aux enfants qui s'y trouvent réunis.

C'est ce point particulier de la loi, qu'on vous signalait tout à l'heure avec beaucoup de raison, comme ayant été compris par le Conseil général de la Seine, mieux que par aucun autre. Il a institué en grand nombre ces commissions locales dont les 912 membres visitent les ateliers soit de garçons, soit de filles, s'assurant de la manière la plus exacte et la plus bienveillante à la fois, il faut le dire, que les enfants, et surtout les filles, sont convenablement surveillés et soignés.

L'exemple du département de la Seine doit être recommandé à tous les autres. Dans le plus grand nombre de ceux-ci, le travail des enfants n'a pas, sans doute, la même importance, mais à Lyon, Lille, Marseille, Rouen, etc., les ateliers sont très multipliés et, qui pourrait nier que l'intervention de l'État et celle des Commissions locales n'y soient, l'une et l'autre, également nécessaires?

C'est par le concours des hommes de bien, apportant l'influence charitable qui prévient, et de l'autorité représentant la loi qui réprime, que l'on arrivera au but, c'est-à-dire à une protection efficace qui, en assurant le bien-être

des enfants, garantira pour l'avenir la prospérité de l'industrie. Mais le Rapport que vous avez entendu, ayant traité toutes ces questions; je n'avais qu'à ajouter quelques mots sur chacune d'elles. Il y en a pourtant qui se compliquent de difficultés singulières.

La loi exige avec raison que les enfants ne soient admis au travail dans les ateliers qu'à un certain âge, et sachant lire, écrire et compter. Cette prescription si sage est la sauvegarde de l'avenir des enfants, car si, livrés trop tôt au travail industriel, ils ne peuvent fréquenter l'école et y recevoir l'instruction primaire, l'expérience prouve que cette omission ne sera jamais réparée et que ce n'est pas à 20 ou à 30 ans qu'un jeune homme pourra redresser les torts de sa famille et refaire son éducation.

La loi a raison de décider que l'enfant doit recevoir de bonne heure l'instruction primaire; la loi a raison d'ordonner aux chefs d'ateliers de ne recevoir que des enfants pourvus de cette instruction ou de la leur faire acquérir.

Or, quand on est dans le voisinage d'une ville ou au milieu d'elle, on peut envoyer l'enfant à l'école, mais il est telle localité dans laquelle les usines sont placées à de si grandes distances des écoles qu'il est impossible d'y envoyer les enfants sans compromettre le travail que les familles ont besoin d'en obtenir. Le Ministère de l'Instruction publique a résolu la difficulté: il a autorisé, avec beaucoup de raison, l'institution dans ces localités de petites classes dont les maîtres ou maîtresses peuvent donner le certificat autorisant l'entrée à l'atelier sans qu'il soit obligé de passer par les mains de l'instituteur ou de l'institutrice primaires. Cette autorisation donne, à la fois, satisfaction à la loi et aux exigences locales dont je viens de parler.

Parmi les exemples propres à démontrer la nécessité de ces sortes de combinaisons spéciales, il en est un qui

m'a frappé depuis longtemps et que j'ai toujours vu fonctionner avec une véritable émotion.

Ceux d'entre vous qui ont voyagé sur le chemin de fer du Midi, de Bordeaux à Mont-de-Marsan, ont pu voir le matin et le soir, de petits écoliers montant dans les wagons et accueillis avec un soin paternel par les chefs de trains. Ce sont les enfants des employés ou cantonniers répandus sur la longueur de la ligne, que l'on ramasse à chaque arrêt pour les conduire à la station privilégiée de Morcenx, où la compagnie a installé une véritable école modèle. Le soir les trains les reprennent et les distribuent tout le long de la ligne les rendant à leurs familles, à droite et à gauche.

Par cette heureuse combinaison, tous les employés isolés de la ligne sont aussi bien placés que ceux des grandes villes et même mieux puisqu'aux avantages d'une instruction solide, acquise en commun avec de nombreux camarades, ils ajoutent le bénéfice de la vie en plein air et les soins journaliers de la mère de famille.

Sous le rapport de l'instruction, avec un peu de bonne volonté, les difficultés peuvent donc se résoudre; mais il en est d'autres auxquelles la Commission supérieure, chargée de présider à l'exécution de la loi, donne tous ses soins, ce sont celles qui touchent à la salubrité et à la sécurité. Celles-là se multiplient et renaissent à chaque instant: on les croit résolues, elles reparaissent. S'agit-il de mécanismes inquiétants? on croit avoir écarté toutes difficultés, une nouvelle machine est inventée, un nouveau danger se présente, il faut recommencer. On s'est préoccupé du danger que présente le maniement de certains produits chimiques, on les signale avec soin, on en fait une nomenclature complète; mais la science, qui ne s'arrête pas, fait de nouvelles découvertes chaque jour; un nouveau danger se manifeste et il faut recommencer.

C'est un état de vigilance permanente auquel il faut se résigner. La science marche, la société marche, tout cela doit s'entendre. Pour que le progrès ne devienne pas un

péril, et pour que le péril ne devienne pas un obstacle au progrès, il faut que l'un et l'autre marchent simultanément. Il faut que sous prétexte de danger l'industrie et la science ne soient pas entravées dans leur progrès, mais il faut aussi que la sécurité de l'enfant soit sauvegardée et mise à l'abri.

Un excès de sévérité aurait son danger, l'Industrie en présence de certains obstacles serait obligée de s'arrêter, elle dirait : Ce que vous réclamez de moi, l'Allemagne, l'Angleterre, ne l'exigent pas, je ne puis plus soutenir la concurrence.

Il y a donc nécessité, pour le législateur, et pour l'administration son interprète, tout en se montrant justement sévères, de ne pas perdre de vue qu'il y a une limite à laquelle il faut bien s'arrêter si on ne veut pas nuire à l'industrie qu'on se propose de protéger, dans son germe, tant qu'on n'aura pas pu s'entendre avec les autres pays producteurs pour assurer enfin et sans marchander à l'enfance ouvrière tout ce qu'exigent sa santé, son instruction et sa moralité. (*Applaudissements.*)

Il y a un autre point de vue sous lequel on a envisagé l'intervention de la loi ; c'est celui qui consiste à demander aux chefs d'ateliers de favoriser, par leur exemple et par leurs conseils les habitudes d'épargne et de prévoyance, chez les enfants qui leur sont confiés.

Il y a deux manières d'atteindre ce but. Celle qui a été le plus souvent employée et que l'on emploie encore parce qu'elle est efficace, consiste à donner des livrets de caisse d'épargne comme récompense à l'enfant qui se conduit bien. Celle que je conseillerais et à laquelle j'attache une importance particulière — peut-être est-ce par un sentiment un peu paternel, — c'est de les accoutumer à faire des dépôts à la caisse des retraites pour la vieillesse. Je disais qu'il y avait, dans cette pensée, quelque chose de paternel, — j'ai eu l'honneur en effet de fonder cette caisse des retraites, comme ministre du com-

merce, il y a trente ans ; — mais cette circonstance ne m'aveugle pas.

Quand on a placé une certaine somme à la caisse d'épargne, sur la tête d'un enfant, il arrive un jour où, libre de la retirer, il l'emploie d'une manière plus ou moins utile, plus ou moins efficace pour son avenir. Il n'est pas rare qu'après avoir épargné lui-même pendant quelque temps, il se trouve entraîné à dépenser tout d'un coup cette épargne ou à la perdre par un mauvais placement.

À la caisse des retraites, à l'aide d'un très-petit dépôt commencé pour chaque enfant vers huit ou dix ans, on peut lui assurer, à 50 ou 60 ans, une rente qui contribue à garantir le repos de la vieillesse. Comme il ne peut pas aliéner cette rente, ce placement se retrouvera toujours au moment du besoin.

Que ce soit en des livrets de caisse d'épargne ou des dépôts à la caisse de retraite, qu'on attribue comme récompense dans tous les cas l'idée d'épargne, celle de propriété qui s'attachent à la possession de livrets de cette nature sont deux idées, nécessaires à introduire dans l'esprit des enfants.

Je ne veux pas, Messieurs, prolonger cette conversation. J'aime cependant à répéter en le modifiant un peu ce que vous disait, il y a un moment, dans son rapport si intéressant, notre éminent collègue M. *Léon Lefébure*.

Nous ne devons jamais oublier que l'enfant deviendra un homme, un citoyen. Cet enfant de 8 à 10 ans auquel nous donnons nos soins, dix ans plus tard sera un citoyen auquel on confiera un fusil pour la défense du pays et de la loi, auquel on confiera le droit de voter.

Il faut donc, si l'on veut en faire un soldat utile, lui assurer une santé robuste, et, si l'on veut qu'il ne soit pas un citoyen dangereux, faire naître dans son esprit des idées saines sur les rapports et les devoirs sociaux.

C'est donc, non pas seulement un enfant que vous

avez à protéger dans son corps, à instruire dans son intelligence, à moraliser dans son âme, mais un soldat, un votant, un citoyen, un défenseur de la patrie que vous avez à créer; ne l'oubliez jamais.

Voilà les idées de prévoyance, d'avenir, qui doivent diriger la société en pareil cas.

Ceci ramène ma pensée sur une conséquence qu'on s'est borné à indiquer et sur laquelle je voudrais attirer votre attention. Parmi les articles de la loi que le conseil de votre Société avait préparée et dont il suit avec persévérance l'application, il y a un article qui a rapport au repos du dimanche réservé aux enfants.

Ce repos du dimanche, quand on l'examine au point de vue chrétien, ne fait aucune difficulté, je ne m'y arrête pas. Mais au point de vue social, tout le monde comprend combien il est désirable ou même nécessaire, que l'enfant jouisse du repos hebdomadaire, ce jour-là et non un autre, par des raisons purement sociales indépendantes de la question religieuse.

Si l'enfant n'est pas libre de travail un jour par semaine, on reconnaît que sa santé en souffrira et que le travail continu serait un excès auquel il faut s'opposer.

Mais, donnera-t-on à l'enfant un jour de repos qui ne soit pas le dimanche? au point de vue sanitaire, on aurait satisfait à la loi. Il est pourtant un autre côté de la question auquel il faut avoir égard. L'enfant qui se reposera non le dimanche, mais le mercredi, par exemple, que fera-t-il de ce jour de repos? S'il veut aller à la promenade, son père, sa mère, ses frères, ses sœurs travaillant, il sera seul, sans parents, sans amis, sans camarades pour partager son loisir. Bien pis encore, s'il trouve sur son chemin un enfant de son âge, ne sera-ce pas quelque paresseux, quelque mauvais sujet en état de vagabondage? Restera-t-il donc seul comme un paria ou mal accouplé comme un prédestiné au vice. S'il devait passer toute sa

jeunesse dans de telles conditions, il ne lui en resterait que des souvenirs amers et peu favorables à l'état social qui l'aurait traité en banni. Cet enfant isolé et séparé de tous les siens par une véritable séquestration, garderait de son pays, de son temps et du monde une image attristée. C'est donc une prescription bienfaisante de la loi que celle qui garantit ce repos du dimanche à l'enfant, et j'ai vu avec bonheur tous les partis réunis pour demander qu'elle fût maintenue.

Je m'arrête. Ayant parcouru la plus grande partie des usines de la France et des pays voisins, en rendant compte ce de qu'il y avait de bien et de mal dans leur organisation, je pouvais me permettre de traduire, en quelques paroles familières, les sentiments que cette réunion réveille dans mon esprit et vous rappeler l'influence toujours bienfaisante de la Société. Avec votre concours, que je ne crains pas de solliciter avec la plus vive instance, je suis sûr que loin de s'affaiblir cette influence grandira chaque jour, et que l'expérience constatera de plus en plus la haute valeur du rôle qui vous appartient dans la préparation de toutes les mesures qui concernent l'état hygiénique, la situation morale et les conditions économiques de l'enfance ouvrière. Soutenu par notre passé, envisageons donc l'avenir avec confiance et résolution; il reste encore bien à faire ! (*Applaudissements.*)

LISTE DES RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES

EN 1880 (1).

I

INSTITUTIONS CHARITABLES.

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES).

Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles, Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).

ISÈRE.

SOCIÉTÉ DU PATRONAGE DES JEUNES APPRENTIS DE GRENOBLE.

Placement des jeunes apprentis indigents. Secours en argent et en nature. Inspection par un Comité et notes mensuelles. Cours d'instruction primaire. Asile pour les orphelins de l'œuvre. Population de 208 enfants des deux sexes. — (*Proposition de M. Dumas, Président de la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures.*)

Médaille d'argent.

LOIRE.

RONDEL (M.), ancien Directeur de la Succursale de la Banque de France, à Saint-Etienne.

Création du Patronage du Treuil, construit sur un terrain acheté de ses deniers dans un faubourg de Saint-Etienne. — Chapelle, entretien d'un aumônier à ses frais. Distribution gratuite de vêtements et de livres de classe. Installation de gymnases, de jeux et d'écoles où il donne personnellement des leçons. Etablissement florissant, fréquenté par six cents jeunes gens et enfants. — (*Proposition de M. Jourdan, agent de change, à Saint-Etienne.*)

Médaille d'argent.

(1) Les présentations de candidats adressées à la *Société de protection* ont été soumises à l'examen d'une Commission des Récompenses; chaque dossier a fait l'objet d'un rapport spécial.

MEURTHE-ET-MOSELLE.

LES DAMES FONDATRICES DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE NANCY.

Etablissement ouvert à plus de cinquante élèves. Ateliers de confection, lingerie, peinture sur porcelaine. — Bourses aux élèves nécessiteuses. — Deux Patronages du dimanche à Nancy et à Saint-Dié. — Efforts dévoués pour placer les apprenties à la sortie. — Excellents résultats obtenus par le concours des Dames fondatrices et l'intelligente collaboration des Directrices, *M^{lles} de Metz et Gardeil.* — (*Proposition de M. Ch. Nathan-Picard, membre de la Société.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SAVOIE.

LE R. P. JOSEPH, fondateur de l'Orphelinat de Douvaine, près Genève.

Ancien aumônier militaire à Strasbourg. Après avoir partagé la captivité de nos soldats en Allemagne, est venu fonder sur la rive française du lac de Genève un Orphelinat où il a recueilli soixante enfants qu'il nourrit, entretient, instruit et auxquels il donne l'enseignement professionnel. — (*Proposition de M. Émile Salle, avocat, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

II

INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES.

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

1^{re} CATÉGORIE : Comprenant les Manufacturiers et industriels ayant organisé leurs établissements et créé des Institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des Apprentis et jeunes Ouvriers.

AUBE.

PORON (M.), manufacturier, à Troyes.

Création d'une école de fabrique, distribution de livrets de caisse d'épargne aux enfants méritants, rétribution du temps passé à l'école, comme s'il était employé à l'atelier. M. Poron est un bienfaiteur de l'enfance ouvrière. — (*Proposition de M. Bernot père, Président de la Commission locale de surveillance des enfants dans l'industrie, à Troyes.*)

Médaille d'argent.

CHARENTE.

LAROCHE-JOUBERT (M.), directeur de la papeterie coopérative d'Angoulême.

Grands efforts pour l'instruction et la moralisation des enfants. Cours gratuits. Distribution de jetons de présence aux enfants. Don

des fournitures de classe, augmentation des salaires selon le degré d'instruction. Médaille d'argent de la Société en 1876, rappel en 1878. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire, à Limoges.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

CHER.

CHAUVEAU (M.), directeur de forges, à Torteron.

Usine importante : 470 ouvriers dont 63 enfants, tous pourvus du certificat primaire, Ecole de fabrique, aménagement admirable. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille d'argent.

GARD.

ESCALE (M.), Directeur des hauts-fourneaux de Tamaris, près Alais.

Création d'une école de fabrique, grâce à laquelle les 50 enfants, occupés dans l'usine ont reçu une instruction élémentaire complète, soins assidus donnés aux adultes et enfants malades dans une infirmerie, annexée à l'établissement. Précautions minutieuses pour éviter les accidents dans cette usine, où travaillent plus de 1000 ouvriers. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire, à Nîmes.*)

Médaille d'argent.

HAUTE-VIENNE.

HAVILAND et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines à Limoges, rue du Crucifix.

Soins remarquables pour l'instruction des enfants. Organisation exemplaire, Société de secours mutuels. Caisse d'épargne pour les ouvriers de l'usine. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire, à Limoges.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

LOIRET.

BAPTEROSSES (M.), manufacturier, à Briare.

Emploie 1,500 ouvriers, dont 280 enfants; classe quotidienne de trois heures et demie. Usine modèle à tous les points de vue intéressant le bien-être de l'ouvrier. Déjà lauréat de la Société en 1874 pour une médaille d'argent. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

GONDOUIN (M.), directeur de la faïence artistique, à Gien.

Fait travailler 1,000 ouvriers. Grande vigilance vis-à-vis des apprentis. Création d'écoles de demi-temps. Organisation supérieure pouvant servir de type à tous les bienfaiteurs des classes laborieuses. (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SEINE.

BASTER ET VIEILLEMARD (MM.), lithographes, à Paris, 97, boulevard de Port-Royal.

Salaire donné aux apprentis; rémunération à titre de récompense capitalisées en une caisse d'épargne scolaire dont les produits sont mensuellement versés à la caisse d'épargne de l'Etat. 63 livrets y sont constitués représentant un versement moyen de 600 francs par an. Emploi d'anciens apprentis dans la proportion de un sur dix. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire, à Paris, et de M. G. Kuhff, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

DESCHIEUS (M. Joseph-Eugène), 123, boulevard Saint-Michel, à Paris.

Dans ses ateliers de télégraphie et d'horlogerie électriques, a fondé un cours pour initier ses apprentis aux effets physiques et mécaniques des appareils qu'ils sont appelés à construire. Prépare ainsi d'excellents sujets pour les équipes de la télégraphie militaire et développe la supériorité de l'industrie nationale, en donnant aux enfants la connaissance des résultats à obtenir, des instruments de précision fabriqués. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire, et de M. G. Kuhff, inspecteur départemental, à Paris.*)

Médaille d'argent.

HÉMON (M. Alexandre), fabricant de bijouterie, 134, rue du Temple, à Paris.

Création d'un internat pour 30 apprentis. Excellentes dispositions hygiéniques, dans l'installation des dortoirs. Participation des apprentis aux bénéfices de leur travail. Sacrifices pécuniaires pour éviter la spécialisation du travail. Observation des lois scolaires. — (*Proposition de M. E. Nusse, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

SEINE-ET-MARNE:

BARLUET (M.), fabricant de faïence, à Montereau.

800 ouvriers, 100 enfants. — Entretien d'écoles de demi-temps; ordre parfait. — (*Proposition de M. Richard, inspecteur départemental, à Fontainebleau.*)

Médaille d'argent.

SEINE-ET-OISE.

FERAY (M.), manufacturier, à Essonnes.

L'un des auteurs de la loi de 1874, M. Feray la commente par ses bienfaits incessants pour l'apprenti et l'ouvrier. Ecoles de fabrique pour plus de 100 enfants. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SEINE-INFÉRIEURE.

CHIFFRAY (M.), imprimeur sur étoffes, à Marommès.

Organisation dans sa manufacture d'un cours spécial, dirigé par les efforts communs de quatre directeurs et de l'Instituteur communal. Excellente impulsion donnée au personnel ouvrier. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Médaille de bronze.

2^e CATÉGORIE : *Comprenant les Industriels, qui sans avoir créé d'Institutions ou organisé leurs ateliers avec des moyens permanents d'Instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des Apprentis ou jeunes Ouvriers.*

GARD.

PÉCHINEY (M.), fabricant de produits chimiques, à Salindres.

Soins donnés à l'instruction primaire des 32 enfants qu'il emploie et qui sont sévèrement écartés de toutes manipulations de matières dangereuses. — Établissement important occupant 700 ouvriers. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire, à Nîmes.*)

Médaille d'argent.

INDRE.

VANVEUREN (M. François), fabricant de confections de linge, au Blanc.

Surveillance, soins et sollicitude remarquables pour ses apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Mention honorable.

LOIRET.

PEPIN-VIEILLARD (M.), fabricant de couvertures, à Orléans.

Dirige un établissement séculaire occupant 180 ouvriers, dont 25 enfants. Tenue générale excellente. — (*Proposition de M. l'inspecteur départemental du Loiret.*)

Mention honorable.

SEINE.

BARAS (M. E.), ingénieur mécanicien, 13, rue de Reuilly, à Paris.

Soins assidus donnés aux apprentis de son établissement. Formation moyenne de 8 à 10 élèves industriels par an. Grande vigilance pour leur faire suivre les cours du soir. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire, et de M. Kuff, inspecteur départemental, à Paris.*)

Médaille de bronze.

HEYMANN (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, 49, rue de Turenne, à Paris.

S'occupe avec le plus grand zèle des apprentis qu'il dirige, surveille avec sollicitude leur travail et leur conduite, les envoie aux classes du soir et se préoccupe de leurs progrès. Emploie depuis 4 ans les apprentis que lui envoie la Société. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Médaille de bronze.

POINTEAUX (M.), horloger, à Paris, 3, rue Chérubini.

Ateliers très bien tenus. Soins affectueux à ses apprentis, contribuant à leur éducation physique et morale. A recruté son personnel ouvrier de ses anciens apprentis. — (*Proposition de M. Reblaud, membre de la Société.*)

Mention honorable.

ROLLIN (M^{me}), brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles.

Apprend l'ordre et l'économie domestiques aux apprenties qu'elle loge et nourrit; les encourage par des récompenses et même par des allocations de livrets. — (*Proposition du Comité des Institutrices de Charité.*)

Médaille de bronze.

ROCCATTI (M. Giovanni), tailleur, passage du Grand-Cerf, 7.

Dévouement paternel aux apprentis confiés à ses soins, et auxquels il procure une excellente éducation professionnelle en même temps qu'il leur inspire les meilleurs sentiments. — (*Présentation de M. Giraud, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

THOURY (M^{lle}), blanchisseuse, 39, rue des Feuillantines, à Paris.

Surveillance maternelle exercée vis-à-vis de ses apprenties, nombreuses élèves formées. — (*Proposition de M^{me} Linarès, Présidente de la 11^e Commission locale des Dames, V^e arrondissement de Paris.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-OISE.

CORBIN (M. Paul), fabricant de sucre, à Magny.

A obtenu que les parents remplacent eux-mêmes les enfants pour les travaux urgents qui ne peuvent être suspendus le dimanche et assure ainsi le repos dominical de l'apprenti. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille d'argent.

CERF (MM.), père et fils, imprimeurs, à Versailles.

Soins affectueux et intelligents à ses 90 ouvriers et à ses apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille d'argent.

BAILLET (M. et M^{me}), fabricants d'épingles, à Viroflay.

Sollicitude assidue pour les apprentis des deux sexes dans l'ordre matériel comme au point de vue moral (77 ouvriers); Société spéciale de secours mutuels. — (*Proposition de M. Leclerc, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Médaille de bronze.

CÉCILE (M.), fabricant de registres, à Meulan.

Grande vigilance, surtout sous le rapport de la moralité et de la séparation des travailleurs des deux sexes. — (*Proposition de M. Leclerc, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Médaille de bronze.

3^e CATÉGORIE : *Comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes Apprentis, et qui veillent à l'entière application de la loi du 19 mai 1874.*

ARDECHE.

PALLUAT ET C^{ie} (M.), filateurs et mouliniers de soie, à Largentière.

Occupent 300 ouvriers, dont 60 enfants auxquels ils font donner une excellente instruction primaire et professionnelle. Minutieuse observation des règlements excluant de cette manufacture les plus légères irrégularités. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire, à Nîmes.*)

Médaille de bronze.

GARD.

TARDIEU, JARRIGE ET SACCONNEY (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes.

Emploient 25 enfants, dont l'instruction primaire est surveillée exactement, et exécutent ponctuellement les prescriptions de la loi. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire, à Nîmes.*)

Médaille de bronze.

LOIR-ET-CHER.

ESTRIBAUD (M.), fabricant de chaussures, à Blois.

Très exacte observation des règlements dans ses ateliers renfermant 500 ouvriers dont 28 enfants. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-MARNE.

JACQUIN (M.), fabricant de bonbons, à Dammarie-les-Lys.

80 ouvriers et 10 apprentis. Observation minutieuse de la loi. — (*Proposition de M. Laporte, inspecteur départemental, à Melun.*)

Médaille de bronze.

SOMME.

AUBERT (M.), de la maison Aubert, Bulot, Lhotelier, 94, rue de Rumigny, à Amiens.

Scrupuleuse observation de la loi de 1874, dans les rangs de 140 enfants qu'il emploie à la fabrication du lacet. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire, à Rouen.*)

Mention honorable.

4^e CATÉGORIE : *Comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'Enfance et la Jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des Œuvres entreprises en faveur des Apprentis ou Apprenties.*

LOIRET.

MAERTENS (M. Henri), (soldat à la 5^{me} section d'administration, en garnison à Orléans.)

A rendu des services signalés comme professeur à l'Œuvre des petits ramoneurs. — (*Proposition de M. de Montlaur, président de l'Œuvre des petits ramoneurs.*) **Médaille de bronze.**

MEURTHE-ET-MOSELLE.

DIDELOT (M. l'abbé), chanoine honoraire de la cathédrale de Nancy, aumônier des prisons, demeurant à Nancy.

S'occupe depuis vingt ans des apprentis protégés par les patronages de Nancy, avec un dévouement au-dessus de tout éloge ; déjà récompensé par les excellents résultats qu'il a obtenus et l'estime de ses collègues qui le considèrent comme un « vétéran du bien ». — (*Proposition de M. Nathan-Picard, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

PAS-DE-CALAIS.

NORIEUX (M.), instituteur à Lapugnois, canton de Béthune.

Appelé à faire des cours à de jeunes apprentis d'usine, a fondé une caisse d'épargne scolaire, comptant 202 déposants et 12,500 francs de capital versé. L'un de ces enfants, le jeune Arthur Maniez, y est crédité pour une somme de 31 francs. — (*Proposition de M. le maire de Lapugnoy.*) **Médaille de bronze.**

SEINE.

CANONGE (M. Alfred), Instituteur-directeur de la Tutelle, fondée par M. Piver, 27, rue Albouy.

Dirige avec un soin, une intelligence et un zèle qui ne se sont point démentis depuis quatorze ans cet établissement dont la prospérité croissante est due à son dévouement autant qu'à la libéralité du fondateur. Déjà Lauréat de la Société (Médaille d'argent). — (*Proposition de M. Piver, censeur de la Société, et du Bureau de la Société.*)

Médaille de vermeil et Mention spéciale de reconnaissance.

HENNEQUIN (M. Lucien), dessinateur à l'Ecole de fabrique de MM. Mourceau et Leduc, 27, rue du Mail, à Paris.

Participation très utile à l'Enseignement professionnel. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle.*)

Médaille d'argent (don du Comité).

HURÉ (M. Alphonse), professeur à l'école d'apprentis de M. Piat, fondateur, 85, rue Saint-Maur, à Paris.

Soins assidus donnés à quatorze apprentis depuis six années et grâce auxquels quelques-uns d'entre eux ont obtenu le certificat scolaire. Mérite et dévouement signalés. — (*Proposition de M. J. Piat, membre de la Société.*)

Médaille de bronze.

RAMÉ (M. A.), secrétaire de la Chambre syndicale du Papier peint, 6, rue d'Aboukir, Paris.

Fondateur du concours écrit entre les enfants de l'industrie du Papier peint; a réussi de 1870 à 1880 à grouper un nombre graduellement toujours plus considérable d'enfants et à montré dans cette œuvre une patience et un dévouement inépuisables. — (*Proposition de la Chambre syndicale du Papier peint.*)

Médaille d'argent.

TROMBERT (M. Albert), 33 ans, professeur à l'École professionnelle de MM. A. Chaix et C^{ie}.

Ancien chef de bureau à la mairie de Colmar, M. Trombert est, depuis 8 ans, professeur à l'École professionnelle, où il fait 22 cours par mois. Déjà lauréat de la Société de Tempérance. — (*Proposition de M. Chaix.*)

Médaille d'argent.

SEINE-INFÉRIEURE.

CALBRY (M.), instituteur libre, à Lillebonne.

Succès très remarquables obtenus, depuis cinq ans, dans les écoles de fabrique de M. Westphalin-Lemaître. Est arrivé à ne plus avoir un seul enfant illettré. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental à Rouen.*)

Mention honorable.

CHOPARD (M.), instituteur libre, à Mouville.

Dirige avec une exactitude et une intelligence rares quatre écoles de fabrique situées à de grandes distances les unes des autres. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

DILLOIS (M^{me} Léopoldine), en religion sœur Sylvie, directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin.

Persévère dans le dévouement à toute la population enfantine confiée à ses soins, que la Société a récompensé en 1878. (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Rappel de médaille de bronze.

GRIMIN (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'école de fabrique, de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen.

Instruit une cinquantaine d'élèves avec un dévouement des plus louables. — Classe créée depuis trois ans — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

NÉE (M.), instituteur des établissements de la Société cotonnière, de Saint-Etienne de Rouvray.

Efforts louables ayant abouti à de grands succès. — Classe de 150 garçons conduite avec zèle. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*) **Mention honorable.**

PÉGARD (M.), instituteur à Darnétal.

Direction remarquable donnée à six écoles de fabrique. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*) **Mention honorable.**

RAINSART (M. Eugène-Théophile), instituteur public, à Deville lez Rouen.

Continue à diriger cinq écoles de fabriques avec un zèle remarquable. — Lauréat de la Société en 1878. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Rappel de médaille de bronze.

SERRURIER (M.), directeur de l'école de Sainte-Marie, au Havre.

Dévoué à l'Instruction primaire des apprentis et adultes ; a fait disparaître les illettrés des manufactures de son quartier, grâce aux cours qu'il y a ouverts. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*) **Mention honorable.**

SOMME.

LENOIR (M.), instituteur à Abbeville.

Cours spéciaux aux enfants travaillant dans l'industrie. Excellents résultats obtenus. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire, à Rouen.*) **Rappel de médaille de bronze.**

III.

CONTREMAITRES ET CONTREMAITRESSES.

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER.

EURE-ET-LOIR.

JANIN (M. Désiré), contremaître dans la fabrique de chapeaux de MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

44 ans d'âge, 22 années de services. Entré comme apprenti dans l'établissement qu'il n'a plus quitté et où il dirige aujourd'hui le travail des enfants. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental à Nogent-le-Rotrou.*) **Médaille de bronze.**

LEVRARD (M. Pierre), contremaître dans la manufacture de MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

18 ans de services, excellent sujet. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).

Mention honorable.

QUÉRU (M. Constant), contremaître dans la manufacture de MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

21 ans de services, zélé et dévoué. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).

Médaille de bronze.

MARNE

FARIOLA (M. Alexandre), 36 ans, contremaître à l'Ecole des Arts et Métiers de Châlons.

Entré depuis 34 ans à l'Ecole des Arts et Métiers, s'y est toujours distingué par sa conduite, sa probité et son dévouement, et a rendu d'immenses services aux apprentis de cet établissement. — (*Proposition de M. le Directeur de l'Ecole des Arts et Métiers de Châlons et de M. Maurice, inspecteur divisionnaire*).

Médaille d'argent.

MEURTHE-ET-MOSELLE

LAMBERT (M^{lle} Mathilde), sous-maîtresse à l'Ecole professionnelle Nancy (Sainte-Anne).

Successivement apprentie, puis ouvrière et actuellement sous-maîtresse à l'atelier de coupage et de confection. Dévouement, intelligence et bonté patiente dans la direction des élèves qui lui sont confiées. — (*Proposition de M. Plassiard, inspecteur divisionnaire, à Nancy*).

Médaille de bronze.

OISE

CLERET (M. Jules), contremaître chez M. Mage, fabricant de boutons, à Beauvais.

Contremaître depuis huit ans. Excellent professeur industriel et exerçant une salubre influence sur l'apprenti. Nombreux élèves formés. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais*).

Médaille de bronze.

HUE (M. Marc-Amand), contremaître chez MM. Tétard, Lainé et Rupp, fabricants de couvertures et tapis, à Beauvais.

28 ans de services: contremaître d'une bonté, d'une patience et d'une sollicitude inépuisables. Donne l'exemple de l'amour de l'étude et excite les apprentis à suivre les cours populaires. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais*).

Médaille de bronze.

HURTEL (M. Marcel), contremaître chez MM. Tétard, Lainé et Rupp, fabricants de tapis, à Beauvais.

28 ans de services. Aptitude pédagogique marquée; prépare de

nombreux apprentis auxquels il prodigue ses excellents conseils. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais*).

Médaille de bronze.

SAGNIER (M. Jules), contremaître chez MM. Tetard, Lainé et Rupp, fabricants de couvertures et tapis, à Beauvais.

Depuis trente-quatre ans dans l'usine où il a été successivement apprenti, ouvrier et contremaître. Nombreux élèves dont plusieurs sont devenus contremaîtres. A fait de son atelier un modèle d'ordre, de propreté et d'activité. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais*).

Médaille d'argent.

PAS-DE-CALAIS

CANON (M. et M^{me}), contremaître et contremaîtresse de l'atelier de piquage mécanique dépendant de la fabrique de chaussures, dite des « fils de Fanien » à Lillers.

Vingt-deux ans de travail en commun, pendant lesquels ils ont instruit un nombre considérable d'apprentis. Le mari dirige trente apprentis, la femme soixante jeune filles. Modèles d'honnêteté et de sobriété; attentions touchantes pour le personnel confié à leurs soins. — (*Proposition de M^{lle} Delaporte, artiste dramatique, membre de la Société, et de M. Legouvé, de l'Académie française*).

Médaille d'argent.

SEINE

BOIS (M.), contremaître de l'atelier de taille-douce, chez M. Bouasse Lebel, imprimeur lithographe, 29, rue Saint-Sulpice.

Soixante-douze ans. Zèle signalé à instruire les apprentis dans les détails de leur profession. Déjà honoré de deux récompenses aux Expositions de 1867-1878. — (*Proposition de M. Bouasse-Lebel, membre de la Société*).

Médaille de bronze.

CAUCHOIS (M.), contremaître chez M. Barbedienne, rue de Lancry, 63.

Agé de quarante-neuf ans. Attaché depuis douze ans à l'atelier de M. Barbedienne, d'abord comme ouvrier, et, depuis neuf ans, comme contremaître. Soins assidus donnés aux six apprentis placés sous sa direction. — (*Proposition de M. Reblaud, membre de la Société*).

Mention honorable.

CLAESSENS (M. Louis), contremaître dans la maison Mourceau et E. Leduc, 27, rue du Mail, à Paris.

Ouvrier capable, laborieux et dévoué à ses patrons. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle*).

Médaille de bronze (don du Comité).

CORNET (M.), contremaître dans la papeterie de M. Gonthier-Dreyfus, 41, boulevard de Magenta.

Conduite et probité exemplaires; 20 ans de services; dirige avec

une bienveillance paternelle les enfants qui sont sous ses ordres. — (*Proposition de M. Havard, président de la Chambre syndicale du Papier*). **Médaille de bronze.**

DUCREUX (M. Germain-Alexandre), contremaître de la maison L. Berchoud, cité Lemièrè, à Paris-Belleville.

Employé depuis seize ans; aussi dévoué qu'intelligent. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle*).

Médaille de bronze (don du Comité).

FLAMANT (M. Victor), contremaître chez M. L. Berchoud, cité Lemièrè, à Paris-Belleville.

A fait preuve, pendant les vingt-cinq ans qu'il est resté dans les maisons Mourceau et Berchoud, d'honnêteté, d'ordre et de soins dévoués pour les apprentis lanceurs. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle*).

Médaille d'argent (don du Comité).

GALLIOT (M^{lle} Marie Constance), contremaîtresse chez M^{me} Morin, couturière, 92, rue de Richelieu.

Contremaîtresse assidue, attentive et habile, chez la patronne qui l'a successivement employée comme apprentie et ouvrière. A mérité en 1878 les récompenses les plus élevées du patronage qui a surveillé son apprentissage. — (*Proposition de M. Duchollet, président de l'Association pour le placement en apprentissage des orphelins*).

Mention honorable.

GOUIN (M. Alexis), contremaître chez M. Berchoud, fabricant, cité Lemièrè, à Paris-Belleville.

Dix-huit ans de services, travailleur rangé, économe et habile. — (*Proposition de M. Mourceau, membre de la Société*).

Médaille de bronze.

HAITZMANN (M. Melchior), contremaître chez M. A. Ramé, rue d'Aboukir, 6.

Très-zélé dans l'enseignement professionnel qu'il donne aux apprentis. — (*Proposition de M. Havard, Président de la Chambre syndicale du Papier*).

Médaille de bronze.

KAMPER (M. Henri), 62 ans, contremaître de fabrique chez MM. Riottot fils et Pacon, fabricants de papier peint, 73, rue de Reuilly.

Contremaître depuis quarante-cinq ans, dont quatorze ans chez M. Farine, trente-un ans chez M. Riottot. Lauréat de la Société d'encouragement au bien, qui lui a décerné une médaille d'argent en 1874, conseiller de l'Assistance paternelle du papier peint, qui vient de lui accorder une semblable récompense à raison de ses services signalés en février 1880, M. Kamper fut avec M. Riottot, l'apôtre de la régénération des enfants de cette grande industrie. Il a, sous ses ordres quarante enfants qu'il surveille à l'atelier et envoie à l'école, les entourant de conseils paternels et les détournant de l'usage précoce du tabac. Il a formé 520 apprentis. Lieutenant infatigable, convaincu et dévoué du regretté M. Riottot, même en dehors de l'indus-

trie, il s'est tellement distingué pendant les deux sièges dans l'ambulance Saint-Eloi, fondée par son patron, que le Ministre de l'intérieur lui a adressé une lettre de félicitations. Déjà lauréat de la Société de protection, qui lui a donné, en 1874, une médaille de bronze. — (*Proposition de MM. Riottot et Pacon*).

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

SIRET (M. Antoine), contremaître chez MM. Dupont et Hervé, 6, rue d'Aboukir, à Paris.

Intelligent, laborieux et dévoué aux apprentis et à ses patrons. — (*Proposition de MM. les Membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle*).

Médaille d'argent (don du Comité).

SEINE-ET-OISE

GAUGES (M^{me}), née Eugénie Pétiot, contremaîtresse à la fabrique de chaussures de M. Martin, à Arpajon.

Contremaîtresse ayant dix-neuf ans de services et maintenant une exacte discipline parmi les apprenties. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans*).

Mention honorable.

MICHEAUX (M. Jacques-Victor), contremaître chez M. Testard, peintre en bâtiments, à Viroflay.

Probité, politesse, douceur éprouvées; s'est formé seul après avoir quitté l'école. Un acte tout récent fait honneur à sa délicatesse. — (*Proposition de M. Leclerc, inspecteur départemental, à Versailles*).

Médaille de bronze.

PÉRONNEAU (M. Noël-Honoré), contremaître chez M. Poulet, fabricant de tissus de crin, à Saint-Arnoult.

Trente-un ans de services, travailleur laborieux et intelligent, donnant comme chef de famille l'exemple de toutes les vertus. — (*Proposition de M. Monget, inspecteur départemental, à Rambouillet*).

Médaille de bronze.

SEINE-INFÉRIEURE

GILLON (M.), directeur des établissements de M. Badin, à Barentin.

Soins spéciaux pour assurer la fréquentation des écoles, qui renferment 200 enfants, la salubrité et la moralité des ateliers où travaillent 1,400 ouvriers. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen*).

Mention honorable.

LEMARCHAND (M. Henri-Léon), 32 ans, directeur de la maison Girard et C^{ie}.

Vive et excellente impulsion donnée à l'École de fabrique, grâce à laquelle les illettrés ne se rencontrent plus dans l'établissement. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen*).

Mention honorable.

URBAN (M. François), contremaître de fabrique, chez M. Cor-dier, sénateur, à Rouen.

Trente-deux ans de services dans l'usine où il a été ouvrier; bonté toute paternelle. Efforts pour favoriser l'instruction scolaire des apprentis. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen*).

Médaille de bronze.

SOMME

PRUVOST (M. Pierre), 57 ans, contremaître chez M. Le Cous-tellier, filateur et fabricant de corderie, à Abbeville.

Contremaître de corderie, estimé pour sa douceur et son amé-nité. Nombreux élèves professionnels. Trente-deux ans de services. Fidélité dans une circonstance récente et délicate. — (*Présentation de M. Le Coustellier, juge au Tribunal de commerce d'Abbeville, membre de la Société*).

Médaille d'argent.

IV

APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

1^{re} CATÉGORIE : *Apprentis présentés par des Patronages, So-ciétés d'assistance paternelle, Ecoles professionnelles, Commis-sions locales du travail des Enfants, Inspecteurs divisionnaires, Industriels qui se sont fait remarquer par leur capacité profes-sionnelle et une bonne conduite constante.*

CALVADOS

DESAMAISON (M. Georges), apprenti chez M. Lebourgeois, manu-facturier, à Lisieux (Calvados).

Laborieux, assidu et en progrès. — (*Proposition de M. Auber, ins-pecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

MAGNY (M. Claude), ramoneur, chez M. Chanaing, à Lisieux.

Très intelligent et très laborieux, bonne conduite et progrès re-marquables. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

CHARENTE

DOYEN (M. Henri), 13 ans, apprenti chez M. Laroche-Joubert, fabricant de papier, à Angoulême.

Très laborieux à l'usine et à l'école. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire, à Limoges, et de M. Jeannin, inspecteur dépar-temental*).

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

BOURINET (M^{lle} Louise), apprentie chez M. Laroche-Joubert, fabricant de papier à Angoulême.

Très laborieuse, pourvue aujourd'hui de notions élémentaires, après avoir été illettrée à son entrée dans l'usine. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire à Limoges, et de M. Jeannin, inspecteur départemental*). **Livret de caisse d'épargne de 10 fr.**

EURE

BLAINVILLE (M^{lle} Delphine), apprentie chez M. Levavasseur, filateur à Radepont.

Tenue, caractère, notions d'enseignement primaire satisfaisantes. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

ROISSET (M. Alphonse), apprenti chez M. Petitferrand, manufacturier à Pont-Audemer.

Bonne conduite, cité comme un modèle pour ses camarades. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

BOUDIN (M. Pierre), apprenti chez M. A Prévost, filateur, à Saint-Maclou.

Aussi bon écolier qu'il est ouvrier assidu. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*). **Mention honorable.**

BOURGEOIS (M. Auguste), apprenti chez MM. Olivier frères, manufacturiers, à Romilly-sur-Andelle.

Apprenti zélé et travaillant avec fruit. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

BUTANS (M^{lle} Henriette), apprentie chez MM. Peynaudet de Gouffreville, filateurs, à Douville.

Ordre, zèle, assiduité, instruction primaire très satisfaisante. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

CORNU (M^{lle} Obierge), apprentie chez M. Philippe, manufacturier, à Corneville-sur-Risle.

Très appliquée aux travaux de tous genres, excellentes notes et certificat d'étude. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

DUFEUX (M^{lle} Marie), apprentie chez MM. Peynaud et de Gouffreville, filateurs, à Douville.

Excellente tenue à l'atelier et à la classe. Bonne volonté suppléant aux facilités qui lui manqueraient. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*). **Mention honorable.**

HÉLANT (M. Pierre), rattacheur chez M. Corneville, filateur, à Louviers.

Distingué par ses différents maîtres pour son application soutenue. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

LEFRANÇOIS (M. Amédée), apprenti chez MM. Peynaud et de Gonfreville, filateurs, à Douville.

Vive intelligence, a appris à lire en trois mois. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

MASSON (M^{lle} Georgina), apprentie chez M. Petit-Ferrand, manufacturier, à Pont-Audemer.

Très estimée des chefs d'atelier. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

QUILLEBOEUF (M. Louis), apprenti chez M. Poussin, manufacturier, à Louviers.

Triomphe par des efforts opiniâtres d'une certaine lenteur d'esprit naturelle. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

THIBERGE (M. Jules), rattacheur chez MM. Dubois, filateurs, à Louviers.

Facultés, travail, habileté, intelligence hors ligne, élève de l'Ecole des manufactures de Louviers. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

TIHY (M. Pierre), rattacheur chez M. Prevost, filateur, à Saint-Maclou.

Exact à l'atelier, très apprécié par l'instituteur. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

VALLOIS (M. Emile), apprenti chez M. Philippe, manufacturier, à Corneville.

Progrès soutenus et constants. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

VARD (M^{lle} Mathilde), apprentie chez M. Levavasseur, filateur, à Radepont.

Mérite les éloges des chefs d'ateliers et de l'instituteur. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

VARIN (M. Victor), apprenti chez M. Levavasseur, manufacturier, à Radepont.

Capacités professionnelle et scolaire satisfaisante. — (*Proposition de M. Auber, inspecteur divisionnaire, à Caen*).

Mention honorable.

EURE-ET-LOIR.

GADOIS (M. Eugène), apprenti dans la manufacture de cha-peaux de MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Ce jeune homme, apprenti de troisième année et pourvu du brevet

de capacité pour l'enseignement spécial, est déjà un ouvrier d'élite.
— (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).
Médaille de bronze.

CHAMPION (M. François), apprenti chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

17 ans; laborieux et honnête. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

LEPLAT (M. Jean-Baptiste), apprenti chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

16 ans; laborieux et de bonne conduite. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).

Mention honorable.

BEUCHER (M. François), apprenti chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Sujet recommandable et digne d'éloges. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).

Mention honorable.

JANIN (M^{lle} Marie), apprentie chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

17 ans; laborieuse et d'excellente conduite. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

MEURTHE-ET-MOSELLE

CALMUS (M. Jean), apprenti serrurier, chez M. Pierson.

16 ans, apprenti de 3^e année, très bon sujet. — (*Proposition de M. le Directeur de la Maison des apprentis, de Nancy*).

Mention honorable.

COUTÉ (M^{lle} Maria), apprentie lingère à l'École professionnelle de Nancy.

Laborieuse, exacte, appliquée au travail, aînée d'une famille de 8 enfants. — (*Proposition de M. Plassiard, inspecteur divisionnaire, à Nancy*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

DESVILLARD (M. Léon), 16 ans, apprenti serrurier de 3^e année, chez M. Lefèvre.

Très apprécié de son patron. — (*Proposition de M. le Directeur de la Maison d'apprentis de Nancy*).

Mention honorable.

FLAMME (M^{lle} Louise), 15 ans, apprentie tailleuse, à l'École professionnelle de Nancy.

Application au travail, assiduité malgré la distance de son domicile et conduite excellente. — (*Proposition de M. Plassiard, inspecteur divisionnaire, à Nancy*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

NEUMAYER (M. Émile), apprenti typographe, chez M. Crépin-Léblond, à Nancy.

16 ans, apprenti recommandable à tous égards. — (*Proposition de M. le Directeur de la Maison d'apprentis de Nancy*).

Mention honorable.

ROBERT (M. Eugène), apprenti serrurier de 3^e année, chez M. Fort.

16 ans, travailleur digne d'éloges. — (*Proposition de M. le Directeur de la Maison d'apprentis, de Nancy*).

Mention honorable.

SCHIFF (M. Mathias), élève de l'École professionnelle de modelage, à Nancy.

17 ans. Sujet hors ligne, laborieux, doué d'instincts artistiques, lauréat hors concours de l'école de dessin et de sculpture de Nancy et du ministre de l'Instruction publique. — (*Proposition de M. Plasiard, inspecteur divisionnaire à Nancy, et de M. le Directeur de la Maison d'apprentis, de Nancy*).

Médaille de bronze et Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

WEIDMANN (M. Thiébaud), 15 ans, apprenti typographe de 3^e année, chez M. Vagner.

Sujet digne d'éloges. — (*Proposition de M. le Directeur de la Maison d'apprentis, de Nancy*).

Mention honorable.

NORD

CAPPAERT (M. Charles), apprenti à la filature de M. Poulliez, à Longhaye.

15 ans, apprenti de troisième année, pourvu du certificat scolaire: tenue, docilité, capacité excellentes. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

DEGROOLE (M^{lle} Léonie), apprentie à la filature de MM. Leblan frères, à Lille.

13 ans et demi, très estimée de ses patrons pour sa conduite, son travail industriel et scolaire, a obtenu le certificat d'études. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

EVENS (M^{lle} Virginie), apprentie bobineuse chez MM. Wallaert frères, filateurs, à Lille.

13 ans et demi, apprentie de troisième année; intelligence, conduite, assiduité méritoires. A obtenu le certificat primaire — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

JOUVENEL (M^{lle} Florine), apprentie chez MM. Leblan frères et C^{ie}, filateurs de lin, à Lille.

Apprentie de quatrième année, d'une conduite irréprochable et pourvue du certificat d'études. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

MESSAGER (M. Henri), apprenti chez MM. Wallaert, filateurs, à Lille.

13 ans. Apprenti de troisième année, aussi laborieux à l'usine qu'à l'école. Très estimé de ses patrons et muni du certificat scolaire. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

PREVOST (M. Charles), apprenti dans l'usine de peignage de lin de MM. Leblan frères et C^{ie}, à Lille.

15 ans; apprenti de troisième année, conduite, assiduité irréprochables, certificat scolaire; fils dévoué pour sa mère veuve. — (*Présentation de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

STRICANE (M^{lle} Marie), apprentie confectionneuse chez M^{me} Flourre, à Lille.

15 ans et demi. Apprentie de troisième année; quatrième enfant d'une famille qui en compte dix, s'est fait remarquer par son intelligence, son aptitude et sa moralité. Certificat d'études. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

OISE

MUNO (M. Henri), apprenti à la faïencerie de Creil.

14 ans. Apprenti de deuxième année, docile, exact, laborieux et pourvu du certificat scolaire. — (*Proposition de M. Blaise, inspecteur divisionnaire, à Rouen*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

VATIER (M. Jules), apprenti fleur chez MM. Tétard, Lainé et Rupp, fabricants de couvertures et tapis, à Beauvais.

17 ans; conduite, travail, exactitude irréprochables, certificat d'études. Apprenti de cinquième année. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

PAS-DE-CALAIS

VANDENABULE (M. Alfred), apprenti à la fabrique de chaussures de MM. Fanien frères, à Lillers.

Apprenti de quatrième année. Sujet excellent à tous égards; a mé-

rité le certificat scolaire. — (*Présentation de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille*).

Livret de caisse d'épargne de 20 fr.

SEINE

ASTORGUE (M^{lle} Marie), apprentie plumassière, élève lauréat de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes.

Modèle d'exactitude, de zèle et de courage au travail. Orpheline de père et de mère, s'est fait la protectrice dévouée d'un jeune frère qu'elle nourrit de son travail. — (*Présentation du Conseil d'administration de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes*).

Médaille de bronze.

BERNARD (M. Léonard), apprenti tisseur, tapissier chez MM. Duplan et Hamot, 73, rue Richelieu, à Paris.

18 ans. Très laborieux et d'une conduite irréprochable. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle*).

Médaille de bronze (Don du Comité).

BLAISE (M. Joseph), apprenti chez MM. Metz et C^{ie}, bijoutiers en faux, rue de Turenne, 49, à Paris.

Très bon sujet, bonne conduite, bon travail, grande soumission à ses patrons, faisant tous ses efforts pour les satisfaire. Agé de 15 ans, apprenti de deuxième année. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

BRANDEBOURGER (M. Jean), apprenti chez M. Acker, papetier, rue Neuve-des-Petits-Champs, 29, à Paris.

16 ans; très bon sujet, travail soutenu, excellente conduite, adroit et intelligent. 3^e année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 25 fr.

(*Offert par M. Leroux, au nom de l'ancienne 5^e Commission locale de Paris*.)

BRETON (M. Paul), apprenti chez MM. Vollée, père et fils, cartonniers, rue des Déchargeurs, 9, à Paris.

16 ans. Bon travail, progrès sensibles, intelligent et adroit. Apprenti de 4^e année. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Médaille de bronze.

BRETON (M. Prosper), apprenti typographe, chez MM. Moersch et C^{ie}, rue Campagne-Première, 8.

Agé de 19 ans. Apprenti de 3^e année. Lauréat de l'Exposition des patronages de Paris; porteur du certificat d'études primaires et d'un important livret de Caisse d'épargne. Dévouement sans borne à sa famille. — (*Proposition de M. Fliche, ancien président du Patronage de Saint-Pierre-de-Ménilmontant*).

Médaille de bronze.

BURNIER (M. Albert-Théodore), apprenti graveur chez M. Po-thier, 33, rue de Rambuteau.

Apprenti de 4^e année, remarqué par son travail, sa conduite, son ordre et son zèle. Possesseur d'un livret de 50 francs, lauréat du patro-nage. — (*Proposition de M. Duchollet, Président de l'Association pour le placement en apprentissage des orphelins*).

Médaille de bronze.

CHEREAU (M. Émile), apprenti chez M. Magnani, tourneur-guillocheur, rue de la Présentation, 8, à Paris.

Très bonne conduite, excellentes dispositions pour le métier, travail soutenu, bon caractère. Agé de 14 ans. 2^e année d'appren-tissage. — (*Proposition du Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

CONSEIL (M. Marius), apprenti chez MM. Metz et C^{ie}, bijoutiers en faux, 49, rue de Turenne, à Paris.

Intelligent, travailleur, habile, progrès sensibles. Agé de 15 ans. 3^e année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

CONSTANT (M. Georges), apprenti chez MM. Metz et C^{ie}, bi-joutiers en faux, rue de Turenne, 49, à Paris.

Agé de 15 ans. Bonne conduite, bon travail, progrès sensible. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Mention honorable.

COUPIER (M. Frédéric), apprenti chez M. Monpeur, graveur sur acier, rue Sainte-Appoline, 2, à Paris.

Agé de 18 ans. Travail soutenu, progrès, bonne réussite dans son travail. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Mention honorable.

DEMPSEY (M^{lle} Victorine), apprentie chez M^{lle} Maupou, spécialité de roses et boutons, 8, rue Paradis-Poissonnière, à Paris.

Agée de 13 ans. Caractère, conduite, politesse, ordre, intelligence, travail et progrès remarquables. Apprentie de 1^{re} année. — (*Proposée par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

DOH (M. Bernard), apprenti typographe chez M. Duquesne, 3, rue de Saintonge à Paris.

Lauréat du patronage Saint-Pierre-de-Ménilmontant; âgé de 16 ans, apprenti de 3^e année; fréquente les cours bien que porteur du certificat d'études; travail et aptitude professionnels remarquables. — (*Propo-sition de M. Fliche, ancien président du Patronage de Saint-Pierre-de-Ménilmontant*).

Médaille de bronze.

DUBOIS (M. Louis), apprenti chez M. Defrançois, fabricant d'instruments d'optique, 37 bis, quai de l'Horloge à Paris.

Agé de 14 ans 1/2. Conduite et application très-satisfaisantes. Travail et progrès très soutenus. Apprenti de 2^e année. — (*Proposition du Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

DUVIVIER (M^{lle} Eugénie), apprentie chez M^{me} Guyot.

14 ans. Orpheline et sans aucun parent, répond par de laborieux efforts à la charité de la patronne qui l'a recueillie. — (*Proposition du Comité des Institutrices de Charité*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

ETIENNE (M. Emile), apprenti chez M. Bouasse-Lebel, imprimeur en taille-douce, 3, rue Garancière, à Paris.

Agé de 15 ans. Caractère, ordre, exactitude, soumission hors ligne; travail et progrès dignes d'éloges. Apprenti de 3^e année. — (*Proposition du Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 20 fr.

FELSEMBERG (M. Alfred), élève de la Société de patronage des apprentis israélites de Paris, apprenti ciseleur chez M. Barbedienne, rue de Lancry, à Paris.

Apprenti de quatrième année: application irréprochable; progrès très sérieux; conduite hors ligne. — (*Proposition de M. Reblaud, membre de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

GALLIOT (M. Pierre), apprenti chez M. Lebrun, plaqueur, ciseleur, rue de la Pépinière, 25, Paris.

Bon sujet, bon travailleur, intelligent, adroit; excellentes dispositions. Agé de 14 ans. 2^e année d'apprentissage. — (*Proposition du Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

GARREAU (M. René), apprenti chez M. Vasseur, sculpteur sur bois, rue Saint-Sabin, 65, à Paris.

Agé de 15 ans, apprenti de 2^e année; bonne conduite, bon travail, du goût pour le métier; suit assidûment la classe de dessin et en rapporte de bonnes notes et de bons dessins. — (*Proposition du Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

GORSE (M^{lle} Sylvanie), apprentie chez MM. Duplan et Hamot, 75, rue de Richelieu, à Paris.

16 ans. Très appréciée de ses patrons, qui en font un grand éloge. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle de 1878*).

Médaille de bronze (don du Comité).

GUILBERT (M^{lle} Antoinette), apprentie chez M^{me} Triboulot.

Agée de 14 ans. Consciencieuse et assez avancée pour aider sa patronne dans la direction des autres apprenties. — (*Proposition du Comité des institutrices de charité*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

HARRER (M. Léon), apprenti chez M. Tissier, ciseleur sur verre, 3, rue de la Fidélité, à Paris.

Agé de 15 ans. Travail et progrès dignes d'encouragement. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Mention honorable.

HICKSON (M. Etienne), apprenti imprimeur, chez M. Niclause, 3, rue Debelleye.

15 ans et demi. Apprenti imprimeur de 3^e année qui n'a jamais encouru le moindre reproche. Honnêteté et habileté techniques éprouvées. — (*Proposition de M. de Coulonges, membre de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

HOTTUA (M. Charles), apprenti mouleur en fonte inaltérable, chez M. Legénistel, passage Vaucouleurs, 28.

15 ans. Apprenti de 3^e année, d'une habileté professionnelle hors ligne, porteur d'un livret de caisse d'épargne de 120 francs et très assidu à l'école, malgré les obstacles qu'il trouve dans sa nature un peu rebelle à cet égard, et qu'il combat courageusement. Lauréat de l'exposition des patronages de Paris. — (*Proposition de M. Fliche, ancien président du Patronage de Saint-Pierre-de-Ménilmontant*).

Médaille de bronze.

HUBERT (M. Auguste), apprenti chez M. Acker, papetier, rue Neuve-des-Petits-Champs, 29.

Bon sujet, très bonne conduite; sérieux dans son travail; application soutenue. Agé de 18 ans, 3^e année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*). **Mention honorable.**

LAURENT (M^{lle} Amanda-Thérèse), apprentie fleuriste de 3^e année, chez M^{mes} Leroy et Albert, 14, rue Royale, à Paris.

Intelligente, laborieuse, très bien notée au patronage; porteur d'un livret de caisse d'épargne de 35 francs; lauréat de son patronage. — (*Proposition de M. Duchollet, Président de l'Association pour le placement en apprentissage des orphelins*). **Médaille de bronze.**

LAUSSAC (M. Victor), apprenti chez M. Knecht, relieur, 40, rue de Seine, à Paris.

Travail et conduite exemplaires, application soutenue, respectueux pour son patron, adroit et soigneux. Agé de 15 ans, 3^e année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

LÉMOUST (M. Georges), apprenti à la maison de la Tutelle.

Apprenti de 4^e année, porteur de notes excellentes. — (*Proposition de M. Canonge, Directeur de la Tutelle*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

LÉVY (M. Lucien), apprenti tailleur de diamants chez M. Van Bever, 45, rue des Trois-Couronnes.

Apprenti de troisième année, d'une conduite parfaite, et venant chaque soir de la Villette, où est son atelier, après dix heures de travail manuel, fréquenter les cours du soir de la Société de patronage israélite, rue des Rosiers. Ouvrier exact et assidu. — (*Proposition de M. Reblaud, membre de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

LHERMITE (M^{lle} Berthe), apprentie de 2^e année, chez M^{me} Nathan, blanchisseuse, à Vincennes.

15 ans et demi. Conduite et application dignes d'éloges. — (*Proposition du Comité de placement*).

Mention honorable.

LUCE (M^{lle} Marie), apprentie chez M^{me} Weymiller.

15 ans. Satisfait sa patronne par sa conduite et son travail et aide sa famille de ses petites économies. — (*Proposition du Comité des Institutrices de charité*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

MADRELLE (M. Auguste), apprenti chez M. Boitel, doreur sur cuir, 83, rue du Temple, à Paris.

Agé de 15 ans. Conduite et exactitude très satisfaisantes, travail, progrès et application dignes d'éloges. Apprenti de deuxième année. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 15 fr.

MANCET (M. Adolphe), apprenti coquilleur, chez M. Billy, plaqueur, 54, rue Lamartine, à Paris.

Excellent sujet sous tous les rapports, comme conduite, travail et aptitude, satisfaction complète. Agé de 16 ans. — 3^e année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 20 fr.

Offert par M. Leroux, au nom de l'ancienne 5^{me} commission locale de Paris.

MINET (M. Ernest), apprenti chez M. Tissier, ciseleur sur verre, 3, rue de la Fidélité, à Paris.

Agé de 15 ans. Travail et progrès dignes d'encouragement. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Mention honorable.

MULLER (M. Henri), élève imprimeur typographe chez M. Chaix.

16 ans. Apprenti de troisième année, remarquable par sa docilité et

sa régularité, titulaire du certificat d'études et d'un livret de caisse d'épargne. — (*Proposition de M. Chaix*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

MUNIER (M. Albert), élève compositeur-typographe chez M. Chaix.

18 ans. — Pourvu du certificat d'études primaires. — Excellente tenue, exemplaire à l'atelier et aux cours. — Lauréat de la dernière distribution de l'Ecole professionnelle, où il a obtenu cinq prix. — Elève de 4^e année. — (*Proposition de M. Chaix*).

Livret de caisse d'épargne de 20 fr.

MUTH (M^{lle} Léonie), apprentie à l'atelier de M^{me} Rollin.

Apprentie laborieuse et d'un excellent caractère, qui satisfait également sa patronne et ses institutrices par sa bonne volonté. — (*Proposition du Comité des institutrices de charité*).

Livret de caisse d'épargne de 10 fr.

PERROT (M. Eugène), apprenti teinturier chez MM. Duplan et Hamot, 75, rue de Richelieu, à Paris.

20 ans. Très assidu; conduite parfaite, soutien de sa mère veuve. — (*Proposition de MM. les membres du Comité d'installation de la classe 21 de l'Exposition universelle de 1878*).

Livret de caisse d'épargne de 25 fr.
(don du Comité).

PRADÈRE (M. Jean), apprenti chez M. Defrançois, fabricant d'instruments de précision, quai de l'Horloge, 37 bis, à Paris.

Agé de 14 ans et demi. Conduite, exactitude, application hors ligne, travail et progrès dignes de tous éloges; apprenti de 3^e année. — (*Présenté par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 20 fr.

RAVERDY (M. Jules-Émile), apprenti chez M. Bazin, papetier, rue Saint-Jacques, 74.

17 ans. Lauréat de la Chambre syndicale du papier et de l'Ecole professionnelle de la rue de Tournefort. — (*Proposition de M. Havard, Président de la Chambre du Papier*).

Médaille de bronze.

ROBERT (M. Henri), apprenti chez M. Monpeur, graveur en caractères sur acier, 2, rue Sainte-Appoline, à Paris.

Excellent travail, bonne tenue, intelligent et adroit. Agé de 16 ans. 3^e année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Médaille de bronze.

RONDEL (M. François), apprenti chez M. Tharlet, découpeur de métaux, 40, rue Sedaine, à Paris.

Agé de 14 ans et demi. Conduite, exactitude et application parfaites. Travail et progrès très soutenus. Apprenti de 2^e année. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société*).

Livret de caisse d'épargne de 20 fr.

ROULLIER (M. Alfred), apprenti chez M. Bergeret, tourneur-guillecheur, 11, rue du Pressoir, à Paris.

15 ans. Caractère, conduite, travail et progrès dignes d'éloges. Apprenti de 3^e année. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société.*)

Livret de Caisse d'épargne de 15 fr.

SAILLIART (M. Victor-Théodore), apprenti bijoutier chez M^{me} Baudet et fils, 14, rue des Archives.

Intelligence et aptitude au travail. Progrès marqués au cours de sa cinquième année d'apprentissage. Pourvu d'un livret de 25 francs. Lauréat du patronage. — (*Proposition de M. Maurice, inspecteur divisionnaire, et de M. Duchollet, Président de l'Association pour le placement des orphelins en apprentissage.*)

Médaille de bronze.

SCHILDKNECHT (M. Georges-Jean), apprenti sculpteur chez M. Pujol, fabricant d'ébénisterie, 52, rue Sedaine, à Paris.

13 ans. Grande capacité technique et travail assidu à l'atelier; certificat scolaire, bon dessinateur; caractère doux et affable, rapporte ses gains à sa mère veuve. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, membre de la Société.*)

Livret de la Caisse d'épargne de 15 fr.

SIMON (M. Auguste), apprenti à la maison de la Tutelle, 27, rue Albouy.

Apprenti de troisième année, très méritant sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Canonge, directeur de la Tutelle.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

SIMONET (M. Paul), apprenti chez M. Douarin, gainier, rue des Francs-Bourgeois, 43, à Paris.

Bonne conduite, bon travail, application soutenue, donne toute satisfaction à son patron, troisième année d'apprentissage. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société.*)

Livret de Caisse d'épargne de 15 fr.

TAVERNIER (M. Pierre-Louis-Julien), apprenti bijoutier en éaille, chez M. Varrot, rue Pastourel, n° 10.

Notes excellentes à tous égards, possesseur d'un livret de Caisse d'Épargne de 110 francs. Lauréat du patronage. — (*Proposition de M. Duchollet, Président de l'Association pour le placement en apprentissage des orphelins.*)

Médaille de bronze.

THEVENEAU (M. Louis), apprenti chez M. Billy, plaqueur, rue Lamartine, 54, à Paris.

Conduite et travail satisfaisants, sujet sérieux et appliqué, progrès sensibles. Apprenti de quatrième année. — (*Proposé par le Comité de placement de la Société.*)

Livret de Caisse d'épargne de 15 fr.

WAGNER (M. Laurent), apprenti imprimeur chez M. Ni clause, 31, rue de Belley me.

16 ans et demi. Apprenti detroisième année, intelligent, honnête et capable. A récemment accompli un acte de probité qui l'honore en restituant un porte-monnaie à son propriétaire. — (*Proposition de M. de Coulonge, membre de la Société.*)

Livret de Caisse d'épargne de 15 fr.

SEINE-ET-MARNE.

ROZE (M^{lle} Marie), apprentie chez madame Erard, couturière, à Lagny.

18 ans. Application au travail et conduite irréprochables. — (*Proposition de M. Chateau, inspecteur départemental, à Meaux.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-OISE.

COLLIGNON (M. Auguste), apprenti chez MM. Danne et Lallier, fabricant de poteries bronzées, à Limours.

15 ans. Laborieux et excellent sujet, abandonné de sa mère, témoigne par son excellente conduite sa reconnaissance pour la famille généreuse qui l'a recueilli. — (*Proposition de M. Monget, inspecteur départemental, à Rambouillet.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

DESHAIES (M^{lle} Céline), apprentie à la fabrique de M. Mantio, à Arpajon.

17 ans. Ouvrière méritante et de bonne conduite. — (*Proposition de M. Trouillet, inspecteur départemental, à Corbeil.*)

Mention honorable.

HAMEL (M^{lle} Marie), apprentie couturière chez M^{me} Belin, à Rambouillet.

14 ans. Modèle de l'atelier par sa bonne tenue et son habileté. — (*Proposition de M. Monget, inspecteur départemental, à Rambouillet.*)

Livret de la Caisse d'épargne de 10 fr.

HOUDIN (M. Léonard), apprenti chez M. Poulet, fabricant de tissus de crins, à Saint-Arnoult.

13 ans. Obéissant, intelligent et rangé. — (*Proposition de M. Monget, inspecteur départemental, à Rambouillet.*)

Mention honorable.

LEFMAN (M. Gaston), apprenti chez M. Cerf imprimeur, à Versailles.

17 ans. Mérite exceptionnel, lauréat du concours cantonal et porteur du certificat d'études, s'initie déjà à la mission de contre-maître et aide sa mère veuve à élever son frère. — (*Proposition de M. Leclerc, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Médaille de bronze.

MORIN (M. Georges), apprenti chez M. Poulet, fabricant de tissus de crin, à Saint-Arnoult.

(Proposition de M. Monget, inspecteur départemental, à Rambouillet.)
Mention honorable.

TIERCIN (M^{lle} Joséphine), apprentie dans la fabrique de chaussures de M. Mantin, à Arpajon.

17 ans. Capable, laborieuse et d'une bonne conduite. — *(Proposition de M. Trouillet, inspecteur départemental, à Corbeil.)*
Mention honorable.

SEINE-INFÉRIEURE

BAPEAUME (M. Joseph), apprenti chez M. Liégault-Hilzinger, à Monville.

16 ans. Écolier et ouvrier zélé. — *(Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.)*
Mention honorable.

BOUTIGNY (M^{lle} Augustine), apprentie dans la manufacture de tabacs, au Havre.

16 ans. Excellente ouvrière appliquée à l'étude — *(Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.)*
Mention honorable.

CHEVALIER (M^{lle} Célestine), apprentie chez M. Badin, manufacturier, à Barentin.

14 ans. Bonne ouvrière assidue aux classes. — *(Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.)*
Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

CORBRON (M^{lle} Juliette), apprentie chez M. Cordier, manufacturier à Déville.

16 ans. Bonne ouvrière et élève distinguée à l'école. — *(Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.)*
Mention honorable.

DELALANDE (M^{lle} Augustine), apprentie à la manufacture de tabacs, à Dieppe.

17 ans. Excellente ouvrière, la première de la classe. — *(Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.)*
Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

DELAPLANCHE (M^{lle} Augustine), apprentie chez M. Badin, manufacturier à Barentin.

14 ans. Apprentie de 4^e année, grandes aptitudes industrielle et scolaire. — *(Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.)*
Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

DEVERRE (M^{lle} Florentine), apprentie chez M. Badin, manufacturier à Barentin.

16 ans 1/2. Distinguée à l'atelier comme à l'école. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

GOURDAIN (M^{lle} Anathalie), apprentie à la manufacture de tabacs, à Dieppe.

16 ans. Assiduité remarquable à l'école et à la manufacture, — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

HELLER (M. Jean), apprenti chez M. Besselièvre, manufacturier, à Marommes.

16 ans. Bonne conduite, bon travailleur. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

HELLER (M. Jules), apprenti chez M. Besselièvre, manufacturier, à Marommes.

14 ans. Apprenti de 4^e année: bon ouvrier et distingué à l'école. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

HIS (M. Paul), apprenti chez M. Fauquet-Lemaître, manufacturier, à Lillebonne.

14 ans. Élève distingué, excellent ouvrier. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

KIBURSE (M. Albert), apprenti chez M. Fauquet-Lemaître, manufacturier, à Bolbec.

16 ans. Bonne conduite et progrès constants. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

LACOINTE (M^{lle} Marie), apprentie chez M. Lemoine, filateur et tisseur, au Petit-Appreville

18 ans. Bonne ouvrière et bonne élève. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

LELOUP (M. Gabriel), apprenti chez M. Courant, filateur, au Havre.

15 ans. Excellent ouvrier, d'une conduite et d'une assiduité irréprochables. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

LEROUX (M^{lle} Adelina), apprentie chez M. Besselièvre, manufacturier, à Maromme.

15 ans. Apprentie de 5^e année; application à l'étude et à l'atelier. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

LOUVEL (M. Jules), apprenti chez M. Fauquet-Lemaître, manufacturier, à Bolbec.

16 ans. Bon travailleur et écolier assidu. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Mention honorable.

OZANNAH (M. Eugène), apprenti chez MM. B. et L. Quesnel, filateurs, à Torcy-le-Petit.

15 ans. Application à l'étude et progrès obtenus; apprenti modèle. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

PECCAVÉ (M. Jules), apprenti chez M. Denin, verrier, à Hadeng-au-Bosc.

16 ans. Laborieux à l'usine et distingué à l'école. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

TERNISIEN (M. Raymond), apprenti chez M. Deparis, verrier à Guerville.

17 ans. Excellent sujet; application soutenue et succès en classe. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

TRÉHET (M. Pierre), apprenti chez M. Fauquet-Lemaître, manufacturier, à Bolbec.

16 ans. Bon ouvrier, élève studieux. — (*Proposition de M. Dutertre, inspecteur départemental, à Rouen.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

SOMME.

CAMYNE (M. Sylvestre), apprenti chez M. Le Coustellier, fabricant de corderie à Abbeville.

17 ans. Enfant de l'hospice de Paris, apprenti de troisième année, instruction primaire complète; habitudes d'économie, caractère excellent. — (*Proposition de M. Le Coustellier, juge au Tribunal de commerce d'Abbeville et membre de la Société.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

DUCHAUSOIS (M. Edmond), apprenti chez M. Le Coustellier, fabricant de corderie, à Abbeville.

Fidélité et services éprouvés dans une circonstance délicate et récente. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de Caisse d'épargne de 25 fr.

PAULLIER (M. Jean-Baptiste), apprenti chez M. Le Coustellier, fabricant de corderie, à Abbeville.

18 ans. Apprenti de troisième année, d'une tenue et d'une assiduité irréprochables. — (*Proposition de M. Le Coustellier, juge au Tribunal de commerce et membre de la Société.*)

Livret de Caisse d'épargne de 10 fr.

2^e CATÉGORIE: *Anciens Apprentis devenus ouvriers, qui sont restés dans la maison où ils ont accompli tout leur apprentissage.*

EURE-ET-LOIR

CHOLET (M^{me}), née Arthémise Giladon, ouvrière chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

22 ans de service dans l'usine où elle a été apprentie. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou.*)

Mention honorable.

GARNIER (M. Eugène), ouvrier chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

16 ans de travail dans la manufacture où il a été apprenti. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou.*)

Mention honorable.

GUILLIER (M. Adolphe), ouvrier chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

A débuté comme apprenti dans l'usine dont il est un des meilleurs ouvriers. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou.*)

Mention honorable.

LIVRARD (M^{me}, née Jeanne Richard), ouvrière chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Ouvrière dans la fabrique après y avoir été apprentie. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou.*)

Mention honorable.

RICHARD (M^{me}, née Julia Plu), ouvrière chez MM. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Ouvrière depuis 19 ans dans la manufacture, où elle a été apprentie. — (*Proposition de M. Quénardel, inspecteur départemental, à Nogent-le-Rotrou.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-MARNE

DUCART (M. Désiré), conducteur de presses typographiques, chez M. Brodard, imprimeur, à Coulommiers.

13 ans de service dans l'imprimerie, dont il est devenu l'un des

ouvriers les plus dignes, après y avoir été apprenti. — (*Proposition de M. Blanchon, inspecteur départemental, à Coulommiers.*)

Mention honorable.

PERNOT (M^{lle} Joséphine), metteuse en pages, chez M. Brodard, imprimeur, à Coulommiers.

Ouvrière laborieuse après avoir été une excellente apprentie. — (*Proposition de M. Blanchon, inspecteur départemental, à Coulommiers.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-OISE

CHENNEVIÈRE (M. Germain), ouvrier chez M. Brouard, entrepreneur de menuiserie, à Pontoise.

61 ans. Employé depuis 48 ans dans le même atelier. — (*Proposition de M. Vignier, inspecteur départemental, à Pontoise.*)

Médaille de bronze.

GROSSEUVRE (M^{lle} Eugénie), blanchisseuse chez M. Leconte, à Viroflay.

Excellente fille et bonne ouvrière demeurée chez le patron, chez lequel elle a fait son apprentissage. — (*Proposition de M. Leclerc, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Mention honorable.

JARDIN (M. Émile), ouvrier à la laminerie d'étain de MM. La-veissière et fils, au Petit-Poigny.

Exactitude remarquable au travail ; n'a jamais eu de journée d'absence. — (*Proposition de M. Monget, inspecteur départemental, à Rambouillet.*)

Mention honorable.

LERABLE (M^{lle} Alexandrine), ouvrière de filature chez M. Silvestre fils, à Laferté-Alais.

69 ans. Entrée à l'âge de sept ans dans l'usine où elle est occupée depuis soixante deux ans ; conduite exemplaire, longtemps soutien de sa mère aveugle ; courage infatigable pour le travail, malgré la vieillesse et la maladie. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans, et de M. Subercase, inspecteur départemental, à Etampes.*)

Médaille d'argent.

M^{me} SERGENT (née Eugénie ROUSQUIN), ouvrière chez M. Martin, à Arpajon.

49 ans de services, laborieuse et de très bonne conduite. — (*Proposition de M. Trouillet, inspecteur départemental, à Corbeil.*)

Mention honorable.

THIBAUT (M. Edouard), ouvrier menuisier chez M. Brouard, à Pontoise.

43 ans de services, laborieux, rangé, justifiant la confiance de son patron. — (*Proposition de M. Vignier, inspecteur départemental, à Pontoise.*)

Mention honorable.

THIRIAT (M. Georges), tréfileur, chez M. Baillet, fabricant d'épingles, à Viroflay.

Ouvrier sobre, laborieux et très honorable. — (*Proposition de M. Leclerc, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Mention honorable.

SEINE-INFÉRIEURE.

GUÉROULT (M^{me} veuve), ouvrière chez MM. Lemaistre frères, filateurs, à Lillebonne.

78 ans. Quarante et un ans de travail dans l'usine où elle a fait son apprentissage. Conduite exemplaire comme ouvrière et comme mère de famille. — (*Proposition de MM. Lemaistre frères, filateurs et tisseurs, à Lillebonne.*)

Médaille de bronze.

SOMME.

BÉRTRAND (M. Arthur), ouvrier chez M. Le Coustellier, fabricant de Corderie, à Abbeville.

20 ans. Ouvrier dans la fabrique où il a été employé comme apprenti. Successivement retordeur, puis filateur depuis huit ans. Excellent fils. — (*Proposition de M. Le Coustellier, juge au Tribunal de commerce d'Abbeville, membre de la Société.*)

Mention honorable.

PRIX SPÉCIAUX

DECERNÉS PAR LES COMITÉS-ANNEXES.

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus, dans l'ordre judiciaire, à la cause des Apprentis et Enfants employés dans les manufactures.

(Ce prix n'est pas décerné en 1880).

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.

Une médaille d'honneur sera décernée à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'Enseignement technique des apprentis ou apprenties.

(Ce prix n'est pas décerné en 1880.)

3. — PRIX DU Comité des Accidents de fabrique.

PRIX N° 1. — Médaille d'honneur et un prix de 500 francs, pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires.

PRIX N° 2. — Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs, pour une étude sur les établissements du département de la Seine employant la scie circulaire.

PRIX N° 3. — Médaille d'argent à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par des scies moins dangereuses.

PRIX N° 4. — Une médaille de vermeil et 500 francs, pour la meilleure étude sur l'industrie de l'imprimerie faite au point de vue des accidents qu'elle peut occasionner aux ouvriers et plus particulièrement aux apprentis, et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 5. — Une médaille d'argent à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 6. — Une médaille sera donnée aux industriels qui, dans l'année auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

PRIX N° 7. — Une médaille d'argent, pour toute invention nouvelle ou perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents de machines dans une industrie quelconque employant des enfants.

(Aucun candidat n'a été présenté pour ces différents prix.)

PRIX N° 8. — Une médaille d'honneur, avec ou sans prime en argent pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des amé-

liations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents de machines.

MANDONNET (M. Édouard), fabricant de tuiles, à Montbard.

A entouré ses courroies de cloisons, et au lieu des talons qui, arrêtant le moule dans sa position fixe au moment de la pression, coupaient les doigts des enfants chargés d'enlever les bavures, a pratiqué l'arrêt en dessus et au milieu du moule. En un mot, il a su utiliser tous les engins protecteurs que la science et la prudence mettaient à sa disposition. (*Proposition de M. Pétry, membre correspondant du Comité des Accidents de fabrique, à Montbard (Côte-d'Or).*)

Médaille d'argent.

4. — PRIX DE L'Œuvre des Institutrices de charité.

Une médaille d'honneur sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Œuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprenties par des *cours d'ateliers*.

LUCHEUX (Mlle Louise), institutrice de charité, demeurant à Paris.

S'est vouée avec l'abnégation la plus absolue à l'éducation et à l'instruction des enfants employés dans l'industrie. Elle a su, dans cette tâche difficile, conquérir l'estime respectueuse des patrons, l'affection des élèves et contribuer à de sérieux progrès scolaires.

Médaille d'argent.

5. — PRIX DU Comité des Bibliothèques d'apprentis.

I. AUX OUVRAGES D'ÉDUCATION OU D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OU PROFESSIONNEL, SPÉCIALEMENT CONSACRÉS AUX APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES ;

II. AUX AUTEURS DE PUBLICATIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES FAITES EN VUE D'INSTRUIRE ET DE MORALISER LES ENFANTS DES ATELIERS.

BRUNO (M.G.), auteur de *Francinet* et du *Tour de la France par deux enfants*.

Dans ces deux livres, dont le premier a été couronné par l'Académie française et par la Société pour l'instruction élémentaire, l'auteur, sous une forme littéraire et attrayante, initie ses jeunes lecteurs, aux progrès de la science, à ses grandes découvertes et applications aux travaux des principales professions humaines à l'histoire et à la géographie nationales. Les démonstrations techniques sont facilitées par de remarquables gravures et l'enseignement moral déduit avec une pureté de vues et une logique persuasives. *Francinet*, apprenti de fabrique, est pour tous les enfants de l'industrie le type de l'honnêteté, de l'assiduité et du succès par le travail persévérant.

Médaille d'argent.

RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES AUX AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

qui, du 4^{er} mars 1878 au 4^{er} avril 1880, ont constaté des infractions à l'article 3 du Décret du 13 mai 1875.

(d'après l'État de propositions de M. le PRÉFET DE POLICE.)

PRÉFECTURE DE POLICE

Paris le 1^{er} juin 1880.

—
2^o DIVISION

—
4^o Bureau
—

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la liste que vous avez bien voulu me demander des Gardiens-de-la-paix qui ont eu à signaler à mon Administration des contraventions à l'article 3 du Décret du 13 mai 1875, relatif aux surcharges d'enfants.

Ces agents ne pourront trouver dans la publicité qu'on donne à leurs actes qu'un encouragement de plus à redoubler de vigilance pour assurer aux enfants la protection qui leur est due, et je vous renouvelle, Monsieur le Président, mes remerciements pour le précieux concours prêté par votre Société à l'application d'une Loi, de laquelle dépend l'avenir de nos futures générations ouvrières.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Député, Préfet de police :

Le Chef du 4^o Bureau,

BEZANÇON.

ARRONDISSEMENTS.	NOMS et PRÉNOMS.	QUALITÉS.	NOMBRE de contraventions DECLARÉES.	DATES des CONTRAVENTIONS.	RÉCOMPENSES précédemment ACCORDÉES.	RÉCOMPENSES décernées EN 1880.
6°	MICHON. (Jean-Baptiste)	Gardien	7	20 mars, 27 avril, 3, 14 mai, 3 juin, 14 août, 7 septembre 1879.		Médaille d'argent
11°	NAUDE (Pierre). . .	S.-Brigad.	4	15 mai 1879, 20 septem- bre, 4 décembre, 14 février 1880.		Médaille d'argent
11°	JOBLIN (Victor). . .	Gardien	4	4 novembre 1878, 21 no- vembre 1879, 5 juin, 18 décembre 1879.	Médaille d'argent en 1876. Médaille de vermeil en 1878.	Rappel de médaille de vermeil
16°	LEQUOY. (Pierre-Ernest)	S.-Brigad.	3	9 mars 1879, 3 janvier, 27 février 1880.	Médaille de bronze en 1876. Médaille d'argent en 1878.	Médaille de vermeil
9°	BRELLE (Joseph). .	Gardien	2	28 février et 30 novem- bre 1879.		Médaille de bronze
3°	LESCALLIER. (François)	id.	2	22 avril, 30 juillet 1878.		Médaille de bronze
10°	DELOCHE. (Joseph-Ferdinand)	id.	2	18 novembre 1879, 28 février 1880.		Médaille de bronze
11°	KAFFIN (Michel). .	id.	2	2 mars, 28 décembre 1878.		Médaille de bronze
4°	GARY. (Etienne-Cyr-Joseph)	S.-Brigad.	1	10 décembre 1878.	Médaille de bronze en 1876. Médaille d'argent en 1878.	Rappel de médaille d'argent
12°	SIMEURT (Nicolas) .	Gardien	1	2 mai 1879.	Médaille de bronze en 1876. Rappel de médaille de bronze en 1878.	Médaille d'argent.

Le Chef de la police municipale,

Signé : CAUBET.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 1^{er} juillet 1880 (1).

Présidence de M. le Docteur MARJOLIN, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : MM. Charles Robert, Eug. Tallon, Vice-Présidents, M. Léon Lefébure, secrétaire général, tenu éloigné de Paris pour cause de santé, et M. A. Chaix.

— Plusieurs Membres nouveaux sont présentés par M. le Secrétaire et admis à faire partie de la Société (Voy. ci-après la *Liste des Membres nouveaux*.)

— M. le Secrétaire procède au dépouillement de la Correspondance parvenue depuis la dernière séance.

Nous signalerons, particulièrement, la lettre suivante :

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

« Paris, le 5 juin 1880.

Monsieur,

La reconnaissance d'utilité publique accordée à un Établissement, en même temps qu'elle lui confère certains droits, comme la capacité d'acquérir, d'aliéner, d'échanger des immeubles, d'accepter les donations et les legs, a pour conséquence immédiate de le soumettre à la surveillance de l'Administration.

Cette surveillance ne peut s'exercer avec efficacité que si l'Administration est tenue régulièrement au courant du fonctionnement de l'Établissement ainsi constitué et des actes par lesquels se manifeste sa vie civile.

(1) Le Compte-rendu de la 5^e Fête de l'Enfance ouvrière devant être publié en tête de ce Bulletin, le Procès-verbal de la Séance du 1^{er} juillet se trouve rejeté à la suite. — Nous devons faire remarquer la cause de cette intervention des dates de publication.

De là l'obligation pour ces Établissements d'adresser à l'Autorité dont ils relèvent le procès-verbal des séances des Assemblées générales, où sont présentés d'ordinaire et le rapport du Président sur la situation morale et financière de l'Œuvre et le compte rendu de ses travaux.

Cette obligation est inscrite dans les statuts d'un grand nombre de Sociétés; j'estime que, pour tous les Établissements légalement reconnus, il y a lieu de s'y conformer.

J'ai l'honneur de vous inviter, en conséquence, Monsieur, à vouloir bien à l'avenir m'adresser régulièrement les procès-verbaux des réunions générales et les comptes rendus annuels de votre Société.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente Circulaire.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

Pour le Sénateur, Préfet de la Seine.
et par autorisation :

Le Directeur de l'Administration générale :
PELLETIER.

M. le Secrétaire dit que le service du *Bulletin* a toujours été fait régulièrement à la Préfecture de la Seine.

M. Roche fait remarquer qu'on peut ne pas lire le *Bulletin* et qu'il serait bon de signaler que l'envoi est fait pour satisfaire à cette demande, en ajoutant qu'il contient la Situation financière et morale.

M. le Secrétaire et M. le Trésorier répondent que, chaque année, ils adressent à l'Administration un État moral et financier, en sollicitant une subvention en faveur de la Société.

M. Giraud pense qu'il conviendrait mieux d'envoyer le procès-verbal seul.

M. le Dr Duchollet, qui a reçu la même Circulaire, déclare que, quant à lui, il se borne à envoyer son Bulletin spécial.

M. le Dr Marjolin : Ce ne serait pas un procédé convenable que d'envoyer une feuille détachée; il est préférable d'adresser le *Bulletin*, avec une lettre mentionnant que le procès-verbal se trouve inséré dans ce *Bulletin*.

— M. le Secrétaire présente, ensuite, la liste des Publications qui ont été adressées à la Société ou échangées avec elle.

Il signale, notamment, que M. A. Chaix, en sa qualité de secrétaire-bibliothécaire de la *Société pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de Participation du personnel dans les béné-*

fices, qui adresse régulièrement les livraisons de son *Bulletin* demande l'échange avec le *Bulletin de la Société de protection*, dont la bibliothèque de cette Association possède la collection complète jusqu'à la fin de l'année 1878.

DONS ET ALLOCATIONS A LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION. — M. le Secrétaire communique la lettre suivante, qui a été adressée par notre honoré collègue M. H. Mourceau à M. le Président de la Société :

PALAIS DES TUILERIES (*Galerie du bord de l'eau, Porte Sud.*)

Paris, le 23 juin 1880.

Monsieur le Président de la *Société de protection du travail des enfants dans les manufactures*.

J'ai l'honneur de vous annoncer que j'ai obtenu du Comité d'installation de la classe 21 à l'Exposition de 1878, le don d'une somme de 1,500 francs en faveur de notre Société, et ce dans les conditions de la lettre qui m'a été adressée le 3 juin courant.

Je suis très heureux d'avoir réussi en cette circonstance et de vous prouver tout mon dévouement à cette utile Société.

Dans l'attente de votre accusé de réception,

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus parfaite considération.

H. MOURCEAU,

Secrétaire Trésorier du Comité d'installation et membre du Jury de la classe 21 à l'Exposition de 1878 ; Président de la 14^e Commission locale (VIII^e arrond^e).

M. le Secrétaire ajoute que cette lettre est parvenue au Bureau par l'intermédiaire de notre dévoué collègue M. Marochetti.

« Déjà, dit-il, la Commission des récompenses a appliqué une certaine somme, prise sur ce don généreux, à des contremaîtres et apprentis de l'industrie de la Tapisserie d'ameublement, conformément aux vues des membres du Comité d'installation de la classe 21. »

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée vote des remerciements aux donateurs et en particulier à M. H. Mourceau.

— M. le Secrétaire donne lecture de la lettre suivante, qui lui a été adressée par M. Alph. Piver, l'un des Censeurs de la Société :

« Paris, 4 juin 1880.

Monsieur le Secrétaire de la *Société de protection des apprentis*.

Je vous prie de faire accepter à la Société le portrait de M. BARRESWIL, l'un des fondateurs les plus zélés de notre Œuvre de protection des apprentis.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Alph. PIVER. »

M. J. Périn s'empresse d'ajouter qu'il ne peut se défendre d'une certaine émotion en s'acquittant de la mission dont M. Piver lui a confié le soin, en présentant à la Société ce souvenir de la personnalité de M. Barreswil, telle qu'elle était lorsqu'il la vit, la veille du jour où, en septembre 1870, il quittait Paris...., pour n'y plus rentrer.

Il ajoute que la biographie de M. Barreswil manque encore en partie dans notre *Bulletin*, biographie dont la publication avait été décidée dans la réunion du 6 août 1871 (voy. *Bull.*, 1871, p. 110 à 113), et que son dernier chapitre seul a été raconté par son neveu, notre honoré collègue, M. Emile Délerot, conservateur de la bibliothèque de la ville de Versailles (voy. *Bull.* 1871, p. 122-127 : *Les enfants de l'Industrie émigrés de Paris, pendant le siège.*)

M. le Président remercie M. Piver de son aimable intention envers la Société.

Le portrait de M. Barreswil restera placé dans la salle des délibérations de la Société.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS DE LA SOCIÉTÉ. — M. Alph. Piver, l'un des Censeurs de la Société, donne lecture du Rapport sur la situation financière de la Société.

(Ce document est publié ci-après.)

M. Bérard, trésorier, ajoute que le projet de Budget sera publié dans le prochain *Bulletin*, et que MM. les Membres des divers Comités sont invités à se maintenir dans les allocations affectées à chacun d'eux. Ces allocations ont été établies, d'ailleurs, sur une moyenne qui ne diminue presque pas l'importance des allocations des années précédentes.

M. Giraud demande que le Comité de placement des apprentis n'ait pas son budget réduit.

M. Bérard : Ce Comité a dépensé, en 1879, 1,172 francs; son crédit sera de 1,000 francs. "

M. Is. Roche, vice-président du Comité de placement, affirme au Bureau que le Comité de placement pourra se mouvoir dans ce crédit, sans le dépasser.

M. le Secrétaire fait, d'ailleurs, remarquer que le chiffre du

crédit afférent à chaque Comité n'a été fixé qu'avec l'assentiment du Président et du Secrétaire de chaque Comité.

Le rapport de MM. les Censeurs est adopté.

La Société remercie M. *Piver*, ainsi que M. *Bérard*, du concours qu'ils donnent aux intérêts de la Société.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Communication de MM. les Présidents et Secrétaires des*). — Comité judiciaire. — M. Gab. Joret-Des-closières, secrétaire, fait connaître que ce Comité se réunit régulièrement et poursuit très activement le cours de ses travaux, c'est-à-dire l'examen des questions qu'il a mis en discussion.

Comité des Accidents de fabrique. — M. le Secrétaire de la Société signale le fait suivant :

« Une enquête au sujet des accidents qui surviennent dans les Établissements industriels ou agricoles, employant des agents mécaniques, vient d'être ordonnée par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. »

M. le Secrétaire ajoute qu'à cette question de la Statistique des accidents se rattache le nom de M. le vice-président *Fr. Engel-Dollfus*, président de notre Comité spécial, qui, depuis plusieurs années, poursuit ce *desideratum* d'un relevé officiel des accidents de fabriques.

Il communique ensuite à l'assemblée la lettre suivante, qui lui était adressée par M. le vice-président *Engel-Dollfus*, de Dornach, le 29 juin :

« Ma propagande pour la prévention des accidents se poursuit avec succès.

« J'ai placé des bâts à Verviers, à Rouen, où l'on a fondé des Associations préventives, à l'École polytechnique, à l'École centrale des arts et manufactures (celui-ci n'est pas livré encore, mais promis), au Conservatoire des arts et métiers, au Musée des arts et métiers de Zurich-Winterthur, et j'en ai un qui circule en Allemagne et qui va passer des Musées des Arts et métiers de Carlsruhe et Stuttgart, qui me l'avaient demandé, à Cassel et Breslau, auxquels je n'ai pu le refuser non plus.

» Des demandes de statuts, de règlements et d'affiches m'ont été faites de beaucoup de villes et je ne puis m'abuser sur la portée d'un mouvement dont le véritable point de départ est l'Exposition de 1878.

» M. *Oviève*, de Rouen, persiste à demander qu'en France, ce soit, comme en Angleterre, l'État qui prescrive les mesures de précaution, les dispositions préventives à appliquer dans les ateliers ; j'estime vous

le savez, qu'à part les prescriptions générales qui font partie de la Loi, il en faut laisser l'étude, l'invention et l'application à l'initiative privée, guidée et stimulée par l'esprit d'humanité qui inspire tant d'autres bonnes choses que ne saura jamais accomplir l'État!

» L'Alsace, la Suisse, l'Allemagne semblent déjà devancer de beaucoup l'Angleterre, en ce qui touche la lutte avec le danger des machines; vous lirez, j'en suis sûr, avec intérêt les *Rapports de l'Inspection Suisse* pour l'année 1879, que je vous envoie. A ce propos, je vous prierai de me dire quels sont les volumes de l'Inspection Prussienne, de l'Inspection Anglaise, de l'Association de Mulhouse, qui vous manquent? Je vous les procurerai. »

M. le Secrétaire ajoute qu'il a effectivement reçu ces *Rapports sur l'Inspection des fabriques, en Suisse, pendant l'année 1879* (Berne, 1880; in-4°).

— M. le Secrétaire donne également lecture d'une lettre de M. P. de Sapincourt, ingénieur, inspecteur de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen, lettre qui a été adressée à M. le Président de la Société :

« Monsieur le Président,

» J'ai l'honneur de vous adresser le Rapport à la Société industrielle de Rouen, de M. de Coëne, ingénieur, sur la nécessité de fonder une Association pour prévenir les accidents de fabrique, ainsi qu'un spécimen des statuts définitifs de cette Société.

» L'Association fonctionne depuis le 1^{er} mai.

» Nous avons pensé que la « Société de protection des Apprentis et des enfants employés dans les manufactures » verrait avec intérêt la fondation d'une OEuvre philanthropique, semblable à celle qui, depuis douze ans, rend tant de services en Alsace et qui a un lien si serré avec « l'OEuvre des Accidents de fabrique », émanation directe de la Société de protection des apprentis.

» Nous serons heureux de voir s'établir entre nos deux Sociétés des relations et des échanges de documents et de concourir ainsi, avec votre aide bienveillant, au but que nous nous sommes proposé.

» Veuillez agréer, etc.

» L'Ingénieur inspecteur de l'Association,

» P. DE SAPINCOURT. »

La Société accueille cette communication avec un vif intérêt.

— M. J. Périn rappelle, à propos des accidents qui atteignent les enfants, qu'une OEuvre a été fondée, à Paris, en 1868, sous ce titre : *Assistance aux mutilés pauvres*, œuvre avec laquelle

il a déjà eu plusieurs fois l'occasion d'être en rapport, dans l'intérêt d'enfants amputés par suite d'accidents.

Cette OEuvre fournit aux amputés nécessiteux, surtout à ceux de la campagne, des *appareils* appropriés à leur mutilation, pour les mettre à même de se livrer encore au travail.

Elle donne aussi des *secours en argent* aux amputés laborieux, dont le salaire est insuffisant pour subvenir aux besoins de leur famille.

Elle combat la mendicité; elle moralise par le travail.

Son Secrétaire général fondateur est M. le C^{ie} de Beaufort (rue de Verneuil, 43).

PROPAGANDE INTERNATIONALE (1). — *Italie.* — M. le Secrétaire rappelle qu'il a eu l'honneur d'appeler l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce d'Italie, sur l'utilité qu'il y aurait, au moment où ce Royaume se préoccupe d'une loi sur le travail des enfants, de provoquer la fondation d'une Société poursuivant le même but que la nôtre.

M. J. Périn donne communication de la réponse qu'il a reçue de M. le Ministre :

« Rome, 4 juin 1880.

» Monsieur Jules Périn,

» J'ai reçu les Bulletins et Publications de la *Société de protection des apprentis et des enfants dans les manufactures*, que vous avez eu la bonté de m'envoyer et je vous en remercie de grand cœur.

» J'apprécie hautement la valeur de ces Documents et l'importance du but que se propose votre Société en faveur de l'Enfance ouvrière. Aussi ne puis-je que féliciter bien sincèrement la Société des brillants résultats qu'elle a déjà obtenus, et vous, Monsieur, de vos nombreuses et intéressantes études.

» La question du Travail des enfants, en Italie, est, depuis plusieurs années, l'objet d'une étude non interrompue.

» Dès l'année dernière, un projet de loi du Gouvernement a été soumis à une Enquête, dont les résultats, publiés récemment par le Ministère, sont recueillis en un volume, que j'ai le plaisir de vous envoyer à part, en même temps que la présente.

» Vous pourrez juger par là de l'accueil favorable qui a été fait au projet. J'ajouterai même que le Gouvernement présentera sous peu à la Chambre un nouveau projet de loi, modifié d'après les vœux énoncés dans l'Enquête.

(1) Voy. *Bullet.* 1879, p. 412; et 1880, p. 119.

» C'est assez vous dire que la fondation, en Italie, d'une Société analogue à la vôtre aurait toute mon approbation.

» Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués,

» *Le Ministre,*
» LOUIS MICELI. »

M. le Secrétaire espère donc qu'une Société protectrice de l'Enfance ouvrière, étant assurée, en Italie, de l'approbation ministérielle, ne tardera pas à prendre naissance dans ce pays.

Allemagne. — La Société des Ingénieurs de Francfort-sur-le-Mein a adressé la lettre suivante à M. le Président de la Société :

« Francfort-sur-le-Mein, 26 avril 1880.

» Monsieur le Président,

» La Société des Ingénieurs allemands a le projet de fonder une Association semblable à votre honorable Société.

» Pour profiter de votre expérience, je viens vous prier de m'envoyer vos statuts, rapports, comptes-rendus, etc., etc.

» Veuillez bien agréer, etc.

» *Le Secrétaire,*
» D^r F. DRONKI. »

M. le Secrétaire demande d'être autorisé à envoyer les volumes les plus récents du *Bulletin* à la Société des Ingénieurs de Francfort. — Cette proposition est adoptée.

M. Roche désirerait que cette Société fût invitée à nous tenir au courant de ses propres travaux.

OEUVRES DIVERSES EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (*Allocations à des*) et *Enfants recommandés.* — M. le directeur du Patronage de N.-D. de Nazareth a adressé à la Société une demande d'allocation pour subvenir à ses lourdes charges.

M. le Secrétaire rappelle que ce Patronage a organisé des Groupes de famille, qu'il signale particulièrement à l'attention des membres de la Société.

Il lit le passage suivant de la lettre de M. Vasseur :

« Parmi ses œuvres multiples, Nazareth compte l'*Œuvre des Groupes de famille*. C'est de cette dernière que je viens vous entretenir aujourd'hui, espérant que la *Société de protection* voudra bien s'y intéresser et lui venir en aide.

» La fondation de ces Groupes remonte à l'année 1871, alors qu'après nos désastres, il devint de plus en plus difficile, pour ne pas dire

impossible, de placer convenablement les apprentis à demeure chez les patrons.

» Le Directeur du Patronage prend la responsabilité et l'administration des Groupes.

» Chaque Groupe est composé de cinq à six enfants. Ils habitent un appartement que garde une personne choisie, laquelle est en même temps chargée de préparer la nourriture, de blanchir le linge et d'autres soins qui incombent d'ordinaire à la mère de famille ; elle rend un compte exact, au Directeur, de la conduite des enfants et de tout ce qui se passe à la maison.

» Les enfants suivent tous les exercices du Patronage, y compris les cours du soir. — Ils sont tous placés chez des patrons honorables, où ils apprennent de bons métiers.

» Les Groupes sont au nombre de trois ; ils donnent asile à dix-sept enfants.

» Les frais de nourriture et d'entretien, et une partie des frais de logement sont payés par les parents ou les protecteurs ; mais sur les 1,900 francs que coûte par an la location des trois appartements, environ 800 francs restent à la charge du Patronage. C'est pour m'aider à porter cette charge que j'ai recours à la charité de notre Société. Les enfants dont il est ici question méritent tout son intérêt par leur bonne conduite et leur application au travail. »

M. *Bérard*, trésorier, fait remarquer que le crédit affecté à cette nature d'allocations est absolument épuisé, pour l'année 1880.

Il ne pense pas, d'ailleurs, que notre Société doive être considérée comme une Société de bienfaisance proprement dite, c'est-à-dire distribuant des secours pécuniaires.

M. *Turney* voit avec peine que les ressources spéciales soient épuisées. Il ignorait l'existence de cette institution par Groupes de famille, qui lui paraît, en effet, intéressante et digne d'être étudiée.

M. *Georges Bonjean* regrette que les membres de la Société présentent aussi peu de membres nouveaux. Chacun de ceux qui sont présents devrait présenter deux adhérents d'ici à la séance de novembre, ce qui constituerait un surcroît de ressources, lesquelles permettraient à la Société de se montrer plus généreuse.

M^{lle} *Radu*, secrétaire de la xiv^e Commission locale de Paris, exprime le regret que notre Société ne soit pas plus connue, ainsi qu'elle mériterait de l'être.

M. *de Bellay* fait l'observation suivante : que l'Administration préfectorale avait engagé toutes les Commissions locales à

s'abonner à notre *Bulletin* ; qu'il est fâcheux que cette indication n'ait pas été suivie par elles, et que ce premier mouvement n'ait pas persévéré.

M. le *Président* rappelle que, dans quatre jours, doit avoir lieu la 5^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE et qu'il espère qu'avec le concours de la presse une certaine publicité pourra être faite, dont la Société recueillera le fruit.

M. *Bonjean* offre de faire une démarche près des directeurs de quelques journaux.

M. *Roche* dit qu'il serait à désirer que nous cherchions à nous rapprocher des personnes en vue qui s'occupent du travail des enfants et il cite quelques noms à l'appui de sa proposition. « Ces Messieurs font des travaux, pour lesquels nous pourrions leur fournir des éléments. »

M. *Giraud* fait remarquer que la situation de ces personnes est passagère et que le Bureau serait ainsi exposé à changer souvent.

M. *Roche* répond qu'il voudrait voir appeler à nous ces personnalités, non pour leur influence politique, mais pour l'intérêt qu'elles portent à la question de l'Enfance ouvrière.

« Les industriels sont utiles, mais il appartient au Bureau de chercher des notabilités. »

M. le *Président* dit qu'il paraît difficile de faire un choix meilleur que celui des membres qui composent les Conseils de la Société.

M. *Turney* fait remarquer que MM. de *Laboulaye* et *Jules Simon* nous ont fait l'honneur de présider les réunions de Patronages industriels.

M. *Bonjean* fait remarquer que la discussion s'est trop éloignée de son point de départ : la demande d'une allocation.

M. le *Président* ramène l'assemblée à l'examen de cette demande.

M. *Bonjean* : Cette question touche au vif de l'apprentissage, et ce n'est pas en cela qu'il faut économiser.

M. *Turney* fait remarquer que la Société protège les apprentis ; or aucune mesure n'est plus nécessaire que d'assurer le logement et la nourriture de l'apprenti.

Après délibération de l'assemblée, le vote de la Société sur la demande d'allocation en faveur du Patronage de N.-D. de Nazareth est renvoyé à la prochaine séance.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire,
Jules PÉRIN.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

SUR LA COMPTABILITÉ DE L'ANNÉE 1879

MESSIEURS,

Nous avons l'avantage de vous soumettre les résultats des opérations de la Société, pendant l'exercice de l'année 1879.

Toutes les pièces qui en font partie ont été contrôlées et parafées par l'un de nous; les additions ont été vérifiées et reconnues parfaitement exactes; en un mot, tous les comptes sont clairs et précis; c'est pour nous tous une occasion de renouveler à notre trésorier, M. *Bérard*, nos sincères félicitations.

Les recettes diverses s'élèvent à Fr. 25.940 77

Les dépenses ont été de 25.777 20

Reste en caisse . . . Fr. 163 57

Ajoutant à cette somme ce qui est dû par le
Comptoir d'Escompte. 3.823 60

Notre avoir disponible est de Fr. 3.987 17

somme insuffisante pour couvrir ce que nous devons;
savoir :

Pour loyer, deuxième semestre . . Fr. 400 »

Appointements de M. *Ginestou*, qua-
trième trimestre. 200 »

Note d'impression du *Bulletin*, au
31 décembre 1879. 2.529 40

Restant à payer pour Publications. . 2.000 »

Au Comité des Accidents de fabrique . 2.610 85

Total . . . Fr. 7.740 25

soit à payer 3,753 fr. 08 c. de plus que nous n'avons de disponible. Il faut attribuer ce déficit, d'une part, aux dépenses exceptionnelles occasionnées par les Publications, faites dans un but de propagande en faveur de l'Enfance ouvrière, « sous les auspices de la Société » (*Commentaires des Lois sur le Contrat d'Apprentissage*, dont l'impression avait été commen-
cée en 1870, et *sur le Travail des enfants dans l'industrie*),

soit : 3,570 francs (1); d'autre part, il a fallu combler le déficit de l'année 1878, qui s'élevait à 2,149 fr. 88 c., de sorte que le déficit de l'année 1879 n'est en réalité que de 1,600 fr. 20 c.

En outre, la Société, ayant disposé d'une somme de 2,300 francs, montant de vingt-trois souscriptions, dont trois de l'année 1877, quinze de l'année 1878 et cinq de l'année 1879, se trouve toujours dans l'obligation, d'après ses Statuts, de procéder au placement de cette somme, soit, comme d'usage, par l'achat d'obligations au mieux de ses intérêts.

Pour réaliser cette somme et éteindre le déficit de 3,753 fr. 08 c., nous avons décidé qu'il devenait nécessaire de réduire les dépenses de certains chapitres, pendant quelques années.

SITUATION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

Valeur des 118 obligations de Lyon	Fr.	41.300	»
— 70 — de l'Est.		24.500	»
Solde créditeur du compte Comptoir d'Escompte.		3.823	60
Espèces en caisse		163	57
Total de l'actif.	Fr.	69.787	17
Nous devons à divers :			
Pour loyer, deuxième semestre	Fr.	400	»
Appointements à M. Ginestou, quatrième trimestre		200	»
Note du <i>Bulletin</i> au 31 décembre 1879.		2.529	40
Restant à payer pour impression		2.000	»
Au Comité des <i>Accidents de fabrique</i>		2.610	85
Pour les vingt-trois souscriptions, dont le placement reste à effectuer.		2.300	»
Total du passif.		10.040	25
Il reste à notre avoir	Fr.	59.746	92
L'an dernier nous avions		63.650	12
Différence en moins.		3.903	20
	Fr.	63.650	12
		63.650	12

(1) Voyez (*Bulletin*, 1878, p. 577) la délibération de la *Société de protection*, dans sa séance du 7 novembre 1878, relative à la dépense afférente à ces Publications.

Voyez les analyses bibliographiques publiées dans le *Bulletin de la Société de protection* (1878, p. 564-566; et 1880, p. 222).

Il y a lieu de faire observer que ces Publications sont mises en vente, et que

Nous vous ferons remarquer, à nouveau, que le déficit qui vous a été signalé provient de dépenses indispensables, mais exceptionnelles; ce n'est, par conséquent, qu'une charge momentanée, que la Société, toujours prospère, pourrait couvrir facilement au moyen des ressources dont elle peut disposer, soit en revenu, soit en capital.

Cependant, afin d'y arriver plus promptement et plus logiquement, nous avons décidé, en conseil, de réduire certaines dépenses et nous portons à votre connaissance notre projet de budget.

BUDGET 1880

RECETTES

Intérêts sur les obligations de Lyon.	Fr.	1.702	»
— — — de l'Est		1.010	»
Produit de la vente des Publications spéciales (<i>Commentaires</i>)		300	»
Cotisations		10.000	»
Ville de Paris		1.000	»
Dons probables		700	»
Total.	Fr.	14.712	»

DÉPENSES

<i>Bulletin</i>	Fr.	6.000	»
Subventions.		1.000	»
Recouvrements (frais de)		600	»
Frais d'administration, distribution du <i>Bulletin</i> , convocations		700	»
Comité de placement des apprentis		1.000	»
Appointements à M. Ginestou		800	»
Loyer		800	»
Employé auxiliaire du Secrétariat		700	»
Comité des Institutrices de charité		700	»
Total	Fr.	12.300	»
Différence ou excédent des recettes.	Fr.	2.412	»

l'avance des frais de composition et de tirage à part (la composition du *Bulletin* ayant été utilisée pour la formation de l'un de ces volumes) sera vraisemblablement couverte par le produit de la vente.

Somme réservée pour couvrir l'excédent des dépenses, dans les années 1878 et 1879.

Paris, le 1^{er} juillet 1880.

Approuvé :	Approuvé :
Alp. PIVER.	H. LEMOINE.
Approuvé :	Approuvé :
GROULT.	F. FOLLOT.

MOUVEMENT DE LA CAISSE EN 1879

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} janvier 1879.	Fr.	3.118 37	
Reçu pour 1,007 cotisations ordi- naires	Fr.	10.070 »	} 10.202 50
Reçu pour 14 cotisations ordinaires arriérées		132 50	
Reçu pour 5 souscriptions perpétuelles		490 »	
— don gracieux du Lycée Louis-le-Grand.	Fr.	400 »	} 700 »
Reçu pour don gracieux du Lycée Fontanes		200 »	
Reçu pour don gracieux de M. Aubert, de Nancy		100 »	
Reçu pour intérêts de 118 obligations de Lyon		858 45	} 1.367 70
Reçu pour intérêts de 70 obligations de l'Est.		509 25	
Reçu pour remboursement d'un livret qui n'a pu être délivré au bénéficiaire.		15 »	
Reçu pour rentrée de la liquidation de la classe VI (Exposition universelle).		152 »	
Reçu pour vente des restes d'un cadre.		8 »	
— — de livres		476 70	
— prélèvements au Comptoir d'Escompte.		9.410 50	
Total des recettes.		Fr.	23.940 77

DÉPENSES

Subventions à des OEuvres diverses :

Au Patronage des ouvriers israélites. Fr.	30	»
A l'OEuvre des petits ramoneurs.	120	»
Au Patronage industriel du Papier peint.	200	»
Au Patronage de l'Ebénisterie	200	»
A l'Asile Sainte-Anne de Nancy.	202	»
Au P. Halluin pour l'entretien d'un apprenti.	181	80
Au Patronage des orphelins des deux sexes	200	»
Au Comité des Institutrices de charité pour l'Arbre de Noël.	100	»
Au Patronage Saint-Charles	50	»
A l'apprenti Méder (mutilé)	40	»
Don d'un livret à la Chambre syndicale.	30	»
A l'Assistance paternelle des fleurs et plumes	200	»
Ensemble. . . . Fr.	1.553	80
Subventions aux Institutrices de charité. . . Fr.	745	»
Frais de recouvrements.	589	20
Dépenses du Comité de placement des apprentis. . .	1.172	50
Dépenses administratives	665	95
Émoluments à l'agent de la Société.	1.270	30
Appointements de M. Ginestou, trois trimestres .	600	»
Loyer, premier semestre	400	»
Impression des Bulletins.	6.710	45
Impression des Publications spéciales (Commen- taires)	3.570	»
Versements au Comptoir d'Escompte.	8.500	»
Total des dépenses. . . . Fr.	25.777	20

MOUVEMENT DE COMPTE AU COMPTOIR D'ESCOMPTE

	Doit	Avoir
Solde au 31 décembre 1878 . . . Fr.	3.342	60
Montant de nos versements	8.500	»
Encaissement des coupons, obliga- tions de Lyon et de l'Est.	1.367	70
A reporter. . . Fr.	13.210	30

	Doit	Avoir
<i>Report.</i> . Fr.	13.210 30	
Intérêts de compte en notre faveur .	44 95	
Montant de nos prélèvements. . . .		9.410 50
Frais d'encaissement des coupons. .		21 15
Balance.		3.823 60
	<u>Fr. 13.255 25</u>	<u>13.255 25</u>

Notre avoir au Comptoir d'Escompte est de 3,823 fr. 60 c., au 1^{er} janvier 1880.

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes-rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Procès-verbaux communiqués par M. Gabriel JORET-DESCLOSIÈRES, *Secrétaire.*)

Séance du lundi 7 juin 1880.

Présidence de M. *Faustin HÉLIE*, juge au Tribunal civil
de la Seine, *Président* du Comité.

Sont présents MM. *Froger de Mauny*, vice-président ; *Gabriel Desclosières*, secrétaire ; *Nusse*, secrétaire-adjoint ; *J. Périn*, secrétaire de la Société de protection ; *Humann*, *Tournier*, *Fliche*, *Roche*.

MM. *Léon Arnal* et *Tommy Martin*, empêchés de se rendre à la réunion du Comité, s'excusent par lettres.

— M. *Nusse*, ayant assisté à la séance du Sénat, le 4 mai, présente verbalement un rapport complémentaire sur la question de la création d'Écoles industrielles. — Ce rapport sera inséré dans le *Bulletin*.

Des observations, inspirées par plusieurs passages soit du rapport, soit de l'analyse de la discussion au Sénat, sont présentées par MM. *Humann*, *Froger de Mauny*, *Fliche*, *Tournier* et *Joret-Desclosières*, qui notamment fait remarquer combien il sera important de constater par le relevé de statistiques, recherchées avec soin, quels sont les résultats de l'apprentissage. On a prétendu, devant le Sénat, que ces résultats étaient nuls, que l'apprenti, au bout de trois ans, ne savait rien, qu'il était dans l'incapacité absolue de gagner sa vie ; ces affirmations sont inexactes ou tout au moins très exagérées, et nous devons le prouver en réunissant des documents sincères à l'abri de toute controverse.

M. *Tournier* appuie la proposition de M. *Desclosières*.

M. le *Président* propose de nommer une Commission de trois membres, qui serait chargée de réunir, sur les résultats produits

par l'apprentissage, des documents permettant d'établir que cette initiation à la vie de l'ouvrier est utile, produit des résultats pratiques, bons pour le jeune apprenti, et lui permet de gagner, au bout d'un temps relativement court, un salaire rémunérateur.

Cette Commission est composée de MM. *Froger de Mauny*, vice-président du Comité, *Nusse* et *Fliche*.

M. le Président fait, ensuite, remarquer que, la discussion soutenue devant le Sénat n'ayant apporté aucun élément nouveau, de nature à modifier les sentiments du Comité judiciaire sur la question, il y aurait lieu de maintenir purement et simplement les résolutions prises antérieurement.

En conséquence, il propose la formule de vote suivante : « Le Comité judiciaire, après avoir pris connaissance de la discussion qui a eu lieu dans la séance du Sénat du 4 mai dernier, persiste dans ses précédents avis émis sur la question de la création des Écoles industrielles et décide, pour apporter un nouvel élément d'information à l'appui des opinions précédemment émises par le Comité, qu'une enquête aura lieu, ainsi qu'il vient d'être dit, sur les résultats pratiques de l'apprentissage. »

Cette proposition est votée à l'unanimité.

Révision de la Loi sur l'Apprentissage (1851) et mise en concordance avec la loi sur les livrets d'ouvrier. (Rapport de M. Tournier.)

M. *Tournier* donne lecture de son Rapport, suivi d'un Projet de loi portant modification des lois antérieures. Le Rapport et ce Projet seront insérés au *Bulletin*.

M. le Président ouvre la discussion sur les différents articles proposés par M. *Tournier*.

Dans l'organisation du système disciplinaire mis à la disposition des patrons se présente, en première ligne, l'obligation du livret. M. *Tournier* propose que l'apprenti soit assujetti au livret.

M. *J. Périn* répond que, dans l'état actuel, l'apprenti est déjà soumis à cette obligation; il présente un modèle de livret précédé d'un extrait de la loi de 1874.

M. *Tournier* ne méconnaît pas cette obligation, en ce qui concerne l'apprenti âgé de plus de 16 ans; mais il voudrait étendre cette obligation à l'apprenti parvenu à cette âge; il unifie la situation des apprentis, quel que soit leur âge, en ce qui concerne l'obligation du livret.

M. *J. Périn* et M. *Nusse* appuient l'obligation du livret dans ces conditions.

M. *Froger de Mauny* fait remarquer que l'obligation du livret ne devrait pas être considérée comme une mesure disciplinaire et qu'elle devrait être placée, comme disposition, sous la rubrique *Conditions de l'apprentissage*. M. *Tournier* reconnaît qu'il y a lieu de faire droit à cette observation.

Sous le bénéfice de ces indications, le Comité vote l'obligation du livret pour tout apprenti.

La deuxième question à résoudre est ainsi conçue : « que devra contenir le livret ? »

D'après la proposition de M. *Tournier*, il devra contenir le contrat d'apprentissage et le congé d'acquit.

Il resterait dans les mains du patron.

Le Comité, consulté sur ces trois points, les admet à l'unanimité, dans le sens de l'affirmative.

M. *Nusse* fait observer que si un conflit s'élevait sur la remise du livret, il serait facilement tranché par l'application de la loi de 1854.

M. *Tournier* propose, en outre, que le patron, sur le registre consacré aux apprentis, soit tenu d'ouvrir une *partie spéciale*, qui contiendrait l'entrée en apprentissage, les conditions générales de cet apprentissage, sa durée, la mention des punitions. En cas de perte de livret ce registre serait le répertoire permettant de reconstituer les énonciations principales du livret adiré.

Le Comité charge M. *Tournier* de présenter un rapport supplémentaire sur la question de savoir si la loi de 1854 sur les livrets d'ouvriers est encore en vigueur ?

La suite de la discussion amène l'examen des mesures disciplinaires que le patron pourrait exercer vis-à-vis de son apprenti.

Des mesures disciplinaires. — M. *Tournier* propose deux mesures : 1^o la suppression des gratifications ; 2^o l'addition d'heures de travail, avec inscription au registre permettant de les compter, à la fin de l'apprentissage, pour assurer une prolongation de cet apprentissage, s'il y a lieu.

M. le *Président* fait observer que, sur second point, il paraît y avoir décision prise par le Comité qui, dans la précédente délibération, a exclu tout système de punition autre que la retenue des gratifications.

M. *Desclosières* pense que le Comité ne s'est prononcé que sur l'opportunité des punitions corporelles et physiques, mauvais traitements, privation de sommeil ou de nourriture, ainsi

que sur l'impossibilité pratique d'appliquer la retenue de congé ou de promenade le dimanche; mais le Comité n'ayant pas eu à délibérer sur la question nouvelle proposée par M. Tournier, n'a pas, par conséquent, entendu se prononcer sur ce cas particulier qu'il est intéressant d'examiner et de discuter.

M. le Président fait observer que, d'après ces explications, il y aura lieu d'examiner ce point, après la question de la retenue des gratifications.

M. Froger de Mauny propose de remplacer dans la rédaction du projet, le mot *suppression* par les expressions : *retenue totale ou partielle*.

M. Roche fait remarquer que, d'ailleurs, le texte de la loi ou du règlement consacrerait un usage, qu'il est en quelque sorte inutile de réglementer. Tous les patrons accordent des gratifications à leurs apprentis; c'est le seul moyen qu'ils aient d'exciter leur zèle ou de réprimer, par la diminution de la gratification, leur négligence. En consacrant cet usage, on peut, sans doute, le fortifier, le régulariser; mais on ne crée par une innovation.

Le Comité consulté, est d'avis que la sanction de la retenue des gratifications peut être insérée dans un projet de loi.

Question de l'addition des heures de travail pouvant permettre au patron de réclamer une prolongation d'apprentissage. — M. Tournier développe l'idée contenue dans cette proposition.

Plusieurs observations de détail sont présentées par MM. Roche, Fliche, Périn, Tournier, Nusse.

M. Desclosières demande si, avant de prendre parti, il ne serait pas bon de consulter des patrons; il serait inutile de leur proposer un moyen de sanction, dont ils ne se soucieraient pas, s'ils estiment, par exemple, que l'apprenti, retenu à l'atelier pendant un temps excédant le délai de son apprentissage ne travaillera pas ou travaillera d'une façon préjudiciable au patron; la mesure proposée serait plus nuisible qu'utile.

M. Desclosières demande que M. Roche, en relations fréquentes avec des patrons, prenne des renseignements à cet égard.

Cet avis est adopté.

M. le Président propose d'ajourner la suite de la discussion à la prochaine séance, qui serait fixée au 19 juillet. — Cette fixation est adoptée.

— M. Périn communique un article du journal *le Droit* (n° du 20 mai 1880), qui offre dans ses conclusions une grande

similitude avec un projet de loi présenté, à quelques jours de là, par M. *Martin Nadaud* et modifiant d'une façon absolument radicale les principes en matière de responsabilité des patrons dans le cas d'accidents atteignant leurs ouvriers.

Cette question sera portée à l'ordre du jour de la séance de réouverture des travaux du Comité judiciaire, en novembre 1880.

La séance est levée à 4 heures.

Séance du lundi 19 juillet 1880.

Présidence de M. *Faustin HÉLIE*, juge au Tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. *Froger de Mauny*, vice-président du Comité; *J. Périn*, secrétaire de la Société; *Joret-Desclosières* et *Nusse*, secrétaires du Comité; *Millot* et *Léon Arnal*.

Se sont excusés MM. *Fliche*, *Tournier*, *T. Martin*, *Emile Salle*.

— Le procès-verbal de la dernière séance, rédigé par M. *Desclosières*, est lu et adopté.

— M. le Président donne lecture du projet de Loi, récemment voté au Sénat et concernant l'organisation des Écoles industrielles. Ce projet sera publié avec le rapport complémentaire de M. *Tolain*. (Voy. ci-après, aux *Annexes*.)

M. le Président propose, en outre, de renvoyer ces documents à la Commission chargée de procéder à une Enquête sur les résultats utiles obtenus par l'apprentissage.

M. *J. Périn* est d'avis de renvoyer ce projet au rapport de M. *Nusse*, déjà chargé de précédents rapports sur cette question.

M. *Nusse* estime qu'avant tout travail d'examen, il y aurait lieu de connaître les conclusions de la Commission d'enquête désignée par le Comité dans le but de contrôler les affirmations de M. *Tolain*, en ce qui concerne l'absence de résultats utiles obtenus par l'apprentissage.

Le renvoi à la Commission chargée de cette enquête est voté par le Comité; en conséquence, l'ordre du jour de la prochaine séance contiendra un paragraphe ainsi conçu : *Rapport sur les résultats produits par l'apprentissage; examen du projet de loi voté par le Sénat.*

— (*Suite de la discussion de la Loi sur l'Apprentissage.*) —

M. le Président, pour répondre à cette question : la loi sur

les livrets d'ouvrier est-elle encore en vigueur? s'est livré à un travail de vérification; en 1868, il avait été question d'abroger cette loi, mais ce projet n'a pas abouti. Dans la pratique, on pense généralement qu'elle a été abrogée; mais il ne paraît pas y avoir de texte spécial.

M. *Nusse* donne lecture d'un rapport de M. *Roche* sur la question de savoir quelles mesures disciplinaires pourraient être mises à la disposition des patrons?

Le Comité estime qu'il y a lieu d'étendre à l'apprenti l'obligation du livret.

M. *Nusse* demande que les dispositions de la Loi de 1874 soient appliquées en ce qui concerne les infractions relatives à la tenue du livret et, en ce sens, que ces infractions soient jugées par le Tribunal correctionnel.

M. *Froger de Mauny* n'est pas de cet avis; il estime que les infractions relatives à la tenue du livret devraient être soumises à la juridiction des Prud'hommes ou encore au Tribunal de simple police.

M. *Nusse* persiste dans son sentiment; le législateur de 1874 est peut-être allé un peu loin, mais l'unité en législation est à souhaiter et si l'on propose des dispositions nouvelles aux obligations relatives à la tenue du livret, elles doivent, comme les anciennes, être passibles de la même juridiction. Ainsi le congé d'acquit devra être consigné sur le livret de l'apprenti, et, en cas de manquement à cette obligation, il y aurait infraction passible de la police correctionnelle.

M. le *Président* demande que la question relative à cette application de l'unité de juridiction soit réservée pour être ultérieurement examinée.

M. le *Président* soumet ensuite au Comité l'examen des précautions à prendre pour empêcher la délivrance successive de deux livrets. Un livret ne devrait être délivré à l'ouvrier ou à l'apprenti qu'à son lieu de naissance; un registre spécial serait tenu à cet effet à la municipalité; mention de la délivrance y serait consignée et, en cas de perte du livret et de demande d'un nouveau, mention serait consignée et sur le registre et sur le livret, de la délivrance par duplicata. Cette question peut être portée à l'ordre du jour d'une prochaine séance avec l'indication de l'étude d'un modèle de livret.

Une troisième mesure de protection de l'intérêt des patrons

consisterait à insérer dans la loi que le nouveau patron qui acceptera les services d'un apprenti non muni d'un congé d'acquit sera responsable vis-à-vis de l'ancien patron des dommages-intérêts encourus par l'apprenti pour inexécution des conditions de l'apprentissage. Déjà, la jurisprudence des prud'hommes prononce des dommages-intérêts contre l'apprenti reconnu en faute, il y aurait donc lieu de mettre à la charge du nouveau patron, qui se rend complice de cette faute en acceptant l'apprenti sans congé d'acquit, l'étendue des dommages-intérêts prononcés. — Le Comité admet cet avis.

Sur la question relative aux mentions spéciales que le registre tenu par les patrons doit contenir pour conserver trace des énonciations du livret, le Comité est d'avis qu'il y a lieu de faire une obligation de ces mentions.

En ce qui concerne l'addition d'heures de travail à la fin de l'apprentissage pour compenser les manquements mis à la charge de l'apprenti, le Comité, s'appuyant sur les informations relevées par M. Roche, estime que ce moyen ne serait pas pratique et qu'il n'y a pas lieu de l'adopter.

Le Comité est d'avis, quant à la forme du contrat d'apprentissage, qu'il doit être écrit et non verbal, à peine de nullité.

Une dernière question, celle relative à la durée de l'apprentissage, reste à examiner. Y a-t-il lieu de fixer à six ans la durée de l'apprentissage?

M. Nusse estime que cette question de durée de l'apprentissage intéresse à la fois l'apprenti et le patron; il y a donc à concilier une double nécessité, ne pas imposer à l'enfant une épreuve trop longue, permettre au patron de se rémunérer de ses soins et des premières années perdues pour lui. Il y aurait lieu de déterminer simplement un maximum qui ne pourrait être dépassé.

Le Comité estime que cette durée ne devrait pas excéder cinq années.

M. le Président propose au Comité, d'après les indications recueillies au cours des dernières séances, de rédiger un projet de loi qui réaliserait la concordance désirable des lois de 1851 et de 1874. — Les membres du Comité sont invités à préparer un semblable projet, ils seront guidés dans ce travail par le rapport de M. Nusse.

Après avoir indiqué quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance, M. le Président propose d'en fixer la date au

lundi 15 novembre, à 2 heures. Cette proposition est adoptée et la séance est levée à 3 heures.

Ordre du jour de la séance du lundi 15 novembre 1880.

- 1^o Élection annuelle du bureau;
- 2^o Correspondance, — Jurisprudence;
- 3^o Rapport sur les résultats généraux de l'apprentissage et sur le projet adopté par le Sénat sur les écoles manuelles d'apprentissage;
- 4^o Proposition de loi de M. Nadaud sur la Responsabilité en matière d'accidents de fabrique.

Ordre du jour des séances suivantes.

- 1^o Rapport de M. Raoul Jay sur les résultats des divers Congrès catholiques et socialistes relativement à la question de l'Apprentissage;
- 2^o Rapport de M. Joret-Desclosières sur un ouvrage de M. Desportes relatif au Congrès pénitentiaire de Stockholm;
- 3^o Rapport de M. Tournier sur l'interprétation de la Loi de 1874 en ce qui concerne les exercices de dislocation;
- 4^o Conciliation des Lois de 1831 et 1874 (Rapport de M. Nusse inséré dans le Bulletin de 1879, p. 432);
- 5^o Rapport de M. Périn sur le Vagabondage des enfants.

Annexes

Jurisprudence

MACHINES (*Installation de*). — *Engins mécaniques non recouverts d'appareils protecteurs.* — Les patrons et chefs d'établissement sont tenus de prémunir autant que possible leurs ouvriers et surtout les plus jeunes contre leurs propres imprudences et légèretés.

Dès lors, le patron est responsable de l'accident arrivé à un enfant pris dans l'engrenage d'une machine, s'il suffisait, pour prévenir l'accident, de précautions élémentaires, telles que l'établissement d'un treillis autour de la machine.

Peu importe qu'il y ait eu imprudence ou inattention de la part de l'enfant, sauf à modérer, à raison de cette circonstance, le chiffre des dommages-intérêts.

31 juillet 1876, Jugement du tribunal civil de Marseille :

Le Tribunal : Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il vient d'être procédé que, dans la journée du 23 février dernier, le jeune Barberi, âgé de 14 ans, était occupé à manœuvrer une barre de changement, dans l'usine du sieur Cauvet, dont il était l'ouvrier; — Que, par suite d'un mouvement mal défini, et qu'aucun témoin n'a aperçu, son corps s'est trouvé engagé entre deux manchons tournant sur

eux-mêmes et faisant partie de la machine; qu'il eut les reins brisés et mourut peu après cette blessure;

Attendu qu'en l'état de ces faits, il y a lieu de rechercher à qui incombe la responsabilité de cet accident;

Attendu que le service confié à cet enfant n'avait rien par lui-même de dangereux et n'était pas au-dessus de la force de son âge; — Que, si Barberi était resté à la place qu'il devait occuper, c'est-à-dire en arrière de la barre, il n'aurait pu être atteint par les manchons; Que rien n'exigeait qu'il s'approchât d'eux; et que, s'il l'a fait, ce n'a pu être que par suite d'une distraction imputable à son âge; Qu'il y a, dès lors, dans ce fait, une faute à relever à sa charge;

Attendu, d'autre part, qu'il ne faut pas perdre de vue que la manœuvre confiée à cet enfant était rendue plus dangereuse par le voisinage des rouleaux et des manchons qui ne sont qu'à une distance de 80 centimètres de la barre de changement; Que l'obligation imposée à celui qui est à cette barre d'aller dans un sens et dans un autre pour la manœuvre rend plus faciles les occasions d'accident;

Qu'il est du devoir des patrons et chefs d'établissement de prémunir autant que possible leurs ouvriers et surtout les plus jeunes contre leurs propres imprudences et légèretés; — Que, dans l'espèce, rien n'était plus facile que d'empêcher l'accident de se produire; qu'il suffisait, pour cela, de garnir la machine d'un treillis ou de mettre entre elle et la barre une barrière quelconque qui eût empêché l'enfant de se faire prendre dans l'engrenage; — Qu'en ne prenant pas cette précaution élémentaire, Cauvet a engagé sa responsabilité, et qu'ainsi, les fautes se trouvant partagées, il y a lieu de fixer sur ces bases l'indemnité à allouer au demandeur pour le préjudice matériel qu'il a éprouvé par la mort de son enfant.

Par ces motifs, Ayant tel égard que de raison aux fins prises par Barberi, condamne les sieurs Cauvet et C^e à payer audit Barberi la somme de 4,000 francs à titre de dommages-intérêts, pour les causes sus énoncées.

Appel par MM. Cauvet et C^e.

Arrêt « La Cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme. » (C. Aix, 1^{re} ch., 10 janvier 1877, M. Rigaud, 1^{er} Président: Sirey. 1877. 2. 336.)

MACHINES (*Installation de*). — *Arbre de couche, placé à une hauteur de 4^m,40.* — Le jugement suivant fera suffisamment connaître les circonstances de l'accident qui a atteint la jeune Jossierand :

Le Tribunal : Attendu qu'il résulte des documents de la cause et es débats que, le 23 mars 1880, aux Lilas (Seine), la jeune Josse-

rand, employée dans la fabrique du sieur Grandjean, traversait un palier qui conduit à un escalier, par lequel elle se disposait à descendre un seau d'eau pour les besoins de son travail;

Attendu qu'à ce moment, sa tête ayant effleuré une poulie saillante attachée à un arbre de transmission alors en mouvement, une clavette faisant saillie a saisi les cheveux de la fille Josserand et, les entraînant entre la courroie et la poulie, lui a arraché ou décollé le cuir chevelu, en lui causant ainsi des blessures d'une extrême gravité;

Attendu que cet accident doit être imputé à Grandjean, qui a eu le tort grave de faire établir un arbre de transmission avec poulie et courroie dans un passage à la hauteur insuffisante de 1^m,40, et de ne pas faire entourer ces appareils mécaniques d'enveloppes protectrices;

Qu'ainsi, par imprudence, négligence et inobservation des règlements, Grandjean a été la cause involontaire des blessures faites à la fille Josserand et a ainsi commis le délit prévu et puni par l'article 320 du Code pénal;

Attendu qu'il est également établi qu'à la même date et au même lieu, Grandjean a contrevenu aux prescriptions de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie et aux règlements relatifs à son exécution, en ne veillant pas à ce que, dans son usine, les roues, courroies ou engrenages soient séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les ouvriers de service, infraction prévue par l'article 14 de la Loi du 19 mai 1874 et puni par l'article 23 de la même loi;

Vu l'article 365 du Code d'instruction criminelle, faisant application dudit article 320....

Condamne Grandjean à 15 jours d'emprisonnement, à 50 francs d'amende et aux dépens. (Trib. correct. Seine, 11^e ch., 31 juillet 1880, présidence de M. Bresselle.)

IMPRIMERIE. — *Installation vicieuse de machines, trop rapprochées l'une de l'autre; espace insuffisant pour passer sans danger.* — Le Crédit Lyonnais (Société anonyme, dont le siège central est à Paris, boulevard des Italiens) a ses ateliers particuliers d'imprimerie et de papeterie dans une annexe, installée dans la maison n° 7 de la rue de Choiseul.

Le jeune Emile-Léon Devaquet (né le 6 septembre 1860) était attaché à ces ateliers, depuis quelques mois, lorsque, le 14 août 1879, il venait de déposer, sur une table, du papier qu'il avait façonné, et, pour retourner à sa place, il eut à passer entre le moteur à gaz et une machine à imprimer (le moteur n'était garanti par aucun appareil protecteur, grillage ou garde-corps),

lesquels n'étaient séparés que par un intervalle de 32 centimètres, lorsque son chef d'atelier l'arrêta pour lui donner un ordre relatif à son travail. A ce moment le moteur fut mis en marche, sans qu'aucun avertissement préalable ait été donné. Devaquet, en voulant se garer du volant de la machine, fit un mouvement de côté, et, glissant sur le parquet imprégné de matières grasses, il perdit l'équilibre. Dans cette chute, son bras droit se trouva engagé dans la bielle du moteur, où il fut broyé.

La victime de cet accident ayant été transportée à l'hôpital de la Charité, l'amputation y fut pratiquée aussitôt.

Cet accident s'étant produit par suite d'un vice dans l'installation des machines, l'économe du Crédit Lyonnais, qui avait été chargé de présider à cette installation, fut, à la requête du ministère public, poursuivi en police correctionnelle.

Jugement de la 11^e chambre du Tribunal correctionnel de la Seine, 20 décembre 1879 (Présidence de *M. Brisout de Barneville*).

Le Tribunal... : Attendu qu'il résulte des documents de la cause et des débats que, le 14 août 1879, à Paris, Devaquet, employé à l'imprimerie annexée au Crédit Lyonnais, passant, pour les besoins de son service, entre la bielle du moteur à gaz servant à mettre en mouvement les presses à imprimer et le volant d'une de ces presses, a eu le bras pris dans la bielle et a reçu une blessure grave, qui a nécessité l'amputation du bras;

Attendu que cet accident est dû à l'installation défectueuse de l'imprimerie; Qu'en effet, à l'endroit du passage où l'accident a eu lieu, il n'y a, entre la bielle du moteur à gaz et le volant de la presse à imprimer, qu'une largeur de 32 centimètres; qu'en outre les parties saillantes et mobiles des appareils n'étaient pas entourées d'un grillage protecteur;

Attendu que l'imprimerie a été organisée sous la direction du *s^r Breton*, économe du Crédit Lyonnais, qui se reconnaît lui-même responsable des défauts d'installation de l'ensemble des appareils composant l'imprimerie, défauts qui ont occasionné la blessure du *s^r Devaquet*.

Par ces motifs, Déclare Breton coupable d'avoir par imprudence, négligence et inobservation des règlements involontairement occasionné des blessures au *s^r Devaquet*, délit prévu et puni par l'art. 320 du Code pénal; — Attendu que Breton est l'employé salarié de la compagnie du Crédit Lyonnais; Que, dans ces circonstances, il y a lieu de déclarer cette dernière civilement responsable, faisant application dudit art. 320, dont lecture a été donnée par le Président et qui est ainsi conçu :

« s'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précautions que des blessures ou coups, le coupable sera puni de 6 jours à 2 mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, » condamne Breton à 190 francs d'amende, et solidairement avec la compagnie du Crédit Lyonnais, cette dernière comme civilement responsable seulement, aux dépens.

M. J.-B. Devaquet, ancien régleur de papiers à façon, agissant au nom et comme tuteur naturel et légal de son fils mineur Émile-Léon Devaquet, admis au bénéfice de l'Assistance judiciaire, forma contre le Crédit Lyonnais une demande, afin d'obtenir la réparation du préjudice par lui éprouvé, au moyen de : 1° une somme de 1,000 francs, à titre de dommages-intérêts 2° une rente annuelle et viagère de 1,500 francs, payable par trimestre d'avance, depuis l'introduction de la demande, et, pour en assurer le service, de voir dire et ordonner que le Crédit Lyonnais sera tenu d'acheter un titre de rente 30/0 sur l'État français, de pareille somme, immatriculé, au nom de E.-L. Devaquet pour l'usufruit et de la Société du Crédit Lyonnais pour la nue-propriété; ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir, sans caution, conformément à l'article 135 du code de procédure civile.

Le Crédit Lyonnais — qui avait toujours déclaré qu'il était prêt à venir en aide à ce malheureux jeune homme blessé dans ses ateliers, — demandait acte de ce qu'il offrait de tenir compte à Devaquet de son salaire, depuis le jour de son accident et de l'employer, pendant toute sa vie, comme garçon de bureau, aux appointements de 1,500 francs par an, et, subsidiairement, de lui faire une pension de 600 francs par an.

M^e Jules Périn, avocat, qui avait accepté de soutenir la demande judiciaire de M. Devaquet (1), — il avait été commis d'office par

(1) A la recommandation de notre excellent collègue, M. le D^r René Perrin, ainsi conçue :

« Je me permets de vous adresser un jeune ouvrier, qui me paraît intéressant à tous égards, ancien apprenti de M. Fortin (Papeterie), a été amputé du bras droit le 14 août 1879, à la suite d'un accident de machine, survenu dans l'imprimerie du Crédit Lyonnais. — J'ai rencontré, par hasard, ce jeune homme dans une École de demi-temps (rue Michel-le-Comte, n° 14), où il s'exerce avec une ardeur sans égale à écrire de la main gauche, ce à quoi il est arrivé avec un succès inespéré, bien qu'il ne fréquente l'école que depuis le 4 février dernier. Il vous présentera lui-même, à votre grand étonnement, un spécimen de son écriture. »

M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats, — déclarait, au nom de M. Devaquet père, que, les offres du Crédit Lyonnais ne lui ayant pas paru acceptables, il avait préféré s'en rapporter à l'appréciation du Tribunal; il ajoutait que le jeune Émile-Léon ne pouvait attendre aucun aide de sa famille; que sa pauvre mère, ayant été atteinte d'aliénation mentale à la suite de l'horrible accident survenu à son fils, placée à la maison de Sainte-Anne, y était décédée le 30 septembre suivant, et que son père, paralysé de tout le côté gauche, incapable d'aucun travail, était soutenu par celui de son fils aîné, très méritant, et à la charge duquel était resté aussi son frère cadet, depuis le jour de l'accident.

M^e Léon Renault, avocat du Crédit Lyonnais, répondait que les offres paraissaient proportionnées au dommage souffert.

Mais le Tribunal civil de la Seine, 4^e ch., audience du 11 août 1880 (Présidence de M. Grattery), a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal : Attendu qu'il a été judiciairement établi par un jugement de la 11^e chambre de ce Tribunal, du 20 décembre 1879, que l'accident survenu le 14 août précédent, dans l'imprimerie du Crédit Lyonnais, par suite duquel Devaquet (Léon) a été amputé du bras droit, a été causé par une faute commise par Breton, économiste de la Société du Crédit Lyonnais, qui doit être déclarée civilement responsable;

Attendu que le Tribunal a les éléments nécessaires pour fixer la réparation du préjudice, les offres faites par le Crédit Lyonnais étant rejetées en raison des conditions qu'elles renferment;

Par ces motifs : Condamne le Crédit Lyonnais à payer à Devaquet es nom qu'il s'agit, pour les causes susénoncées et à titre de dommages-intérêts, une somme de 500 francs et, en outre, à fournir à Léon Devaquet une pension annuelle et viagère de 1,200 francs à partir du jour de la demande;

Dit que, pour en assurer le service, le Crédit Lyonnais sera tenu d'acheter un titre de rente 3 0/0 sur l'État français de pareille somme, immatriculé à son nom pour la nue-propriété et au nom de Léon Devaquet pour l'usufruit;

Ordonne l'exécution du présent jugement, nonobstant appel et sans caution;

Condamne, en outre, le Crédit Lyonnais aux dépens.

IMPRIMERIE. — *Receveur de feuilles.* — La demoiselle Anna Boutel, âgée de moins de seize ans, était employée en qualité de receveuse de feuilles dans l'imprimerie du *Journal de l'Ouest*, à Poitiers, dont M. Hinstin est directeur et M. Bué, administrateur-gérant.

Son travail consistait à recevoir les feuilles qui sortaient de la machine à quatre cylindres, servant à l'impression du journal, au fur et à mesure qu'elles étaient imprimées.

Pour son travail, la demoiselle Boutet était assise à 30 ou 40 centimètres environ de la crémaillère de la machine en mouvement, pour recevoir la feuille imprimée sortant de ladite machine ;

Aucune plaque ou obstacle n'existait au-devant de la crémaillère de la machine pour préserver la receveuse de feuilles des dangers que présentait la crémaillère mise en mouvement (ainsi que cela est prescrit par tous les règlements et par l'usage en pareille matière.)

Par suite de cette absence de précautions de la part des imprimeurs pour protéger leurs ouvriers de tout danger, la demoiselle Boutet, pendant son travail, eut le pied gauche saisi par la crémaillère de la machine et horriblement mutilé ; et si, à ses cris, une des ouvrières qui travaillait auprès d'elle, n'avait pas arrêté la machine, elle eût pu être entraînée.

M. Boutet père forma contre MM. Hinstin et Bué une demande en paiement d'une somme de 10,000 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé à sa fille par leur négligence et leur imprudence, en ne prenant pas, pour l'installation et le fonctionnement de la machine à imprimer, toutes les précautions qu'ils auraient dû prendre pour la sûreté des travailleurs ;

« Les conséquences de cet accident ont été, disait-il, outre les douleurs atroces que sa fille a eu à supporter, pendant un fort long traitement, à l'hôpital de Poitiers, où elle a été immédiatement transportée, de la rendre infirme pour le restant de ses jours, et de lui enlever les moyens de gagner sa vie, de se livrer à aucun travail. »

Jugement du Tribunal civil de la Seine, 4^e chambre, du 16 mars 1878, repoussant la demande du sieur Boutet ès noms :

Le Tribunal : Attendu que Boutet demande contre Hinstin et Bué condamnation à 10,000 francs de dommages-intérêts comme réparation du préjudice résultant pour lui de l'accident arrivé à sa fille mineure en 1875 ;

Attendu que Hinstin n'insiste pas, à l'audience, sur la fin de non-recevoir opposée en son nom à la demande ;

Attendu qu'il résulte des documents du procès que l'accident est dû à la propre imprudence de la victime ;

Qu'aucun faute n'est imputable aux défendeurs ;

Par ces motifs : Déclare Boutet mal fondé en sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens... (Tribunal civil de la Seine, 4^e ch., 26 mars 1878, M. Blain de Cormiers, président.)

Mais, M. Boutet père ayant interjeté appel, sa demande a été accueillie par l'arrêt infirmatif suivant :

La Cour, faisant droit sur l'opposition formée par Pierre Boutet ès nom, à l'exécution d'un arrêt rendu par défaut par cette chambre de la Cour, à la date du 3 avril 1878;

En la forme,

Considérant que l'opposition est régulière;

Au fond,

Considérant, en fait, qu'au mois d'octobre 1875, Anna Boutet, alors âgée de moins de 16 ans, étant née le 4 février 1860, était employée comme ouvrière dans les ateliers de l'imprimerie des intimes, établie à Poitiers; — Que son travail quotidien consistait à recevoir les feuilles d'impression à mesure qu'elles sortaient des cylindres d'une presse dite Marinoni; — Qu'à cet effet elle devait s'asseoir sur un siège fixe, disposé sur l'un des côtés de la machine dans des conditions telles que les pieds d'Anna Boutet n'étaient éloignés d'une crémaillère mobile que de 0^m,30 environ; — Que cette crémaillère fonctionnait à découvert et n'était munie extérieurement d'aucun appareil destiné à protéger l'ouvrière; — Que, le 13 octobre 1875, le pied gauche d'Anna Boutet fut saisi par la crémaillère, et que la machine n'ayant pas pu être immédiatement arrêtée, cet accident détermina de graves blessures, dont la guérison a été imparfaite en ce que la victime est restée définitivement estropiée; — qu'il résulte, en effet, du rapport d'un médecin commis par justice, qu'à la date du 14 avril 1880, plus de quatre ans après l'événement, la jeune fille est désormais hors d'état de se livrer aux travaux qui exigeraient « soit une station prolongée longtemps, soit des mouvements du pied trop fréquents; »

Considérant qu'il n'est aucunement justifié que ce fait ait pour cause la propre imprudence d'Anna Boutet; — Que dans la position qu'elle était obligée de conserver pendant son travail, un mouvement involontaire, ses vêtements flottants, la plus légère inadvertance, l'exposaient à un sérieux danger, puisqu'elle n'était séparée de la crémaillère en action que par un intervalle de quelques centimètres; — Que l'accident doit donc être attribué à cette circonstance que cet organe de la machine n'avait point été recouvert de telle façon que l'ouvrière ne pût pas être, surtout involontairement, en contact avec lui; — Qu'il suit de là que les blessures dont Anna Boutet a été atteinte sont la conséquence d'un défaut de précaution imputable aux intimes propriétaires de l'imprimerie; — Que leur faute est d'autant plus lourde qu'ils ne se sont point conformés aux dispositions impératives de l'article 14 de la Loi du 19 mai 1874, sur le travail

des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, et plus particulièrement à celles de l'article 2 du décret du 13 mai 1873, qui prescrivent de garnir de couvre-engrenages, garde-mains ou autres organes protecteurs les pièces saillantes mobiles des machines dans les ateliers où travaillent des enfants âgés de moins de 16 ans ; — Que ces mesures de prudence sont obligatoires pour les chefs d'industrie, puisqu'ils ne sont autorisés à employer les enfants qu'à la condition de s'y soumettre, et qu'elles ne leur sont d'ailleurs imposées par la Loi et par le Décret précités que dans le but de protéger ces mineurs contre leur propre imprudence et leur propre inexpérience ; — Que les intimés sont donc responsables du préjudice éprouvé par Anna Boutet, et doivent être tenus de le réparer ; — Mais que la somme de 10,000 francs réclamée en son nom est exagérée ; — Que l'ineapacité de travail personnel dont elle est frappée n'est que relative et qu'en tenant compte de la situation présente, il y a lieu de fixer à 4,000 francs le chiffre des dommages-intérêts qu'il est juste de lui allouer ; — Que, de plus, il convient, en considération de ce qu'elle est encore en état de minorité, de régler le mode suivant lequel cette somme lui sera payée, et qu'il y sera suffisamment pourvu par le dispositif du présent arrêt ;

Par ces motifs :

Reçoit, en la forme, Pierre Boutet, opposant à l'arrêt par défaut du 3 août 1878, et statuant sur le mérite de son opposition, la déclare bien fondée, met, en conséquence, à néant ledit arrêt ; fait défense aux intimés de l'exécuter, et faisant droit par décision nouvelle sur l'appel interjeté par Boutet d'un jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine en date du 26 mars 1878, infirme ledit jugement, décharge l'appelant des condamnations prononcées contre lui ; — Le déclare, au contraire, bien fondé en sa demande ; Condamne les intimés conjointement et solidairement à lui payer, en la qualité qu'il agit, la somme de 4,000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Dit qu'à la charge desdits intimés cette somme sera employée en rentes 3 0/0 sur l'État français, et le titre en provenant immatriculé au nom de la mineure Anna Boutet, les frais et coût dudit emploi devant être supportés par les intimés, à titre de supplément de dommages-intérêts ; — Dit qu'au moyen de ce qui est jugé par le présent arrêt, il n'y a lieu de statuer sur les conclusions subsidiaires de l'appelant à fin d'enquête ; — Ordonne la restitution de l'amende par lui consignée ; — Condamne les appelants en tous les dépens tant de 1^{re} instance que d'appel, y compris ceux de l'arrêt par défaut susvisé ; — Dit, à l'égard des sommes avancées par le Trésor, que le recouvrement en sera poursuivi par l'Administration des Domaines, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'Assistance judiciaire. (C. Paris, 3^e ch., 30 avril 1880.)

SCIERIE MÉCANIQUE. — *Enfant âgé de moins de 16 ans, employé au service d'une raboteuse.* — Le 1^{er} août 1879, le jeune J.-B. Méder (né le 11 août 1864), âgé de 15 ans, dont le père, M. Henri Méder, était employé dans les ateliers de la Société anonyme de constructions de La Villette, sis à Livry (Seine-et-Oise), et qui, lui-même, était attaché à ces usines en qualité d'apprenti menuisier, fut momentanément mis à la disposition d'un ouvrier raboteur, pour ramasser des bouts de bois, lorsqu'il voulut, pour arrêter le mouvement, — la machine n'était pas pourvue de débrayage, — saisir la courroie de transmission avec la main gauche, et fut entraîné par cette courroie, et blessé si grièvement qu'il dut être amputé de ce bras.

L'ouvrier raboteur *Degrène* fit la déposition suivante :

« Le jeune Méder était avec moi à travailler. M. Adam avait envoyé, lui-même, Méder pour ramasser des bouts de bois à la raboteuse. La courroie de la machine est tombée, rien ne marchait plus. Quand je veux arranger mes fers, je fais tomber la courroie pour arrêter la machine. Ce jour-là, j'ai fait tomber les courroies, et, comme il n'existe pas de débrayage, la grande courroie fouette et a entraîné la courroie de la raboteuse, ce qui a causé l'accident de Méder ; cela aurait pu arriver à moi-même. Mon prédécesseur et mon successeur ont été blessés. C'était moi qui devais arranger ma machine ; Méder ne devait pas y toucher, il l'a fait pendant que j'étais occupé de l'autre côté de la machine. »

Sur le procès-verbal dressé par M. l'inspecteur divisionnaire *Linarès*, MM. *Bonnard et C^{ie}*, furent cités par le ministère public devant le Tribunal correctionnel de Pontoise, le 26 novembre 1879.

* J.-B. Méder fit la déposition suivante :

« J'étais apprenti menuisier ; je ramassais les bouts de bois qui tombaient de la raboteuse. Je n'y suis pas employé ordinairement : c'est M. Adam, contremaître, qui m'avait placé là.

» En voulant ramasser une courroie, qu'on avait mise par terre pour remplacer les fers, et voulant arrêter la machine, ma main a été prise sur la poulie.

» Je n'avais pas le droit d'arrêter la machine, parce que je n'ai pas l'âge.

» En tirant la courroie, ma main a glissé sur la poulie, elle a été prise sur la courroie, et j'ai été entraîné. Mon bras a été brisé.... »

Le jugement suivant intervint :

« Le Tribunal : Attendu que l'accident arrivé au jeune Méder s'est produit, parce que celui-ci a voulu arrêter un appareil en marche, en serrant fortement avec la main gauche une courroie à son point d'entrecroisement ;

Attendu que, par cet acte, le jeune Méder contrevenait sciemment, comme il le reconnaît, aux règlements de l'usine, qui s'opposent à une pareille manœuvre de la part d'un enfant;

Attendu qu'en outre Méder avait négligé d'avertir de son intention l'ouvrier avec lequel il travaillait et qui aurait pu lui interdire cette manœuvre dangereuse;

Attendu que, dans ces circonstances, Jean-Baptiste Méder a été victime de sa propre imprudence;

Attendu, qu'à la vérité, en vertu des articles 12 de la Loi du 19 mai 1874 et 2 du Décret du 13 mai 1875, il est interdit d'employer des enfants auprès des machines présentant des parties dangereuses;

Attendu que, si l'ordre donné à J.-B. Méder de travailler à la raboteuse peut constituer une contravention à cette prescription, il résulte des débats qu'un tel ordre paraît avoir été donné par un ouvrier de l'usine;

Attendu qu'au point de vue pénal, le prévenu Bonnard ne saurait être responsable d'une contravention à laquelle il est absolument étranger;

Qu'en effet, le jeune Méder était employé ordinairement comme apprenti menuisier et que c'est tout à fait accidentellement et sans que le directeur Bonnard, qui n'habite pas l'usine, ait pu empêcher le fait, que cet apprenti a été envoyé à la machine;

Attendu qu'on ne saurait davantage relever à la charge du prévenu le fait d'inobservation du règlement, prévu par les articles 320 du Code pénal et 14 de la Loi du 19 mai 1874, pour n'avoir pas recouvert les courroies au moyen d'un appareil dit tambour de garde;

Que l'article 14 ne prescrit des appareils de ce genre que dans le cas où il aurait été constaté que les courroies ou engrenages présentent une cause de danger;

Mais, attendu qu'une semblable constatation n'avait pas été faite; qu'il est constant d'ailleurs que, dans un grand nombre d'usines régulièrement organisées, les systèmes de poulies et de courroies fonctionnent le plus souvent à l'air libre;

Qu'enfin, le tambour de garde eût-il existé, il n'eût pas empêché un ouvrier imprudent, le jeune Méder dans le cas présent, de l'ouvrir pour retenir une courroie pendant le mouvement même de la machine, ce qui eût été plus dangereux encore;

Attendu que le délit de blessures par imprudence n'est donc pas établi à la charge du prévenu Bonnard,

Le renvoie sur ce chef.

En ce qui concerne les diverses contraventions à la Loi sur le travail des enfants :

Attendu qu'il résulte des débats et des aveux du prévenu Bonnard

que, dans le courant de l'année 1879, à Livry, il a contrevenu à ladite Loi du 19 mai 1874: — 1^o en faisant travailler plus de six heures par jour trois enfants, âgés de moins de 15 ans, et non pourvus du certificat d'instruction primaire prescrit par l'article 9 de cette Loi; 2^o en employant trois enfants non pourvus du livret prescrit par l'article 10, §§ 1^{er} et 2 de la même loi; 3^o et en ne tenant pas le registre d'inscription prescrit par l'article 10, § 3 de ladite loi;

Attendu qu'il existe des circonstances atténuantes;

Faisant application audit Bonnard des articles 9, 10, 25 précités et de l'article 29 de la Loi du 19 mai 1874 portant que l'article 463 du Code pénal est applicable, lesquels articles, lus à l'audience par M. le Président, sont ainsi conçus (texte des articles précités):

Attendu que chacune des trois espèces de contraventions ci-dessus a été commise à l'égard de trois enfants différents, ce qui constitue en tout neuf contraventions;

Condamne Bonnard à 10 francs d'amende pour chacune des neuf contraventions, et aux frais. (Trib. correct. Pontoise, 26 novembre 1879.)

Malgré ce jugement, M. H. Méder, agissant au nom et comme administrateur légal de son fils mineur, ayant obtenu le bénéfice de l'Assistance judiciaire, assigna ensuite MM. Bonnard frères devant le Tribunal civil de la Seine pour se voir condamner: 1^o à lui payer une somme de 2,000 francs pour remboursement des dépenses occasionnées par l'amputation et les soins du traitement de son enfant; 2^o à servir une rente annuelle et viagère de 500 francs. payable par trimestre et d'avance à courir du jour de l'accident.

Mais MM. Bonnard frères résistaient à cette demande par ces moyens: que l'accident dont Méder fils a été victime ne provient en aucune sorte de leur faute, de leur négligence ou de leur imprudence, et qu'il ne pouvait être attribué qu'à l'imprudence dudit Méder, puisque c'était en exécutant un travail non commandé et en dehors de ses attributions qu'il avait été blessé; que le jugement du Tribunal de Pontoise, du 26 novembre dernier, invoqué par Méder, ne les frappe que pour les infractions aux Lois et Règlements des 9 mai et 3 juin 1874 sur le travail des enfants mineurs employés dans l'industrie, en ce que MM. Bonnard auraient occupé plusieurs de leurs ouvriers mineurs plus de 6 heures par jour et que ledit jugement n'engage en rien leur responsabilité au sujet de l'accident dont s'agit, comme le prétend le demandeur; que, dès lors, la demande en dommages-intérêts formée par ledit s^r Méder contre MM. Bonnard n'est pas

fondée et qu'elle ne saurait être accueillie ; ils concluait, en conséquence, à ce que M. Méder fût déclaré purement et simplement non recevable en sa demande.

M. Méder père répondait, toutefois, que, vainement, MM. Bonnard frères essayent de se prévaloir de ce que le jugement du tribunal correctionnel de Pontoise du 26 novembre 1879 (dont les termes n'étaient pas exactement connus, lors de la rédaction de l'assignation à fin de la présente instance), « ne frappe les défendeurs que pour cause d'infractions aux Lois et règlements des 19 mars et 3 juin 1874 sur le travail des enfants employés dans l'industrie, et que ledit jugement n'engagerait en rien la responsabilité des sieurs Bonnard, au sujet de l'accident dont a été victime le jeune J.-B. Méder » ; qu'en effet, dans l'espèce, et à raison des circonstances de la cause, ses patrons ne peuvent invoquer la prétendue autorité de la chose jugée par le juge correctionnel ; qu'il est incontestable que, lorsque le prévenu a été relaxé de la prévention d'un délit prévu par les articles 319 et 320 du Code pénal, le même fait peut être considéré comme un quasi-délit et motiver une demande en dommages-intérêts ; que le Tribunal civil n'en conserve pas moins son entière liberté d'appréciation, et que, dans ce cas, sa décision ne présente rien d'inconciliable avec ce qui a été jugé par la juridiction correctionnelle (Cass., 20 mars 1878) ; que, sans qu'il soit besoin de discuter le jugement susvisé et de rechercher si le Tribunal correctionnel devait retenir à la charge de MM. Bonnard frères qu'ils avaient contrevenu aux prescriptions de l'article 14 de la Loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et de l'article 2 du Décret du 13 mai 1875, en employant J.-B. Méder, âgé de moins de 16 ans, dans des ateliers mettant en jeu des machines dangereuses non recouvertes d'appareils protecteurs, MM. Bonnard frères sont incontestablement responsables de l'accident qui a atteint le malheureux enfant du concluant, pour les causes suivantes : qu'ils sont principalement responsables de la faute commise par leurs préposés : 1^o Adam, 2^o Degrène ; que, en ce qui touche le s^r Adam, il est établi par les procès-verbaux de l'instruction, qu'il a fait cesser à J.-B. Méder son travail ordinaire d'apprenti menuisier, pour lequel il avait été engagé, pour l'attacher au service de la raboteuse, manœuvrée par l'ouvrier Degrène, — quoiqu'il sût que ladite raboteuse ne fût pas pourvue de débrayage et que les courroies ne fussent pas enfermées dans un tambour

de garde, ce qui présentait un danger de tous les instants; que le s^r Adam a reconnu, d'ailleurs, l'ordre imprudent par lui donné; que ce n'était pas un enfant qu'il aurait dû charger de cette besogne, mais bien un ouvrier; qu'il est certain que si Méder n'avait pas été occupé dans cet atelier, il n'aurait pas été victime de l'accident dont s'agit; et que, en ce qui concerne l'ouvrier raboteur Degrène, il a manqué à son obligation de surveiller l'enfant qui lui était confié, qu'il l'a laissé l'aider, sans prendre aucune précaution pour le préserver contre sa propre imprudence; en admettant même qu'il ait pu en commettre quel qu'une; que ce défaut de surveillance a été la cause de l'accident; que la Jurisprudence a maintes fois reconnu que, lorsqu'un industriel emploie des enfants, il ne suffit pas de recommander à un enfant de se renfermer dans un travail déterminé, qu'il faut encore veiller à ce qu'il n'en entreprenne pas un autre, qui peut présenter des dangers sérieux; — que lorsqu'on emploie des enfants à des travaux dangereux, on est tenu de les protéger contre leur inhabileté et les imprudences qu'ils peuvent commettre dans l'exécution des ordres qui leur sont donnés; que cette obligation est devenue plus étroite encore depuis la promulgation d'une Législation spéciale destinée à protéger les enfants employés dans l'industrie, qui a eu justement en vue de protéger contre leur propre imprudence et leur propre inexpérience les enfants mineurs de 16 ans employés dans les manufactures (Trib. civ. Seine, 4^e ch., 13 avril 1877; Cour de Paris, 5^e ch., 30 avril 1880, etc.); que, en conséquence, MM. Bonnard frères sont responsables des effets de l'accident dont J.-B. Méder a été victime, soit personnellement, par suite de l'installation défectueuse de leur matériel; soit comme civilement responsables de la faute de leurs préposés, qui ont contrevenu aux dispositions des Lois réglementant le travail des enfants mineurs de 16 ans, et, y ayant contrevenu, n'ont pas exercé sur cet enfant la surveillance que son âge comportait.

L'affaire était sur le point d'être plaidée devant la 4^e ch. du Tribunal civil, lorsque les avocats des parties conclurent une transaction, moyennant la somme de 2,500 francs et les frais, qui furent payés par MM. Bonnard frères.

BIJOUTERIE. — Travail dangereux. — Apprentie brûlée au contact de matières inflammables. — Les circonstances de

cet accident sont suffisamment relatées dans le jugement qui suit :

Le Tribunal : Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que, le 17 juin dernier, dans la soirée, la jeune Brochet, âgée de 15 ans, apprentie chez le sr Orry, fabricant de bijoux, rue Porte-Foin, n° 11, ayant fait chauffer, sur un fourneau à gaz, un poêlon contenant de l'esprit de vin, et ayant voulu éteindre cet esprit de vin qui s'était enflammé, a reçu des brûlures qui ont entraîné sa mort dans la journée du lendemain ; — Que la responsabilité de cet accident incombe au contremaître Roux, dont la jeune Brochet n'avait fait qu'exécuter les ordres en faisant chauffer le poêlon ; Que, vainement, il soutient avoir dit à l'enfant de n'y rien mettre ; que cette allégation est contredite par la recommandation qu'il lui a adressée d'être prudente et démentie par les témoignages de la jeune Famin et de la demoiselle Brun, qui toutes deux ont compris, comme la jeune Brochet elle-même, qu'elle devait mettre l'esprit de vin dans le poêlon pour l'y faire chauffer ;

Attendu qu'il y a eu imprudence très grave de la part de Roux à confier, sans surveillance aucune, un travail aussi dangereux à une jeune apprentie, dans les attributions de laquelle il ne rentrait en aucune façon et qui ne l'avait jamais fait jusque-là.

Qu'ainsi Roux a été la cause involontaire de la mort de la jeune Brochet et a commis le délit prévu et puni par l'article 319 du Code pénal ;

En ce qui concerne Orry :

Attendu que Roux était son préposé, et que l'imprudence relevée à sa charge a été par lui commise dans les fonctions auxquelles il l'employait ; Que, dans ces circonstances, il y a lieu de déclarer Orry civilement responsable ; faisant application dudit article 319 ;

Ayant égard aux circonstances atténuantes et usant de la faculté accordée par l'article 463 ;

Condamne Roux à un mois d'emprisonnement, à 50 francs d'amende et solidairement avec Orry, ce dernier comme civilement responsable seulement, aux dépens. (Trib. correct. Seine, 11^e ch., 31 juillet 1880, présidence de M. Bresselle.)

CHARGES EXCESSIVES pour voitures à bras, trainées par des enfants, sur des voies en pente. — Le Règlement d'Administration publique sur les travaux fatigants ou dangereux contient les observations suivantes :

« Pour ce qui est des transports par voitures à bras ou autres véhicules, la charge *maxima* que l'on peut imposer aux enfants de l'une ou de l'autre catégorie sera déduite par l'inspecteur des

chiffres précédents, en appliquant les lois mécaniques qui sont généralement adoptées par les ingénieurs. Par exemple, le rapport de l'effort de traction à la charge étant de $1/20^e$ pour les voies horizontales, macadamisées ou pavées, l'enfant de 12 à 14 ans pourra trainer, par un effort de 10 kilos, un poids de 200 kilos; *celui de 14 à 16 ans, par un effort de 15 kilos, un poids de 300 kilos.* L'inspecteur aura un calcul de ce genre à faire, lorsque les efforts de traction devront être opérés sur des voies ferrées ou sur des voies en pentes; et il établira ainsi, au moins approximativement, la limite du travail que l'on peut exiger des enfants. — La solution que nous vous proposons n'est certainement pas applicable à tous les cas de l'espèce qui pourront se présenter; mais elle permettra d'en résoudre un grand nombre et elle servira de base à la détermination des contraventions. »

Nous croyons donc devoir relater la poursuite qui a été exercée contre un entrepreneur de maçonnerie, qui avait fait trainer par un jeune garçon maçon (âgé de 17 ans et 5 mois) un petit camion trop chargé, que, dans la descente de la rue des Martyrs, il ne put retenir, et qui alla se heurter contre un des candelabres bordant le trottoir; dans ce choc, il reçut des lésions internes qui entraînèrent sa mort au bout de quelques heures,

Le Parquet commit un ingénieur expert pour rechercher la cause de l'accident; et cet expert formula l'avis suivant :

Nous, P.-L. Joussetin, ingénieur expert commis par ordonnance de M. Clerc, juge d'instruction près le Tribunal de première instance de la Seine, à l'effet de rechercher les causes de l'accident arrivé, le 3 avril dernier, au jeune ouvrier Laforest, chargé par ses patrons, les sieurs Rigaud et Garnier, entrepreneurs de maçonnerie, demeurant boulevard de Clichy, n° 74, à Paris, de transporter sur une voiture à bras divers matériaux à un chantier de construction, et qui, entraîné par la pente de la rue des Martyrs, aurait été projeté contre un candélabre à gaz, et aurait reçu des blessures, aux suites desquelles il aurait succombé le jour même, serment préalablement prêté entre les mains de M. Clerc, de remplir en notre honneur et conscience la mission qui nous était confiée, nous sommes transporté, le 28 mai, rue Lallier, dans le chantier de MM. Rigaud et Garnier, que nous avons avisés de notre mission en les invitant à faire comparaître devant nous tous employés, ouvriers ou témoins de l'accident qui pourraient nous fournir des explications.

Nous avons trouvé sur le chantier MM. Rigaud et Garnier, entrepreneurs, le sieur Fourniou, chef de chantier et le jeune ouvrier

Rousseau, âgé de 15 ans, qui avait assisté au chargement de la voiture.

M. Rigaud nous exposa alors que, le 30 avril, à 8 heures du matin, il avait donné l'ordre à Fourniou d'envoyer, du chantier de la rue Lallier à la rue Chauchat, 4 madriers, 6 boulines, 2 sacs de plâtre et 2 paquets de corde. Ces matériaux devaient être chargés sur une voiture à bras à deux roues et conduits à destination par Laforest, âgé de 16 ans et demi, qui faisait d'habitude les charrois semblables. Fourniou exécuta les ordres de M. Rigaud, surveilla lui-même le chargement de la voiture avec le concours du jeune Rousseau, et, lorsqu'il fut terminé, il demanda à Laforest s'il avait besoin d'un aide pour l'accompagner. Suivant MM. Rigaud et Fourniou, le jeune Laforest, qui était très courageux, aurait répondu que c'était inutile, qu'il traînerait bien tout seul la voiture. Il serait alors parti et aurait été entraîné par la voiture, au commencement de la forte pente de la rue des Martyrs, soit qu'il ait voulu aller trop vite, soit qu'en se garant d'une voiture il n'ait plus tenu sa charge en respect. M. Rigaud croit que c'est au moment où il dirigeait la voiture vers le bord du trottoir pour se servir de la bordure pour faire frein contre la roue, que ladite voiture, animée d'une trop grande vitesse, aura monté sur le trottoir où Laforest aura été écrasé contre le candélabre à gaz, emprisonné qu'il était entre les brancards de la voiture. MM. Rigaud et Garnier furent prévenus de cet accident, lorsque Laforest eut été conduit dans la pharmacie voisine pour y recevoir les premiers soins.

Cette explication entendue, nous avons fait opérer devant nous le chargement de la charrette tel qu'il était effectué le jour de l'accident ; on retira le montant de derrière et on laissa celui de devant, ce qui fit prendre aux madriers et boulines une position inclinée pour permettre à l'ouvrier placé entre les brancards de se tenir debout sans courber la tête ; les madriers dépassaient la voiture de 1^m,20 de chaque côté et leur centre de gravité passait ainsi sensiblement par l'axe de l'essieu ; les 4 madriers étaient fixés par des cordes aux montants de droite de la voiture et les 6 boulines du côté gauche étaient reliés également avec des cordes contre l'autre montant de la voiture ; les 2 sacs de plâtre étaient placés au milieu sous les planches et les boulines ; les sieurs Fourniou et Rousseau nous assurent que le chargement était établi dans ces conditions, lors de l'accident.

Le poids total du chargement était de 178 kilos et le poids de la voiture, ainsi que nous l'avons vérifié depuis, était de 97 kilos.

Il nous a paru intéressant de faire reproduire, à titre d'expérience, en prenant toutefois toutes les précautions nécessaires, la manœuvre qui a causé la mort du jeune Laforest.

Le jeune Rousseau, âgé de 15 ans, mais très robuste pour son âge ayant prétendu qu'il conduirait bien cette charge à la descente de la

rue des Martyrs, nous avons résolu de lui faire faire l'expérience, mais nous avons eu soin de faire escorter la voiture par deux hommes, placés de chaque côté de la voiture, pour la maintenir, au cas où l'enfant se laisserait gagner par le poids. Le jeune Rousseau l'amena effectivement au droit de la lanterne à gaz du n° 53 de la rue des Martyrs, mais en s'arc-boutant péniblement des pieds contre les pavés pour maintenir la poussée et en marchant fort doucement, il est certain qu'il employait le maximum de ses forces, et que, si son pied avait glissé, il eût été vaincu par la poussée de la voiture.

Nous avons alors invité M^{me} Chalmin, marchande de café, au n° 53 de la rue des Martyrs, qui avait assisté à l'accident, à nous faire connaître si le chargement se trouvait bien fait dans les mêmes conditions que le 30 avril; elle nous déclara qu'elle croyait qu'il était semblable, et elle nous raconta comment l'accident s'était produit sous ses yeux.

Nous avons ensuite relevé la pente de la rue des Martyrs en différents endroits; puis, la voiture ayant rebroussé chemin, Rousseau la traîna seul à la montée jusqu'au chantier de la rue Lallier.

A la suite de ces différents constats, nous croyons devoir clore ainsi qu'il suit notre procès-verbal de rapport.

Il nous a paru démontré que la voiture avait été convenablement chargée d'un poids de 178 kil.; ce poids n'a rien d'excessif pour un jeune homme de 16 ans, si le parcours doit être effectué en plaine. Il est en effet reconnu, comme il résulte des expériences reproduites dans tous les *Aide-mémoires*, des ingénieurs, que, sur une route pavée et horizontale, la charge qu'un manoeuvre peut traîner, attelé à une voiture à bras, est de 400 à 500 kilos, outre le poids de la voiture.

D'un autre côté, on sait que l'effort musculaire que l'on doit exercer pour traîner une voiture à bras circulant sur une route horizontale et pavée, c'est-à-dire pour vaincre la résistance à la traction, est de 1 k, 70 gr. par 100 k. de poids à traîner; en supposant que le poids de la voiture soit de 97 k., le manoeuvre traînant alors un poids total de 497 à 597 kilos, il devrait exercer un effort de 8 k. 44 à 10 k. 13.

Cet effort rentre tout à fait dans les conditions de la pratique, car, d'après les expériences de M. Courtois et du général Morin, reproduites dans tous les *Aide-mémoires*, on sait que l'effort que peut exercer un manoeuvre, marchant en tirant ou poussant horizontalement d'une manière continue, est de 12 kilos.

Le jeune Laforest n'aurait donc, dans le cas qui nous occupe, eu à tirer qu'un poids de 178 k. + 97 k. soit 275 k., et par suite à n'exercer à raison de 1 k. 70 par 100 k. de poids, qu'un effort de 5 k. 67, effort inférieur à la moitié de celui que peut exercer un manoeuvre, homme fait, puisque nous venons de reconnaître que cet effort se trouvait être de 12 k., et, comme on sait que la force d'un adulte

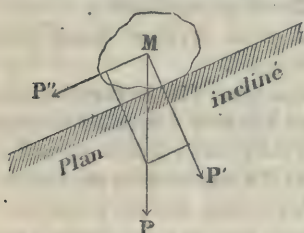
est évaluée aux $\frac{3}{4}$ de la force d'un homme fait, soit 9 k., nous pouvons donc conclure que la charge que le jeune Laforest avait à conduire eût été bien inférieure à ce qu'il pouvait faire, si le parcours eût eu lieu sur un plan horizontal. Mais, il n'en était pas ainsi; la rue des Martyrs est une des voies les plus rapides de Paris, et, lorsque l'on descend avec une voiture à bras, il n'y a plus lieu de la traîner à la descente, mais bien de la retenir.

Nous avons reconnu en effet que, de la rue Condorcet jusqu'à la rue de la Tour-d'Auvergne, la rue des Martyrs a une pente de 7 centimètres par mètre et qu'à partir de la rue de la Tour-d'Auvergne, la pente va en croissant et atteint 10 et 11 centimètres par mètre.

C'est dans la première partie, c'est-à-dire à l'endroit où la pente est de 7 centimètres par mètre, que l'accident est arrivé.

On sait que lorsqu'un corps M est placé sur un plan incliné, il tend à glisser sur ce plan par l'effet de la pesanteur.

Si on appelle P le poids du corps, ce poids se décompose en deux



autres forces, P' et P'', en suivant la règle connue du parallélogramme des forces. L'une P', normale au plan incliné, qui est détruite par la réaction de ce plan, et l'autre P'', parallèle au plan incliné et qui tend à faire glisser le corps M sur le plan. L'intensité de cette dernière force, force d'entraînement par excellence, est proportion-

nelle à l'angle d'inclinaison du plan incliné sur l'horizon; autrement dit, elle est de $\frac{1}{1000}$ du poids P, pour un plan incliné de 1 millimètre par mètre et de $\frac{70}{1000}$ de ce même poids P, pour un plan incliné de 70 millimètres par mètre. La charrette conduite par Laforest tendait donc à l'entraîner par un effort de 0.070, du poids de 276 k., ou par un effort d'entraînement de 19 k. 23. Une partie de cet effort était détruite par l'effort de résistance de la voiture au roulement ou coefficient de roulement que nous avons trouvé ci-dessus être de 4 k. 67. L'effort réel que le jeune Laforest devait exercer pour maintenir son chargement à la descente était la différence entre ces deux derniers chiffres, soit 14 k. 58.

Le jeune Laforest devait donc développer musculairement 14 k. 58 pour retenir la voiture, effort beaucoup trop considérable pour un jeune homme de son âge, puisque nous avons dit plus haut que l'effort moyen, dans un travail normal, était de 12 k. pour un manœuvre, homme fait, et de 9 k. pour un adulte. On peut bien faire observer qu'il ne s'agissait ici que d'une résistance momentanée, et que, pendant un temps relativement court, le manœuvre, homme ou adulte,

peut développer un effort double de l'effort normal qu'il est capable de produire, et que, par conséquent, pendant le temps assez court employé à franchir les pentes de la rue des Martyrs dans ses parties les plus accidentées, le jeune Laforest pouvait développer le double de l'effort musculaire admis par la pratique, et qu'il devait, pour s'opposer aux effets de l'entraînement, chercher un frein tout naturel dans la bordure du trottoir, le long duquel il cheminait et contre laquelle il aurait appuyé la roue de sa voiture, mais la longueur de la rue des Martyrs ne justifierait pas cette explication; de plus, comme nous l'avons fait observer, la pente s'accroît en descendant et atteint même plus bas près de 10 centimètres par mètre. Laforest eût eu alors à résister à un effort de poussée de 27 k. 50 — 4 k. 67, soit de 22 k. 83, effort qu'il était certainement incapable de produire d'une manière continue pendant 1 ou 2 minutes; l'aurait-il pu, que le plus léger incident, un pavé un peu glissant, un faux pas, un mouvement accéléré, pour éviter un obstacle, eût amené évidemment son entraînement.

Les patrons de Laforest ont objecté, à la vérité, qu'il avait déjà conduit seul des charges aussi lourdes et même plus lourdes, en suivant le même chemin et qu'il ne lui était jamais rien arrivé; en tous cas, qu'il a mis une certaine maladresse à se ranger contre la bordure du trottoir pour faire frein contre la roue de sa voiture, afin d'être ainsi toujours maître de sa charge.

Nous avons constaté que le chargement de 178k. était, en effet, tout à fait normal pour un jeune homme de 16 ans passés, en plaine ou sur un chemin faiblement accidenté. Il n'y a rien de surprenant que Laforest ait pu traîner, à différentes reprises, une charge même plus forte; mais, il nous paraît regrettable, que, lorsqu'on lui a confié le soin de traîner sa voiture, on n'ait pas songé au parcours qu'il devait effectuer à travers une voie montueuse comme la rue des Martyrs, et qu'on s'en soit rapporté à l'assurance qu'il donnait d'être assez fort pour traîner la voiture sans aide de personne. Il est certain que Laforest devait connaître l'emploi, que font tous les ouvriers attelés à des voitures à bras, de la bordure des trottoirs comme frein sur la jante de la roue de leur voiture; les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit sur le trottoir même indique bien que ce jeune homme cherchait en effet à gagner la bordure du trottoir.

Mais, l'accident étant arrivé presque au coin de la rue Condorcet, à peu de distance de l'extrémité du trottoir de la rue des Martyrs, vis-à-vis le n° 53, rien ne prouve qu'il ait pu gagner plus tôt ce trottoir; peut-être ne le pouvait-il pas par suite de l'encombrement des voitures qui pouvait exister à l'intersection des rues Condorcet et des Martyrs; il aura été surpris à l'improviste par la poussée de sa charge et n'a pu vaincre la vitesse accélératrice qu'avait prise le

véhicule avant d'atteindre la bordure du trottoir ce qui l'aura projeté contre le candélabre à gaz.

Il est certain pour nous et cela résulte de l'application des coefficients pratiques indiqués ci-dessus, que, si le chargement de la voiture n'avait pas dépassé 120 kilos au lieu d'atteindre 178, le jeune Laforest aurait résisté à l'effet de l'entraînement de la voiture et n'aurait pas été blessé.

De tout ce qui précède, il résulte donc, pour nous, que le chargement de la voiture à bras, traînée par le jeune Laforest, le 3 avril dernier, à la descente de la rue des Martyrs, était trop considérable, eu égard à la force d'un adulte, même vigoureux.

C'est par un oubli regrettable qu'en effectuant le chargement de ladite voiture, on n'a pas songé qu'elle devait parcourir une rue d'une déclivité exceptionnelle, ce qui commandait de réduire la charge à traîner, et qu'en conséquence, les patrons du jeune Laforest doivent assumer la responsabilité de l'accident.

Paris, le 29 juin 1880. »

Le maître-compagnon Fournioux fut poursuivi, à la requête du ministère public, comme coupable d'homicide involontaire et M. Rigaud, entrepreneur, comme civilement responsable de son préposé.

Le Tribunal : Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, que le 3 avril 1880, à Paris, Laforest, ouvrier maçon, au service de Rigaud, chargé de transporter une certaine quantité de matériaux sur une voiture à bras et descendant la rue des Martyrs, a été entraîné sur la pente de la rue par la charge qui se trouvait dans sa voiture, et violemment précipité contre un candélabre ;

Attendu que Laforest a succombé, le même jour, aux suites des blessures par lui reçues dans cette circonstance ;

Attendu que cet accident doit être imputé à Fournioux, qui a eu le tort de charger Laforest d'un travail, que sa force ne lui permettait pas de faire, et qu'il l'a imprudemment laissé descendre une rue d'une pente rapide avec une voiture trop fortement chargée ;

Qu'ainsi par imprudence, inattention et négligence, Fournioux a été la cause involontaire de la mort de Laforest et a commis le délit prévu et puni par l'article 319 du Code pénal ;

Attendu qu'au moment de l'accident, Fournioux agissait dans l'exécution des fonctions à lui confiées par Rigaud ; Qu'il y a lieu dès lors de déclarer ce dernier civilement responsable ;

Vu ledit article 319... , Ayant égard aux circonstances atténuantes et usant de la faculté accordée par l'article 463 ;

Condamne Fournioux à 200 francs d'amende et solidairement avec Rigaud, ce dernier comme civilement responsable seulement, aux dépens. (Trib. corr. de la Seine, 11^e ch., 31 juillet 1880, présidence de M. Bresselle.)

SÉNAT

(Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1880.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la Commission (1) chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les ÉCOLES MANUELLES D'APPRENTISSAGE, par M. TOLAIN, sénateur. (Urgence déclarée.)

MESSIEURS,

Vous vous rappelez que, sur la demande de la Commission, d'accord avec M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, vous avez ajourné la discussion de la Loi sur les Écoles manuelles d'apprentissage, afin d'apporter au projet qui vous était soumis quelques modifications jugées nécessaires par le Gouvernement.

Votre Commission s'est donc mise en rapport, non seulement avec M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce pour la partie industrielle, mais aussi avec M. le Ministre de l'Instruction publique pour la partie purement pédagogique des nouvelles écoles que l'on vous propose d'aider et de subventionner.

Ce nouvel examen de la proposition, fait de concert par votre Commission et les délégués des ministères de l'Agriculture et de l'Instruction publique, nous a conduit à apporter au projet primitif des modifications, qui, en le simplifiant, lui laissent son caractère et donnent au Gouvernement satisfaction, soit pour la surveillance de ces nouveaux établissements, soit pour les voies et moyens à employer pour en faciliter la création.

Par la première modification contenue dans l'article premier, les Écoles manuelles d'apprentissage, au lieu de relever exclusivement du ministère de l'Agriculture et du Commerce, seront placées en même temps sous la surveillance du ministère de l'Instruction publique, et mises au nombre des établissements d'enseignement primaire publics, conformément aux dispositions

(1) Cette Commission est composée de : MM. Corbon, président; Chardon secrétaire; Dauphinot, Tolain, Guinot, Robert-Dehault, Halgan, Chavassieu Pelletan.

de l'article 40 de la Loi du 15 mars 1850, lorsqu'elles sont fondées par des communes ou des départements.

De même, les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont assimilées aux Écoles manuelles d'apprentissage.

Ce classement a permis d'écarter toute demande de crédit, et de renoncer à la création de la caisse spéciale que le projet proposait tout d'abord d'établir, puisque les Écoles manuelles d'apprentissage, classées comme établissements d'enseignement primaire publics, se trouvent par là même appelées à profiter de la caisse pour la construction des écoles, créée par la Loi du 1^{er} juin 1878.

D'après l'article 2, les Écoles manuelles d'apprentissage, et autres écoles primaires et professionnelles, fondées et entretenues par des associations libres, sont mises au nombre des établissements désignés dans l'article 56 de la Loi du 15 mars 1850, comme pouvant participer aux subventions inscrites au budget de l'Instruction publique.

Toutes ces écoles, publiques ou libres, seront appelées en outre à profiter des subventions inscrites au budget de l'Agriculture et du Commerce sous le titre de : subventions à des établissements techniques.

Une chose préoccupait la Commission : concilier les droits de l'État avec la liberté nécessaire aux fondateurs pour assurer la prospérité de l'institution. Nous espérons y avoir réussi en inscrivant à l'article 5, que les directeurs de ces écoles publiques seront nommés en la même forme que tous les instituteurs publics, mais sur la présentation du Conseil municipal ou du Conseil général, et en donnant au maire et au préfet la nomination du personnel chargé de l'enseignement professionnel sur la désignation d'une Commission de surveillance et de perfectionnement, instituée auprès de l'établissement par le Conseil municipal ou le Conseil général.

Telle est l'économie du projet modifié que nous avons l'honneur de vous soumettre, espérant que l'accord qui s'est établi sur tous les points, entre le gouvernement et la Commission, engagera le Sénat à voter une proposition qui, acceptée, aura certainement une influence considérable sur le développement de l'industrie française.

**Proposition de loi relative aux Écoles manuelles
d'apprentissage.**

ARTICLE PREMIER. — Les écoles d'apprentissage, fondées par les communes ou les départements, pour développer chez les jeunes gens, qui se destinent aux professions manuelles, la dextérité nécessaire et les connaissances techniques, sont mises au nombre des établissements d'enseignement primaire publics.

Les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont assimilées aux Écoles manuelles d'apprentissage.

ART. 2. — Les Écoles manuelles d'apprentissage et autres écoles à la fois primaires et professionnelles, fondées et entretenues par des associations libres, sont mises au nombre des établissements, désignés par l'article 56 de la loi du 15 mars 1850, comme pouvant participer aux subventions inscrites au budget de l'Instruction publique.

ART. 3. — Les établissements désignés dans les articles 1 et 2 de la présente loi pourront également participer aux subventions inscrites au budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, sous le titre de subventions à des établissements d'enseignement technique.

ART. 4. — Le programme d'enseignement de chacun de ces établissements est arrêté, d'après un plan élaboré par les fondateurs, et approuvé par les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture et du Commerce.

ART. 5. — Dans les écoles fondées par les départements ou les communes, le directeur est nommé, en la même forme que tous les instituteurs publics, sur la présentation du Conseil municipal, si l'école est fondée par une commune, ou du Conseil général, si l'école est fondée par le département.

Le personnel, chargé de l'enseignement professionnel, est nommé par le maire, si c'est une école communale, ou par le préfet, si c'est une école départementale, sur la désignation de la Commission de surveillance et de perfectionnement instituée auprès de l'établissement, par le Conseil municipal ou par le Conseil général. . .

Dans les écoles libres tout le personnel est choisi par les fondateurs.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Séance du 9 juillet 1880.

**Suite de la discussion de la proposition de loi sur les Écoles
manuelles d'apprentissage**

M. le président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les Écoles manuelles d'apprentissage.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?...

La parole est à M. le rapporteur.

M. Tolain, rapporteur. — Je ne veux dire qu'un mot. Depuis la discussion générale, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer hier, nous nous sommes mis d'accord avec MM. les Ministres de l'Agriculture et du Commerce et de l'Instruction publique. Il n'y a donc aucun point qui puisse soulever de difficulté, et nous vous prions de vouloir bien passer à la discussion des articles.

M. le président. — Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. — Je donne lecture des articles.

« ARTICLE PREMIER. — Les écoles d'apprentissage, fondées par les communes ou les départements, pour développer chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles, la dextérité nécessaire et les connaissances techniques, sont mises au nombre des établissements d'enseignement primaire publics.

» Les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont assimilées aux écoles manuelles d'apprentissage.

(L'article premier, mis aux voix, est adopté.)

M. le Président. — ART. 2. Les écoles manuelles d'apprentissage et autres écoles à la fois primaires et professionnelles, fondées et entretenues par des associations libres sont mises au nombre des établissements, désignés par l'article 36 de la loi du 13 mars 1830, comme pouvant participer aux subventions inscrites au budget de l'Instruction publique. » — (Adopté.)

« ART. 3. — Les établissements désignés dans les articles 1 et 2 de la présente loi pourront également participer aux subventions inscrites au budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, sous le titre de subventions à des établissements d'enseignement techniques. » — (Adopté.)

« ART. 4. — Le programme d'enseignement de chacun de ces établissements est arrêté, d'après un plan élaboré par les fondateurs, et approuvé par les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture et du Commerce. » — (Adopté.)

« ART. 5. — Dans les écoles fondées par les départements ou les communes, le directeur est nommé, en la même forme que tous les instituteurs publics, sur la présentation du conseil municipal, si l'école est fondée par une commune, ou du conseil général, si l'école est fondée par le département.

» Le personnel, chargé de l'enseignement professionnel, est nommé par le maire, si c'est une école communale, ou par le préfet, si c'est

une école départementale, sur la désignation de la commission de surveillance et de perfectionnement instituée auprès de l'établissement par le conseil municipal, ou par le conseil général.

» Dans les écoles libres tout le personnel est choisi par les fondateurs. » — (Adopté.)

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi. » — (Adopté.)

M. le Président — Il va être procédé au scrutin sur l'ensemble du projet de loi.

(Le scrutin a lieu. — MM. les secrétaires opèrent le dépouillement des votes.)

M. le Président. — Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants. 196

Majorité absolue 99

Pour l'adoption. 196

Le Sénat a adopté.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

LES ÉLÈVES APPRENTIES

DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ

On parle plus volontiers des garçons que des jeunes filles employées dans l'industrie. C'est à une date récente que des inspections et des commissions de dames ont été créées. Les présentations d'apprenties à la Commission des récompenses ont été rares, et les membres du Comité de placement ne sont point fréquemment intermédiaires dans la formation de contrats d'apprentissage intéressant de jeunes ouvrières.

La cause de ce phénomène paraît multiple; c'est la restriction assez marquée des travaux industriels accessibles à la femme, la nécessité d'utiliser la jeune fille dans les soins du ménage de la famille ouvrière, enfin la concentration dans les ateliers des couturières ou lingères débutantes. Ainsi s'explique un fait que la supériorité numérique des naissances féminines rend bizarre et difficile à comprendre au premier abord.

Il n'est donc pas sans intérêt de rechercher les résultats généraux de l'OEuvre des institutrices de charité.

La population est en ce moment de 64 enfants, réparties entre cinq ateliers.

Chèz M ^{mes}	Guyot	40
—	Rollin	30
—	Triboulot	8
—	Weymiller	14
—	Cavrel	2
Total.		64

Les cinq ateliers ont ce caractère commun que les enfants y sont logées, nourries et entretenues. C'est la coutume généralement suivie par les brunisseuses et les cinq patronnes appartiennent à cette profession. Les apprenties n'ont point de salaire, mais de simples pourboires et quelques encouragements dont nous parlerons en même temps que des récompenses.

Les brunisseuses sont au nombre des déshérités de l'industrie. Elles appartiennent à des parents très pauvres et désireux de se soulager de l'entretien de l'enfant en la remettant aux mains d'une patronne qui l'héberge. On ne trouve donc point dans ces ateliers ce goût, cette coquetterie, cette finesse relative d'aptitudes, qui distinguent des professions plus relevées et que nous remarquons naguère encore chez les jeunes brodeuses employées par M^{me} Corbière. Notre étude aura ainsi plus d'utilité, car les écueils sociaux faciles à reconnaître aux surfaces se dissimulent dans les bas-fonds.

Notons donc avec satisfaction des progrès singulièrement favorisés par l'attitude de quelques patronnes dont l'une figure au palmarès de 1880. La nourriture est bonne; la preuve en est sur les joues fraîches et roses des enfants. « J'ai senti souvent, me disait une institutrice, une odeur de pot-au-feu qui me faisait envie. »

La literie et le coucher sont également satisfaisants.

Les prescriptions de la loi de 1874 sont généralement respectées. Si nous avons observé quelques infractions dans un seul atelier, il a suffi que nous les indiquions pour qu'on prit l'engagement de les faire disparaître au plus tôt. Mais cela ne suffit pas à la bonne tenue d'établissements protégés par notre Société. Aussi avons-nous regretté que des patronnes ne veillassent pas avec assez de scrupule à l'accomplissement de ces soins de toilette qui sont la base de l'hygiène et le commencement du respect de soi-même.

Dans quatre ateliers la simplicité des costumes n'en exclut pas la propreté : c'est le jupon, le tablier bavette, sorte de blouse

de travail de l'enfant. La similitude de l'étoffe en fait comme un uniforme chez M^{me} Rollin. Dans les courts intervalles de temps qui séparent les heures de travail, on apprend aux élèves à raccommoder leurs effets. Une patronne leur enseigne même les petits ouvrages, tels que crochets, tricots et fichus de laine. Ainsi sont-elles initiées à ces éléments d'ordre et d'économie domestiques qui leur permettront un jour d'être utilement des femmes et des mères.

On nous avait signalé une fâcheuse exception : dans un atelier qui n'est pas le moins coûteux pour la Société, — la tenue, nous disait-on, est mauvaise et presque indécente. Un sans-gêne, un désordre et un déshabillé regrettables attestent qu'il n'y a ni dignité personnelle ni même ce sentiment de pudeur qui doit être la défense et l'honneur de l'ouvrière. Les vêtements donnés disparaissent avec une rapidité prodigieuse. Est-ce insouciance ou spéculation ?

D'où proviennent ces abus ? Du défaut de choix de la patronne qui accueille sans renseignement et sans discernement la première venue, de son indifférence trop accusée sur une tenue convenable, de la facilité laissée à l'élève qui prolonge indiscrètement le temps des courses et va parfois dépenser sa soirée à un bal public des barrières !

Nous devons dire que dans une récente visite, faite avec notre collègue M. Is. Roche nous avons été heureux de trouver le mal moins grand que nous ne l'aurions craint et nous aimons à croire qu'il y a progrès sur l'état de choses constaté par les très-sérieux renseignements qui nous avaient été transmis.

Il y a surtout cette cause particulière de démoralisation, le vagabondage du dimanche. Telle patronne le conjure en envoyant ses élèves au Patronage des sœurs, telle autre amène les plus méritantes en son cottage de Nogent-sur-Marne. Dans quelques ateliers le dimanche marque pour les enfants la plus triste de toutes les libertés, celle de la rue. Abandonnées à elles-mêmes, si elles vont chez leurs mères, elles y trouvent souvent un homme qui n'est ni le père ni le mari et qui change, suivant le caprice des passions. Elles rapportent de ce fatal milieu le souvenir de brutalités, de scènes d'ivresse et de propos grossiers, l'exemple de la débauche. Il en est qui n'ont même pas un toit pour les couvrir. Elles errent sans famille et s'initient aux hasards de la vie d'aventures qui familiarisent avec le mal en oblitérant le sens moral de la conscience.

Un spectacle consolant, est celui de l'accueil universellement fait à l'Institutrice de charité. A son arrivée — même dans l'atelier que j'ai incriminé, — les vêtements se rajustent, les mauvais souvenirs s'effacent et sous l'égide d'une surveillance toute maternelle, la modestie de la jeune fille renaît.

Devant elle, jamais un mot suspect ni un geste équivoque. Pour ces enfants, l'institutrice est le lien qui les rattache à ce qui constitue tout idéal humain : le vrai, le beau et le bien. Aussi, l'attention est-elle constamment soutenue pendant la leçon et la plus grande punition que puisse inventer une patronne, c'est de priver la jeune fille du plaisir d'y assister.

Cette leçon se donne, ici dans l'atelier, et ailleurs dans la chambre à coucher de la patronne. Elle porte sur la lecture, l'écriture, les trois premières règles de l'arithmétique, un peu d'histoire sainte. Les enfants se répartissent en trois catégories : les retardataires qui déjà savent lire ; le groupe de force moyenne qui copie un passage dans un livre, les plus avancées qui font un devoir d'orthographe et de dictée. Chez M^{mes} Rollin et Triboulot, on ajoute des éléments généraux d'histoire de France, de géographie et des leçons de choses. — Sur la totalité, trois à peine pourraient, avec des chances douteuses de succès, se présenter à l'examen de fin d'études primaires. Par contre, la masse possède les notions indispensables pour rendre licite le travail industriel. Il est à désirer que leur présence soit le plus tôt possible constatée par des certificats réguliers.

L'institutrice est partout aimée et respectée. Elle inspire une grande confiance et est consultée fréquemment sur les événements importants de la vie, choix d'un emploi, établissement. Il y a fort peu de temps, une apprentie, devenue ouvrière et mariée, priait l'institutrice d'être la marraine de son premier enfant. Cette salubre influence augmenterait, si en dehors des heures de classe, le dimanche surtout, on installait des réunions favorisant la causerie amicale et l'expansion de ces âmes abandonnées, cherchant la tutelle du bon conseil.

Sous les réserves faites, les patronnes sont dignes d'éloges et cherchent le bien dans la limite de leurs ressources modiques. Elles stimulent au travail professionnel par des récompenses quelquefois assez mal comprises comme l'offre d'un spectacle choisi avec fort peu de discernement. Quelques-unes développent heureusement les instincts d'économie ; M^{me} Rollin encourage

à amasser un pécule pour faire la mise de fonds première de l'établissement. De ses deniers elle ajoute des livrets de Caisse d'épargne pour celles qui la satisfont le plus.

Aux récompenses pour travail d'atelier, il faut joindre celles des institutrices : bons points, images, menus objets de toilette, cahiers cartonnés. Les élèves y sont très sensibles et la fête de Noël est maintenant une tradition. Les institutrices n'ont jamais besoin de sévir et l'absence de récompense leur tient lieu de punitions. Les patronnes recourent à la retenue du dimanche, au besoin à l'exclusion, mais jamais à la privation partielle de nourriture.

Qu'il me soit permis d'accentuer l'importance de ces humbles détails en concluant par ces quelques lignes d'Henri Conscience (1).

« Si l'on veut civiliser et perfectionner la classe ouvrière, il faut commencer par la femme. Cette loi est impitoyable. Si l'homme règne sur le monde matériel, l'éducation morale dépend uniquement de la mère et elle règne sur le cœur et l'esprit de la génération naissante avec toute la puissance de l'ange ou du démon, selon l'élévation ou la bassesse de son âme. L'humanité commence à le comprendre; du fond des consciences s'élève un cri de détresse, une voix prophétique qui dit : « Sauvez le » monde de l'abaissement moral par la femme, instruction pour » la femme, éducation pour la femme! Lumière, dignité et » notion du devoir dans le cœur des mères du peuple! Sinon, » ténèbres, abaissement, injustice et sanglante vengeance sur le » monde à venir! »

En transcrivant ces lignes, nous renvoyons au vivant commentaire qu'en donne la respectable M^{me} Rollin. Seule une mère comprendrait ce qu'il y a de dévouement chez cette patronne qui réprimande sans rudesse, détourne du mal sans lassitude et fait de sa vie simple et digne la meilleure des leçons. Fille du peuple, dit-elle, j'éprouve un grand déchirement quand je vois une jeune ouvrière se détourner de ses devoirs. — Nous croyons ses enseignements trop bons pour lui ménager de pareilles déceptions. En eût-elle, qu'elle les supporterait avec la vaillance d'un noble cœur et l'inébranlable foi de l'âme qui croit au bien. — Ernest Nusse.

(1) *Histoire de deux Enfants d'ouvriers* (traduction de F. Covelliers). Paris, 1868, Michel Lévy, p. 29 et 30.

INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS

II. CIRCONSCRIPTION

On lit dans *l'Union agricole* de Chartres :

Dans la liste des récompenses de la *Société de protection des apprentis*, du 4 juillet 1880, la grande manufacture de chapeaux de MM. *Tirard*, à Nogent-le-Rotrou, figure pour 3 médailles de bronze, 8 mentions honorables et 2 livrets de caisse d'épargne, décernés aux contremaîtres, aux apprentis et anciens apprentis des deux sexes.

Ces récompenses ont été remises avec une certaine solennité, le samedi 31 juillet, en présence des quatre cents ouvriers et ouvrières de l'usine par M. *Gouverneur*, maire de Nogent, auquel s'étaient joints MM. *Chadenié*, sous-préfet, *Truelle*, député de l'arrondissement, et *Quénardel*, inspecteur départemental du travail des enfants. M. *Linarès*, inspecteur divisionnaire, en tournée, était accouru pour prendre aussi sa part de la Fête.

M. le Sous-Préfet a exposé le but de la réunion, et M. *E. Tirard* a exprimé sa satisfaction des distinctions accordées à son personnel, qu'il appelle un personnel d'élite, dans lequel il a été difficile de choisir les plus méritants. Ils sont laborieux, rangés et d'une instruction généralement satisfaisante.

M. *Gouverneur* a confirmé cet éloge des ouvriers Nogentais, dont la bonne conduite répond à l'excellente direction de l'établissement. On peut en citer un certain nombre qui, par leurs économies amassées, ont pu se procurer une retraite de 800 à 1,200 francs.

M. *Linarès* a pris alors la parole pour adresser aux ouvriers des félicitations et des encouragements : « L'ouvrier français, dit-il, a naturellement la supériorité du goût dans les travaux de l'Art et de l'Industrie. Il sera sans rival au monde, quand on aura assuré à tous ses enfants le développement moral des forces physiques et intellectuelles. Le travail réglé selon l'âge et les forces, le bien-être assuré par l'ordre et l'économie, l'instruction largement répartie à tous par l'école, voilà le grand but à poursuivre par tous ceux qui s'intéressent au progrès social ; c'est l'objet des efforts de la *Société de protection des apprentis*, c'est celui de la loi de 1874 ; c'est surtout celui d'un Gouvernement populaire, qui sait qu'à l'élévation de la condition et de l'aptitude des travailleurs sont attachés l'avenir de l'Industrie et la fortune de la France... »

A l'appui de ces principes, M. *Truelle* a fait ressortir avec quelle libéralité toujours croissante les Chambres ont doté le budget de l'Instruction publique, qui dépasse aujourd'hui 60 millions, dont la plus grande part s'applique à l'enseignement primaire. C'est en effet par

l'instruction, dit-il, que l'ouvrier peut acquérir toute son indépendance et toute sa valeur. Elle seule peut apporter au sein des familles la lumière et le bien-être. Elle enseigne l'épargne, grâce à laquelle, dans une petite commune de l'arrondissement, on peut compter 32 familles qui ont pu acheter une maison, quelques terres, des bestiaux et vivre dans l'aisance. Ce sont des exemples à imiter.

Ensuite M. *Quénardel* a proclamé les noms des lauréats qui sont venus joyeusement recevoir leurs récompenses. Un incident touchant s'est produit. A l'appel de l'apprenti Eugène Gadois, excellent sujet de 18 ans, qui avait obtenu le brevet de capacité pour l'enseignement spécial, c'est son père, ouvrier de la fabrique, qui, les larmes aux yeux, s'est présenté pour recevoir la médaille, le jeune Gadois étant mort le jour même où il recevait avis de la récompense exceptionnelle qu'il avait méritée.

La cérémonie s'est terminée au milieu des applaudissements de l'assemblée.

MM. *Tirard* se sont fait inscrire au nombre des membres de la *Société de protection des apprentis*.

M. *Truelle* s'est fait inscrire pour 2 livrets annuels de 10 francs à décerner de préférence aux apprentis de l'usine qui mériteront d'être proposés aux suffrages de la Société. »

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

POUR LA SURVEILLANCE DE L'EXÉCUTION DE LA LOI
SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS

Quelques Commissions locales, — soucieuses sans doute de justifier qu'elles ne méritaient pas d'encourir le reproche d'inaction qui a été adressé, d'une manière trop générale, aux Commissions locales des départements, — ont bien voulu nous communiquer des extraits des procès-verbaux de leurs séances.

SEINE-ET-OISE. — COMMISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VERSAILLES. — Cette Commission s'est réunie, le 14 avril 1880, sous la présidence de M. *Coquerel*, son Président, en l'Hôtel de Ville de Poissy.

M. *Leclerc*, inspecteur, y assistait et a exposé comment il comprenait sa mission, qui demande à la fois de la fermeté et de la persuasion.

Chaque membre a rendu ensuite, compte de ses visites de surveillanc

dans les établissements suivants : de M. *Langlois*, fabricant de fouets, à Pissefontaine (hameau de Triel) ; de M. *Guilbert*, fabricant de bijoux plaqués, à Cheverchemont ; de M. *Blanchon*, fabricant de jouets, à Andresy ; de M. *Vaillant*, laveur de crin, à Poissy ; de MM. *Rose frères*, constructeurs de machines, à Poissy ; de MM. *Lejay et Cie*, imprimeurs, à Poissy ; de M. *Paulze*, entrepreneur, à Poissy ; de M. *Lizon*, terrassier, à Poissy ; de M. *Rousset*, imprimeur, à Poissy ; de M. *Bourdet*, fondeur, à Poissy ; de la fabrique de M. *Dret*, à Poissy ; de l'établissement de M. *Fraisse*, à Poissy ; de M. *Blanchard*, entrepreneur, à Poissy ; de M. *Molinari*, entrepreneur de fumisterie, à Poissy ; de MM. *Augustin et Cornu*, fabricants d'articles de Paris, à Meulan ; de M. *Cécile* (1), fabricant de registres, à Meulan ; de M. *Metcalfe*, fabricant de cordes, à Meulan.

M. le Président propose ensuite à la Commission de mentionner le vœu que les enfants de 10 à 16 ans employés dans le commerce et l'agriculture soient atteints par la loi de 1874.

COMMISSION LOCALE DES CANTONS DE VERSAILLES ET DE MARLY-LE-ROI. — Dans sa séance du 22 mars 1880, tenue à l'Hôtel de Ville de Versailles, sous la présidence de M. *de Montfleury*, la Commission a émis, sous forme de vœu, la proposition suivante :

« En ne comprenant pas dans la mesure les grands industriels, à cause de leur notoriété, il paraîtrait nécessaire d'inviter (et même peut-être d'obliger), les chefs de petites industries qui occupent un ou plusieurs enfants ou filles mineures, à en faire, chaque année, la déclaration à l'Autorité compétente.

» A l'aide de ces déclarations et au moyen de tous autres renseignements complémentaires, l'Administration préfectorale pourrait établir une sorte de statistique, toujours tenue au courant de la situation des choses par l'indication des mutations annuelles. Les Commissions locales sauraient ainsi sur quels petits ateliers devrait légalement porter l'inspection.

» A chaque déclarant on remettrait un extrait de la Loi, disposé pour être affiché dans les ateliers à inspecter. »

COMMISSION LOCALE DES CANTONS DE SÈVRES ET DE PALAISEAU. — Dans la séance du 18 février 1880, présidée par M. *Leserre*, à laquelle assistait M. l'Inspecteur-départemental *Leclerc*, la Commission a pris les résolutions suivantes :

(1) M. *Cécile* est lauréat de notre Société (5^e Fête de l'Enfance ouvrière).

« 1^o Nécessité de faire connaître la Loi sur le travail des enfants à tous les industriels que cette loi atteint ou peut atteindre ;

» 2^o Demander aux municipalités de faire afficher la Loi dans leur commune ;

» 3^o Demander à la Préfecture un grand nombre d'imprimés intitulés : *Service de l'Inspection du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie*, et contenant un extrait des principaux articles de la Loi ; puis, envoyer porter l'une de ces feuilles à chacun de ces industriels ;

» 4^o Procurer aux industriels l'affiche qu'ils doivent apposer intérieurement aux murailles de leurs ateliers ; puis les différents documents qu'ils doivent avoir chez eux ;

» 5^o Demander à la Préfecture de vouloir bien faire comprendre, à l'aide d'une circulaire, aux municipalités, l'utilité qu'il y aurait à ce que les municipalités se chargeassent elles-mêmes de faire venir les pièces et les documents de toutes sortes et de les faire distribuer par un agent, le garde-champêtre, par exemple, dans chaque maison d'industriels, en faisant payer ceux qui pourraient le faire et en exemptant des frais ceux qui ne pourraient pas les supporter ou qui ne le voudraient pas ;

» 6^o Les membres de la Commission ne feront de visites qu'à la condition d'être deux au moins, et auront soin d'avoir en portefeuille leur carte signée du Préfet et établissant leurs droits et leur identité. »

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

PROPOSITION

SUR

L'ÉTABLISSEMENT D'UN TABLEAU D'HONNEUR

DES APPRENTIS DE FRANCE

Le moyen le plus fécond de propagation pour notre œuvre, c'est une étroite alliance avec les MM. Inspecteurs divisionnaires. C'est par leur réseau que nous pouvons enlacer la France tout entière, c'est par leur intermédiaire que nous parvenons des appréciations d'ensemble sur le niveau intellectuel, moral et industriel de la jeune population qu'ils surveillent. Ils sont la Répression et nous la Récompense. Nous nous complétons donc les uns par les autres.

Quelques manufacturiers, des directeurs d'établissements d'enseignement technique, de dévoués collègues nous fournissent sans doute de précieux éléments de détail, mais l'isolement en rend le groupement impossible, et les agents de la Loi seuls font connaître à nous *protecteurs* ceux que nous *protégeons*.

Ces réflexions frapperont particulièrement ceux de nos collègues qui, avec M. le Secrétaire de la Société, ont participé aux travaux de la Commission des récompenses. Nous ne connaissons guère MM. les Industriels des départements que par l'Inspectorat. Mais si dévoués que soient ses soins, si précises que soient ses notes, de grandes difficultés de classement s'imposent au jury chargé d'apprécier les mérites des apprentis. Des notices, substantielles sans doute, mais un peu obscurcies par la distance, la nécessité de juger sur des documents concis et fugitifs, gênent le désir d'une absolue justice en laissant dans l'ombre des nuances qu'il conviendrait de mettre en plein jour.

D'un autre côté, si, pendant quelques semaines, de nombreuses propositions nous désignent les jeunes travailleurs, il s'écoule un long intervalle de temps, pendant lequel nous restons étrangers aux enfants comme eux à nous.

Or, deux ans, c'est quelque chose dans la vie humaine, mais c'est beaucoup dans l'existence d'un enfant, et le silence pendant cette période, c'est presque l'oubli !

Il faut que notre vigilance à l'égard des apprentis de province soit attestée pour eux comme la surveillance incessante du Comité de placement de la Société est connue des apprentis parisiens.

Il serait dangereux de multiplier les distributions et d'avilir ainsi la récompense en la dépréciant. Mais, — tout en maintenant l'intervalle qui sépare deux fêtes de l'Enfance ouvrière, — ne conviendrait-il pas de resserrer les liens qui nous attachent aux Inspecteurs, d'associer plus étroitement encore notre collaboration, d'entrer enfin en relations continuelles avec les apprentis les plus éloignés de nous par un acheminement vers la récompense et l'établissement d'un compte de mérites dont le bilan serait arrêté à la prochaine fête ? Ainsi se ferait la connaissance complète entre la Société et les enfants dont elle s'occupe. Ainsi se populariseraient plus encore sa bienfaisance et son nom.

En empruntant une excellente coutume aux établissements qui font le plus prospérer l'apprentissage, on créerait un *Tableau d'honneur des apprentis de France*. Publié à intervalles périodiques à la fin du *Bulletin de la Société*, ce tableau serait à la fois un stimulant puissant pour les élèves, un encouragement pour les maîtres, une satisfaction provisoire pour les familles, enfin, un jalon tracé sur la route de la récompense. Si quelque surcroît de correspondance en résultait pour MM. les Inspecteurs, ce n'est pas leur zèle qui se refuserait à cette nouvelle preuve de dévouement.

Ainsi se concentreraient les efforts communs des Inspecteurs, des Commissions locales, des Associations d'assistance paternelle, des Ecoles professionnelles, des Pensions d'apprentis.

La notoriété de la mention faciliterait le placement des jeunes ouvriers, il permettrait de mettre en relief des mérites un peu à l'étroit dans le cadre d'un palmarès.

Voués à une œuvre de solidarité nationale, nous voulons rayonner sur toute l'étendue de notre France, en attendant que les infatigables travaux de M. le secrétaire J. Périn pour la Propagation internationale de nos idées nous ouvrent l'Italie, la Russie et l'Amérique. Mais il convient que cette action si largement imprimée par nous, nous soit renvoyée par ceux qui en sentent les efforts. Ainsi

notre union avec eux ne sera plus un fait intermittent plus ou moins effaçable, mais une série continue de rapports et de travaux indélébiles qui réalisera pour notre œuvre ce que la circulation du sang est dans la vie humaine. — *Ernest Nusse.*

ÉCOLES MUNICIPALES D'APPRENTISSAGE

Nous trouvons, dans le *Journal de Rouen*, des détails intéressants sur l'Ecole municipale d'apprentissage, fondée par la ville du Havre et qui fonctionne depuis le 1^{er} mai 1878.

Les professions auxquelles elle prépare sont celles de forgeron, tourneur sur métaux, serrurier et ajusteur-mécanicien, modéleur-mécanicien, menuisier et tourneur sur bois, chauffeur et régleur de cardes. La durée de l'apprentissage est de trois ans.

L'organisation de l'Ecole permet, en outre, aux jeunes apprentis de compléter leur instruction primaire dans ses parties essentielles et d'y ajouter les connaissances spéciales indispensables à l'ouvrier pour exécuter son travail avec intelligence et précision. C'est ainsi que le programme accorde deux heures par jour à l'enseignement du dessin, et qu'il comprend l'étude de la géométrie appliquée, des notions sur la chaleur, etc.

Cette École, qui n'a que deux ans d'existence, comptait cette année quarante élèves : neuf se livrant au travail du bois et trente et un au travail du fer.

Les élèves n'y sont admis qu'à partir de douze ans, c'est-à-dire au moment où ils sortent des écoles primaires. La journée de travail dans les ateliers est de six heures en toute saison. La durée des classes est de quatre heures en hiver et de cinq heures en été.

A l'Exposition de cette année on remarque, entre autres travaux, dans la section d'*ajustage*, une petite machine à vapeur, dont toutes les parties ont été exécutées par cinq élèves de seconde année, qui fonctionne à ravir, et fait marcher un petit métier ; un modérateur, un chariot à tour, des filières, étaux, etc., toutes pièces travaillées avec une grande précision. Les pièces de première année sont également curieuses à examiner. La plupart sont faites sur commande et le bénéfice en revient pour moitié à l'élève-auteur.

La section de *menuiserie* se recommande également par le modèle en bois de la petite machine à vapeur ; une série de portes,

échelles, escabeaux, etc., qui montrent que l'élève apprend là toutes les parties concernant la profession qu'il se dispose à embrasser.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre de l'Horlogerie.

DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES AUX OUVRIERS ET APPRENTIS HORLOGERS

Le 23 mai 1880, a eu lieu la Distribution des récompenses aux ouvriers et apprentis horlogers, sous la présidence d'honneur de M. *Frédéric Passy*, membre de l'Institut.

M. A.-H. *Rodanet*, Président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie, a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

L'empressement que vous avez mis à répondre à notre appel, nous est un sûr garant de l'intérêt que vous portez à nos travaux et à l'étude des projets concernant la Chambre syndicale de l'Horlogerie.

Cette Chambre, — vous le savez, — est la représentation d'une grande Industrie, d'un groupe nombreux de travailleurs. Elle est la délégation d'un art très curieux en même temps que très utile.

En est-il un, en effet, dont les productions soient plus généralement en usage que celles de l'Horlogerie ?

Dans toutes les circonstances de la vie, travaux, plaisirs, affaires, voyages..., les Montres, les Pendules, les Horloges, les Chronomètres sont indispensables.

Les montres, si gracieuses dans leurs formes diverses — simples ou richement ornées, — sont tout à la fois pour tous, et un bijou et un instrument nécessaire.

Les pendules ornent nos demeures ; les horloges sont le complément des monuments publics.

Dans les voyages sur mer, le chronomètre donne la sécurité. C'est à lui que l'Ingénieur hydrographe doit ses meilleurs travaux, et c'est sur lui que le marin compte pour naviguer en paix et atterrir sans danger.

Dans les Observatoires, c'est encore nos Régulateurs astronomiques que l'on trouve en première ligne dans les mains des savants.

L'Horlogerie est un art qui touche de bien près à la science. Pour figurer au premier rang, pour être compté au nombre des habiles Horlogers, il importe d'avoir une notion de toutes les sciences et d'être en même temps un praticien consommé. (*Marques d'adhésion.*)

C'est ce qui explique pourquoi l'apprentissage de l'art de l'Horlogerie est aussi long et aussi difficile.

Cette question a été étudiée par notre Syndicat. — Nous reportant vers d'autres époques, glorieuses pour notre art, nos cœurs se sont émus aux souvenirs de la vieille réputation de l'Horlogerie de Paris, et nos désirs les plus vifs, notre volonté la plus ferme, sont de lui rendre le grand renom qu'elle avait au XVIII^e siècle.

Nous avons visité toutes les écoles d'Horlogerie existantes, soit en France, soit à l'Étranger, et nous avons acquis la conviction absolue que Paris, où les Horlogers se comptent par milliers, où cette branche industrielle est si importante et si étendue, doit avoir une École professionnelle d'Horlogerie. (*Bravos.*)

Paris ne peut rester en arrière. Il faut, dans ce centre intelligent, édifier une école, véritable pépinière pour notre industrie. Une école qui sera dirigée par des hommes d'une valeur réelle, dans laquelle nos enfants et nos futurs collaborateurs seront initiés — sous l'œil des Maîtres les plus habiles, — aux difficultés pratiques et théoriques de notre art, et aux progrès mécaniques que fait journellement l'Horlogerie.

La création de cette école, — nous ne pouvons en douter, — sera le signal d'efforts puissants, qui auront pour conséquence de rendre à notre pays sa suprématie horlogère d'autrefois. Elle sera, en outre, le point de départ d'un développement considérable de l'Horlogerie parisienne.

Pour que cette entreprise importante entre définitivement dans la voie pratique, nous nous sommes mis à l'œuvre énergiquement, cherchant avec constance, avec opiniâtreté, les ressources indispensables.

Nous ne vous dissimulerons pas, Messieurs, que dans cette tâche ardue nous avons souvent éprouvé bien des défaillances, bien des découragements !

Les moyens de réussite nous semblaient si insuffisants, et le but à atteindre était si élevé ! Mais pénétrés de notre mission, comprenant tout le bien qui doit en résulter pour l'industrie à laquelle nous nous faisons gloire d'appartenir ; soutenus par une volonté puissante, tous les membres de notre Syndicat n'ont reculé et ne reculeront devant aucune difficulté pour arriver à la réalisation de leurs projets et au triomphe de leurs idées.

La création d'une École industrielle est donc indispensable, comme vous le voyez. Les Ordonnances et les Privilèges dont jouissaient autrefois les Maîtrises n'existent plus. Aucune condition n'est plus imposée à l'Apprenti ; l'Ouvrier devient Maître sans avoir à prouver son savoir. C'est donc à nous maintenant, membres d'une même industrie, qu'incombe le devoir de guider et d'instruire nos successeurs.

C'est, en effet, de la bonne direction donnée à l'instruction de nos Apprentis que dépend l'avenir de notre Corporation.

L'enfance, du reste, excite de toute part le plus vif intérêt. Des hommes dévoués, des philanthropes donnent, avec une largesse extrême, leur temps et leurs capitaux au développement et à l'application d'idées généreuses, qui font la gloire de notre époque. (*Bravos.*)

Les patronages d'Apprentis sont nombreux et rendent de grands services. Les Ecoles du soir, les sociétés de dévouement et d'abnégation, comme la Philotechnique, en sont la preuve évidente.

Il y a quelques semaines, dans une réunion semblable à la nôtre, un grand économiste, qui a bien voulu nous faire l'honneur de présider cette séance, M. FRÉDÉRIC PASSY, disait avec un grand bon sens et une grande vérité :

« Le bien engendre le bien ; les efforts faits par les uns dans cette voie, excitent les autres à en faire de plus grands. »

La République de 89 en faisant table rase des privilèges, en brisant les entraves mises à l'exercice de chaque profession, en supprimant les règles gênantes que l'esprit de corps, l'opiniâtreté des Jurés et la Fiscalité maintenaient avec une rigueur extrême, nous a rendu le libre exercice de nos droits, et nous a tracé en même temps nos devoirs.

Et en effet, Messieurs, aujourd'hui le travail est libre. L'industrie est ouverte à tous, chacun peut apprendre et exercer une profession. C'est à cette liberté complète que beaucoup d'entre nous doivent leur situation actuelle dans l'échelle sociale. D'abord ouvriers, — et ils s'en font justement un titre de gloire, — ils ont su, par une conduite régulière, par un talent réel, par une persévérance constante, inspirer l'intérêt, la confiance, et trouver autour d'eux les moyens indispensables pour devenir maîtres à leur tour. C'est ainsi qu'on arrive à notre époque d'égalité, et qu'on se maintient au premier rang. Mais par le fait de cette extrême liberté, qui rend accessible à tous l'exercice de toutes les professions, nous devons au public, et à nous-mêmes, de diriger et de surveiller intelligemment l'instruction professionnelle de nos futurs collègues.

C'est en étudiant l'histoire des Corporations, des Maîtrises et des Jurandes, qu'on se pénètre bien de la grandeur des devoirs qui nous incombent. Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous en dire quelques mots.

Les Corporations d'Arts et Métiers sont très anciennes en France. Pendant la domination romaine, elles étaient connues sous le nom de Collèges.

Les Germains apportèrent dans les Gaules, l'usage des Ghildes, dont les membres se plaçaient sous un patronage divin.

Les Corporations du moyen âge naquirent vraisemblablement du

mélange de ces diverses institutions, avec cette différence, toutefois, que les Corporations romaines étaient fondées sur la servitude ; tandis que les Corporations du moyen âge vécurent de privilèges et de faveurs.

Charlemagne voulut interdire les Corporations : le Synode de 1189, à Rouen, les prohiba ; mais elles étaient trop nécessaires dans ces temps de violence pour ne pas braver toutes les défenses.

Longtemps les coutumes seules les régirent.

Vers le ^{xii}^e siècle, sans être approuvées, sans avoir des statuts reconnus par des magistrats compétents, les Corporations s'organisèrent peu à peu sous le non de Confréries, se mettant sous le Patronage de saints ou de saintes, comme autrefois, dans le monde antique, elles s'étaient mises sous le patronage d'un dieu ou d'un héros.

Sous Louis IX, Étienne Boileau, prévôt des marchands de Paris, publia son livre ou registre des métiers. Il assura par des ordonnances, la police des métiers ; fixa les impôts que les prévôts-fermiers levaient arbitrairement sur les différents corps ou communautés. Les Jurandes furent établies et chargées de l'inspection des produits de la Corporation.

Dès lors, le travail fut organisé plus régulièrement. Les Seigneurs, comprenant tout le parti qu'ils pouvaient tirer de ces associations, par les impôts qu'on leur faisait payer, en établirent de pareilles sur leurs domaines. Leur avidité fiscale poussa ainsi au développement de l'industrie.

Le roi Jean créa un office de Grand-Chambrier de France. Ce chambrier avait pour fonction d'instituer le *Roi* des merciers, et les visiteurs des poids et mesures.

Henri III plaça sous la surveillance directe de la royauté tous les artisans du royaume. Il préleva, à son profit, un impôt sur le travail ; enfin, il abolit quelques-uns des abus les plus criants des Maîtrises et des Jurandes.

Ce fut, dès cette époque, une révolution dans le travail. L'autorité royale était substituée à l'indépendance quasi-démocratique, à l'égoïsme des corps de métiers.

La Ligue vint, l'ordonnance ne fut pas exécutée ; mais en 1597, un édit de Henri IV la confirma et la compléta. La tutelle royale se fit sentir alors d'une façon sérieuse.

Colbert, en 1673, augmenta le nombre des Corporations et modifia leurs règlements.

Louis XIV, quand ses dépenses et ses guerres incessantes eurent épuisé le Trésor, imposa une foule d'officiers royaux, payés par les Corporations et força celles-ci à se racheter.

A cette époque, l'organisation intérieure des Corporations est complète et uniforme. Elles se divisent en deux grandes classes : les

Corporations libres et les Corporations en Jurandes. Ces dernières comprenaient 44 communautés et six corps de marchands et de fabricants.

En ce qui concerne spécialement l'Horlogerie, l'histoire, quand elle rappelle l'établissement en 1360, par le roi Jean, des Gardes-visiteurs et des Regardeurs, ne parle pas de cette Corporation. C'est seulement Louis IX qui reconnut cette confrérie et lui donna des statuts et un règlement.

Sous François I^{er}, l'Horlogerie commença à attirer sérieusement l'attention du public et à former un corps digne de la protection de l'État.

Les statuts de cette communauté furent confirmés par Henri II, par Charles IX, par Henri IV et par Louis XIV.

Dans l'origine, le nombre des Maîtres Horlogers était fixé à 50; mais en 1773 on comptait à Paris 180 Maîtres en cet art qui, chaque année, éalisaient trois Gardes-visiteurs.

L'apprentissage était de huit ans. Pendant cette longue période, le Maître ne pouvait prendre qu'un seul apprenti.

L'enfant devait avoir dix ans au moins et seize au plus. Il ne pouvait recevoir de salaires. Dans de certains cas, le Maître avait le droit de le céder à un confrère. Enfin, il n'était libre qu'une fois son temps d'apprentissage terminé, et quand il était pourvu d'un brevet de capacité.

Il passait alors Compagnon. Dans cette nouvelle condition il était soumis à des règles aussi despotiques que par le passé.

Pendant les trois premières années, le Compagnon ne pouvait changer de Maître. Le travail à la tâche, ou aux pièces, lui était interdit, sous peine d'amende, de prison et même de peines corporelles.

Si, poussé par l'esprit d'indépendance, il voulait briser sa chaîne il était traqué comme un fugitif. Les propriétaires ne pouvaient lui louer un local; la loi interdisait à tous de lui procurer les moyens de travailler et de vivre. Les Gardes du métier avaient le droit de le faire arrêter, même sur la voie publique.

Vous voyez, Messieurs, à quelles dures lois de servitude était alors soumis le travailleur; à quelles conditions infimes il était réduit par ceux qui, vivant du produit de son labeur, cherchaient ainsi à obtenir une production à bas prix.

Les trois années de compagnonnage accomplies, il fallait, pour devenir Maître, faire un chef-d'œuvre. Ce chef-d'œuvre consistait en une forte montre de poche, sonnant les heures et les demies, et ayant en outre, un réveil matin. De plus il fallait payer à l'Etat une grosse redevance.

Le Compagnon passé Maître, tyrannisait alors ses anciens camarades comme il avait été tyrannisé lui-même. Il défendait énergiquement, à son tour, le monopole qu'on lui avait si chèrement fait payer.

Les Etrangers étaient exclus de la Communauté. Sully, qui apporta d'Angleterre une si grande somme de travaux ; qui créa, sous la protection du Régent, des manufactures d'Horlogerie à Versailles et à Saint-Germain, et dont les travaux servirent de modèle à Pierre le Roy, Henry Sully, cet horloger de génie, ne put être reçu dans cette Communauté.

Cette règle d'exclusion, dictée par l'intérêt personnel, sans souci du bien général, obligea des Maîtres de la valeur de Carus, Enderlin, Berthoud à exercer leur talent remarquable dans des lieux privilégiés, asile ordinaire de l'ignorance.

La corporation des Horlogers put même obtenir du Roi que les fils de Maîtres et les apprentis de ville, c'est-à-dire, les apprentis de Maîtres de Paris, seraient les seuls aspirants à la Maîtrise.

On voulait être peu nombreux pour gagner davantage.

C'est à ces règles, arbitraires et injustes, que Jean Jodin, dont les travaux et les ouvrages sont connus de tous, attribue la décadence de notre art à cette époque. Il proposa pour y remédier, d'établir un concours comme nous le faisons aujourd'hui, demandant pour le Lauréat, même étranger, qu'il puisse recevoir gratuitement la Maîtrise.

Comme les autres institutions du moyen âge, les corporations devaient tomber.

Le principe qui avait présidé à leur organisation n'était plus celui des Maîtres de la fin du ^{xvii}^e siècle. Sans aucun souci d'améliorer leurs statuts, et de les mettre en conformité avec les intérêts généraux, les Corporations se livraient une guerre intestine et n'avaient qu'une seule pensée : Maintenir les anciens privilèges et en obtenir de nouveaux.

Les Horlogers luttèrent contre les Serruriers pour l'entretien des horloges ; contre les Emailleurs et les Peintres pour leurs cadrans ; contre les Graveurs pour l'ornementation de leurs boîtes ; contre les Gainiers pour leurs étuis ; contre les Ebénistes pour la construction de leurs caisses de pendules ; enfin contre les Orfèvres et les Bijoutiers pour la fabrication de leurs boîtes de montres en métaux précieux.

Cet état de choses ne pouvait durer. Il était en désaccord avec l'esprit public.

Turgot abolit les Corporations une première fois. Un édit de Louis XVI essaya de leur substituer le régime de la concurrence et de la liberté pour tous. C'était l'émancipation du travail intérieur. Mais le moment était prématuré. L'opposition des intérêts fut si vive et la faiblesse du roi si grande, que l'édit fut révoqué quelques mois après. Il fallut la main puissante et vigoureuse de la Révolution pour faire triompher ces idées libérales, pour abolir le privilège en détruisant définitivement les Maîtrises et les Jurandes.

La liberté de l'Industrie fut décrétée le 17 mars 1791.

Plus d'entraves alors. La République avait, enfin, donné la liberté la plus complète. Le travail n'était plus un délit ; travailler n'était plus un crime. Les hommes devenus libres, de par la Révolution, pouvaient exercer un métier et pouvaient en vivre.

L'Industrie prit alors un grand développement. Les perfectionnements se succédèrent avec rapidité. Cependant l'apprentissage, brusquement désorganisé, resta quelque temps sans direction. Les Maîtres durent apprendre à se servir de cette liberté qu'on venait de leur donner. Mais peu à peu, l'établissement d'un Conservatoire des Arts et Métiers, d'une École centrale des Arts et Manufactures, d'Écoles d'Arts et Métiers, furent autant de nouveaux et puissants moyens d'enseignement.

De nombreux essais d'Écoles d'Horlogerie furent tentés. Le Gouvernement, les Municipalités s'intéressèrent vivement au progrès et au développement de cet art. Quelques-uns de ces efforts furent couronnés de succès.

Actuellement, la France compte deux écoles d'Horlogerie fort remarquables par leur importance et par leur bonne organisation.

L'une, dirigée par M. Benoît, maître habile et savant, est située à Cluses, dans un pays aride et montagneux, où, jusque sur les cimes les plus élevées, dans les régions voisines des glaciers et des neiges perpétuelles, chaque chaumière abrite une famille, dont tous les membres sont horlogers. L'autre, placée sous la haute et intelligente direction de M. Chopard, est à Besançon, au centre même des plus importantes manufactures d'Horlogerie française.

Et Paris qui fabrique des Pendules par centaines de mille ; qui produit l'Horlogerie monumentale la plus remarquable du monde entier, Paris, qui est le dernier rempart de l'Horlogerie astronomique, n'aurait pas d'école!!!

Un pareil état de choses ne peut durer. Il importe que Paris soit pourvu d'un établissement convenable d'instruction professionnelle, spécial à notre art. Cet établissement est indispensable pour nos propres besoins ; il est également nécessaire pour ces centaines de jeunes Français et de jeunes étrangers qui, chaque année, viennent à Paris apprendre notre Industrie, ou s'y perfectionner.

Par quels moyens, nous demanderez-vous, comptez-vous arriver à la réalisation de ce projet humanitaire, national, social ?

Nos moyens les voici :

Le jour où notre École sera fondée, même sur des bases restreintes nous sommes convaincus que nous pourrons, hardiment, demander aide et protection au Gouvernement et au Conseil Municipal.

Nous connaissons trop bien les sentiments généreux qui animent les représentants des pouvoirs publics et nos édiles municipaux, pour

être assurés qu'ils s'intéressent largement à une question d'Apprentissage. (*Bravos.*)

Déjà nous l'avons vu par la Loterie que nous venons d'organiser au profit de notre future École.

Il nous faut donc réunir de suite, la somme suffisante à nos premiers essais.

Nous avons en caisse 25,000 francs, provenant de souscriptions et de réunions analogues à celles d'aujourd'hui. C'est un commencement qui a bien son importance, et qui indique toute notre volonté et toute notre persévérance. Mais il est évident que cette somme ne saurait suffire à la création que nous entendons faire passer du domaine de la théorie dans le domaine de la pratique.

Il nous faut encore des ressources, il nous en faut beaucoup.

Il nous faut placer les billets de Loterie qui nous restent, et pour cela nous comptons sur votre bienveillant concours, qui ne saurait nous faire défaut.

Soyez donc nos collaborateurs ; aidez-nous, en vous associant à notre Œuvre.

Après nous avoir donné votre concours moral, en assistant à cette fête du travail et de l'intelligence, donnez-nous votre concours pécuniaire.

Vous êtes nos amis les plus sympathiques : devenez nos Commanditaires en versant avec largesse le contenu de vos bourses dans l'escarcelle de nos aimables quêteuses.

Nous vous demandons pour notre École, Mesdames et Messieurs ; nous vous demandons avec insistance, mais sans crainte aucune, car nous savons que vous donnerez avec joie ; nous connaissons vos cœurs charitables, vos âmes dévouées ; nous savons vos ardens désirs de faire le bien sous quelque forme qu'il se présente.

Donnez-nous donc, et donnez-nous avec abondance ; en agissant ainsi, vous accomplirez un acte véritablement méritoire et patriotique. Vous contribuerez à la création d'une œuvre d'instruction absolument indispensable pour le pays. Vous donnerez le souffle de vie à nos projets. Vous servirez la Patrie, en aidant puissamment à la réalisation d'une idée qui aura pour conséquence de fournir des ouvriers habiles à une grande industrie, et de donner à la France, à la République, des citoyens instruits et dévoués. (*Applaudissements.*)

REVUE DE L'ÉTRANGER

DISPOSITIONS PRISES DANS LES DIFFÉRENTS PAYS DE L'EUROPE POUR PROTÉGER LA SANTÉ DES ENFANTS TRAVAILLANT DANS L'INDUSTRIE. — M. le docteur Henri *Napias*, inspecteur départemental de la Seine, a fait, à l'une des dernières séances de la Société de Médecine publique et d'Hygiène professionnelle, une très intéressante communication sur les diverses législations européennes, relatives au travail des enfants dans les manufactures.

Nous extrayons de ce remarquable travail la partie où M. le docteur *Napias* parle des Législations étrangères. Après avoir rappelé les précédents législatifs de la question en France, il continue ainsi :

Actuellement en France, nous vivons sous le régime de la Loi du 19 mai 1874, qui, il faut le dire avec éloge, a été proposée par un industriel, M. Ambroise Joubert.

Cette Loi, dans ses dispositions générales, est plus large que celle de 1841, elle est aussi plus précise dans ses prescriptions.

Elle fixe la limite inférieure de l'âge à douze ans, elle ne permet que douze heures de travail divisées par un repos, elle interdit jusqu'à seize ans aux garçons, jusqu'à vingt et un ans aux filles le travail de nuit et le travail du dimanche. Elle interdit avant cet âge le travail des mines aux jeunes filles, et même aux femmes. Elle établit un service d'inspection. Et enfin elle est complétée par une série de Décrets d'Administration publique qui pourvoient à diverses questions de salubrité, énumèrent les industries insalubres où les enfants ne doivent pas être employés, celles où leur emploi est soumis à certaines conditions, celles où le travail des enfants est exceptionnellement permis à partir de dix ans. Exceptions que l'hygiéniste ne peut s'empêcher de trouver malheureuses.

On conçoit qu'à côté de nous nos voisins aussi ont fait à leurs lois premières, des perfectionnements nombreux. De nouvelles dispositions législatives sont intervenues en effet, et, actuellement, la matière est régie : en Angleterre, par la loi du 17 mars 1878 (*Factory and Workshop act*) ; — en Allemagne par plusieurs articles (articles 134 et 139) de la Loi du 17 juillet 1878 sur l'industrie ; — en Autriche par une Loi sur l'industrie qui porte la date du 14 mai 1869 ; — en Danemark par la Loi du 23 mai 1873 ; — en Espagne par celle du 14 juillet 1873 ; — en Hollande par celle du 19 septembre 1874 ; — dans le duché de Luxembourg, enfin, par une Loi du 6 décembre 1876.

Il existe, en Russie, un ukase impérial de 1874, qui règle les condi-

tions du travail des enfants, mais nous n'avons pu nous en procurer le texte, même par nos correspondants de Saint-Petersbourg.

Il n'y a pas de loi encore en Italie, mais la question est à l'étude et c'est une lacune qui va être bientôt comblée.

En Grèce, d'après les renseignements que nous a fournis un de nos collègues-correspondants étranger, le docteur Bambas, d'Athènes, on n'a pris encore aucune mesure législative à cet égard. Il n'en est pas davantage question en Turquie.

En Portugal, la loi sur l'industrie ne dit rien qui soit relatif au travail des enfants; et notre collègue et ami, le docteur Da Silva Amada, nous écrit qu'il n'existe pas encore de dispositions législatives spéciales.

En Belgique, tout est encore à faire, car à plusieurs reprises le bon vouloir et le zèle si connu des hygiénistes belges s'est heurté à des résistances tout à fait singulières et qui, jusqu'ici, ont été invincibles. Le travail des enfants dans les mines est régi, en Belgique, par l'article 29 du Décret du 3 janvier 1813, qui a longtemps eu force de Loi en France; le minimum d'âge est ainsi fixé à dix ans! Une grande enquête sur la condition des classes ouvrières en Belgique, qui dura de 1843 à 1848, et dont les travaux forment trois gros volumes pleins d'intérêt pour l'hygiéniste, se termina par un projet de Loi qui limitait le travail des adultes, interdisait le travail des femmes dans les mines, fixait à huit heures le maximum de durée de travail dans les mines pour les enfants de moins de dix-huit ans. — Le projet ne fut pas approuvé par les chambres de commerce. Des vœux émis par le congrès d'hygiène de 1852, par le congrès de bienfaisance de 1856, ne furent pas écoutés. Pourtant, en 1859, le Ministre de l'intérieur présenta un projet de loi qui fixait à douze ans l'âge d'admission des enfants au travail dans toutes les industries. Ce projet ne fut pas accepté. Malgré un grand nombre de pétitions faites depuis, aucune mesure administrative ou législative ne fut prise.

Enfin, le 23 janvier 1872, M. le docteur Vleminck père, président de l'Académie de médecine et membre de la Chambre, proposa un projet de loi applicable seulement aux enfants travaillant aux mines et fixant l'âge d'admission à ce travail à quatorze ans pour les garçons, à seize ans pour les filles. — Adopté par la Chambre belge, ce projet fut repoussé par le Sénat.

Nous ne sommes entré dans ces détails que pour montrer que, si la Belgique n'a rien fait pour assurer la protection du travail des enfants, ça n'a pas été la faute des savants hygiénistes de ce pays.

Il serait très long sans doute d'analyser une à une les lois protectrices du travail des enfants dans l'industrie qui sont actuellement en vigueur; il sera plus court et vraisemblablement plus intéressant

d'examiner les principales dispositions que toutes ces lois ont visées : *l'âge d'admission des enfants, la durée de leur travail, le travail de nuit*, conditions d'une si grande importance pour la conservation de la santé et pour le développement physiologique normal des enfants.

AGE D'ADMISSION. — L'âge d'admission des enfants au travail des ateliers varie de dix à quatorze ans. L'Angleterre, le Danemark, l'Espagne ont fixé à dix ans l'âge d'admission ; la Suisse exige qu'on attende jusqu'à quatorze ans ; tous les autres pays ont adopté douze ans.

L'âge de dix ans est manifestement trop peu élevé, et s'il a pu se trouver des raisons économiques qui aient fait adopter cet âge comme règle générale dans certains pays, qui l'aient fait accepter même chez nous dans quelques cas exceptionnels, nous ne pouvons nous empêcher, au point de vue de l'hygiène, qui seule nous occupe ici, de le regretter et même de le déplorer. La Suisse a été mieux inspirée, sans contredit, en adoptant quatorze ans. C'est le chiffre que proposait à notre Parlement notre honorable et savant collègue, le docteur Théophile Roussel, et qu'après lui M. Max Richard réclamait au moins pour les filles.

En tous cas, l'âge de douze ans adopté par la plupart des nations européennes et par nous, paraît un minimum dont il faut se contenter provisoirement, mais qu'il faut tâcher d'élever. C'est l'âge où l'enfant profitera le mieux des leçons de l'école et c'est l'âge où notre Loi, qui vise l'instruction populaire autant que la santé publique, c'est l'âge, disons-nous, où notre Loi permet qu'il soit arraché à l'école.

DURÉE DU TRAVAIL. — La durée du travail des enfants n'a pas moins d'importance que l'âge de leur admission dans les ateliers ; mais ici les dispositions prises par les différents gouvernements européens paraissent plus généralement dictées par une sage entente de l'hygiène.

L'Allemagne et l'Autriche ne permettent, de 12 à 14 ans, que 6 heures de travail coupées par un repos d'une demi-heure ; de 14 à 16, 10 heures de travail coupées par trois repos, savoir : 1/2 heure le matin, 1 heure à midi, 1/2 heure l'après-midi.

En Angleterre et en Danemark, les enfants de 10 à 14 ans ne doivent travailler que 6 heures ; de 14 à 18 ans, ils peuvent travailler 12 heures par jour.

En Espagne, la durée du travail n'est pas la même pour les garçons et les filles. Elle est de 5 heures pour les garçons de 10 à 13 ans, de 8 heures pour les garçons de 13 à 15. Pour les filles, on ne tolère que 5 heures de travail jusqu'à 14 ans et que 8 heures de 14 à 17.

En Suisse, la durée du travail est de 11 heures pour tous les ouvriers adultes ou enfants ; mais il est spécifié que c'est sur ces 11 heures permises que doit être pris le temps d'école.

Dans le duché de Luxembourg, de 12 à 14 ans, il n'est permis de faire travailler les enfants que 8 heures, et 10 heures seulement de 14 à 16.

En Hollande, la loi ne fixe que l'âge d'admission au travail et ne fixe pas la durée du travail. La Loi projetée en Suède fixe la durée du travail à 6 heures, divisées par un repos d'une demi-heure entre 12 et 14 ans, et à 11 heures, divisées par un repos de 2 heures, de 14 à 18.

En France, la durée du travail des enfants est fixée à 6 heures quand l'enfant est autorisé à travailler avant 12 ans et à 12 heures de 12 à 16 ; toutefois, de 12 à 15 ans, si l'enfant ne peut justifier d'un certificat d'instruction, il ne doit travailler que 6 heures ; mais comme la Loi n'exige pas qu'il aille à l'école elle le jette ainsi sur le pavé, où, pour peu qu'il ait des dispositions, il fera rapidement l'apprentissage de tous les vices. Le temps du travail, dit la loi, doit être coupé par un repos, mais elle ne spécifie rien relativement à ce repos que les patrons oublient volontiers de donner à leurs petits ouvriers.

TRAVAIL DE NUIT ET DES DIMANCHES. — Toutes les législations ont interdit le travail de nuit aux enfants ; et rien n'est plus sage que d'assurer le repos à un âge où la vie est si active et ce repos si nécessaire. On ne peut que regretter de voir que, trop souvent, des exceptions ont été introduites dans la Loi, et qu'ainsi un certain nombre d'enfants ne bénéficient pas de l'excellente disposition législative qui assure leur droit au sommeil.

Presque toutes les lois ont aussi interdit le travail du dimanche. Et si, dans certains pays, cette interdiction n'a été édictée que par le sentiment religieux, il faut constater que l'hygiène en bénéficie largement. C'est évidemment à ce point de vue que se sont placés nos législateurs quand, récemment, abrogeant une loi surannée et restrictive de la liberté de conscience dans un pays où on y tient si chèrement, ils ont réservé cependant la question du travail du dimanche pour les enfants et ont maintenu l'interdiction édictée par la loi du 19 mai 1874.

INSTRUCTION. — Les Lois qui, dans les différents pays européens, règlent le travail des enfants dans l'industrie, exigent toutes un certain degré d'instruction pour entrer dans les ateliers, ou bien obligent le patron à veiller à ce que l'enfant suive une école publique ou privée.

C'est là une mesure qui touche de près à l'hygiène, et non seulement à l'hygiène morale, mais encore à l'hygiène physique. On sait, en effet, quels rapports intimes la statistique permet de constater entre la durée moyenne de la vie et l'instruction générale ; nous avons tous présents à l'esprit, parmi d'autres travaux sur ce sujet, les savantes recherches statistiques de notre collègue, le docteur Bertillon.

Chez les peuples qui ont l'instruction obligatoire, la Loi est rigoureusement appliquée; et nous pouvons dire qu'elle est généralement d'une facile application. Mais chez nous il n'en est point ainsi; toutes les personnes qui ont été attachées à l'inspection du travail des enfants, soit comme inspecteurs, soit comme membres des commissions locales, savent quelle peine on a, dans les petits ateliers surtout, à obtenir l'exécution de la Loi en ce qui touche à l'instruction de l'enfant. Sans doute, de grands résultats relatifs ont été obtenus déjà, mais il est certain qu'une Loi établissant l'enseignement obligatoire, pourra seule conduire à des résultats complets.

SALUBRITÉ ET SÉCURITÉ. — De nombreuses mesures sont indiquées par les lois que nous avons analysées pour assurer la sécurité et la salubrité. Les enfants ne peuvent être employés au nettoyage des machines en mouvement; les mécanismes doivent être garantis; ces dispositions, indiquées dans plusieurs lois, se retrouvent dans la nôtre, et il serait à souhaiter qu'on tint la main à leur application stricte.

La loi Danoise et la loi Suisse exigent que des locaux *en dehors des ateliers* soient mis à la disposition des ouvriers et enfants pour les repas. Cette disposition se retrouve dans le projet suédois. D'ailleurs, les Lois Anglaises et Allemandes s'opposent, au moins pour certaines industries, à ce que les enfants prennent leur repas dans l'atelier. En Danemark, en Angleterre, on demande à l'enfant qui entre dans un atelier, un certificat constatant son aptitude physique. On paraît décidé, en Suède, à demander enfin le certificat médical. La loi espagnole exige, dans certains cas, que l'usine soit pourvue d'une pharmacie et qu'elle ait un service médical régulièrement organisé.

Ces dispositions, relatives à la santé, ont été un peu sacrifiées chez nous; il existe, il est vrai, des Règlements d'administration publique qui interdisent, comme déjà nous l'avons dit, le travail des enfants dans certaines industries; la loi elle-même dit que :

« Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

» Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de solidité nécessaires à la santé des enfants. »

Voilà qui est fort bien dit, mais en termes un peu vagues et qui rendent toute sanction impossible. Les fonctionnaires chargés de faire exécuter la loi ne se sentent pas armés par elle, sans parler des conflits d'attributions que l'action de l'inspectorat pourrait créer avec le conseil de salubrité, avec la commission des logements insalubres.

C'est là un des mille inconvénients tant de fois signalés de l'éparpillement des services qui touchent à l'hygiène publique entre plusieurs directions et même entre plusieurs départements ministériels.....

ITALIE. — *Projet de Loi sur le Travail des enfants dans l'industrie.* — L'Italie se dispose à suivre l'exemple de la plupart des Nations européennes en réglementant par une Loi spéciale le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels. Un projet de Loi a été rédigé, dans ce but, en 1879, par M. Cairoli, alors Ministre de l'Agriculture, de l'industrie et du commerce, dans le cabinet présidé par M. Depretis, et adressé par lui aux Autorités administratives et aux Corps constitués qui représentent les intérêts du commerce et de l'industrie, avec une circulaire où il leur expose les idées dont il s'est inspiré et leur demande leurs observations.

Nous croyons devoir donner ici la traduction de ce projet et de la circulaire qui l'accompagne et le commente. La comparaison qu'on pourra faire du texte de ce projet avec celui de la Loi, lorsqu'elle sera votée, ne peut manquer d'offrir un réel intérêt. Les agitations de la politique intérieure, en Italie, ne permettent guère de prévoir le moment où les Chambres auront le loisir de discuter et de résoudre les importantes questions que ce projet soulève de nouveau. Souhaitons que ce moment ne tarde pas trop; les débats qui auront lieu, à Rome, peuvent en effet n'être pas inutiles aux législateurs dont le Parlement Italien appréciera l'œuvre, et de l'expérience desquels il saura sans doute profiter.

Nous devons remercier, particulièrement, M. Laneyrie, juge au Tribunal civil de Châteaudun, qui n'avait eu d'autre intention que de nous offrir, aimablement, la traduction de ces documents italiens en vue de seconder nos études personnelles, mais qui a bien voulu, sur notre demande, nous autoriser à faire profiter les lecteurs du *Bulletin* (Voy. ci-dessus le Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet) de ses intéressants travaux. — J. Périn.

CIRCULAIRE (juillet 1879) DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, aux *Préfets, Députations provinciales, Chambres de Commerce, Conseils provinciaux de salubrité, Municipalités, Ingénieurs en chef et Inspecteurs des mines, Sociétés économiques, etc.*

Les pays les plus industriels et les plus civilisés ont presque tous, depuis longtemps, des Lois qui limitent dans sa durée et soumettent à des conditions le travail des enfants. — Dans ces pays, on a senti le besoin de protéger le développement physique et l'éducation intellectuelle des jeunes générations contre les dangers d'un travail précoce et exagéré, et l'expérience a démontré que la production, loin d'avoir

diminué par l'effet de ce régime, en a tiré grand avantage; l'emploi des ouvriers du jeune âge devenant plus rare, la perte qui en résultait a été plus que compensée par un accroissement de vigueur physique et intellectuelle chez les ouvriers adultes. Il convient d'ajouter que là où existe l'obligation légale de l'instruction élémentaire, elle a trouvé un aide très efficace dans les règles limitatives du travail des enfants.

Dans ces mêmes pays, les dispositions des lois dont nous parlons n'ont été appliquées, dans l'origine, qu'aux grands établissements industriels; elles ont ensuite été appliquées aux établissements de moindre importance, et elles commencent à être étendues aux travaux de l'agriculture. En ce qui touche les limitations elles-mêmes, on a aussi procédé graduellement; plus larges dans l'origine, elles ont été rendues petit à petit plus rigoureuses, de manière que les industriels et les familles ouvrières puissent s'y accoutumer peu à peu. Dans plusieurs de ces pays la protection s'étend aux femmes; dans quelques-uns les règlements tutélaires vont jusqu'à limiter la durée journalière du travail des ouvriers adultes.

Notre Législation ne contient jusqu'à présent qu'une seule disposition de cette nature : la loi du 20 novembre 1839 sur les mines, en vigueur dans les anciennes provinces piémontaises, la Lombardie et les Marches, interdit les travaux souterrains de mines aux enfants de moins de dix ans; cette disposition a été étendue à tout le royaume par le Règlement approuvé par Décret royal du 23 décembre 1863, et les ingénieurs des mines veillent avec succès à son observation. Mais, depuis des années, on réclame des règles nouvelles et générales sur la matière. En maintes occasions, l'on a remarqué que trop souvent, chez nous, on abusait des forces des enfants, et que cet abus contribuait beaucoup à la diminution de la vigueur physique et des capacités intellectuelles de nos classes laborieuses, et nuisait gravement à l'accroissement économique et civil de notre pays. L'enquête industrielle, et les renseignements particuliers recueillis plus tard, dans quelques provinces, à la suite de la circulaire du Ministre de l'Agriculture, du 14 février 1877, ont confirmé ce que l'on savait de la gravité des abus et des tristes conséquences qu'en résultent.

Deux propositions tendant à remédier à ces maux déplorables ont été faites au Parlement et y ont trouvé un accueil favorable. Une proposition de Loi sur les mines et carrières, présentée le 2 février 1875 à la Chambre des députés, contenait quelques dispositions ayant pour objet de limiter l'âge de l'admissibilité et la durée du travail des enfants dans les travaux des mines, soit souterrains, soit à ciel ouvert, et la Commission chargée de faire un rapport sur cette proposition conclut en invitant la Chambre à accueillir avec de légères

modifications les dispositions proposées. Le Sénat a, d'autre part, approuvé un projet de Code sanitaire contenant des dispositions analogues pour toutes les branches de l'industrie. Mais les vicissitudes parlementaires ont empêché l'un et l'autre projet d'obtenir la sanction législative. Déjà lorsque je fus appelé pour la première fois à la présidence du conseil des Ministres, j'annonçai l'intention de préparer le projet d'une loi spéciale qui, suivant nos projets antérieurs et l'exemple des meilleures lois étrangères, et tenant compte des conditions particulières à notre pays, réglât convenablement cette importante matière. Les études commencées à cet effet furent poursuivies en même temps par le Ministre de l'intérieur et par celui de l'agriculture et du commerce, et conduisirent à formuler un projet de loi, que je présenterais immédiatement au Parlement si je croyais qu'il pût être discuté dans la présente session. Mais comme il est désormais impossible d'espérer qu'il en soit ainsi, j'ai pensé que pour rendre plus facile et plus parfaite l'œuvre future du Parlement, rien ne pouvait être plus opportun que de profiter des vacances parlementaires pour demander l'avis, sur ce projet, des corporations, sociétés, autorités et personnes les plus compétentes.

Je m'adresse donc aux Préfets, etc, en les priant d'examiner le projet ci-joint et de me transmettre leurs observations, en proposant les modifications qui leur paraîtraient utiles.

Je dirai peu de chose des principes auxquels je me suis attaché dans ce projet. Il concerne presque exclusivement le travail des enfants ; car la seule disposition relative au travail des femmes tend à empêcher que les soins maternels manquent aux enfants dans les premiers jours qui suivent l'accouchement.

Dans le but principalement de rendre plus aisée la première application du nouveau régime et moins ardue la tâche de ceux qui en surveilleront la mise en pratique, et à l'exemple de ce qui s'est fait à l'origine, dans les pays qui possèdent des lois sur la matière, l'action de la loi sera limitée, pour le moment, aux grandes industries, et, comme on devra passer insensiblement, par degrés, des grandes industries aux petites, on a cherché à déterminer législativement, le mieux possible, les limites dans lesquelles s'appliqueront, pour le moment, les dispositions proposées. Dans la détermination des restrictions, soit quant à l'âge minimum d'admissibilité des enfants, et aux périodes ultérieures de l'enfance auxquelles doit s'étendre la protection légale, soit quant à la durée du travail et aux règles spéciales à certaines espèces de travaux, on a renoncé pour le moment à atteindre tout ce qui serait désirable, et l'on a réduit les prescriptions au minimum, afin d'atténuer autant que possible les inconvénients, d'ailleurs légers et temporaires, qui pourraient en résulter pour l'industrie et les familles ouvrières. En outre, comme il peut

arriver que telle ou telle industrie soit dans l'impuissance absolue de se conformer, dans certaines circonstances, à quelque'une des nouvelles prescriptions, on a cru devoir rendre possible la concession de dispenses spéciales, et laisser à un règlement le soin d'en déterminer le cas et les conditions. Je préférerais toutefois que ces cas et conditions fussent indiqués dans la Loi elle-même, et j'exprime le désir que les réponses à la présente circulaire indiquent les industries et les circonstances spéciales pour lesquelles seraient absolument nécessaires les dispenses de la nature sus-indiquée.

Je dirai maintenant les raisons du mode spécial de surveillance au moyen duquel le projet assure l'observation des règles proposées. L'expérience des pays qui nous ont précédés dans la législation sur la matière, a montré que les autorités ordinaires qui veillent à la sûreté publique sont peu capables d'assurer l'observation des lois relatives au travail des enfants, soit que la compétence technique leur fasse défaut, soit que d'autres occupations importantes absorbent leur attention et leurs soins ; aussi, tant que ces autorités ont été, dans les pays en question, chargées de la surveillance du travail, les lois spéciales sont-elles restées presque absolument lettre morte. La même expérience a montré que lorsqu'on laisse la surveillance aux corps représentatifs locaux, on arrive à une application plus ou moins rigoureuse, selon les localités, des restrictions et des obligations légales, d'où résultent des avantages illégitimes pour les établissements industriels de certains endroits, et d'injustes dommages pour ceux d'autres régions, des concurrences artificiellement suscitées, et de graves perturbations dans le régime général des industries. Dans ces pays, la législation spéciale ne devient efficace, et les maux résultant de son inégale application ne sont évités, que lorsque la surveillance du travail est confiée à des inspecteurs spéciaux du gouvernement, pourvus de la compétence technique, et occupés exclusivement ou principalement à ce service. D'après ces exemples, tout en conservant aux ingénieurs des mines la surveillance de l'industrie minière, on institue des inspecteurs spéciaux qui exerceront le même office à l'égard des autres établissements industriels. Aux préfets et aux syndics incombera, dans tous les cas, le devoir de contribuer à la surveillance : les syndics seront, notamment, chargés de recevoir et de conserver les avis que les industriels seront tenus de leur adresser chaque fois qu'ils recevront des enfants dans leurs établissements.

Je prie les Autorités, etc., à qui j'adresse la présente Circulaire d'y répondre avant le 15 septembre prochain, ma ferme résolution étant de présenter au Parlement, aussitôt après les vacances d'été, le projet ci-joint.

CAIROLI.

Projet de loi sur le travail des enfants.

ART. 1^{er}. — Le travail des enfants des deux sexes, dans les usines à moteur mécanique, ou à feu continu, ou qui occupent plus de vingt ouvriers à la fois, et dans les mines et carrières, est régi par les dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Est interdit le travail des enfants âgés de moins de neuf ans révolus.

Les enfants de neuf à quinze ans révolus ne peuvent être admis au travail s'ils n'ont satisfait aux obligations imposées par la Loi du 15 juillet 1877 (n° 3961, 2^e série) sur l'instruction obligatoire. Mais cette condition ne sera exigée, dans chaque commune, que trois ans après que l'instruction élémentaire y aura été déclarée obligatoire dans le sens des articles 9 et 11 de la Loi de 1877 précitée.

ART. 3. — Les enfants de moins de onze ans révolus ne pourront être employés :

Aux travaux souterrains,

Aux travaux de nuit,

dans les industries déclarées insalubres en exécution de la présente loi.

On entend par travail de nuit tout travail exécuté entre 9 heures du soir et 5 heures du matin pendant les mois de mai, juin, juillet août et septembre, ou entre 8 heures du soir et 6 heures du matin pendant les autres mois de l'année.

ART. 4. — Pour les enfants de neuf à onze ans révolus, le travail journalier ne pourra durer plus de huit heures, divisées par un repos d'une heure au moins, ou plus de six heures sans ce repos.

ART. 5. — Le travail des enfants de onze à quinze ans révolus est soumis aux règles suivantes :

a. Il ne peut durer plus de 12 heures par jour, y compris deux repos d'une heure et demie au moins (pour l'ensemble des deux repos);

b. Il ne peut durer plus de 8 heures, divisées par un repos d'une heure au moins, lorsqu'il est exécuté tout entier ou en partie durant la nuit, telle qu'elle est définie par le dernier paragraphe de l'article 3 ci-dessus.

ART. 6. — Le travail des enfants de moins de quinze ans est interdit les dimanches et autres jours de fêtes civiles.

ART. 7. — Les entrepreneurs et les directeurs des mines et carrières, et des usines désignées dans l'article 1 ci-dessus, sont obligés solidairement d'aviser le syndic du lieu, de toute admission dans leurs établissements d'enfants âgés de moins de quinze ans, dans les dix jours de cette admission.

L'avis sera donné sur papier libre, et indiquera les nom, prénoms, et l'âge de l'enfant, les nom et prénoms des parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, et le domicile des uns et des autres.

Dans les communes où l'instruction élémentaire sera, depuis trois ans, déclarée obligatoire, l'avis dont il s'agit sera accompagné d'un certificat délivré gratuitement par l'instituteur communal et attestant que l'enfant admis au travail a satisfait aux obligations imposées par la Loi du 13 juillet 1877 sur l'instruction obligatoire.

ART. 8. — Les femmes ne seront point admises à travailler dans les mines et carrières, ou dans les usines désignées à l'article 1^{er} ci-dessus, durant les deux semaines qui suivront immédiatement leur accouchement.

ART. 9. — Les mines, les carrières, et les usines actuellement soumises à la surveillance des ingénieurs des mines sont surveillées par ces fonctionnaires au point de vue de l'exécution de la présente loi.

La surveillance, à ce même point de vue, des autres usines est confiée à des inspecteurs nommés par le Roi et rétribués par l'État.

Les ingénieurs des mines et les inspecteurs spéciaux ont entrée, en tout temps, durant le travail, dans les mines, carrières et usines; ils peuvent interroger les directeurs, chefs de travaux ou d'ateliers, et les ouvriers, enfants ou adultes. Les registres des ouvriers et les règlements intérieurs de l'établissement doivent leur être représentés à toute réquisition de leur part. Les ingénieurs et inspecteurs sont assimilés aux officiers de police judiciaire pour la constatation des infractions à la présente loi.

Les Préfets et les Syndics sont tenus de veiller, concurremment avec eux, à l'exécution de la présente loi. Les Syndics sont tenus de communiquer aux ingénieurs ou inspecteurs les avis et certificats indiqués à l'article 7 ci-dessus, et de leur en délivrer, sur leur réquisition, des copies ou des extraits.

ART. 10. — L'infraction à l'article 7 est punie d'une amende qui ne pourra dépasser 50 livres.

L'obstacle opposé aux inspecteurs dont il est parlé dans l'article 9 ci-dessus, le refus de délivrer les documents ou de répondre aux interrogations dont il est parlé dans le même article 9, le mensonge fait dans les réponses auxdites interrogations ou dans les certificats ou les avis dont il est parlé à l'article 7 ci-dessus, rendent leurs auteurs passibles d'une amende de 500 livres, au maximum, sans préjudice des peines plus fortes encourues aux termes du droit pénal ordinaire.

Sont également passibles d'une amende, jusqu'au maximum de 500 livres pour chaque contravention, les entrepreneurs ou directeurs de mines, carrières ou d'usines désignées dans l'article 1^{er} ci-dessus, qui emploient des enfants ou des femmes contrairement aux prohibitions de la présente loi.

Le règlement qui sera fait pour l'application de la présente Loi pourra édicter la peine de l'amende jusqu'au maximum de 50 livres.

En cas de récidive, le taux minimum et maximum des peines susdites sera porté au double.

Le produit des amendes et condamnations sera versé dans la caisse de la commune et employé conformément à l'article 6 de la loi sur l'instruction obligatoire.

Les entrepreneurs seront civilement responsables des amendes infligées aux directeurs.

ART. 11. — Un règlement, qui sera approuvé par décret royal sur la proposition du Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, d'accord avec le Ministre de l'intérieur, le Conseil d'État, le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie et le Conseil supérieur de salubrité entendus, désignera les industries insalubres au point de vue de l'application de la présente loi, déterminera les cas et les conditions dans lesquels pourront être accordées des dispenses temporaires d'observer les dispositions des articles 3 n^{os} 2, 4, 5, lettre B, et 6 ci-dessus, et édictera toutes les autres prescriptions nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Loi.

ART. 12. — La présente Loi entrera en vigueur six mois après sa promulgation.

Un exemplaire de la présente Loi et du Règlement qui sera fait pour son application devra être affiché en permanence dans les établissements auxquels ils seront applicables.

BIBLIOGRAPHIE

M. RAOUL JAY. — DU TRAVAIL DES ENFANTS ET FILLES MINEURES DANS L'INDUSTRIE — Paris, A. Catillon et C^{ie}, 1880 ; broch. in 8°.

Notre collègue M. Raoul Jay, membre du Comité judiciaire, — qui était lauréat du Concours de licence de 1876, — n'a pas craint de porter jusqu'à l'École de droit de Paris, comme sujet de sa thèse de Doctorat, la question industrielle du travail des enfants. Nous devons, quant à nous, lui savoir gré de ce que MM. les Professeurs de l'École pouvaient considérer comme une témérité. Le résultat a donné raison à M. Jay, qui a été reçu docteur avec la mention « éloge », ce qui permet de présager qu'il ne tardera pas à prendre rang parmi ces maîtres qui ont été ses examinateurs d'hier.

L'auteur ne prétend pas suppléer aux discussions du *Commentaire* qui a été publié dans ce *Bulletin*. Il a voulu faire une œuvre plus rapide, suffisante cependant pour donner à l'industriel ou au juriconsulte une idée nette et précise de la Loi protectrice et de son fonctionnement actuel. Pour cela, il s'est surtout inspiré des discussions de l'Assemblée nationale, sans négliger pourtant tous les faits d'ordre

administratif ou judiciaire, relevés au jour le jour, depuis tant d'années, par le *Bulletin de la Société de protection*.

Quant à l'opinion de M. Raoul Jay sur la Loi du 19 mai 1874, elle est clairement résumée dans ces quelques lignes de sa conclusion : « Il est impossible de ne pas reconnaître que la Loi de 1874 est bien loin de l'idéal qu'elle devrait remplir. Mais, telle qu'elle est, elle n'en constitue pas moins un notable progrès sur la Législation qui l'a précédée, un immense bienfait pour la classe ouvrière et, par conséquent, pour le pays tout entier, à qui elle donnera des soldats plus vigoureux, des enfants mieux instruits. »

M. Gab. JORET-DESCLOSIÈRES. — LES GRANDS INVENTEURS DANS LES SCIENCES, LES ARTS ET L'INDUSTRIE. — Biographies.

Lorsque nous annoncions le livre de notre collègue M. Gabriel Desclosières (Voy. Bull. 1878, p. 706), nous prédisions à cet ouvrage un légitime succès. Nous ne nous étions pas trompés, car il est parvenu à sa 5^e édition, et le volume, unique d'abord, s'est doublé, dans la 2^e édition, en 800 pages.

L'historique du développement des sciences, des arts et de l'industrie précède la biographie des hommes illustres qui ont servi ces diverses branches des connaissances humaines. Les Biographies sont, par elles-mêmes, des plus intéressantes et utiles; elles constituent un choix de lectures très instructives pour les Ecoles d'instruction primaire et d'éducation industrielle, en présentant à la jeunesse les exemples de la vie, souvent difficile, de nos grands Inventeurs.

Le premier volume comprend 10 sections : *Agriculture, Histoire naturelle, Botanique, Minéralogie, Mathématiques pures, Astronomie, Physique, Horlogerie et Mécanique, Télégraphie et Aérostation, Chimie, Vapeur* (Application de la vapeur).

Le second volume comprend les sections *Architecture, Jardins* (Art de dessiner les), *Céramique, Éclairage, Sculpture, Peinture, Gravure, Orfèvrerie, Imprimerie, Lithographie, Héliographie, Photographie, Musique, Voyages et Géographie, Administration publique, Économie politique*.

Une intelligente disposition de la pagination a réservé la possibilité de tenir, chaque année, la composition de ces Biographies au courant du mouvement scientifique et industriel, en ajoutant des notices sur les contemporains illustres dont nous aurons à déplorer la perte.

L'éditeur (M. Pigoreau), successeur de la maison classique *Maire-Nyon*, a conçu l'heureuse et très pratique idée de publier, à part et en dehors des deux volumes, autant de petites monographies détachées qu'il y a de sections dans l'ouvrage. Ces fascicules, élégamment reliés, nous paraissent appelés à être répandus par les Groupes industriels, les Établissements d'instruction, etc., aux mains de leurs élèves et de leurs apprentis. — J. Périn.

CHRONIQUE

LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE. — La Chambre des Députés a voté, dans sa séance du 1^{er} juillet, une Loi portant création de la *Caisse d'épargne postale*. La France possédera donc, en 1889, une institution qui existe en Angleterre depuis 1861; en Belgique, depuis 1865; en Italie, depuis 1874. et qui, dans ces trois pays, a grandement contribué à développer l'épargne populaire.

Déjà, en 1866, cette institution avait été mise à l'étude.

LE CONGRÈS OUVRIER. — Le *Journal des Débats* trouve que les Congrès ouvriers ont cela de bon qu'ils sont une source de réflexions et il se déclare prêt à s'égayer des théories qui y sont émises au lieu de s'alarmer :

« Nous avouons très sincèrement que nous avons un goût prononcé pour les Congrès ouvriers. On y apprend beaucoup de choses qui, sans eux, ne seraient même pas soupçonnées de l'immense majorité des ouvriers pas plus que des bourgeois, et ils contiennent, d'autre part, des éléments gais, qui se font de plus en plus rares dans les temps sérieux et laborieux que nous traversons. Il y a là des leçons de toutes sortes à recueillir et nous estimons qu'on ne saurait trop mettre en lumière ce qui se dit et ce qui se fait dans ces réunions aussi incohérentes que bruyantes. »

Nous nous bornerons à constater que la gaieté du *Journal des Débats* n'est pas communicative.

L'APPRENTI *qui s'amuse en chemin : fâcheuses conséquences*. — « Un jeune apprenti, âgé de 12 ans, avait été envoyé en course par son patron, hier soir, vers 4 heures et demie. Il était porteur d'une boîte contenant 800 francs environ de bijoux appartenant à son patron, M. B..., bijoutier, rue du Bouloi.

Tout en faisant sa course, l'enfant descendit pour jouer sur la berge du pont Saint-Nicolas, et, à la suite d'un faux pas, tomba dans la Seine avec la boîte de bijoux.

Attiré par les cris des autres gamins, témoins de cet accident, un marinier nommé C... se jeta à son secours et réussit à le saisir au moment où il disparaissait sous l'eau. Quant à la boîte, elle n'a pu être retrouvée. » — (*Gaz. Trib.*, 12 mai 1880.)

« Le jeune Eusèbe Paquet, âgé de 15 ans, apprenti dans une imprimerie de Pithiviers, était sorti vers 9 heures du matin pour le service de l'atelier. Il eut la malencontreuse idée de monter dans un arbre du mail pour dénicher un nid; pris sur le fait par le commissaire, il fut conduit au violon.

Paquet était rempli d'amour-propre; il a sans doute pensé qu'une tache infamante résulterait pour lui de son incarcération, et, avec

une énergie qui n'était pas de son âge, le malheureux enfant s'est, pendu avec son mouchoir à un des gonds de la porte. Détail horrible il a dû plier les genoux pour que la strangulation fût complète.

C'est dans cette position que l'a trouvé le commissaire, lorsque vers 7 heures du soir, il venait pour le délivrer. La mort remontait déjà à plusieurs heures ». — (*Petit Moniteur*, 13 mai 1880.)

LE VAGABONDAGE. — « Une petite scène touchante a eu lieu à l'audience de la 10^e chambre, et l'émotion a gagné vite tous les assistants.

Dernièrement, les frères Lionnet, les artistes bien connus par leur talent et leurs bonnes œuvres, donnèrent une représentation aux jeunes détenus de la petite Roquette. Ils remarquèrent un jeune enfant de sept ans, à la figure souriante et avenante, auquel ils firent pas mal de questions et qui leur répondit avec beaucoup de gentillesse et de grâce. Il y avait, en outre, paraît-il, quelque chose de mystérieux dans la jeune existence de cet enfant.

Emilien Tiboudois sortit bientôt de la petite Roquette. Il fut amené, on ne sait par qui, à Villejuif, où il fut trouvé errant dans les rues.

Il était aujourd'hui cité pour vagabondage devant le Tribunal correctionnel.

Les frères Lionnet apprirent le fait; l'un d'eux, Hippolyte Lionnet, est venu le réclamer à l'audience.

Le Tribunal a ordonné qu'il serait remis à ses protecteurs. » — (*Gaz. Trib.*, 3 juillet 1880.)

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents :	Présentateurs.
MM. Deschiens (E.), télégraphie et horlogerie électriques, à Paris, 123, boulevard Saint-Michel.	MM.
Dupont et Hervé , manufacturiers, à Paris, 6, rue d'A- boukir	H. Mourceau.

MEMBRES ORDINAIRES :

MM. Babey , manufacturier, à Saint-Pierre-lès-Calais.	
Baillet , manufacturier, à Viroflay.	
Bois , imprimeur, 77, rue du Cardinal-Lemoine	Roche.
Bruyère , fabricant de briques, au Pont-Saint-Esprit (Gard)	Estelle, insp. divis.
Cécille , fabricant de papeterie, à Meulan (Seine-et-Oise).	
Clerc , manufacturier, à Vierzon-Village (Cher)	M. Linarès,
Corbin , fabricant de sucre, à Mœgny ; à Paris, 9, rue Mon- taigne.	insp. divis.
Desmazes , directeur de la vènerie de Vierzon (Cher) . .	M. Linarès, insp. divis.
Leblan frères , filateurs, à Lille	Nadeau,
Petit (Léon), juge suppléant, conseiller d'arrondissement, à Evreux (Eure).	insp. divis.
Poron frères , fils et Mortier, fabricants de bonneterie, filature de coton, constructeurs de machines pour bonne- terie, à Troyes (Aube).	
Poulet (Ch.), fabricant de tissus de crin, 47, rue Vieille- du-Temple.	
Rigault (Adolphe), adjoint au maire de Lille, 15, rue Valmy	Nadeau, insp. divis.
Tirard , manufacturier, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir)	M. Linarès, insp. divis.
Vandervynck (Adolphe), peintre-décorateur, à Lille, 220, rue Nationale	Nadeau, insp. divis.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

· du Jeudi 4 novembre 1880.

Présidence de M. le Docteur MARJOLIN, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Se sont excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : MM. Charles Petit, Charles Robert et Eugène Tallon, vice-présidents ; Léon Lefébure, secrétaire général ; Paul Bérard, trésorier, empêché par une indisposition ; Froger de Mauny et Léon Arnal, membres de la Société.

— Plusieurs Membres nouveaux sont présentés par M. le Secrétaire et admis, par le vote de l'assemblée, à faire partie de la Société (Voy. ci-après la *Liste des Membres nouveaux*).

M. le Président a le regret d'annoncer que nous avons perdu, depuis la dernière séance, notre honorable collègue, M. Cartier-Bresson.

— M. le Secrétaire procède au dépouillement de la Correspondance, parvenue au Bureau depuis la séance du 3 novembre :

M. le Président de la Société de Patronage des jeunes apprentis de Grenoble a écrit à M. le Président Dumas pour demander qu'il lui soit envoyé quelques exemplaires de notre Palmarès de la Distribution des récompenses du 4 juillet 1880. (Il a été donné satisfaction à ce désir.)

M. le Secrétaire informe les membres de la Société qu'il a été chargé par notre collègue M. Reblaub de mettre à la disposition du Bureau et des membres qui désireraient se joindre à lui des lettres d'invitation pour la Distribution des prix de la Société de Patronage des apprentis et ouvriers israélites, tant internes qu'externes, de l'École du Travail professionnel, qui doit avoir lieu dimanche 7 novembre, à la mairie du IV^e arrondissement. (L'exposition des travaux des apprentis aura lieu rue des Rosiers, 4 bis.)

— M. le Secrétaire présente la liste des Publications qui ont été adressées à la Société ou échangées avec elle :

Notre collègue M. A. Chaix nous a offert le *Compte-rendu de la Distribution des prix aux élèves de l'École professionnelle de l'imprimerie et de la librairie centrales des chemins de fer de MM. A. Chaix* (du 12 septembre 1880).

La Chambre syndicale de l'Horlogerie vient de prendre une mesure intéressante : elle a fondé une Société en vue de créer une Ecole d'Horlogerie à Paris (rue du Faubourg du Temple, 99, cour de Bretagne), Société dont elle nous adresse les statuts, ainsi que le règlement de l'École. (Nous publierons prochainement le règlement de l'École d'Horlogerie de Paris.)

ÉLECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'HONNEUR ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. — M. le Président rappelle à l'Assemblée que la Société aura, dans sa séance du premier trimestre de l'année 1881, à s'occuper des Élections à faire pour combler les vides résultant de la mort, du départ ou des démissions de quelques-uns de nos collègues.

« Déjà, dit-il, le Bureau s'est préoccupé de cette question, qui ne peut guère être traitée en séance publique, et il a pensé que le meilleur moyen de concilier toutes les propositions, en laissant naturellement à chacun sa pleine et entière liberté pour le choix des candidats, était de convoquer (le 15 de ce mois), avec le Bureau, MM. les Présidents et Secrétaires de chaque Comité, afin de préparer une liste à proposer aux suffrages de nos collègues.

» De cette manière, d'ici là, nous pouvons tous nous éclairer mutuellement sur les titres des candidats à présenter, et personne ne pourra dire que le Bureau aura imposé une liste officielle, ce qu'il n'a jamais eu la pensée de faire. »

DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ (Voy. ci-dessus, p. 347). — M. le Président informe l'assemblée que, dans sa dernière séance, le Bureau a décidé : 1^o Qu'il convenait que chacun des services de la Société se renfermât dans le crédit qui lui était voté ;

2^o Que toute demande de crédit supplémentaire pour l'un des services de la Société devrait être appuyé sur un rapport et soumise à la discussion ;

3^o Que toute demande d'allocation au profit d'une OEuvre ou

d'un enfant malheureux devrait être renvoyée à une Commission spéciale, nommée à cet effet.

LEGS, DONS ET ALLOCATIONS *faits à la Société de protection.*
— M. le Président informe la Société que M. le Ministre de l'Intérieur a bien voulu gratifier pour cette année la Société de protection d'une allocation de 300 francs.

Une lettre de remerciements a été adressée par le Bureau à M. le Ministre de l'Intérieur.

Legs de M^{lle} Setier.

M. le Secrétaire annonce à la Société que, par son testament en date du 12 mai 1878, déposé pour minute à M^e Segond, M^{lle} Henriette-Constance Setier, membre de la Société, demeurant à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, 19, — qui est décédée le 13 avril dernier, — a fait, en faveur de la *Société de protection*, la disposition testamentaire ci-après littéralement transcrite :

« A la *Société de protection des apprentis*, dont le siège est à Paris, 44, rue de Rennes : je donne et lègue vingt obligations des chemins de fer de l'Est, à la charge de payer à Constance Rapin, V^{ve} Vergeron, demeurant à Paris, 9, rue Lamartine, une rente annuelle de 200 francs jusques et y compris le 1^{er} janvier 1887, par trimestre, et, en cas de mort de ladite veuve Vergeron, à ses enfants, et d'acquitter, pour le compte de la veuve Vergeron et de ses enfants, tous droits à payer pour ce legs. »

M. J. Périn ajoute que des formalités judiciaires ont retardé jusqu'à ce jour l'exécution du testament de M^{lle} Setier, mais que ces formalités sont sur le point de se terminer ; il a été informé par M^e Segond, notaire, qu'il comptait bientôt faire à notre Société délivrance de son legs (1).

(1) La Préfecture de la Seine, 2^e div. 2^e bur. (Dons et legs) demande et attend de nous, pour l'instruction de cette affaire, les pièces suivantes :

.....
2^o Le consentement du légataire universel, s'il y a lieu, et le consentement des héritiers naturels à la délivrance du legs ;

3^o Un état, détaillé par articles, de l'actif et du passif de l'Œuvre ou de l'Etablissement légataire. (Ord. roy. du 14 janv. 1831, art. 5.)

4^o Délibération du Conseil d'administration de la Société statuant sur l'acceptation du legs et sur l'emploi à faire du capital légué ;

5^o Copie du décret qui a reconnu la Société d'utilité publique ;

6^o Statuts de la Société ;

Le Bureau pourra s'adjoindre, dans cette circonstance, le *Comité judiciaire*.

M. R. Turney, président du Patronage industriel des fleurs et plumes, expose qu'un Comité d'apprentissage et d'enseignement professionnel s'est constitué au moment de l'Exposition, et que ce Comité s'est continué jusqu'à ce jour. Dans la réunion qu'il a tenue, aujourd'hui même, il lui a été communiqué une lettre de M. le Secrétaire de la Société de protection appelant l'attention des membres du Comité sur les titres de la Société (voy. ci-dessus, p. 307) à recevoir le reliquat des sommes recueillies par ce Comité.

M. Turney a la satisfaction d'ajouter que le Comité a pensé, en effet, qu'il y avait lieu d'accueillir cette demande, et qu'il a voté que la somme de 2.000 francs serait versée à la Société.

M. J. Périn fait remarquer, à cette occasion, que la Société a essayé de constituer un Comité des Patronages industriels, et il demande si le Comité, qui est sur le point de se dissoudre, ne pourrait pas former précisément notre Comité?

M. Turney répond qu'il transmettra à ses collègues le vœu qu'il vient d'entendre exprimer.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ (*Communications de MM. les Présidents et Secrétaires de*) . — *Comité judiciaire*. — M. Gab. Joret-Deslosières rend compte à la Société que le Comité judiciaire doit reprendre ses travaux dans sa séance du 15 novembre.

Comité des Accidents de fabrique. — M. le Secrétaire fait connaître que, dans ces derniers temps, plusieurs enfants employés dans les manufactures ont été victimes d'accidents:

« *Imprimerie* : Un enfant de 14 ans, nommé Lurr, apprenti dans un atelier d'imprimerie situé rue de Cloys, était occupé à graisser le mouvement d'une machine à imprimer. Il se laissa prendre les doigts dans un engrenage, au moment où on mettait la machine en route, et eut la main gauche broyée.

» Après un premier pansement, il a été conduit à l'hôpital Lariboisière. »

7° Etat estimatif des valeurs léguées.

Le consentement du légataire universel ne dispense pas de mettre en demeure les héritiers naturels, réservataires ou non. Si les héritiers sont connus et qu'ils refusent de répondre, il faut les mettre en demeure par un acte extrajudiciaire. S'ils sont inconnus, on doit remplir les formalités d'interpellation par voie de publications et d'affiches.

« *Taillerie de diamants* : Le nommé Rupot, âgé de 15 ans, apprenti des ateliers de taille de diamants, rue des Trois-Bornes, 15, voulant passer la courroie sur l'arbre de couche de la machine, a été saisi par ses vêtements et a fait, en quelques minutes, plus de cent tours, frappant chaque fois ses jambes et sa tête sur les carreaux de la fenêtre. » (*Petit Moniteur*, 2 octobre 1880).

« *Fabrique de sucre* : Nous recevons de Ham (Somme), les détails suivants sur l'épouvantable accident arrivé dans la fabrique de sucre de MM. Mauroy et Baudoin, à Mattigny :

« Ces Messieurs ont installé, cette année, le procédé de diffusion de la betterave en cossettes, pour l'extraction des jus. Cette méthode comporte l'emploi de l'air comprimé pour la lavande des diffuseurs, après chaque opération.

« Or, vendredi dernier, au moment où l'on introduisait l'air comprimé dans un de ces appareils, la rupture d'une porte en fonte a eu lieu sous l'influence de cette pression.

« Quatre ouvriers, qui se trouvaient à côté du diffuseur, ont été atteints par des éclats et brûlés par l'eau chaude contenue dans le calorisateur. Trois d'entre eux ont déjà succombé à leurs blessures et l'état du quatrième n'est pas sans inspirer de sérieuses inquiétudes. » (*Le Soleil*, 12 octobre 1880) (1).

En outre, notre collègue M. *Froger de Mauny* nous a signalé le fait suivant :

« *Atelier de constructeur-mécanicien* : Hier soir, vers 6 heures, un douloureux accident est arrivé à l'usine de M. Pinette, mécanicien à la Colombière. Un jeune apprenti, le sr Cholot, âgé de 16 ans, était occupé à nettoyer le fond du cylindre d'une machine en marche. Il s'est laissé prendre la main dans le cylindre et a eu trois doigts broyés. Un premier appareil a été posé sur la blessure et, ce matin, un pansement plus sérieux lui a été fait à l'hôpital. On espère que l'amputation ne sera pas nécessaire. » (*Courrier de Saône-et-Loire*, 26 septembre 1880.)

OBSERVATIONS RELATIVES A L'EXÉCUTION DE LA LOI (du 19 mai 1874) SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE, présentées par MM. les Inspecteurs divisionnaires et départementaux et MM^{mes} les Inspectrices du travail des enfants ainsi que par MM. et MM^{mes} les Membres des Commissions locales. — M. le Président invite MM. les Inspecteurs divisionnaires et départementaux et MM^{mes} les Inspectrices du travail des enfants à faire

(1) Voy. *Bullet.*, XI, p. 671.

à la Société telles communications qu'ils jugeraient devoir l'intéresser.

M. le *Président* fait connaître, à ce sujet, que M. l'inspecteur divisionnaire du travail des enfants du département de la Seine a dressé un état de *Situation des Etablissements industriels religieux du département de la Seine* soumis à la loi du 19 mai 1874.

De cet état il résulte que « sur les 103 établissements recensés, 85 sont en règle ou à peu près; 5 le sont incomplètement; 12 ne le sont pas, sur lesquels 10 ont été mis en demeure de se conformer aux prescriptions de la loi ».

M. le *Secrétaire* de la Société ajoute que la Préfecture de police a bien voulu adresser à M. le *Président* de la Société des exemplaires :

1° Du *Rapport d'ensemble sur l'application de la Loi du 19 mai 1874 pendant l'année 1879*, présenté à M. le Préfet de police par la Commission départementale supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

2° Du *Procès-verbal de la Réunion générale des présidents et secrétaires des Commissions locales du travail des enfants employés dans l'industrie (département de la Seine)*.

M. le *Secrétaire* de la Société dit que la Préfecture de police (4^e bureau, 2^e division) organise, en ce moment, un service spécial pour recenser le personnel des apprentis et apprenties des ateliers parisiens, et qui sera chargé de se tenir au courant des fluctuations qui peuvent s'y produire. « Sure qui, il y a lieu de l'espérer, empêchera les petits ateliers d'échapper à la surveillance de l'inspection et aux visites des Commissions locales.

M. le docteur *Perrin*, membre d'une Commission locale, demande à faire une communication « sur les dangers de l'insalubrité des ateliers ».

La loi du 19 mai 1874 prescrit la propreté et la ventilation de l'atelier.

« Une Commission locale a signalé à M. le Préfet l'insalubrité d'un atelier de brunissage, et son rapport a été envoyé à la Commission des Logements insalubres, qui, malheureusement, est souvent désarmée en pareil cas; en effet, l'atelier est isolé, et souvent à un étage distinct, où nous ne pouvons intervenir, parce que ce n'est pas un logement proprement dit. S'il constitue

une annexe du logement, il faut que l'insalubrité soit inhérente à la construction; mais, s'il n'en est pas ainsi, si elle résulte d'un abus de jouissance du locataire industriel, nous ne pouvons agir en vertu de la loi de 1850. C'est ainsi que, dans un grand nombre de cas, il n'y a rien à faire pour la Commission des logements insalubres. Que faudrait-il pour remédier à cet état de choses? Il faudrait prescrire des mesures assurant la salubrité.

La Commission supérieure seule a le pouvoir d'élaborer un règlement déterminant le *minimum* de mesures de salubrité.

En Angleterre, l'Acte sur le travail des enfants (qui a été traduit par M. le Secrétaire de la Société) fixe ce *minimum* avec explications très détaillées : blanchiment périodique des faces intérieures des murs, peinture, lessivage, ouvertures, ventilation, etc. On devrait faire de même en France.

Une autre cause d'insalubrité, c'est l'encombrement, c'est-à-dire le trop grand nombre d'ouvriers ou ouvrières réunis et accumulés par rapport au cubage d'air de l'atelier; nous n'y pouvons rien, car c'est là encore un abus de jouissance.

M. de Bellay croit qu'il doit exister des règlements à ce sujet.

M. le docteur Perrin voudrait, lui, qu'une réglementation préventive protégeât les ouvriers et les enfants.

M. J. Périn s'associe au *desideratum* de M. le docteur Perrin, relativement à la fixation d'un *minimum* de mesures de salubrité, car le service de l'Inspection semble négliger un peu ce côté de sa mission.

Il fait remarquer que, d'ailleurs, cette mesure serait conforme à la réglementation anglaise.

M. le docteur Perrin ajoute : j'ai visité dernièrement l'atelier d'un polisseur de pendules qui emploie des apprentis, et j'ai pu voir en quel endroit on les couchait : c'était dans une soupenette présentant à peine trois mètres cubes, où l'on ne pouvait pas s'asseoir; ouverte seulement du côté des pieds, on s'y introduisait comme si l'on se couchait dans un véritable cercueil.

Ne pourrait-on pas prévenir des faits de cette nature par une réglementation sur l'hygiène et la salubrité des ateliers? Les patrons agissent du reste inconsciemment, ne se doutant pas du mal qu'ils font ainsi aux enfants qu'ils emploient.

Il serait utile, je le répète, de garantir un certain *minimum* de mesures de propreté.

M. de Bellay pense que ces conditions seront souvent fort difficiles à réunir, pour les petits patrons ou patronnes, et qu'il faudrait agir avec prudence en cette matière.

M. Turney serait heureux de voir intervenir cette réglementation préventive; mais ce n'est pas, dit-il, par cette raison que la loi a laissé l'autorité désarmée; à cet égard, les Commissions locales, en effet, peuvent requérir le concours de médecins. Les inspecteurs ont incontestablement une capacité spéciale; mais, Mesdames les inspectrices l'ont-elles? Cela est plus douteux.

« M. de Bellay vous a parlé, non sans raison, des difficultés que la réglementation pourrait présenter pour les petits ateliers; mais la loi doit être la même pour tous, elle doit être uniforme. »

M. Turney ajoute : Le fabricant, le commerçant, n'est pas un homme privé; on a le droit de savoir ce qui se passe dans son atelier, où il emploie des enfants.

M. le Dr Perrin : Lorsque, en notre qualité de membres des Commissions locales, nous savons qu'un atelier occupe un certain nombre d'apprentis, nous avons qualité pour nous enquêter du lieu où ils habitent, pour nous livrer à des investigations sur ce point.

M. Nusse pense que, s'il y a des additions à introduire, c'est plutôt dans l'économie de la loi de 1850 sur les logements insalubres que dans celle de la loi de 1874. La loi de 1850 n'a pris pour base de la salubrité que la responsabilité du propriétaire. Elle s'arrête et n'a plus de sanction, si l'insalubrité doit être attribuée à une construction du locataire ou à un fait personnel à celui-ci, tel que l'agglomération d'un trop grand nombre de personnes dans un local qui, sain en lui-même, ne l'est plus à raison de l'accumulation de travailleurs dans un espace trop restreint.

— Vouloir introduire à ce sujet des prescriptions réglementaires de salubrité dans la loi de 1874, c'est faire fausse route. Cette loi ne protège que l'enfant travaillant dans l'industrie; or il convient d'imposer les règles de salubrité au profit de tous les ouvriers, adultes ou non, de tous les employés, quel que soit leur travail, agriculture, commerce ou industrie. — A ce point de vue, il faut agir, non en élargissant la loi de 1874, ce qui serait insuffisant, mais en réformant la loi de 1850, ce qui permettra de protéger non une classe de citoyens, mais tous les citoyens.

M. le Président remercie M. le Dr Perrin d'avoir soulevé cette intéressante question.

Il ajoute que, pour l'enfant en nourrice, protégé par une loi spéciale, on a le droit de s'enquérir s'il est logé convenablement.

Communications diverses. — Le Congrès d'Hygiène de Turin. — M. le Président invite M. le Dr Perrin, qui a assisté, pendant les vacances, au Congrès d'hygiène, qui s'est tenu à Turin, à nous faire connaître les travaux de ce Congrès qui peuvent se rapporter à notre OEuvre, en l'assurant que nous entendrons sa communication avec intérêt.

M. le Dr Perrin répond que beaucoup de questions ont été traitées à ce Congrès, et que le compte-rendu doit en être publié.

« Nous nous sommes occupés, ajoute-t-il, de l'âge d'admission des enfants dans les manufactures ; nous avons pensé que ce devait être 12 ans ; nous avons admis cet âge, comme un moyen terme. On a agité le projet, déjà formulé par la Société, qu'il serait très utile de prendre des mesures internationales à ce sujet pour mettre fin, autant que possible, aux concurrences déloyales, aux inégalités de situations.

M. J. Périn dit qu'il s'était préoccupé de savoir si la question du travail des enfants était mise à l'ordre du jour du Congrès, et que, se trouvant à ce moment à Aix-les-Bains, il se proposait de se rendre à Turin ; mais qu'il lui avait été répondu qu'aucune question se rattachent à cet ordre d'idées ne figurait au programme. — Cette question n'aura été traitée qu'incidemment.

M. Turney appelle l'attention des membres de la Société sur les travaux du Congrès du Commerce et de l'Industrie, qui a eu lieu pendant la tenue de l'Exposition de 1878. Ses procès-verbaux ont été recueillis en un volume (en vente chez le concierge de l'Imprimerie nationale).

PROPAGANDE. — COMITÉS CORRESPONDANTS de la Société de protection, organisés dans les Départements. — M. le Secrétaire de la Société fait connaître que, par l'initiative de notre honorable collègue M. J.-B. Bernot, officier de l'instruction publique, un premier Comité correspondant de la Société s'est constitué, sous le titre de « Société de protection de l'Enfance ouvrière à Troyes »

Nous publierons prochainement ses *statuts*, — qui nous ont été communiqués, — par lesquels ce Comité se rattache à notre Société comme centre, lorsqu'ils seront définitivement arrêtés.

PROPAGANDE INTERNATIONALE (1). — *Italie.* — M. le Secrétaire a reçu une nouvelle dépêche d'Italie, dont il lui paraît préférable de ne pas donner lecture, afin de ne pas aller à l'encontre des bonnes dispositions d'initiative qui se produisent, dans ce pays, pour la constitution d'une Association sœur de la nôtre.

— *Russie.* — M. le Secrétaire, qui s'était mis en rapports de correspondance avec M. le président Koni (voy. ci-dessus, p. 419) a reçu la visite de M. Pierre de Messoyédoff, sous-secrétaire au Conseil de l'Empire et membre de plusieurs commissions pour l'instruction professionnelle et les institutions pour les ouvriers, — qui s'était muni d'une lettre de notre dévoué collègue M. Andréeff de Saint-Petersbourg, membre perpétuel de la Société.

OEUVRES DIVERSES EN FAVEUR DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (*Allocations à des*) ET ENFANTS RECOMMANDÉS. — M. Turney rappelle que la Société n'a pas statué, dans sa séance précédente, sur l'allocation sollicitée par l'Œuvre des familles (voy. ci-dessus, p. 312-313). Cette œuvre lui paraît cependant se présenter dans des conditions telles qu'elle est digne de tout notre intérêt et il pense qu'il y aurait lieu de l'encourager. M. Vasseur mérite à tous égards qu'on l'aide.

La solution de cette question est encore différée, par suite de l'absence de M. le Trésorier.

La séance est levée à 10 heures et quart.

Le Secrétaire,

Jules PÉRIN.

(1) Voy. *Bullet.* 1879, p. 412; 1880, p. 119 et 311.

CORRESPONDANCE

La lettre suivante a été adressée par M. le Secrétaire à M. le Président du Conseil d'administration de la *Société de protection* :

Paris, le 15 décembre 1880.

A M. le Président de la *Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures*.

Monsieur le Président,

Le Conseil d'administration de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*, appréciant les services rendus à notre œuvre, depuis de longues années, par plusieurs personnes, qui n'ont cessé de donner des preuves de leur désintéressement et de leur dévouement, a l'habitude de proposer aux suffrages de nos collègues une liste de candidats pour les élections du renouvellement du Conseil d'honneur et du Conseil d'administration.

J'ai le regret, Monsieur le Président, de vous prier de ne pas faire figurer mon nom sur la liste que le Bureau s'occupe de former, pour l'exercice 1881.

En effet, le moment me semble venu d'être relevé de mes fonctions de Secrétaire, fonctions que je remplis depuis dix années (de 1871 à 1881).

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, me permettre de rappeler que, dans la séance du 6 avril 1871, que vous présidiez, M. le vice-président *Charles Robert* s'exprimait en ces termes : « M. BARRESWIL était de ceux dont l'héritage, trop lourd pour les épaules d'un seul, doit se partager (*Bull.*, 1871, p. 111) », appréciation à laquelle je m'associais de tous points, et qui était bien faite pour motiver mes hésitations à recevoir la plume tombée de ses mains, dans les circonstances douloureuses que vous savez. Je n'avais consenti à accepter ces fonctions que sur les instances de M. *Emile Délerot*, neveu de M. *Barreswil*, de M. *Paul Bérard*, votre fidèle trésorier, et des membres de Bureau ; je n'avais cédé à leurs sollicitations que parce qu'il me semblait que je satisfaisais à un devoir envers la mémoire de votre premier Secrétaire, — qui m'avait confié ses craintes et ses espérances, et dont je me suis toujours efforcé de continuer les traditions.

J'ai conscience d'avoir déployé tous mes efforts pour surmonter, d'abord, les difficultés que j'ai rencontrées pour la reconstitution de notre chère Société et, ensuite, pour lui faire atteindre le degré le plus élevé possible de développement, — aussi me soumetts-je à l'appréciation

de mes collègues, que j'ai toujours trouvés si bienveillants; c'est à eux qu'il appartient de juger comment je me suis acquitté de la mission qu'ils ont bien voulu me confier.

Je n'ai, Monsieur le Président, d'autre motif de renoncer aux fonctions de Secrétaire, pour rentrer dans les rangs de la Société, que le désir de pouvoir reprendre et poursuivre ma série d'Études sur les causes les plus fréquentes d'accidents qui atteignent les ouvriers dans les travaux industriels et sur les moyens de les conjurer (Voy. *Bullet.*, I, p. 263; IX, p. 46-91; XI, p. 671) (1).

J'ajouterai, Monsieur le Président, que j'espère avoir la satisfaction de voir la Société de protection choisir, pour me remplacer, l'un de nos collègues dévoués — dont je revendique l'honneur de la présentation à notre Société, — et qui est des mieux préparé à devenir son nouveau Secrétaire. Au milieu des regrets que j'éprouve d'être obligé de me séparer de mes honorables collègues du Bureau, ce n'est pas ma moins vive consolation d'avoir contribué à lui assurer le concours de son troisième Secrétaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance des sentiments les plus dévoués de

Votre respectueux serviteur,

Jules PÉRIN.

(1) Je me propose, aussi, je l'avouerai, de pouvoir m'occuper activement d'une fondation dont j'ai pris l'initiative. (L'ARTÉSIENNE, *Association d'appui mutuel des enfants du Pas-de-Calais, habitant Paris.*)

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes-rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

(Extrait du Procès-verbal communiqué par M. ERN. NUSSE, *Secrétaire-adjoint*)

Séance du lundi 15 novembre 1880.

Présidence de M. FAUSTIN-HÉLIE, juge au Tribunal civil de la Seine.

Sont présents : MM. *Faustin Hélie*, Président ; *Froger de Mauny*, vice-président ; *J. Périn*, secrétaire de la Société ; *Humann*, *Fliche*, *Tommy-Martin*, *Émile Salle*, *Joret-Desclosières* et *Nusse*, secrétaires du Comité ;

Se sont excusés : MM. *Paul Roche* et *Millot*.

Le procès-verbal de la séance du 19 juillet 1880 est adopté.

L'ordre du jour appelle le renouvellement annuel des membres du Bureau du Comité.

Sont nommés : Président : M. *Faustin-Hélie*.

Vice-président : M. *Froger de Mauny*.

Secrétaire : M. *Joret-Desclosières*.

Secrétaire-adjoint : M. *Tournier*.

M. le Président communique un numéro du journal *le Citoyen*, du 2 novembre 1880. Ce numéro contient une lettre d'un sieur Potier, 38, rue Sainte-Marguerite, dénonçant un fait de surcharge d'enfant. Malheureusement, la lettre n'indique ni le poids réel porté ni le nom de l'enfant, ni celui du patron, ni l'industrie dans laquelle le jeune travailleur était employé. Le Comité regrette que la personne qui a relevé les faits signalés, n'ait point complété ses investigations sur ces points essentiels ou n'ait point attiré l'attention d'un agent qui eût, en cas d'infraction, assuré l'exécution du décret réglementaire du 13 mai 1875 sur la surcharge des enfants.

M. le Président communique également un numéro du journal

l'Estafette, du 11 novembre 1880, mentionnant une petite émeute qui aurait éclaté à l'Opéra à la suite d'une blessure occasionnée à un enfant par l'exécution d'une manœuvre de disparition dans une trappe, dans le ballet de Widor. A la suite de cet événement, la scène a été supprimée.

M. E. Salle demande à cet effet à faire une démarche officielle auprès de M. le Commissaire de police du quartier de l'Opéra et à provoquer une enquête sur cet accident.

Cette proposition est adoptée. Le Comité décide en outre que cette enquête sera complétée par la recherche faite, avant la prochaine séance, des exercices acrobatiques dangereux et exécutés par des enfants qui pourraient être constatés dans les principaux théâtres ou lieux publics de Paris, où se commettent des infractions à la loi du 7 décembre 1874.

MM. Froger de Mauny, E. Salle et Joret-Desclosières se chargent de quelques-unes des visites à faire.

Un rapport d'ensemble sera délibéré et rédigé.

M. le Président fait passer sous les yeux du Comité un numéro du journal *le Citoyen*, du 5 novembre 1880, contenant le programme politique et économique de l'Alliance socialiste républicaine. Les deux articles signalés à l'attention du Comité sont : la création d'écoles d'apprentissage, l'interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans dans les ateliers, usines et manufactures.

M. Tommy Martin insiste sur l'intérêt qu'il y a, pour le Comité, à connaître sur ces questions les appréciations et les idées des Chambres syndicales ouvrières ; il propose de se mettre en relations avec l'association qui a émis ce programme.

M. J. Périn fait observer qu'une entrée en relations officielles est inutile, mais que les membres du Comité peuvent s'enquérir personnellement s'ils le jugent convenable ; il ajoute, d'ailleurs, qu'il fera tout ce qui lui sera possible pour procurer au Comité tous les renseignements utiles sur les débats qui pourront avoir lieu.

Le Comité décide l'ajournement de la question jusqu'à ce qu'il lui soit justifié que l'Association dont s'agit donne suite à son programme.

M. Ern. Nusse donne lecture de son rapport sur les résultats généraux de l'apprentissage et sur le projet adopté par le Sénat au sujet des écoles manuelles d'apprentissage. (Voy. ci-après, p. 402.)

Après la lecture de ce rapport, le Comité renvoie pour la discussion à la prochaine réunion.

La prochaine séance du Comité aura lieu le lundi 17 janvier, à 2 heures :

Ordre du jour.

1^o Correspondance. — Jurisprudence. (communiquées par M. le Secrétaire de la Société);

2^o Election d'un membre nouveau du Comité;

3^o Rapport de MM. *Froger de Mauny*, *Joret-Desclosières* et *Salle* sur l'emploi des enfants et des mineurs dans divers établissements de Paris (cirques, etc.);

4^o Discussion du rapport présenté par M. Nusse (qui a été lu dans cette séance) sur les conséquences de la nouvelle loi sur les Écoles manuelles d'apprentissage;

5^o Examen de la proposition de loi de M. *Martin Nadaud*, député, sur la Responsabilité en matière d'accidents.

Rapport sur les résultats de l'Apprentissage et sur le projet de loi voté par le Sénat au sujet des Écoles d'apprentissage.

Dans votre séance du 7 juin 1880, vous avez nommé une Commission chargée de réunir tous les résultats fournis par l'apprentissage permettant d'apprécier si cette initiation à la vie de l'ouvrier est utile, produit des résultats pratiques, satisfaisants et fructueux pour le jeune apprenti.

En outre, et dans celle du 19 juillet 1880, vous avez renvoyé à cette Commission l'examen du projet de loi voté au Sénat concernant l'organisation des Ecoles d'apprentissage, ainsi que le rapport complémentaire de M. Tolain.

Telle est la double tâche que nous avons à accomplir devant vous.

Les observations que nous avons pu réunir portent, pour les garçons, sur 32 professions, pour les filles sur 24 professions.

Quant aux apprentis, trois métiers, ceux de papetier relieur, de cartonnier, d'épicier herboriste, d'emballleur demandent seulement deux ans d'apprentissage; les salaires du jeune homme commençant à être ouvrier sont de trois francs par jour environ; ils peuvent s'élever pour l'ouvrier fait à un total de 5 à 6 francs.

La chaussure, le battage d'or, le montage en bronze, la lunetterie en écaille, le porte-monnaie, la sellerie, l'encadrement, la sculpture en ébénisterie, la reliure durent trois ans, donnent à

la fin de l'apprentissage une moyenne de 4 à 5 francs et, à l'ouvrier fait, une somme de 5 à 7 francs, qui pour l'encadreur peut même atteindre 10 francs. — La gravure sur bois, la gravure sur émail, la bijouterie artistique, le tour en cuivre, la mécanique de précision, la pâtisserie, l'orfèvrerie en coutellerie, la gravure-ciselure, l'optique, la dorure sur cuir, la tabletterie en écaille procurent au sortir d'apprentissage un gain qui varie entre 3, 4 et 5 francs. L'ouvrier se fait 5, 6, 7, 8, 10 et même 12 francs.

Dans la bijouterie artistique, celle en pendants de bagues, le dessin pour impression sur étoffes, l'horlogerie, dans l'art du sertisseur, après un apprentissage de cinq ans, le jeune travailleur a des journées de 4 et 5 francs par jour qui monteront plus tard à 7, 8 et 10 francs.

Vous voyez, en résumé, que le minimum de la journée est de 3 francs à la sortie d'apprentissage, le maximum de 5 francs. Vous déduirez en outre des états comparatifs ci-dessus rappelés, cette vérité économique que la rétribution d'un métier manuel est en raison inverse du temps et de la facilité que présente son noviciat. Enfin, vous comprenez combien l'activité et l'intelligence individuelles influent sur le niveau des rémunérations qui dans chaque profession sépare la moyenne du maximum.

Nous avons voulu vous présenter un tableau analogue quant au travail féminin. Nous trouvons ici une plus grande variété dans la durée de l'apprentissage : un an pour les brocheuses ; deux ans pour les modistes, piqueuses de bottines, ajusteuses de parures en plumes, compositeurs d'imprimerie, dentellières (1) ; tapissières en ameublement, monteuses en fleurs, friseuses en plumes, blanchisseuses, giletières ; trois ans pour les couturières, chaînistes, doreuses sur bois, reperceuses de bijouterie, batteuses d'or ; quatre ans pour les brodeuses de fantaisie, polisseuses de bijoux, peintres en éventails cinq ans pour les brunisseuses, six pour les brodeuses tapissières.

Dans le premier groupe, l'apprentie débutant comme ouvrière gagne 1 fr. 50 c., l'ouvrière formée de 2 fr. 50 c. à 4 francs.

Dans le deuxième, le salaire pour l'ex-apprentie est de 2 fr. 50 c. à 3 francs, pour l'ouvrière faite de 3 à 5 francs.

(1) Il s'agit de la dentelle mécanique.

Dans le troisième, les résultats sont à peu près les mêmes.

Dans le quatrième, la jeune ouvrière reçoit 4 francs, l'ouvrière de 4 à 6 francs.

Dans le cinquième, les brunisseuses à leur début touchent 2 fr. 50 c. ; quand elles sont devenues ouvrières habiles, de 3 à 4 francs ; ici, la longueur de l'apprentissage ne s'explique que par la misère des familles qui l'acceptent. Enfin, dans le sixième, le salaire de l'apprentie promue ouvrière est de 4 francs pour monter ultérieurement à 5 et à 6 francs.

La rémunération au sortir d'apprentissage pour la femme est donc entre 2 fr. 50 c. et 4 francs. (1)

Nous nous occupons ici non des sujets d'élite, mais de ceux qui ont acquis à l'atelier une instruction professionnelle ordinaire.

Ainsi se trouve détruite par les faits cette proposition énoncée dans un discours prononcé au Sénat le 3 mai 1880 « *que dans l'état actuel des choses, l'enfant qui sort d'apprentissage ne peut pas gagner sa vie* ». Cette phrase, accueillie au Sénat sans contestation, soulèvera l'unanime protestation de tous ceux qui se sont occupés du placement pratique des apprentis.

Il est encore une autre idée, énoncée dans le même discours, et dont l'application semble manquer d'exactitude. On affirme avec beaucoup de raison, que la décadence de l'apprentissage est due à deux causes économiques : la spécialisation du travail et le perfectionnement de l'outillage industriel qui amènent la paresse d'esprit du travailleur et l'empêchent d'être un artisan d'ensemble, capable de créer un tout comme l'étaient ses devanciers. Jusque-là on est dans la vérité, mais on rentre dans le domaine de l'hypothèse la moins démontrée quand on prétend que l'École manuelle d'apprentissage combattrait cet état de choses. Quelle corrélation y a-t-il entre le mal et le remède signalés ? L'école d'apprentissage fera-t-elle abstraction de l'outillage employé couramment dans les ateliers pour faire produire à l'élève dans les conditions où s'opérait la fabrication avant la découverte des machines, quand l'ouvrier créait un tout ? Évidemment non,

(1) Ces chiffres nous sont donnés par M. *Is. Roche*, vice-président du Comité de placement de la Société. En outre, par lettre du 21 novembre 1880, M. *Ramé*, au nom de la Chambre syndicale du Papier et des industries qui le transforment veut bien nous faire savoir : 1° que la durée de l'apprentissage est de 3 à 4 ans ; 2° que le salaire à l'issue de l'apprentissage, est de 3 fr. à 4 fr. 50 c., selon les sujets.

ce serait un mauvais service à lui rendre. Mais alors, s'il s'agit uniquement de développer l'intelligence en faisant comprendre le jeu des lois mécaniques, physiques ou chimiques qui régissent le métier, il n'est pas besoin de l'école d'apprentissage, mais de simples leçons technologiques données collectivement aux enfants qui suivent une même profession et pouvant être l'annexe utile des cours d'adultes ou d'apprentis.

Cette critique un peu rétrospective, nous ramène, Messieurs, à examiner le rapport supplémentaire présenté au Sénat et le projet de loi voté par cette Assemblée sur les Écoles manuelles d'apprentissage.

Il n'est plus question de création d'une CAISSE SPÉCIALE; l'École d'apprentissage est soumise à la surveillance du Ministère de l'Instruction publique en même temps qu'elle relève du Ministère du commerce. Par conséquent, elle participe au budget de l'Instruction publique.

S'il en est ainsi, comment ne participe-t-elle pas aussi à sa discipline? La loi du 11 juin 1834 remet au Préfet le pouvoir de nommer les instituteurs communaux. Lors de la discussion de la loi du 10 avril 1867, on repoussa même un amendement tendant à remettre cette attribution à l'Inspecteur d'académie et l'on maintint complet et absolu le droit du Préfet. L'économie de l'article 3 du projet de loi du Sénat maintient bien le droit du Préfet, mais en l'obligeant à choisir les candidats sur une liste de présentation du conseil municipal, si l'école est fondée par une commune, ou du conseil général, si l'école est fondée par le département. Ainsi resserrée dans un cadre étroit, l'autorité du représentant de l'État court risque d'être étouffée par les présentateurs qui ne sont limités par aucune règle et peuvent choisir même en dehors du personnel universitaire.

Le principe doit d'autant plus être signalé qu'aux termes du § 2 de l'article 1^{er}, les Écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours d'enseignement professionnel, sont assimilées aux Écoles nouvelles d'apprentissage. Ainsi échappent au droit de nomination des Préfets les directeurs d'écoles primaires supérieures comme Turgot, J.-B. Say, Colbert, Lavoisier où se font des manipulations ou constructions manuelles. Ne serait-il pas plus opportun de réserver cette question et cette assimilation pour une loi organique d'instruction publique? Doit-on d'ailleurs conserver

comme Écoles d'apprentissage celles où la théorie est principale, la pratique très accessoire?

Les Écoles privées d'apprentissage sont mises sur le même rang que les Écoles publiques, en ce qu'elles participent également aux subventions des Ministères du commerce et de l'instruction publique.

Le personnel autre que les directeurs est choisi dans l'École communale par le maire, dans l'École départementale par le Préfet, dans les Écoles libres par les fondateurs qui disposent de la nomination du directeur lui-même. Ne conviendrait-il pas d'ajouter que dans aucun cas les professeurs ne pourront être affranchis des causes d'incapacité civique et d'exclusion pour indignité que la loi d'instruction publique exige à bon droit de tous ceux qui enseignent. Dans les Écoles communales ou départementales, ce personnel est désigné par la Commission de surveillance et de perfectionnement. Cette Commission est une heureuse innovation empruntée au décret du 30 novembre 1863 sur l'organisation de l'École d'horlogerie de Cluse et une réalisation d'un des vœux du Congrès international du commerce et de l'industrie tenu en août 1878 sous les auspices des chambres syndicales de Paris. Enfin, nous signalerons une regrettable lacune quant à l'organisation de l'inspection et au règlement d'attribution à établir entre les inspecteurs universitaires et ceux du travail des enfants, puisque l'École d'apprentissage dépend des deux Ministères.

La question d'âge d'admission n'est point explicitement traitée. Toutefois, l'École d'apprentissage étant confondue dans l'esprit des auteurs du projet de loi avec l'École primaire *complémentaire* et supérieure, on peut induire que, conformément à la loi de 1874, le travail manuel ne commencera qu'avec la treizième année. Il est à espérer que la Chambre des députés qui avait élaboré sur ce point un article spécial et formel le reprendra quand le projet du Sénat sera renvoyé à son vote.

Ramenée à ces proportions, dégagée de l'idée de la création d'une caisse spéciale, n'entraînant plus le Parlement dans un vote anticipé de sommes indéfinies, enfin, s'encadrant dans l'ensemble de nos lois administratives sans y introduire des principes disparates, la proposition de loi votée par le Sénat peut être acceptée sous la réserve des critiques de détail que nous vous avons soumise, et à la condition expresse de ne point voir dans la voie

où l'on s'engage la solution exclusive de la question de l'apprentissage.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 29 novembre 1880.

Dépôt, par M. Martin Nadaud, du rapport de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat sur les Écoles manuelles d'apprentissage. — Déclaration de l'urgence. — Discussion immédiate et adoption du projet de loi.

M. le Président. — Je donne la parole à M. Nadaud pour le dépôt d'un rapport.

M. Martin Nadaud. — J'ai l'honneur de déposer le rapport de la Commission qui a été chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, sur les Écoles manuelles d'apprentissage.

M. le président. — Le rapport sera imprimé et distribué.

M. Martin Nadaud. — Messieurs, vous avez adopté, il y a quelque temps, un projet de loi relatif aux Écoles manuelles d'apprentissage.

Le Sénat, auquel ce projet de loi avait été soumis, l'a adopté à son tour, après y avoir apporté certaines modifications.

Votre Commission, saisie de nouveau de ce même projet de loi, s'est réunie, il y a un instant, et elle m'a chargé de vous dire que, à l'unanimité, elle acceptait la loi qui avait été élaborée par le Sénat, et qu'elle vous priait de vouloir bien déclarer l'urgence et passer immédiatement à la discussion et au vote. (Bruit de conversations particulières.)

M. le président. — Messieurs, veuillez faire silence, je vous prie.

Il s'agit de la loi relative aux Écoles manuelles d'apprentissage, renvoyée au Sénat au mois de juillet 1880, et qui revient aujourd'hui devant vous, après avoir été modifiée et adoptée par le Sénat.

M. le président du conseil, l'autre jour, a, dans un discours, fait allusion à cette loi et a demandé au rapporteur quand il déposerait son rapport.

C'est ce rapport que M. Nadaud vous présente en ce moment, en vous demandant de prononcer l'urgence et de passer à la discussion immédiate du projet de loi.

M. Keller. — Il faudrait connaître ce rapport.

M. le président. — Le rapport conclut à ce que la Chambre entérine purement et simplement le projet de loi tel qu'il a été modifié par le Sénat.

Si M. Keller demande la parole, je la lui accorderai immédiatement.

Personne ne demandant la parole, je consulte la Chambre sur l'urgence et la discussion immédiate.

(La Chambre, consultée, prononce l'urgence et décide qu'elle passe à la discussion immédiate du projet de loi.)

M. le président. — Maintenant je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide qu'elle passe à la discussion des articles.)

M. le président. — Je donne lecture des articles :

« ARTICLE PREMIER. — Les écoles d'apprentissage fondées par les communes ou les départements pour développer chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles la dextérité nécessaire et les connaissances techniques sont mises au nombre des établissements d'enseignement primaire publics.

» Les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont assimilées aux écoles manuelles d'apprentissage. »

(L'article premier est mis aux voix et adopté.)

« ART. 2. — Les Écoles manuelles d'apprentissage et autres Ecoles à la fois primaires et professionnelles, fondées et entretenues par des associations libres, sont mises au nombre des établissements désignés par l'article 56 de la loi du 15 mars 1830, comme pouvant participer aux subventions inscrites au budget de l'instruction publique ». — (Adopté.)

« ART. 3. — Les établissements désignés dans les articles 1 et 2 de la présente loi pourront également participer aux subventions inscrites au budget du Ministère de l'agriculture et du commerce, sous le titre de « subventions à des Établissements d'enseignement technique ». — (Adopté.)

« ART. 4. — Le programme d'enseignement de chacun de ces établissements est arrêté d'après un plan élaboré par les fondateurs, et approuvé par les ministres de l'instruction publique et de l'agriculture et du commerce. » — (Adopté.)

« ART. 5. — Dans les écoles fondées par les départements ou les communes, le directeur est nommé, en la même forme que tous les instituteurs publics, sur la présentation du conseil municipal, si l'école est fondée par une commune, ou du conseil général, si l'école est fondée par le département.

» Le personnel chargé de l'enseignement professionnel est nommé par le maire, si c'est une école communale, ou par le préfet, si c'est une école départementale, sur la désignation de la commission de surveillance et de perfectionnement instituée auprès de l'établissement par le conseil municipal ou par le conseil général.

« Dans les écoles libres tout le personnel est choisi par les fondateurs. » — (Adopté.)

« ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi. » — (Adopté.)

M. le président. — Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté.)

COMITÉS DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ.

L'Arbre de Noël,

par M. Ernest NUSSE

Si le grand bazar de l'Hôtel de Ville venait à disparaître de Paris, il se retrouverait dans un arbre de Noël. Bougies, jouets, serviettes, miroirs, trompettes, paniers filés de perles, fichus, bonbons, livres, boîtes de toutes sortes, on y voit tout l'étalage fascinateur qui exerce une si grande séduction sur des fillettes de douze ans. Et comme pour compléter l'illusion, les grands rameaux verts tendent complaisamment leurs cadeaux comme ces palettes dans lesquelles le marchand offre à ses acheteurs les marchandises convoitées. Heureux chalands qui n'ont rien à payer, heureux âge où le souci de la veille n'altère pas le plaisir du lendemain !

Aussi quels éclats de rire et comme les joyeux intermèdes qui s'intercalent au milieu de la fête sont accueillis avec gaieté ! *Robinson* n'est plus ce philosophe sauvage que la plume de de Foë semble avoir dérobé à Rousseau ; c'est un humoristique, nourri de serpents et d'éléphants, qui, revenu de ses aventures, en tire à l'usage de ses enfants la morale de Gribouille :

Ne naviguez jamais sur l'eau
Et vous ne ferez pas naufrage.

La musique se met elle-même de la partie : elle veut rire et les sifflets, les chalumeaux, les cymbales, les crécelles, les chapeaux chinois, accompagnant cette œuvre originale qui s'appelle la *symphonie burlesque*, font retentir à nos oreilles l'ironie de la note et la parodie des sons.

Bientôt les animaux se mêlent du concert dans le chœur de chiens et chats ; les aboiements des contraltos se marient aux miaulements des sopranos ; la bataille s'engagerait sanglante, si l'harmonie ne se rétablissait avec l'accord parfait.

Enfin, l'espèce humaine apparaît sous la forme d'un charmant moulin à vent. Les trépignements des enfants accompagnent le refrain célèbre :

J'ons d' l'esprit
A ce qu'on dit...
Quand je parle parle,
Chacun de rire
Et de dire :
V'la le moulin parti.
V'la le moulin qui tourne,
Quand s'arrêtera-t-il ?

Une Alsacienne vient clôturer la fête et la joie par le ravissant couplet des « *jolis balais* » ; puis le piano, changeant brusquement d'allure, prend la majestueuse gravité de l'orgue pour suivre l'habile exécution du *Sancta Maria* (de Faure). C'est la transition entre le plaisir et le sérieux, le profane et le sacré.

M. l'abbé *Lantiez* évoque l'idée de Dieu, source de tous les bonheurs humains et après la collation traditionnelle, les fillettes se dispersent toutes charmées encore du plaisir qu'elles ont goûté.

Ce plaisir est bien gagné : car, en causant avec les Dames institutrices, MM. *Is. Roche*, *J. Périn*, secrétaire de la Société, et moi, nous avons appris que le certificat scolaire abrégé se propage, que l'influence de la bonne direction s'accroît tous les jours, et qu'en défrichant ces jeunes esprits par le bien et l'étude, ces dames non seulement acquièrent un juste droit à notre gratitude, mais préparent des âmes pour les luttes de la vie, des cœurs pour les devoirs de la famille, des femmes pour la société.

DOCUMENTS OFFICIELS

SEINE

PRÉFECTURE DE POLICE

Division du département de la Seine en sections d'Inspection du travail des enfants.

Paris, le 20 août 1880.

A Messieurs les Présidents et Mesdames les Présidentes des Commissions locales du Travail des enfants dans le département de la Seine.

Messieurs,

L'un de mes prédécesseurs avait, par arrêté du 6 février 1879, divisé le département de la Seine, pour le service d'Inspection du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, en sept sections réparties entre les sept inspecteurs et inspectrices titulaires.

Par délibération en date du 5 décembre dernier, le Conseil général a modifié la situation des inspecteurs et inspectrices suppléants, en leur allouant un traitement et en leur conférant le titre d'Inspecteurs et Inspectrices adjoints en service permanent. D'autre part, la Commission supérieure départementale a décidé qu'il y avait lieu, pour entrer dans les vues du Conseil général, de charger du service régulier d'une section chaque inspecteur et inspectrice adjoint.

Dans cette situation, d'après les propositions de M. l'Inspecteur divisionnaire et l'avis conforme de la Commission supérieure départementale, j'ai déterminé ainsi qu'il suit la division du département de la Seine en neuf sections d'Inspection et l'attribution des inspecteurs et inspectrices à chacune de ces sections :

N ^o D'ORDRE des sections d'inspection.	DÉSIGNATION DES ARRONDISSEMENTS comprenant chaque section d'Inspection	NOMS ET ADRESSES DES INSPECTEURS ET INSPECTRICES
1	8 ^e , 16 ^e et 17 ^e arrond. . .	M. BOYER, insp. princ. 59, rue de Vaugirard ; Mme LOUBENS, insp., 8, rue Delaborde.
2	3 ^e arrondissement . . .	M. HUDELO, insp.-adj., 44, quai de Béthune; Mlle TROHEL, inspectrice, 7, rue Lallier.
3	6 ^e , 7 ^e , 14 ^e et 15 ^e arrond. . .	M. POUSSART, insp. 462, Erg Saint-Martin ; Mme LACHAUD, inspect., 49, rue Duperré.
4	1 ^{er} , 4 ^e , 5 ^e et 13 ^e arrond. . .	M. le Dr KUHFF, insp., 69, rue de Rivoli ; Mlle HOMERY, inspectrice, 9, rue Rataud.
5	11 ^e , 12 ^e et 20 ^e arrond. . .	M. PERRINELLE, insp., 41, rue Rondelet ; Mlle FLOCH, insp., avenue Parmentier.
6	2 ^e et 9 ^e arrondissements. . .	M. le Dr NAPIAS, insp., 68, rue du Rocher ; Mlle SAFFROL, insp.-adj., 42, av. d'Antin.
7	10 ^e , 18 ^e et 19 ^e arrond. . .	M. DUBUISSON, insp.-adj., 76, r. d'Assas ; Mme GETTING, insp.-adj., 40, rue Prony.
8	Saint-Denis.	M. ALLARD, insp., 35, rue de Trévise ; Mlle RANVAUD, insp. 38, r. Fe-St-Georges.
9	Sceaux	M. COMBES, insp., 43, rue Croullebarbe ; Mme OLIVE, insp., 34, rue Maubeuge.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien donner communication de la présente circulaire à votre Commission locale, lors de sa première réunion.

Veuillez agréer, M. , l'expression de ma considération la plus distinguée.

Pour le Député, Préfet de police,
En l'absence du Secrétaire général,
et par délégation :
Le chef de la 2^e division,
Ch. LESTIBOUDOIS

Un certain nombre de Commissions locales ont fait valoir que, pour faciliter l'accomplissement de leur mission, elles auraient besoin de connaître les principales Instructions ministérielles et préfectorales relatives à l'application de la loi du 19 mai 1874, ainsi que les décisions de principe prises par la Commission départe-

mentale supérieure. M. le Préfet de police vient de faire publier un Recueil qui a pour objet de satisfaire à ce désir et de compléter ainsi la publication qui a été faite (en forme de petit livre), le 1^{er} février 1880, sous le titre d'*Instructions à l'usage des Commissions locales*.

Ce RECUEIL DE DÉCISIONS ET INSTRUCTIONS *relatives à l'application de la loi du 19 mai 1874* (qui a paru en novembre), comprend les questions suivantes :

Affiches de la loi, — Ateliers de triage de chiffons dépendant des papeteries ; interdiction d'y employer des enfants, — Certificats d'instruction primaire élémentaire, — Classes de demi-temps, — Commission départementale supérieure, — Commissions locales, — Déclaration à faire aux mairies par les patrons qui emploient des enfants, — Enfants soumis ou non soumis à l'application de la loi, — Établissements de l'État, — Établissements religieux, — Exécution de la loi confiée au Préfet de la Seine et non au Préfet de police, — Feuilles d'inscriptions des enfants, — Inspection départementale, — Instructions générales sur l'application de la loi, — Livrets d'enfants, — Nettoyage des chaudières le dimanche, — Pénalités, — Rangement de l'atelier, — Registres d'inscriptions, — Statistique des ateliers, — Triperies dépendant des abattoirs ; interdiction d'y employer des enfants au-dessous de 16 ans.

COMMISSION DÉPARTEMENTALE SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINEURES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

*Rapport d'ensemble sur l'application de la Loi du 19 mai 1874
pendant l'année 1879.*

Paris, le 21 juillet 1880.

Monsieur le Préfet de Police,

En conformité de la délibération du Conseil général du 8 juin 1878 et de l'arrêté organique de votre prédécesseur, du 19 août suivant, la Commission départementale supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie a l'honneur de vous adresser son Rapport d'ensemble sur le service, pendant l'année 1879.

Vous vous rappelez qu'à cause des difficultés de doctrine qui s'étaient produites, c'est seulement le 16 avril 1879 que les

inspecteurs et les inspectrices ont pu prêter le serment qui leur donne le droit de dresser des procès-verbaux. Mais, avant cette date, on n'était pas resté inactif, et rien n'avait été négligé pour que le service d'Inspection fonctionnât avec activité aussitôt que sa marche régulière serait assurée.

Dès la première séance de la Commission supérieure départementale qui a eu lieu au mois de janvier, on a déterminé, de concert avec M. l'Inspecteur divisionnaire, les sections d'Inspection, une même section devant être établie pour un inspecteur et une inspectrice.

La ville de Paris a été divisée comme suit, en tenant compte, dans la mesure du possible, de l'étendue du terrain à parcourir, remarque faite que le nombre des ateliers est partout inversement proportionnel, ou à peu près, à l'étendue de la section :

1 ^{re} section	2 ^e et 3 ^e arrondissements,
2 ^e id.	1 ^{er} , 4 ^e , 5 ^e , 12 ^e et 13 ^e id.
3 ^e id.	10 ^e , 11 ^e , 19 ^e et 20 ^e id.
4 ^e id.	6 ^e , 7 ^e , 14 ^e , 15 ^e et 16 ^e id.
5 ^e id.	8 ^e , 9 ^e , 17 ^e et 18 ^e id.

Quant aux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, il n'y avait pas à s'en occuper, puisqu'aux termes de la délibération du Conseil général du 8 juin 1878, ils forment, chacun, une section.

Pour l'attribution au personnel d'inspection de ces différentes sections, la Commission supérieure départementale a proposé de laisser à chaque inspecteur et inspectrice, suivant l'ordre des nominations, le choix de sa section.

Vous avez bien voulu, Monsieur le Préfet, accueillir cette proposition, et c'est ainsi qu'a été faite la répartition entre les inspecteurs et les dames inspectrices.

Pour faciliter le service, il a été remis à chaque inspecteur et à chaque inspectrice :

1^o Une carte-plan de sa section ;

2^o Un exemplaire d'une nouvelle édition (remaniée en vue de cette destination spéciale) du *Guide pratique*, publié par M. l'Inspecteur divisionnaire ;

3^o Des instructions imprimées, pour être distribuées aux industriels dans le cours des tournées d'inspection.

De concert avec M. l'Inspecteur divisionnaire, la Commission supérieure départementale a proposé et vous avez adopté les

modèles des divers imprimés du service, à savoir : registres pour l'inscription du travail de chaque jour; feuilles mensuelles reproduisant les mentions de ces registres et destinées à être mises sous les yeux de la Commission supérieure départementale pour exercer son contrôle; enfin, formules de procès-verbaux.

D'un autre côté, un avis aux industriels a été affiché, en grand nombre, dans tout le département, pour les informer de la réorganisation du service d'inspection et les engager à se conformer à la loi. Cet avis, qui contenait les noms et les adresses des inspecteurs et des inspectrices, a été reproduit dans un certain nombre de journaux.

Enfin, dans le courant du mois d'avril, la Préfecture de Police a fait connaître aux maires des communes rurales et aux commissaires de police de Paris et de la banlieue la composition du personnel du service d'inspection, avec prière de prêter concours à ce service spécial toutes les fois que besoin serait.

En somme, si le service d'inspection n'a pu fonctionner d'une façon absolument régulière qu'à partir du 16 avril 1879, dès le mois de mars précédent, il avait commencé ses visites dans les ateliers où travaillent des enfants des deux sexes.

Dans les neuf mois qui se sont écoulés de mars à décembre exclusivement (l'amoncellement des neiges ayant interrompu le service pendant ce dernier mois), le nombre des inspections faites a été :

A Paris :

Par les inspecteurs, de	4.651
Par les inspectrices, de	8.130
Ensemble	12.781

Dans l'arrondissement de Saint-Denis :

Par l'inspecteur, de	731
Par l'inspectrice, de	690
Ensemble	1.421

Dans l'arrondissement de Sceaux :

Par l'inspecteur, de	757
Par l'inspectrice, de	718
Ensemble	1.475

Total général. 15.677

La statistique établie par la Préfecture de Police à la fin de l'année 1878 avait constaté l'existence, dans le département, de 16,121 ateliers, tombant sous le coup de la loi de 1874 et se décomposant comme suit :

Dans Paris.	13.510
Dans l'arrondissement de Sceaux.	1.096
Dans l'arrondissement de Saint-Denis . . .	1.515
Total égal.	16.121

Il y a donc eu à Paris près d'un millier d'ateliers qui n'ont pas été inspectés pendant l'année 1879. Dans les arrondissements ruraux, au contraire, un certain nombre de manufactures ont été visitées plusieurs fois.

Cette différence dans les résultats ne tient-elle pas à l'insuffisance du personnel d'inspection de Paris ?

Le Conseil général paraît avoir eu cette pensée, car, dans sa séance du 5 décembre 1879, il a converti les emplois d'inspecteurs et d'inspectrices suppléants, en inspecteurs et inspectrices adjoints rétribués, devant être chargés d'une section comme les inspecteurs et inspectrices titulaires.

Dans tous les cas, ce n'est que justice de faire remarquer l'activité et le zèle soutenus des dames inspectrices.

Depuis le 26 avril 1879, les livrets d'enfants sont délivrés dans chaque mairie, à Paris et dans les communes rurales. Toutefois, la Préfecture de Police, afin d'épuiser sa provision, a continué d'en délivrer concurremment avec les municipalités jusqu'au mois d'août.

Les tableaux ci-après, donnent le nombre des livrets qui ont été délivrés pendant l'année 1879, tant à la Préfecture de Police que dans les différentes mairies.

En abandonnant ce service, la Préfecture de Police a donné à MM. les Maires les instructions nécessaires pour qu'ils continuent à délivrer les livrets au prix de 0 fr. 15 c., c'est-à-dire un prix moindre que le prix de revient, et même gratuitement aux enfants dont les parents sont hors d'état de payer cette modique somme. Un crédit spécial figure au budget départemental pour cette dépense.

ÉTAT DES LIVRETS DÉLIVRÉS PENDANT L'ANNÉE 1879

1^o Par la Préfecture de Police.

MOIS	LIVRETS
Janvier	346
Février	490
Mars	869
Avril	646
Mai	102
Juin	259
Juillet	
Août	
	2.172

2^o Par les Mairies des Communes des Arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

Arrondissement de Sceaux	1.433
— de Saint-Denis	8.303
Total	<u>9.736</u>

3^o Par les Mairies de Paris.

ARRONDISSEMENTS de PARIS	LIVRETS			TOTAL
	ANNÉE 1879			par
	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	ARRONDISSEMENT
1 ^{er} Arrondissement . . .	39	130	44	213
2 ^e —	39	105	63	207
3 ^e —	23	71	70	164
4 ^e —	73	127	73	273
5 ^e —	75	202	161	438
6 ^e —	265	123	155	543
7 ^e —	72	126	215	413
8 ^e —	41	74	46	161
9 ^e —	44	57	57	158
10 ^e —	117	187	112	416
11 ^e —	201	340	309	850
12 ^e —	72	278	279	629
13 ^e —	127	413	234	774
14 ^e —	168	214	237	619
15 ^e —	177	306	237	720
16 ^e —	106	215	155	476
17 ^e —	100	161	128	389
18 ^e —	145	254	205	604
19 ^e —	253	415	300	968
20 ^e —	245	288	289	822
Totaux.	2.382	4.086	3.369	9.837

RÉCAPITULATION

Année 1879.

			NOMBRE DE LIVRETS
PARIS	{ Préfecture de Police	2.712	12.549
	{ Mairies de Paris	9.837	
Arrondissements	{ de Sceaux	1.433	9.736
	{ de Saint-Denis	8.303	
Total général			22.285

État comparatif des années 1878 et 1879.

		1878	1879
PARIS	{ Préfecture de Police	5,441	2,712
	{ Mairies de Paris	»	9,837
Arrondissements	{ de Sceaux	626	1,433
	{ de Saint-Denis	6,206	8,303
Totaux		12,273	22,285
Différence en plus pour l'année 1879		10,012	

Tout ce qui concerne l'instruction primaire des enfants a été l'objet d'une sollicitude spéciale.

Sur la demande de M. l'Inspecteur divisionnaire, la Préfecture de Police a, dès le mois de février, envoyé des instructions à MM. les Maires, pour leur recommander de prendre note de tous les certificats d'instruction qui, aux termes de l'article 9 de la loi de 1874, doivent être soumis à leur visa, afin qu'une statistique pût être établie à ce sujet.

Le tableau suivant fait connaître le nombre des visas qui ont été délivrés dans les mairies de Paris, pendant le 2^{me} semestre de l'année 1879.

Il n'a pas été possible d'établir cette statistique pour les arrondissements ruraux, à cause de l'insuffisance des renseignements fournis par les municipalités, dont un très petit nombre a répondu à la demande de l'Administration :

RELEVÉ NUMÉRIQUE

des Visas de Certificats d'Instruction dans les Arrondissements de Paris pendant les 3^e et 4^e Trimestres de l'Année 1879.

ARRONDISSEMENTS	1879		TOTAL par ARRONDISSEMENT
	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	
1 ^{er} Arrondissement.	9	25	34
2 ^e —	7	15	22
3 ^e —	57	50	107
4 ^e —	32	52	84
5 ^e —	163	137	300
6 ^e —	88	99	187
7 ^e —	164	112	276
8 ^e —	73	47	120
9 ^e —	24	19	43
10 ^e —	77	49	126
11 ^e —	483	159	642
12 ^e —	258	239	497
13 ^e —	315	274	589
14 ^e —	209	133	342
15 ^e —	238	149	387
16 ^e —	93	60	153
17 ^e —	114	123	237
18 ^e —	103	85	188
19 ^e —	53	21	71
20 ^e —	196	207	403
	2.756	2.085	4.841
	4.841		

En ce qui concerne les écoles de demi-temps, tous les efforts ont été faits pour qu'il en soit établi promptement le plus grand nombre possible. Avec le concours de M. l'Inspecteur divisionnaire, les deux Préfectures de la Seine et de Police se sont concertées à cet égard, et la Commission départementale supérieure a le ferme espoir qu'elle pourra, l'année prochaine, constater sur ce terrain un progrès réel et considérable (1).

(1) Par décision de M. le Préfet de la Seine, du 14 février 1880, des classes spéciales pour les apprentis peuvent avoir lieu de 4 1/2 à 7 h. du soir, tous les jours, excepté le jeudi et le dimanche, dans les locaux des écoles primaires ordinaires. Ces classes sont autorisées, lorsque le nombre des apprentis inscrits *ad hoc* à la mairie, est de vingt.

En vertu d'une seconde décision, en date du 10 mai 1880, les récépissés des déclarations faites aux mairies peuvent être délivrés soit aux parents, soit aux patrons des apprentis.

D'après une troisième décision du 7 juin 1880, les enfants peuvent se faire inscrire soit à la mairie du domicile de leurs parents, soit à la mairie de l'arrondissement dans lequel est situé l'établissement où ils travaillent.

D'après les instructions de M. l'Inspecteur divisionnaire, le service d'inspection a continué pendant l'année 1879 à se montrer indulgent dans l'application de la loi. Il n'a été verbalisé que contre les industriels récalcitrants. Vis-à-vis des autres, on a procédé par voie d'avertissements.

Le nombre des procès-verbaux a donc été peu considérable.

Il en a été dressé 89, qui tous ont été déférés à justice.

Sur ce nombre :

33 ont été classés sans suite au Parquet,

50 ont donné lieu à des condamnations à l'amende variant depuis 5 francs jusqu'à près de 300 francs.

6 n'avaient pas reçu de suite au 31 décembre 1879,

89 total égal.

Les renseignements relatifs à ces procès-verbaux ont été consignés, comme l'année dernière, dans un tableau synoptique établi par nature d'industries.

État par nature d'industries, des Contraventions constatées pendant l'année 1879, et dont quelques-unes ont donné lieu à des procès-verbaux.

INDUSTRIES	Inexécution de la loi	Surcharges.	Nombre des accidents	INDUSTRIES	Inexécution de la loi	Surcharges	Nombre des accidents
Imprimeurs	8	3	18	<i>Report...</i>	28	19	25
Fabricants de sacs en papier »	1	»	»	Tapissiers	»	1	»
Relieurs	2	2	1	Dévideurs de soies	1	»	1
Brocheurs	1	»	»	Apprêteurs sur étoffes	1	»	1
Cartonniers	2	2	»	Fabricants de cravates	»	1	»
Marchands de papiers	»	1	»	Menuisiers	»	3	»
Fabricants de papiers peints	1	1	»	Ebénistes	»	»	1
Régleurs de papiers	1	»	»	Doreurs sur bois	»	1	»
Maroquiniers	2	»	3	Fabricants de cadres	»	1	»
Fabricants de cuir factice. »	»	»	»	Ciseleurs	»	2	»
Selliers	»	2	»	Bijoutiers	1	2	»
Peaussiers	1	»	1	Brunisseurs	1	»	»
Bourelliers	1	1	»	Fab. d'articles d'horlogerie »	»	1	»
Boyaudiers	2	»	»	Monteurs en bronze	1	3	»
Bouchers	4	3	1	Mécaniciens	1	1	1
Tripiers	»	1	»	Tourneurs	2	1	2
Charcutiers	1	2	»	Fondeurs en cuivre	1	2	1
Passementiers	1	»	1	Ferblantiers	1	1	»
Couturières	1	»	»	Quincailliers	1	1	»
<i>A reporter...</i>	28	19	25	<i>A reporter...</i>	39	40	32

INDUSTRIES	Inexécution de la loi	Surcharges	Nombre des accidents	INDUSTRIES	Inexécution de la loi	Surcharges	Nombre des accidents
<i>Report...</i>	39	40	32	<i>Report...</i>	49	57	35
Chaudronniers	»	1	»	Fab. de produits chimiques	»	1	»
Tôliers	1	1	»	Parfumeurs	1	»	1
Fab. d'appa. de chauffage .	1	1	»	Fab. d'articles de Paris. .	»	1	»
Fab. de toiles métalliques.	»	1	»	Marc. d'art. de Paris (Bazars)	»	1	»
Entrepreneurs de plomberie	»	1	»	Fleuristes	1	»	»
Fabricants de ferronnerie.	»	1	»	Blanchisseurs	2	1	1
Serruriers.	»	4	»	Chiffonniers.	»	1	»
Charrons	1	1	»	Marchands de poils de lapin	»	1	»
Meuleurs de limes	1	1	»	Epiciers.	1	1	»
Fumistes.	3	3	1	Brasseurs	»	1	»
Ent. de glaces et peintures	1	2	»	Raffineurs.	1	»	»
Fabricants de cartes. . . .	»	»	1	Briquetiers	»	»	1
Fab. d'amorces fulminantes	1	»	1	Glaisiers.	1	»	1
Fab. d'objets en caoutchouc	1	»	»	Verriers.	6	»	»
<i>A reporter...</i>	49	57	35	<i>TOTAL...</i>	62	65	39

La Commission départementale supérieure a eu à s'occuper de la question des établissements religieux où travaillent des enfants et dans lesquels, par conséquent, la loi de 1874 doit recevoir son application.

Par les soins de M. l'Inspecteur divisionnaire, il a été dressé une nomenclature des établissements de ce genre qui existent dans le département de la Seine.

Il paraît intéressant à la Commission supérieure de faire connaître cette nomenclature qui, du reste, a été portée à la connaissance de MM. les Membres du Conseil général.

Elle est ci-après.

Il en ressort que les établissements dont il s'agit sont au nombre de 92, savoir : 89 pour les filles,
et 3 pour les garçons.

Les jeunes filles qui y travaillent sont au nombre de 5,600 et les garçons de 331, soit, au total, de 6,000 enfants environ.

Il y a eu quelques difficultés à vaincre au début ; mais, depuis le mois d'octobre 1879, tous ces établissements, sans exception, sont inspectés régulièrement et dans les mêmes conditions que les autres établissements industriels, tant à Paris que dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

*Nomenclature des Établissements industriels religieux du département
de la Seine soumis à la loi du 19 mai 1874.*

1° FILLES

NUMÉROS	ORDRES RELIGIEUX AUXQUELS APPARTIENNENT LES ÉTABLISSEMENTS	Total des Enfants par Établissement	NATURE de L'INDUSTRIE	Filles au-dessous de 12 ans	Filles de 12 à 16 ans	Filles de 16 à 21 ans
1	S ^{te} St-Vincent-de-Paul, r. Saint-Benoît, 18.	40	Lingerie.	6	19	15
2	— rue Saint-André-des-Arts, 39. . .	43	—	5	18	20
3	— rue de Vaugirard, 82.	23	—	7	9	7
4	— rue du Cherche-Midi, 120.	80	—	29	39	12
5	— rue Saint-Dominique, 109.	121	—	40	61	20
6	— rue Las-Cases, 27.	58	—	13	23	22
7	— rue Oudinot, 1.	215	—	81	87	47
8	— rue Saint-Guillaume, 13.	46	—	15	14	17
9	— place de Montrouge, 1.	44	Lingerie et fleurs . .	6	18	20
10	— rue de la Tombe-Issoire, 81. . . .	37	Lingerie.	12	16	9
11	— rue de Vaugirard, 149.	28	—	2	10	16
12	— rue Raynourd, 60.	62	—	30	22	10
13	— rue Riquet, 68.	28	—	3	9	16
14	— rue Affre, 9	55	—	1	45	9
15	— rue Ordener, 77.	25	—	»	16	9
16	— rue Caulaincourt, 13.	51	—	»	41	10
17	— rue de Villiers, 221.	26	—	2	11	13
18	— rue de La Rochefoucauld, 25. . . .	40	—	14	11	15
19	— rue de Suresnes, 15.	31	—	13	10	8
20	— rue Malesherbes, 22.	45	—	»	25	20
21	— rue Monceau, 15.	41	Lingerie et fleurs . .	10	15	16
22	— rue Boutebrie, 1.	95	Lingerie.	17	48	30
23	— rue des Bernardins, 19.	12	—	6	5	1
24	— rue Saint-Jacques, 250.	34	—	16	14	4
25	— rue Thouin, 14	39	—	10	15	14
26	— rue de l'Épée-de-Bois, 3.	49	—	17	20	12
27	— rue Jenner.	108	Ling., confect. et fl.	11	50	47
28	— rue du Chevaleret, 106.	60	—	»	44	16
29	— place Jeanne-d'Arc, 30.	53	Lingerie et confect. .	»	17	36
30	— rue de la Glacière, 52.	49	Ling., confect et fl. .	8	28	13
31	— rue Vandrezanne, 34.	94	—	12	35	47
32	— rue de Reuilly, 73.	220	—	49	83	88
33	— rue de la Nativité, 42.	43	Lingerie.	9	17	17
34	— rue de Ruty, 5.	40	—	9	19	12
35	— rue Poultier, 7.	88	Ling., confect. et fl. .	24	30	34
36	— rue Geoffroy-Lasnier, 30.	74	—	17	26	31
37	— rue Fauconnier, 9.	38	—	10	14	14
38	— r. Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, 22. .	19	—	4	10	5
39	— rue de la Jussienne, 16.	30	—	8	13	9
A reporter		2284		516	1007	761

NUMÉROS	ORDRES RELIGIEUX AUXQUELS APPARTIENNENT LES ÉTABLISSEMENTS		Total des Enfants par Établissement	NATURE de L'INDUSTRIE		Filles au-dessous de 12 ans Filles de 11 à 16 ans Filles de 16 à 21 ans		
	Report							
40	S ^{rs} St-Vincent-de-Paul, r. de l'Arbre-Sec, 17.	34	2284	Ling. confect. et fl.	516	1007	761	
41	— place du Marché-Saint-Honoré, 32.	50	34	—	17	10	10	
42	— rue des Petites-Écuries, 5.	44	50	—	»	41	10	
43	— rue du Terrage, 16.	45	44	—	12	22	10	
44	— rue Bossuet, 14.	85	45	—	11	25	9	
45	— rue Saint-Maur, 163	27	85	—	30	33	22	
46	— r. Oberkampf, 113	60	27	Ganterie.	2	15	10	
47	— rue Ménilmontant, 117	60	60	Lingerie	23	17	20	
48	— rue Saint-Bernard, 33.	53	60	—	40	17	3	
49	— rue de Meaux, 56.	39	53	—	15	25	13	
50	— pl. de l'Église (La Villette)	70	39	Ling. et tig. piq.	11	21	5	
51	— rue de Louvain, 7	20	70	—	16	29	25	
52	— rue de la Mare, 24.	26	20	—	10	10	»	
53	— rue de Seine, 14.	5	26	Ling. et confection.	3	17	6	
54	— impasse du Béarn	21	5	—	»	5	»	
55	— rue de Paris, 91 (Puteaux).	52	21	—	»	7	14	
56	— rue de la Fromagerie, 27 (St-Denis).	82	52	—	24	18	10	
57	— Grande-Rue, 68 (Stains).	79	82	Ling. et passement.	27	33	22	
58	— au Drancy.	39	79	—	50	20	9	
59	— à Conflans-Charenton (hameau)	157	39	—	16	7	16	
60	— id. rue de Bordeaux, 10.	40	157	Ling. et blanchim.	51	61	36	
61	— rue Saint-Frambourg (Ivry).	131	40	—	11	15	12	
62	— rue Mongenot (Saint-Mandé)	100	131	Lingerie.	41	13	78	
63	— Grande-Rue, 49 (Saint-Maurice).	16	100	—	58	30	12	
64	— rue des Tournelles, 5 (Arcueil)	70	16	—	8	1	6	
65	— Grande-Rue (Champigny).	80	70	—	31	25	14	
66	S ^{rs} St-Marie, r. du Chemin-Vert, 70 (Paris).	25	80	—	30	33	17	
67	S ^{rs} de la Miséricorde, rue Picpus, 60	475	25	—	20	5	»	
68	Sœurs Sainte-Marie, rue Salneuve, 19.	54	475	Ling. fleurs. broder.	245	16	70	
69	Ordre de Tours, rue Tocqueville, 87.	16	54	—	22	19	13	
70	— rue de Clichy, 50	125	16	—	»	7	9	
71	Sœurs de la Sagesse, passage Dulac, 7.	80	125	Ling., conf. et fleurs.	25	35	65	
72	Sœurs de Nancy, rue Perceval, 22.	25	80	—	35	25	20	
73	S ^{rs} Saint-Joseph, r. d'Arcueil, 35 (Gentilly).	52	25	Lingerie et broder.	1	6	18	
74	S ^{rs} N.-D.-du-Calvaire, G.-Rue, 51 (Bg-la-R.).	34	52	—	40	12	»	
75	S ^{rs} Saint-André, rue de Paris, 110 (Ivry).	54	34	—	8	6	20	
76	Sœurs Saint-Sauveur, rue de l'Est (Ivry).	28	54	—	8	31	15	
77	S ^{rs} St-André, r. des Saubergères (Sceaux).	25	28	—	7	15	6	
78	St-Cr-de-Marie, IG.-R., à la Rue (Chevilly).	75	25	Ling. et confection.	»	12	13	
79	S ^{rs} du B.-Past., r. de l'Église, 6 (Charenton).	126	75	Lingerie	72	3	»	
80	S ^{rs} de la Sagesse, Ouv. St-Honoré (16 ^e Arr.).	70	126	—	26	56	50	
81	S ^{rs} de Marie-Joseph, r. de Vaugirard, 380	78	70	—	35	20	15	
82	S ^{rs} Orphelinat St-Charles, rue Blomet, 147	168	78	—	46	22	10	
			168	Brod., ling. et fleurs.	80	73	15	
	4 reporter	5279			1717	2064	1486	

NUMÉROS	ORDRES RELIGIEUX AUXQUELS APPARTIENNENT LES ÉTABLISSEMENTS	Total des Enfants par Établissement	NATURE de L'INDUSTRIE	Filles au-dessous de 12 ans		
				Filles de 12 à 16 ans	Filles de 16 à 21 ans	Filles de 21 à 24 ans
	<i>Report</i>	5279		1717	2064	1486
83	S ^{rs} Orph. N.-D. de B.-Sec., r. du Regard, 13.	59	Brod., ling. et fleurs.	35	12	12
84	S ^{rs} Saint-Joseph de Clichy, rue d'Ulm, 16.	32	—	11	18	3
85	Serv. du S ^t -C ^r -de-Marie, rue Lhomond, 41.	41	—	1	17	23
86	S ^{rs} de l'Enfant-Jésus, passage des Vignes, 3.	100	—	30	40	30
87	Serv. du Sacré-Cœur, boulev. d'Italie, 50.	10	—	5	5	»
88	Orphel. Sainte-Élisabeth, r. de Citeaux, 28.	60	—	30	24	6
89	S ^{rs} S ^t -Joseph de Bon-Secours, r. Clavel, 8.	24	Blanch. et sacs pour l'armée	15	9	»
	<i>Total général</i>	5605		1846	2199	1560

2° GARÇONS

NUMÉROS	ORDRES RELIGIEUX AUXQUELS APPARTIENNENT LES ÉTABLISSEMENTS	NATURE de L'INDUSTRIE	Total des Enfants par Établissement	Garçons au-dessous de 12 ans		
				Garçons de 12 à 16 ans	Garçons de 16 à 21 ans	Garçons de 21 à 24 ans
90	Pères du Saint-Esprit, à Chevilly.	Serrurerie, menui- serie, peinture, cordonnerie et tra- vaux agricoles.	68	40	28	»
91	École Saint-Nicolas, rue de Vaugirard, 92. .		138	»	138	»
92	Orph. de l'abbé Roussel, r. Lafontaine, à Aut.	Un grand nombre de métiers	125	»	125	»
			331	40	291	»

La constitution régulière des Commissions locales a fait, pendant l'année 1879, un pas décisif.

Dans sa séance du 8 juin 1878, le Conseil général avait décidé de porter le nombre de ces commissions de 28 à 38. Le 3 mai 1879, il a statué que désormais il y aurait des commissions locales de dames en nombre égal (38) à celui des Commissions locales d'hommes, avec cette seule différence que les Commissions d'hom-

mes seraient composées de sept personnes et celles des dames de cinq (1).

L'organisation de ces 76 Commissions a demandé un certain temps. Votre administration, Monsieur le Préfet, y a mis toute l'activité désirable : la Commission départementale supérieure est heureuse de le constater.

Aussitôt que cela a été possible, la Préfecture de Police a fait procéder à la nomination des présidents, présidentes et secrétaires des Commissions.

On s'est alors empressé de réunir les bureaux en assemblée générale. Cette première assemblée a eu lieu le 22 décembre 1879. A l'élection,

M. DE HÉRÉDIA a été élu *Président*;

M^{lle} DE FRIEDBERG,

M. FRÈRE,

M^{me} GOUX,

M. H. VILLENEUVE,

} *Vice-Présidents.*

} *Secrétaires.*

Il a été échangé dans cette première assemblée générale, de nombreuses observations relatives au service. M. l'Inspecteur divisionnaire y assistait et a donné toutes les explications qui lui étaient demandées.

Nul doute que ces réunions, qui auront lieu semestriellement, ne soient très profitables au service, par les relations qu'elles établiront entre les Commissions locales, la Préfecture de Police et la Commission départementale supérieure, et entre les Commissions locales elles-mêmes (2).

Du reste, Monsieur le Préfet, votre Administration a tout fait pour faciliter la tâche des Commissions locales.

Afin que les industriels connussent les noms des personnes ayant le droit d'inspecter les ateliers, elle a fait afficher partout, avec le texte de la loi de 1874, les noms des membres de chaque Commission, hommes et dames.

Elle a remis à chaque membre, en outre des documents sta-

(1) 1° — Une délibération du Conseil général, en date du 22 mars 1880, a décidé que le nombre des dames dans chaque Commission, serait de cinq au moins;

2° — Par un mémoire en date du 29 juin 1880, la Préfecture a saisi le Conseil général de propositions tendant à la création d'une seconde Commission d'hommes et d'une seconde Commission de dames dans le XII^e arrondissement et dans le canton de Neuilly.

(2) La seconde assemblée générale a eu lieu le 21 mai 1880.

tistiques et autres, un livret d'instructions spéciales élaboré par M. l'Inspecteur divisionnaire sur la demande de la Commission départementale supérieure.

Elle a fourni, pour être distribués aux industriels en cours de tournées, un grand nombre d'imprimés, tels que : texte de la loi, feuilles d'inscription des enfants, instructions générales, etc.

Elle s'est entendue avec M. l'Inspecteur divisionnaire pour que les inspecteurs et les inspectrices se rendent, lorsqu'ils seront convoqués, aux réunions mensuelles des Commissions locales, pour fournir tous renseignements relatifs au service.

Lorsque les Commissions locales en manifestent le désir, M. l'inspecteur divisionnaire s'y rend également.

Les réunions mensuelles dont il s'agit ont lieu dans les mairies respectives où un local est mis, à cet effet, à la disposition de chaque Commission locale.

Toutes les Commissions locales n'ont pas envoyé un rapport pour l'année 1879, par ce motif que beaucoup d'entre elles n'ont pu être constituées que dans les derniers mois de l'année.

Il n'est parvenu que 26 rapports de Commissions d'hommes et 18 rapports de Commissions de dames.

La teneur de ces rapports qui correspondent, il ne faut pas l'oublier, à la période d'organisation ne permet pas à la Commission départementale supérieure d'établir la statistique du nombre des ateliers qui ont été visités par les Commissions locales pendant l'année 1879. Mais elle est en mesure d'affirmer, par les nombreuses communications de service qui ont été adressées à votre administration et qui, placées sous ses yeux, ont fait l'objet de ses délibérations, que l'action des Commissions locales a déjà produit de bons résultats qui ne feront certainement que s'améliorer avec le temps et la marche régulière du service.

Il nous reste, Monsieur le Préfet, à signaler, d'après les rapports parvenus à la Préfecture de Police, les Commissions locales dont les membres se sont le plus distingués par leur zèle et leur activité.

En voici l'énumération :

ARRONDISSEMENTS ou CANTONS	NUMÉROS des COMMISSIONS	HOMMES	DAMES
		MESSIEURS	
I	1 ^{re}	<i>Président</i> : DANDRE, <i>Secrétaire</i> : GOUVERNEUR.	
• II	4 ^e	P. COLLIN, S. GUÉRIN.	
III	8 ^e	P. FRÈRE, S. DU BELLAY.	MESDAMES
VI	12 ^e	P. FRIEDEL, S. ROBIQUET.	<i>Présidente</i> : THIBAUT, <i>Secrétaire</i> : CAMILLE PRÉVOST
VIII	14 ^e	P. MOURCEAU, S. MAROCHETTI.	
IX	16 ^e		P. LEGOUZ, S. LECHESENE.
X	17 ^e		P. DEVÉ, S. Veuve Goux.
	19 ^e	P. CARRÉ, S. BERGER.	
XI	20 ^e	P. BROUILHONY, S. JAMMET.	
	21 ^e	P. MÉRICÉ, S. MARÉ.	
XII	22 ^e	P. CALEMART, S. HÉBRARD.	
XIV	24 ^e		P. LENEVEUX, S. LECOEUR.
XVII	27 ^e		P. DE HÉRÉDIA S. DE FRIEDBERG.
XIX	29 ^e	P. FLAMERY, S. MALLET.	
Pantin	33 ^e	P. VARENNE, S. COULON.	
Sceaux	36 ^e	P. ROLLAND, S. DEMOGEOT.	P. Veuve FRANCK S. BEHNE-RAMA.
Villejuif	37 ^e	P. DUPONT, S. MICHEL.	
Vincennes	38 ^e		P. FLEURIOT, S. SAMAMBIER.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'hommage de notre profond respect.

Les Membres de la Commission départementale supérieure,

DE HÉRÉDIA, Vice-Président.	
BLANCHE.	} Membres du Conseil général.
CLÉRAY.	
COMBES (François). . .	
CUSSET.	
GERMER-BAILLIÈRE. . .	
LEVRAULT.	
MATHÉ.	
VILLENEUVE.	
J. CAMBON.	Secrétaire général de la Préfecture de Police.
GUIBAL.	Président de la Chambre de Commerce de Paris.
HERVÉ-MANGON.	Directeur du Conservatoire des Arts-et-Métiers.
CARRIOT.	Directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine.
D ^r DELPECH.	Membre du Conseil d'hygiène publique et de salubrité.
MEUNIER.	Membre patron du Conseil des Prudhommes.
DUJARRIER.	Membre ouvrier du Conseil des Prudhommes.
Ch. LESTIBOUDOIS. . . .	Chef de la 2 ^e division de la Préfecture de Police.

M. *Personne*, membre de l'Académie de médecine et du Conseil d'hygiène publique et de salubrité, a été nommé membre de la Commission supérieure départementale du travail des enfants, en remplacement de M. le D^r *Delpech*, décédé.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Le 22 novembre 1880, à 2 heures, a eu lieu, au Palais des Tuileries, la troisième Réunion générale des Présidents, Présidentes et Secrétaires des Commissions locales du département de la Seine.

INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS

RELEVÉ DES USINES ET ATELIERS INSPECTÉS

(du 15 mars 1879 au 15 mars 1880)

dressé par M. l'Inspecteur divisionnaire du Travail des enfants.

RÉSUMÉ CONCERNANT PARIS

11,644 visites ont été faites chez 7,038 industriels divers appartenant à 74 Groupes, employant un personnel de 83,564 ouvriers, se décomposant comme suit :

Hommes.	34.181
Femmes.	20.639
Filles mineures.	13.332
Garçons	6.638
Filles	10.774
Total	85.564

Total des enfants : 17,412, comprenant 1,281 enfants au-dessous de 12 ans.

Le nombre des enfants au-dessus de 12 ans, est de 16,131, sur lesquels le nombre des certificats d'instruction est de 4,798, soit la proportion de 29.74 0/0, et le nombre des livrets, de 6,917, soit la proportion de 42.88 0/0.

— Dans le produit total du salaire par jour, ne sont pas compris les salaires des contremaîtres et contremaîtresses, payés généralement au mois.

RÉSUMÉ CONCERNANT SAINT-DENIS

970 visites ont été faites chez 799 industriels divers appartenant à 62 Groupes, employant un personnel de 20,819 ouvriers, se décomposant comme suit :

Hommes.	11.856
Femmes.	3.842
Filles mineures.	2.142
Garçons	1.706
Filles	1.273
Total	20.819

Total des enfants : 2,979, comprenant 333 enfants au-dessous de 12 ans.

Le nombre des enfants au-dessus de 12 ans est de 2,646, sur lesquels le nombre des certificats d'instruction est de 728, soit la proportion de 27.51 0/0 et le nombre des livrets, de 1,483, soit la proportion de 56.04 0/0.

— Dans le produit total du salaire par jour, ne sont pas compris les salaires des contremaîtres et contremaîtresses, payés généralement au mois.

RÉSUMÉ CONCERNANT SCEAUX

1,164 visites ont été faites chez 1,054 industriels divers appartenant à 66 Groupes, employant un personnel de 14,004 ouvriers, se décomposant comme suit :

Hommes.	6.716
Femmes	3.293
Filles mineures.	1.362
Garçons	1.032
Filles	1.601
Total	14.004

Total des enfants : 2,633, comprenant 394 enfants au-dessous de 12 ans.

Le nombre des enfants de 12 ans est de 2,239, sur lesquels le nombre des certificats d'instruction est de 489, soit la proportion de 21.84 0/0, le nombre des livrets, de 977, soit la proportion de 43.63 0/0.

— Dans le produit total des salaires par jour, ne sont pas compris les salaires des contremaîtres et contremaîtresses, payés généralement au mois.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL COMPRENANT LES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS ET LES 71 COMMUNES DE LA BANLIEUE

13,778 visites ont été faites chez 8,891 industriels appartenant à 74 Groupes, employant un personnel de 120,387 ouvriers, se décomposant comme suit :

Hommes.	52.753
Femmes	27.774
Filles mineures.	16.836
Garçons	9.376
Filles	13.648
Total	120.387

Total des enfants : 23,024, comprenant 2,008 enfants au-dessous de 12 ans.

Le nombre des enfants au-dessus de 12 ans est de 21,016, sur lesquels le nombre des certificats d'instruction est de 6,015, soit la proportion de 28.62 0/0. Le nombre des livrets est de 9,377, soit la proportion de 44.61 0/0.

— Sans compter le salaire des contremaîtres et contremaî-

tresses, le salaire total journalier, payé par les 8,891 industriels visités, et réparti entre les 120,387 ouvriers et enfants, employés par eux, s'élève à la somme de 441,923 fr. 05 c., soit pour une moyenne annuelle de 300 jours : 132,576,915 francs.

Nombre des visites de nuit et du dimanche. . .	989
id. procès-verbaux.	71
id. accidents	36

OBSERVATIONS

Le travail, dont on vient de donner un extrait, n'est pas aussi complet qu'on pourrait le désirer; il reste encore un certain nombre de petits ateliers à voir, que le temps n'a pas permis de visiter. Quoi qu'il en soit, et tel qu'il est, il peut donner une idée suffisante de la situation actuelle de l'industrie du département de la Seine, vis-à-vis de la loi et des difficultés que l'application de celle-ci rencontre, non pas en raison du mauvais accueil, tout accidentel, qu'elle peut recevoir, dans certains cas (elle est généralement acceptée), mais surtout en égard à la multiplicité extraordinaire des petits ateliers où les enfants sont disséminés.

J'ai établi une division en trois parties, comprenant, la première : les vingt arrondissements de Paris; la deuxième : l'arrondissement de Saint-Denis, et la troisième : l'arrondissement de Sceaux.

Chaque partie se termine, comme on le voit d'autre part, par un résumé, et le tout est condensé à la fois dans un résumé général, au sujet duquel je ferai les observations suivantes.

1^o Le nombre des visites utiles, donné dans mon rapport, adressé, en janvier 1880, à M. le Ministre, est de 41,990, tandis que le résumé général dont je viens de parler, en accuse 13,778. Cette différence s'explique par ce fait que le premier chiffre se rapporte à la période janvier à décembre 1879, période pendant les trois premiers mois de laquelle le service d'inspection départementale n'existait pas, tandis qu'il a fonctionné en plein pendant la période de mars 1879 à mars 1880.

2^o Le nombre des certificats d'instruction du résumé général est de 6,015; cette proportion de 28.62 0/0, par rapport aux 21,016 enfants au-dessus de 12 ans, visités, semble au premier abord bien faible; mais je ferai remarquer qu'elle serait bien plus forte si elle ne se rapportait qu'aux enfants des grandes

industries que j'ai visitées depuis longtemps, à plusieurs reprises. La faiblesse que je signale s'explique par l'entrée en ligne de compte des petits ateliers visités pour la première fois et qui, par conséquent, ayant à apprendre la loi, n'en avaient rempli, au moment de la visite, aucune prescription.

3° La même remarque est à faire au sujet de la proportion du nombre de livrets, qui n'est que de 44.61 0, 0, pour le même nombre d'enfants.

4° Enfin, en voyant les seuls 8,891 industriels visités dépenser annuellement, en salaires, plus de 132 1/2 millions de francs, on peut se faire une idée du capital énorme qu'exige seulement pour la main-d'œuvre, l'industrie du département de la Seine.

G. M.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

LE PETIT VAGABOND DU PAYS DE CAUX ET LES INSTITUTIONS CHARITABLES DE DIEPPE

par M. Ernest NUSSE

Avocat à la Cour d'appel, Docteur en droit

Sur les portiques d'Étretat, comme sur les sommets gazonnés des falaises de la Haute-Normandie, dans les prairies comme dans les chemins ombragés et creux, au pied des phares comme aux flancs des coteaux, sur les places, les rues et les quais, sur les bords de la Durdent, de la Veule, du Dun, de la Saâne, de la Scie, de la Dieppette et de la Braisne, le voyageur a partout entendu ce cri uniforme répété dans tous les recoins du pays de Caux : « *un petit sou, s'il vous plaît.* »

Le mendiant est un enfant de cinq à huit ans aux cheveux hérissés et rebelles, blonds jusqu'à l'albinisme, aux pieds nus, aux vêtements en lambeaux, à peine couvert d'un pantalon en loques dont les ouvertures béantes laissent passer des panneaux indiscrets. De monotone et dolente, la voix devient saccadée comme celle d'un perceuteur irrité du refus d'impôt, si le voyageur oppose la résistance de l'inertie à ces clameurs fatigantes. Demandez à ce petit vagabond ce qu'il veut faire du sou qu'il sollicite, il vous répondra imperturbablement que c'est pour avoir du pain. Mais il se moque et, démentant à plaisir son explication, il vous fera malicieusement entrevoir le cornet de bonbons qu'il vient d'acheter chez l'épicier du village.

Vous refusez encore : attendez le supplice qui se prépare pour vous. Le solliciteur éconduit revient avec un groupe de petits camarades chantant à tue-tête les airs en vogue que les orgues de barbarie, ces atroces vulgarisateurs de la musique populaire, ont cueillis dans les guinguettes de la banlieue parisienne.

En vain accumulez-vous les kilomètres, le discordant concert vous poursuit avec acharnement de sa bruyante cacophonie et, pour goûter le paisible plaisir de la promenade champêtre, il faut

capituler avec ce banditisme lilliputien et racheter la paix de ses oreilles.

Cependant les inscriptions des édifices publics révèlent l'existence des écoles et de belles plaques bleues, collées aux angles des rues des villes et des villages, répètent à l'envi que la mendicité est interdite dans la commune.

Qui trompe-t-on et que signifient ces dédaigneuses ironies de la mendicité vis-à-vis de la loi ?

Pour l'enfant des campagnes, il y a plus d'oisiveté, de gaminerie, d'abandon que de vraie misère. Sans doute la crise qui sévit sur les industries textiles a frappé les parents. En regardant à travers les petits jours pittoresques pratiqués le long des murailles de terres chaumières, vous verrez rarement un métier en activité fabriquer la rouennerie. Mais si ce chômage a fait perdre à l'ouvrier agricole de son bien-être, la terre du plantureux pays de Caux demeure assez riche pour nourrir tous ceux qui la foulent.

Malheureusement l'enfant n'est plus occupé dans les détails du tissage où il était l'auxiliaire utile des parents. En outre, l'habitude de mettre les vaches en pâturage au piquet rend superflue une garde qui dans bien des contrées constitue le début agricole. Enfin l'enfant recueille avidement les conversations de village, le bruit des prix fabuleux atteints dans les marchés francs par les fruits et les légumes au détriment de la bourse des acheteurs parisiens. Les gens riches qui demandent la santé aux flots de la mer baignant le pays de Caux ne sauraient la payer trop cher, et l'enfant, commençant par l'infiniment petit, s'habitue à l'exploitation du touriste par la mendicité comme il s'exerce à la pêche en cherchant le crabe ou la crevette. Il apprend à connaître la saison de l'étranger, comme celle du hareng et du maquereau.

Dans les villes le mal est plus grand. Le pays de Caux n'a pas d'autre industrie que la pêche. Celle des côtes qui alimente de poisson frais Paris et les grandes villes est inconnue dans les petits ports d'échouage dépourvus de chemin de fer pour écouler leurs produits. On va à la morue, au hareng vers les rives lointaines d'Écosse, de Terre-Neuve ou d'Islande. Dans ces expéditions où le marin est à la part, selon son grade et son importance, la mer, cette grande capricieuse a de cruels aléas. Il y a des voyages dans lesquels la répartition des bénéfices par chaque

l'homme n'a pas dépassé 50 francs. D'autres coûtent la vie au père de famille et jettent sur le pavé de nombreux orphelins. C'est surtout dans le faubourg du Pollet à Dieppe, que se trouve cette concentration de misères. Il est rare que le marin laisse des économies. Pour lui, chaque jour suffit à sa peine. Les dures privations de la mer lui font chercher au retour des plaisirs grossiers qui souvent dégénèrent en ivrognerie et en orgies.

Cependant, la femme s'emploie comme elle peut, pour nourrir les enfants laissés à ses soins, et le petit sou du voyageur vient alléger ses charges. Mais il n'a pas toujours un aussi bon usage. J'ai vu à Saint-Valéry, dans le faubourg Saint-Léger, une petite fille de dix ans dans un état complet d'ivresse, et les spectateurs qui s'en amusaient ne trouvaient d'autre reproche à lui adresser que *celui d'avoir pris la part des hommes*.

La mer a ses lazzaroni, ses travailleurs vieilliss et besogneux, qui croiraient déroger en prenant des occupations terrestres. Ils attendent dans une paresseuse fainéantise qu'un bâtiment apparaisse à l'horizon pour courir en guenilles gagner quelques centimes en le hâlant. Pêcheurs, ramondeurs ou fabricants de filets, sauteurs et hâleurs, habitent pêle-mêle des bouges infects où le grand problème est moins de vivre que de ne pas mourir de faim : c'est l'école du vice et de la mendicité. De ce ghetto qui recèle dans les vieilles masures à pignon des temps passés la vie sordide, la malpropreté, l'inconscience et la brutalité du moyen-âge, de ce milieu d'insensibilité où l'ivresse persévère au lendemain même de la perte d'une femme ou d'un fils (1), l'enfant s'échappe avec bonheur pour chercher l'air pur, la mer et la vie. Mais déjà il a payé son tribut à cette horrible existence. Une maladie immonde, née de l'incurie, la teigne a rongé sa tête et couvert son crâne de hideuses plaies. Et, le jour où la mort a frappé ses parents, chassé du taudis paternel, sans feu ni lieu, sans asile et sans pain, vrai paria de la civilisation, il erre, en vagabond, dans les innombrables piles de bois de construction que les navires suédois, russes et norvégiens déchargent sur les quais de Dieppe. Il s'y loge, y passe sa vie et, si la mendicité n'apaise pas sa faim, c'est au vol qu'il demande à manger.

(1) J'ai vu, à Saint-Valéry, un marin qui avait perdu sa femme et son enfant, pendant une campagne de pêche, s'enivrer le jour où il apprit cette triste nouvelle.

Que ferait-il ? Même à Dieppe, le travail industriel est très limité. L'aristocratie des corps de métiers, l'horlogerie, l'ivoirerie recrutent leur personnel dans les rangs de la petite bourgeoisie ou de la classe ouvrière aisée. Les sauteurs ne peuvent utiliser tous les bras disponibles : profession ingrate qui ne laisse que quelques heures de sommeil pendant la période active de l'année et chômage durant de longs mois où il faut s'improviser un gagne-pain temporaire. Qui enseignera à la petite fille la fabrication du filet, ce métier des pauvres, qui recueillera le petit garçon jusqu'à ce qu'il ait l'âge de céder aux mystérieuses attractions que la mer exerce sur les fils des marins ?

Il y a deux noms de femmes dignes à tout jamais de l'amour et de la vénération des Dieppois. Marie Anne Hubert des dames de la providence de Rouen, sœur Élisabeth de l'Ordre de Saint-Vincent-de-Paul. La première vient de mourir, le 23 août 1880, son œuvre lui survit (1). — La seconde, grâce à Dieu vivra encore longtemps pour le bien.

Secondée de sa digne compagne, sœur Fleury, qui fut l'associée de ses vertus, aidée par la municipalité qui lui fournit des médicaments, sœur Hubert a ouvert dans l'établissement fondé en 1826 par la duchesse de Berry, un dispensaire où sont pansés et guéris les malades atteints de la teigne et les scrofuleux couverts de plaies qu'engendrent la malpropreté et l'anémie. Il est superflu d'insister sur le dévouement que supposent des soins si rebutants. Une médaille d'honneur décernée par le Ministère de l'intérieur, le 30 juillet 1853, a constaté sans les récompenser ces prodiges de la charité. Un Orphelinat, comptant à l'origine 20 enfants et qui en abrite aujourd'hui 53, une école où l'enseignement primaire est donné à 450 élèves et dont le Conseil d'administration a par décret du 6 avril 1854 été mis au rang des établissements d'utilité publique complètent cette excellente organisation. C'était beaucoup, ce n'était pas assez pour les grandes aspirations de sœur Hubert. A côté de la couture et de la lingerie, elle n'a pas oublié la confection du filet si précieuse pour les filles et femmes des marins. Elle a donc doté Dieppe d'une institution éminemment utile et originale. Sur l'initiative et sous le contrôle de la Commission du Filet, composé d'armateurs et de personnes instruites des détails techniques de

(1) Sur Marie Anne Hubert, voir *la Vigie dieppoise* du 27 août 1880.

la marine, et nommés par le maire de Dieppe, elle a inauguré en 1859 l'École et l'Ouvroir du filet de fil d'Angers. — Le travail est rétribué sur le pied de 10 centimes le mètre 20, c'est-à-dire l'aune que les vieilles mœurs normandes ont encore conservée. Les élèves ne restent sans gagner que le premier mois pendant lequel il leur est alloué une indemnité de un franc. Elles sont à leurs pièces et reçoivent la matière première à ouvrir. Le filet terminé passe à l'atelier du montage. Les seines de 12 mètres y sont assemblées par douzaines pour former les *desures*, — Opération délicate et importante. — Car les bénéfices du marin seront calculés et d'après ses gages et profits et d'après la *desure* : s'il gagne 250 francs la *desure* en gagnera autant. — Puis s'adapte le cordage de bordure avec 12 lièges pour le faire flotter par le haut, un kilo de plomb pour lui donner du fond par le bas. Les ouvrières sont payées au lot. Une société de gains est formée entre elles et les parts sont établies par la Commission du filet. — Enfin les jeunes filles formées au remondage ou racommodage des filets déchirés par l'usage sont payées à la journée et au taux de 1 fr. 50 c. ce genre de travail ne permettant pas de les employer à leurs pièces.

Puisse cet atelier éminemment national persister toujours pour le bien-être des femmes de nos populations maritimes et défier la concurrence des filets de coton anglais, dont quelques pêcheurs se plaisent, à tort, je l'espère, à exagérer la valeur !

Sœur Hubert avait rêvé une autre création : en 1826, remarquant la supériorité du point de Valenciennes sur le point de Dieppe, et la surpaye obtenue par les ouvrières fabriquant ce dernier, elle imagina de substituer la broderie de Flandre à celle du pays et fit venir des professeurs industriels des départements du Nord. Mais, après des jours de splendeur attestés par une médaille de Rouen en date de 1842 et une médaille d'argent de première classe obtenue à Paris en 1855 lors de la première exposition universelle, l'École dentellière est morte. — Il y a plus à regretter pour l'art industriel que pour l'économie sociale. L'apprentissage de la dentelle dure sept années ; les meilleures ouvrières font à peine 4 centimètres en onze heures et si cher que paraisse le produit, il est insuffisamment rémunérateur aujourd'hui que la fantaisie de Bruges, les dentelles de Chantilly et de Malines, la faveur croissante de l'imitation ont détrôné la vogue des Valenciennes. Les petites filles du Pollet sont donc bien avisées

d'aller frapper à la porte de la Manufacture de tabac plutôt qu'à celle de l'École dentellière (1).

Les œuvres de sœur Hubert inspirèrent des imitateurs : en 1862 des demoiselles de Dieppe sous le titre d'Association des jeunes économes fondèrent un asile pour 25 jeunes filles auxquelles elles assurent une place à la majorité. A son tour M. Eugène Creton constituait l'orphelinat de Sainte-Elisabeth où 60 jeunes filles pauvres apprennent la couture et sont conduites jusqu'à l'examen nécessaire pour le brevet d'institutrice. — Aux efforts des particuliers, l'État a joint les siens. Sur les 1,200 personnes employées à la manufacture des tabacs, il y a 1,120 femmes environ. Apprenties cigarières à 12 ans, elles débutent à 20 centimes par jour : puis leur salaire s'élève rapidement à 60, 75 centimes. Après deux ans elles arrivent à 1 franc, puis par échelons à 2 fr. 50 c. Des écoles de fabrique annexées reçoivent deux cents élèves et permettent l'exécution rigoureuse de la loi de 1874. Profitant de sa faveur devant l'opinion, pour la diffusion de l'instruction publique, la manufacture n'admet plus que celles qui savent lire.

J'avais recueilli tous ces détails et je me demandais anxieusement si la misère des petits garçons avait rencontré des protecteurs aussi dévoués que celle des petites filles, lorsqu'une réponse inattendue se fit à la question que soulevait mon esprit.

Fièrement alignée deux par deux, une nombreuse troupe d'enfants revenant de la promenade se dirigeait vers la rue d'Écosse. Il suffit de voir leur costume, le petit chapeau de toile cirée crânement arboré sur le front, la vareuse noire ornée à l'épaule d'ancres brodées en rouge pour être d'avance prévenu en faveur de ces petits marins. Chose étrange ! les maîtres qui les conduisent sont des sœurs de charité. La surprise de ce contraste se dissipe promptement : des religieuses élèvent ces futurs matelots ? — Pourquoi non ? La femme qui, dans les hôpitaux, prépare le marin à la mort ne saurait-elle à l'école le préparer à la vie ? Comment celle qui a toutes les vaillances ignorerait-elle l'art de former des vaillants ? J'ai suivi le petit groupe et j'ai frappé à la porte de Notre-Dame-des-Flots (2). C'est là que le petit polletais, le vagabond, le maraudeur, l'être insociable des côtes du

(1) Vey. sur l'École dentellière : *Bulletin*, ci-dessus p. 291 et, sur les Dames de la Providence, II, p. 260.

(2) Fondation, du 3 mai 1873, par sœur Elisabeth. A l'origine, il n'y avait que 12 enfants.

pays de Caux est devenu un honnête enfant. L'œuvre l'a pris au moment où son père mourait à la mer, il est entré à 5 ans, il sortira à 14 pour servir sur un bâtiment de l'État ou du commerce ; il aura une instruction solide, forte et utile.

Dans la cour où s'élève le grand mât, tout armé de cordages et d'agrès, sur lequel il apprend la gymnastique navale, il joue bruyamment avec ses quilles et ses boules. Il est si absorbé qu'à peine vous voit-il passer. Il court, il crie, et les sœurs sont heureuses : elles ont si peur d'être accusées de l'élever en fille qu'elles le trouveraient volontiers trop peu tapageur. Quatre repas copieux lui donnent la vigueur que reflètent ses joues. Il lui a fallu huit jours pour que son pauvre estomac délabré s'habitue à cet excellent régime ; il a traversé la période *dévorante* qui a abouti à une bonne indigestion. Après quoi la révolution physique s'est accomplie aussi bien que la révolution morale et les mauvais instincts domptés cèdent à un froncement de sourcils de la supérieure. Voilà ce que m'explique, avec l'aménité d'une grande dame, l'enjouement d'une âme pure et le calme d'une conscience paisible, sœur Félicité, qui me montre complaisamment le vestiaire et le triple costume des fêtes, des sorties et du travail, le réfectoire brillant de propreté comme un miroir, la cuisine où s'emploient les enfants les plus âgés par tour de corvée, le dortoir aux lits excellents surmontés d'une couverture rouge. Vous voyez que sœur Elisabeth, créatrice de cette Maison, a bien mérité de Dieppe, de la France et de l'humanité.

Vous comprendrez que M. Créton l'ait suppliée de cumuler avec l'Institution des apprentis marins, la direction de l'Orphelinat de jeunes filles dont je vous ai entretenu, — fardeau écrasant pour toute autre, mais léger pour la charité de sœur Elisabeth.

Et vous ne serez plus étonné, si, parcourant les quais de Dieppe, vous voyez un jeune matelot, fraîchement débarqué, se jeter au cou d'une sœur de charité et la serrer énergiquement dans ses bras. C'est un fils qui embrasse sa mère, c'est l'élève de Notre-Dame-des-Flots remerciant à sa manière celle qui lui a commenté la devise de l'institution : *Dieu et Patrie*.

Je vous ai dit les joies de sœur Elisabeth ; mais elle a ses préoccupations. Il faut nourrir, élever les 70 élèves ; le cœur n'accepte pas toujours les limites de nombre que lui trace la raison. Or, les ressources consistent uniquement, dans les aumônes annuelles de la haute société de Dieppe, — dans les produits

d'un sermon de charité de M. le curé de Saint-Philippe-du-Roule de Paris, dévoué protecteur de l'œuvre, — dans la bienfaisance inépuisable du vice-amiral prince de Joinville qui, malgré sa surdité bien connue, retrouve la finesse d'ouïe de ses jeunes années toutes les fois qu'on l'entretient des misères des marins,... — enfin dans la Providence, ce budget des croyants.

Saluons ces admirables créations de la Charité, mais ne nous en contentons pas : elles atténuent le mal sans le détruire. Le travail est un remède plus efficace que l'aumône et seule l'industrie aidée de l'instruction publique fermera à tout jamais ces plaies. Dieppe, cette capitale du pays de Caux lui tient tout prêt son aliment vital, le charbon qu'amènent les navires anglais. Que l'usinier se hâte d'exproprier les masures insalubres et construise les palais du travail. Bolbec et Lillebonne appartiennent déjà à la manufacture; les premières betteraves apparaissent dans les campagnes du pays de Caux et révèlent la naissance des fabriques de sucre. Quand son rival, le Havre déploie toutes les splendeurs des gloires commerciales, Dieppe ne doit plus tolérer la honte d'un Pollet. Rouen efface les dernières traces des repaires humides, qui en faisaient dans certains quartiers la parodie de Venise. Que la fumée des cheminées d'usines se marie dans le pays de Caux avec celle des locomotives, que la production y soit considérée comme une richesse moins factice que l'exploitation de l'étranger, que l'école devienne le vestibule du travail manuel, et l'on verra surgir l'ordre, le bien-être et l'épargne, ces avant-coureurs de la moralité. Quelques fanatiques du pittoresque regretteront peut-être les maisons à pignon, les haillons et les types à la Callot, mais, pour tous les cœurs vraiment français, ce sera un gage de progrès pour l'avenir du pays, de ne plus entendre cette phrase, grosse de vices et de crimes qui sort inconsciemment des lèvres de l'enfant : « *Un petit sou, s'il vous plaît.* »

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre des Entrepreneurs de Couverture.

Le journal *le Bâtiment* publiait, dans son n° du 30 novembre, les observations suivantes :

Les garçons couvreurs.

Nous croyons devoir prévenir la Chambre syndicale des Entrepreneurs de couverture, — si elle ne le sait déjà, ce que nous ne croyons pas,

— que nous avons été informés, de bonne source, que le Comité consultatif des arts et manufactures près le Ministère de l'agriculture et du commerce, élabore, en ce moment, un Rapport sur un projet de Règlement d'administration publique, dans lequel il formulera l'avis qu'il y aurait lieu d'interdire le travail sur les toits aux enfants au-dessous de 16 ans.

La loi du 19 mai 1874, qui a réglementé le travail des enfants dans l'industrie, contient, on le sait, les dispositions suivantes relatives à l'âge d'admission des enfants dans les chantiers :

Art. 1. — Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers, que sous les conditions déterminées dans la présente loi.

Art. 2. — Les enfants ne pourront être employés par les patrons ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de douze ans révolus.

Ils pourront être toutefois employés, à l'âge de dix ans révolus, dans les industries spécialement déterminées par un Règlement d'Administration publique rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure ci-dessous instituée.

Art. 13. — ... Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de 16 ans :
Dans les ateliers....

La même interdiction s'applique aux travaux *dangereux* ou malsains....

Or, les travaux du couvreur ont paru devoir être considérés comme *dangereux* et, par conséquent, comme devant être interdits aux enfants n'ayant pas 16 ans accomplis.

Mais le danger que présentent les travaux de couvreur n'est-il pas plus apparent que réel ; en effet, ces ouvriers peuvent toujours s'attacher, s'ils jugent cette précaution utile....

Il est une considération, cependant, d'un ordre très sérieux, dont on ne paraît pas tenir compte : c'est que, pour monter sur les toits, il faut faire de bonne heure son apprentissage ; il faut en contracter l'habitude dès la jeunesse, parce que, à cet âge, on affronte ces ascensions avec un ceil plus sûr et un pied plus solide, tandis que, plus tard, raisonnant davantage les risques d'accidents, on est plus exposé à perdre l'équilibre par la crainte du vertige dont on peut être saisi.

Si l'on n'admet les *garçons* couvreurs à monter sur les toits qu'à l'âge de 16 ans, à cet âge, il sera douteux, ensuite, qu'on trouve et puisse former de jeunes ouvriers dans cette partie.

Et, cependant, il faut bien qu'aux ouvriers actuels succède toute une autre génération d'ouvriers pour couvrir nos maisons et pour réparer nos toitures.

Ce projet de Règlement d'administration publique aurait assurément pour effet de gêner les conditions de l'apprentissage de l'un des métiers les plus indispensables....

Et MM. les Inspecteurs du travail des enfants se verraient obligés de monter jusque sur les toits pour y surprendre les infractions à la prohibition d'employer de trop jeunes servants et pour constater les contraventions !

Chambre des Fleurs, Plumes et Modes.

Dans sa séance du 12 novembre 1880, présidée par M. *Léon Hiéland*, Président, assisté de MM. *Turney* et *Delmart*, Vice-Présidents ; *Delivré* et *Bonni*, Secrétaires, M. *Bonni* a donné lecture du compte rendu des travaux de cette Chambre pendant l'année 1879-1880, compte rendu dont nous détachons le passage suivant :

Les vacances nous ont empêché de mener à bonne fin l'étude de deux questions intéressantes à diverses titres.

.

La seconde d'une importance considérable, qui traite de l'Enseignement professionnel et des Ecoles d'apprentissage, doit être maintenue à votre ordre du jour jusqu'à ce qu'une solution pratique soit intervenue. Trouverons-nous cette solution si désirable et si désirée ? Elle fut, en maintes circonstances, l'objet de délibérations longues et approfondies ; plusieurs essais, tous destinés à porter un remède efficace à la déplorable situation qui nous était signalée, ont été tentés.

Une Société, l'Assistance paternelle aux enfants employés dans les manufactures de fleurs et de plumes, a été organisée, et, pourtant, de l'avis unanime, si tous ces efforts ont amélioré la situation dans le sens du bien-être des apprentis, il n'en n'a pas été de même pour le recrutement de ces derniers. Cela a été dit cent fois, il est peut-être bon de le répéter encore : nos industries, en ceci malheureusement sœurs de beaucoup d'autres, sont dans une impasse terrible. Alors que le mouvement de nos affaires, sans être aussi étendu qu'à certaines époques qui ont dû leur privilège à des causes fortuites, exige, toutefois, un chiffre respectable de production, que, par suite d'une progression qui ne s'est pas démentie depuis plus de vingt ans l'échelle de prix des articles fabriqués augmente d'année en année, que la consommation se développant dans une notable proportion recherche le beau, et a déterminé une moyenne de produits bien supérieurs à ce que l'on a fait jusqu'à ce jour, le principal instrument de travail, l'ouvrier, tend à décroître en nombre, et, sûrement, décroît en capacité. Cette bizarre anomalie qui aurait pour conséquence fatale l'infériorité de la production sur la consommation, dans le cas où elle viendrait à se prolonger outre mesure, ne peut que déterminer une crise redoutable à tous égards. En effet, ou, par suite de

cette infériorité des marchandises qui seraient livrées à la consommation, le goût général du consommateur, ce souverain maître, s'affaiblira et nous en voyons tous les jours un funeste exemple dans l'extension anormale de certaines maisons dites « de nouveautés » ; ou ce goût persistant malgré tout, la quantité minime d'articles supérieurs qui arriveront sur le marché général, nécessitera à bref délai la création de nouvelles sources de production dans les deux hypothèses, le résultat qui en découlera tout logiquement sera le même. L'étranger, notre tributaire jusqu'à présent, mais qui, à la faveur d'une situation économique autre, fabrique à meilleur compte que nous, d'importateur deviendra exportateur, et, conséquence de cet état de choses, notre prospérité sera naturellement atteinte, une des sources les plus pures de notre richesse nationale sera à tout jamais tarie. Il ne semble pas qu'un doute puisse être émis à cet égard. Ce qui, dans une certaine proportion, constitue la richesse d'un pays, ce qui permet à ses concitoyens d'entourer leur existence d'un certain bien-être, c'est, sans conteste, lorsque la somme de travail de ce pays, bien supérieure à sa consommation propre, lui permet de déverser l'excédent de sa production sur les autres nations.

De cette exploration qui, à notre époque, a pour conséquence la supériorité de l'entrée sur la sortie des espèces, dépend, incontestablement, la situation bonne ou mauvaise du commerce et de l'industrie.

Or, dans une contrée comme la nôtre, où les capitaux sont abondants, où, quoi qu'on en dise, la hardiesse de conception du fabricant, sa puissance de travail sont proverbiales, où son goût, plus épuré, le pousse à perfectionner sans cesse, au détriment même du bon marché, la plus grande cause d'affaiblissement, la plus redoutable, est le manque de capacité manuelle, d'où l'absolue nécessité d'étendre et de perfectionner l'apprentissage, perfectionnement indispensable à la formation d'ouvriers capables.

Sous l'égide qui nous couvre aujourd'hui, associons-nous donc dans la pensée d'entraver le mal qui nous est signalé. Que chacune de vous petite ou grande, apporte sa pierre à la consolidation et, au besoin, à la reconstitution de l'édifice. Ne nous laissons pas arrêter par ce que nous avons entendu dire bien souvent, avec plus ou moins de vérité et d'à-propos, à savoir : que les Chambres syndicales ne donnent nullement ce que l'on serait en droit d'attendre d'elles. Certes l'importance de leurs délibérations n'est pas toujours appréciée à sa juste valeur.

Dans nos discussions les plus suivies, les plus intéressantes, on n'a voulu voir, parfois qu'une dépense d'esprit ou de travail bien inutile, on a demandé, avec une ironie facile, quel était, quel pouvait être le résultat de nos discussions ; on a cru, on a feint de

croire que ce résultat était bien inférieur en résumé et à l'argent et au temps dépensés.

C'est, à notre avis, une grave erreur. La réforme la plus simple, la plus naturelle, la plus indispensable ne perçoit pas tout d'abord; pour arriver à son exécution, il faut renverser bien des préjugés, unir par la pensée ceux dont l'intérêt paraît diamétralement opposé; il faut encore, pour nous sortir de l'ornière si séduisante de la routine, que notre esprit ait été frappé à diverses reprises, que notre conviction se soit formée peu à peu et lorsque enfin, grâce à cette lumière étincelante qui, par l'étude, éclaire soudain les questions les plus ardues, la réforme, tout d'abord modestement proposée, arrive à maturité, nous nous demandons alors avec étonnement, avec stupeur, comment il a pu se faire que cette même réforme ait été si longtemps à s'imposer.

Je termine. Encore une fois, Messieurs, joignons tous nos efforts dans cette vitale question de l'Apprentissage.

M. le Président annonce que la discussion sur l'apprentissage sera portée, la prochaine fois, en tête de l'ordre du jour.

REVUE DE L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE. — *Loi portant modification de la Législation professionnelle* (Gewerbeordnung), du 17 juillet 1878. — Nous publions le texte de cette loi, en vigueur dans l'empire d'Allemagne, d'après une traduction française, imprimée à Mulhouse. — J. P.

Nous, GUILLAUME, etc., ordonnons, au nom de l'Empire, après avis conforme du Bundesrath et du Reichstag, ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

Le titre VII de la législation professionnelle est remplacé par les dispositions suivantes :

TITRE VII

OUVRIERS PROFESSIONNELS

(compagnons, aides (1), apprentis, ouvriers de fabrique).

I. Rapports généraux.

§ 103

La fixation des rapports entre les patrons (2) et les ouvriers forme,

(1) Gesellen, Gehülfen.

(2) Selbstständige Gewerbetreibenden (c'est-à-dire, ceux qui exercent une profession pour leur propre compte et sous leur responsabilité).

sous réserve des restrictions fondées par loi d'Empire, l'objet d'une convention libre.

Les patrons ne pourront pas obliger les ouvriers à travailler les dimanches et les jours de fête. Toutefois les travaux qui, d'après la nature de l'établissement, ne peuvent être remis ou interrompus, ne sont pas soumis à la disposition précédente.

Les gouvernements des pays détermineront quels jours sont à considérer comme jours de fête.

§ 106

Tout patron privé des droits civiques ne pourra, aussi longtemps que durera cette privation, prendre la direction d'ouvriers âgés de moins de 18 ans.

Le renvoi des ouvriers employés contrairement à la défense ci-dessus pourra être exigé par la police.

§ 107

Toute personne âgée de moins de 21 ans, en tant qu'une loi d'Empire n'en dispose autrement, ne pourra être employée en qualité d'ouvrier que si elle est munie d'un livret de travail. Lorsqu'un patron prendra un ouvrier de cette catégorie, il devra se faire remettre le livret. Il sera tenu de le conserver, de le représenter à la demande de l'autorité et de le restituer à l'ouvrier après l'expiration légitime de l'engagement.

Les dispositions qui précèdent ne sont point applicables aux enfants pour lesquels la fréquentation de l'école publique est obligatoire.

§ 108

Le livret sera délivré à l'ouvrier, sans frais et en franchise de timbre, par l'autorité chargée de la police de l'endroit où il a, en dernier lieu, séjourné d'une manière prolongée. La remise du livret sera effectuée à la demande ou du consentement du père ou du tuteur; lorsque la déclaration du père ne pourra pas être produite, il pourra y être suppléé par l'autorité communale. Avant la délivrance, il devra être établi que l'ouvrier n'est plus tenu de fréquenter l'école publique, et constaté que jusqu'alors aucun autre livret ne lui avait été délivré.

§ 109

Si le livret de travail est totalement rempli ou hors d'état de servir, ou bien s'il a été perdu ou détruit, il sera remplacé par un livret nouveau. La délivrance en sera faite par l'autorité chargée de la police de l'endroit où le titulaire du livret a, en dernier lieu, séjourné d'une manière prolongée. Le livret rempli ou hors d'usage sera clos par une mention de l'autorité.

Si un livret hors d'usage, perdu ou détruit est remplacé par un

nouveau livret, mention en sera faite dans ce dernier. En ce cas il pourra être perçu pour la délivrance un droit de 50 pfennig au plus.

§ 110

Le livret (§ 108) devra contenir le nom de l'ouvrier, le lieu et la date de sa naissance, ainsi que sa signature. La remise en sera effectuée après apposition du sceau et de la signature de l'autorité. Cette dernière tiendra un état des livrets qu'elle délivre.

L'arrangement des livrets de travail sera déterminé par le chancelier de l'Empire.

§ 111

Au moment où commencera l'engagement d'un ouvrier, le patron devra inscrire dans le livret, à l'endroit à ce destiné, la date de l'entrée et la nature de l'occupation; à la fin de l'engagement, il devra y relater la date de la sortie et, si l'occupation a subi des changements, la nature de la dernière occupation de l'ouvrier.

Les inscriptions devront être faites à l'encre et signées par le patron. Elles ne pourront être pourvues d'aucune marque ayant pour but de caractériser favorablement ou défavorablement le titulaire du livret.

Toute insertion d'une appréciation de la conduite ou du travail de l'ouvrier et toute autre inscription ou annotation non prévues par la présente loi sont interdites tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du livret.

§ 112

Si le livret a été mis hors d'état de servir, perdu ou détruit chez le patron, ou si le patron y a mis intérieurement ou extérieurement des inscriptions ou des annotations non permises, ou si, sans motif légitime, il en refuse la restitution, la délivrance d'un nouveau livret pourra être requise aux frais du patron.

Tout patron qui, contrairement à l'obligation qui lui est imposée par la loi, n'aura pas restitué le livret en temps utile, ou aura négligé d'y faire les inscriptions prescrites, ou y aura fait des inscriptions ou des annotations interdites, sera responsable de dommages-intérêts envers l'ouvrier. Le droit aux dommages-intérêts sera prescrit si, dans les quatre semaines qui suivront son origine, on ne l'a pas fait valoir par voie d'une plainte ou d'une exception judiciaire.

§ 113

A l'expiration de l'engagement, les ouvriers pourront exiger un certificat sur la nature et la durée de leur occupation.

Si les ouvriers le demandent, ce certificat devra porter aussi sur leur conduite.

§ 114

A la demande de l'ouvrier, l'autorité chargée de la police locale devra légaliser, sans frais et en franchise de timbre, l'inscription faite dans son livret, ainsi que le certificat qui lui aurait été délivré.

§ 115

Les patrons sont tenus de payer les salaires de leurs ouvriers au comptant, en monnaie de l'Empire.

Ils ne pourront leur fournir à crédit aucune marchandise. La disposition qui précède n'est point applicable à la fourniture de vivres, lorsqu'elle est faite à un prix ne dépassant pas les frais d'achat ; il est également permis de fournir aux ouvriers et de porter en compte à la paie le logement, le chauffage, la jouissance de terrains, la pension régulière, les médicaments et les soins médicaux, ainsi que les outils et les matières nécessaires aux travaux dont ils sont chargés.

§ 116

Tout ouvrier dont le salaire aura été réglé d'une façon contraire au § 115 pourra, à toute époque, exiger le paiement en conformité du § 115, sans qu'on puisse lui opposer un refus fondé sur la chose remise en guise de paiement. Cette dernière, en tant qu'elle se trouvera entre les mains de celui qui l'a reçue, ou si celui-ci en a tiré parti (1), écherra à la caisse de secours dont l'ouvrier fait partie, ou à défaut, à telle autre caisse existant dans la localité au profit des ouvriers, que l'autorité communale désignera, et à défaut, à la caisse de bienfaisance de la commune.

§ 117

Les contrats qui contreviennent au § 115 sont nuls.

Il en est de même des conventions verbales entre les patrons et les ouvriers qu'ils occupent, ayant pour objet la désignation des lieux de vente d'où ces derniers auraient à tirer ce dont ils ont besoin, ainsi que, en général, l'emploi de leur salaire dans un but autre que celui de la participation à des institutions destinées à améliorer la position des ouvriers ou de leurs familles.

§ 118

Les créances relatives à des marchandises fournies à crédit contrairement au § 115 ne pourront être ni poursuivies en justice, ni portées en compte, ni revendiquées d'aucune autre façon par le créancier, sans distinction, qu'elles aient été formées directement entre les parties en cause ou acquises indirectement. Les créances de cette nature écherront au contraire à la caisse désignée au § 116.

(1) Daraus bereichert ist.

§ 119

Aux patrons, dans le sens des §§ 115 à 118, sont à assimiler les membres de leurs familles, leurs aides, agents, gérants, intendants et facteurs (1), ainsi que d'autres industriels aux affaires desquels une des personnes désignées ci-dessus serait intéressée directement ou indirectement.

Au nombre des ouvriers désignés aux §§ 115 à 118 sont également comprises les personnes qui, en dehors des ateliers, sont occupées à la confection de produits industriels pour des patrons déterminés.

§ 120

Les entrepreneurs industriels sont tenus, lorsqu'ils occuperont des ouvriers âgés de moins de 18 ans, d'avoir pour la santé et la moralité de ces derniers les égards particuliers commandés par leur âge.

Ils devront accorder à leurs ouvriers de moins de 18 ans d'âge, qui fréquentent un établissement d'instruction reconnu comme école d'adultes (2) par l'autorité communale ou par l'État, le temps nécessaire, qu'en cas de besoin l'autorité compétente aura à déterminer.

L'obligation pour les ouvriers âgés de moins de 18 ans de fréquenter une école d'adultes, si cette obligation n'est pas établie par une loi de l'État, pourra être imposée par des statuts locaux (§ 142).

Les entrepreneurs industriels sont enfin tenus d'établir et d'entretenir tous les arrangements qui, eu égard à la nature particulière de l'établissement et du local, sont nécessaires pour sauvegarder le plus possible la vie et la santé. Des prescriptions sur les dispositions à prendre dans ce but pour tous les établissements d'une certaine espèce peuvent être édictées par arrêté du Bundesrath. En tant que de telles prescriptions n'existent pas, il appartient aux autorités compétentes selon les lois du pays, de prendre les décisions nécessaires.

§ 120 a

Les difficultés entre les patrons et leurs ouvriers concernant le commencement, la continuation ou la cessation de l'engagement, les obligations réciproques qui en résultent, la délivrance ou le contenu des livrets de travail ou des certificats, seront, en tant qu'il existe pour ces affaires des autorités spéciales, déferées à la décision de ces dernières.

A défaut de telles autorités spéciales, la décision sera prise par l'autorité communale. Cette décision pourra être attaquée, dans les dix jours, par la voie de l'appel en justice ; l'exécution provisoire ne sera pas suspendue par l'appel.

Par des statuts locaux (§ 142) la décision pourra être déférée, à la

(1) Gehülffen, Beauftragte, Geschäftsführer, Aufseher und Factoren.

(2) Fortbildungsschule.

place des autorités présentement désignées à cet effet, à des tribunaux d'arbitres (1). Ceux-ci devront être composés par l'autorité communale d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers.

II. Rapports des compagnons et des aides (2).

§ 121

Les compagnons et les aides sont tenus de se conformer aux ordres des patrons en ce qui touche les travaux dont ils sont chargés et les arrangements domestiques; ils ne sont point tenus de faire des travaux domestiques.

§ 122

L'engagement entre les compagnons ou aides et leurs patrons, s'il n'y a pas eu d'autres conventions, peut être rompu par chacune des parties au moyen d'une dénonciation de deux semaines.

§ 123

Les compagnons et les aides pourront être congédiés avant l'expiration de leur engagement et sans dénonciation :

1. Si, au moment de la passation du contrat d'ouvrier, ils ont trompé le patron par la présentation de livrets faux ou falsifiés, ou s'ils l'ont induit en erreur sur l'existence d'un autre engagement les liant dans le même temps ;
2. S'ils se rendent coupables d'un vol, d'un détournement, d'un abus de confiance, d'une fraude ou d'une conduite immorale ;
3. S'ils ont quitté le travail sans autorisation, où s'ils refusent obstinément d'exécuter les obligations qui leur incombent d'après le contrat de travail ;
4. Si, malgré les avertissements, ils manient imprudemment le feu et la lumière ;
5. S'ils se rendent coupables de voies de fait ou d'outrages graves envers le patron ou ses représentants, ou envers les membres de la famille du patron ou de ses représentants ;
6. S'ils se rendent coupables avec préméditation et déloyauté d'endommagement d'une chose, au préjudice du patron ou d'un compagnon de travail ;
7. S'ils induisent des membres de la famille du patron ou de ses représentants, ou des compagnons de travail, à commettre, ou s'ils commettent avec des membres de la

(1) Schiedsgerichte.

(2) Gesellen und Gehülfn.

famille du patron ou de ses représentants, des actions contraires à la loi ou aux bonnes mœurs ;

8. S'ils sont incapables de continuer le travail ou s'ils sont atteints d'une maladie répugnante.

Dans les cas énumérés aux n^{os} 1 à 7, le renvoi ne sera plus permis, si le patron a eu, depuis plus d'une semaine, connaissance des faits qui doivent le motiver.

La question de savoir jusqu'à quel point l'ouvrier renvoyé dans l'un des cas mentionnés au n^o 8, est en droit de demander une indemnité, sera à décider d'après la teneur du contrat et d'après les prescriptions générales de la loi.

§ 124

Les compagnons et les aides pourront quitter le travail avant l'expiration de leur engagement et sans dénonciation préalable :

1. S'ils deviennent incapables de continuer leur travail ;
2. Si le patron ou ses représentants se rendent coupables de voies de fait ou d'outrages graves envers les ouvriers ou envers les membres de leurs familles ;
3. Si le patron ou ses représentants, ou des membres de leurs familles, provoquent les ouvriers ou des membres de leurs familles à commettre, ou s'ils commettent avec les membres de la famille des ouvriers des actions contraires à la loi ou aux bonnes mœurs ;
4. Si le patron ne paye pas aux ouvriers de la façon convenue le salaire dû ; si, en cas de travail à la pièce, il ne prend pas soin de leur fournir suffisamment d'ouvrage ; ou s'il se rend coupable envers eux d'une exploitation illégale (1) ;
5. Lorsque, par suite de la continuation du travail, la vie ou la santé des ouvriers serait exposée à un danger évident, mais qui ne pouvait être reconnu au moment de l'adhésion au contrat de travail,

Dans les cas mentionnés aux n^{os} 2 et 3, la cessation du travail n'est plus permise, si l'ouvrier a eu connaissance, depuis plus d'une semaine, des faits qui doivent la motiver.

§ 125

Tout entrepreneur qui induira un compagnon ou aide à quitter le travail avant l'expiration régulière du contrat, sera aussi personnellement responsable envers le précédent patron du dommage qui en résultera. Sera de même responsable tout entrepreneur qui acceptera

(1) Widerrechtlicher Uebervortheilungen.

ou gardera un compagnon ou aide, qu'il saura être encore dans l'obligation de travailler pour un autre patron.

III. Rapports des apprentis.

§ 126

Le maître est tenu d'instruire l'apprenti dans les travaux professionnels qui se font dans son établissement, et ce dans l'ordre et avec l'extension nécessaires au but de l'instruction. Il doit diriger l'instruction de l'apprenti soit lui-même, soit par un représentant capable, expressément désigné à cet effet. Il ne pourra pas priver l'apprenti du temps et des occasions nécessaires à son instruction et à la fréquentation des offices religieux les dimanches et les jours de fête, en l'employant à d'autres services. Il devra exhorter l'apprenti à l'assiduité et aux bonnes mœurs et le préserver de la débauche.

§ 127

L'apprenti est soumis à la discipline paternelle du patron. Il doit obéissance à celui qui, à la place du patron, doit diriger son instruction.

§ 128

Le contrat d'apprenti peut être dissout par le retrait de l'une des parties, pendant les quatre semaines qui suivront l'entrée en apprentissage, si l'on n'est pas convenu d'un plus long délai. Toute convention, d'après laquelle ce temps d'essai doit durer plus de trois mois, est nulle.

Après expiration du temps d'essai, l'apprenti pourra être renvoyé avant la fin du temps d'apprentissage convenu, si l'un des cas prévus au § 123 lui est applicable.

Le contrat d'apprentissage pourra être dissout, après expiration du temps d'essai, de la part de l'apprenti :

1. Dans l'un des cas énumérés au § 124, sous les nos 1, 3 à 5 ;
2. Si le patron néglige ses obligations légales envers l'apprenti, de façon à mettre en danger la santé, la moralité ou l'instruction de ce dernier, ou s'il abuse du droit de discipline paternelle, ou s'il devient incapable de remplir les devoirs auxquels le contrat l'oblige.

Le contrat d'apprentissage s'éteint par la mort de l'apprenti. Le contrat d'apprentissage est résilié par la mort du patron, si la résiliation est demandée dans les quatre semaines.

§ 129

A l'expiration de l'apprentissage, le patron devra délivrer à l'apprenti un certificat qui, en indiquant la profession dans laquelle l'apprenti aura été instruit, portera sur la durée de son apprentissage et

sur les connaissances et aptitudes acquises par lui pendant ce temps, ainsi que sur sa conduite. Ce certificat devra être légalisé par l'autorité communale, sans frais et en franchise de timbre.

Dans les localités où il existe des corporations ou une autre représentation des industriels, celles-ci pourront délivrer des lettres d'apprentissage en remplacement des certificats susmentionnés.

§ 130

Si l'apprenti quitte l'apprentissage dans un cas non prévu par cette loi, sans le consentement du patron, ce dernier ne pourra demander le retour de l'apprenti qu'autant que le contrat d'apprentissage aura été passé par écrit. A la demande du patron, la police pourra astreindre l'apprenti à rester en apprentissage aussi longtemps que le contrat n'aura pas été déclaré nul par sentence judiciaire. La demande ne sera recevable que si elle est formulée dans les huit jours qui suivront le départ de l'apprenti. En cas de résistance, la police pourra faire ramener l'apprenti par la force, ou l'astreindre au retour par la menace au plus d'une amende de 50 marcs ou d'une détention de cinq jours.

§ 131

Si le père ou le tuteur agissant pour l'apprenti ou si lui-même, au cas où il sera majeur, fait au patron la déclaration écrite que l'apprenti embrassera une autre profession ou une autre carrière, le contrat d'apprentissage est réputé résolu après expiration de quatre semaines, si l'apprenti n'est pas renvoyé auparavant. Le motif de la résolution devra être consigné dans le livret de travail par le patron.

Dans les neuf mois qui suivront la résolution, l'apprenti ne pourra pas être occupé dans la même profession par un autre patron, sans autorisation de son précédent maître.

§ 132

Si les rapports d'apprentissage arrivent à leur fin avant l'expiration du temps d'apprentissage convenu, le patron ou l'apprenti ne pourront former une demande en dommages-intérêts qu'autant que le contrat d'apprentissage aura été passé par écrit. Dans les cas des alinéas 1 et 4 du § 128, la demande ne pourra être formée que s'il y a dans le contrat d'apprentissage une convention expresse stipulant la nature et le montant de l'indemnité.

La demande en dommages-intérêts est prescrite si, dans les quatre semaines qui suivront la résolution du contrat d'apprentissage, on ne l'a point fait valoir par voie d'une plainte ou d'une action en justice.

§ 133

Si le contrat d'apprentissage a été résolu par le patron, parce que l'apprenti a quitté l'apprentissage sans autorisation, l'indemnité

réclamée par le patron, à moins que le contrat ne contienne une autre stipulation, devra être fixée à une somme n'excédant pas pour chacun des jours qui suivront celui de la rupture du contrat, mais pour six mois au plus, la moitié du salaire que, dans le métier exercé par le patron, les compagnons ou les aides reçoivent d'après les usages locaux.

Seront personnellement aussi responsables du paiement des dommages-intérêts : le père de l'apprenti, ainsi que l'entrepreneur qui aura excité l'apprenti à quitter l'apprentissage, ou celui qui l'aura employé, bien que sachant l'apprenti encore dans l'obligation de continuer un apprentissage. Si celui qui a droit à une indemnité n'a eu connaissance qu'après la résolution du contrat de la personne de l'entrepreneur qui a débauché ou qui emploie l'apprenti, l'action en dommages-intérêts contre ledit entrepreneur ne sera prescrite que si elle n'est pas formée dans les quatre semaines qui suivront cette connaissance.

IV. Rapports des ouvriers de fabrique.

§ 134

Aux ouvriers de fabrique sont applicables les dispositions des §§ 121 à 125, ou, lorsque les ouvriers de fabrique seront à considérer comme apprentis, celles des §§ 126 à 133.

§ 135

Les enfants au-dessous de 12 ans ne pourront pas être occupés dans les fabriques.

Le travail des enfants âgés de moins de 14 ans ne pourra pas dépasser la durée de six heures par jour.

Les enfants astreints à la fréquentation de l'école publique ne pourront être occupés dans les fabriques que s'ils reçoivent, pendant au moins trois heures par jour, une instruction régulière, soit dans l'école publique, soit dans une école autorisée par l'autorité scolaire, et d'après un plan d'études approuvé par elle.

Les jeunes gens entre 14 et 16 ans d'âge ne pourront pas être occupés dans les fabriques plus de dix heures par jour.

Les femmes accouchées ne pourront pas être occupées pendant les trois semaines qui suivront leur délivrance.

§ 136

Les heures de travail des jeunes ouvriers (§ 135) ne pourront ni commencer avant 5 1/2 heures du matin, ni durer jusqu'après 8 1/2 heures du soir. Entre les heures de travail il devra être accordé, chaque jour ouvrier, des repos réguliers. Les repos à midi devront être au moins d'une demi-heure pour les enfants et d'une heure

pour les jeunes gens entre 14 à 16 ans; dans la matinée et dans l'après-midi, ils devront être au minimum chaque fois d'une demi-heure.

Pendant les repos, aucune occupation dans l'établissement ne pourra, en général, être permise aux jeunes ouvriers, et ils ne pourront se tenir dans les ateliers que si les parties de l'exploitation, dans lesquelles de jeunes ouvriers sont occupés, y sont complètement arrêtées pendant le temps des repos.

Les jeunes ouvriers ne pourront pas être occupés les dimanches et les jours de fête, ni pendant les heures désignées par le ministre ordinaire du culte pour l'instruction des catéchumènes et des enfants qui se préparent à la confirmation, à la confession et à la communion.

§ 137

L'occupation d'un enfant dans les fabriques n'est pas permise, si le chef d'industrie n'a pas au préalable reçu une carte de travail le concernant. Avec cette carte, un livret n'est pas nécessaire.

Les cartes de travail seront délivrées par l'autorité chargée de la police locale, sans frais et en franchise de timbre, à la demande ou du consentement du père ou du tuteur. Lorsqu'il ne sera pas possible de produire la déclaration du père, l'autorité communale pourra y suppléer. Ces cartes mentionneront le nom, la date de la naissance, ainsi que la religion de l'enfant, le nom, l'état et le dernier domicile du père ou du tuteur et, en outre, les mesures prises pour l'accomplissement des prescriptions relatives à l'instruction obligatoire (§ 135).

Le chef d'établissement devra conserver la carte de travail, la représenter à toute réquisition de l'autorité et la restituer lors de la cessation du travail. Si le domicile du père ne peut pas être découvert, la carte du travail sera remise à la mère ou au plus proche parent de l'enfant.

§ 138

Lorsque de jeunes ouvriers doivent être employés dans des fabriques, le chef de l'établissement aura, avant le commencement du travail, à en faire la déclaration écrite à l'autorité chargée de la police locale.

La déclaration mentionnera la fabrique, les jours de la semaine pendant lesquels l'occupation doit avoir lieu, le commencement et la fin du temps de travail et des repos, ainsi que la nature de l'occupation. Avant qu'une nouvelle déclaration n'en ait été faite à l'autorité, il ne pourra y être apporté aucun changement, à part les déplacements nécessités pour certains relais par le remplacement d'ouvriers empêchés (1).

(1) Abgesehen von Verschiebungen, welche durch Ersetzung behinderter Arbeiter für einzelne Arbeitsschichten nothwendig werden.

Dans chaque fabrique, le chef d'industrie devra avoir soin de faire afficher dans ceux des locaux de l'établissement où de jeunes ouvriers sont occupés, à une place bien en vue, une liste des jeunes ouvriers avec indication de leurs jours ouvrables, ainsi que du commencement et de la fin du temps de travail et des repos. Il devra de même avoir soin d'afficher dans les locaux désignés un tableau qui contiendra, dans la forme à déterminer par l'autorité centrale et dans une écriture lisible, un extrait des dispositions relatives à l'occupation des jeunes ouvriers.

§ 139

Lorsque la marche régulière d'une fabrique aura été interrompue par des événements naturels (1) ou par des accidents, des exceptions aux restrictions prévues par le § 133, alinéas 2 à 4, et par le § 136 pourront être accordées pour la durée de quatre semaines par l'autorité administrative supérieure, et pour un temps plus long par le chancelier de l'Empire. Dans des cas urgents de cette espèce, ainsi que dans le but d'éviter des malheurs, l'autorité chargée de la police locale pourra permettre de telles exceptions, mais au plus pour la durée de deux semaines.

Si la nature de l'exploitation ou des considérations en faveur des ouvriers de certaines fabriques font paraître désirable que le temps de travail des jeunes ouvriers soit réglé d'une façon autre que celle qui est prévue au § 136, il pourra être accordé, sur une demande spéciale, une autre réglementation : en ce qui concerne les repos, par l'autorité administrative supérieure, et quant au reste, par le chancelier de l'Empire. Néanmoins, dans ces cas, l'occupation des jeunes ouvriers ne pourra pas excéder six heures, si, pendant les heures de travail, il ne leur est pas laissé des repos d'une durée totale d'une heure au moins.

Les décisions à prendre en vertu des dispositions qui précèdent devront être prises par écrit.

§ 139 a

Par arrêté du Bundesrath, l'emploi de jeunes ouvriers, ainsi que d'ouvrières, pourra être interdit complètement ou soumis à l'accomplissement de conditions spéciales, dans certaines branches d'industrie, qui présentent des dangers particuliers pour la santé ou la moralité. Le travail de nuit notamment pourra être interdit aux ouvrières dans certaines industries.

Par arrêté du Bundesrath, il pourra être accordé des exceptions aux restrictions prévues au § 133, alinéas 2 à 4, et au § 136, en faveur des filatures et des fabriques à feu continu, ou qui autrement, par la nature de l'exploitation, sont obligés à un travail régulier de

(1) Naturereignisse.

jour et de nuit, ainsi qu'en faveur des fabriques dont l'exploitation exclut une distribution en relais de travail (1) réguliers d'égale durée, ou, par sa nature, est limitée forcément à des saisons déterminées. Néanmoins, dans ces cas, le temps de travail ne pourra pas dépasser pour les enfants trente-six heures et pour les jeunes gens soixante, ou, dans les filatures, soixante-six heures par semaine.

Les mesures prises par arrêté du Bundesrath devront être soumises au Reichstag dans la session suivante. Elles seront à considérer comme nulles, si le Reichstag le demande.

§ 139 b

La surveillance touchant l'exécution des dispositions des §§ 135 à 139 a, ainsi que du § 120, alinéa 3, dans son application aux fabriques sera exercée exclusivement, ou concurremment avec l'autorité chargée de la police, par des employés spéciaux, qui seront nommés par les gouvernements des pays. Dans l'exercice de cette surveillance, ces employés auront toutes les attributions officielles de l'autorité chargée de la police locale et en particulier le droit de visiter les fabriques en tout temps. Sauf la déclaration des contraventions à la loi, ils seront tenus, pour les fabriques soumises à leur inspection, de garder le secret sur les particularités d'affaires ou d'exploitation, qui seront venues à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Il demeure réservé à chacun des États confédérés de régler suivant la Constitution les rapports et questions de compétence entre ces employés et les autorités ordinaires de police.

Lesdits employés auront à faire des rapports annuels sur leurs opérations officielles. Ces rapports ou des extraits seront soumis au Bundesrath et au Reichstag.

À la demande des gouvernements des pays, il pourra être décidé par un arrêté du Bundesrath que des employés spéciaux ne seront point institués pour les districts dans lesquels les établissements industriels ou manquent complètement ou n'ont que peu d'importance.

Les chefs d'établissements sont tenus de permettre en tout temps, notamment aussi la nuit, pendant que les fabriques fonctionnent, les visites administratives, auxquelles il doit être procédé en suite des prescriptions des §§ 135 à 139 a, ainsi que du § 120, alinéa 3, en tant qu'il est applicable aux fabriques.

ARTICLE II

Les prescriptions de la législation professionnelle désignées ci-après sont remplacées par les dispositions suivantes :

(1) Arbeitsschichten.

1. Le § 146 par :

Seront punis d'une amende de 2,000 marcs au plus et, en cas d'insolvabilité, d'un emprisonnement qui ne pourra pas excéder six mois ;

1. Tous industriels qui, pour le paiement du salaire ou pour la vente de marchandises aux ouvriers, contreviendront au § 115 ;
2. Tous industriels qui, contrairement aux §§ 135 et 136 ou aux dispositions prises en vertu des §§ 139 et 139 a, donneront de l'occupation à des ouvrières ou à de jeunes ouvriers.

Les amendes seront versées à la caisse désignée au § 116.

2. Le premier alinéa du § 147 par :

Sera puni d'une amende de 300 marcs au plus et, en cas d'insolvabilité, de détention :

1. Quiconque, sans l'autorisation prescrite, entreprendra ou continuera pour son propre compte l'exploitation d'une profession fixe (1), qu'il n'est permis de commencer qu'avec une autorisation spéciale de la police (concession, approbation, nomination) (2), ou quiconque s'écartera des conditions stipulées dans l'autorisation ;
2. Quiconque construira un établissement industriel, pour lequel, eu égard à la situation ou à la nature du lieu d'exploitation ou du local, une autorisation spéciale (§§ 16 et 24) est nécessaire, sans qu'il ait obtenu cette autorisation ; ou ne se conformera pas aux conditions essentielles sous lesquelles l'autorisation a été accordée ; ou fera, sans une nouvelle autorisation, un changement essentiel dans le lieu d'exploitation, ou un déplacement du local, ou un changement essentiel dans l'exploitation de l'établissement ;
3. Quiconque, sans y avoir été habilité, se qualifiera médecin (chirurgien, oculiste, accoucheur, dentiste, vétérinaire) ou s'attribuera un titre analogue pouvant faire accroire que celui qui en est détenteur a passé ses examens de médecine ;
4. Quiconque, malgré la sommation de l'autorité, contreviendra aux dispositions du § 120.

3. La première phrase du § 148 par :

Sera puni d'une amende de 150 Mark au plus et, en cas d'in-

(1) Selbstständigen Betrieb eines stehenden Gewerbes.

(2) Bestallung.

solvabilité, d'une détention qui ne pourra pas excéder quatre semaines.

4. Les numéros 9 et 10 du § 148 par :

9. Quiconque transgressera ses devoirs légaux envers les apprentis qui lui sont confiés ;

10. Quiconque, sciemment, occupera un apprenti contrairement à la disposition du § 131, alinéa 2.

5. La première phrase du § 149 par :

Sera puni d'une amende de 30 mars au plus et, en cas d'insolvabilité, d'une détention qui ne pourra pas excéder huit jours.

6. Le numéro 7 du § 149 par :

7. Quiconque négligera de se conformer aux obligations que lui imposent les §§ 138 et 139 b.

7. Le § 150 par :

Sera puni d'une amende jusqu'à 20 marcs et, en cas d'insolvabilité, d'une détention de trois jours au plus, pour chaque cas de contravention à la loi :

1. Quiconque, contrairement aux dispositions des §§ 106 à 112, prendra un ouvrier ou continuera de l'occuper ;

2. Quiconque contreviendra aux dispositions de cette loi relatives aux livrets et aux cartes de travail ;

3. Quiconque, avec connaissance de cause, mettra hors d'usage ou détruira un livret de travail délivré sous son nom.

8. Le § 154 par :

Les dispositions des §§ 105 à 133 ne sont point applicables aux aides et apprentis dans les pharmacies et dans les maisons de commerce.

Les dispositions des §§ 134 à 139 b sont pareillement applicables aux patrons et aux ouvriers des ateliers pour l'exploitation desquels il est fait un usage régulier de la vapeur, ainsi qu'à ceux des forges, des chantiers de construction et de marine.

De même, les dispositions des §§ 115 à 119 et 135 à 139 b sont applicables aux propriétaires et aux ouvriers de mines, de salines, d'établissements préparant les minerais, et de carrières ou fosses exploitées sous terre.

Il est interdit d'occuper des ouvrières sous terre dans les exploitations de l'espèce mentionnée à l'alinéa 3. Les contraventions à cette disposition sont soumises à la peine édictée par le § 146.

ARTICLE III

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1879.

En foi de quoi, Nous avons signé de Notre propre main et fait apposer le sceau impérial.

Fait au Nouveau-Palais près de Potsdam, le 17 juillet 1878.

Par délégation de Sa Majesté l'Empereur :

(L.S.) FRÉDÉRIC-GUILLAUME, Prince héritier.

PRINCE DE BISMARCK.

ANGLETERRE. — Le *Bill* relatif à la Responsabilité des accidents. — Nous avons pensé que, au moment où la Chambre des députés de notre pays est saisie, par M. *Martin Nadaud*, d'un projet de transformation radicale des principes de la responsabilité qui régissent la matière des accidents de fabrique, les lecteurs du *Bulletin* s'intéresseraient peut-être à la discussion de ces mêmes principes, discussion qui s'est produite au sein de la Chambre des lords d'Angleterre.

Nous trouvons cette discussion résumée par M. *Cucheval-Clarigny*, dans un article sur la *Première Session du nouveau Parlement anglais* (*Revue des Deux-Mondes*, t. XLI, 15 octobre 1880). — J. Périn.

« Une mesure, à laquelle les associations ouvrières attachaient la plus grande importance, complétait le programme ministériel en matière de législation : c'était un bill destiné à déterminer la responsabilité des patrons et particulièrement des entrepreneurs vis-à-vis des ouvriers blessés ou estropiés dans l'exécution d'un travail. Cette question avait occupé le Parlement pendant les sessions de 1878 et de 1879, sans que les légistes de la Chambre des communes eussent réussi à définir, avec la rigoureuse précision qu'exigent les tribunaux anglais, les conditions et les conséquences de la responsabilité. Le Cabinet conservateur, en 1879, avait annoncé qu'aussitôt que la Chambre des communes, en votant la seconde lecture, se serait prononcée sur le principe même de la responsabilité, il proposerait le renvoi du bill à une commission qui en arrêterait la rédaction définitive ; mais la mollesse avec laquelle sir *Stafford Northcote* conduisait les travaux de la Chambre, n'avait même pas permis au bill de franchir cette étape préliminaire. Mû par un juste souci de sa popularité, le nouveau Ministère prenait résolument cette question en main et annonçait la présentation, au nom du Gouvernement, d'un bill dont il s'engageait, par conséquent, à poursuivre l'adoption. »

.....

« La mesure la plus importante de la session, fut le bill relatif à la responsabilité des patrons vis-à-vis de leurs ouvriers. Cette mesure était équitable, et on peut ajouter qu'elle était nécessaire. Il s'agissait d'introduire dans la législation anglaise un principe admis par les tribunaux de France, d'Allemagne, et de presque tous les États civilisés. Il serait même plus exact de dire qu'il s'agissait de ramener la Législation anglaise à son véritable esprit, méconnu et dénaturé par des interprétations contestables. En effet, la loi anglaise, telle qu'elle est appliquée depuis Charles II, reconnaît que le maître est responsable, vis-à-vis des tiers, des actes des gens à son service : que si, par exemple, un cocher renverse ou blesse un passant, le maître doit indemniser le blessé, comme si lui-même avait conduit sa voiture. De même, si un échafaudage construit par l'ordre d'un entrepreneur s'écroule ou blesse quelqu'un, l'entrepreneur est responsable. La loi ne distingue point entre les hommes au service d'un maître et les particuliers ; il semble que tous aient le même droit à être indemnisés en cas d'accident. En pratique, cependant, une distinction est faite : elle est le résultat d'une législation artificielle que la jurisprudence a juxtaposée à côté de la loi primitive. Cette jurisprudence date seulement de 1837 ; elle a pour point de départ une décision judiciaire refusant une indemnité à un garçon boucher blessé en conduisant une voiture appartenant à son maître, et dont les roues avaient cédé sous une charge trop excessive. Lord *Abinger* décida que le garçon, ayant été blessé dans l'exécution d'une tâche qui faisait partie de son emploi, n'avait aucun recours contre son maître. Des décisions semblables suivirent, s'appuyant toutes sur ce motif que l'employé ou l'ouvrier, en traitant avec le patron et en tombant d'accord sur un salaire déterminé, accepte à l'avance les chances bonnes et mauvaises de l'ouvrage qu'il s'engage à accomplir, en un mot que les risques à courir sont un des éléments de la détermination du salaire. Par voie de conséquence, d'autres magistrats ont jugé que, lorsque des ouvriers exécutent un travail ou une tâche en commun, les accidents qui peuvent résulter de la faute ou de la négligence d'un contremaître ne donnent ouverture contre le patron à aucune demande d'indemnité. Chaque décision nouvelle de la magistrature devenant à son tour un précédent pour d'autres arrêts, on peut dire que la responsabilité des patrons à l'égard de leurs ouvriers était limitée aux actes personnels et directs du maître, c'est-à-dire que, dans la pratique, elle avait complètement disparu. Un tel état de choses provoquait de la part des ouvriers des plaintes légitimes ; les associations ouvrières en faisaient l'objet de pétitions aux pouvoirs publics ; un arrêt de 1877, qui avait refusé une indemnité aux familles de mineurs tués ou blessés par la rupture d'un appareil mal construit, avait ému l'opinion et

démontré l'injustice de la jurisprudence qui s'était introduite dans les tribunaux. Cette question avait été débattue pendant deux sessions consécutives, et le dernier cabinet conservateur s'était engagé à la résoudre dans le sens d'une réforme. Le cabinet libéral ne pouvait faire moins que ses devanciers, et l'initiative qu'il prenait n'avait rien d'imprévu. Néanmoins la loi donna lieu aux plus vives discussions; les propriétaires de mines, les grands industriels, les entrepreneurs de travaux publics, les administrateurs de chemins de fer étaient nombreux au sein de la Chambre des communes, et ils défendirent énergiquement une jurisprudence qui leur était profitable. Ce n'était point une tâche facile que de déterminer avec une clarté et une précision suffisantes les conditions de la responsabilité, les cas où elle serait encourue et l'étendue que les tribunaux devaient lui donner. M. Knowles et d'autres grands industriels prétendirent que la véritable solution de la question était de rendre obligatoire l'assurance contre les accidents, dût-on astreindre les patrons à contribuer pour une part au paiement des primes d'assurance; ce système reçut l'appui de quelques sommités judiciaires, et notamment de lord *Shand*, qui se déclara partisan de la création, avec l'assistance du Trésor public, d'un système national d'assurance contre les accidents. Le comité des associations ouvrières fit, au contraire, de grands efforts pour obtenir que la loi interdît aux patrons d'imposer à leurs ouvriers l'obligation de s'assurer contre les accidents et l'abandon de leur droit éventuel à une indemnité.

Le bill avait été rédigé avec une grande précipitation, et le dispositif en était fort imparfait : aussi donna-t-il prise à de nombreuses critiques de la part des juriconsultes de la Chambre des lords. La mesure arrivait d'ailleurs tardivement dans la haute assemblée, que la prolongation de la session au delà de la période habituelle avait déjà indisposée. Sans l'intervention de lord *Beaconsfield*, qui prit encore une fois le rôle de médiateur, ce bill eût probablement avorté. Le chef des conservateurs fit valoir que des imperfections de détail ne devaient pas faire repousser une mesure dont le principe était juste et à laquelle une classe nombreuse de la population attachait une grande importance. Il appuya donc et fit voter la seconde lecture sous la réserve d'amender le bill dans la discussion des articles. Lui-même proposa ensuite une clause additionnelle qui limitait la durée du bill à deux années, intervalle suffisant pour que l'expérience démontrât les avantages et les inconvénients de la mesure et permît d'arriver à une solution définitive d'un problème aussi délicat. Un pair libéral, lord *Brabourne*, qui avait attaqué avec véhémence le principe même du bill, réussit à faire supprimer un des articles les plus importants, celui qui rendait le patron responsable des accidents causés par la faute ou l'incurie de quiconque, contremaître ou autre.

avait sous ses ordres l'ouvrier blessé. Le vote de cet amendement provoqua aussitôt une protestation de la part du Comité des associations ouvrières, qui déclara, dans une lettre adressée aux principaux membres du Gouvernement, que les ouvriers avaient accepté le bill tel qu'il était sorti de la Chambre des communes, par esprit de transaction et comme un compromis; mais que l'amendement de lord *Brabourne* enlevait à la mesure une grande partie de sa valeur. Le comité adjurait donc le Gouvernement et la Chambre des communes de ne pas acquiescer à l'amendement. Il fut fait droit à cette réclamation : la Chambre adopta tous les changements introduits dans la loi par les lords, à l'exception de l'amendement de lord *Brabourne* : elle porta ensuite de deux années à sept la durée assignée à la loi par l'article additionnel de lord *Beaconsfield*. »

RUSSIE. — *L'Industrie et les ouvriers*. — Nous reproduisons le passage d'une *Lettre de Russie* (*Le Soleil*, 19 octobre 1880), où, après avoir exposé que le nihilisme, en tant que parti, est à peu près supprimé, qu'il n'a jamais brillé par l'organisation et qu'aujourd'hui il n'en a plus aucune, l'auteur donne les renseignements suivants sur l'état de l'industrie :

« Ce n'est pas cette agitation toute superficielle, qui guérira les plaies de la Russie. De grands problèmes se posent dans ce monde russe encore jeune et barbare. L'éducation populaire à créer, la situation économique du paysan à transformer, l'industrie à répandre, la propriété individuelle à organiser, ce sont là des questions assez graves.

Le sol est entre les mains des intendants allemands ; les fabriques naissantes, entre les mains des ingénieurs anglais. L'abus de l'autorité, dans un pays sans contrôle, se complique encore ici de l'hostilité des races. En beaucoup de provinces (Tver, Tchernigow), le salaire d'une ouvrière travaillant six ou huit mois de l'année, atteint à peine 17 à 18 roubles (40 à 45 francs). Encore pour l'obtenir, faut-il de 12 à 16 heures de travail par jour. Ce résultat n'est-il pas dérisoire? Ailleurs (en Ukraine), le contremaître et l'ingénieur de fabrique imposent à l'ouvrier pour la moindre irrégularité dans le travail, une amende égalant le salaire d'un mois entier. — La statistique pénale donne-t-elle la mesure de la moralité publique? Le *Nouveau Temps* fait observer avec raison qu'il faut distinguer entre la moralité et la criminalité, une partie seulement des actions immorales étant passibles des tribunaux.

Quant à la caractéristique des mœurs, cette branche de la statistique fournit des renseignements précieux. Elle exprime par des chiffres le niveau du développement économique, politique et religieux de la

population. Les manifestations de la volonté criminelle ne peuvent être accidentelles, elles dénotent toujours l'existence de conditions dont elles sont le produit. Les moyens de perpétration des crimes dévoilent aussi le degré de développement intellectuel des criminels, ainsi que les traits distinctifs de leurs mœurs.

Les chiffres présentés par la statistique morale montrent la tendance très prononcée du peuple russe à violer les droits personnels et les droits de propriété, tandis que les atteintes aux institutions et aux règlements, de même que les crimes contre la religion, ne sont que peu fréquents.

Ces conclusions sont déduites, par notre confrère, de l'essai de statistique pénale pour 1877, publié le 23 septembre dernier par le *Moniteur officiel*.

Le nombre total des crimes jugés par les tribunaux d'instance supérieure a été dans l'année susmentionnée de 149,678. Sur ce nombre, 89,330 (59.60/0) ont été dirigés contre la propriété, et 26,946 (18 0/0) contre les personnes. Les autres catégories, ne formant que 22.40/0 du total, se divisent ainsi : 8,281 (5.5 0/0) crimes contre les devoirs du service; 8,84 (5.4 0/0) contre la tranquillité publique; 7,260 (4.80/0) contre l'administration; 3,878 (2.60/0) contre les règlements officiels; 2,308 (1.46 0/0) déclarations irrégulières dans les actes de décès; 1,710 (1.1 0/0) crimes contre la religion, etc.

Parmi les attentats contre la propriété, le vol occupe la première place; sur cent criminels de cette catégorie, 72 sont de simples voleurs, dont onze seulement ont recouru à la violence. On pourrait en déduire que le Russe n'agit qu'avec précaution; d'autres chiffres démontrent cependant que sur cent mille habitants, il y a en Russie 35 personnes ayant porté atteinte à la personnalité humaine. 25 1/2 0/0 de ces crimes sont des meurtres et 30 1/2 0/0 des cas de violence suivis de blessures. Qu'on y ajoute tous les délits contre les personnes qui, à cause de leur insignifiance, sont de la compétence des tribunaux inférieurs, et il ne sera guère possible de conclure en faveur de la douceur des mœurs de notre peuple.

Le rapport officiel observe que la totalité des causes se rapportant au brigandage — infractions, blessures et tentatives d'incendie — forme 68 0/0 des cas jugés (101,473 causes), tandis que toutes les autres espèces de crimes ne font que 32 0/0 (48,205 causes). Il faut chercher la source principale de tous ces méfaits contre la propriété dans le grand dénûment du peuple, et celle des crimes contre les personnes dans le peu de respect que l'homme du peuple professe pour la personnalité humaine.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que le nombre des crimes, loin de diminuer, ne fait au contraire que croître chaque année. Ainsi les crimes contre la propriété se seraient élevés en cinq ans (1873-77)

de 11 0/0, tandis que ceux contre les personnes auraient augmenté dans le même laps de temps et d'une façon ininterrompue de 26 0/0. — (*Journal de Saint-Petersbourg*).

BIBLIOGRAPHIE

On annonçait dernièrement (dans *le Soleil* du 3 octobre 1880) qu'on préparait, au Ministère de la Guerre, une collection d'*Histoires patriotiques*, destinée à être mise entre les mains des élèves de nos écoles.

« Ce recueil contiendrait le récit des faits glorieux de nos armées et la biographie des hommes de guerre célèbres de la France. » C'est là une pensée excellente et à laquelle on ne saurait trop applaudir.

Mais la France n'est pas seulement une nation armée; elle est aussi une immense ruche industrielle.

Il est bon de raconter aux jeunes ouvriers les actions d'éclat du travail et les existences de ceux qui ont, dans le domaine des sciences appliquées, conquis le bien-être pour l'humanité en surprenant les grands secrets de la nature. Un livre que nous avons tous, grands et petits, lu avec le plus grand fruit, la Biographie des grands Inventeurs de M. Joret-Desclosières, notre collègue si savant et si modeste, répond à une partie de ce programme, en vulgarisant l'histoire de ceux qui furent les portedrapeaux du progrès.

Mais, à côté de ces illustres capitaines, il y a les simples soldats. Leur vie obscure a ses luttes émouvantes, ses dévouements honorables, ses malheurs parfois immérités. Il serait intéressant de pénétrer dans l'atelier pour étudier ces humbles détails, de connaître, pour chaque métier, pour chaque profession, ses travaux, ses périls, les conditions de son apprentissage.

Pour l'élaboration d'une semblable encyclopédie, chaque manufacturier peut devenir un collaborateur; les précieux renseignements qu'il fournirait, trouveraient dans notre *Bulletin*, une place méritée, et à côté des annales des grands, se jetteraient ainsi les fondements d'une histoire plus attachante encore : celle des petits.

C'est cette œuvre que deux de nos collègues — M. Jules Périn, secrétaire de la Société, qui se retire, et son ami, M. Ernest Nusse, qui doit le remplacer, — ont résolu d'essayer. Déjà ils se sont mis à l'œuvre; aussi accueilleront-ils, avec intérêt, tous les rensei-

gnements que les membres de la Société voudront bien leur communiquer. — G.

M. G. BRUNO. — FRANCINET, *Livre de Lecture courante*, notions élémentaires sur la morale, l'industrie, le commerce et l'agriculture ; 22^e édition, augmentée et ornée de 133 gravures instructives (1).

Nous nous félicitons de pouvoir donner, — avec l'assentiment de l'éditeur, — le fragment suivant de *Francinet* (p. 208), ouvrage qui a été honoré d'une médaille d'argent par notre Société (Voy. ci-dessus, p. 302), et nous sommes persuadés que la simple citation d'un feuillet de cet excellent livre suffira pour que les membres de la Société veuillent le mettre dans les mains des enfants qui travaillent dans leurs ateliers.

HISTOIRE DE L'INDUSTRIE DE NOTRE PAYS.

Les privilèges. — Les cordonniers et les savetiers.

« FRANCINET. — Monsieur, les pauvres ouvriers d'autrefois ne devaient guère s'enrichir, et de plus, ils devaient bien s'ennuyer. Comment étaient-ils si sots de vouloir entrer dans les métiers qui avaient des corporations ? A leur place j'aurais préféré faire autre chose. J'aimerais mieux être savetier et libre dans une échoppe, que de travailler en esclave pour devenir maître rôtiisseur dans une belle boutique.

M. EDMOND. — Francinet, mon ami, vous en parlez à votre aise. Personne n'avait le choix entre le travail libre et la corporation. Chaque industrie, aussi bien celle des savetiers que les autres, avait un privilège protégé par les lois d'alors. Pour exercer un métier quelconque, pour travailler à la plus minime des industries, il fallait donc se plier à toutes les exigences de la confrérie dont on faisait partie, et de plus payer, toujours payer, payer pour être ouvrier, payer pour être maître.

HENRI. — Mais une fois reçu maître, monsieur, on devenait libre sans doute ?

M. EDMOND. — Erreur, cher enfant. Les règlements concernant les maîtres étaient aussi tyranniques que ceux qui concernaient les compagnons. Par exemple, on n'était reçu maître que pour un métier et pour une seule ville. Celui qui était reçu cordonnier à Paris ne pouvait, sous des peines sévères, aller faire des souliers à Rouen. Il ne pouvait pas non plus changer d'occupation dans les moments de chômage. Par exemple, les *savetonniers* avaient le privilège de faire des chaussures légères pour l'été ; mais ils n'avaient pas la permission de faire de grosses chaussures pour l'hiver, liberté qui n'appar-

(1) Paris, lib. d'Eug. Belin, rue de Vaugirard, n° 52, 1880. — 1 vol. in-12.

tenait qu'aux cordonniers. Quand l'hiver était venu, les savetonniers manquaient d'ouvrage, et souvent mouraient de faim et de misère, comme avaient fait pendant l'été leurs rivaux, les cordonniers. En même temps, les cordonniers étaient si pressés d'ouvrage en hiver que les bras leur manquaient. Eh bien! ils ne pouvaient pas alors employer les savetonniers, qui en auraient cependant été bien heureux. Les règlements s'opposaient à ce que le même homme fit des chaussures lourdes et des chaussures légères.

AIMÉE. — Ah! mon Dieu! quels règlements absurdes et même cruels!

M. EDMOND. — Cruels en effet, ma chère enfant; car presque tous les ouvriers étaient dans la misère, et il leur était le plus souvent impossible de devenir maîtres, tant il fallait pour cela d'années et d'argent.

FRANCINET. — Non seulement c'était absurde et cruel, mais il me semble encore que c'était contraire à la justice; n'est-ce-pas, Monsieur Edmond?

M. EDMOND. — Mon ami, chaque homme a le droit de travailler librement, tant qu'il ne nuit point au droit d'autrui : les corporations étaient donc contraires à la justice, puisqu'elles étaient contraires à la liberté du travail. Aussi, au lieu de perfectionner l'industrie et de l'enrichir, elles l'entravaient et l'appauvrirent. Pour bien vous le faire comprendre, nous reprendrons encore ce sujet instructif, qui intéresse à un si haut degré l'histoire de l'industrie. »

CHRONIQUE

— M. Maxime Du Camp, dans son discours de réception à l'Académie française (24 décembre 1880), présentant le tableau du mouvement scientifique qui s'est produit vers 1830, consacrait la mention suivante à notre honoré Président :

« Jean-Baptiste Dumas, — une de vos gloires, Messieurs, — fonde une science nouvelle et, par la chimie organique, recule au delà du probable la limite des investigations et des découvertes. »

— L'empereur d'Allemagne a sanctionné la nomination, faite par l'Académie des sciences de Berlin, de M. J.-B. Dumas, membre de l'Institut de France, comme membre étranger de l'Académie.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS (séance du 19 octobre 1880). — M. Manier dépose une proposition tendant à la création, à portée des V^e, XIII^e et XIV^e arrondissements, de deux Écoles d'apprentis pour jeunes filles et jeunes garçons.

Renvoyé à la 4^e commission.

— (Séance du 28 octobre). — Le Conseil adopte les conclusions du rapport présenté par M. Hovelacque, sur une proposition de MM. Manier, François Combes et Collin, tendant à créer à la portée des V^e, XIII^e et XIV^e arrondissements, deux Écoles d'apprentis pour filles et garçons.

M. Manier dépose une proposition tendant à créer dans les XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements, des Pensionnats primaires gratuits où seraient reçus les enfants abandonnés ou moralement abandonnés.

Renvoyée à la 4^e commission.

— (Séance du 14 décembre). — Le Conseil, sur la proposition de MM. Boué et Dubois, vote 100,000 francs pour l'entretien d'un orphelinat qui est créé sous le titre de *Caisse des pupilles de Paris*, et qui comprendra 1,000 bourses.

Les familles d'artisans sédentaires et les familles d'agriculteurs de Paris et du département de la Seine pourront recevoir chez elles, moyennant rétribution, les orphelins au-dessous de sept ans. De sept à douze ans, les enfants pourront rester dans la famille où ils auront été reçus, ou entrer comme élèves internes dans les pensions et institutions laïques. Ensuite ils pourront être admis dans les Écoles professionnelles ou être placés en apprentissage, sous la surveillance des délégations cantonales.

— (Séance du 23 décembre). — Dans la discussion du budget de l'enseignement primaire, il a été entendu, sur une interpellation de M. Sigismond Lacroix, que la nouvelle loi sur les Écoles manuelles d'apprentissage serait appliquée à l'École du boulevard de la Villette.

Des subventions, montant ensemble à 63,700 francs, ont été accordées, après discussion, à divers établissements d'enseignement professionnel.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE (Séance du 13 novembre 1880). — M. le Secrétaire général de la préfecture de la Seine donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des travaux publics, informant M. le Préfet que, conformément au vœu exprimé par le Conseil général, les différentes Compagnies de chemins de fer ont consenti à accorder le bénéfice de la demi-place sur les voies ferrées aux apprentis et élèves de la banlieue qui viennent à Paris pour y suivre les cours de dessin de la ville, étant bien entendu que cette réduction ne sera accordée aux jeunes gens que jusqu'à l'âge de 18 ou 21 ans, selon les Compagnies, et sur la production de certificats attestant la qualité d'élève des Écoles de la ville.

M. le Président : Acte est donné à M. le Secrétaire général de cette communication.

LES ÉCOLES DE FABRIQUES. — « Sur la demande du fonctionnaire chargé de l'inspection du travail des enfants employés dans les manufactures, M. le Ministre de l'Intérieur a concédé à toutes les Écoles privées, instituées dans les fabriques, des cartes de géographie, des compendiums métriques et autres objets nécessaires à l'instruction primaire des jeunes apprentis. » (*Le Bâtiment*, 5 décembre 1880.)

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS. — M. le Ministre de l'agriculture et du commerce a présenté à la Chambre des députés un projet de loi relatif à la création des Syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers.

LES ÉCOLES NATIONALES D'ARTS ET MÉTIERS. — M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a déposé sur le bureau de la Chambre des députés deux projets de loi ayant pour objet :

- 1° La création d'une École nationale d'Arts et métiers à Lille (Nord);
- 2° La création d'une École nationale professionnelle spéciale à la grosse chaudronnerie et aux grandes constructions en fer à Nevers (Nièvre).

On sait qu'actuellement il n'y a en France que trois Écoles de ce genre : celles d'Aix, d'Angers et de Châlons-sur-Marne. Ce nombre est insuffisant eu égard aux besoins et aux progrès croissants de l'industrie.

Le Gouvernement s'étant montré décidé à proposer aux Chambres la création d'une quatrième école, plus de dix villes ont sollicité pour elles cette institution, notamment Bordeaux, Périgueux, Limoges, Saint-Étienne, Toulouse et Lille. C'est cette dernière qui a été choisie définitivement par le Gouvernement, à raison de l'importance industrielle de la région dont elle est le centre et du concours financier très élevé qu'offrirait la municipalité. La ville de Lille a offert, en effet, de contribuer pour un million aux dépenses qu'occasionnera cette création. La part de l'État dans la dépense, sera d'environ deux millions.

Quant au second projet de loi, tendant à la création à Nevers d'une École nationale spécialement destinée à la grande chaudronnerie, ce serait une création nouvelle, car aucun établissement de ce genre n'existe en France.

Cette École nationale, fondée sur le modèle des écoles d'arts et métiers ordinaires, serait installée dans les bâtiments, qu'occupait la fonderie de l'État à Nevers qui est aujourd'hui supprimée.

Les bâtiments appartenant à l'État, la dépense ne s'élèverait qu'à 600,000 francs environ.

LES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES, à Paris. — Une note, présentée au Conseil municipal de Paris par la Préfecture de la Seine,

donne d'intéressants renseignements sur l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques ouvertes au public dans les mairies de la capitale.

En 1878, cinq bibliothèques seulement rendaient des services réels ; l'année suivante, il en a été organisé six autres, et dix-sept bibliothèques fonctionnent à l'heure actuelle : les trois arrondissements qui ne sont pas encore pourvus de cette institution en seront dotés dans le courant de 1881.

Le nombre des volumes que renfermaient les bibliothèques municipales de Paris s'élevait, d'après l'inventaire opéré au milieu de l'année 1879, à 32,000 ; au 1^{er} janvier 1880, il dépassait 38,000.

En 1878, le nombre des lecteurs a été de 29,000 ; il a monté à près de 58,000 en 1879, 54,000 volumes ont été lus pendant les six premiers mois de l'année courante.

La bibliothèque qui possède le plus de livres est celle du 16^e arrondissement ; elle a plus de 16,000 volumes. Les autres en comptent de 1,200 à 5,000.

Des dons particuliers commencent à enrichir les bibliothèques municipales ; elles ont déjà reçu des legs de livres et d'argent.

Dans plusieurs bibliothèques on ne prête point seulement des livres, mais aussi des partitions musicales. C'est là une innovation due à la mairie du II^e arrondissement, dont la bibliothèque possède 157 partitions qui donnent lieu à environ 200 prêts chaque mois. Aux termes de la note de la préfecture de la Seine, de nouvelles améliorations devront être introduites dans les bibliothèques municipales, lorsqu'elles auront toutes un fonds suffisant de livres sérieux et instructifs. Elles seront abonnées à la plupart des recueils scientifiques et des revues périodiques, qui seront mis sur une table spéciale à la disposition des lecteurs.

Les bibliothèques feront imprimer leurs catalogues, et, une fois le catalogue général établi, publieront, tous les six mois ou tous les ans, la liste des acquisitions nouvelles du semestre ou de l'année ; elles auront, par suite, toutes facilités pour échanger leurs doubles.

Enfin, l'Administration cherchera à organiser dans chaque Mairie des conférences familiales portant sur l'art de diriger ses lectures. Des spécialistes seront appelés à venir, pour chaque branche des sciences, pour l'histoire, pour la littérature, etc., indiquer les ouvrages à lire et faire ressortir le profit qu'on en peut tirer.

LA GRÈVE DES ÉBÉNISTES. — Le Conseil des Prud'hommes des Industries diverses vient de rendre sa décision dans le litige qui divise les patrons ébénistes et les ouvriers.

En voici le texte :

Attendu que, si le défendeur, en présence d'une grève possible dans sa maison, a cru avoir le droit de fermer son atelier, il a, sur l'avis du bureau de conciliation, consenti à le rouvrir pour permettre aux ouvriers de terminer leur travail en cours ;

Que ceux-ci s'y sont refusés, et que par là ils ont perdu leurs droits, et que par conséquent, ils ne sauraient prétendre à une indemnité ;

Le Conseil déboute les ouvriers de leur demande.

L'ORPHELINAT ROTHSCHILD. — Le 10 octobre a eu lieu, à l'Orphelinat Rothschild, la distribution des prix. M^{me} la baronne *James de Rothschild*, fondatrice de l'Œuvre, ayant voulu donner à ces jeunes enfants un témoignage de son affection, présidait la cérémonie.

Au début les élèves ont chanté un chœur avec un ensemble parfait. Puis M. le rabbin Zaddoc-Kahn a prononcé une touchante allocution dans laquelle il a rappelé les généreux efforts tentés par la famille de Rothschild pour élever, instruire, moraliser ces jeunes orphelins, charité sage, généreuse, prévoyante, qu'exerce avec un si noble cœur la baronne James de Rothschild.

On a procédé ensuite à la distribution des prix, et la cérémonie s'est terminée par un chœur chanté par les élèves.

SOCIÉTÉ FORMÉE POUR FACILITER L'ÉTUDE PRATIQUE DES DIVERSES MÉTHODES DE PARTICIPATION DU PERSONNEL DANS LES BÉNÉFICES. — Une réunion de chefs d'industrie, qui s'était tenue pour la première fois en 1873, chez M. Chaix, imprimeur, s'est reconstituée le 30 novembre 1878, et elle a pris pour but l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices. Depuis cette époque, elle a poursuivi sa tâche avec la plus louable persistance, et, pour rallier les chefs d'industrie aux idées dont elle poursuit le succès, elle a réuni dans un *Bulletin*, dont nous avons reçu plusieurs livraisons, des documents du plus grand intérêt. Nous aurons à en extraire des renseignements sur lesquels il est utile d'appeler l'attention de tous les industriels; mais auparavant nous devons éclairer nos lecteurs sur le but de la Société, et nous ne saurions mieux faire que de reproduire le programme par lequel s'ouvre la première livraison de son Bulletin, bien qu'il remonte au 1^{er} mars 1879.

« On se tromperait fort en supposant que la Société en voie de formation se dispose à entreprendre une propagande systématique en faveur d'une opinion préconçue.

» La Société, en effet, ne se constitue pas pour soutenir une thèse. Résolue à conserver à ses études un caractère absolument pratique, elle va même pour bien affirmer cette détermination jusqu'à n'admettre dans son sein que des personnes exerçant la profession d'industriel et de commerçant. Elle fera sans doute son profit des avis, des observations et des jugements qui lui parviendront de toutes parts, ou qu'elle trouvera sous la plume des publicistes ou des savants, mais d'après un article de ses statuts, elle ne peut se recruter que parmi les chefs d'industrie, c'est-à-dire dans un milieu composé d'hommes tout à fait compétents, chacun dans son métier, intéressés directement et toujours responsables, chargés de conduire un personnel plus ou moins nombreux; et, dès lors, peu sensibles d'ordinaire aux vaines théories, aux généralisations téméraires ou aux systèmes

absolus. « En toute chose », nous écrit un de nos adhérents d'Alsace qui pratique lui-même la participation, « il faut se méfier des théoriciens, mais particulièrement dans les fonctions sociales; il faut aller en avant sans doute, mais, là surtout, avec la plus grande prudence. »

» Les rédacteurs du *Bulletin* n'ignorent pas que, depuis longtemps, dans un très grand nombre d'usines, en dehors de toute idée de participation proprement dite aux bénéfices, et par un prélèvement annuel régulier sur les frais généraux, des sacrifices énormes, qui se continuent même dans les années mauvaises, sont faits par la grande industrie pour donner aux ouvriers, en sus du salaire, d'importants avantages moraux ou matériels et d'utiles subventions. Placés sans cesse en présence des crises industrielles, nous connaissons les alternatives de bénéfice ou de perte. Nous savons aussi que ce qui peut convenir à telle ou telle industrie, et, dans chaque industrie, à tel ou tel établissement, peut rencontrer ailleurs de justes répugnances et même d'insurmontables obstacles. Nous n'admettons comme légitime, en pareille matière, que la méthode expérimentale appliquée avec discernement et sans conclusions hâtives et prématurées. Ferme ment attachés, d'autre part, aux saines doctrines de l'économie politique, nous considérons comme fondamental et au-dessus de tout débat ce grand principe de la liberté du travail qui se manifeste aussi dans le domaine de la justice et du droit, par le régime du salaire à la journée, à la tâche ou avec primes, que par la mise en pratique de la participation aux bénéfices combinés avec le salaire. Nous ne voulons par conséquent présenter ici la participation aux bénéfices ni comme une panacée universelle, ni même comme une amélioration toujours facile à réaliser.

» S'il nous semble utile et opportun de classer avec un soin particulier et de mettre en lumière les faits de cet ordre, c'est que la question des rapports du capital et du travail mérite plus que jamais d'arrêter l'attention. Cette question, hérissée de détails, est si complexe qu'elle impose à quiconque s'en occupe, le devoir de se consacrer à une tâche spéciale. Or, la participation, soit en elle-même, soit à cause des institutions ouvrières dont elle peut devenir la base et le point d'appui, est arrivée aujourd'hui à un développement tel qu'elle peut constituer désormais une branche distincte, digne d'être, à elle seule, un objet d'efforts consciencieux. »

• • • • •

» Nous avons dès lors pensé qu'il serait bon, sous toutes les réserves qui précèdent, et avec la prudence qu'un tel sujet comporte, de ne laisser ignorer à personne les résultats produits jusqu'à ce jour par la participation, et d'ouvrir en quelque sorte sur ce point une enquête permanente. Si l'application intelligente ou la participation à qui, dans telle ou telle maison, amène une notable économie dans la pro-

duction et abaisse le prix de revient des matières fabriquées; si, dans telle autre usine, l'emploi judicieux des ressources que la participation procure a permis d'assurer l'avenir des ouvriers contre la misère, de leur servir des pensions de retraite, de leur créer un petit patrimoine, de tels faits ne doivent être, au temps où nous vivons, ni dédaignés, ni méconnus; quiconque a sa part de responsabilité morale dans la destinée des populations ouvrières ou dans la prospérité de l'industrie, doit, au contraire, à un point de vue personnel comme dans l'intérêt du pays, observer ces résultats, les discuter, les contrôler, les examiner avec soin. »

Le *Bulletin* et la *Bibliothèque* spéciale organisée par la Société reçoivent tous les documents dignes d'attention, et, parmi ceux qui ont été publiés, nous en trouvons plusieurs, sur lesquels nous aurons l'occasion d'appeler l'attention de nos lecteurs.

LES CONGRÈS OUVRIERS, au Havre. — Les deux Congrès ouvriers tiennent concurremment séance au Havre : les délégués réguliers au cercle Franklin, les collectivistes dissidents dans la salle de l'Union lyrique.

Congrès du cercle Franklin. — Au cercle Franklin, cinquante-cinq délégués étaient présents.

On n'a pas entendu moins de treize orateurs; il est à remarquer que tous les discours n'ont embrassé qu'un nombre relativement restreint de questions sur lesquelles on paraît tenir à se mettre d'accord.

La plupart des orateurs ont appelé de leurs vœux l'organisation de Syndicats ouvriers, pardes raisons diverses. Les uns, comme le citoyen Fagot, de Bolbec, impatient d'atteindre ce résultat, demandent des coalitions ouvrières, pour se défendre contre les coalitions de patrons et amener l'émancipation des prolétaires et l'abolition du salariat; les autres, comme les citoyens Rousset, de Bordeaux, et Delon, de Paris, combattent l'emploi de moyens violents. « Nous avons, dit le citoyen Rousset, le suffrage universel, qui est contraire aux idées collectivistes, idées qui amèneraient l'anarchie et la désorganisation de la société. » Le même orateur pense que salariat est nécessaire, jusqu'au jour où la coopération étant devenue une puissance, permettra aux travailleurs de devenir des associés; mais, auparavant, il faut étudier les moyens de passer de la théorie à la pratique.

Le citoyen Grouat pense de même, mais il demande l'établissement de droits compensateurs, car, dit-il, le libre-échange est la cause principale des abaissements de salaire. Le citoyen Grouat est de Rouen, la ville protectionniste par excellence.

Le citoyen Lyonnais, du Havre, insiste aussi sur l'urgence du groupement professionnel. Il proteste contre le mode de marchandage et l'emploi qu'on fait des enfants en concurrence aux ouvriers; il dit que les chambres syndicales sont aptes à ramener une rénovation du prolétariat, et ensuite son émancipation.

Le citoyen Bonne, de Roubaix, réclame la réduction du travail à dix heures puis la suppression du travail de nuit afin de faire cesser le chômage et la sup-

pression des amendes excessives ; il dit que les enquêtes, en cas d'accidents, doivent être faites par des gens compétents, afin d'en faire supporter les conséquences à qui de droit.

Plusieurs orateurs protestent contre la concurrence aux travailleurs. Le citoyen Veyssière, de Toulon, s'est plaint de l'envahissement des machines. Le citoyen Defer, typographe parisien, demande la suppression du travail dans les prisons et les établissements religieux, qui sont moins imposés que ne l'est l'industrie privée. Cet orateur juge indispensable qu'il y ait des patrons, et trouve le salariat nécessaire.

Le citoyen Veyssier, de Paris, demande le droit de réunion et l'organisation des caisses de crédit, afin de permettre à la coopération des travailleurs de soumissionner des travaux publics et de faire cesser le rabais des soumissions et cautionnements. Il demande la création d'une caisse de retraite au moyen d'un impôt sur le capital et le revenu.

Lorsque le président lève la séance, un incident se produit : un délégué typographe de Rouen lit une dépêche de son Comité lui ordonnant de quitter la réunion du cercle Franklin pour assister aux séances des collectivistes dissidents.

Le citoyen Obdebeck réclame une caisse de retraite pour les ouvriers, inscrite au budget de l'État.

Le citoyen Vautier, du Havre, critique les travaux donnés par adjudication et l'École d'apprentissage, qui devrait dépendre des Chambres syndicales.

Le citoyen Dubeuf réprovoque l'emploi des moyens collectivistes, qui rendraient les honnêtes ouvriers des voleurs et des assassins.

Le citoyen Pascal, du Nord, préconise les fédérations par arrondissement, reliées entre elles pour l'action commune, avec la création de caisses mutuelles.

La discussion est très calme.

Le citoyen Devassal, de Bordeaux, demande la suppression du travail de nuit. Il prononce un discours violent contre le travail dans les établissements des religieuses ; il veut l'abolition des couvents, la direction des orphelinats donnée à des laïques.

Le citoyen Desmoulins, instituteur laïque de Paris, cite les avantages obtenus par les sociétés du *Trades Union* en Angleterre, il engage à faire de même en France. On arrivera ainsi progressivement à l'élévation et à l'amélioration du prolétariat.

Question des droits de la femme. — Le citoyen Vallet demande que la femme mariée ne soit pas obligée de travailler et que le mari gagne suffisamment à lui seul pour nourrir sa famille : la femme, alors, s'occupant exclusivement de l'éducation de ses enfants, préparera de bons citoyens à la patrie et remplira la noble mission qui lui est dévolue.

Le citoyen Bernardeau s'oppose à la concession des droits politiques à la femme. « Si la femme votait, s'écrie l'orateur, l'homme en serait réduit à reprendre les chaussettes et à faire le ménage. »

Question de l'instruction. — Le citoyen Desmoulins fait l'historique de la transformation de l'instruction depuis la Convention.

L'orateur demande une instruction rationnelle, pratique, professionnelle et développe dans son discours la façon intéressante, la manière compétente d'instruire la jeunesse.

L'enfant doit, dès le bas âge, apprendre le maniement des outils profession-

nels et plus tard être placé par les soins de la Chambre syndicale de manière à apprendre intégralement sa profession.

La gratuité des fournitures scolaires est demandée par le citoyen Lyonnais, qui est partisan de l'École d'apprentissage et demande cependant des règlements empêchant les enfants d'être employés en concurrence avec leurs pères.

Congrès de l'Union lyrique collectiviste. — Le manifeste avait invité les ouvriers havrais « à venir entendre et juger impartialement les débats du Congrès et à joindre leurs efforts à ceux des collectivistes pour mettre en pratique les idées de justice et travailler à améliorer la situation de tous ».

Parmi les trente-sept délégués présents on remarque un grand nombre de femmes.

Tout d'abord la citoyenne Paule Mink proteste contre la qualification de Congrès révolutionnaire appliquée à la réunion ; elle demande que cette réunion soit désignée : « Congrès national du Havre », comme le désire la majorité des délégués présents.

Après elle, la citoyenne Rouzade, socialiste, vient dire que la terre est la propriété collective du genre humain, qu'elle appartient aux travailleurs. Ceux qui prétendent avoir des droits acquis les doivent au capital produit par les travaux des prolétaires. Les bourgeois ont dépossédé le clergé en 1789 ; c'est le tour des prolétaires aujourd'hui de déposséder les bourgeois. Le collectivisme amènera sur la terre la plus complète prospérité pour les travailleurs.

Le citoyen Monard déclare qu'il faut obtenir l'organisation du collectivisme par tous les moyens possibles.

Le citoyen Coupât dit qu'on obtiendra tout par la révolution, et que les enseignements de l'histoire viennent à l'appui de sa thèse.

Le citoyen Besteti assure que la propriété est le produit du vol, de la fraude et du mensonge ; que la transmission des biens par héritage n'est pas conforme à la loi naturelle ; que la propriété doit faire retour à la collectivité par tous les moyens.

Le citoyen Robelet, dont le discours a clos la séance, sera sans doute accusé de tiédeur : « Les prolétaires ne veulent pas, dit-il, déposséder illégalement les détenteurs actuels de la fortune ; mais ils veulent seulement une répartition plus équitable des richesses ; ils faucheront résolument tout ce qui, dans la société, est édifié sur le produit du vol. »

Le citoyen Castan dit que les classes dirigeantes ont tout intérêt à maintenir le peuple dans l'ignorance complète, pour le mieux dominer. Il assure que le remède au mal actuel de l'ignorance est le développement de l'instruction professionnelle, commençant par l'atelier-école, l'école d'apprentissage, puis l'école supérieure.

Le citoyen Corbon veut l'instruction professionnelle pour rendre l'ouvrier indépendant.

Le citoyen Fehr parle dans le même sens.

Le citoyen Jouquet dit que les écoles du soir sont impossibles avec les heures de travail demandées aux enfants.

Le citoyen Robelet veut que les enfants soient confiés à la collectivité, qui seule peut faire des citoyens producteurs.

Le citoyen Ménard parle dans le même sens.

Le citoyen Goulet veut des réformes, mais des réformes pacifiques. Il insiste pour que l'enseignement soit artistique en même temps que scientifique.

La Liberté, 19 novembre 1880, le *Soleil*, 18 et 21 novembre 1880, la *France*, 1^{er} décembre 1880 etc, flagellent les démagogues qui trompent le peuple en lui faisant croire qu'on peut améliorer son sort par la violence et la spoliation :

« Les collectivistes révolutionnaires anarchistes, qui ont fait bande à part au Congrès ouvrier du Havre et s'y sont présentés hardiment comme « les fossoyeurs de la bourgeoisie » et les partisans « de la révolution en permanence », se sont ajournés à un prochain Congrès qui doit se tenir à Reims.

C'est là que ces aimables socialistes nous diront comment ils entendent nous ramener au communisme des peuples sauvages « en mettant, fût-ce par la violence, le sol et le sous-sol et tous les instruments du travail aux mains de la collectivité ».

L'ASSOCIATION D'ALSACE-LORRAINE. — *Arbre de Noël*. — Le samedi 25 décembre (jour de la fête de Noël), à l'Hippodrome, a eu lieu la neuvième fête de l'Arbre de Noël, organisée par l'association d'Alsace-Lorraine. Jamais elle n'avait été aussi brillante.

Au centre de l'arène se dressait un sapin de 13 mètres de hauteur envoyé d'Alsace par M. Kestner; on a dû le scier en trois parties pour l'expédier par chemin de fer. Toutes les branches étaient garnies de jouets. Au pied est une montagne de paniers remplis d'objets utiles.

Sur une circonférence de 40 mètres on avait établi des tables chargées de vêtements et de friandises, que les dames patronnesses ont distribués au trois mille huit cents enfants pour lesquels on avait installé des banquettes dans le pourtour.

Autour de l'arbre étaient des mâts reliés par des guirlandes et ornés de trophées représentant les écussons des principales villes de l'Alsace et de la Lorraine.

Voici l'ordre de la fête :

A une heure et demie, la commission centrale a fait son entrée et a pris place sur l'estrade d'honneur. La Société de gymnastique de Lorraine, armée de chassepots, est venue se ranger de chaque côté de la commission au son de la *Marseillaise*, exécutée par la musique de la garde républicaine.

A ce moment un rideau, qui avait dérobé jusque là l'arbre de Noël est tombé, et l'arbre est apparu avec les jouets, éclairé à la lumière électrique. Le comité des dames, pénétrant dans l'enceinte circulaire de l'arbre, s'est partagé les tables de distribution; le défilé a commencé, et chacun des enfants a reçu un objet approprié à son âge et à son sexe.

Pendant ce défilé, les trois sociétés chorales : les *Enfants de Lutèce*, la *Chorale alsacienne* et l'*Orphéon Alsacien-Lorrain* se sont fait entendre.

LES JEUX D'APPRENTIS. — *Apprenti tué, en jouant, par un de ses camarades.* — Le jeune Gabriel Delemontex comparait devant la Cour d'assises de la Seine (audience du 5 décembre 1880).

Il est accusé d'avoir causé la mort d'un de ses camarades ; c'est un apprenti au service de M. Bertrand, bijoutier, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 13.

Il a une physionomie honnête et intelligente.

Voici les faits relevés par l'accusation :

Le 28 juin 1880, trois jeunes apprentis bijoutiers à Paris, les nommés Delemontex, âgé de seize ans, Étiennez, âgé de treize ans, et Ducorroy, âgé de quatorze ans, jouaient dans l'atelier après leur déjeuner, tout en tenant leurs couteaux à la main. Étiennez proposa à Delemontex de jouer à se piquer la main et ils se mirent en garde. Étiennez se fendit et porta à Delemontex un coup de couteau qui traversa la blouse et le gilet et s'amortit sur sa montre. Delemontex, passant alors son bras par-dessus la tête d'Étiennez, lui donna un coup de son couteau dans le dos ; le sang coula de cette blessure.

Les deux camarades ne le croyant pas grièvement blessé, le pansèrent et le firent coucher, disant à leur patron qu'il était indisposé. Mais le lendemain, l'état d'Étiennez s'aggrava, et on dut le transporter à l'hôpital où il mourut quelques heures après.

Les renseignements pris sur ces apprentis désignèrent Étiennez comme paresseux et querelleur, et se servant volontiers de son couteau pour piquer ses camarades. Delemontex, au contraire, passait pour un bon sujet, laborieux et doux.

Interrogé par M. le Président, qui lui demande dans quelles conditions Étiennez a été frappé, l'accusé répond en manifestant les regrets les plus sincères : « C'est arrivé en jouant. »

Deux témoins ont été entendus, le patron, M. Bertrand, et le jeune Ducorroy, camarade d'atelier d'Étiennez et de Delemontex.

M. Bertrand, bijoutier, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 13. L'un et l'autre ont déclaré qu'ils ne s'en voulaient en aucune façon et qu'ils avaient seulement joué ensemble.

M. le Président. On a porté Étiennez à l'Hôtel-Dieu, où on ne l'a pas reçu ?

Le témoin. On l'a refusé parce qu'il n'avait pas encore seize ans et nous avons dû le transporter à Sainte-Eugénie.

M. le Président. Vous avez, devant M. le juge d'instruction, porté sur cette affaire une appréciation qui est le mot de ce procès ; vous avez dit : « Il n'y a eu qu'un jeu d'enfants dans lequel tous deux ont apporté peut-être une trop grande vivacité. »

La déposition de Célestin Ducorroy confirme entièrement l'appréciation de M. Bertrand.

M. l'avocat général Calary soutient l'accusation, tout en invitant le jury à l'indulgence.

M^e Tourseillier présente la défense.

M. le Président résume les débats.

Après une courte délibération, le jury rapporte un verdict d'acquiescement. — (*Gaz. des Tribun.* 7 décembre 1880.)

— Le 28 décembre 1880, comparait devant la Cour d'assises un apprenti fumiste de quatorze ans, le jeune Célestin Ney, sous la double accusation de vol et d'incendie volontaire.

Le 7 octobre dernier, son patron, le sieur Larcher, l'envoyait avec un autre ouvrier ramoner les cheminées d'une maison située boulevard Beaumarchais, n° 67. Vers deux heures de l'après-midi, Ney descendait du toit sur un balcon du cinquième étage, pénétrait par une fenêtre ouverte dans une chambre de domestique où il avait travaillé le matin, fouillait les tiroirs d'une commode, des cartons à chapeau, et ne trouvait à emporter qu'un carnet sans valeur et appartenant à la demoiselle Victoire Mignabure. Avant de se retirer et pour effacer les traces de son passage, il amassait des morceaux de papier sous un lit et y mettait le feu.

Quelques instants après, il montait par l'escalier de service, et ouvrait deux becs de gaz pour faire, dit-il, une farce au concierge.

Le feu, aperçu à temps, put être éteint avec quelques seaux d'eau, et le dégât a été insignifiant.

Arrêté aussitôt, le jeune fumiste a d'abord prétendu qu'il avait mis le feu par plaisanterie, mais il a reconnu depuis que son but avait été de dissimuler le vol dont il s'était rendu coupable.

A l'audience, il persiste dans cette attitude.

M^e Prieur a présenté la défense de Célestin Ney, qui a été acquitté comme ayant agi sans discernement, mais la Cour a décidé qu'il serait placé jusqu'à sa vingtième année dans une maison d'éducation correctionnelle. — (*Gaz. des Tribun.* 29 décembre 1880.)

L'ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE. — Nous avons déjà eu l'occasion de parler de la colonie fondée à Orgeville par M. *Bonjean* pour y recevoir l'enfance abandonnée ou coupable. Cette œuvre vient d'être autorisée, et M. *Bonjean* s'adresse à la générosité publique dans l'appel pressant et ému que voici :

La question des enfants abandonnés ou coupables préoccupe à juste titre l'opinion publique. Les scènes émouvantes qui se déroulent chaque jour devant nos tribunaux ont trouvé de l'écho dans la France entière; la presse a jeté le cri d'alarme et les plus indifférents ont frémi en pensant que, chaque jour, la misère ou l'incurie des parents jettent dans la rue des centaines de déshérités qui deviennent fatalement la proie du vice, renoncent à la vie d'ouvrier honnête et n'ont plus d'autre horizon que la prison.

On estime à 100,000 le nombre de ces parias de douze à seize ans, garçons ou filles, qui végètent sur le sol français, dans un état complet d'abandon physique et moral. Ce chiffre éloquent démontre à lui seul l'urgence d'une solution.

C'est pénétrés de la grandeur de ce but qu'un certain nombre d'hommes com-

pétents, réunis en dehors de toute influence politique ou religieuse, ont fondé la Société générale de protection.

Réaliser sous une direction laïque une véritable œuvre de préservation sociale, moraliser dans des établissements spéciaux et particulièrement surveillés ces milliers d'enfants dont le ministère de l'intérieur et l'Assistance publique n'ont pu s'occuper jusqu'ici, et dont souvent même ils ignorent l'existence ; ramener vers l'agriculture les bras qui s'en éloignent, former pour l'armée des sujets disciplinés, telle est, résumée à grands traits, la tâche que nous nous sommes imposée.

La Société de protection a été autorisée par le Gouvernement, elle a reçu déjà des adhésions puissantes, et trois ministres en ont accepté la présidence d'honneur. Les appuis moraux ne lui manquent donc pas.

Mais cela est insuffisant. Il faut entrer dans la période de réalisation ; il faut agir. Aussi avons-nous besoin du concours généreux de tous les hommes de cœur. Nous sommes convaincus que vous nous donnerez votre aide matérielle et que vous vous associerez à l'œuvre de philanthropie et de moralisation sociale à laquelle nous vous convions.

(Les souscriptions sont reçues au siège de la Société, 47, rue de Lille, à Paris.)

LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ENFANTS. — La question des maladies contagieuses dont sont atteints les enfants, est à l'ordre du jour. Le Conseil d'hygiène publique du département de la Seine vient de demander la création de deux hôpitaux spéciaux pour ces maladies contagieuses, telles que : rougeole, variole et scarlatine. Il est urgent d'isoler les enfants des grandes personnes, à cause de la facilité avec laquelle ils contractent les maladies. Ces deux hôpitaux d'isolement seraient construits le plus près possible de Paris, et contiendraient chacun trois cents lits, disposés dans des pavillons-chalets séparés.

NÉCROLOGIE. — Nous avons eu la douleur de perdre notre honoré collègue, M. *Cartier-Bresson* (Claude-Marie) aîné, manufacturier à Paris, membre du Conseil d'honneur de la Société depuis sa fondation, qui est décédé le 29 septembre 1880, à l'âge de 61 ans.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

ADMIS A FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ

MEMBRES PERPÉTUELS :

Noms des adhérents :

Présentateurs
MM.

MM. **Depresle** (O.), rue de la Victoire, 94.

(Déjà membre ordinaire.)

Gouvvy, maître de forges, à Dieulouard (Meurthe-et-Moselle). L. Aubert (de Nancy).

Richou, ingénieur civil, avenue Marceau, 44, à Paris. . . G. Delaporte.

MEMBRES ORDINAIRES :

MM. **Bernard** (Martial), conseiller général de la Seine, membre du Conseil municipal de Paris, ancien juge au tribunal de commerce de la Seine, rue de la Paix, 1.

J. Périn.

Boyard (M^{me} V^e) fils et **Brisson**, manufacturiers à Puitsay (Seine-et-Oise)

Linarès
insp. divis.
id.

Contadeur, manufacturier, à Orléans.

Dubail, ancien maire du X^e arrondissement, président du Patronage, rue du Château-d'Eau, 20

J. Périn.

Gandy (Paul), docteur en médecine, président du patronage Saint-Joseph, à Bagnères-de-Bigorres (Hautes-Pyrénées)

L. Fliche.

Gruyelle, fabricant de sucre, maire de la ville d'Hénin-Liétard (Pas-de-Calais).

Nadeau
insp. divis.
Marochetti.

Jacquín, bijoutier, rue de la Perle, 3, à Paris.

Noirot (Henri), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 124

L. Fliche.

Péchiney, fabricant de produits chimiques à Salyndres, par Alais (Gard)

Estelle
insp. divis.
id.

Pellet (Albin), maire à Saint-Jean-du-Gard (Gard)

Poan de Sapincourt, ingénieur, inspecteur de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, rue Jeanne-d'Arc, 3, à Rouen

E. Nusse.

Renault (Léon), avocat à la Cour d'appel, député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, boulevard Haussman, 77

J. Périn.

Van Grutten, maire de la ville de Saint-Pierre-lez-Calais (Pas-de-Calais)

Nadeau
insp. divis.

LAURÉATS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bullet. I, p. 295).

Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *médaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *médaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

Aube.

Patronage d'apprentis fondé, à Troyes, par M. l'abbé Tridon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhof (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *médaille de bronze* (II, 334).

Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur à Marseille (M^{lle} Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'); — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 293).

Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame à Caen, fondé par M^{lle} de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneur; — *médaille d'argent* (I, 290).

Cher.

Colonie professionnelle de Foëcy;
— *médaillon d'argent* (I, 293).

Dordogne.

Œuvres de la Force (II, 333).

Doubs.

Association évangélique de Monthliard pour le patronage des enfants indigents; — *médaillon d'argent* (I, 291).

Drôme.

Maison de Recoubert (II, 332).

Orphelinat Napoléon à Valence (I, 289).

Œuvre des orphelins de Crest; — *médaillon de bronze* (II, 334).

Eure.

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *médaillon d'argent* (I, 293).

Eure-et-Loir.

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *médaillon de bronze* (II, 334).

Finistère.

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

Gard.

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Nîmes; — *médaillon d'argent* (I, 292).

Gers.

Œuvre des jeunes apprenties, fondée, à Auch, par M^{lle} Debus; — *médaillon d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles à Auch; — *mention honorable* (I, 294).

Gironde.

Atelier chrétien de M^{lle} Sivan, à Bordeaux (II 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *médaillon d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno à Bordeaux, dirigé par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *médaillon de bronze* (II, 35).

Haute-Garonne.

Orphelinat de l'Immaculée Conception à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *médaillon d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse (M. l'abbé Marceille, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *médaillon de bronze* (II, 249).

Haute-Loire.

Atelier de lingerie des sourdes-et-muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *médaillon de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *médaillon d'argent* (I, 293).

Haute-Marne.

Orphelinat de filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *médaillon de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

Haut-Rhin.

Ecole israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Cernay; — *médaillon de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs; — *médaillon d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé; — *médaillon de bronze* (II, 334).

Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes; — *médaillon d'argent* (I, 291).

Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles; — *médaillon d'argent* (I, 294) — *Rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours; — *médaillon d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche, à Tours; — *mention honorable* (I, 294).

Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M^{me} Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l'); — *médaillon d'argent* (IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille; — *médaillon de bronze* (XI, 429).

Société de Patronage des jeunes apprentis de Grenoble; — *médaillon d'argent* (XIII, 267).

Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne par M. l'abbé Monnier (II, 331).

Patronage du Treul, fondé par M. Rondel; — *médaillon d'argent* (XIII, 267).

Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame de Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la); — *médaillon d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie supérieure des religieuses de la); — *médaillon de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné à Nantes; — *médaillon d'argent* (I, 290).

Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur de l'); — *médaillon de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle; — *médaillon d'argent* (I, 290).

Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans; — *médaillon d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix; — *médaillon de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du); — *médaillon de bronze* (IX, 250).

Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaillon d'argent* (XI, 430).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims; — *mention honorable* (I, 295).

Meurthe-et-Moselle.

Ecole professionnelle de Nancy (M^{me} de Metz et Gardeil, directrices de l'); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Maison d'apprentis de la ville de Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy (M. Alexandre Wehrle, vice-président de la); — *médaillon d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président); — *médaillon d'argent* (IX, 250).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz (directeur : M. l'abbé Risse); — *médaille d'argent* (VII, 389).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz; — *mention honorable* (I, 295).

Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry à Futeau (I, 288).

Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient (M. Grouhel, négociant à Lorient, collaborateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient); — *médaille d'argent* (IX, 251).

Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy); — *médaille d'argent* (VII, 388).

Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus à Lille; — *médaille d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent-de-Paul, à Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Oise.

Orphelinat du Ménil-Saint-Firmin, dirigé par les sœurs de Saint-

Joseph de Cluny; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orne.

Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon; — *médaille d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles, fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault; — *médaille d'argent* (I, 294).

Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer; — *médaille d'argent* (I, 292).

Rhône.

Ecole gratuite du dimanche (M. Trévoux, fondateur de l'), à Lyon; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la); — *médaille d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M^{lle} Masson, directrice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M^{me} la supérieure de l'), à Lyon; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M^{lle} Paula Gagny; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M^{me}

la sœur supérieure de); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Savoie.

Orphelinat de Douvaine, près Genève, fondé par le R. P. Joseph; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu; — *médaille d'argent* (I, 289).

Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes; — *médaille d'argent* (I, 294).

Cercle des jeunes ouvriers à Paris (I, 289).

Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur : le R. P. Montazeau, à Paris); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice: M^{me} Eug. Roche, en religion sœur Saint-Augustin, de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge); — *médaille d'argent* (XI, 431).

Comité de patronage de l'Eglise réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré, 4); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Ecole professionnelle pratique de jeunes filles (directrice : M^{me} Carot née Chuard), à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Etablissement à Saint-Denis, fondé par M^{lle} Génin; — *médaille de vermeil* (XI, 430).

Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg (M. Lucien Coutellier, directeur de la); — *médaille de bronze* (IX, 252).

Œuvre de jeunes apprenties, dirigée

par la sœur Magniol, à la Chapelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Léocadie, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 292).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Payen, à Grenelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292); — *médaille de vermeil* (IX, 253).

Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur : P. Plainemaison, rue Lhomond, 18); — *médaille de bronze* (II, 334).

Œuvre des sourdes-muettes de Bourgl-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre du patronage de la Confession d'Augsbourg (I, 286).

Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).

Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M^{me} la baronne de La Doucette (I, 285).

Œuvre générale des Ecoles professionnelles catholiques, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue des Billettes, 16; — *mention honorable* (I, 295). — (M^{me} la supérieure de l'); — *mention honorable*.

Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Paumier; — *médaille d'argent* (I, 290); — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).

Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice, directeur le P. Besserat, rue Lhomond, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).

Orphelinat des Saint-Anges, à Paris (I, 289).

Ouvroir de l'Ecole d'apprentissage de couture (M^{me} la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l'), rue des Boulangers, 19; — *médaille de bronze* (VII, 388).

Ouvroir interne de la paroisse Saint-

- Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux; — *médaillon d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice: M^{me} Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul); — *médaillon d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Geneviève (M^{me} la sœur Vincent, directrice de l'), rue Boutebrie, à Paris; — *mention honorable* (IX, 254).
- Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel; — *médaillon d'argent* (I, 293).
- Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur); — *médaillon d'argent* (IV, 23).
- Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).
- Patronage de l'Eglise réformée (I, 287).
- Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez); — *médaillon d'argent* (VII, 388).—M. Vasseur, directeur; — *médaillon d'argent* (IX, 254).
- Patronage des apprentis et ouvriers israélites à Paris; — *médaillon d'argent* (IX, 254).
- Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).
- Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris; — *mention honorable* (I, 295).
- Patronage et école, dirigés par les sœurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).
- Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *médaillon de bronze* (IX, 252).
- Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *médaillon d'argent* (IV, 26).
- Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *médaillon d'argent* (IV, 26).
- Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).
- Pensionnat de jeunes filles de l'Eglise réformée à Paris, rue de Reuilly, 97; — *médaillon d'argent* (I, 294).
- Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *médaillon d'argent* (I, 293).
- Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *médaillon d'argent* (IX, 253).
- Société des amis de l'Enfance (I, 287).
- Société de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *médaillon d'argent* (I, 294).
- Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *médaillon d'argent* (IX, 253).
- Société protestante des écoles du dimanche (I, 287).

Seine-et-Oise.

- Asile maternel de Versailles, dirigé par M^{lle} Portz; — *médaillon d'argent* (I, 293).
- Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les Frères de la Doctrine chrétienne; — *médaillon d'argent* (I, 291).
- Orphelinat de l'Assomption à Elancourt, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *médaillon d'argent* (I, 294).
- Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Soret; — *médaillon d'argent* (I, 292).
- Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye; — *médaillon de bronze* (II, 335).
- Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).
- Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

Seine-Inférieure.

- Œuvre des apprenties pour la confection de la dentelle et la couture

à Dieppe; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de Crosnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *médaille d'argent* (VII, 289).

Somme.

Patronage des jeunes ouvriers, dirigé par M. Caille à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

Tarn.

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

Tarn-et-Garonne.

Établissement fondé par M. le marquis de Bellisens, à Moubeton (II, 333).

ÉTRANGER

Suisse.

Œuvre de la Cure d'été et des vacances en Suisse, fondée par M^{me} Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE

POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL

DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

Ain.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

Aisne.

Maillard (M.), fabricant de châles à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Savart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

Allier.

Boigues, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon et de Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Ardèche.

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson et Montgolfier (MM.), papeterie de Vidalon-lès-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C^{ie} (MM.), filateurs de soie à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantevin aîné (M.), moulinage de soies, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des directeurs de la Papeterie de Vidalon, près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

Ardennes.

Mines de Blanzay (Compagnie des) (I, 300).

Aube.

Poron (M.), manufacturier à Troyes; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Bas-Rhin.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).

Bouches-du-Rhône.

Messageries nationales (Transports maritimes). Établissement de la Ciotat (I, 301).

Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Cher.

Chauveau (M.), directeur de forges, à Torteron; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 389).

Gard.

Compagnie des mines de la Grand' Combe (I, 300).

Escale (M.), directeur des hauts-fourneaux de Tamaris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muets de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricants de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII, 390).

Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Haute-Loire.

Colcombet et C^{ie} (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarda (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

Haute-Vienne.

Haviland et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines, à Limoges; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Vignerie (M.), directeur de papeterie, à Saint-Julien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Haut-Rhin.

Association pour prévenir les accidents de machines, de Mulhouse; — *médaille* (I, 307); *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C^{ie} (MM.), à Wesserling (I, 300).
Hartmann, Schmalzer et C^{ie} (MM.), filature de laine à Malmerspach; — *médaille d'argent* (II, 336).

Kœchlin-Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

Hérault.

Maistre (M.), filateur à Villeneuve près Clermont; — *médaille de bronze* (IX, 256).

Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur à Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 432).

Indre.

Balsan et fils (MM.), fabricants de draps à Châteauroux; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Indre-et-Loire.

Durand (M. Albert), à Tours; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs à Tours; — *rappel de médaille d'argent* (IX, 256).

Isère.

Durand (M. Eugène) à Vizill (I, 301).

Loire.

Colcombet (M. Victor), fabricant de rubans, à Saint-Etienne; — *médaille de vermeil* (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argental; — *médaille de bronze* (II, 340).

Alamagny (M.), à Saint-Chamond; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impériale des Tabacs de Nantes; — *médaille d'argent* (II, 338).

Loiret.

Bapterosses (M. F.), fabricant de boutons et perles, à Briare; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Gondouin (M.), directeur de la faïencerie artistique, à Gien; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers; — *médaille d'argent* (IX, 256). — *Rappel de médaille d'argent* (XI, 433).

Max Richard, L. Cail, ^{anc} et Segris (MM.), filateurs de chanvre, à Angers; — *médaille d'argent* (XI, 462).

Oriolle fils et Rochard (MM.), filateurs de laine, à Angers; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Marne.

Harmel (M.), filature et tissage de laines (I, 302).

Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier à Fontaine-Daniel, près Mayenne; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Meurthe-et-Moselle.

Cristallerie (la) de Baccarat, à Baccarat (I, 299); — *Mention spéciale de reconnaissance* (VII, 390).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle; — *médaille d'argent* (II, 338).

Nord.

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai; — *médaille de bronze* (II, 257).

Scrive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton à Lille; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosses et conseiller général à Beauvais; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures; directeur : M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Lebeuf, Millet et C^{ie} (MM.); — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique d'Ourscamps; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21); — *médaille d'argent* (IX, 257).

Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubers-sur-Canche et de Cercamps-les-Frevent; — *médaille d'argent* (II, 337).

Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie à Lyon, quai de Serin; — *mention honorable* (I, 307). — *Mention honorable* (IV, 29); — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J. B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 301).

Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

Savoie.

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Seine.

Baster et Viellemard (MM.), lithographes, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Boullanger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi; — *médaille de bronze* (II, 340).

Cartier-Bresson (M.), filature de coton à Pantin, route de Flandre; — *médaille* (I, 308); — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).

Chaix et C^{ie} (MM. A.), imprimeurs à Paris; — *médaille d'argent* (I, 304); — *médaille d'honneur* (VII, 409).

Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise); — *médaille d'argent* (I, 303); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).

Claye et C^{ie} (MM.), imprimeurs à Paris, rue Saint-Benoît; — *médaille d'argent* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).

Deschiens (M.), fabricant de télégraphie et horlogerie électriques, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Dupont (M. Paul), imprimeur à Paris (I, 305).

Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la chambre de la tabletterie, à Paris, rue du Temple, 103; — *médaille de bronze* (VII, 391).

Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Meudon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Godchaux et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Goffinon et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry-sur-Seine; — *médaille d'argent* (I, 304); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Hamelin (M.), filateur, à Paris (I, 301).

Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de cols-cravates (manufacture du Phénix) à Paris, boulevard Voltaire, 145; — *médaille d'argent* (VII, 392).

Hémon (M. Alexandre), bijoutier en imitation, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Jolifié (M. et M^{me}), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Leclaire (M.), entreprise de peinture, dirigée par M. A. Desfourneaux; — *médaille* (I, 304).

Lekime van den Orst (M^{me}), rue de Charenton, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 26).

Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes, à Paris (I, 301).

Monnin frères (MM.), verriers, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Mourceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement à Paris; — *médaille* (I, 307); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Muller (M. Emile), professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry; — *médaille d'argent* (II, 337).

Najean (M.), à Saint-Denis, Seine; — *médaille d'argent* (IV, 29).

(Euvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).

Paris (M. Emile), verrerie, au Bourget; — *médaille* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Petit (M. Charles), fabricant de fleurs à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392).

Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311); — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique de Fleurs et plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ebénisterie; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, Boulevard Sébastopol, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vacquerel (M.), fabricant de papiers de fantaisie, à Paris; — *médaille de bronze* (II, 340); — *mention honorable* (IV, 29).

Seine-et-Marne.

Barluet (M.), fabricant de faïences, à Montereau; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Seine-et-Oise.

Chardin (M.), à Persan; — *médaille* (I, 303).

Féray (M.), manufacturier, à Essonnes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 270).

Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Cheffray (M.), imprimeur sur étoffes, à Marommes; — *médaille de bronze* (XIII, 270).

Fauquet-Lemaitre fils (M.), filateur de coton, à Bolbec; — *médaille d'argent* (IV, 29); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur gérant de la Société cotonnière de Saint-Etienne de Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vidennes; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du); — *médaille* (I, 306).

Legrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette; — *médaille d'argent* (II, 337).

ÉTRANGER.

Alsace.

Boucard (M.), manufacturier à Guebwiller; — *médaille* (I, 303).

Steinheill (M.), à Rothau; — *médaille* (I, 305).

Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Écosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique de toiles à Carnoustie; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Ardèche.

Blachier (M. Francisque), tissage de la soie, à Annonay; — *médaille de bronze* (II, 339).

Bas-Rhin.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg; — *médaille* (I, 308).

Côte-d'Or.

M. l'abbé Rey; à la colonie de Cîteaux — *médaille d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur; — *médaille de bronze* (II, 340).

Robin (M^{re} V^e A.), filature de laine, à Dijon; — *médaille d'argent* (VII, 394).

Drôme.

Latune frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crést; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Daliphard (M.), manufacturier à Rade-pont; — *médaille* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaître à Rade-pont; — *médaille* (I, 308).

États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabrique de tissus du Pacifique Mills, à Lawrence; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Prusse.

Schöeller, Mœvissen et Buckler (MM.), manufacture de lin à Durin; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Schoren près Bâle; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

2^e Catégorie: — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

Vuilliamy frères (M.), filature de laine à Nonencourt; — *médaille de bronze* (II, 340).

Gard.

Péchiney (M.), fabricant de produits chimiques, à Salindres; — *médaille d'argent* (XIII, 271).

Hautes-Alpes.

Chancel (M.), peignerie de déchets de soie, à Sainte-Catherine; — *médaille de bronze* (II, 339).

Haute-Vienne.

Sazerat (M. L.), fabricant de porcelaine à Limoges; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph au Dorat; — *médaille de bronze* (II, 341).

Haut-Rhin.

Dollfus Jean (M.), manufacturier à Mulhouse; — *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.) à Munster, filature et tissage du coton; — *médaille d'argent* (II, 337).

Japy frères et C^{ie} (MM.) à Beaucourt; — *médaille d'argent* (II, 338).

Zuber et Rieder (MM.), fabrique de papier, à l'île Napoléon, près Rixheim; — *médaille d'argent* (II, 336).

Ille-et-Vilaine.

Sacher-Delannay (M^{me}), fabrique de papiers peints de M^{me} Hermant Rennes; — *médaille de bronze* (VII, 394); — *rappel de médaille de bronze* (XI, 435).

Indre.

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), maison de lingerie et couture, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394).

Valadon (M^{lle} A.), couturière, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394); — *médaille de bronze* (XI, 435).

Vanvœuren (M. François), fabricant de confections de linge, au Blanc; — *mention honorable* (XIII, 271).

Indre-et-Loire

Demetz (M.), directeur de la colonie pénitentiaire, à Mettray; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Isère.

Auger (M.), fabricant de soieries à Boussieu, près Bourgoin; — *médaille de bronze* (II, 339).

Malescourt (M^{lle}), à Saint-Jean de Bournay; — *mention honorable* (IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage de la soie, à Renage et à Vienne; — *médaille de bronze* (II, 339).

Jura.

Clevénod (M.), maître de forges à Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges à Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

Loire-Inférieure.

Buisson (M.), directeur de la manufacture des tabacs à Nantes; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Brissonneau frères (MM.), constructeurs-mécaniciens à Nantes; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Loiret.

Pépin-Vjeillard (M.), fabricant de couvertures, à Orléans; — *mention honorable* (XIII, 271).

Maine-et-Loire.

Religieuses du Bon Pasteur, à Angers (M^{mes} les); — *médaille de bronze* (II, 341).

Manche.

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice-de-Landelle; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Meurthe-et-Moselle.

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des); — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint-Cœur-de-Marie (M^{mes} les), à Nancy; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nièvre.

Sœurs de charité et instruction chrétienne, à Nevers; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nord.

Dansette Joseph (M.), filateur à Marquette-Bareuil; — *médaille* (I, 308).

Messenger, contremaître à Caudry; — *médaille* (I, 308).

L'abbé Sockel (M.), directeur de l'œuvre des apprentis du collège libre de Nancy; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thirier frères (MM.), à Esquermes, Lille; — *médaille* (I, 308).

Toffin (M.), à Caudry; — *médaille* (I, 308).

Oise.

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais; — *médaille d'argent* (II, 338).

Rhône.

Teste (M.), fabricant d'aiguilles à Lyon; — *médaille* (I, 308).

Saône-et-Loire.

Andelle (M.), verrier à Epinac; — *médaille* (I, 308).

Seine.

- Baras (M. F.), ingénieur-mécanicien, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).
- Chertonne (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Cohadon (M^{me}), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 394).
- Defourneaux et C^{ie} (MM. A.), ancienne maison Leclaire, peinture; — *médaille d'argent* (VII, 395).
- Delaporte (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Delhaie (M^{me}), fabricante de fleurs aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).
- Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Dubosq (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Galmiche (M.), mécanicien, 9, rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).
- Gillon (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Haffner, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).
- Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).
- Heymann (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).
- Keyder (M^{lle}), institutrice de charité, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).
- Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).

- Lequin (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).
- Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen; — *mention honorable* (I, 308).
- Midocq et Guillard (MM.), fabricants de trousse de voyage, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Monot (M.), cristallerie à Pantin; — *médaille* (I, 308).
- Montandon (M.), fabricant à Paris; — *médaille* (I, 308).
- Mourceau (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).
- Paris (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Piat (M.), fondeur à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 396).
- Pleyel, Wolf et C^{ie} (MM.), manufacture de pianos à Paris; — *médaille d'argent* (II, 338).
- Pointeaux (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (XIII, 272).
- Rollin (M^{me}), brunisseuse, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 272).
- Rocatti (M. Giovanni), tailleur, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 272).
- Talbert (MM.), fondateur de l'Œuvre des apprentis du collège Rollin; — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Thoury (M^{lle}) blanchisseuse, à Paris; — *mention honorable* (XIII, 272).
- Vilpelle et Gamba (MM.), graveur sur métaux, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).
- Wickam (M. Georges), président de la chambre syndicale des instruments et appareils de l'art médical; — *médaille de bronze* (XI, 436).
- Bardin (M.), filateur de Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Seine-et-Oise.

- Corbin (M. Paul), fabricant de sucre, à Magny; — *médaille d'argent* (XIII, 272).
- Cerf (MM.), imprimeurs, à Versailles, *médaille d'argent* (XIII, 272).

Baillet (M. et M^{me}), fabricants d'épingles, à Viroflay; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

Cécile (M.), fabricant de registres, à Meulan; — *médaille de bronze* (XIII, 272).

India Rubber Company (The), fabrique de caoutchouc; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Seine-Inférieure.

Fromage (M.), fabricant de tissus en caoutchouc, à Rouen; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manufacture de MM. Fromage à Rouen; *Rappel de médaille d'argent* (XI, 462).

Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs à Avignon; — *médaille de bronze* (VII, 260).

Vendée.

Filles de la Sagesse à Saint-Laurent-sur-Sèvre (M^{mes} les); — *mention honorable et médaille de bronze* (II, 41).

Vosges.

Lung frères (MM.), filateurs et tisseurs à Moussey, près Senones; — *médaille d'argent* (IV, 29).

ÉTRANGER

Alsace.

Blech (M.), manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Bruststein (M.), fabricant de papier à Meynard; — *médaille* (I, 308).

Diétrich (M.), manufacturier, à Liepvre; — *médaille* (I, 308).

Angleterre.

Akroyd (M.), filateur de laine, membre de la Chambre des Communes; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur; — *médaille* (II, 27).

Tinmins Chance (M. James), verrier à Smetwick, près Birmingham; — *médaille d'argent* (IV, 31).

Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la protection des enfants; — *médaille d'argent* (IV, 32).

Hollande.

Suringar (M.); — *médaille d'argent* (IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille de diamants; — *mention honorable* (IV, 32).

3^e Catégorie : — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Palluat et C^{ie}, filateurs et mouliniers de soie, à Largentière; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny; — *médaille de bronze* (II, 340).

Gard.

Tardieu Jarrige et Sacconney (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur à Toulouse; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur à Giromagny; — *médaille* (I, 309).

Hérault.

Carrière (M. Emile), filateur de soie

à Ganges; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) frères, filateurs de laine, à Lodeve; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; — *mention honorable* (I, 309).

Indre.

Langlois (M^{me} Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs, à Tours; — *médaille* (I, 309).

Loir-et-Cher.

Estriboud (M.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XIII, 273).

Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai; — *médaille* (I, 309).

Seine.

Alexandre (M.) fabricant d'orgues à Ivry; — *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et imprimeur sur étoffes; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Boucher (M.), brossier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Bourgade (M^{me} V^e), brodeuse, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perforées, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine, fabrique de poteries artistiques; — *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Dehenné (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Delaplace (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).

Deroy (M.), brocheur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 261).

Engel (M.), relieur, à Paris; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Fourdinois (M.), fabricant de meubles, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes, à Puteaux; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Husny-Bey (M. le major); — *mention honorable* (IV, 32).

Kirmain (M.), tourneur, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ladois (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Lasnier (M.), menuisier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Lhermite (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 396).

Pankoucke (M.), typographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Poupinel (M.), cartonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Ramard (M.), imprimeur-lithographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Robert-Houdin fils (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Tabarin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Vanoni (M.), Président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 262).

Vigneau (M.), relieur, à Paris ; —
mention honorable (IX, 262).

Seine-et-Marne.

Jacquín (M.), fabricant de bonbons,
à Dammarie-les-Lys ; — *médaille*
de bronze (XIII, 273).

Somme.

Aubert (M.), de la maison Aubert,
Bulot, Lhotelier, à Amiens ; —
mention honorable (XIII, 273).

Boquet et C^{ie} (MM.), à Ailly-sur-
Somme ; — *médaille* (I, 309).

4^e Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

Aisne.

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur
public, à Pont-à-Bucy ; — *médaille*
de bronze (XI, 437).

Bas-Rhin.

Kunzer (M^{me} V^e), à Bischwiller ; —
médaille d'argent (IV, 28).

Bouches-du-Rhône.

Cœurs de la Sainte-Famille (M^{mes}
les), attachées aux établissements
de la Compagnie impériale des
messageries ; — *mention spéciale*
de reconnaissance (I, 310).

Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de
M. Laroche-Joubert, directeur de
la Papeterie coopérative d'Angou-
lême ; — *médaille de bronze* (XI,
437).

Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Au-
buisson et aumônier du collège de
cette ville ; — *médaille d'argent*
(XI, 437).

Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), institu-
teur public, à Louviers ; — *médaille*
de bronze (XI, 437).

Haute-Loire.

Dames de l'instruction (les), au Puy ;
— *mention spéciale de reconnais-*
sance (II, 341).

Maurin (M^{me} Marie), en religion sœur
Elisabeth, supérieure de la maison

de la Seauve ; — *médaille d'argent*
(XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées
à l'établissement de M. Colcombet,
à la Seauve ; — *mention spéciale de*
reconnaissance (I, 310).

Ille-et-Vilaine.

Célestin (frère), directeur des écoles
municipales de Rennes ; — *mé-*
daille d'argent (XI, 428).

Cabdasis (frère), sous directeur des
écoles municipales de Rennes ; —
médaille de bronze (XI, 438).

Cornélis (frère), inspecteur des écoles
municipales de Rennes ; — *mé-*
daille de bronze (XI, 438).

Indre-et-Loire.

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M^{mes}les),
dans la manufacture de M. Albert
Durand, à Tours ; — *mention spé-*
ciale de reconnaissance (I, 310).

Isère.

Héraud (M.), inspecteur des enfants
assistés ; — *mention spéciale de re-*
connaissance (I, 311).

Loire.

Brochet (M^{me} Marie), en religion sœur
Louis-Ernest), directrice de l'In-
ternat et des écoles de MM. Col-
combet, à Bourg-Argental ; — *mé-*
daille d'argent (XI, 438).

Elisa (sœur), née Marie Morin, di-
rectrice des apprenties de MM. Col-
combet ; — *médaille de bronze* (IX,
262).

Loiret.

Maertens (M. Henri), soldat à la 5^e section d'administration, à Orléans; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Loir-et-Cher.

Brocheton (M.), inspecteur des enfants assistés du département de Loir-et-Cher; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Maine-et-Loire.

Mérou (M^{me} René) en religion sœur Sainte-Rose), institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C^{ie} d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Pion (M^{me} Marie, en religion sœur S^{te}-Léonie), institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M^{me} Louise, en religion sœur Saint-François-Xavier), institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M^{me} la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Vaux (M^{lle} Ch. de, en religion sœur Saint-Léopold), directrice de l'école de MM. Oriolle fils et Rochard, à Angers; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Marne.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Mayenne.

Beaumer (M^{me} Marie, née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier à Fontaine-Daniel, — *médaille de bronze* (XI, 439).

Meurthe-et-Moselle.

Comité des apprentis du bureau de Bienfaisance de la ville de Nancy; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Didelot (M. l'abbé), chanoine honoraire, à Nancy; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M^{mes} les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Meuse.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Nord.

Cattoir (M^{lle} E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Emile), instituteur, à Douai; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Tarranzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai; — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur à Hautmont; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Oise.

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Cramoisy; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Orne.

Feret (M. Alexandre, en religion frère Emile), instituteur à Flers, par Domfront; — *medaille de bronze* (IX, 263).

Pas-de-Calais.

Norieux (M.), instituteur, à Lapugnois; — *medaille de bronze* (XIII, 274).

Rhône.

De Liguori (sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare; — *medaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine.

Arnould (M. Honoré), homme de lettres, à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Bachotet (M. Etienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux; — *medaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

Berger (M. Gustave), attaché à l'imprimerie A. Chaix et C^{ie}, — *medaille de bronze* (III, 431).

Canonge (M.), directeur de la Tuilelle, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Alboubou, 27; — *mention honorable* (IV, 30); — *medaille d'argent* (VII, 397); — *medaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 274).

Canonge (M^{me} Constance-Camille), 27, rue Alboubou; — *medaille d'argent* (XI, 440).

Charpentier (M.), surveillant à l'École de dessin et de modelage de la Chambre de la Bijouterie; — *medaille de bronze* (VII, 397).

Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris; — *mention honorable* (VII, 397).

Duploux (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris; — *mention honorable* (VII, 398).

Fichot (M.), bandagiste, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).

Gerdalle (Sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprentis de l'association des jeunes économes de Marie; — *medaille de bronze* (VII, 398).

Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles à Paris; — *medaille d'argent* (VII, 398).

Hennequin (M. Lucien), professeur de dessin à l'École de fabrique de MM. Mourceau et Leduc, à Paris; — *medaille d'argent* (XIII, 274).

Huré, professeur à l'École d'apprentis de M. Piat, fondeur, à Paris; — *medaille de bronze* (XIII, 275).

Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des postes, à Paris; — *mention honorable* (VII, 398).

Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).

Lespinasse (M.), à Aubervilliers; — *mention honorable* (IV, 30).

Marais (M. Léon), instituteur à l'imprimerie Chaix, à Paris; — *medaille de bronze* (VII, 399).

Moynier (M.), employé à la mairie du 1^{er} arrondissement; — *medaille d'argent* (IV, 23).

Porphyre (Le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes; — *medaille de bronze* (VIII, 399).

Ramé (M. A.), secrétaire de la Chambre syndicale du Papier peint, à Paris; — *medaille d'argent* (XIII, 275).

Sarcey (M. Francisque), homme de lettres, à Paris; — *medaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Vincent de Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc.; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris; — *medaille d'argent* (IV, 27).

Trombert (M. Albert), professeur à l'Ecole professionnelle de M. Chaix, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Weil (M.), directeur de la Pension israélite d'apprentis; — *mention honorable* (IV, 30).

Seine-et-Oise.

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine-Inférieure.

Calbry (M.), instituteur libre, à Lille, bonne; — *mention honorable* (XIII, 275).

Chopard (M.), instituteur libre, à Mouville; — *mention honorable* (XIII, 275).

Dillois (M^{me} Léopoldine, en religion sœur Sylvie), directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *Rappel* (XIII, 275).

Grimin (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'Ecole de fabrique de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen; — *mention honorable* (XIII, 275).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M^{me} Adolphine), institutrice-adjointe à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M^{me} Marie-Virginie-Aline, en religion sœur Stéphanie), institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Etienne de Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 441).

Née (M.), instituteur aux Ecoles de la Société cotonnière de Saint-Etienne-de-Rouvray; — *mention honorable* (XIII, 276).

Pégard (M.), instituteur, à Darnétal; — *mention honorable* (XIII, 276).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *Rappel* (XIII, 276).

Rousselet (M. A.), instituteur à Maromme; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Serrurier (M.), directeur de l'Ecole Sainte-Marie, au Havre; — *mention honorable* (XIII, 276).

Sèvres (Deux-).

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaille de bronze* (IX, 264).

Somme.

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public à Abbeville; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *Rappel* (XIII, 276).

Tarn.

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Falc (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

ÉTRANGER

Alsace.

Maréchal (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1881.)

A

Abus du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. — (Extraits des Mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine sur les) I, 27. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *v^{ie} Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — auxquels sont exposés les apprentis, par M. le d^r Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresca, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), VI, 517. — (Communication de M. le D^r Marjolin sur le *Comité des*), 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des) 193. — (Règlement du *Comité des*), 108, 172. — Prix et médailles offerts, 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comité des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de la maison Chaix et C^{ie} contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux en 1875 du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

- sur les travaux, en 1876, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — Séance du *Comité des*, 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 16, 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la Justice criminelle, pour l'année 1877, 404. — Prévention des accidents de fabrique, XIII, 50.
- ACROBATES** (Les petits), IX, 634; XII, 334.
- ADULTES** (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.
- AGE** des enfants (L'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descottes, V, 348.
- AGRICULTURE** en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'). — (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes.*)
- AIGNAN** (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.
- Akroyd** (Edward), (Médaille à l'Établissement de M.), IV, 31.
- Aldrophe** (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.
- ALENÇON** (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.
- Alicot** (M.). Rapport sur l'*Œuvre des Bibliothèques*, III, 389.
- Allard** (M. Paul). Rapport de la *Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure* sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.
- ALLEMAGNE** (Orphelinats établis en), II, 397. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (*Asiles* en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 481; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les Corporations en), VII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217.
- ALLIANCE UNIVERSELLE** (Comité de l'), VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.
- ALSACE-LORRAINE** (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 510. — Dépopulation industrielle, IX, 95. — Toast à la ville de Mulhouse, XII, 460.
- ALSACIENS-LORRAINS** (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsohn, V, 30. — (Les Apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'Exposition de la), XI, 387.
- AMEUBLEMENT** (Chambre syndicale de l') (Voy. *Chambres syndicales*).
- AMIENS** (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 288. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.
- Amigues** (M. Jules). Article sur la *Société de protection* à propos de la séance de la *Soc. patron. des fleurs et plumes*, V, 245.
- AMIS DE L'ENFANCE** (Voy. *Société des Amis de l'Enfance*).
- ANGERS** (Patronage de N.-D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288, II, 341.
- ANGLETERRE** (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'Inspection des manufactures en), 430. — (De l'Inspection du travail des enfants en), III, 10 à 40. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232; de M. Baker, 237; — (État des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240. — (Enquête sur l'emploi des en-

- fants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — Industrial schools. 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 398, 483; IX, 96, 344, 630. — (Le Contrat d'apprentissage en), X, 379. — (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail dans les manufactures en), XII, 83. — (Gains des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301. — L'asile pour les enfants en convalescence à Norbiton, 461.
- ANNONAY.** Communauté des dames de la Providence, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 386. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.
- Anthoine (M.),** inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 303.
- ANZIN** (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.
- APPRENTIS** (Legs en faveur d'), I, 268. — De l'imprimerie Chaix, II, 82; — de M. Lemaire, 86. — (Notices sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (*Comité de placement des*) (Voy. *Comités*); voy. aussi *Enfants, Pensions, Maisons d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et, en général, les noms des villes ou des établissements. (Rapport sur la réglementation de la condition des) XII, 425 — (Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des) XIII, 363.
- APPRENTIS ÉTRANGERS** (Patronage des), III, 398.
- APPRENTIS MUTILÉS** (Patronage des), III, 401. — (Liste des enfants secou-
- rus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30. XI, 332, 334.
- APPRENTIS VICTIMES d'accidents; de mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier.** IV, 37. — D'accidents, 128; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.
- APPRENTISSAGE** (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discordance de cette loi avec celle de 1841, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemins de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l') par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs, 33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du XII^e au XV^e siècle, 40. — Du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiéland, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le Contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d') V, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — Projet d'une Ecole d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — *Formule* du (Contrat d'). 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d'), dans le Droit anglais, par M. E. Nusse, 379. — (de l') dans les métiers du bâtiment, par E. Flamant, XII, 445.
- ARBRES de Noël, fêtes des enfants à** Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XII, 10, 436.
- ARCHEVÊQUE DE PARIS** (Mgr l'), son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.
- Arlès-Dufour (M.),** censeur de la Société en 1867, I, 35.
- ARMÉE DE TERRE** (Institution de l'Etat pour les enfants de l'), III, 114.
- Arnault (M. l'abbé),** Observations sur le travail, II, 237.
- ARRAS** (Maison d'apprentis fondée par

- le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.
- Arronsohn** (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.
- ASILES** d'enfants à New-York, VII, 47. — A Norbiton (Angleterre) pour les enfants convalescents, XII, 461.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE**, V, 35. — (Règlements et bureau du *Comité de l'*), VII, 68, 172, 204, 489; VIII, 74, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire*.)
- ASSISTANCES PATERNELLES**. — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52. — (Note sur les *Sociétés d'*), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 83; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, X, 184, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 605, 609; XI, 376. — Patronage des apprentis tapissiers XII, 13; des fleurs et plumes, XIII, 70. — *idem* distribution des prix, 204. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).
- ASSISTANCE PUBLIQUE**, à Paris, IX, 516.
- ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique** (Statuts de l'), II, 238; — VII, 393. — (Voy. *Accidents*.)
- ASSOCIATION pour la réforme du travail des enfants**, III, 306.
- ASSOCIATION POLYTECHNIQUE**, liste des cours, VII, 555.
- ASSURANCES** (Loi sur les Caisses d'), II, 455.
- ATELIER** (L') annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311.
- ATELIERS D'APPRENTISSAGE** (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.
- ATELIER en voyage** (un), récit, IV, 60.
- ATELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. — (Projet d') pour marins, 295; pour les jeunes filles, XI, 294.
- ATELIERS-MODÈLES** (Notices sur les), II, 266. — (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par M. le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 136.
- ATELIERS INSALUBRES**, IX, 578.
- AUCH** (Œuvre des apprentis fondée par M^{lle} Debus), I, 294.
- AUTRICHE** (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451.
- AVANT-PROPOS** sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la *Société*, I, 3.
- B**
- BACCARAT** (La Cristallerie de), I, 299; — Sa pension d'apprentis, VII, 335, 390. — (Voy. *Cristalleries, Verreries*.)
- Baines** (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.
- Baker** (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.
- BALE** (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.
- Bamberger** (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.
- Bapterosses** (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche), V, 78; VII, 390.
- Barbier** (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.
- Barreswil** (M.), inspecteur du travail des enfants dans le départ de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 fév^r 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.
- Barret** (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des*

enfants et l'instruction obligatoire considérés au point de vue religieux, XII, 117.

BATIMENT (De l'apprentissage dans les métiers du) par E. Flamant, XII, 445.

Bauduz (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, IX, 250.

Baumert (M. l'abbé), s-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.

Beaulieu (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.

Beauvais (*Œuvre du Sacré-Cœur à*), III, 90. — (*Autres Œuvres à*), 92.

BELGIQUE (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12. — *Association pour la réforme du travail en*), 306. — (*Travail des enfants en*), V, 317. — (*Les enfants dans les mines à charbon en*), 320. — (*Projet de loi sur le travail des enfants en*), 400. — (*Rapport sur l'industrie de la houille en*), VI, 521. — (*Caisses d'épargne en*), VII, 539. — (*Congrès d'hygiène en*), VIII, 484. — *Congrès de Bruxelles*, X, 167. — (*Travail des enfants dans les mines en*) XI, 382. — (*Ecole d'Art décoratif en*), XII, 390. — (*L'enseignement professionnel et industriel en*), 465.

Bérard (M. E.-Paul), secrétaire provisoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — Exposés et comptes rendus financiers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle Méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487.

Berger (M. Gustave). *Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie*, V, 224 à 240. — *Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de la Tutelle*, 294 et suiv. — Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisses d'épargne scolaires, à Paris et en province : à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de MM. A. Chaix, VIII, 366. — Sur l'Ecole technique de l'Horlogerie, IX, 168. — Quelques observations à propos de l'arrêté du 10 août 1877 de M. le Préfet de la Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris, XI, 172.

Berthier (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président, en 1872, V, 8. — Président de l'*Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.

Beslay (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.

Beudant (M.), conseiller municipal de Paris; extrait de son rapport au Conseil municipal sur les Ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les Ecoles d'apprentis, 281. — (*Voy. Ateliers-modèles.*)

BIBLIOTHÈQUES des Patronages (envois de livres aux), II, 282. — Des apprentis israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — (*Rapport sur l'Œuvre des*), III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36. — Populaires (*communication de M. Hennequin sur les*), V, 342. — Spéciale de la Société de protection (création de la), V, 397. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476, 565; VIII, 318, 409. — Bibliothèques communales, 497, 506; d'apprentis, IX, 104; 358. — Livres: M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefebure, *Questions vitales*, X, 639. — M. Talion (Eug.), *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89; — Dubail, M. *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X

- 504; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France*, XI, 110. — Rapport de M. Lefébure sur les bibliothèques d'apprentis, 132. — M. Jules Lallos, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295; — M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*, 392. — M. Victor Bohert, *La Participation aux bénéfices*, 392; — M. le D^r Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeunesse*, 395; — MM. Joret-Desclousières et Ch. Beaufrand, *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie* 706. — MM. J. Hayem et J. Périn *Traité du contrat d'apprentissage*; MM. J. Périn et E. Nusse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*; — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques*, XI, 564; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale (Les lois fondamentales de la Société, La Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'Etat)*, XII, 98; — M. J. Barret, *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117. — M. Hubert Valeroux. — *Etude sur les diverses législations qui régissent le travail des enfants et des femmes employés dans l'industrie*, XIII, 107.
- BIDACHE** (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.
- BIJOUTERIE ET ORFÈVRE** (Statuts de la Société des enfants de la), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette Ecole, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362 — *idem*, XIII, 79.
- BIJOUTERIE-IMITATION** (Chambre syndicale de la), X, 366. — Compte rendu des travaux de l'année 1876, 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une Ecole gratuite de dessin par la Chambre syndicale de la), IX, 164, 322; X, 366, 369. — (Distribution des prix de l'école de dessin de la) XIII, 93.
- BILLETES** (L'Orphelinat luthérien des), I, 295; IV, 30.
- Blanc** (Louis), *Le Droit de protection sociale*, VII, 429.
- Blanchon** (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305; II, 392.
- BLANZY** (C^{ie} des mines de), I, 300.
- Blot et Drouard** (Caisse de secours et de retraite du personnel de la Maison), VIII, 359.
- Bohert** (M.), auteur de *La Participation aux bénéfices*, XI, 392.
- Bois** (M. Victor), sa lecture sur la vie de Stephenson, par Samuel Smiles, III, 40.
- Bonne** Ch. (M.), avoué, à Bar-le-Duc; — (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la Société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'Etat*, XII, 98.
- Bonnechose** (M^{gr} de), discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.
- BON-PASTEUR** (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon par les dames du), III, 88.
- BORDEAUX**, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.
- Boudrand**, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.
- BOULOGNE-SUR-MER**, Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.
- BOURG D'AULT** (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.
- Bourreuil** (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'agriculture, etc. Vice-président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.
- Boyer** (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.

BREST (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.

Breton (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de M.), 407.

BRONZE ET MÉTAUX (Détermination sur les enfants des Chambres des), III, 421.

BRUXELLES (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenu à), IX, 533.

Buisson, *Rapport sur l'instruction primaire* à l'Exposition de Vienne, IX, 483.

Buisson (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.

Burat (M.), rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

C

CABARETIER (Dangers pour l'apprenti), VI, 333.

CAEN. Orphelinat avec apprentissage, I, 290.

Caille (Patronage dirigé par M.), I, 288.

CAISSES D'ASSURANCE, en cas d'accidents (Loi relative à la création de), II, 455.

CAISSES DES ÉCOLES, I, 213. — (Situation des), II, 459. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des), 67. — des II^e et XIX^e arrondissements de Paris, 70. — Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73. — (Circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76. — (Création d'une), à Versailles, III, 422. — (Assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les) et l'Enseignement professionnel, XI, 90. 287. — (Situation de la) au 1^{er} juin 1878, XII, 95. — Statuts de la) du II^e arrondissement, 402.

CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique, VII, 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des), VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établis-

sement de la Tutelle, 373; — chez M. Chaix, 375, 534. — de Saint-Nicolas, IX, 94; X, 394.

CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES (Communication de M. de Malarce sur les), VIII, 417, 498; X, 394.

CAISSES DE PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Tonnage de la Seine, IX, 193.

CAISSES DE RETRAITE, de secours, d'assurances, à l'École professionnelle des typographes de M. Chaix. VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.

CALIFORNIE (Les Écoles en), VII, 184.

CALVADOS (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.

CAMPAGNES de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.

CASTRES (Tarn) (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.

CAUTERETS (Maison hospitalière de). — Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.

CÉRAMIQUE (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394.

CERCLE DES JEUNES OUVRIERS, dirigé à Paris, par M. Maignen, I, 289.

CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE (Directeur, le Rév. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.

CERNAY. Orphelinat, II, 334.

Cerfberr (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.

CERTIFICATS d'études (sujet de composition pour), V, 327.

Chaix (A.). Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de), I, 173; — (Maison de M.), 304. — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — L'École professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heu-

res de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.), VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — (Voy. *Typographes*.)

CHALES (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.

CHAMBÉRY (Etablissement de sourds-muets à), III, 275.

CHAMBRES SYNDICALES (Protection, accordée aux apprentis par les) II, 288. — (Notions sur les Œuvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement techniques, V, 256; — de l'Ameublement, XI, 239; XII, 71; — des Appareils de Chauffage, VII, 532; VIII, 452; IX, 92. — des Arts et Industries appliqués au culte et aux édifices religieux, XI, 239; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355; IX, 164, 322; X, 366 — (Distribution des prix de l'Ecole de dessin de la), 369; XI, 242; XII, 72, 369; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246; — de la Boucherie, VIII, 452; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79; — de la Chaussure, IX, 168; X, 280; — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80. — des Doreurs, Miroitiers et Ornemanistes, XII, 377; — des Emballeurs VIII, 512; IX, 393; X, 82; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279. — des Fleurs et plumes, VII, 166; IX, 605; X, 82; XII, 378; — de la Fumisterie, VIII, 359, 453, 515; IX, 83; — de la Ganterie, IX, 168; X, 84; — de l'Horlogerie, IX, 168; X, 281; — des Instruments et appareils de l'Art médical, XI, 248; XII, 74; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs, etc., VI, 407; — du Papier et des industries qui le transfor-

ment, VII, 437; VIII, 352; IV, 92, 187, 322, 501; X, 85, 148, 270; XI, 25, 386; XII, 76; (Distribution des prix aux apprentis du), 198, 207, 370; — de la Passenterie, Mercerie. Boutons et Rubans, VIII, 517; XI, 254; — des Pâtisiers, XII, 210, 383. — de la Tabletterie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323; X, 161; XI, 259. — des Tapissiers, IV, 12; V, 280; VII, 165, 532; IX, 534. — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161. — des Doreurs, miroitiers, ornemanistes, XII, 448. — Des Pâtisiers, 450; — de la Bijouterie-imitation, XIII, 74; — des Doreurs Ornemanistes, *ibid*; des Fleurs, plumes et modes, 75; — des Instruments et appareils de l'art médical, 77; — des Sculpteurs Ornemanistes, *ibid*; — de l'Ameublement, 206; — de la Bijouterie-imitation; — de la Bonneterie en gros; — de la Brosserie, 207; de la Confection pour dames et enfants; — des Doreurs Ornemanistes, Miroitiers et Encadreurs, 208; — des Fabricants d'appareils à gaz; — des fils et toiles de lin; — des Fleurs, plumes et modes, 209; — de l'Horlogerie, 211; — du Papier, règlement sur le concours des apprentis, 211. (Voy. *Horlogerie, Papier*.)

Chapin (M. Williams), sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (Note sur les Fabriques de), 411.

Chardin (La fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387; VII, 393.

CHARITÉ MATERNELLE (Société de), son histoire, VIII, 307.

Charton (M. Édouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

CHARTRES (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.

Château (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.

CHATILLON ET COMMENTRY (L'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.

CHAUFFAGE (Chambre syndicale du), IX, 92.

Chaurand (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.

Chauveau-Lagarde (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213; V, 37.

CHEMINS DE FER (Apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324.

Chevalier (M. Michel), membre de l'Institut; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

CHINE. — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.

CIRCULAIRE du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'études exigé par la loi du 19 mai 1874, X, 111; — du Ministre de la justice sur les Procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 113; — du Ministre de l'intérieur aux préfets XI, 28; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158; — du Ministre de la Justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352. — (Voy. *Ministres*.)

CLASSES LABORIEUSES (Enquête sur la condition des), V, 82. — Libérinage, VI, 455.

CLASSES SPÉCIALES pour apprentis. (Lettres du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460. — (Voy. *Ecoles*.)

Claude (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.

Claye (Atelier d'instr. typographique de M.), III, 221. — (L'Œuvre de M.), IV, 28. — (Note sur l'atelier de M.), V, 369; VII, 391.

Clémendot (M.), sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.

CLUNY (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.

Cochin (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.

Cohadon (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154, 305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M^{me}), II, 265. — (Compte rendu d'une visite à l'atelier de M^{me} par M. Robiquet, III, 434. — (Emigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don fait par la Société à M^{me}), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}), VI, 448; VII, 394.

Colcombet frères (MM.), à Saint Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubannerie de), II, 388; IX, 256.

Collinot (Note sur l'atelier de M.), II, 271; 339.

COLOMBIER (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 496. — Sa nécrologie XII, 310.

COLONIE agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; — de Sainte-Foy (Rapport sur la), XII, 383.

COMITÉS de la Société : 1^o de publication, 2^o des recettes, 3^o des dépenses (Liste des membres composant les), I, 36; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, I, 57; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. — (Voy. *Comité des Accidents de fabrique*, *Comité des Institutrices de charité*, *Comité judiciaire*, *Comité des Sociétés d'assistance paternelle* et *Comité du placement des apprentis*.)

COMITÉ DES PUBLICATIONS (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE — (Voy. *Accidents de fabrique*.)

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213. — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), IV, 37, 127. — (Question sur le Contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37.

— Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326, 422, XIII, 19, 120, 321, 325.

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ.
(Voy. *Institutrices de charité*.)

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS.
(Voy. *Placement des apprentis*.)

COMMISSIONS dont se composait la Société : 1^{re} des mines, agriculture ; 2^e imprimerie, papier ; 3^e bijouterie, horlogerie ; 4^e filature, tissage, impressions ; 5^e tissus divers ; 6^e confections diverses ; 7^e bâtiment ; 8^e ameublement et accessoires ; 9^e industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37, — du travail des enfants chargés d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425 ; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse (réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES accordées par la Société. — (Rapport de la) par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (Nomination de membres des), dans la Seine, VIII 42 ; IX, 19, 136 ; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 144 ; — dans la Manche, Eure, Orne, 296 ; — Calvados, Ille-et-Vilaine, 300 ; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302. — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304. — Finistère, Morbihan, 306 — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem.*, du préfet de l'Ariège, 315. — Aveyron, Cantal, Tarn. — Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424. — (*Bulletin des*), X, 21, 205. — (Rapport de la 2^e) de Paris, 21. — (Rapport de l'ancienne 4^e) de Paris, 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formation des), XI, 158. — (Rapport de la (8^e) présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de police par la 3^e) pour 1877, 344 ; —

Article de M. Robiquet sur la protection de l'Enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8^e), présenté par M. de Heredia au conseil général de la Seine, 638. — (Compte rendu de la 5^e) (*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII^e arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45 ; — du III^e arrondissement, 157 ; — du VI^e arrondissement, 159 ; — du IX^e arrondissement, 163 ; — du XVII^e arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — (Instruction du Préfet de police sur les dépenses des), 363, 364. — (*Bulletin des*), rapport des Commissions locales, avec les Inspecteurs du travail des enfants 444. — Rapport de la 6^e Commission locale XIII, 65. — (Réunion générale des Présidents et des secrétaires du département de la Seine), 158. — Décision du Conseil général de la Seine sur leur composition, *ibid.* — Rapport des 1^{re} XIV^e XVII^e XIX^e XXI^e XXXVI^e Commissions locales, 165 et suiv. — (Compte rendu des séances des) du département de Seine-et-Oise, 359.

COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619. — Rapport de M. Dumas, président, XII, 342.

COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la) XII, 353. — (Voy. *Travail des enfants*.)

COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à), fondé par Napoléon I^{er} ; I, 118.

COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280 ; III, 386 ; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des), échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (*Comité de l'Echange des*), V, 395 ; VI, 421.

CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.

CONDAMNATIONS (Relevés des) par le Tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94 ; XI, 705. — (Voy. *Comité judiciaire*.)

CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.

- CONDÉ-SUR-ITON** (Orphelinat fondé à). V, 390.
- CONFÉRENCE** de St-Vincent-de-Paul, protectrice des apprentis, III, 483.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES** (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (Voy. *Orphelinats*.)
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT**. Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL** (Projet du) de la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS OUVRIER**, IX, 632; XI, 291.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE**, XI, 557.
- CONSEIL D'HYGIÈNE** (Composition du), VIII, 535.
- CONSEILS** de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.
- CONSEIL d'honneur** de la Société; membres dont il se compose, I, 58.
- CONSEIL d'honneur et d'administration** (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6.
- CONSEIL GÉNÉRAL** de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 489, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Songeon, Leven, Dujarrier et de Heredia XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638, 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305. — Frais d'inspection du travail des enfants 43.
- CONSEIL GÉNÉRAL** des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.
- CONSEILS GÉNÉRAUX**, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponses des) sur le travail des enfants, II, 126.
- CONSEIL MUNICIPAL** de Paris (rapport au), sur la création d'une École d'apprentis, par M. Beudant, V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Sur la gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Maillard, 701 — de M. Hovelacque, XII, 305.
- CONTRAT** d'apprentissage, I, 16. — (Exemples d'exécution du), III, 217; V, 126. — (Extrait du *Traité du*, par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — (Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONTRAVENTIONS** aux lois régissant le travail des enfants, XI, 329.
- CONTREMAÎTRES** faisant des Cours d'apprentis, II, 160.
- CORBIN** (M. Henri). Note sur le travail des enfants dans les sucreries, II, 245.
- CORDIER** (M.), député. — Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.
- CORNUDET** (M. Michel). Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.
- CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS** (Anciennes), à Lyon, XI, 685.
- COTON** (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.
- COULON** (M.), membre du *Comité judiciaire*. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.
- COULONGE** (M. Christian de) : Etudes sur les Œuvres de patronage; Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 296.
- COUTURE** (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrondissement pour les travaux de), VI, 475.
- CREUSOT** (Le), I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Conditions des enfants au), VIII, 526; XI, 386.
- CRISTALLERIES ET VERRERIES** (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)
- CROUSLÉ** (M. L.). Rapport sur la création d'une École d'apprentis dans le V^e arr., V, 220.
- CROZATIER** (Concours pour le prix de M.), IX, 357.
- CULTES DIVERS** (Œuvre pour les enfants de), I, 226.

D

Dabin (M. l'abbé), fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.

Dalsème (J.-M.), sa conférence sur la takymétrie, XII, 413.

DANEMARK (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422.

Decaisne (Dr). Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.

DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349.

Délaissement, inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.

Delaporte (Don de 500 fr. par M^{lle}), IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Écoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.

DÉLÉGATION cantonale pour l'instruction du II^e arrond. (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.

Délerot (M. Émile), Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication I, 36; V, 37. — Rapport sur les Pensions d'apprentis, I, 64; — sur les Ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'Assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris, pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.

DEMI-TEMPS pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 37. — (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — Proposition

de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Écoles, Travail des Enfants*.)

Denière (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.

DÉOLS (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.

DÉRÔT de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.

Descottes (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.

Désir (M^{lle}), Présidente du *Comité des institutrices de charité*, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.

DESSIN et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École professionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — Distribution des prix aux élèves de l'école de la Ville de Paris, XII, 398.

Devienne (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.

DIACONESSES PROTESTANTES (Œuvres fondées par les), II, 374.

Didot (M. Ambroise-Firmin), préside la séance du Patronage des enfants de la Papeterie, III, 420.

DIEPPE. Œuvre des Apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360.

Dieterle (M.), vice-président de la Commission de l'Enseignement artistique, I, 104.

Dietsch, I, 308. — (Ecoles fondées à Liepvre (Haut-Rhin), par MM.), III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de MM.), 427. — Proposition de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62.

Dietz-Moniñ (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre du commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie X, 281.

Dollfus (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35,

308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.

Dubois (M.) (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par M.), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.

Dubosq (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 335.

Ducarre (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du Travail en France, XI, 110.

Ducellier (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.

Duchollet (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227.

Daffourc d'Antist (M.), chargé des envois de livres aux bibliothèques, II, 282.

Dufrenoy, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.

Dumangin, président de la 2^e Commission locale de Paris. Rapport à M. le Préfet de la Seine, X, 21.

Dumas (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868 pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; — son rapport sur le travail des enfants, IX, 13; — Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7. — (Rapport présenté à M. le Président de la République) par le président de la Commission supé-

rieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocution de) à la 4^e Fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le président de la République au nom de la Commission supérieure du travail des enfants, XII, 342. — (Allocution de) à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 256.

Dumoustier de Frédilly (M.), directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agric. et du comm. Discours: à la distribution de l'Ecole de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321; — à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ebénisterie, VIII, 288; — aux prix de l'Ecole supérieure de commerce, 492; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363; — à la Société des enfants du Papier peint, 273; — à la distribution des récompenses des enfants des Fleurs et Plumes, XI, 377; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebénisterie, 536.

Dupin (M. le b^{an}), son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac), II, 15.

Dupuy de Lôme (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

Duvergier (M.), anc. président de section au Conseil d'Etat; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

ÉBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — (Soc. paternelle de l'), 306. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'), 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — Séance solennelle du Patronage des enfants de l'), V, 15, 473. —

(Patronage des enfants de l'), V, 367. — Distribution des prix, VI, 152, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocation de la Société de protection, XI, 14. — Distribution des prix aux enfants (de l'), 530.

ÉCOLE-ATELIER (l'). — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

ÉCOLES COMMUNALES (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305.

ÉCOLES INTERMÉDIAIRES pour les professions, I, 120. — Professionnelles de Paris (Rapport sur les), 137; — d'apprentis de MM. Trapp et Steinheil, I, 378; — diverses de l'État inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gréard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des) d'après le Rapport de M. Gréard, V, 111. — (Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arrnd), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284. — Professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la bijouterie, 284; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussion sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de la Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de loi tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE (Projet d'une) par M. Robert, VI, 372; — de couture, 475. — (Discussion devant la

Chambre des députés du projet de loi sur les): — Proposition de M. Lorois, 153; XI, 385; XII, 16. (Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les), XIII, 29. — (Rapport de la Commission du Sénat sur les) 35. — (Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés sur les), 46. — (Projet de la Commission présenté au Sénat sur les), 47. — (Discussion au Sénat d'une proposition de loi sur les), 124. — Rapport supplémentaire au Sénat, 349.

ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS (Conseil général, de la Seine au sujet d'une), VIII, 489; — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourreau, 167. — *One industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'Ecole de commerce de Paris, 402. — Ecole professionnelle de typographie chez M. Chaix; distribution des prix, 455 — Ecole de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'Ecole de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Goffinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323, 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES DE DEMI-TEMPS à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, IV, 101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278; — (Réflexions sur les) par MM. E. Nusse et J. Périn; à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504; — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.

ÉCOLES DE FABRIQUE (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; de la Ville de Paris, 393.

ÉCOLES DE JEUNES DÉTENUS (Création d'), XI, 556.

ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL (Projet de création d'), XII, 399.

ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS, boulevard de la Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473, X, 392, 498; XI, 659. — (Don fait à l'), XI, 278.

ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE (Règlement de l'), de Besançon, communiqué à la Société par M. *Is. Roche*, XII, 79.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'imprimerie *A. Chaix et C^e* (Voy. *Typographes*).

ÉCOLES PROFESSIONNELLES de Paris (Rapport sur cinq), par M. *Émile Péreire* fils, I, 137.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, directrice, M^{me} *Carot*, à Paris, IX, 252.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (L'), dirigée par M^{lle} de Metz. — (Extrait du rapport annuel de), XI, 542; XII, 211. — (Allocation à l'), 319.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE (Voyage entrepris par l'), XI, 286.

ÉCONOMIE CHARITABLE (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.

ÉDUCATION des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.

Eichthal (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.

ELANCOURT. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.

Elhoungne (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.

EMBALLAGE (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); statuts, VI, 442.

EMBALLEURS (Chambre syndicale des) VIII, 512; IX, 92. — L'Emballleur parisien, IX, 356.

ÉMIGRATION de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.

EMPLÔI DES ENFANTS (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. *E. Nusse* et *J. Périn*, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334.

ENCOURAGEMENT AU BIEN (Société d'),

récompenses offertes, VI, 424; VII, 503.

ENFANTS (Les). (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse, IV, 22. — De l'industrie, émigrés pendant le siège de Paris, 122.

ENFANT des manufactures (L'), par M. *Migneret*, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. — (Article de M. *Wolowski* sur les), II, 91. — (Vacances des), III, 327; — dans les imprimeries, VIII, 20. Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger leur santé, XIII, 373. — (Voy *Instruction; Récréations, Vacances*).

ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Victimes d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172; 493; IX, 23; 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388; 555.

ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — (Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187.

ENFANTS MALHEUREUX (Les), XI, 705.

ENFANTS MINEURS (Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs), VI, 465.

ENFANTS MUTILÉS (Patronages des), V, 36, 53.

ENFANTS PATRONNÉS (Les), XI, 712.

ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école d'), VII, 45.

ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis par des), VII, 97; 189, 564; IX, 205. — à New-York, VII, 47, 463; VIII, 54.

ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.

Engel-Dollfus (M. Fr.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de ma-

- chines à Mulhouse, III, 284. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 469. — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 22. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83. — Offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519; VII, 26, 30; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70.
- ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 90. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire*).
- ENQUÊTE** sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 82, 246, 326; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 344, 427; — sur les conditions du travail, 406; VIII, 486; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28; — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 39.
- ENSEIGNEMENT TECHNIQUE** (Note sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du g^{al} Morin sur l'), VII, 513.
- ENSEIGNEMENT POPULAIRE** (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.
- ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL** (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107. — Technique (Projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 127. — (Note sur les écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d'), religieux fondée par l'abbé Chevrier, à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Professionnel pratique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la Société sur l'), 197. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert; 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Beudant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l', par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'École de M. Mourceau, VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l'), par M. Favre, VIII, 511; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 93; — de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, par M. E. Flamant, 445. — (L') en Belgique, 465. — Distribution des prix aux élèves de l'école professionnelle de dessin et de modelage de la bijouterie, XIII, 79. — de l'école de dessin de la Bijouterie-Imitation, 93.
- Esnault-Peltre** (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Crosne, VII, 389.
- ESPAGNE**. Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.
- Estelle** (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 372. — Inspecteur à Mazamet; son tableau pour les apprentis, II, 235.
- ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES** (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de la Seine sur l'instruction et les), 344. — Insalubres (Règlement sur les), VIII, 248.
- ÉTAT** (Institutions de l') en faveur des enfants, I, 340.
- ÉTATS-UNIS** (Filature et fabrique de M M. Chapin, aux), II, 411. — (Règlement de l'école et du travail aux) de l'État de Massachusetts, IV, 101; VII, 544. — (Sociétés protectrices de l'Enfance aux), X, 86. — Lois obtenues par une Société fondée à New-York en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Dispositions de ces lois, 94. — Fondation en faveur des femmes, 382.
- ÉTRANGER** (Renseignements divers sur le travail à l'). VI, 375, 450, 521. — (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII, 45, 177. — Ecoles en Californie,

184. — (Revue de l'), 343, 457. — *Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecole de mendiants à Londres, VIII, 60. — En Alsace et en Belgique, 112. — Inspection du travail de fabrique en Allemagne, 380. (Voy. *Allemagne, Angleterre, Belgique, Italie, etc.*)

ÉTRANGERS (Patronage des apprentis), III, 398; V, 36, X, 413.

ÉTRANGERS (Pays). Étude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, par M. E. Nusse, XI, 350, 513.

Ettlinger (M.), sa proposition sur les Pensions d'apprentis, VI, 370; — VII, 391.

EXPOSITION de 1876 à Philadelphie (Devoirs d'écoliers américaine — cueillis à l'), X, 401; — de 1879 à Sydney (Australie), XII, 309; — scolaire à Lausanne, 309.

EXPOSITION de 1878 à Paris (Circulaire du Comité du contentieux à l'), X, 30. — (Participation de la Société de protection à l'), X, 322, 415; XI, 22, 148, 312, 319, 479; — (Bibliothèque d'ouvrages techniques à l'), XI, 107; — (Règlement des conférences et Congrès à l'), 279; — (Distinctions honorifiques accordées aux membres de la Société à l'occasion de l'), 558.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES A L'INDUSTRIE, XII, 90, 320, 400.

EXPOSITION universelle d'Économie domestique (Groupes composant l'), V, 247.

EXERNAT d'apprentis (Devis d'un), V 238.

F

FAÏENCE. — (Voy. *Gien*.)

Falize aîné (M.), Président de la Chambre syndicale de la bijouterie, III, 413. — Son discours à la distrib. des prix de l'Ecole prof. de dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

Fagniez (M. Gust.) auteur d'*Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècle*.

Fanien (M. M.), fabricants de chaussures à Lillers. — Fondation d'une école, XI, 551.

Feray (M.), député. — Son discours

sur la durée de la journée pour les enfants, VI, 46.

Ferry (M. E.), son discours à l'Ecole professionnelle de M. Chaix, IX, 624.

FÊTES organisées pour les enfants: vacances des enfants des manufactures, III, 327. — des Rois dans un Patronage, III, 329. — Récréations offertes aux enfants à Paris et à Mulhouse, III, 396. — (Voy. *Arbres de Noël*.)

FÊTES DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Distribution des récompenses de la Société de protection). — (1^{re}), 27 octobre 1867, I, 271. — *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870, IV, 10-33. — (2^e), 5 juillet 1874, VII, 357-410; IX, 11, 123. — (3^e), 30 avril 1876, 229. — (Programme des prix de la 4^e), XI, 5. — (4^e), 28 juillet 1878, 401. — Programme des prix de la 5^e, XIII 5. — Compte rendu de cette fête, 229.

FILATURES (École de), fondée à Mulhouse, I, 134. — (Manufacture de M. Harmel pour la), 332. — (Salaires des enfants employés dans les), VIII, 176. — (Précautions à prendre pour éviter les accidents dans les), VII, 423. — de Betton-Bettonnet, Savoie, 475. — Métiers à tisser (Nettoyage des), VII, 7. — De MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335.

FILLES (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des), par M. Joseph Lefort, 469.

FILLES DE LA SAGESSE à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.

Flamant (M. E.), de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, XII, 445.

FLERS. Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, I, 294.

FLEURS ET PLUMES (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des), (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — Distribution des récom-

- penses à la Société d'assistance paternelle des fleurs et plumes, X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — (De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution des récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — (Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397; — Du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 320. — Séance du 10 novembre 1874, 535. — Séance du 4 avril 1875, VIII, 344. — Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878, 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196.
- Flour** (M. Édouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 295.
- FOECY**. Colonie professionnelle, I, 293.
- FOLEMBRAY** (Les enfants de la verrerie de), III, 112.
- Follot** (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du papier peint, XI, 176; — Censeur de la Société, 7.
- Forcade** (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.
- FORCE** (Dordogne). (Orphelinat de la), II, 333.
- Fouchet** (M. Paul), Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de M. Collinot, II, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.
- FOURCHAMBAULT**. Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.
- Fourment** (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de M. de), 379.
- Fourneyron** (Nécrologie de M. Benoît), II, 16.
- FRÈRES** de la Sainte-Famille, à Viron (Isère), fondateurs de l'Orphelinat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.
- FRÈRES** des Écoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles professionnelles au XVIII^e siècle, I, 112. — (Patronages dirigés par les), I, 216, 284, 310. (Voy. *Patronages*.)
- Frère-Orban**, Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.
- Freycinet** (M. de). Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.
- Froger de Mauny** (M.), Rapport au Comité judiciaire sur la proposition d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118.
- Froment-Meurice** (M.), secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.
- FUMISTES** et ramoneurs (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.
- FUMISTERIE** (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515; X, 83.
- Funck** (M.), Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.
- FUTÉAU** (Meuse), Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

G

Gagny (M^{lle} Paula), fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.

GANTERIE (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la) à Grenoble, X, 84.

GARDIENS DE LA PAIX (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à M. le Président de la Société, envoyant la liste des) méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à décerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.

Génin (M^{lle} Louise), fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.

GENTILLY (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerfbeer, III, 439.

Geoffroy Saint-Hilaire (M.), président du Comité des recettes et dépenses, V, 38.

GÉOGRAPHIE (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

Gerdalle (Sœur Onésime) de la congrégation de Saint-Charles, à Barle-Duc, VII, 398.

GIEN (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

Gilet-Piéron (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

Gillon (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

Giraud (M.), président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs.

Goblet (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

Godchaux (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie), séance solennelle, VIII, 128; IX, 258.

Godin (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

Goffin (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

Goguel (M.), (Notice nécrologique sur) VII, 474.

Goldenberg (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur M.), V, 132.

Goldschmidt (M. Léopold), don à l'*Œuvre des bibliothèques*, V, 26.

Goubert (M. le docteur Élie), a publié un ouvrage intitulé : *des Agents perturbateurs de la Jeunesse*.

GRADIGNAN. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.

GRAND COMBE (Gard), (Compagnie des mines de la), I, 3.

Gras (M.), son Ecole typographique, à Montpellier, III, 223.

Graux (M. Georges), avocat, secrétaire du Comité de l'*Assistance judiciaire*, VII, 68.

Gréard (M.), membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Écoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878 (par) sur l'Enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine, XI, 659.

GRENOBLE (L'Asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

Grosselin (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (notice sur), IV, 14.

Groult (M.) (Maison de), I, 304. — (Internat manufacturier de), II, 303. — Compte rendu d'une visite à l'internat de, II, 420. —

Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé Offic. d'académie, 328; VII, 392.

Guerrier de Haupt (M^{lle} Marie), lauréat de l'Académie française et de la Société de protection des apprentis, XI, 462. — La clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

Guichard de Choisy (M^{lle}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), II, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

H

Halluin (Le rév. P.), directeur de l'*Immaculée-Conception*, maison d'apprentis, à Arras, I, 78, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

Hamelin (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I, 166. — (L'établissement de M.), 301. — (Fabriques de soie de M.), II, 382; VII, 389.

Hansen (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.

Harmel frères (Etablissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Extrait d'une brochure faite par MM.), XI, 546.

Havard (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, VII, 449; VIII, 352; X, 458.

HAVRE (Ecole d'apprentissage au), II, 292.

Hayem (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'*Oeuvre des lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.

Hayem (M. Julien). Étude sur l'Ap-

prentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Périn, V, 140. — VII, 392; — Note sur l'Enseignement primaire (l'Ecole annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.

Hébert (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie; V, 21.

Hébert-Duperron (M.). Note sur les écoles annexées aux manufactures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.

Hélie (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire, en remplacement de M. Eug. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 455.

Hément (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.

Hémon (M. A.), bijoutier à Paris; — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nisse, XI, 552.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.

Hérédia (M. de), membre du Conseil municipal de Paris, président de la Commission départementale (Seine) du travail des enfants. — Rapports présentés au Conseil général de la Seine, XI, 164, 638.

Hermant (M^{me}), lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.

Hervé-Mangon (M.), membre de la commission supérieure départementale du travail des enfants, XIII, 157.

Hiélard (M. Léon), président du syndicat général d'industries parisiennes. — De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67; — dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes (11 novembre 1873), VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.

HOLLANDE (Loi sur le travail en), III, 479.

HORLOGERIE. (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une Ecole technique d'), 170; X, 281. (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), XIII, 365. — Création d'une Ecole d'Horlogerie à Paris, XIII.

Houget (M.) de Verviers (Belgique), lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481, IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.

Hudelot (M.), inspecteur départemental du travail des enfants, XIII 158.

Hyacinthe (P.), Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313.

HYGIÈNE de l'atelier (Discussions sur l'), II, 209; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484; IX, 524.

I

Impératrice Eugénie (L') reçoit une députation de la Société, I, 99. — (Discours de Mgr l'Archevêque de Paris à), 276. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.

Imprimerie (Institutions de protection en faveur des enfants de l') III, 218. — (Statuts de la Société paternelle des enfants de l') *ibid.*, — (Société paternelle de l'), IV, 52. — (Les apprentis allemands d. l'), 62. — (Accidents dans l'), VIII, 16, 22.

INSALUBRITÉ de l'industrie. Mèches à fumer, IX, 578.

INSPECTEURS du travail des enfants créés dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions, *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Ro-

bert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — (État des circonscriptions, et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur les accidents atteignant les enfants, 420, 509; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs, XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d') 653. — Nomination d'inspecteur et inspectrices départementaux 655. — Leurs rapports avec les commissions locales, XII, 444. — (Voy. Inspection.)

INSPECTION du travail des enfants (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l'), 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 439. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et suiv.; — En Angleterre; article de M. Alphonse Striber, III, 11 à 40; — en Silésie, VIII, 383. — Frais d'inspection du travail des enfants, XII, 443. — Lettre de MM. les Inspecteurs départementaux de la Seine, XIII, 64. — Remise aux enfants de la II^e circonscription des récompenses décernées par la Société de protection, 358.

INSTITUT NORMAL catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. Société.)

INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE (Article sur un), par M. Salicis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 334.

INSTITUTION Livet à Nantes, XIII, 103.

INSTITUTIONS PRIVÉES en faveur des enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (*Comité des*), II, 158; V, 36; VII, 110, 197; X, 406, 427; XI, 157, 474, 492, 618; XII, 26, 336. — (Règlement du Comité des), VII, 176, 490. — (Fête du

- Comité des*, VIII, 13. — (Nécrologie de M^{lle} Désir, présidente du Comité des), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distribution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'arbre de Noël, XII, 10, 436, XIII, 149. — (Les élèves apprentis des), 353.
- INSTRUCTION des enfants des manufactures** (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l') dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491; IX, 483. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire élémentaire, 441. — Sur le même objet XIII, 150; — sur le visa des certificats d'instruction 152. — Classes spéciales pour les apprentis, 156.
- INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE** des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M^{me} Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de XII, 555. — (Projet de loi sur l') XII, 94.
- INTÉMPÉRANCE** (De l') chez les enfants par M. Jos. Lefort, VIII, 33.
- INTERNAT D'APPRENTIS** (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — (Rapport de M. Is. Roche sur les) XI, 133. — (Considérents votés sur les), par M. Lefébure, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les) 305. — (Commission des), XII, 101. — (Rapport de la Commission des) présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.
- INTERNATS de charité**, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II 345. — D'apprenties des sœurs de Marie auxiliaire (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.
- INTERNAT MANUFACTURIER** (Nouvel) de Vitry-s.-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413; — (à l') de M. Groult, 420.
- INVALIDES du travail**, à Lille (lettre de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.
- ISRAËLITE** (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262.
- ITALIE** (Condition des enfants dans les fabriques, en), X, 171. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392. — Les Pifferari, XIII, 216. — Projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie, 378.
- J**
- JAPON** (Instruction primaire au), IX, 517.
- Japy** (M.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours, X, 284.
- Jay** (M. Raoul), son livre sur le travail des enfants et des filles mineurs dans l'industrie, XIII, 384.
- Jeannel** (M. R.), Articles sur les arbres de Noël, III, 72.
- Joret-Desclosières**, secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23. — Son livre sur les grands inventeurs dans les sciences, les arts et l'industrie XIII, 385.
- Joubert** (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants; amendement à cette proposition, IV, 117. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438; VI, 33; VII, 225, 270; VII, 385.
- Joubert-Bonnaire frères** (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.
- Jourdain** (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notice sur les apprentis de l'Imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.
- Julien** (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'orphelinat professionnel de l'Immaculée Conception à Toulouse, 249.
- JURISPRUDENCE** protectrice des apprentis; V, 94, 100, 272, 354; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428; 576; X, 30, 33; XII, 24, 137, 140, 142, 331, 334; XIII, 328. — (Voy. Comité judiciaire.)

K

Keller (M.), député, son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

KEMBS (Haut-Rhin), Orphelinat.

Kérisvoal (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, I, 340.

Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neuhof, V, 396.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

Lacroix (M. Sigismond) (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

Ladoucette (Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Rapport de M. le Bⁿ de) 360.

Lallon (M.-J.), auteur des projets de réforme pénitentiaire, XI, 295.

Laneyrie (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

Langénieux (M^{sr}), fondateur de la Soc. paternelle de l'Ébénisterie, II, 145. — (Œuvre fondée par), IV, 25.

Lantiez (M. l'abbé), sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31; 112.

Lassez (M.-G.), auteur de l'*Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504.

LAUSANNE (Exposition scolaire à), XII, 309.

LAYETIERS-emballeurs. — (Voy. Emballeurs.)

Lavollée (M. C.), sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

Leclair (M.), entrepreneur de peinture. — Distribution des prix aux apprentis de la Maison, I, 165. —

(L'Etablissement d'apprentis de M., I, 304. — (Nouveaux statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

Lefébure (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général de la Société* 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76. IX, 234. — Livre intitulé : les *Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur les *Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de), sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132. (Rapport de) sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, XIII, 232.

Lefort (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 469. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salaires des enfants dans les filatures, 176. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.

Legentil (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.

LÉGISLATIONS anglaise et autres (Quelques mots sur le travail dans la), I, 4.

LÉGISLATION. (Voy. Loi.)

Legouvé (M.), vice-prés. d'honneur de la Société, V, 7.

Legrand (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-modèles, II, 266.

LEGS en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.

Lekime (M^{me}), Directrice de l'atelier de cigarières. IV, 26. — Émigration pendant le siège de Paris, 124

- (Don fait par la Société à), V, 261.
- Lemaire** (M.) (Fabrique de), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — Visite du Min. de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.
- Lemoine** (M. Henri), Allocution à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — présid^t du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494. — Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.
- Lequien** (M. Justin), son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.
- Leroux** (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du Comité du placement des Apprentis; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — Rapport (de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — Rapport (de), XI, 112.
- LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI, patronage de jeunes filles, IX, 221.
- Lespinasse de Florentin** (M^{me}), sœur de Saint-Vincent-de-Paul, ancienne supérieure de l'Hôpital civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.
- L'Étang** (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.
- Leurent** (M.), député, discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.
- LIBÉRÉS (Patronage des). — (Voy. Société pour le patronage des libérés.)
- LIBRAIRIE (Soc. paternelle des enfants de l'imprimerie et de la), IV, 52.
- LILLE. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.

LISIEUX (Ecoles annexées aux manufactures dans l'arrondst de), II, 471.

LITS D'APPRENTIS (Œuvre des), II, 174. — (Souscripteurs à l'Œuvre des), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'Œuvre des), III, 382; V, 39.

LOGEMENTS et établissements industriels (de la Salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.

LOI du 22 mars 1841 sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage, en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de) sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Ibid.*, V, 22. — (Travaux de la Commission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants, V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants. (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. (Voy. Travail.)

LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des Enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à), VI, 347; — (Texte de la loi), VII, 305. — Enquête relative aux Règlements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie,

419. — Proposition de modification à la loi, par M. Testelin, IX, 294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13; — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (*Explication théorie et pratique de la*), par modifier la), 380. Périn, avocats, X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313.

LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19 - 23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.

LOIRET (l'apprentissage dans le département), III, 259.

Longhaye (M. Aug.), rapport sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.

Lorois. Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage, soumis à la Chambre des Députés et adopté, XII, 153.

Lossler (M.), sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.

LUNDI (Société du travail du), II, 300.

LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, I, 293.

Luynes (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosse, V, 78.

LYCÉE FONTANES (Allocation à la Société), XII, 8.

LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocation à la Société), XI, 130; XII, 8.

LYON. Distribution des prix à l'Ecole d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 288. — PROVIDENCE SAINT-BRUNO, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de St-Joseph à), 354. — (Succursales des sœurs de St-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — (L'Œuvre des dames tutrices établie à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.

M

MACHINES MUES A BRAS D'HOMME, XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.

Maffre (M.). (Notice nécrologique sur VII, 475.

Maignen (M. Maurice) (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.

Maillard (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.

MAISON D'APPRENTIS TONNELE, directeur : M. l'abbé Archambault, à Tours, IX, 249.

MAISONS D'ÉCOLE; leur insalubrité à Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).

MAISON. DE FAMILLE, fondée par la Soc. des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'instr. publ. à la), II, 261.

MAISON D'APPRENTIS, Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.

MAISON D'APPRENTIS, de la ville de Nancy, IX, 250.

MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.

MAISON DE NOTRE - DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.

MAÎTRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage*, par MM. Hayem et Périn, V, 141.

MAÎTRE D'ÉCOLE prussien (le), VII, 497.

Malarce (M. de), *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.

Malartre (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.

Malescourt (Louis). Internat manufacturier) IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.

Mame (MM.), I, 309. — Fête à l'imprimerie de MM.), à Tours, VII, 462, I, X, 256.

MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. J. A. Beaulieu, III, 54. — (Travail des enfants dans les), VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants*.)

Marceille (M. l'abbé), directeur du patronage de Saint-Cernin, à Toulouse. — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

Marguerin (M.), directeur de l'École Turgot (Livre donné à M.), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37.

Marie (M.), ancien bâtonnier; censeur de la Société en 1867, I, 35.

Marienvall (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARINE (Institutions de l'Etat, en faveur des enfants, dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

MARINS (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

Marjolin (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — Son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569.

Marochetti (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. —

(Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII^e Commission locale, en 1878, XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337.

MARSEILLE. Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, I, 291.

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.

Mathieu (M. H.). De l'apprentissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.

Mauge du Bois des Entes (Notice nécrologique sur M.), IX, 206.

Maurice (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332; — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.

Max Richard (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.

Mayniel (M. E.). Note sur l'Œuvre des fumistes et ramoneurs, II, 425.

MAZAMET (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.

Mazaroz (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.

MEAUX (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.

MÉCANICIENS (Projet d'Ecole d'internes pour les apprentis), VI, 407.

MÉDAILLES accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867, I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. *Récompenses*.)

Melun (M. le C^{te} de). Compte rendu d'une fête de Patronage, I, 265. — Fondateur des Patronages des frères des Ecoles chrétiennes, I, 284. — 312. — Discours à l'Assemblée

sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; — VII, 385.

MEMBRES de la Société (Liste des) en janvier 1867, etc., I, 39, 94, 95, 181, 169, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Liste générale, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715

MEMBRES CORRESPONDANTS de la Société de protection des apprentis (Instructions pour les), I, 270. — VI, 530.

MÉMOIRES des Instituteurs (Extraits des) sur les abus du travail des enfants, en 1861, I, 25.

MÉNIL-SAINT-FRMIN. Orphelinat dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.

MESSAGERIES (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.

MÉTIER. (Voy. *Filatures*.)

METTRAY (La Colonie de), IV, 27.

METZ (Rapport à la Soc. des jeunes ouvriers de), V, 393.

METZ (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295; VII, 389.

Metz (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brigau par), II, 399.

MEULES (Rapport du Conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.

MEYSENTHAL (Les Enfants dans la verrerie de), III, 111.

Midocq (Ateliers de M.), II, 267.

Migneret (M.), ancien conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des Enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocation sur le projet de fondation de pensions d'apprentis, à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1868, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1872, V, 8.

Million (M^{lle}), Directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

MINES (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règlement d'administration pour les enfants employés dans les), VIII, 180.

MINISTRE DE LA JUSTICE (Circulaire du), prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113; XII, 352.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE (M. le). Circulaire sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89; VI, 457. — (Lettre de), sur l'inscription de diverses écoles du gouvernement, II, 274. (Lettre de), XI, 130. — (Circulaires du), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours de), à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, 408. — (Lettre du) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Ecoles, 345. — Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire, 441.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (M. le), Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.

Monnier (M. Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la

- séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, I, I, 213.
- MONTARGIS** (Société d'assistance de), III, 264.
- MONTATAIRE** (Organisation des usines de), VIII, 303.
- MONTBÉLIARD**, Association évangélique pour le patronage des enfants indigents, I, 291.
- Monteaux** (M.). Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214, 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.
- Mouchy** (duc de), Prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte rendu, 102. — Compte rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la *Société de protection*, 253. — Compte rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. — Compte rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.
- Mourceau** (Fabrique de M.), I, 307. — Son École pour les apprentis, VII, 167; 392.
- MOUSSES** (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341.
- MULHOUSE** (les Ecoles techniques de). I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis, de M. Trapp à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 238; — VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'Instruction populaire de), IV, 81. — Exposition industrielle à), IX, 342.

Müller (M. Emile). — Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Etablissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337.

MUSÉE CANTONAL (Le). Observations de M. G. Wickam, XII, 308.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (Le XII, 307.

MUSÉE INDUSTRIEL (Le), au Champ-de-Mars, XII, 94.

N

Nadaud (M. Martin). (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589; — (Rapport de), à la Chambre des députés, 621.

Najean (M.), son Internat pour les enfants de la Passementerie, III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.

NANCY (Œuvre des apprentis de) I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson, I, 340; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (Ecole professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.

NANTES (Ecole d'apprentis à), I, 261. — Œuvre de Notre-Dame de Toute-joie, I, 290.

Napias (M. le Dr H.) Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger la santé des enfants travaillant dans l'industrie, XIII, 373.

NÉCROLOGIE. MM. Gabriel Dufrenoyt, II, 15; Isaac Duproy, 15; Benoit Fourneyron, 16; J.-B. Martin, 17; Martin Riess, 18; Roche, 19; J.-J. Roquebert, 20; Sallandrouze, 21; Sommier, 22. — Aug. Cochin, V, 131; Goldenberg, 132; Leclaire; 328; Philib. — Pompée, VII, 101; H. de Triqueti, 354; Goguel, 474; Maffre, 475; Sahler, 475; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62; De-fourneaux, 538. — Mange du Bois-des-Entes, IX, 206; Schlumberger, 639. — Ern. Labbé, X, 88; Isid. Carhian, 89. — Six Titus-salt; Henri Haffely-Patek; Vincent Dubochet; J.-B. Pastre; E. Moïana; A. Wallaert; Jean Brunet; Debain; Ch. Reboux; Heynin; Ch. Semon; M^{me} Chisholm; Miss Carpenter; Lud. Duchesne; Juteau; Weill-

Picard; Mathias; Ch. Gundelach, XI, 109; Schloss, 294; Germ. Thibaut, 390; Jules Riottot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310; El. Bachotet, 407; M^{me} Canonge, 408. — M. Hippolyte Topart, 477. — M. Courvoisier, XIII, 227. — M. Hénou aîné, *ibid.* — M. Cartier-Cresson.

NEUFOT (Orphelina de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.

NEVERS (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société, créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin) (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868, au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — L'instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, Inspecteur d'Académie à Lille, XII, 303. — Rapports sur les enfants blessés et mutilé X, 218.

NUSSE (M. Ern.), avocat. Conférence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot, *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336, 436; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner 4 livrets de la Caisse d'épargne, 323. — *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de, sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques (des 19-23 mars, 3 décembre 1877); 96; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187; — Rapport sur les internats d'apprentis, 305; — *Etude législative sur la pra-*

tique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 350; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474; — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504; — *Etude législative sur la pratique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers*, 513; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société, sur divers ouvrages publiés sous les auspices de la Société, 577; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la Commission des Internats d'apprentis, par), 105. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Cautelets, 216. — Les ouvriers meuliers de La Ferté-sous-Jouarre (Etude de), 368. — Rapport sur la réglementation de la condition des apprentis, 425. — Rapport sur les contradictions existant entre la loi du 4 mars 1851 et celle du 19 mai 1874 et le mode d'interprétation proposé pour les lever, 432. — L'arbre de Noël, 438. — Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les écoles d'apprentissage, XIII, 29. — L'institution Livet à Nantes, 103. — Les élèves apprentis des institutrices de charité, 353. — Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des apprentis de France, 362.

O

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.

OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III 398.

OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêté de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris, par M. Berger, membre de la Commission locale du XI^e arrondissement, XI, 172.

ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. (Voyez *Comités annexes*.)

ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.

ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.

ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, I, 290.

ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, I, 285.

ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, I, 292.

ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris, médaille d'argent, I, 292; IX, 253. — (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.

ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocation à la), Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocation d'un livret à l'), XII, 103.

ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Fourvières, IV, 21.

ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, IX, 252.

ŒUVRE des apprentis orphelins, à Auteuil (But de l'), X, 378.

ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy (Récompense à l'), I, 286.

ŒUVRE des vestiaires, VII, 184.

ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS, à Paris, rue

Saint-Jacques, 253 et 255, XII, 305; — Boulevard de Vaugirard, n^o 14, 307.

OFFRES d'apprentis à placer, V, 87, 133. — Par les patrons, de places d'apprentis, V, 249; — D'apprentis, 250; 329; 419; 479.

OISE (Œuvres du département de l'), III, 90.

Ollivier (Lettre d'adhésion de M.), IV, 5.

ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME PRÉSERVATRICE, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT — du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 241. — De garçons, à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Tarn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — Du Notre-Dame-de-Vouize, à Voison, XI, 429; — De la Ducheraie, commune de Cambon, 429; — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430; — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430; — De M^{lle} Génin, à Saint-Denis, 430; — De l'Adoption, XII, 459.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

OUVROIR Saint-Pierre, à Chartres, II, 334 De la Providence à Beauvais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geneviève, VIII, 480.

OUVROIR du V^e arr^t (École d'apprentissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Enseignement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), donnés aux ouvriers, VII, 99.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476.

PAPIER (Groupe syndical du), (Distribution des prix aux apprentis du), VII, 329. — Séance de distribution de récompenses, 437. — (Concours ouvert par la Chambre syndicale du), VIII, 119. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Chambre syndicale du), X, 85. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270. — (Règlement sur le concours des apprentis du), XIII, 211.

PAPIER PEINT (Distribution des prix à l'Œuvre des enfants du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — Distribution des récompenses, II, 275, 305. — (Note sur l'industrie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159 VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270.

PARENTS (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs: Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.

PARIS (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Par industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinck, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8.

PARTICIPATION de l'ouvrier aux bénéfices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godchaux, VIII, 128. — Dans la librairie de M. Masson, 134. — (Voy. *Caisses*.)

PASSEMENTERIE (Internat des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VII, 517.

PATRONAGES (Études sur les Œuvres de) par M. de Coulange, I, 208. — Dirigés par les frères des Écoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-

Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers (sous le nom de Saint-Jean), à Paris, I, 293. — Visite faite à deux Patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; — VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Sociétés d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage, à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage, dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 388; 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association, pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319.

PATRONAGES INDUSTRIELS. — (Voy. *Assistance paternelle*, *Société des*.)

PAYS-BAS (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

Paz (M. Eugène). Offre de son gymnase pour le dimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite *Ecole des Arts et Métiers*, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnellé, 86. — (Allocution de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fondée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Études sur les), par M. Héliard, III, 165 à 182. — Lettre de M. Scholss, V, 342. — (Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329.

— Pensions d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.

PENSIONNAT de jeunes filles, — de l'Église réformée à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294, VIII, 472. — (Voy. Orphelinats, Internats, Maisons.)

Pereire (M. Émile), fils. Rapport sur cinq Écoles professionnelles de Paris, I, 137.

Pericoli (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.

PÉRILS et police de l'atelier (discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arr. de Paris. — *Projet de Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels* I, 263. — Membre, puis secrétaire du *Comité judiciaire*, II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié: *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 406. — (Lettre à M. Engel - Dollfus) sur les *Accidents dans les Scieries mécaniques* (devant la jurisprudence), IX, 46, 91. — Comptes rendus du *Comité judiciaire*, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149. — Compte rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte rendu des séances ordinaires de

la Société, du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'Enfance ouvrière*: Histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. — Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149; — *Explication théorique et pratique de la Loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse, avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — *De l'Emploi des enfants dans les professions ambulantes des saltimbanques, acrobates*, etc., 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — Allocution sur la tombe de M. J. Riotot, 563. — *Le Travail des enfants dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'Acte anglais, concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218.

Périsse (Écoles établies à Lyon, par M. Antoine), III, 87.

Pernolet (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.

Péronne (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

Perrin (M. le Dr). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du Bronzage, 142.

Petit (M. Ch.), président-fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes. (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 428. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fonda-

teur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70.

Piel (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.

Piétri (M.), ancien Préfet de police, Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.

Pirmez (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.

PITHIVIERS (Œuvres établies à), III, 266.

Piver (M. Alphonse), Fondateur de la *Tutelle*, maison d'apprentis, à Paris, I, 86. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis, la *Tutelle*, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217. — Rapport des Censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, XIII, 315.

PLACEMENT des apprentis (*Comité du*), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419; VI, 527; VII, 28, 101, 191, 356, 479, 566; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157; du 8 juin, 313. — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du *Comité*, 321; IX, 115, 217, 359, 1^{er} fév. 1877, X, 91. — Séance du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102, XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. — (Rapport de M. Leroux, secrétaire du *Comité du*), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du *Comité du*), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le *Comité du*), 127. — (Lettre de M. de Coulange au), 296. — (Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulange, 396. — (Compte rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du *Comité de*), sur l'exercice 1878, par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du

20 juin 1879. — Rapport sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879 337. — Rapport sur l'exercice 1879, présenté par M. Is. Roche, vice-président, XIII, 53.

PLAISANCE. Orphelinat de jeunes filles, dirigé par le pasteur Paumier, I, 291; VII, 388.

POITIERS Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.

Poiré (M.). Livre sur les principales industries, IX, 104.

POLISSOIRS à ventilateurs, de M. Goldenberg, IV, 48.

PONT-AUDEMER. Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.

PONT-A-MOUSSON. Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.

PORCELAINE (Apprentis décorateurs sur), III, 279.

PORTUGAL. Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383.

Portz (M^{lle}) (Asile établi à Versailles, par), III, 95.

POUL-AR-BACHET (Finistère) (Ouvroir de), II, 333.

Pouyer-Quertier (M.), député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.

PRÉFECTURE DE POLICE (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2^e Commission locale de Paris, à M. le), X, 21; — (de l'ancienne 4^e Commission locale de Paris, à M. le), 115. — Statistique des apprentis et enfants, employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de Police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrice nommés par la), pour compléter le Service de l'Inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux Livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à M. le), 353. — Lettres à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364. — Rapports des inspecteurs sur le travail des enfants avec

les Commissions locales, 444. — Visa des certificats d'instruction, XIII, 152. — Etat des livrets délivrés en 1879, 154.

PRÉFET DE LA SEINE (Lettres à M. le), sur les Écoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs, VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Écoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires, sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332. — Circulaire aux instituteurs sur le certificat à délivrer aux enfants employés dans l'industrie, XIII, 150. — Circulaire sur les classes spéciales d'apprentis, 156.

Prétavoine (M.), député. Discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

Prévost et Lambert (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.

PRÉVOYANCE (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287.

Prieur de la Comble (M.), banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi IV, 114, et V, 38.)

PRIX décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)

PROCÈS-VERBAUX des séances de la Société, (Voy. *Société*.)

PROTECTION de l'enfance ouvrière (article de M. Robiquet, sur la), XI, 499.

PROTESTANT (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) de Neuhof, V, 396.

PRUSSE (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X, 167. — (Inspection du travail des enfants, dans les manufactures en), XII, 392.

PUTY (le), Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Béates de l'Instruction, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographe, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RAMONEURS. — (Voy. *Œuvre des petits Ramoneurs*.) — Les petits Ramoneurs, XIII, 225.

RAPPORT présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance; séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — (Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les); séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers, IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhouse, pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux Institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contremaîtres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'École professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148.

RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ POUR SURVEILLANCE, IX, 530; X, 9.

RECOUBEAU (Drôme), Maison de), II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.

RÉCRÉATIONS aux enfants, III, 396.

RÉFORME pénitentiaire (Art. de M. Robiquet), VII, 559.

RÈGLEMENT DU COMITÉ. (Voy. *Comités*.)

- REIMS.** Patronage, fondé par la Société industrielle, I, 295.
- RENNES.** Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, I, 291.
- Renault** (Léon), avocat, député; — nommé membre de la Commission supérieure du travail des enfants, XII, .
- REPOS** des dimanches et fêtes (Discussion sur le), II, 206.
- RESPONSABILITÉ.** Du patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, XII, 24. — Du patron employant un enfant dans une industrie non comprise dans le décret des 22-24 mai 1875, 137; — Pour défaut de surveillance, 142.
- Reuil** (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.
- Reverdy** (prix fondé par M.), IX, 357. (Legs), XI, 390.
- Rey** (M. l'abbé). Colonie de Cîteaux, IV, 27.
- RHONE** (Œuvres et institutions du département du), III, 77.
- Ribains** (M. l'abbé de), directeur du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, IX, 249.
- RIBEAUVILLÉ.** Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, II, 334.
- Richter-Linder** à Bâle (Etablissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.
- Riess** (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.
- Riottot** (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du Papier peint. — Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du Papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du Papier peint, VII, 160; VIII, 249; IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de), XI, 562.
- Risse** (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393. — Sa lettre, 435.
- Rivarol** (M. le C^{te} de), Directeur de la *Maison de Famille*, II, 261.
- Robert** (M. Charles), anc. conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — (Circulaire de), secrétaire général du Ministre de l'Instruc-

tion publique, adressant un exemplaire du n^o 2 du Bulletin de la Société, à tous les procureurs et principaux des lycées et collèges de l'Empire, I, 102. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses de la Soc. paternelle de l'Ebenisterie et des Fleurs et Plumes, II, 145. — Discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réélu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'Ebenisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'Etat, V, 41. — Discours sur l'Enseignement technique, à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'Ecole professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre, 421. — Son discours à l'Assemblée de la Soc. des Fleurs et Plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des Fleurs et Plumes VI, 398. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les Assurances paternelles, VII, 89. — Conférence intitulée : Ecole ou prison, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528. — Aux enfants du Papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des Fleurs et Plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468. — à la 3^e distribution des prix de la Société de protection, IX, 231; — aux apprentis de M. Chaix, 620. Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480. — Discours à la distribution des prix de l'Ecole professionnelle de M. Chaix, XII, 451.

Robert (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La Société de protection et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.

Robin (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rap-

port sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du *Comité des accidents de fabrique*, son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.

Robin (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.

Robiquet (M. Paul). Compte rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; de M. Groult, 420. — d'une visite à l'atelier de M^{me} C., III, 434. — Secrétaire du *Comité des publications* de la Société. — Membre de l'ancienne 4^e Commission locale, Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du *Comité des publications*, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Paris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6^e Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65.

Roche (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulonge, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28; — sur l'exercice 1879, XIII, 53.

Roche (M^{me} Eugénie), en religion sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles employées dans le commerce, XI, 431.

Roche (Nécrologie sur M.), II, 19.

Roche-GUYON (LA). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.

Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. — Voy. *Horlogerie*.

Rolland, directeur-général des manufactures; vice-président en 1867 I, 35.

Rollin (Les apprentis du collège), I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.

Roquebert (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.

Rostaing (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, — 208.

Rothschild (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.

Rothschild (M. le baron Edmond de). Sa lettre au Maire du IX^e arrond^t. (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398

ROUEN (Rapport sur le travail des enfants, à), III, 54.

Roussel (M. l'abbé), Directeur de l'*Œuvre des Apprentis orphelins*, à Paris-Auteuil, IX, 253.

Roussel (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.

Rouvenat (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur M.), VII, 564.

Rouville (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.

RUILLÉ-SUR-LOIR (la communauté des sœurs de), VII, 387.

RUSSIE (Fondation d'écoles professionnelles, en), VI, 376.

WORKHOUSE. (Établissements de couture), VI, 451.

S

SACRÉ-CŒUR (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.

Sahler (A.). (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.

SAINT-BRIEUC (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.

SAINTÉ-CATHERINE (L'Œuvre de), Lyon.

SAINTE-FOY (Colonie agricole de) (Dordogne) (Rapport de la), XII, 383.

SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES (Vendée) (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.

Saint-Mauris (René de). Études sur les Sociétés paternelles, fondées par les patrons, à Paris, I, 229.

SAINT-NICOLAS (Œuvre de). — (Voy. Œuvre).

Saint-René-Taillandier (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Soc. paternelle de l'Imprimerie, IV, 54.

SAINT-VINCENT-DE-PAUL, I, 310. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.

Sajou (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 149; 305.

SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

Salicis (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.

Sallandrouze de Lamornaix (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

Salle (le vénérable Abbé de la) fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.

SALUBRITÉ DES ATELIERS (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669.

Sarda (Fabrique de velours de M.), I, 303. — (Rubannerie de M.), II, 390.

Saunier (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, X, 293.

Saveney (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

SAVOIE (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275; 320.

SAXE (Écoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.

Say (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

SCHLESWIG-HOLSTEIN (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hapsen, XII, 394.

Schneider (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

SCIÉRIES mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578).

SCULPTURE (État de l'Enseignement technique de la), (à Paris), V, 340.

SÉANCES de la Société. — (Voy. Société.)

SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108.

SEINE-ET-OISE (Œuvres et institutions de), III, 95.

SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.

Serstevens (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.

Sérurier (M. le C^{te}). Sa communication sur les enfants de l'Imprimerie, III, 218. — Président de la Soc. paternelle des enfants de l'Imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.

SERVICE ALIMENTAIRE des élèves des écoles communales: Rapport présenté à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, par M. Julien Hayem, XII, 51.

SILÉSIE (Voy. Inspection).

Simon (M. Jules). Discours sur l'instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Discours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.

Sivan (M^{lle}), à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'Établissement de), 376.

Smiles (M. Samuel). Son ouvrage: la *Vie de Stéphen*, III, 40.

SOCIÉTÉ des Amis de l'Enfance, I, 222, 287. — Fonde la *Maison de famille*, II, 261.

SOCIÉTÉ des Amis de l'instr. populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.

SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques, IV, 23.

SOCIÉTÉ d'émulation du comm. et de l'industrie, de la Seine-Inférieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.

SOCIÉTÉ d'encouragement au bien.
(Séance de la) dirigée par M. Honoré
Arnoul, V, 247; VI, 424.

SOCIÉTÉ d'encouragement de la Bi-
jouterie, Joaillerie et Orfèvrerie
X, 256. — Reconnue comme éta-
blissement d'utilité publique, 265.
— (Statuts de la), 266.

SOCIÉTÉ d'encouragement des ou-
vriers. — Lettre de M. Fougè-
rousse, entrepreneur de travaux
publics, XI, 107.

SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION aux béné-
fices, formée pour faciliter l'étude
pratique des diverses méthodes de
participation du personnel, dans les
bénéfices de l'entreprise, XII, 301.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS (Con-
stitution de la), X, 186.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse:
Ses vœux, en forme de projet de
loi sur le travail des enfants, III,
297.

SOCIÉTÉ DE L'ORPHELINAT DE LA SEINE
(Assemblée générale de la), XI, 288.

SOCIÉTÉ de tempérance, XI, 291.

SOCIÉTÉ générale, pour le patronage
des libérés; But, XI, 289, 556.

SOCIÉTÉ de patronage des Alsaciens-
Lorrains; son but, XI, 288.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à
Lyon, IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les
patrons (Etudes sur les), par M. de
Saint-Mauris, I, 229. — (Distribu-
tion de récompenses aux), II, 145.
— (Situation, en 1868, des), 274.

SOCIÉTÉ de prévoyance et de secours
mutuels de la maison Leclaire. —
Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS
ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES
MANUFACTURES. — (Séance prépara-
toire de la), I, 32. — Statuts pro-
visoire, 33. — (Conseil de la),
35. — (Comités de la), 36. — (Com-
missions de la), 37. — (Séance d'inau-
guration de la), I, 45. — Compte
rendu financier, 60 et 61 (Réception
par l'impératrice Eugénie d'une
députation de la), 99. — Séance du
10 septembre 1867, 183. — Séance
solennelle pour la distribution des
récompenses (27 octobre 1867), 271.
— Séance du 12 décembre 1867,
314. — (Mention de la) dans l'exposé
de la situation de l'Empire, 361. —

Séance du 23 février 1868, II, 3.
— Compte rendu financier, 12. —
Séances du 25 mai, 179; du 9 juin,
194. — Reconnue comme établisse-
ment d'utilité publique, Décret,
175. — (Subvention accordée à
la), 179. — Séance du 19 juin,
209. — (Vœux exprimés par la),
253. — Séance solennelle du
27 décembre 1868, 319. — Dis-
tribution des récompenses, 331.
— (Les Sociétés de secours
mutuels et la), 434. — Séance du
20 mars 1869, III, 3. — (Alloca-
tion, par la ville de Paris, à la),
106. — Séance du 12 juin 1869,
158. — Statuts, 487. — (Propa-
gande pour relever l'âge des ap-
prentis, organisée par la), 489. —
(Ecrits fixant l'âge des appren-
tis, mis à la disposition des indus-
triels par la), *ibid.* — Séance gé-
nérale du 19 juin 1870, IV, 3. —
Réunion du 6 août 1871, 105;
du 8 novembre 1870, 114. —
Assemblée générale du 23 décem-
bre 1871, V, 6. — Exposé finan-
cier, pour 1871, 12. — Séance gé-
nérale du 8 février 1872, 33. —
Sa situation et son *Bulletin* en
1872, 3. — (Propagande pour
accroître les souscripteurs perpé-
tuels de la), 31, 34. — (Comités
annexes de la), 35. — (Lettre du
Ministre de l'Inst. publ. accordant
une subvention à la), 89. — (Lettre
du Min. du Commerce accordant
une subvention à la), 90. — Séance
générale du 4 avril 1872, 135;
du 2 mai, 183; du 6 juin, 251. —
(Compte-rendu financier trimestriel
de la), 91. — Allocation de la ville de
Paris à la), 251. — (Compte rendu
financier de la), 91, 263. — (Don du Min.
de l'Intérieur à la), 331. — Compte
rendu financier, 343, 459. — Séance
du 7 novembre 1872, V, 421. — Pro-
cès-verbal de la séance du 9
janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars
1873, discussion sur la loi du tra-
vail des enfants, 345; — du
1^{er} mai 1873, 381. — Demande
un traité international, pour le tra-
vail des enfants, 350, 386. — Compte
rendu financier, 388. — Obtient un
diplôme de mérite à Vienne, 428.
— Séance du 2 juillet 1873, 428;
du 6 novembre 1873, 457; — (al-
location par les Ministères de l'In-
térieur et de l'Agriculture à la),
457. — Instructions pour les mem-
bres correspondants, VI, 530. —
Séance du 8 janvier 1874, VII

41. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 7 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le Ministère de l'Intérieur à la), 481. — Compte rendu financier, 12, 488. — Séance du 6 janv. 1875, VIII, 5. — Compte rendu financier, 12. — Séance du 4 mars 65; — du 13 mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste des récompenses, 543. — Séances du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285. — Séance du 6 juillet, 365. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1^{er} mars, 97; — du 3 mai, 193; — du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — Voy. *Statuts*.) — Participation à l'Exposition universelle de 1878. (IX, 528. — Allocation de M. le Ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le proviseur du Lycée Louis-le-Grand, 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1877, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur décerné à la Société par M. le Ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son Bulletin trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte rendu finan-

cier de l'année 1878, 321. — Séance du 6 nov. 1879, 409. — Programm des prix à décerner en 1880 à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 5. — Séance du 15 janv. 1880, 11; — du 8 avril 1880, 112. — Compte rendu de la distribution des récompenses de la 5^e fête de l'enfance ouvrière, 229. — Rapport sur l'exercice 1879-1880 de la Société et les récompenses qu'elle décerne, 232. — Allocation de M. le Président de la Société, 256. — Séance du 1^{er} juillet 1880, 305. — Rapport des Censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, 345.

SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL (Patronages de la), I, 220, 286.

SŒURS BLEUES (Maisons des), II, 367.

SŒURS DE MARIE-AUXILIATRICE. — Leur internat d'apprenties, IX, 329.

SŒURS FIDÈLES compagnes de Jésus. Leur orphelinat, IX, 509.

SŒURS de Saint-Vincent-de-Paul. (Patronages dirigés par les), I, 218.

SOIE (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3.

Sommier (Nécrologie de M. Pierre-Alexandre), II, 22.

SOURDS-MUETS. Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335.

— Atelier de lingerie, au Puy, pour les), 335. — (Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — Société pour les publications, à l'usage des), X, 99.

Spuller (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation, XII, 73.

Sriber (M. Alphonse). Article sur l'Inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11.

STATUTS provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.

Steinheil, I, 305. — (Ecole d'apprentis de M.), 381.

Stephenson (L'avis des), par Samuel Smiles, III, 40.

STRASBOURG (Ecole israélite des Arts et Métiers, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.

SUBLINE (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.

SUCRERIES (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 142.

SUÈDE (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171. — (L'instruction industrielle en), XIII, 105.

SUISSE (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Bâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en), 345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. — Observations de M. Ro-biquet sur la nouvelle loi, 694.

SURVEILLANCE MATERNELLE (Maison de), à Lyon, III, 88.

SURVEILLANT (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.

Suzainnecourt (C^{ie} de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.

SYDNEY (Australie) (Exposition de), XII, 309.

T

TABAC, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.

TABLETTERIE (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.

Taborin (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.

Talbert (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.

Tallon (M. Eugène). Avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264; — Ses discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du

Comité judiciaire, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la loi du 19 mai 1874*, sur le travail des Enfants employés dans l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4^e Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcé par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685.

TAPISSIERS (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165. — Statuts du Patronage des), 532. — (Chambre des), IX, 354.

TEINTURERIE de soie (rapport sur la) de M. Gilet-Piéron, à Lyon, I, 337.

Teisserenc de Bort (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.

TEMPÉRANCE (Société française de), VIII, 53; IX, 215.

Thénard (M. Arnould). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéron, I, 337. — Etude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvrières, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.

Thiriez (MM.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335; 257.

Thorel (M.), conseiller municipal de Paris, délégué cantonal, IV, 27.

TISSAGE (Ecole théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132.

Tonnellé (M^{me}) et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.

Topart (M.), vice-président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation. Son discours, X, 374.

TOUAGE de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.

TOULOUSE (Organisation des apprentis, à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.

TOURS (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-le-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.

Trapp (M.), I, 306. — Son École d'apprentis à Mulhouse, 378.

TRAVAIL. (Enquête sur les conditions du), VIII, 486.

TRAVAIL DES ENFANTS. En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — (Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — (Étude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205; 264. — (Règlement sur le), 277. — (Observations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussions sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Ibid.* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Ibid.* sur le travail insalubre, 248. — Établissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instructions sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — (Documents

relatifs à la loi sur le), 420. — (Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. Lois.) Dans l'arrachage de la betterave, les sucreries et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn; XI, 671. — Frais d'inspection du, XII, 443. — (Rapports des Commissions locales avec MM. les inspecteurs du), 444.

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — Enquête et règlement d'administration sur le) VIII, 192. — Décret du Ministre du Commerce, relatif au travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 137.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (École de M.), à Lyon, III, 86.

TROYES. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292.

Turney (M. R.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; — rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'inobservation de la loi de 1874, 375.

Turquetil (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi du travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (Ouverture de La). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le Min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 152.

TYPOGRAPHES (École professionnelle, fondée par M. Chaix pour les), notice et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de Comptabilité, 496. — Distribution

des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une Maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye, pour les), II, 221, V, 369. — (Ecole professionn. de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix, VII, 523; VIII, 455, X, 396; XI, 545; XII, 403, 451.

V

VACANCES. — (Voy. *Infants*.)

VAGABONDAGE (Enquêtes sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du), par M. Marjolin, 119. — (Cas de), 347. — (Le) et le Dépôt de la Préfecture de police, XI, 109. — Arrestation de vagabonds, XII, 307

VALENCE (Drôme), (Orphelinat de), I, 289.

Valroger (M^{lle} de), à Caen (Bannière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même Maison, 376.

VERRERIES ET CRISTALLERIES. Verre-rie de M. Boissière, I, 303. — (L'enfant dans les), I, 350. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 465. — (Règlements des enfants dans les), III, 111. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants dans les), par M. Dubois, IV, 46. — (Emploi des enfants, dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget, pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission, par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget, pour les enfants de la), 410. — (Voy. *Céramique, Cristalleries*.)

VERSAILLES (L'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M^{lle} Portz, à), I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. — (Société de la Caisse des écoles, à), IV, 90.

VERVIERS (Belgique). (Association pour la réforme en faveur des enfants à), III, 306.

VESTIAIRES (But de l'Œuvre des), VII, 184.

Vevey, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie. Discours, X, 362.

VIDALON-LES-ANNONAY (Papeterie de), II, 405; V, 476.

VIENNE (L'*Athenæum* de) VI, 451. — (Rapport sur l'Enseignement primaire, à l'Exposition de), par M. Buisson, IX, 483.

VILLE DE PARIS (Voy. *Paris*).

Villeminot (Règlement de la manufacture de M. Jouanny), II, 309.

Vilpède et Gamba, I, 308. — (Ateliers de MM.), II, 266.

Viollet-le-Duc (M.). Sa conférence sur l'enseignement des arts du Dessin, X, 172.

VISITES du Ministre de l'Instr. publ. à divers établissements industriels : Chaix, etc., II, 258.

VIZILLE. (Manufacture de M. Durand à), I, 302; — (Note sur la même), II, 391.

Vœux exprimés par la Société de protection, et présentés au Ministre, II, 253; — des Délégations ouvrières, sur les apprentis, 290.

W

Wolf (M.), École d'apprentissage, I, 174.

Wolowski (M.). Rapport sur une médaille à décerner, II, 23. — Le travail des enfants dans les manufactures, cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, leçons des 14 et 17 avril 1868, II, 91. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 171.

Wickam (M. Georges), président de la ch. syndic. des Instruments et Appareils de l'art médical. — Observations au sujet du Musée de M. Twining de Twickenham, XII, 308.

Z

ZURICH (Législation relative aux enfants, dans le canton de), III 469.

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES



MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE ;
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ;
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ;
LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris.
Adelson-Montaux, propriétaire.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Agard (Michel), à Marseille.
Alamagny, P., à Saint-Chamond (Loire).
Albert, négociant, à Paris.
Andreëff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Petersbourg (Russie).
Archino-Valenti, à Paris.
Arlès-Dufour, négociant.
Asile (l') de Vincennes.
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lisieux.
Aubert (L.), à Nancy.
Auger, propriétaire, à Paris.
A. x x x.
Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres.
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barreswil (feu), ancien secrétaire de la Société de protection.
Barreswil (M^{me}).
Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.
Bellay (M. de), à Paris.
Bérard (P.), trésorier de la Société de protection.
Berger (H.), à Montbéliard.
Berteaux, à Paris.
Berthier, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris.
Bertrand, ingénieur civil, à Paris.
Besson, dir. de la Belle-Jardinière, à Paris.
Besson (le docteur Eug.), à Paris.
Bigo-Danel, imprimeur, à Lille.
Bixio, libraire-éditeur, à Paris.
Blache (le docteur), à Paris.
Blanche, manufacturier, à Puteaux.
Blanzay, à Boulogne (Pas-de-Calais).

Boissière, maître-verrier au Gast (Orne).
Boucicaut (M^{me}), négociant, à Paris.
Boulenger, à Choisy-le-Roi.
Brault, maître de forges.
Bréant, fabricant de châles, à Paris.
Brenot (M^{me}), à Paris.
Butenval (comte de).
Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris.
Cail, constructeur-mécanicien, à Paris.
Carcenac, maire du H^e arr^t, à Paris.
Cartier-Bresson père, à Paris.
Cartier-Bresson fils, à Paris.
Cartier-Bresson (F.), à Paris.
Cartier-Bresson (C.), à Paris.
Cartier-Bresson (J.), à Paris.
Cartier-Bresson (L.), à Paris.
Cartier-Bresson, anc. négociant à Paris.
Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris.
Cartier-Bresson (Louis), à Paris.
Gary, négociant, à Paris.
Chabert (J.), à Chomérac.
Chaix, imprimeur-typographe, à Paris.
Chambre des notaires, à Paris.
Chambre syndicale du caoutchouc, à Paris.
Champonnois, ingénieur civil, à Paris.
Charlier, à Buckarest.
Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse.
Chiris (E.), à Grasse.
Chiris (S.), à Grasse.
Clotilde (la princesse).
Colcombet, fabricant, à Saint-Étienne.
Collège Rollin (le), à Paris.
Colleson, négociant, à Paris.
Commission locale du VI^e arrondissement, à Paris.
Compagnie des forges du Creusot.
Compagnie générale marit., à Paris.
Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
Couturier, à Vizille (Isère).

(1) Les noms des Membres perpétuels figurent également sur la Liste générale des Sociétaires ci-après.

Cuvillier, négociant, à Paris.
Damon, négociant, à Paris.
Davanne, chimiste, à Paris.
Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
Delaporte (Georges), ingénieur, à Lillers.
Délerot (Emile), à Versailles.
Delicourt, à Paris.
Deschiens, constructeur-mécanicien, à Paris.
Desfontaines, horloger, à Paris.
Dheur, à Paris.
Dietsch, à Lièpyre (Haut-Rhin).
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dommartin, à Paris.
Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
Du Boys, notaire, à Paris.
Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
Dumas secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, Président de la Société.
Dumas (Alexandre).
Duplay (le professeur), à Paris.
Dupont et Hervé, manufacturiers, à Paris.
Dupont et Deschamp, fab., à Beauvais.
Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
Durenne, fab. de chaudières, à Courbevoie.
Dussautoy, à Paris.
Dutfoy (G.), négociant, à Moscou.
Dutfoy (S.), négociant, à Moscou.
Duvergier, ingénieur-construct., à Lyon.
Ecole d'Aix.
Ecole d'Angers.
Ecole centrale des arts et manufact.
Ecole de Châlons.
Ecole d'horlogerie de Cluses.
Ecole des mineurs de Saint-Etienne.
Ecole des mines.
Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
Ecole normale supérieure.
Ecole des ponts et chaussées.
Engel (Alfred), à Mulhouse.
Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures.
Engel (Gustave), à Mulhouse.
Engel Dollfus (Fr.), à Mulhouse.
Engel-Gros, à Mulhouse.
Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
Fauquet-Lemaistre, à Bolbec.
Féray, (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.
Follot (Félix), fabricant de papier peint, à Paris.
Frémont-Mustel, à Paris.
Froger de Mauny ancien magistrat, à Paris.
Fromage, fabricant, à Paris.
Froment-Meurice, orfèvre, à Paris.
Froment-Meurice (M^{me}).
Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
Gobley, de l'Académie de médecine.
Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
Godillot (Alexis), à Paris.
Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
Gosselin (le professeur), à Paris.
Goullier (le colonel), à Paris.

Gouvy (H.), maître de forges, à Dieulouard.
Goy, à Paris.
Gratien-Milliet, manufacturier.
Griffon, négociant, à Paris.
Grosselin (A.), à Paris.
Guerlain (A.), à Paris.
Guerlain (J.), à Paris.
Guillou, négociant.
Guillout, fabricant, à Paris.
Guimet (Emile), à Lyon.
Guizot (Guillaume), à Paris.
Gundelach, duc de Bade.
Hamelin, manufacturier, à Paris.
Herbette (M^{me}), née Barreswil, à Paris.
Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
Hubault, à Paris.
Hughes, parfumeur, à Grasse.
Hulot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
Husny-Bey (le commandant).
Jacqz, président de la Société la *Philanthropie commerciale*, à Paris.
Joannès Vintry, à Lyon.
Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
Joriaux, négociant, à Paris.
Jullien, filateur, à Rouen.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
Kœchlin frères, à Mulhouse.
Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.
Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
Landon, négociant, à Paris.
Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
Laumonier, manufacturier, à Flers.
Laurent-Richard, à Paris.
Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
Leclert, négociant en bois, à Paris.
Le Coustellier, manufacturier, à Abbeville.
Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Roubaix.
Lefèvre (Emile), négociant, à Anvers.
Legrand, secrétaire de la Société des *Amis des sciences*.
Lemaire, fabricant, à Paris.
Lemaréchal (M^{lle}), à Paris.
Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
Lemoine (H.), fabricant de meubles, à Paris.
Leroux (Emile), ingénieur, à Paris.
Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.
Liebig (Johan), à Reichenberg (Bohême).
Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
Loreau (A.), à Paris.
Lung frères, à Moussey.
Lycée Condorcet.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Fontanes.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).
Maillard, ancien négociant, à Louviers.
Mallet, négociant, à Paris.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Marjolin (le docteur), à Paris.
Marochetti (M^{me} v^e), à Paris.
Martin, manufacturier, à Tarare.
Martin-Baron, à Paris.
Masquelier fils, au Havre.

Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la *Société d'Ours-camps*.
Meunier (Félix), rentier, à Paris.
Meuriot (le Dr André), à Paris.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.
Migneret, à Paris.
Millescamps, à Paris.
Moisset-Foye, à Paris.
Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (duc de).
Mouchy (duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant, à Paris.
Müller (A.), manufacturier, à Paris.
Murat (princesse).
Najean, manufacturier, à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.
Newton-Scott (Charles), à Paris.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orfèvre, à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.
Payen, négociant en soieries, à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste, à Paris.
Peltoreau, manufacturier, à Paris.
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), Dr en droit, *Secrétaire de la Société de protection des apprentis*.
Perrin (le Dr), à Paris.
Petit (Francis), à Paris.
Piat, fondeur en métaux, à Paris.
Pillet (M^{re}), à Paris.
Piver, fabricant de parfumerie, à Paris.
Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.
Porion, distillateur, à Wardrecques.
Prévot, avoué, à Paris.
Raingo (Victor), à Paris.
Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Ranchon (Georges), architecte, à Paris.
Rapet, inspecteur général honoraire de l'enseignement primaire, à Paris.
Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.
Richard aîné, fabricant, à Paris.
Richard (Max), député.

Richou, à Paris.
Robert (Charles), directeur de la compagnie *l'Union* (Vie), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*.
Robin (Albert), le docteur, à Paris.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour de Paris.
Rondelet, chasublier, à Paris.
Rothschild (baron de), à Paris.
Roy, négociant, à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale).
Schaeffer, à Aubervilliers.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants, à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société de la Vieille-Montagne.
Société industrielle de Reims.
Souplet, à Saint-Quentin.
Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'agriculture et du commerce.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.
Teste, manufacturier, à Lyon.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet.
Trapp, à Mulhouse.
Trille (Edmond), à Paris.
Trille (P.), à Paris.
Turner (Luke), à Londres.
Vancauwenberghe, Seys (E.), **Snowden et Cie**, filateurs à Dunkerque.
Vatry (M^{re} la baronne), à Paris.
Vatry (baron Edgar de), à Paris.
Verde-Delisle (Ad.), à Paris.
Verde-Delisle (Paul), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Vintry (J.), à Lyon.
Vuillamy (Edward), à Tillières-sur-Avre (Eure).
Wappler (C.), agent général de la Société suisse d'assurances de Winterthur.
Weens, employé de commerce à Paris.
Weldon (M^{re}), à Paris.
Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

Abadie, fabric., rue Saint-Martin, 257.
Acker (Emile), fabricant de registres, rue Neuve-des-Petits-Champs, 29.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Achaintre, régleur, rue Saint-Martin, 129.
Adelson-Montaux, propriétaire, rue Cambon, 19.

Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Albert, nég., boul. Haussmann, 58.
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 121.

(1) Avis. — MM. les Membres de la *Société* sont priés de signaler (avant le 1^{er} novembre 1881) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce *Répertoire* de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

Alicot (M^{me}), rue Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), maître des requêtes au Conseil d'Etat, avenue de Messine, 14.
Allain, négociant, rue Dieu, 10.
Allegri, banquier, rue Richer, 19.
Allmayer, négociant en tissus élastiques rue d'Hauteville, 26.
Alphand, ing^{en} en chef des ponts et chaussées, rue Largillière, 7.
Althoffer, manuf. de draps, à Gebwiller (Alsace).
Amos (Jacques), manufacturier, à Wasse-lonne (Alsace).
Amson (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.
Amson (G.), — — — — —
Andelle, verrier, à Épinac (Saône-et-Loire).
André (M^{me} et J.), au Vieux-Thann (Alsace).
Andreëff (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Petersbourg (Russie).
Archdeacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 15.
Archino-Valenti, rue Malesherbes, 17.
Arles-Dufour, négoc., rue du Conservatoire, 41.
Armingaud (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 11.
Arnal (Léon), juge suppléant, au Trib. de Nantes.
Arthus (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.
Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Attias, nég^t, 13, rue de l'Entrepôt.
Auber, officier de marine en retraite, hôtel du Parlement, boul. de la Madeleine.
Aubergier, doyen de la Faculté des sciences, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, 28, boulevard de la Chaussée, Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubès (Marcel), inspecteur départemental du travail des enfants, allée Saint-Etienne, 13, Toulouse (Haute-Garonne).
Aubriet (Maurice), rue St-Quentin, 22.
Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeûneurs, 33.
Aubry-Vitet, rue Barbet-de-Jouy, 9.
Aucoc (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.
Audiffred (J.-F.), boul. des Capucines, 8.
Auger (C.), prop., rue des Moulins, 21.
Avril (Charles), place Malesherbes, 8.
Babey, manufacturier, à St-Pierre-les-Calais (Nord).
Bac, fabricant, r. Porte-Foin, 12.
Bachelier, pr^e, r. Nve-des-Mathurins, 64.
Backer (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hill (Lemington).
Badin (A.), filateur à Barentin (Seine-Inférieure).
Badoulleau-Levillain, r. d'Hauteville, 20.
Baëcque (E. de), ancien nég., rue Guichard, 7.
Baëcque (Ch. de) et Beau, fg. Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue St-Denis, 168.
Baille (Elie), ancien président de la Chambre de commerce, à Nancy.
Baillet, manufacturier, à Viroflay (Seine-et-Oise).

Baillienecourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerie d'Egmont (M^{me}), rue Legendre, 4.
Balsan (C.), manufacturier, rue de la Baume, 6.
Balsan, fab. de draps, rue de la Baume, 6.
Bapterosses, manufacturier à Briare (Loirel).
Baraban, architecte, rue Perronnet, 72, à Neuilly-sur-Seine.
Baradoc (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barallon, à Saint-Etienne (Loire).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, maire, membre du Conseil général, à Mazamet (Tarn).
Barbier, directeur des douanes, à Chambéry (Savoie).
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Bardin, f^r d'art. en pl., r. de Bondy, 48.
Barluet (H.), gérant de la Société des faïenciers de Creil et de Montreuil, rue des Pyramides, 20.
Baron (E.), avocat, rue de Lille, 101.
Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 16.
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 10.
Baude, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale-Saint-Honoré, 10.
Baudoin (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.
Baudou, place du Palais-Bourbon, 6.
Baudouin, président du Conseil des Prud'hommes, boul. Péreire, 186.
Baudrillart, membre de l'Institut, avenue Mélanie, 12, Bellevue (Seine-et-Oise).
Baugrand (Georges), boulevard Haussmann, 37.
Baugrand (M^{me}), propriétaire, boulevard Haussmann, 37.
Baumgartner et Schweisguth, à Mulhouse (Alsace).
Bayvet (G.), boulevard Haussmann, 82.
Bazin, avocat, à la Banque populaire, rue des Cloîtres-St-Martin, 3, à Angers (Maine-et-Loire).
Beaufonds (de), rue Verneuil, 52.
Beaufour, syndic, rue Croix-des-Petits-Champs, 25.
Beer (J.), rue Neuve-des-Mathurins, 34.
Béhier (A.), rue de l'Arcade, 36.
Belhatte, graveur, 16, rue M.-le-Prince.
Bellay (de), boulevard Beaumarchais, 91.
Bellet, négociant, quai de Béthune, 18.
Bellon (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
Beluze, rue de Madame, 75.
Bernard, propriétaire, rue de Vincennes, 116, à Montreuil-sous-Bois.
Bérard, ingénieur, rue de Tractir, 9.
Bérard (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, trésorier de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.
Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
Berger-Levrault, impr. libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Berger (Henri), de la maison Ed. Sghler, filature et tiss., à Montbéliard.
Bernard, de la maison Bonjean, à Saint-Etienne (Loire).

Bernier, directeur de la papeterie d'E-charcon, par Mennecy (S.-et-Oise).
Bernot, présid. de la Commission locale, à Troyes (Aube).
Bernutz (le Dr), de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 7 bis.
Berteaux, rue d'Aboukir, 10.
Berthaud, membre de l'Union nationale, rue Cadet, 9.
Berthe et Wulveryck, fabricants de boutons, à Jenlain, arr. d'Avesnes (Nord).
Berthier, ancien présid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.
Berthier (Ch.) fils, rue de Sèze, 30.
Berthier (G.) fils, rue de Sèze, 30.
Berthier (M^{me} V^e), rue de Châteaudun, 22.
Berthier (M^{me}) aînée, r. de Rivoli, 194.
Berthier (M^{me}) jeune, r. Tronchet, 2.
Bertin (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 11 bis.
Bertinot, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 10.
Bertrand (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
Bessan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
Besselièvre (Ch.) manufacturier, rue de Crosne, 24, à Rouen.
Besserat (le père), rue Rataud, 2.
Besson (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.
Beyne, marchand tailleur, à Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne).
Besançon, chef de bureau à la Préfecture de police.
Bezançon, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, 187.
Bianchi, agent de change, rue Jean-Goujon, 6.
Biays, rentier, rue des Pyramides, 24.
Biays (M^{me}), rue des Pyramides, 24.
Bigo-Danel, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).
Bigo (Emile), trésorier de la Société industrielle, à Lille (Nord).
Binder (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 102.
Binot de Villiers, avocat, r. Pigalle, 57.
Birauneau, pass. Tocanier, 15 (Fbg.-St-Antoine, 240).
Bischoffsheim, banquier, r. Neuve-des-Mathurins, 34.
Bixio (Maurice), libraire, r. Jacob, 26.
Biver, directeur de Saint-Gobain, rue de Sèvres, 91.
Blache, doct^r-médecin, r. de Suresnes, 5.
Blache (René), rue de Suresnes, 5.
Blaise, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Rouen.
Blanche (le docteur), rue des Fontis, 15.
Blanche, manufacturier, maire de Puteaux, conseiller général de la Seine, à Puteaux (Seine).
Blandin (M^{me} V^e), pl. de la Madeleine, 19.
Bobin, boulev. Saint-Michel, 121.
Bocquet, nég., r. de Rivoli, 150.
Bohne, fabricant, rue des Partants, 9.
Bois, imprimeur en taille-douce, rue du Cardinal-Lemoine, 77.
Boissière, maître verrier, au Gast, par Mortrée (Orne).
Bonjean (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.

Bonnaric (M^{me} Charles), avenue de Messine, 44.
Bonnaud, négociant, rue de Chabrol, 40.
Bontemps à (M^{me}), Amboise (Indre-et-Loire).
Bontemps, ancien maître verrier, à Amboise.
Bornot (Aug.), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy, 4.
Bouasse-Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
Bouchet (Ernest), banquier, r. du Vallot, 6, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
Boucicaut (M^{me}), nég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 135-137.
Bouilhet (H.), l'un des direct. de la maison Christoffe, r. de Bondy, 56.
Bouilhet (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
Boulanger (Narcisse) fils, propriétaire, à Guînes (Pas-de-Calais).
Boulenger, fab. de faïence, à Choisy-le-R.
Bouley, de l'Institut, inspecteur général des écoles vétérinaires, rue des Saints-Pères, 84.
Boulley (M^{me}), rue Monceau, 65.
Bourdon, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
Bourdon (H.), rue de l'Échiquier, 30.
Bourez, manufacturier, à Béville-le-Comte (Eure-et-Loire).
Bourgoin, rue Lafayette, 126.
Bournat, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
Bourreau, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
Bourreille (de), ancien sec. général du Ministère des Travaux publics, rue de Tournon 12.
Boussod, rue Chaptal, 9.
Boyard fils (M^{me} V^e) et **Brinon**, manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise).
Boyer et Rolland, fondeurs, rue de l'Asile-Popincourt, 10.
Brault et Bethouart, fondeurs en métaux, à Chartres (Eure-et-Loire).
Bréant, fabricant de châles, r. d'Aboukir, 60.
Brenac frères, fab^{rs}, Mazamet (Tarn).
Brenguier, ingénieur civil, à La Bouille (Seine-Inférieure).
Brenot (M^{me}), rue de Verneuil, 44.
Breton (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 19.
Breul (Ch.), avocat à la Cour de Paris, rue des Ecoles, 40.
Briou, marchand de chevaux, rue Basse-du-Rempart, 48.
Brissonneau frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf^{re}).
Brizard, propriétaire, r. Saint-Fiacre, 17.
Brochard (Ed.), rue du Temple, 151.
Broglie (Paul de), rue de Vaugirard, 25.
Broquant et C^{ie}, fabricants de filets de pêche, à Dunkerque.
Brunner-Lacoste, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
Bucquet, inspect. général des établissements de bienfaisance, r. Volney, 6.
Burat, agent de change, rue Lafayette, 46.
Burnat (Emile), manufacturier, à Nant-sur-Vecvey (Suisse).
Butenval (comte de), rue Miroménil, 34.
Cabin (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, rue Rambuteau, 52.

Gadilhon (Georges), avocat, sous-préfet à Valognes (Manche).
Cadon, courtier d'assur., r. Drouot, 14.
Cahen d'Anvers, banquier, rue de Grenelle, 118.
Cahen (Edmond), rue Bergère, 28.
Gail et Cie, ingénieurs-mécan., quai de Grenelle, 15.
Caille (F.), fab. de tissus, à Amiens.
Calla, ancien memb. de la Chambre de commerce, 8, r. des Marronniers, à Passy.
Callon, agent général de la Cie du touage de la Seine, r. St-Louis-en-l'Île, 3.
Callot (M^{me} ve), r. Caumartin, 19.
Camus (fils aîné), rue Barbette, 2.
Camus (fils jeune), rue Barbette, 2.
Canonge, directeur de la Tutelle, rue Albouy, 27.
Ganson et Montgolfier, fabricants de papier, à Vidalon-lès-Annoy; Paris, r. de Palestro, 29.
Capronnier, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Washington, 15.
Carcaassonne (M^{me} ve C.), vêtements confectionnés, à l'Isle (Vaucluse).
Carcenac, maire du II^e arrondissement, r. Neuve-des-Capucines, 20.
Cardeilhac, orf.-coutel., r. de Rivoli, 91.
Carlhian (M^{me} ve), r. du Faubourg-Poissonnière, 39.
Carré (Charles), 58, boulevard Voltaire.
Carriot, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, boulevard Saint-Michel, 79.
Carrière, filateur, à Ganges (Hérault).
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (H.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (F.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.
Cary, nég., rue du Grand-Chantier, 7.
Cassella (E.), fabricant de peignes, rue Lafayette, 237.
Castel (C.), m^d de soies, à Saint-Étienne.
Cauvet, miroitier, Faubourg-Saint-Antoine, 109.
Cavaillé-Coll, f^t d'org., av. du Maine, 15.
Cecille, fabricant de papeterie, à Meulan (Seine-et-Oise).
Célérier, nég., rue Monthabor, 15.
Cerf, imprimeur, rue Duplessis, 59, Versailles (Seine-et-Oise).
Cerf et fils, fabricants, boulevard de Sébastopol, 59.
Cerfbeer, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Lorraine A.).
Chabert et Cie (J.), à Chomérac (Ardèche).
Chabrier (L.), r. Neuve-des-Mathurins, 34.
Chaix (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 37.
Chambon-Lacroisade, fab. de fers à repasser, faub. Poissonnière, 183.
Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet.
Chambre syndicale de l'Union des filateurs, à Aubenas (Ardèche).
Chambre syndicale des Entrepre-

neurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.
Chambre syndicale du Caoutchouc, rue d'Aboukir, 2.
Chambre syndicale des Carrossiers, avenue du Roi de Rome, 8.
Chambre de commerce de Toulon et du Var, à Toulon (Var).
Champonnois, ingénieur civil, rue Neuve-des-Petits-Champs, 45.
Chappotteau, négociant, rue Cuvier, 14.
Chardin, m^d de soies, r. aux Ours, 40.
Charlier (Timothée), ingénieur, à la Villa, à Ouchy-Lausanne (Suisse).
Charmet aîné, nég., r. de Châteaudun, 22.
Charnelet, apprêteur d'étoffes, rue Oberkampf, 98.
Charpentier, horloger, r. Garancière, 7.
Chartiau, architecte, rue du Sommerard, 35.
Chartreux (les) de la Grande-Chartreuse.
Charvet, membre de l'Union nationale, rue d'Hauteville, 62.
Chateau, usine Farcot, à Clichy (Seine).
Chatillon (de), fabricant d'huiles, boulevard Saint-Germain, 134.
Chauchat, chef de cabinet au Minist. de l'Agricult., boul. Haussmann, 121.
Chevalier, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 61.
Chevallier (Ludovic), manufacturier (couvertures), rue Porte-Madeleine, 42 à Orléans (Loiret).
Chirade (Arm.), négociant en beurre, rue de Marivaux, 11.
Chiris (E.), Grasse.
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, Grasse.
Christofle, orfèvrerie, r. de Bondy, 56.
Claudon (G. fils), p^{re}, b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} ve), q. de la Tournelle, 27.
Claudon (M^{me} G.), r. de la Boétie, 59.
Clémandot, ingén. civil, r. Brochant, 18.
Clerc (fils), de la m^{re} Clerc, Kayser et Cie, au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.
Clerc, manufacturier, à Vierzon-village (Cher).
Clermont (de), nég., r. Barbette, 41.
Coignet, manufacturier, rue de Lafayette, 130.
Colcombet, fab. de rubans, à St-Etienne.
Collège Rollin (le), avenue Trudaine.
Collège St-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Colleson, nég., quai de la Loire, 22.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Collin, horloger, 118, rue Montmartre.
Collin, négociant, rue Quincampoix, 15.
Collinot, parc des Princes, boul. d'Auteuil, 11, à Boulogne (Seine).
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de droit, 126, b. Saint-Germain.
Colombier, manufacturier, à Haubourdin, Lille (Nord).
Commission locale du travail des enfants, du V^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants, du V^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants, du VI^e arrondissement.

Commission locale du travail des enfants, du VIII^e arrondissement.
Comité de la Confession d'Augsbourg, 3, rue des Epines, à Montreuil-sous-bois (Seine).
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie d'assurances sur la vie l'Union, rue de la Banque, 15.
Compagnie des forges du Creusot.
Comptoir veuve Lyon-Alemand, r. Montmorency, 13.
Contadeur, manufacturier à Orléans (Loiret).
Copin, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 13.
Coquais, joaillier, 14, rue Chabannais.
Coquerel, président de la 4^e Commission locale de l'arrondissement de Versailles, rue de Clichy, 23.
Corbin, manufacturier, 9, rue Montaigne.
Corbran, constructeur, aux Chartreux, Petit-Quevilly (Seine-Inférieure).
Cormouls-Houlé, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Cornély (Maximilien), négoc., rue d'Hauterive, 21.
Corrard (A.), rue de Monsigny, 47.
Cossé, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.
Cottreau, propriétaire, rue de la Ferme-des-Mathurins, 40.
Coulon (Henri), avocat, cité Malesherbes, 42.
Coulon, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 42.
Coulonge (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.
Couroy (de), dir. de la C^{ie} d'Assurances générales, r. de Richelieu, 85.
Cousin, biblioth. de la Ville de Paris (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.
Cousin (M^{me}), avenue de l'Opéra, 13.
Couturier, chez MM. Durand, fr., à Vézille.
Crespin, industriel, Saint-Pierre-lès Calais (Pas-de-Calais).
Crété, imprimeur, à Corbeil (Seine-et-Oise).
Crochard, ancien libraire-éditeur, rue Médecins, 7.
Crouet, juge au Tribunal de commerce, r. Taitbout, 80 (cité d'Orléans).
Dabin (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (Loire-Inférieure).
Daguin, négociant, rue Château-Landon, 44.
Dailly, membre de la Société centrale d'agriculture, rue Pigalle, 69.
Dallemagne, prop., q. des Orfèvres, 6.
Dambricourt frères, fabricants, à Hallines (Pas-de-Calais).
Damon (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.
Danset (Joseph), fil., à Marcq-en-Barœul (Nord).
Darblay (P.) fils, rue de Rivoli, 80.
Darboy, ancien négociant et ancien juge au tribunal de Commerce, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Darmoy (Jules), rue Neuve-Saint-Augustin, 22.
Dauphin, nég., à Saint-Etienne (Loire).

Davanne (A.), chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 82.
David (André), à Saint-Etienne.
David, Trouiller et C^{ie}, rue des Jeûneurs, 24.
Davillier (Léopold), rue de la Chaussée-d'Antin, 64.
Davillier, rue Roquépine, 14.
Decaux, sous-directeur des Gobelins, r. Notre-Dame-des-Champs, 107.
Decauville, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
Decœur, pâtissier, rue Mouffetard, 33.
Deffez (Louis), constructeur d'instruments de physique, r. St-Séverin, 34.
Degousse, batteur d'or, Faubourg-Saint-Martin, 147.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Dehors, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.
Delacour, entrepreneur de peinture, rue Fondary, 47.
Delacroix-Vaucher, à Mulhouse.
Delafoy (L.), Argenteuil (Seine-et-Oise).
Delagrave (Ch.), édit., rue Soufflot, 13.
Delaissment, inspecteur du travail des enfants, à Reims (Marne).
Delalain frères, imp., rue des Ecoles, 56.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique, cité Rougemont, 4 bis.
Delaporte (M^{lle}), fab. de fleurs, r. de la Montagne, 1, Courbevoie (Seine).
Delaporte (Georges), ingénieur, à Lillers (Pas-de-Calais).
Delassus-Famechon et fils, à Amiens.
Delatre (Carlos), filateur, rue du Curoir, 48, à Roubaix (Nord).
Delavigne (M.), boulev. Haussmann, 45.
De la Vallée, rue de Lisbonne, 57.
Délerot (Emile), bibliothécaire de la ville, à Versailles.
Delettrez, parfumeur, rue Richer, 54.
Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.
Délicourt, Faubourg-Saint-Honoré, 43.
Delisle, architecte, rue de Provence, 7.
Denière (M^{me}), boul. Malesherbes, 29.
Denis, court. en vins, port de Bercy, 40.
Denis (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-Daniel, près Mayenne.
Depresle (O.), rue de la Victoire, 94.
Depresle (H.) fils, — — —
Depresle (M^{me}) — — —
Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, place de la Bourse, 7.
Dernis, commissaire-priseur, boulevard Haussmann, 132.
Deroche, prop., av. de la Tourelle, à St-Mandé.
Deroy, brocheur, r. de Fleurus, 39.
Descat, teinturier, à Amiens (Somme).
Deschiens, construction d'appareils télégraphiques, b. Saint-Michel, 123.
Descourt (D.), rue des Fabricants, 44, Roubaix (Nord).
Desfontaines, horloger, galerie Montpensier, 13 (Palais-Royal).
Desgenetals frères, à Bolbec (Seine-Inf.).
Demazes, directeur de la verrerie, à Vierzon (Cher).
Despont, brossier, rue de l'Ouest, 4 (XIV^e arrond^t).

- Destailleur**, peigneur de laine, à Amiens (Somme).
- Destors** (M^{me}), boul. Saint-Michel, 95.
- Desurmont**, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).
- Detourpe**, filateur, à Fourmies (Nord).
- Deutsch**, négoc., rue de Flandre, 403.
- Dewalque**, directeur des usines de la Vieille-Montagne, à Bray-Lu (Seine-et-Oise).
- Dheur**, rue du Val-de-Grâce, 9.
- Didot** (P.), juge au Tribunal de commerce. rue de Beaune, 2.
- Dietsch**, manufacturier à Liepvre (Alsace).
- Dietz-Monin**, manufacturier, rue du Château-d'Eau, 41.
- Directeur de la Société civile des houillères de Ronchamps** (H^{te}-Saône).
- Divry** (Charles), maire du XIV^e arrondissement, rue Morère, 7.
- Doll**, inspecteur du travail des enfants dans les manuf.,
- Dollfus** (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
- Dollfus** (Auguste), à Mulhouse.
- Dollfus** (E.), manufacturier, à Mulhouse.
- Dollfus** (G.), manufacturier, à Mulhouse.
- Dollfus** (Jules), à Mulhouse.
- Dollfus** (E.), coloriste, à Dornach.
- Dollfus** (Jean), à Cannes.
- Dollfus-Dettwiller**, à Mulhouse.
- Dommartin**, rue Saint-Lazare, 58.
- Donon**, avenue Gabriel, 42.
- Doublet**, manufacturier à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Doucet**, rue de la Paix, 24.
- Douvin**, filateur, à Fourmies (Nord).
- Drouin**, négociant en drogueries, avenue de l'Opéra, 43.
- Drouyn de Lhuys**, rue François-Premier, 55.
- Dubaut**, rue Neuve-des-Capucines, 48.
- Dubonnet** (V^e), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.
- Dubourguet**, boul. Magenta, 33 bis.
- Dubrunfaut**, chimiste, ruelle des Meuniers, 6, à Bercy.
- Dubuffe** (E.), rue d'Aumale, 15.
- Duchesne-Fournet**, à Lisieux.
- Ducher**, rue de Richelieu, 42.
- Ducholet** (M. le docteur), président de l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes rue de la Verrerie, 2.
- Ducloux**, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.
- Ducray-Chevallier**, opticien, place du Pont-Neuf, 45.
- Duroquet** (Alfred), papetier, rue de Cléry, 42.
- Dugour**, fabricant de boutons, 462, faubourg Saint-Martin.
- Duffoure d'Antist**, maire de Charbuy, par Auxerre (Yonne).
- Dulac**, ing. des arts et manufactures, rue d'Hauteville, 65.
- Dumas** (J.-B.), membre de l'Académie française, secrét. perpét. de l'Académie des Sciences, *Président de la Société de protection des apprentis*, rue Saint-Dominique, 3.
- Dumas** (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.
- Dumas** (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 98.
- Dumas-Gardeux**, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 15.
- Dumoulin-Froment** (M^{me}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
- Duplay**, professeur agrégé de la Faculté de médecine, r. de la Bruyère, 56.
- Duponchel** et C^{ie}, verriers, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
- Dupont** (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
- Dupont et Fould**, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).
- Dupont et Hervé**, manufacturiers, rue d'Aboukir, 6.
- Dupuy de Lôme**, membre de l'Institut, rue Saint-Honoré, 374.
- Durand** (A.), manufacturier, à Tours.
- Durenne**, constructeur, à Courbevoie.
- Duriez**, filateur de lin, à Seclin (Nord).
- Dusacq**, éditeur d'estampes, boulevard Poissonnière, 14.
- Dutertre**, inspecteur départemental du travail des enfants, à Rouen, quai du Havre, 8.
- Dutfoy**, à Moscou.
- Dutfoy** (G.), nég., à Moscou (Russie).
- Duvergier** (A.), ingénieur-constructeur, rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
- Ecole Centrale des Arts et Manufactures.**
- Ecole des Arts et Métiers d'Aix.**
- Ecole des Arts et Métiers d'Angers.**
- Ecole des Arts et Métiers de Châlons.**
- Ecole des Mines**, boul. Saint-Michel, 60.
- Ecole des Mineurs de St-Etienne.**
- Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais.**
- Ecole des Ponts et Chaussées**, rue des Saints-Pères.
- Ecole d'Horlogerie de Cluses.**
- Ecole Normale supérieure**, à Paris.
- Elchens**, constructeur d'instruments de précision, rue Denfert-Rochereau, 77.
- Elambert**, rue de Londres, 23.
- Elèves du pensionnat des frères de Passy**, rue Basse, à Passy.
- Engel-Dollfus** (Fr.), manufacturier, vice-président de la Société, r. St-Fiacre, 9.
- Engel** (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
- Engel** (Gustave), manufact., à Mulhouse.
- Engel** (Eugène), élève de l'Ecole centrale, rue Saint-Fiacre, 9, à Paris.
- Engel** (Michel), relieur, rue du Cherche-midi, 94.
- Engel-Gros**, manufacturier, à Mulhouse.
- Engelman** (G.), à Mulhouse.
- Erdevén**, avocat, rue Payenne, 4.
- Erlanger** (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
- Escaille** (de l') et **Bonnet**, faub. Poissonnière, 34.
- Esnault-Pelterie**, directeur de l'Orphelinat de Crosnes (Seine-et-Oise).
- Estelle**, inspecteur du travail des enfants, à Nîmes (Gard).
- Fabre** (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.
- Fachette**, fabricant, r. Saint-Anastase, 40.
- Faconnet**, graveur, rue Mandar, 4.
- Fannien**, manufacturier, à Lillers (Pas-de-Calais).
- Faucon** (Jos.), au château des Bruyères, lès-Rouen (Seine-Inférieure).
- Fauquet-Lemaître**, manufact., à Bolbec

Faure-Baulieu, fabricant, rue de Tanager, 48 et 20 (Villette).
Fauvelle-Delebarre, fab. de peignes de caoutchouc, boul. Bonne-Nouvelle, 40.
Favart (M^{me} ve), rue Pierre-Charron, 61.
Favier, fleuriste, rue des Jeûneurs, 27.
Favre, frères, Mulhouse.
Fayaud, négociant, r. Saint-Denis, 76.
Feil, f^r de verres d'optique, r. Lebrun, 36.
Feldtrappe (Xavier), graveur sur cylindres, Faubourg-Saint-Martin, 120.
Féray, filateur, à Essonne (Seine-et-Oise).
Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
Fère, vice-président de la Chambre de commerce, b^{ard} Haussmann, 79.
Féron-Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille.
Ferré (Armand), ingénieur civil, à Tours (Indre-et-Loire).
Ferrière (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
Flévet (Edouard), raffineur de sucre, Sain-le-Noble, arrond. de Douai (Nord).
Flandin (Clovis), rue Michel-Lecomte, 23.
Flentiaux, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 22.
Fluhr (H.), à Mulhouse.
Fliche (Louis), avocat à la Cour, rue Madame, 32.
Flipo et Parent, fabricants, à Tourcoing (Nord).
Follot (F.), fab^r de papier peint, rue Beccaria, 40.
Fontaine, anc. nég., r. de la Pépinière, 48.
Fontenille (Paul de), propriétaire, à Cahors (Lot).
Forget, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 44.
Fosset-Pecquerieux, filateur, à Sains (Nord).
Fouché-Lepelletier, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
Foucher, libraire, rue de Fleurus, 41.
Fouchet (M^{me}), Faub.-Poissonnière, 21.
Fouchet (A.), de la maison P. Fouchet, frères, r. du Faubourg-Poissonnière, 7.
Fouchet, banquier, r. du Faubourg-Poissonnière, 7.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, avenue des Champs-Élysées, 438.
Fourdinols (Henri), fab^r d'ébénisterie, rue Amelot, 46.
Fourment (B^{os} de), Amiens (Somme).
Foville (D^e), directeur de l'asile des aliénés, à Quatremares, près Rouen (Seine-Inférieure).
Franchomme, professeur au Conservatoire de musique, rue Blanche, 67.
Francillon, teinturier, à Puteaux.
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 44.
Frété, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 42.
Friedel, ingénieur des mines, boulevard Saint-Michel, 60 (école des Mines).
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 170.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnétal.
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.

Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fumouze fils, boulevard Magenta, 89.
Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 415-417.
Gaillard, épicier, rue Pastourelle, 15.
Galas, directeur de la filature de l'Abbaye, par Erres (Seine-et-Oise).
Galet, rue d'Hauteville, 33.
Gallay (J.), adjoint au maire du VIII^e arrondissement, rue de la Pépinière, 49.
Gallien, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
Gandy (Paul), docteur en médecine président du Patronage Saint-Joseph à Bagnères de Bigorre (Hautes-Pyrénées).
Ganne (J.-B.), rue Soubise, 31, à Saint-Ouen (Seine).
Garnier (Charles), père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 43.
Garnier (Charles), fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Gasté (M^{me} V^e), rue du Faubourg-Saint-Denis, 162.
Gau, filateur, à Pont-de-Tarn, par Mazamet (Tarn).
Gaudchaux-Picard (Henri), fabricant de draps, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gaupillat, fabricant d'amorces, rue des Petites-Ecuries, 54.
Gautreau, banquier, rue St-Lazare 124.
Gellé, parfumeur, rue d'Argout, 35.
Gely, filature et tissage mécaniques, à Huttenheim, près Benfeld (Alsace).
Genotel (M^{me}), avenue Herbillon, 1, Saint-Mandé (Seine).
Geoffroy, avenue de Marigny, 27.
Geoffroy-Saint-Hilaire, directeur du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
Georges (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Etienne.
Gérardin (M^{me} ve) propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
Gerard père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Geraud (Louis), docteur en droit, r. de Fleurus, 23.
Gerault, négociant en papier, r. Montmorency, 40.
Gérôme, art. peintre, boul. de Clichy, 63.
Getz (S.), négoc., rue d'Enghien, 12.
Gibon, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 40.
Gillet (F.), père, à Lyon.
Gillet (F.), fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Charles-Dallery 5 et 7.
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
Gindre (C.), r. du Puits-Gaillot, à Lyon.
Giot, avoué d'appel, rue aux Ours, 32.
Giot, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
Girard, directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'Agriculture et du commerce.
Giraud, président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue Neuve-des-Petits-Champs, 64.

Glénard, fab. de filets, Faubourg-Poissonnière, 12.
Godchaux, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 10.
Godillot (Alexis), fab. d'équipem. militaires, r. Rochechouart, 54-61.
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
Goldschmidt (Léo), rue Murillo, 10.
Goldschmidt (F.), négociant, rue La Rochefoucauld, 27.
Gonthier-Dreyfus, papeterie, boulevard Magenta, 41.
Gosselin, président de la Commission locale de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
Gosselin (le Dr), rue des Pyramides, 3.
Gouin, vice-président de la Chambre de commerce, rue Cambacérès, 4.
Goulier (le colonel), rue Vanneau, 49.
Goupil, éditeur de gravures, r. Chaptal, 9.
Goupy, (Victor), imprimeur, rue de Rennes, 74.
Gourdault, (M^{me}), avenue des Tournelles, 7, à Saint-Mandé.
Gouvy, maître de forge à Dieulouard (Meurthe-et-Moselle).
Goy, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
Grados, estampéur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
Graugnard (Dr G.), rue Caumartin, 52.
Graux, avocat à la Cour d'appel, rue Perrennet, 69 par de Neuilly (Seine).
Gravelin fils, rue Charlot, 10.
Gréard, insp. gén., direct. de l'enseign. prim. de la Seine, à la Sorbonne.
Grellou, nég., rue François 1^{er}, 21 et 23.
Gresland, filateur, place d'Aligre, 2.
Grieninger, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.
Griffon, nég., rue de la Pompe, 69.
Grimault, quai Jemmapes, 66.
Grognet (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
Grohé, fab. de meubles, av. de Villars, 4.
Gros, rentier, rue Saint-Antoine, 187.
Gros Roman Marozeau, à Wesserling.
Grosselin, architecte, quai de la Mégisserie, 14.
Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 12, et à Vitry (Seine).
Gruner, inspecteur gén. des mines, rue d'Assas, 90.
Gruyelle, fabricant et maire de la commune à Hevin-Lietard (Pas-de-Calais).
Guastala (M^{me}), r. de la Chaussée-d'Ant., 47.
Gueneau de Mussy (Dr Henri), rue du Cirque, 15.
Guenot, rue Saint-Denis, 183.
Guény (M^{me} ve), rue de l'Arcade, 20.
Guéret, constructeur d'appareils à boissons gazeuses, pass. Saint-Sébastien, 13.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 45.
Guerlain (A.), parfumeur, r. de la Paix, 45.
Guidou (M^{lle} E.), rue des Pyramides, 29.
Guignery (Alfred), peintre sur métaux, rue de Lancry, 44.
Guillemin frères, orfèvres, rue des Moulins 20.
Guillet, papetier, directeur du *Bulletin de la Papeterie*, rue Bleue, 38.
Guillou, nég. en huiles, rue Pavée, 18, au Marais.

Guillout, fabricant, avenue du Trocadéro, 158.
Guimet (Emile), fabricant, à Fleurieu-sur-Saône, par Fontaines (Rhône).
Guinet, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
Guizot (Guillaume), rue Monceau, 42.
Guy, négociant, quai de Valmy, 29.
Guy, fondeur à Rennes (Ille-et-Vilaine).
Haas, fabricant de casquettes, rue du Temple, 74.
Hache, manufacturier, à Vierzon (Cher).
Hachette et C^{ie}, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
Haquelon, négociant rue de Turenne, 39.
Hallé (Louis), artiste-peintre, faubourg Saint-Honoré, 157.
Halma, vérificateur de travaux en bâtiments, r. Libergier, à Reims.
Halphen (A.), bijoutier-joaillier, rue Lafayette, 18.
Halphen (G.), rue Taitbout, 2.
Halphen (J.), négociant, rue Drouot, 12.
Hamel, tapissier, rue de Vallier, 60, Levallois-Perret (Seine).
Hamelin, manuf., av. de Messine, 26.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 26.
Haret, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 14.
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
Hartmann-Reichard, à Erstein (Alsace).
Hartog (J.), manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
Hatzfeld (Léon), ingr civil, à Nancy.
Haussmann (baron), député, rue Boissy-d'Anglas, 12.
Hayem père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
Hecht (Myrtil), négociant, r. Bleue, 29.
Hecht (Albert), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
Hecht (Henri), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
Heilbronn (J.), négociant, r. Richer, 52.
Heillmann-Ducommun et Steinlen, Mulhouse (Alsace).
Heilmann frères, à Mulhouse.
Helbronner (Maurice), négociant, rue de Cléry, 9.
Hélie (Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, président du *Comité judiciaire* de la Société, rue Duban, 48 (quartier de la Muette).
Hellot (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
Hémery (Victor), maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Presle (Seine-Inférieure).
Hémonel (E.), emballleur, r. St-Denis, 210.
Hendlé (E.), avocat, r. de Châteaudun, 17.
Hénon, fils aîné, courtier en marchandises, r. Notre-Dame-des-Victoires, 44.
Henry-Lepaute, horloger, r. Lafayette, 6.
Herbette (M^{me}), née Barreswil, rue Saint-Florentin, 16.
Hérédia (de), conseiller municipal de Paris, boulevard Péreire, 147.
Héricé, bijoutier, rue du Parc-Royal, 21.
Herisey, imprimeur, à Evreux (Eure).
Hermann, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 162.
Hermann, négociant, r. d'Hauteville, 43.
Hermann (W.), nég., r. d'Hauteville, 42.

Hersent, entrepren. de travaux publics, rue de Naples, 4.
Hortemathe, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), rue Saint-Martin, 292.
Herzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Hié, fabricant de toiles, à Bailleul (Nord).
Hiéland, fab. de fleurs, r. du Quatre-Septembre, 2.
Hoche, négociant, rue Colbert, 2.
Hodde (Lucien de la), avocat, rue de Lafayette, 36.
Hodgson Pratt, Esquire, 150, Strand, Londres.
Hombert, président du Patronage des apprentis, à Orléans.
Horie, manufacturier, à Maubeuge (Nord).
Horwit, rue Clauzel, 22.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), boulevard Voltaire, 96.
Hubault, prof. d'histoire au lycée Louis-le-Grand, rue Bonaparte, 13.
Hubnet (Albert), manufacturier, rue de Téhéran, 9.
Huet, ingénieur en chef, au Pavillon de Flore (Tuileries).
Huguenin (Louis), à Mulhouse.
Hugues, parfumeur, à Grasse.
Hulot, direct. de la fab. des timb.-poste, place Vendôme, 26.
Hulme, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inf^{re}).
Humann, avocat à la Cour de Paris, rue de Passy, 40.
Humbert, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
Hussenot, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Laffite, 13.
Hutchinson, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
Hutter, adm. délégué de la C^{ie} générale des verreries de la Loire, à Rive-de-Gier (Loire).
Isidor (Lazare), grand rabbin de France, place des Vosges, 14.
Jacquin, mécanicien, rue Pernelle, 12.
Jacquin, bijoutier, rue de la Perle, 3.
Jacqz (G.), président de la *Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine*, rue Neuve-Bossuet, 16.
Jamme, à Mazamet (Tarn).
Jannin (M^{me} Phil.), rue de Provence, 49.
Japy (Em.), fabricant d'horlogerie, rue de Turenne, 114.
Javey, nég., rue Saint-Denis, 224.
Jay (Raoul), avocat à la Cour d'appel de Paris, rue Madame, 71.
Jessé, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 43.
Jeuffrain (P.), manufact., à Louviers.
Joannès, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 118.
Joinville (baron Maurice de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 4.
Jolibois, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue d'Argout, 18.
Jolifié, brodeur, rue des Fontaines-du-Temple, 13.
Jolivard et C^{ie}, négociants, r. du Bac (Petit Saint-Thomas).

Joly (Pierre-César), constructeur en fer, Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly (Pierre-Théophile), constructeur en fer, Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, carrefour de l'Odéon, 2.
Jouanny, Faubourg-du-Temple, 70.
Jouguet, directeur des forges de Bes-sèges (Gard).
Jourdain, propr., boul. Malesherbes, 50.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue Blanche, 53.
Jubin (Emile), commissionnaire en marchandises, rue de Chabrol, 69.
Juillard et Mégnin, à Mulhouse.
Julien le général, r. de Provence, 60.
Kamper (Henri), contremaître, r. de Reully, 73.
Kahn (J.), négociant, rue d'Hauteville, 42.
Kientzy (Victor), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Kientzy (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Klein (Gustave), percepteur à Greta-sur-Isère (Savoie).
Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Koechlin (J.), rue Saint-Pierre, 9.
Koechlin (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Koechlin (Rodolphe), manufacturier, à Mulhouse.
Koechlin (Fritz), à Mulhouse.
Koechlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Koechlin frères, négoc., à Mulhouse.
Koechlin-Steinbach (Alfred), rue Rovigo, 19.
Kehler (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
Kuhlmann, manufacturier, à Lille.
Kullmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse.
Küss, cons. des hypoth., à Mulhouse.
Kussel, nég., rue Mogador, 44.
Labarthe, rue Jacob, 19.
Labbé (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Choiseul, 15.
Labbé (M^{me} v^e E.), rue de Choiseul, 15.
Laboulaye (Ed.), sénateur, directeur du Collège de France.
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
Lachaud, avocat à la Cour d'appel, rue Bonaparte, 11.
Lacour (J.-B.), appréteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace).
Lacroix, fleur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimart (Drôme).
Lacroix, fab. de pap., rue Mazarine, 60.
Lagarde (l'abbé), vicaire général, rue de Babylone, 26.
Lagoutte (J.), ancien mait. de forges, rue Saint-Honoré, 372.
Lagrenée (M^{me}), rue Portalis, 9.
Laisné (Omer), courtier de commerce, rue de l'Echiquier, 30.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.
Lallemand, rue Joubert, 14.
Lambert, conseiller à la Cour des comptes, rue Godot-de-Mauroy, 1.
Lambert (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
Lamé-Fleury, ingénieur en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Ver-neuil, 62.

- Lamette** (M^{me}), brodeuse en perles, rue du Faubourg-Saint-Denis, 224.
- Lamourette et Leroux** frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).
- Landofs**, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges (Haute-Vienne).
- Landon**, négociant, rue Montorgueil, 67.
- Lang** (Emmanuel), fils, filateur, à Nancy.
- Lang et fils**, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Bas-Rhin).
- Langénieux** (M^g), archevêque de Reims (Marne).
- Langenhagen** (de) fabricant et juge au Tribunal de Commerce, à Nancy.
- Langlois de Neuville**, chef de division au Ministère des travaux publics, rue d'Amsterdam, 21.
- Langlois**, marbrier, président du Syndicat général, r. Folie-Méricourt, 24.
- Langlois**, nég. en soies, r. du Four-Saint-Germain, 52.
- Laniel** (Eugène), manufacturier (toiles), à Vimoutiers (Orne).
- Lannes** (J.-L.), manufacturier, à Agen.
- Lantiez** (l'abbé), directeur du patronage de Nazareth, rue de Bantzig, 4.
- Lantz** (Lazare), à Mulhouse.
- Laporte**, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Nevers (Nièvre).
- La Roche-Joubert**, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.
- Larrey** (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, député, rue de Lille, 94.
- Larsonnier** (G.), négociant, rue des Jeûneurs, 23.
- Lassource**, fabricant, à Mazamet.
- Latry**, fab. de couleurs et bois durci, boulevard Saint-Martin, 42.
- Laumonnier**, manuf., à Flers (Orne).
- Laurent aîné**, fondeur-mécanicien, à Dijon (Côte-d'Or).
- Laurent-Richard**, rue de Rivoli, 94.
- Laurin**, fabricant de faïences, à Bourgl-Reine (Seine).
- Laval** (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.
- Laveissière** (E.), r. de la Verrerie, 58.
- Laveissière** (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.
- Laveissière père**, admin. du Comptoir d'escompte, rue de la Verrerie, 58.
- Lavollée**, ancien préfet, avenue de la Muette, 4.
- Lebaudy**, raffineur de sucre, rue de Flandre, 23.
- Lebel** (G.), architecte, à Montchanin-les-Mines (Saône-et-Loire).
- Leblanc** (J.), boul. de Strasbourg, 65.
- Leblan frères**, filateurs à Lille (Nord).
- Lebon**, fab. de boîtes, r. Bo uchardon, 45.
- Le Bris** (M^{me}), boul. Malesherbes, 89.
- Leclert** (C.), notaire, à Charenton.
- Leclert** (le docteur), b. Malesherbes, 37.
- Leclert**, n^e en bois, G^{de}-Rue, 41 (Auteuil).
- Lecomte**, fabricant, 220 rue Saint-Martin.
- Le Coustellier** (C.), manufacturier à Abbeville (Somme).
- Leduc**, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.
- Lefébure** (Léon), ancien sous-secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, av. Montaigne, 73.
- Lefebvre** (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
- Lefebvre-Ducatteau**, man., à Roubaix.
- Lefèvre** (Emile), nég., en laines, à Anvers (Belgique).
- Lefèvre**, fab. de vernis, r. d'Aboukir, 115.
- Lefranc**, fab. de coul., r. de Turenne, 61.
- Lefranc** (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 56.
- Legendre**, nég., rue Laffitte, 47.
- Legendre**, r. Saint-André-des-Arts, 49.
- Legentil**, membre du Comité consultatif des arts et manufact., r. Paradis-Poissonnière, 51.
- Legouez** (M^{me}), rue de Larochehoucauld, 28.
- Legouvé**, de l'Acad. franç., r. St-Marc, 14.
- Legrand** (A.), nég., av. des Champs-Élysées, 37.
- Legrand** (les fils de Th.), filateurs, à Fourmies (Nord).
- Le Hénaff** (François), avocat à la Cour de Paris, rue de Madame, 56.
- Léhieux**, banquier, r. Drouot, 3.
- Lelogeais**, nég., port de Bercy, 12.
- Lelogeais** (M^{me}), port de Bercy, 12.
- Lelong** (Théodore), chef de la blanchisserie de Courcelles, r. de Courcelles, 153.
- Lemaigre**, fabricant, rue de Birague, 14.
- Lemaire**, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
- Lemaistre-Pavotte et fils**, manufacturiers, à Bolbec.
- Lemaître** (Léon), manufacturier, à Bolbec.
- Lemaître**, rue de l'Université, 34.
- Le Maout**, procureur de la République, à Dreux (Eure-et-Loir).
- Lemarchand**, manufacturier, à Rouen.
- Lemarchéchal** (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
- Lemarchéchal** (M^{me}), rue Chapon, 3.
- Lemoine** (M^{me} E.), rue des Sablons, 80.
- Lemoine** (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 47.
- Lemoine Montigny**, directeur du Gymnase, rue de la Tour, 75.
- Lemoine-Montigny** (C.), r. de la Tour, 75.
- Lemoine-Montigny** (D.), r. de la Tour, 75.
- Le Moine** (L.-A.), manufacturier, à Plessis-Offranville (Seine-Inférieure).
- Lentaingne**, notaire, r. Louis-le-Grand, 41.
- Leroux** (Emile), ingénieur civil, r. Louis-le-Grand, 4.
- Leroux**, dépositaire de M. Bruzon, fab. de cérule, à Tours, r. Bourthoum, 42.
- Le Roy**, anc. maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Havre, 7.
- Leroy** (J.), fabricant de papiers peints, rue Lafayette, 470.
- Le Roy-Dufour**, ancien manufacturier, rue Saint-Lazare, 75.
- Letestu**, fab. de pompes, r. du Temple, 114.
- Letourneur** (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
- Levaigreur** (F.), rue Taitbout, 80.
- Levaigreur** (M^{me} F.), rue Taitbout, 80.
- Levaigreur** (M^{me}), rue Taitbout, 80.
- Levainville et Rambaud**, manufacturiers, rue du Parc-Royal, 14.
- Leyes**, tapissier, place de la Madeleine, 3.

- Liebig** (M^{me} la b^{ne}), à Reichenberg (Bohême-Autriche).
- Linars**, inspecteur du travail des enfants dans les manufact., à Orléans (Loiret).
- Linzeler** (E.), joaillier-orfèvre, boulevard de la Madeleine, 17.
- Lœwenguth**, manuf., à Strasbourg.
- Lœwenstein**, nég., rue de La Rochefoucauld, 27.
- Loiseau** (M^{me}), rue Maubeuge, 61.
- Loizillon** (M^{lle}), inspectrice générale des saltes d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 17.
- Loreau** (A.), rue de Milan, 11 bis.
- Lorme** (A. de), passage Saulnier, 18.
- Loyzel**, administ. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
- Luc**, tanneur-corroyeur, à Nancy.
- Lung**, fr., à Moussey, pr. Sémonot (Vosges).
- Lycée Fontanes**.
- Lycée Henri IV**.
- Lycée Louis-le-Grand**.
- Lycée Saint-Louis**.
- Macé** (Jean), pension du petit château de Monthiers, par Neuilly-St-Front (Aisne).
- Maës, f. de crist.**, cr des Petites-Ecuries, 9.
- Magnier**, nég., rue d'Uzes, 7.
- Mahieu-Delangre**, filateur, à Armentières (Nord).
- Maillard**, anc. négociant, château de la Vilette, à Louviers (Eure).
- Maillard** (Victor), nég., rue des Petites-Ecuries, 9.
- Maillard**, gainier, rue Réaumur, 26.
- Maistre**, manuf., à Villeneuve, par Clermont (Hérault).
- Maidant** (Charles), négociant à Savigny-les-Beaune (Côte-d'Or).
- Mallet** (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.
- Mallet**, nég., rue Paradis-Poissonnière, 22 bis.
- Mallet-Bachelier**, anc. imp.-lib., rue de Médicis, 17.
- Malouet** (b^{ne}), anc. cons. à la Cour des comptes, rue de Lille, 72.
- Mame** fils, imprimeur, à Tours.
- Mame** père, imprimeur, à Tours.
- Mandonnet**, propriétaire à Montbard (Côte-d'Or).
- Mangeot** frères, facteurs de pianos, à Nancy.
- Mansais** (Jules), référendaire au sceau de France, r. du Faubourg-St-Martin, 171.
- Manuel** frères, filateurs de coton, rue des Amidonniers, 39, Toulouse.
- Marbeau**, conseiller d'Etat, rue de Londres, 27.
- Marceille** (l'abbé), directeur du patronage de N.-D. de Bonne-Nouvelle, rue de la Chaîne, 14, Toulouse.
- Marchand** (E.), nég., rue de Rivoli, 232.
- Marestaing de Mauran** (Hippolyte), directeur de la Preservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.
- Marquerin**, administrateur supérieur des Ecoles municipales, rue d'Auteuil, 11 bis.
- Marqueritte**, chim., Faub.-St-Honoré, 293.
- Marierval**, fab. de fleurs, président du Conseil des prud'hommes, rue Saint-Denis, 208.
- Marini**, ing^r des ponts et chaussées, carrefour de l'Odéon, 4.
- Marjolin** Dr, chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaptal, 46.
- Marjolin** (Georges), rue Bellechasse, 11.
- Marjolin** (M^{me} v^e), rue de la Paix, 1.
- Marnas**, teinturier, à Lyon.
- Marochetti** (M.), rue Tronchet, 8.
- Marochetti** (M^{me} v^e), rue Tronchet, 8.
- Marqfoy**, ing. des ponts et chaussées, à Rodéz (Aveyron).
- Marquet**, négociant, rue Vieille-du-Temple, 15.
- Martin** (L.), administrateur du bureau de bienfaisance, rue de la Nativité, 20.
- Martin**, fabricant, à Tarare (Rhône).
- Martin** (Félix), r. Villers, 30.
- Martin** (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.
- Martin-Baron**, ancien négociant, rue Montholon, 34.
- Martinet**, imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.
- Masquellier** fils, au Havre.
- Massignon**, rue Perrault, 4.
- Masson** (Georges), libraire-éditeur, boul. Saint-Germain, 120.
- Masurier**, arm., au Havre (Seine-Inf.).
- Mathieu**, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las Cases, 26.
- Mathieu**, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, b. Voltaire, 4.
- Mathieu**, ingénieur à la manufacture des tabacs, à Dieppe.
- Maunoury, Wolff et C^{ie}**, fab. de papiers, rue des Archives, 10.
- Maurel** (F.), anc. manuf., rue du Faubourg-Saint-Denis, 191.
- Maurice** (G.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Jacob, 28.
- May** (H.), rue Thévenot, 14.
- May** (E.), à Beauvais (Oise).
- May** (Ernest), Secrét. gén. banque Franco-Egyptienne, boulevard Haussmann, 32.
- Mayniel**, ancien auditeur au Conseil d'Etat, rue du Cirque, 5 bis.
- Mazade** (A. de), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 71.
- Mazaroz-Riballier**, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 100.
- Meignan**, pr^e, rue du Bac, 40.
- Meinsohn**, fabricant de toiles, à Cernay (Alsace).
- Melouzay**, professeur d'histoire aulycée Fontanes, rue Joubert, 47.
- Ménage**, avenue de l'Opéra, 26.
- Mendonça Cortez** (de) directeur de la Banque Lusitane, à Lisbonne (Portugal).
- Ménier**, manufacturier, rue d'Enghien 6.
- Meixmoron-Dombasle**, fabricants d'instruments aratoires, à Nancy.
- Méquillet**, Noblot et C^{ie}, à Héricourt (Haute-Saône).
- Mercier**, directeur de la Société d'Ours-camps, par Carlepont (Oise).
- Merner de Mérode** (comte de), rue de Grenelle, 87.
- Merle** (Adrien), manuf., à Saillans (Drôme).
- Metz et C^{ie}**, bijoutiers, rue de Turenne, 49.
- Meunie** (F.), rue de Tivoli, 22.
- Meurine**, propriétaire, rue de l'Université, 43.

Meuriot (André), docteur-médecin, rue Berton, 17.
Meyer, parf., boul. de Strasbourg, 37.
Meys, syndic, boulev. Magenta, 59.
Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
Michel, ingr., cours Napoléon, 10, Lyon (Rhône).
Mieg (Ch.) et C^{ie}, à Mulhouse.
Migneret, anc. cons. d'Etat, à Montmirey-la-Ville, par Moissev (Jura).
Millescamps (Gustave), boul. Malesherbes, 19.
Millet et C^{ie}, maîtres-verriers, à Mar-nières, par Cambrai (Nord).
Milliot, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
Ministre de l'instruction publique.
Ministre du commerce et de l'agri-culture.
Ministre de l'intérieur.
Mirault (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière, 23.
Mohler fils, à Obernay (Alsace).
Moisset Foye, tapis et literie, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
Moisson, courtier d'assur. maritimes, rue Caumartin 22.
Mollard, route d'Orléans, 104.
Mollet-Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
Mondolot fils, fabricant d'appareils ga-zogènes, rue du Château-d'Eau, 72.
Monjean, direct. du collège Chaptal.
Monot, maître verrier, à Pantin (Seine).
Monpeur, graveur, r. Sainte-Apolline, 2.
Montandon (Henri), fabric. de ressorts d'horlogerie, boul. Beaumarchais, 88.
Montbrun (M. de), boulevard Beaumar-chais, 26.
Montezon, dessinateur, rue d'Aboukir, 115.
Montgolfier père et fils, fab. de papiers, r. Palestro, 39.
Montlaur (comte Humbert de), prési-dent de l'Œuvre de l'instruction et de la Persévérance des jeunes fumistes et ramoneurs, rue de Varennes, 90.
Moreau (Frédéric), r. de la Victoire, 98.
Moreau (M^{me} F.), rue de Londres, 29.
Moreau (M^{me} A.), rue de Londres, 29.
Moreau (A.), rue Saint-Georges, 3.
Moreau-Chaslons (Georges), rue Cha-zelles, 45.
Morel, manuf., à Mehun-s-Yèvre (Cher).
Morel-Motsch, à Cernay.
Moréno-Henriquer, directeur de la manutention de la Cambre de com-merce de Paris à la douane, rue Saint-Denis, 5.
Morris (Gabriel), imprimeur, rue Ame-lot, 64.
Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
Mourceau, fabricant, rue de la Ferme-des-Mathurins, 16.
Mousset-Grisson, fab^t, Faubourg-Saint-Antoine, 2.
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 56.

Müller (Em.), professeur à l'Ecole con-trale, rue des Martyrs, 19.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (P.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Nadeau, inspecteur du travail des en-fants dans les manufac., à Lille (Nord).
Nast (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Taitbout, 55.
Nathan-Picard (Charles), manufacturier, rue Saint-Nicolas, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Nattan (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Neau (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, 66 (cité d'Angoulême).
Newton-Scott (Ch.), rue Royale-Saint-Honoré, 14.
Nicolle, verrier, à Aubervilliers.
Noël (Ch.), banquier, faubourg Poisson-nière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.
Noël (C^r), rue Neuve-des-Capucines, 22.
Noirbt (Henri), avocat à la Cour de Pa-ris, rue de Rennes, 131.
Norberg (J.), maison Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
Normand (Jacques), avocat, boulevard Malesherbes, 8.
Normand (M^{me}), rue de l'Arcade, 22.
Nusse, avocat à la Cour d'appel, quai Saint-Michel, 27.
Nusse (M^{me} ve), rue du Foin, 6 (au Ma-rais).
Oberndorffer (Hugo), banquier, rue La Rochefoucauld, 28.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odlot, orf^{re}, rue Basse-du-Rempart, 72.
Ogier, rue de Chabrol, 45.
Olivier (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, rue Boursault, 18.
Olivier-Pinot, imagerie, à Epinal (Vosges).
Oriolle fils et Rochard, fileurs de laine, rue Beaurepaire, 12, à Angers.
Orves (Etienne d'), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures.
Orville, anc. magistrat, rue Saint-Domi-nique-Saint-Germain, 5.
Ouvriers (les) de la maison Christoffe et C^{ie}, rue de Bondy, 56.
Pacon (Victor), fab. de papier peint, rue de Reuilly, 73.
Pages (b^{ne} de), p^e de la Madeleine, 30.
Paillard, fabricant de bronzes, avenue Duquesne, 24.
Pallu, directeur de la Société du Vésinet, rue Taitbout, 63.
Pamar, courtier de commerce, rue Notre Dame-des-Victoires, 42.
Pareau, à Montbéliard (Doubs).
Parent et Lemaire, fil^{rs} de coton, à Roubaix.
Parfoury, marbrier, r. Saint-Sabin, 61.
Paris (Ch.), maître verrier, au Bourget.
Parisot, fab. de coutellerie, r. de la Paix, 24.
Parzudaki, de la maison Phil. Latour, fabricant de chaussures, à Liancourt (Oise).

- Pasquier**, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).
- Passy (L.)**, député, rue de Clichy, 45.
- Patiny (E.)**, filateur, à Cramoisy, par Creil (Oise).
- Payen**, nég. en soie, rue de Cléry, 9.
- Payen (M^{lle})**, rue Violet, 77, à Grenelle.
- Pelouze (E.)**, chim., rue Delaborde, 34.
- Pelpel**, nég., r. du Renard-St-Merri, 34.
- Peltreanu (M^{me})**, à Château-Renaud.
- Penicaud et Naude**, négociants, r. des Jeûneurs, 23.
- Penot, D^r** de l'Ecole de commerce, à Lyon (Rhône).
- Pereire (G.)**, Faub. Saint-Honoré, 33.
- Périn (Jules)**, avocat à la Cour de Paris, *Secrétaire de la Société de protection*, rue des Ecoles, 8 (mardi et vendredi, de 4 h. à 6 h. du soir).
- Perrin (le docteur)**, secrét. de la Com. des logements insalubres, rue de Saintonge, 66.
- Pesier**, chimiste, à Valenciennes.
- Pétel (Augustin)**, rue Pasquier, 9.
- Petibon**, rentier, rue de l'Eglise, 13, à Boulogne (Seine).
- Petit (Francis)**, expert en tableaux, rue Saint-Georges, 7.
- Petit (Ch.)**, ancien membre de la Chambre de commerce, *Vice-Président* de la Société, rue Jean-Jacques-Rousseau, 19.
- Petit (Jean)**, juge suppléant. conseiller d'arrondissement à Evreux (Eure).
- Pétray**, mécanicien-horloger, à Montbars (Côte-d'Or).
- Peyramont (Georges de)**, ancien sous-préfet, rue du Conservatoire, 8.
- Philipps**, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.
- Piat**, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
- Picard**, rue Saint-Denis, 225.
- Picard**, éditeur, rue d'Hauteville, 42.
- Picot**, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 34.
- Picquefeu (V.)**, fab. de soies, boulevard Sébastopol, 40.
- Pierret**, r. Ancele, 6, à Neuilly (Seine).
- Pillet (M^{me})**, rue Rougemont, 6.
- Pillivuyt**, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
- Pilter**, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.
- Pinet**, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis-Poissonnière, 44.
- Pion (Paul)**, teinturier, à Orival-lès-Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Pitot**, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
- Piver (AL.)**, rue de Thorigny, 20.
- Piver**, parfumeur, boul. de Strasbourg, 40.
- Plarr-Boechler**, filatr., à Kayzersberg (Alsace).
- Plassiard**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Nancy.
- Pleyel-Wolff**, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.
- Plichon**, f^r enter, rue du Chemin-Vert, 107.
- Plon fils**, imprimeur, r. Garancière, 8-40.
- Plouvier**, direct. de C^{ie} d'assurances. place de la Bourse, 8.
- Poiret**, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.
- Poirrier**, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hauteville, 49.
- Pombas**, constr.-mécanicien, à Reims.
- Pommier (Ch.)**, fab. de produits chimiques, rue Barbette, 2.
- Ponchain (Victor)**, filateur, à Armantières (Nord).
- Ponche (Narcisse)**, filateur, à Amiens (Somme).
- Porcher**, directeur de l'Ecole Turgot, rue de Turbigo, 69.
- Porion**, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).
- Poron fils et frères**, **Mortier** manufacturiers, à Troyes.
- Poulain (Paul)**, r. Vieille-du-Temple, 26.
- Poulet (Charles)**, fabricant de tissus de crin, rue Vieille-du-Temple, 47.
- Poussielgue-Rusand**, fab. de bronzes, rue Cassette, 15.
- Poyart (J.-B.)**, nég^t, r. de Grammont, 25.
- PP. Jésuites** (le Père procureur des), à l'Ecole des PP. Jésuites, r. Vaugirard, 319.
- Pregniard**, marchand-boucher, r. Cail, 23.
- Prinvaux**, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Prévot**, avoué, rue Caumartin, 9.
- Puech frères**, fab., à Mazamet (Tarn).
- Quantin**, imprimeur-typographe, r. Saint-Benoît, 7.
- Quétel-Trémols**, constructeur-mécanicien, quai de la Marne, 34.
- Quevremont (M^{me})**, rue Portalis, 9.
- Radiguet**, boul. des Filles-du-Calvaire, 13.
- Radu (M^{lle})**, (pour la commission locale du VIII^e arrondissement) r. de Turin, 8.
- Raguet-Lépine**, rue de Varennes, 56.
- Raimbert**, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg 49.
- Raingo (V.)**, rue de Prony, 10.
- Rainsart**, instituteur, à Deville les-Rouen (Seine-Inférieure).
- Rallet (A.)**, propriétaire, à Grenoble.
- Ramé**, papeter, rue d'Aboukir, 6.
- Ramoussset**, architecte, rue d'Obligado, 9.
- Ranchon (Georges)**, architecte, rue du Faubourg-Poissonnière, 127.
- Rapet**, inspecteur gén. hon. de l'enseignement primaire, rue St-Dominique, 21.
- Ratisbonne (E.)**, pl. de la Madeleine, 8.
- Raynaud**, parfum., r. Saint-Honoré, 207.
- Reber (J.-G.)**, teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
- Reblaub**, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers, 4 bis.
- Redouly et C^{ie}**, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclair), rue Saint-Georges, 11.
- Regnier (J.)**, rue des Juifs, 16.
- Renard**, entrepreneur de travaux, rue de l'Université, 179.
- Renault (M^{me})**, r. des Saints-Pères, 52.
- Renouard**, avenue Bugeaud, 48.
- Renty (C. de)**, directeur de la faïencerie de Creil (Oise).
- Reverchon (Honoré)**, directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.
- Reynold (E.)**, commissionnaire en marchandises, boulevard Voltaire, 36.
- Rhodé**, nég. en soies, rue du Caire, 2.
- Rhoné (M^{me} Ch.)**, Fbg.-Saint-Honoré, 135.

Rhoné-Pereire (M^{lle}), Fbg.-St-Honoré, 135.
Ribot, agréé près le Trib. de commerce, rue d'Hauteville, 18.
Richard (Max.), député, à Versailles.
Riché (Léon), nég., rue de Belzunce, 20.
Richébois, propriétaire, rue de Thorigny, 20.
Richou, ingénieur civil 44, av. Marceau.
Ricord (docteur), de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.
Riéder (Amédée), à l'île-Napoléon, près Mulhouse.
Riéder (Aimé), à Mulhouse.
Riedmatten (Armand de), avocat, rue des Saints-Pères, 15.
Rigal, avenue de la Grande-Armée, 75.
Rimmel, parfumeur, boulevard des Capucines, 9.
Riotot (Jules) fils, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.
Riquier (Ernest), manufacturier, à Fresnoy, par Valines (Somme).
Riquier (Th.), manufacturier, à Fresnoy, par Valines (Somme).
Rivière, fabricant de bretelles, rue Grammont, 29, à Rouen (Seine-Infér.).
Robert (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vie), Vice-Président de la Société de protection des apprentis, rue de la Banque, 15.
Robin (Dr Albert), rue de Turin, 8.
Robin (M^{me} ve), à Dijon.
Robin (le pasteur), rue Clavel, 24.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 112.
Roche (Pl.), avoué près le Trib. civil, rue de Grammont, 3.
Roche (Isidore), ingénieur civil, rue de Strasbourg, 17.
Rodanet, président du la chambre syndicale de l'horlogerie, rue Vivienne, 36.
Roger (Paul), receveur des rentes, rue Blondel, 7.
Rolland (Ch.), direct^r g^{ral} des Manuf. de l'Etat, memb. de l'Institut, r. de Rennes, 66.
Rollin, directeur de la C^{ie} d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.
Rollin (M^{me}), brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.
Rondeau et Lecler, passage des Petites-Écuries 5.
Rondelet, chasublier, r. Bonaparte, 74.
Rondillon, ébéniste, r. Caumartin, 9.
Roret, libraire, rue Hautefeuille, 12.
Rose, dir des ventes de Baccarat, rue de Paradis-Poissonnière, 30.
Rostaing (Léon), manufacturier, à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche).
Roswaiget fils, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Alsace).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin, 2.
Rothschild (baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.
Rothschild (Gustave de), rue Laffitte, 23.
Rouquès (Valère), emballer, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 21.
Rousseau (H.), nég. en vins, rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
Rousset, boulevard Haussmann, 135.
Rousset, rue Visconti, 13.
Rouvenat et Lourdé (Ch.), fab. joailliers, rue d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.

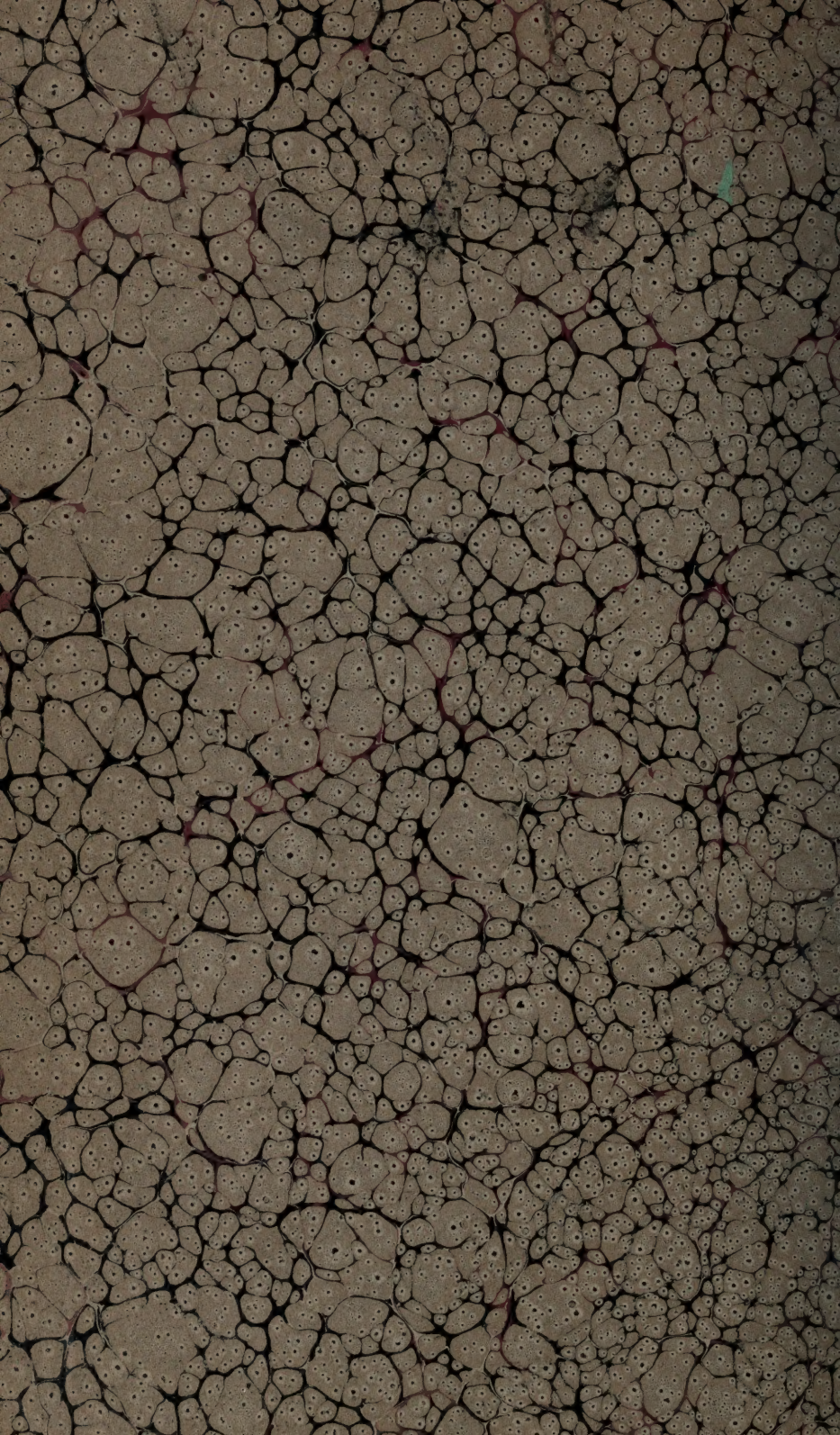
Rouxel, avocat, avenue Percier, 10.
Roy (Gust.), nég., rue Moncey, 14.
Royaux, fils, manufacturier, à l'Escarpelle (Pas-de-Calais).
Rozey (Emile), rue de l'Assomption, 18.
Sahler (L.), flat^r à Adincourt (Doubs).
Sainte-Claire Deville (H), membre de l'Institut, boulevard Saint-Germain, 153.
Sakakini (J.), rue Bass-u-Rempart, 66.
Sakakini (M.), rue Auber, 7.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 39.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale), à Saint-Denis (Seine).
Sarrail (A.), président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, à Bordeaux.
Sauvageot et C^{ie}, marchands verriers, rue du Faub-Poissonnière, 54.
Savard, fab^r bijoutier, rue St-Gilles, 22.
Savart, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 123.
Savouré (Achille), administrateur du bureau de bienfaisance du V^e arrond^t, rue des Ecoles, 40.
Say (Léon), président du Sénat, rue La Bruyère, 45.
Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.
Schæffer, industriel, rue Duvivier, 18, à Aubervilliers.
Schæffer (Gustave) à Dornach (Alsace).
Schenauer (Daniel), de la Banque, 44.
Schloss (W^{am}), rue Saint-Georges, 27.
Schlumberger (Théod. ore), à Mulhouse.
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger, Steiner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 123.
Schneider, directeur du Creuzot.
Schoetter (J. - Joseph), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 63.
Schryver (Isidore), industriel, à Hautmont (Nord).
Schwartz et C^{ie}, à Mulhouse.
Schweigsuth et de Lacroix, à Mulhouse.
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.
Sibin (M^{lle}), r. de St-Péterbourg, 43 bis.
Séligmann frères, agents de change, rue Drouot, 4.
Sellen, sellier, rue Montaigne, 4.
Sérurier (le comte), rue de Rivoli, 248.
Setier (M^{lle}), rue Fontaine, 19.
Seydoux, fab^r, rue de l'Université, 39.
Siéber, régent de la Banque de France rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), maire du Havre (Seine-Inf^{re}).
Signal, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 86.
Silvestre, fils, manufacturier, à Moulin-du-Gué, par la Ferté-Alais (Seine-et-Oise).
Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 8.
Singer (Henri), rue de Clichy, 59.
Sirot, maître de forges, à Saint-amand-les-Eaux (Nord).
Six (Charles), filateur de laine, rue du Château, 62, à Tourcoing.
Société des couverts Alfénide (ancienne maison V^e Ch. Halphen), rue d'Hauteville, 4.
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 17.

Société de secours mutuels de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 41.
Société d'impression alsacienne, à Mulhouse.
Société industrielle de Reims.
Somasco (Ch.), ingénieur civil, à Creil (Oise).
Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 145.
Soudée, nég. en spiritueux, boul. Diderot, 1.
Soulas aîné et C^{ie}, fabricants de tapis, à Marguerittes, près Nîmes (Gard).
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sriber (Alphonse), nég^t en tissus-caoutchouc, rue de Turbigo, 21.
Stein (A.), fab. de cordages, à Belfort (Haute-Saône).
Steinbach (Georges), à Mulhouse.
Steiner (Ch.), teinture et impression, à Ribeauvillé (Alsace).
Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
Stoecker, à Mulhouse (Alsace).
Strohl (Aug.), à Bâle (Suisse).
Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
Sydenham (Victor), filateur, à Doullens (Somme).
Tabarin, fab. de limes, rue Amelot, 62.
Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
Tailbouis, fabricant de bonneterie, avenue de l'Opéra, 6.
Tailbouis (M^{me}), avenue de l'Opéra, 6.
Talamon (Félix), manufacturier, rue de Richelieu, 64.
Tallon (Eug.), avocat général à la Cour de Lyon, Vice-Président de la Société, rue Gasparin, 16, à Lyon.
Taneur, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
Tassard, cartonnier, r. de Cléry, 43.
Teissereno de Bort, avenue Joséphine, 80.
Teissonnière, quai Voltaire, 5.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).
Tessier (F.), nég., r. du port de Bercy, 12.
Teste, fabr. d'éping, à Lyon-Vaise (Rhône).
Tetard, Lainé et C^{ie}, fabricant de tapis, Beauvais (Oise).
Thénard (baron), de l'Institut, place St-Sulpice, 6.
Thénard (Arnoul), place St-Sulpice, 6.
Théard, commissionnaire, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
Thiébauld (V.), fond., rue du Fbg-St-Denis, 144.
Thierry, serrurier, r. Coustou, 4.
Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
Thiriez (père et fils), filateurs, à Lille.
Thomas, banquier, rue de Londres, 10.
Thomas (Isidore), fabricant de couleurs, rue de Reuilly, 23.
Thorel, conseiller municipal de Paris, rue du Sentier, 44.
Thorens et C^{ie}, à Mulhouse.
Thouvenin, directeur de la verrerie de Wallersthal (Lorraine).
Thuret (M^{me}, née Fould), r. de Berry, 24.
Thurneyssem-Poireire, rue du Faubourg Saint-Honoré, 35.
Tiercinier, représentant de fabrique, rue Thévenot, 16.

Tirard, manufacturier, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loire).
Tissier, graveur sur cristaux, rue de la Fidélité, 3.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
Tixier, rue Bertin-Poirée, 10.
Tollu, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
Torchon, rue Jacob, 19.
Tourneux, inspecteur gén. des chemins de fer, rue Cambon, 42.
Tournier, à Mulhouse (Alsace).
Tournier (F.), avocat à la Cour de Paris rue de Vaugirard, 35.
Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fab. de tissus, à Saint-Dié (Vosges).
Trapp, manufacturier, à Mulhouse.
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.
Tresca, de l'Institut, professeur au Conservatoire des arts et métiers, rue de Valenciennes, 6.
Tricard, pharmacien, av. des Ternes, 37.
Triefus et Ettlinger, négociants en tabletterie, r. du Temple, 103.
Trille (P.), rue Monsieur-le-Prince, 44.
Trille (E.), rue Monsieur-le-Prince, 44.
Trouille (A.), à la maison-mère des frères de St-Vincent-de-Paul, à Vaugirard-Paris.
Tulpin frères, mécaniciens-construct., à Rouen.
Turner (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
Turney, nég., boul. Sébastopol, 36.
Vacquerel, fabricant de papiers de couleur, rue Réaumur, 41.
Vaillant (Armand), propriétaire, rue St-Antoine, 203.
Valdampierre, fabricant de cartonnage (fantaisie), rue Saint-Martin, 110.
Vancouvenberghe, Seys (E.), Snowden et C^{ie}, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).
Vandendorpel, fab. de papiers dorés, rue Turbigo, 70.
Varennes (M^{ie} de), av. Hoche, 9.
Vasseur (Alph.), direct. du Patronage de Nazareth, rue Stanislas, 11.
Vatin, rue de l'Échiquier, 43.
Vatry (M^{me} la baronne de), rue Monceau, 55.
Vatry (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 102.
Vaucher (E.), à Mulhouse.
Vaury, boulanger, rue Marengo, 6.
Vautier (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
Vée (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
Vélin, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).
Verdé-Delisle (A.), faubourg Saint-Honoré, 47.
Verdé-Delisle (P.), fab. de cachemires, r. du Faubourg-Saint-Honoré, 47.
Vermeesch (M^{me} V^e), fabricant à Arques, près St-Omer (Pas-de-Calais).
Vernay (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, rue St-Denis, 168.
Vernes, pasteur, rue des Batignolles, 7.
Véron (A.), av. du Coq, 6 (rue St-Lazare).
Verstraete (Émile), référendaire au sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.

Véver (Ernest), bij., rue de la Paix, 19.
Vidal (E.), filateur, à Mazamet.
Villaret (Emile), fabricant, à Clermont-l'Hérault (Hérault).
Villénaut (de), inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Dijon (Côte-d'Or).
Vilmorin (H.), boul. St-Germain, 149.
Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.
Vinois, teinturier, place de la Rotonde-du-Temple, 20.
Vintry (J.), memb. de la Ch. de comm. pl. de la Miséricorde, 2, à Lyon.
Viol, rue de Cléry, 25.
Voillereau, rue Oberkampf, 114.
Voillé, cartonier, r. des Déchargeurs, 9.
Vuillemin, Dir. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).
Vulliamy (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).
Walcher de Moltheim, consul d'Autriche-Hongrie, rue Laffitte, 21.
Walcker (bazar du Voyage), r. Roche-chouart, 42.
Wallaert frères, filateurs, à Lille.
Wallerand, teinturier, à Cambrai.
Wallet, inspecteur du travail des enfants, à Beauvais (Oise).

Wapler (C.), agent général de la Société Suisse d'assurance contre les accidents de Winterthur, av. de l'Opéra, 32.
Watel, conseiller municipal, rue Chauveau-Lagarde, 14.
Weisgerber et Kiener, manufacturiers, à Ribeaupillé (Alsace).
Weldon (M^{me} v^e), rue Scribe, 5.
Weens, employé de commerce, boulevard du Temple, 39.
Weill, relieur, rue des G^{rs}-Augustins, 23.
Wickam (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.
Wild et Zindel, à Mulhouse.
Wild et fils, fabricants de chapeaux, à Nancy.
Wilhelm, Frey et C^{ie}, à Mulhouse.
Worms (M^{me}), boul. Haussmann, 45.
Zegut, à Tusey, près Vaucouleurs.
Zeyer, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.
Zimmermann (M^{me}), place Malesherbes, 20.
Zuber (E.), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.
Zuber (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).



331.3106244 S678B v.13

c.1 Societe de protect
Bulletins.

OISE



3 0005 02023638 9

331.3106244

S678B

v.13

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.13

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

